



**HAL**  
open science

# De la professionnalisation journalistique à la professionnalisation politique au prisme du genre.

## Trajectoire de recherche

Sandrine Lévêque

### ► To cite this version:

Sandrine Lévêque. De la professionnalisation journalistique à la professionnalisation politique au prisme du genre. Trajectoire de recherche. Science politique. Université paris 1 Panthéon-La Sorbonne, 2016. tel-01624401

**HAL Id: tel-01624401**

**<https://shs.hal.science/tel-01624401v1>**

Submitted on 26 Oct 2017

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

*Mémoire en vue de l'Habilitation à Diriger des Recherches en science politique*  
*Volume 1*

*De la professionnalisation journalistique à la professionnalisation politique au  
prisme du genre.*

*Trajectoire de recherche*

*Sandrine Lévêque*

**Jury :**

Christine DETREZ, Professeure de sociologie à l'École Normale Supérieure de Lyon

Isabelle GARCIN-MARROU, Professeure de Science de l'information et de la communication à  
l'Institut d'Etudes Politiques de Lyon

Frédérique MATONTI, Professeure de Science politique à l'université Paris 1-Panthéon  
Sorbonne, garante.

Erik NEVEU, Professeur de Science politique à l'Institut d'Etudes Politiques de Rennes

Michel OFFERLE, Professeur émérite à l'École Normale Supérieure de Paris

Denis RUELLAN, Professeur de Science de l'Information et de la Communication au CELSA  
(Paris 4)

**25 novembre 2016**

*De la professionnalisation journalistique à la professionnalisation politique au prisme du genre.*

*Mémoire pour l'habilitation à diriger des recherches*

*Présenté par Sandrine LEVEQUE*

*(Université Paris 1)*

**Jury :**

Christine DETREZ, Professeure de sociologie à l'École Normale Supérieure de Lyon

Isabelle GARCIN-MARROU, Professeure de Science de l'information et de la communication à l'Institut d'Etudes Politiques de Lyon

Frédérique MATONTI, Professeure de Science politique à l'université Paris 1-Panthéon Sorbonne, garante.

Erik NEVEU, Professeur de Science politique à l'Institut d'études Politiques de Rennes

Michel OFFERLE, Professeur émérite à l'École Normale Supérieure de Paris

Denis RUELLAN, Professeur de Science de l'Information et de la Communication au CELSA (Paris 4)

## SOMMAIRE (Volume 1)

### *Prologue*

#### *Humaniser son CV pour rendre compte de sa carrière*

*De l'entrée en science politique ... quelques bribes d'intimité*

*Administration et pédagogie... le « non » travail universitaire*

*Changer de métier*

### *Trajectoire de recherche*

*De la professionnalisation journalistique à la professionnalisation politique au prisme du genre*

## **I. De la profession journalistique et de ses effets sur la production des catégories du débat public**

### **§ 1. Une sociologie des producteurs et une sociologie des produits journalistiques**

A. Déconstruire le social ... pour mieux le reconstruire

B. Du rôle des journalistes dans le processus de catégorisation

### **§ 2. Une sociologie de la profession journalistique « par le bas »**

A. De la sociologie (interactionniste) des groupes professionnels « dominés » à la sociologie du journalisme

B. L'engagement comme terrain d'analyse du processus de professionnalisation journalistique

*a. Des journalistes sociaux engagés*

*b. La sociologie d'une spécialité journalistique*

*c. Les journalistes experts de l'altermondialisme*

*d. Journalistes engagés*

## **II. Une sociologie de la profession politique au prisme du genre**

### **§1 Les origines d'un projet**

### **§ 2. L'invention de l'élu.E : démarche et premiers résultats**

A. Des politistes chez les féministes, des féministes chez les politistes

B. Une posture méthodologique, théorique politique et humaine ?

C. L'aventure « Sexe, Genre et Politique »

D. L'invention de l'élu.E et ses prolongements institutionnels

**§ 3. Ce que l'invention de l'élu.E a fait à mes recherches**

A. Les premières enquêtes

B. Les municipales à Paris, actes 1, 2, 3 et ...

C. Diffuser la recherche et rendre accessible les problématiques du genre

D. Au delà du genre : étendre les problématiques à la sexualité

a. *Les coûts de la masculinité (2010)*

b. *Genre et sexualité dans la campagne présidentielle (2012)*

c. *Questions sexuelles, affaires sexuelles et sexualité (2013)*

**III. Genre et profession journalistique : ce que la féminisation et le féminisme font au journalisme**

*§ 1 La Fronde ou le féminisme au service du journalisme*

*§ 2 De La Fronde à Causette*

## *Prologue*

### *Humaniser son CV pour rendre compte de sa carrière.*

Plusieurs de mes proches et même de mes très proches sont aujourd'hui passés par l'épreuve de l'habilitation à diriger des recherches. Tous ont souligné jusqu'alors, l'incertitude quant aux formes et au contenu du texte qu'il s'agit de produire à cette occasion. Lorsqu'on lit une sélection de différents mémoires, on est bien en peine de trouver un modèle unique auquel se référer. Le report aux textes légaux n'est pas non plus d'un grand secours<sup>1</sup> puisque l'arrêté de 2006 qui « fixe » les règles de l'habilitation n'est pas très clair sur ce que le jury doit et peut attendre de l'impétrant.

Au moment même (le 1<sup>er</sup> juin 2015) où je décidais de m'isoler pour reprendre ce mémoire entamé lors de mon CRCT - Congé pour Recherches ou Conversions Thématiques - (du mois de janvier 2014 au mois de juin 2014) poursuivi à l'été 2014 (et repris seulement en juin 2015), Olivier Nay président de la quatrième section du CNU publiait sur la liste ANCMSP, une note produit d'une réflexion collective de la section sur les attentes en matière de HDR. Selon cette note, la HDR pourrait être constituée de trois mémoires :

- le premier est une synthèse problématisée présentant le parcours de recherche de la candidate.
- le deuxième contient les travaux de recherches les plus significatifs publiés par la candidate.
- le troisième est une contribution scientifique originale, qui peut se « *présenter sous la forme d'une contribution scientifique approfondie et inédite, pouvant servir de premier manuscrit pour*

---

<sup>1</sup> Ces questions sur ce qu'est la HDR ?, nous ont occupés une première fois au moment où mon compagnon Eric Agrikoliansky a préparé la sienne. Dans l'introduction de son mémoire, il détaille les attentes légales en la matière, sans trancher entre le travail original et la synthèse des travaux. Voir sur ce point, Eric Agrikoliansky, *Du côté des classes supérieures : engagements et politisation des classes supérieures dans la France contemporaine*, HDR-Dauphine PSL, 2012.

*un futur ouvrage* »<sup>2</sup>. Ce troisième volume peut aussi selon les recommandations du CNU, « pour les candidat(e)s qui présentent un dossier scientifique particulièrement étoffé et pour lequel(le)s l'HDR consacre l'achèvement d'une longue expérience de recherche (par exemple, une vingtaine de contributions scientifiques de qualité), [...] prendre la forme d'un texte plus court, éventuellement programmatique ». Forte de ces « consignes » qui laissent néanmoins une forme de liberté, j'ai décidé de livrer ces trois documents en adaptant quelque peu leur forme et leur contenu.

Le premier mémoire consiste à produire comme d'autres l'ont fait avant moi, une forme de socioanalyse, un retour sur ma carrière et ma vie – scientifique – y compris lorsque cette dernière est indissociablement liée à la vie personnelle. Humaniser son CV, c'est donc mettre en relation des choix d'objets et de carrière avec des éléments plus intimes qui permettent de les éclairer d'un jour nouveau. Ce retour sur expérience doit par ailleurs permettre d'explicitier mon parcours de recherche, de le rendre cohérent et de délivrer à cette occasion les axes théoriques qui l'ont guidé, de rattacher ma propre histoire à l'histoire de la discipline à laquelle j'appartiens. Bref, faire le récit de la rencontre entre une histoire individuelle, la mienne, et une histoire collective : celle d'une discipline, la science politique. Il est donc question dans ce premier mémoire de retracer mon parcours de recherche, mais aussi de présenter en détail les travaux joints dans le deuxième mémoire et les contributions scientifiques non publiées produites au long de la carrière.

Il s'agit aussi dans ce volume d'aborder le métier universitaire dans toutes ses dimensions. La difficulté à livrer autrement qu'administrativement les éléments de sa carrière tient certainement aux représentations que l'on se fait en tant qu'universitaire du « Travail<sup>3</sup> ». Aujourd'hui, alors que nous sommes pourtant assommés par les tâches administratives, le Travail d'écriture et de

---

<sup>2</sup> - C'est le choix qu'ont fait, entre autres, Marine de Lassalle (*Voix et voie de la politique. Pour une sociologie des rapports sociaux individualisés à la politique et des transformations du capital culturel*, HDR, Université de Nantes, 2014), Valérie Lozach (*Des doctrines aux réformes. Contribution à une sociologie de la circulation des modèles d'administration en contexte postcommuniste*, HDR, Université Paris 10, 2014) et Antoine Vauchez (*Démocratiser l'Europe*, HDR, Université Paris 1, 2010). Delphine Dulong (*Institution Politique croyance profane et domination*, Université Paris 1, 2011) a quant à elle produit le manuscrit d'un ouvrage de synthèse à paraître et un texte assez long de présentation. Marion Paoletti (*L'idéal démocratique face à ses tentations oligarchiques. De la démocratie locale à la parité*, HDR, Université de Bordeaux, 2010) et Anne Verjus (*La citoyenneté politique au prisme du genre. Droits et représentation des individus entre famille et classe de sexe*, HDR, ENS, 2014) ont pour leur part privilégié une synthèse originale de leurs travaux.

<sup>3</sup> Madeleine Grawitz (*Méthodes des sciences Sociales*, Paris, Dalloz, 2008) dans son manuel distingue elle aussi les méthodes des sciences sociales et la Méthode des sciences sociales. Selon cette distinction, la Méthode relève pour le dire vite de l'épistémologie tandis que les méthodes sont les instruments de la recherche. On pourrait ainsi distinguer le Travail de chercheur et le travail d'enseignant et d'agent administratif de l'université et de la recherche. C'est ce dernier que je souhaite réhabiliter ici.

recherche reste pour beaucoup de mes collègues, et pour moi-même la dimension valorisée et valorisante de notre métier. Nous sommes sans doute nombreux à dire, ou à penser, après une journée passée à régler des questions administratives, à recevoir des étudiants, à faire cours, à siéger dans des jurys, commissions et comités, à préparer les emplois du temps de l'année à venir ou à sélectionner les dossiers de candidats (et accessoirement à évaluer nos pairs) : « bon maintenant, je vais travailler », i. e je vais lire un article scientifique, retranscrire un entretien, dépouiller un carton d'archives, commencer/avancer/finir un article ou un chapitre de livre... Un peu comme si tout ce qui avait été accompli, et qui constitue pourtant l'essentiel de notre métier, n'avait aucun sens. C'est peut-être dans ce décalage entre le métier réel et le métier rêvé que la frustration des universitaires plonge ses racines. Ce prologue d'habilitation est, du coup, l'occasion de ré-enchanter cette partie du travail, de faire le récit des expériences pédagogiques valorisantes, souvent, des bonheurs et les difficultés de l'engagement dans ces activités collectives que sont l'enseignement et la recherche. Avant d'aborder le *vrai Travail* d'habilitation, celui qui consistera à livrer un retour réflexif sur mon parcours de recherche, je passerai donc rapidement en revue ce supposé « non travail » qui a occupé – comme il occupe encore - une bonne partie de mon temps depuis mon entrée en fonction à l'université d'Évry jusqu'à aujourd'hui. Cette dimension administrative et pédagogique présentée, je m'attacherai enfin, à décrire plus longuement mes objets et ma trajectoire de recherche.

Le deuxième document rassemble de manière raisonnée les travaux de recherche que j'ai réalisés jusqu'à maintenant selon deux thématiques : celle de la professionnalisation politique au prisme du genre (pour ce qui est des recherches sur la parité) et celle de la sociologie du journalisme afin d'y inclure tout à la fois les travaux sur les journalistes sociaux, et ceux sur « les femmes journalistes ». Il semble inutile de revenir ici dans les détails sur des travaux « iconoclastes », ceux ponctuellement produits pour des raisons domestiques<sup>4</sup> ou trop anciens qui n'ont rien d'honteux mais qui peinent à entrer dans les cadres théoriques que j'ai choisis pour construire ma HDR et rendraient du coup moins cohérent un parcours de recherche que le présent exercice tend

---

<sup>4</sup> J'ai ainsi écrit avec une amie Delphine Chauffaut, alors responsable des études à la CNAF, un article récent consacré aux représentations genrées des parlementaires au moment du vote des lois de conciliation. « Femmes, mères, épouses et travailleuses : les représentations parlementaires des rôles sexués au travers des débats sur les politiques de conciliation (1965-2010) », *Revue française des affaires sociales*, Janvier 2013. Cette expérience a été vraiment très plaisante et enrichissante puisqu'elle m'a permis de partager et de discuter (toujours dans la bonne humeur) les points de vues purement académiques et ceux de l'expertise. Je remercie ici Delphine Chauffaut pour la lecture qu'elle a faite de ce manuscrit.



à dessiner.

Enfin, le troisième mémoire est un manuscrit original. Il rassemble et synthétise les recherches que j'ai déjà réalisées sur la presse féministe, complété d'un texte totalement inédit sur un « terrain » nouveau ouvert durant mon (trop bref) CRCT de six mois du début de l'année 2014 sur la naissance du magazine *ELLE*. Je justifierai et expliciterai la forme de ce document dans le troisième volume de mon travail.

Pour ouvrir ce premier mémoire, et parce que les chercheuses en science sociales sont aussi des auteures et qu'elles ont parfois des velléités d'écriture, j'ai décidé avant d'entrer dans la présentation raisonnée de mes travaux, de livrer un prologue qui raconte finalement comment tout cela est arrivé. Retracer son propre parcours intellectuel est un exercice dont on connaît les ficelles, mais comment résumer sa carrière (et la vie qui y est intimement imbriquée) ? Faut-il se livrer ou faire le récit administratif de sa trajectoire ? Faut-il rester dans l'exercice bureaucratique du CV augmenté ou se laisser aller à des digressions « littéraires » ? L'exercice de la HDR est peu codifié on l'a dit et les traditions disciplinaires ne sont pas toutes établies. L'histoire est cependant l'une des disciplines où cet exercice biographique semble le mieux établi, notamment au travers du mémoire d'égo-histoire tel que nous l'offre dans la forme la plus émouvante qui soit Georges Duby<sup>5</sup>. Dévoilé après sa mort, le passage du « je » au « il » révèle « une mise à l'écart » qu'il a souhaité, à laquelle il a renoncé pour qu'elle soit finalement dévoilée dans une publication posthume. C'est vrai que j'ai été tenté de m'engager dans un tel exercice, notamment lorsque je me suis rendu compte en lisant ce texte que je partageais avec Georges Duby<sup>6</sup>, ce Xe arrondissement « *quartier encore central où se mêlaient le populaire et le demi-monde, les fureurs ouvrières de la rue Grange-aux-Belles et les plaisirs faisandés du faubourg Saint-Denis* » (p. 9) auquel en bonne provinciale, je me suis attachée et sur lequel j'ai fait des recherches.

Si le XXe arrondissement a été l'objet de mes premiers engagements (notamment dans le cadre de l'organisation de soirées débats sur les sciences sociales dans un café de Ménilmontant – *Le Pascalou*<sup>7</sup>), d'une reconversion provisoire (la démocratie locale avec Loïc Blondiaux), le Xe est

---

<sup>5</sup> Duby Georges, « Ego-histoire », *Le Débat* 3/ 2011 (n° 165), p. 101-120  
URL : [www.cairn.info/revue-le-debat-2011-3-page-101.htm](http://www.cairn.info/revue-le-debat-2011-3-page-101.htm).

<sup>6</sup> Sur Georges Duby, on se reportera à Patrick Boucheron, Jacques Dalarun, *Georges Duby, Portrait de l'historien en ses archives*, Paris Gallimard, 2015.

<sup>7</sup> Les soirées du Pascalou que nous organisons en marge de nos travaux sur la démocratie locale dans le XXe avec Loïc Blondiaux et en collaboration avec un élu du XXe Jean André Lasserre ont réuni pendant deux ans environ, une fois par mois des auteur.es de sciences sociales pour débattre d'une question d'actualité.

l'arrondissement de ma « socialisation secondaire », celle de mon passage à l'âge adulte, de la naissance de mes enfants, bien après la fin de ma thèse. Car si après avoir résidé rue des Petites Ecuries, j'ai envisagé un temps de revenir dans le XXe, c'est finalement, un appartement d'universitaire, celui acheté, par hasard, à Jacques Aumont, professeur d'esthétique à l'EHESS, qui m'a retenue dans le Xe que je n'ai jamais plus quitté. Ces allers et retours dans l'Est parisien, et ce balancement entre exercice littéraire et biographique, pourraient servir de guide pour décrire la trajectoire qui mène de la thèse à la profession. Mais tout n'est pas si simple.

Ma vocation adolescente d'historienne « ratée » explique peut-être cette tentation de l'égo-histoire<sup>8</sup>. Ce prologue permet aussi de réfléchir à la seule question qui vaille lorsqu'on se lance dans ce genre d'exercice : est-il plus important pour l'auteure d'écrire ce texte que pour d'éventuels lecteurs de le lire (en dehors du jury qui peut difficilement y échapper) ? Et si, le document sert davantage à son auteure qu'à ses lecteurs et lectrices immédiat.es, on peut aussi imaginer que cette « illusion biographique<sup>9</sup> » laissera avec d'autres témoignages de ce type, des traces de ce que pouvait être la trajectoire et les conditions de travail d'une enseignante chercheur.e prise par les transformations de l'université au tournant du XXe et du XXIe siècle.

*De l'entrée en science politique ... quelques bribes d'intimité.*

La démarche consistant à raconter son parcours en l'analysant est pour moi particulièrement importante. Elle fut au centre de mes premières émotions de chercheuse et, peut-être, de mon engagement en sociologie politique. Ce goût pour la réflexivité, je le dois sans doute à Bernard Pudal, dont je suivais en 1989 les TD dans la maîtrise de science politique de Paris 1. Ses cours sur l'usage de la méthode biographique m'ont fortement marquée. A la fois parce que j'aimais comme il nous parlait de lui sans jamais parler de lui, et à cause des liens qu'il tissait sans cesse entre sociologie et psychanalyse. Je lui avais proposé un projet de mémoire pour entrer en DEA de science politique à Paris 1, mais, à l'inverse de ce qu'il préconisait, c'était un « machin » tout ficelé sur les journalistes politiques et les politistes (ou politologues) dont les résultats étaient en fait déjà formulés dans les hypothèses de recherche. L'inverse de la démarche qu'il défendait alors. La promotion 89 de la maîtrise de science politique avait la chance de suivre les

---

<sup>8</sup> Le « premier » mémoire de HDR d'histoire de Claire Blandin est conforme à ce modèle. Claire Blandin, *Les médias au cœur des mutations au XXe siècle*, HDR Histoire, Sciences Po, 2012.

<sup>9</sup> Selon une expression de Pierre Bourdieu, « L'illusion biographique », *Actes de la recherche en sciences sociales*. Vol. 62-63, juin 1986.

enseignements conjoints de Michel Offerlé, Bernard Lacroix, Daniel Gaxie et Jacques Lagroye avant que les deux premiers ne partent vers d'autres institutions (Nanterre pour Bernard Lacroix, et l'ISST pour Michel Offerlé). Ces départs ont eu des effets sur nos propres orientations, chacun choisissant l'une ou l'autre « écurie » ; d'autres décidant de garder la vieille maison de Paris 1. Pour ma part, j'avais accepté de me rendre à l'entretien de sélection du DEA de Politiques Sociales et Sociétés de l'ISST dans lequel je fus admise, avant d'intégrer l'année suivante (sur les conseils de M. Offerlé) le DEA de Sciences sociales de l'ENS-EHESS.

Plus tard, à Bourg-La-Reine, au sein un ISST encore champêtre, j'ai retrouvé Bernard Pudal. Dans son séminaire sur lecture et lecteurs populaires, je pense que c'était encore de lui dont il nous parlait. Après plusieurs déménagements, je n'ai pas réussi à jeter la pochette violette à élastique contenant les textes de Willis<sup>10</sup>, de Peneff<sup>11</sup> et d'Anne-Marie Thiesse<sup>12</sup> qu'il nous faisait travailler (je ne sais pas ce que Virginie B. avec qui j'ai partagé ces moments, a fait de ces textes).

Cette année 1989-1990, celle de la maîtrise, a aussi été celle d'autres rencontres : lorsque nous sortions du TD, dans les couloirs de la Sorbonne, des jeunes chargés de cours que nous avions déjà croisés lors de notre cursus juridique vendaient ou distribuaient une sorte de brochure dans laquelle ils et elles racontaient un peu leur vie et donnaient les résultats de leurs recherches. Il y avait des dessins un peu moches (une grenouille par exemple), et on y apprenait qu'Annie Collovald aimait le vin rouge... C'était *Politix*, c'était artisanal et mis en page par Bastien François et Guy Birenbaum sur leur petit mac cubique (avec un lecteur de disquette et pas de disque dur...). Il nous ont, à ce moment là, fourni le soutien logistique décisif pour la mise en page des deux (seuls) numéros du fanzine *La Joconde* que nous animions alors avec, entre autres, Olivier Muller-Cyran aujourd'hui journaliste, pourfendeur des « éditocrates<sup>13</sup> ». Nous nous retrouvions au *Piano Vache*, un café de la rue Laplace derrière le Panthéon... que je n'ai plus jamais fréquenté une fois revenue en Sorbonne comme maîtresse de conférences en 2003. C'était pourtant devenu mon bar préféré lorsque j'arrivais à Paris : j'y retrouvais mes amies Saint

---

<sup>10</sup> Paul Willis, « L'école des ouvriers », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 24, novembre 1978, p 50-61.

<sup>11</sup> Jean Peneff, « Autobiographies de militants ouvriers », *Revue française de science politique*, vol. 29, 1979, n° 1, p. 53-82.

<sup>12</sup> Thiesse Anne-Marie, *Le roman du quotidien. Lecteurs et lectures populaires à la Belle Epoque*, Paris, *Le Chemin vert*, 1984.

<sup>13</sup> Olivier Cyran, Mona Chollet, Sébastien Fontenelle, Mathis Reymond, *Les éditocrates. Comment parler de presque tout en racontant vraiment n'importe quoi*, Paris, La découverte, 2012

Quentinoises d'Henri IV, Marion mais surtout Virginie. Je l'ai fréquenté toute l'année 1989, l'année de ma maîtrise à Paris 1, celle du bicentenaire de la Révolution française et de la mort de mon père.

Mon goût pour la réflexivité sociologique doit ensuite beaucoup à mon passage par le DEA de Sciences sociales (ENS-EHESS) que j'intégrai après le DEA de l'ISST, donc en 1991, au stage de terrain qui était organisé à Avallon, au post-stage à Nemours avec Stéphane Beaud et Rupert Hasterok. J'ai lu et relu le livre de Florence Weber sur le travail d'à-côté<sup>14</sup> que mes étudiant.es de L3 ont dû eux aussi lire lorsque, pendant deux ans, j'ai enseigné les méthodes des sciences sociales. De cette année passée rue d'Ulm, je me souviens aussi de Gérard Noiriel, racontant ses années Longwy lors d'une fête chez Olivier Masclet et de la sortie quelques années plus tard du livre de Bourdieu sur la pratique de l'auto-analyse<sup>15</sup>.

Le cours de techniques d'enquête que j'ai assuré deux ans, en licence et en M1 (entre 2010 et 2012) m'a permis de mesurer ce que je devais à cette formation et comment mon parcours personnel pouvait s'inscrire dans l'histoire de ma discipline : la science politique. Si je n'avais pas vécu en direct le choc – pour la science politique – de la publication du *Cens caché* – auquel j'étais pourtant attachée au point de déclarer à Jean Leca, lors de l'entretien (raté) pour rentrer au DEA de Science po, qu'il était mon livre de chevet en science politique (fatale erreur sans doute). Je pense, cependant, avoir vécu en plein la révolution de la « méthode ethnographique ». Bien sûr il s'agissait de faire du terrain (et le stage à Avallon nous avait conduit, Marie-Hélène Lechien et moi, à étudier une maison de retraite) mais il s'agissait surtout de placer au cœur de la démarche, les conditions même de recueil des données. J'avoue avoir trouvé douloureuses les séances de retour sur enquête qui occupaient nos soirées dans ce foyer de jeunes travailleurs d'Avallon et ne pas avoir réussi à m'endormir, pas seulement parce que nous partagions le dortoir à plusieurs.

J'avais pris à ce moment là, lisant par ailleurs avidement les interactionnistes de l'école de Chicago (et en particulier Anselm Strauss<sup>16</sup> qui m'inspira beaucoup pour ma thèse) et leurs

---

<sup>14</sup> Florence Weber, *Le travail à-côté. Étude d'ethnographie ouvrière*. Paris : INRA/Éd. EHESS, 1989

<sup>15</sup> Pierre Bourdieu, *Esquisse pour une auto-analyse*, Paris, Edition Raison d'agir, 2004.

<sup>16</sup> Avec les sorties successives de *Miroirs et Masques* et de *La trame de la négociation* en 1992. Anselm Strauss, *Miroirs et Masques*, Paris, Métailié, 1992 et Anselm Strauss, *La trame de la négociation* (textes rassemblés par Isabelle Bazsanger), Paris, L'Harmattan, 1992.

importateurs français (comme J.-M. Chapoulie<sup>17</sup>), le tournant de la méthode inductive et l'adhésion progressive à ce que nous n'appelions pas encore la « grounded theory », sans d'ailleurs mesurer vraiment ce que cela impliquait comme prise de distance avec *Le métier de sociologue* qui jusqu'alors me servait de guide. Et si durant mes années de licence et de maîtrise à Paris 1, il s'agissait de suivre à la lettre les règles de la méthode sociologique, d'appliquer scrupuleusement le principe de la rupture, de la construction de l'objet, de la formulation d'hypothèses, de la définition d'un protocole d'enquête, bref d'appliquer à la lettre la méthode hypothético-déductive que nos maîtres nous enseignaient, le fait d'être plongée directement sur ce terrain durant le stage avalonnais a été une étape importante de ma socialisation professionnelle.

Et puis, tout cela résonnait tellement avec les débats qui animaient le monde intellectuel et pour lesquels je me passionnais une fois entrée en thèse : la sortie du *Savant et le populaire*<sup>18</sup>, des *Économies de la grandeur*<sup>19</sup> et des *Origines culturelles de la Révolution française*<sup>20</sup>. J'espère que les doctorant.es d'aujourd'hui se passionnent autant que les thésards que nous étions (« le doctorant » n'existait pas encore) pour ces questions<sup>21</sup> malgré les exigences d'une pré-professionnalisation précoce. Le groupe de copains rencontrés en maîtrise s'était dispersé sans se perdre de vue. Mieux, nous avons à Science po, à l'EHESS, à Paris 1, à l'ENS étendu notre réseau d'ami.es. Le samedi après midi, une fois par mois environ, nous réunissions un groupe de lecture, *La Salamandre* (qui était le logo de la maison Métailié dont nous suivions l'actualité des sorties<sup>22</sup> et aussi pour moi celui de la créatrice Agnès B dont je n'avais pas les moyens de m'offrir les vêtements qui me faisaient rêver et que je recevais parfois en cadeau). Nous débattions souvent vivement de l'actualité des sciences sociales de l'époque dans un cadre moins formel que celui des rendez-vous réguliers de « Lire les sciences sociales » auxquels nous assistions. Évoquer

---

<sup>17</sup> Le texte de Jean-Michel Chapoulie, « Sur l'analyse sociologique des groupes professionnels », *Revue française de sociologie*. 1973, 14-1. pp. 86-114.

<sup>18</sup> Claude Grignon Jean-Claude Passeron, *Le savant et le populaire. Misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, Paris Le Seuil 1989.

<sup>19</sup> Luc Boltanski, Laurent Thévenot, *De la justification. Les économies de la grandeur*, Paris, Gallimard, 1991.

<sup>20</sup> Roger Chartier, *Les origines culturelles de la Révolution*, Paris, Seuil, Coll. Univers Historique, 1990.

<sup>21</sup> Nous n'avions pas comme les doctorant.es actuel.les une offre pléthorique de séminaires qu'en tant que directrice adjointe du laboratoire, je cherche (désespérément) à promouvoir auprès d'eux. J'étais en tant qu'étudiante de « MO » - puisque c'était comme cela qu'il signe ses courriers - privilégiée car j'assistais au GRIP, une fois par mois, le samedi à Bourg-La-Reine. Du coup, assister à un colloque, aller à un séminaire sans avoir besoin de le faire « valider » était extrêmement désirable.

<sup>22</sup> Je pense notamment à la sortie de l'ouvrage de Michael Pollak, *L'Expérience concentrationnaire. Essai sur le maintien de l'identité sociale*, sorti en 1990 chez Métailié et qui fut l'un des premiers ouvrages que nous ayons travaillé ensemble.

cette aventure de jeunesse, c'est se soumettre aujourd'hui au regard de tellement de collègues qui l'ont partagée à un moment donné : Eric A., Marine D., Johanna S., Cyril L., Cécile P., Bruno P., etc. D'autres sont restées mes amies sans devenir mes collègues, parce qu'ils ont abandonné le projet de faire une thèse : Murielle F. ou Florence R. Certain.es furent perdues de vue comme Sylvie G. ou Catherine P. L'un partage encore ma vie aujourd'hui. Nous étions tout de même un peu polards même si nous n'oublions pas de faire la fête au 11 rue du Télégraphe où nous habitons Eric et moi avant de le « transmettre » à Johanna S. pour partir à Belleville. Télégraphe-Saint-Fargeau-Pelleport c'était un moment un peu rare où j'avais réuni mes amis de lycée, Virginie T., Babet et Ingrid D. et mes ami.es de fac dont j'ai fait connaissance à l'époque.

Nous nous sentions privilégiés, et nous l'étions. Nous avons une forme d'assurance sociale de ceux qui ont été (ou pensent avoir été) choisis par l'institution. J'avoue à cette époque m'être alors posé la question reprise plus tard par Gille Laferté dans le livre dirigé par mes compagnons du GRIP François Buton et Nicolas Mariot<sup>23</sup> : peut-on être une petite bourgeoise et une bonne sociologue ?

Tout cela c'était à côté du GRIP justement, ce groupe de recherche interdisciplinaire sur le politique, « la secte Offerlienne » dont je fus en tant que « jeune » et « fille », la première secrétaire de séance (et dont la dernière et émouvante séance a eu lieu le 4 juillet 2015). Et si le GRIP n'était pas encore ce qu'il est devenu (un endroit redouté des invité.es !), c'était la vitrine publique de la thèse : celle des découvertes et des échanges intellectuels ; celle aussi où, au fil des séances se nouent des amitiés et des complicités. L'exigence scientifique de MO (voir la raideur) à l'égard de ses thésards, s'est toujours accompagnée d'un intérêt extra-académique intrigant, agaçant mais qui finalement nous montrait chaque fois que nous étions aussi des personnes qui comptons. Aujourd'hui, je me demande encore comment Michel Offerlé sait que lycéenne, je cuisinai les cornes de gazelle et connaît le nom de mon premier amoureux révélé le jour du dîner d'enterrement de ma vie de thésarde.

La volonté de créer du collectif, par le GRIP ou La Salamandre a profondément marqué mon entrée dans le métier d'enseignant chercheur. Avant de revenir sur mon parcours intellectuel, il convient de s'arrêter rapidement sur ma carrière et les engagements collectifs qui l'ont marquée.

---

<sup>23</sup> Gilles Laferté, « L'éthographie historique ou le programme d'unification des sciences sociales, reçu en héritage », François Buton, Nicolas Mariot (dir.), *Pratiques et méthodes de la socio-histoire*, Paris, PUF, Currap, 2009/

*Administration et pédagogie... le « non » travail universitaire.*

J'ai été nommée maîtresse de conférences le 1<sup>er</sup> septembre 1997 soit, plus d'un an et demi après ma soutenance de thèse et après une première campagne de recrutement infructueuse et une participation également malheureuse au concours de l'agrégation. Année d'épreuves donc, mais durant laquelle j'ai rencontré de futures collègues avec lesquelles j'ai tissé des liens d'amitié profonds. Mon arrivée à Évry n'est pas un hasard. J'avais été vacataire, monitrice puis ATER dans cette jeune université créée en 1991 et dont, au sens propre, nous avons essuyé les plâtres. Françoise Dreyfus « tenait » le département de droit et je dois sans aucun doute mon recrutement à son appétence pour la science politique et à son choix de promouvoir de jeunes femmes. Évry était l'une des quatre universités nouvelles créées en Île-de-France dans les années 90 dont l'objectif était de déconcentrer l'enseignement supérieur, de favoriser un recrutement local des étudiant.es et du même coup d'offrir des diplômes plus professionnalisants. Pour une jeune enseignante, Évry était aussi une sorte de terre de mission où il s'agissait de faire aimer aux étudiant.es une discipline, la science politique, dont ils ne voyaient pas forcément la finalité pratique dans un environnement professionnel, celui des juristes dont la plupart, surtout du côté des professeurs, étaient plutôt sceptiques à l'égard de cette discipline. Du point de vue de la recherche, nous n'étions que deux politistes dans la jeune équipe « État et concurrence », ce qui ne nous permettait pas de développer des projets collectifs de recherche – même si les relations avec mon collègue politiste, Olivier Le Cour Grandmaison, ont toujours été solidaires et amicales. J'ai trouvé mon équilibre en matière de recherche à l'extérieur de l'université en menant des projets personnels d'abord avec Loïc Blondiaux sur la démocratie locale, puis avec les « copines » de l'invention de l'élu-E. Dans les deux cas, j'ai pu grâce au soutien de mon université organiser deux journées d'études l'une sur la démocratie locale en 1999 et l'autre en 2002 sur la mise en œuvre de la parité.

Je cherchais à l'époque des contacts hors d'Évry et je suis devenue successivement chercheuse associée au GAP (Groupe d'analyse politique) de Nanterre et au CARPO de l'UVSQ où mon amie Delphine Dulong venait d'être élue et où elle m'avait « entraînée ». Je n'ai pas eu à l'époque une activité de publication importante, happée que j'étais par la préparation de mes cours, les réunions sur la création de nouveaux diplômes, un département en « construction » et la réécriture

de ma thèse qui devait sortir en ouvrage en 2000. Dans la jeune université d'Évry beaucoup de cours étaient disponibles et je croyais naïvement qu'occuper ces cours, permettrait de montrer à mes collègues juristes que les politistes étaient indispensables : j'ai à l'époque monté des cours bien éloignés de mes spécialités (en plus de ceux qui revenaient « traditionnellement » aux politistes) : politiques de la ville, ou politiques culturelles mais aussi pour les étudiant.es économistes, le cours de « Grands courants sociologiques ». Au départ de Françoise Dreyfus pour Paris 1, j'ai aussi assuré le cours de droit constitutionnel (L1 & 2), expérience difficile mais extrêmement valorisable au moment de ma mutation. Cette « compétence » a été très certainement déterminante dans mon recrutement à Paris 1 même si c'est ma double spécialité en communication et en affaires locales (avec les recherches entreprises sur la démocratie locale dans le XXe arrondissement) qui était *a priori* requise pour remplacer Jean Mastias à la tête du DESS de Communication politique et animation locales.

### *Changer de métier*

Embauchée à Paris 1 en 2003, j'ai véritablement changé de métier, du point de vue des enseignements, des responsabilités administratives et pédagogiques et de la recherche. Selon la tradition de Paris 1 qui consiste à confier la moitié des cours de droit constitutionnel à un politiste, j'ai assuré durant un an, le cours de droit constitutionnel annuel (portant d'abord sur la Vè République puis recentré sur les grands concepts du droit public et les régimes étrangers en 2009-2010). J'avoue maintenant que si je pouvais être à l'aise avec les parties les plus politistes du cours, les autres m'angoissaient terriblement. Ne faisant aucune recherche dans ce domaine, je me sentais parfaitement illégitime à l'enseigner. Je ne pouvais par ailleurs, m'empêcher de penser que ce cours était celui de Jean-Claude Colliard, et surtout celui de Jean Gicquel que j'avais adoré lors de ma première année de droit (en 1986). J'ai d'ailleurs assisté au dernier cours de Jean Gicquel. Si lui était très ému, je l'étais aussi pour des raisons un peu « égoïstes » davantage liées à ma propre histoire.

Ce cours de droit constitutionnel (dans sa version entière ou abrégée), l'un des deux cours majeurs de la première année de Licence de droit, est un cours à gros effectifs (500 étudiant.es). Il comporte des travaux dirigés, ce qui implique la direction d'une équipe pédagogique importante (entre 7 et 12 personnes selon les années) ainsi que de lourdes charges de correction. Abandonnant ce cours en 2010 (je n'assurais plus déjà que la première partie), je l'ai remplacé par



un autre cours stratégique de premier cycle : celui d'introduction à la sociologie politique. Ce cours présentant les grandes notions de la science politique (comme l'État, la professionnalisation politique, la participation politique, etc.) est à mes yeux très important puisqu'il permet de donner goût à une discipline que nombre d'étudiant.es ne retrouveront qu'en troisième année de licence, voire en master. Ce cours est accompagné de TD et implique, là encore, la gestion d'une équipe pédagogique (plus restreinte cependant que l'équipe de droit constitutionnel). Il a aussi été pour moi l'occasion de m'initier à de nouveaux instruments pédagogiques (Espace pédagogique interactifs, Power Point).

En raison de mon autre domaine de compétence autour de la communication, dès 2003 j'ai pris la direction du DESS Communication politique et animation locales, devenu par la suite une des quatre options d'un master professionnel Affaires Publiques que j'ai activement dirigé jusqu'en 2012, participant notamment à la refonte du diplôme en 2009/2010.

Durant ces années, j'ai géré le recrutement de l'équipe pédagogique qui a été profondément modifiée avec, notamment, un renforcement de l'équipe des intervenants professionnels. J'ai par ailleurs entrepris des actions pour faciliter l'intégration professionnelle des étudiants en les emmenant chaque année au *Cap Com*<sup>24</sup> et en organisant une remise des diplômes permettant de tisser des liens entre les nouvelles et les anciennes promotions. Les liens avec *Cap Com* ont permis de construire un solide réseau facilitant aujourd'hui encore l'insertion professionnelle des étudiant.es. J'ai souhaité par ailleurs que le DESS, devenu master, soit à la fois professionnalisant tout en restant très exigeant d'un point de vue académique. J'assurais, avec les enseignants chercheurs de l'équipe, les enseignements sur la dimension plus théorique de la communication, notamment dans le cadre de mon cours magistral de communication publique, consacré à l'histoire du développement de la communication publique ainsi qu'aux processus de professionnalisation qui l'accompagne. J'ai toujours estimé qu'il valait mieux donner aux étudiant.es les instruments intellectuels leur permettant de mieux comprendre le monde professionnel qui les entoure que de se borner à leur apprendre ce qu'est un *kakemono*.

---

<sup>24</sup> *Cap Com* est un salon professionnel qui réunit chaque année en décembre, dans une ville de province, les professionnels de la communication publique. Cette sortie hors les murs de l'université permettait aux étudiant.es de nouer des contacts pour leurs stages futurs mais aussi de solidifier les liens entre les étudiant.es d'une même promotion. L'avant et l'après *Cap Com* n'étaient jamais comparables, et si cette sortie était parfois coûteuse en temps et en énergie (deux jours à Dijon, Dunkerque ou Saint Etienne en décembre), j'en garde finalement de bons souvenirs.

Cette expérience a été pour moi d'une grande richesse. Même si aujourd'hui les masters professionnels et en particulier les masters de communication ne sont guère considérés par la plupart de mes collègues, je garde pour ma part un attachement très fort à ce diplôme qui a permis à presque trois cents étudiant.es en 10 ans de trouver un métier dans lequel ils/elles semblent pour la plupart heureux.ses. En conservant des liens avec eux par le biais des réseaux sociaux, je les vois évoluer dans leur carrière (certains.es connaissent de belles réussites) et dans leur vie personnelle. Et je n'ai certainement pas emmené chaque année mes étudiant.es à Cap com', fait des cakes et nouer les diplômes et les relevés de notes avec les jolis rubans rouges de la cérémonie annuelle de remises de diplômes pour rien ! Cette prise de rôle pour le coup toute féminine de directrice de master ne m'a jamais fait renoncer aux exigences académiques. Cette expérience a été un réel plaisir pendant 10 ans. Depuis 2012, j'ai décidé de passer le relais et de m'engager dans un nouveau défi, celui du partenariat de Paris 1 avec le Centre de formation des journalistes de Paris.

Cette exigence académique, je l'ai par ailleurs maintenue durant le séminaire de communication sociale que j'assure depuis 2001 à Paris 1, dans le Master communication politique et sociale (ex DESS communication politique et sociale). Le contenu du séminaire a évolué au cours du temps : d'abord consacré à la communication institutionnelle et étatique autour des questions sociales, il s'est aujourd'hui centré sur la communication des mouvements sociaux et en particulier des ONG et autres organisations de défense des causes civiques. Il s'agit là encore pour des étudiant.es de Master 2 professionnel de leur fournir des instruments académiques utilisables dans le milieu de la communication qui valorise particulièrement ce type de savoir.

J'ai par ailleurs gardé jusqu'en 2007 un cours dans un master consacré aux collectivités locales à Évry et j'ai depuis assuré des enseignements plus ponctuels dans ma spécialité (sociologie des médias à Dauphine ou au Celsa) ou plus généralistes comme le cours de techniques d'enquête en licence et master 1 de science politique. Pour parfaire ce tableau des enseignements, il faudrait aussi évoquer la formation professionnelle que je dispense entre 2011 et 2015 aux doctorant.es contractuel.les chargé.es d'enseignement dans le cadre du Centre d'initiation à l'enseignement supérieur. Il ne s'agit pas de produire pour eux un savoir académique mais de leur donner des conseils en matière de pédagogie (pour les doctorant.es contractuel.les chargé.es d'enseignement de première année) et en matière de recrutement pour ceux de troisième année. L'exercice est

plaisant et me permet de mieux connaître les doctorant.es de science politique même si l'atelier s'adresse aussi aux juristes de droit public.

C'est encore autour des questions liées au journalisme que j'ai engagé depuis 2011, une expérience pédagogique inédite. En collaboration avec Nicolas Hubé et Frédérique Matonti et à la suite des accords avec le Centre de formation des journalistes, nous avons proposé à Paris 1 l'organisation d'une préparation aux concours des écoles de journalisme, à l'époque gratuite. Accueillant une quinzaine d'étudiant.es, cette formation est principalement centrée sur la culture générale, le français et les questions d'actualité (épreuves traditionnelles du concours) que nous préparons toutes les semaines ainsi que sur la coordination des intervenants professionnels chargés de la préparation aux épreuves pratiques. Cette préparation a permis à plus de trois quarts des inscrit.es d'intégrer l'une des 13 écoles reconnues par la profession <http://www.univ-paris1.fr/ufr/ufr11/preparation-aux-concours-de-journalisme/>. Dans ce cadre, je suis co-responsable du master journalisme délivré par Paris 1 aux étudiant.es du CFJ.

Mais le métier d'enseignante chercheuse ne se limite bien sûr pas aux activités pédagogiques et à la recherche. Depuis longtemps, ce métier est aussi un métier d'administrateur de la recherche au point qu'il conviendrait un jour d'accoler ce mot au titre dont nous nous prévalons : enseignant.es chercheur.es, administrateur.trice de la recherche tel est le véritable métier que beaucoup d'entre nous exerçons effectivement.

À Évry mon statut de jeune, femme, maîtresse de conférences et politiste m'avait tenu éloigné des responsabilités administratives, exercées plutôt, après le départ de Françoise Dreyfus, par de « vieux » hommes professeurs et juristes. Mon arrivée à Paris 1 a radicalement changé la donne en matière de travail administratif. Il est vrai que je retrouvais mes ami.es et qu'il était naturel de les aider. C'était même très enthousiasmant de participer à la vie du département de science politique dont je découvrais en tant qu'enseignante, après y avoir été si longtemps étudiante, l'envers du décor. Il faut dire que le département de science politique et le CRPS que j'intégrais à l'occasion ont eu longtemps une particularité du point de vue du personnel administratif, celui d'un très faible *turn over*. Je retrouvais donc toutes celles que j'avais connues en tant qu'étudiante : Chantal Lisse, Catherine Chanuc et, au CRPS, Catherine Bailleux.

Cet environnement a rendu mon investissement dans les tâches administratives agréable. Je venais

d'accoucher de mon second enfant, je n'avais jamais eu autant de nouveaux chantiers de recherche ; j'avais des cours à monter, mais tout cela était formidable. Hors des responsabilités pédagogiques de direction de diplôme, j'ai été élue au conseil d'UFR dès 2003 et je suis devenue en 2005 directrice-adjointe du département – dirigé alors par Frédérique Matonti. Cette fonction m'a permis de me familiariser avec le fonctionnement de l'université en période routinière (budget, emplois du temps, gestion pédagogique, relation avec les autres instances de l'université, d'autres composantes – les historiens dans le cadre de la bi-licence) mais d'être aussi confrontée à des « événements » plus exceptionnels comme les premières discussions autour de la mise en place du campus Condorcet ou des PRES et la mise en place conflictuelle de la LRU en 2007-2009. Ce conflit a été particulièrement éprouvant : en raison d'une décision gouvernementale l'accès à notre université a été bloqué pendant plus d'un mois, et ce conflit a suscité des tensions entre notre engagement dans la lutte (notamment contre la réforme du statut des enseignants-chercheurs) et les rappels à l'ordre de certains responsables de l'université – et du rectorat – qui nous sommaient de « tenir » nos étudiant.es , qui étaient il est vrai parmi les plus engagé.es dans ce mouvement.

Cette expérience m'a aussi appris des rudiments de gestion des ressources humaines (enseignantes, étudiantes) même si en la matière la formation des enseignant.es chercheur.es reste à faire, car pour citer un prestigieux enseignant du département : « l'université serait formidable... sans les collègues ». Là encore, outre la présence de Frédérique Matonti qui préservait l'adjointe des tâches les plus ingrates, je pense en voyant fonctionner l'UFR aujourd'hui que les missions ont bien changé et que désormais, Julie Gervais, spécialiste du néo-management public qui l'a occupé, a mesuré chaque jour, même indirectement le poids des réformes contre lesquelles nous étions battu.es en 2009.

S'agissant de la recherche, j'ai découvert à ce moment là une « vraie » vie de laboratoire dans laquelle je me suis aussi investie tant du point de vue administratif (en étant élue au conseil de laboratoire depuis 2005) que scientifique. J'ai ainsi participé aux discussions qui ont amené au rapprochement du CSE et du CRPS et à la création du CESSP. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014, je suis directrice-adjointe du CESSP et directrice du CRPS et je découvre plus concrètement les difficultés pour établir une réelle fusion entre les deux équipes et les difficultés à faire le lien entre l'équipe CRPS et le département de science politique. Je suis par ailleurs un peu déçue de

l'apathie de la plupart de mes collègues enseignant.es chercheur.es en matière d'engagement collectif dans la vie du laboratoire. J'avoue être parfois un peu découragée et je suis heureuse de partager cette tâche avec un directeur du CESSP, Jean Louis Briquet, auquel je peux confier davantage que les soucis des rapports avec les tutelles. Pour le prochain contrat quadriennal, je cumule désormais la direction du CRPS avec la co-responsabilité de l'axe « Économie des biens symboliques. Production, appropriation, circulation ».

En 2006, j'ai aussi intégré, à la faveur des désistements sur la liste CNU sur laquelle je m'étais présentée en 2003, cette instance en tant que secrétaire du bureau présidé alors par Pierre Sadran. Cette expérience d'un an m'a conduite à constituer une liste pour le mandat suivant du CNU. Éluë, je suis devenue pour tout le mandat de quatre ans (2007/2011) vice-présidente B de la section 4 du conseil, d'abord sous la présidence de Françoise Dreyfus, puis sous celle d'Olivier Nay. Les débuts du mandat ont aussi été marqués par les débats autour de la mise en place de la LRU et j'ai pu dans ce cadre participer aux instances de la CP-CNU avant que cette dernière ne soit profondément réformée. J'espère que la position que j'occupe sur la nouvelle liste SNESUP du CNU me laissera un peu de répit avant de siéger à nouveau pour le mandat 2015-2020 !

Durant cette période, j'ai été membre de plusieurs comités de sélection et ce pour plusieurs disciplines : en science politique (section 04) à Paris 1 en 2010, en droit public (section 02) à l'université de Poitiers en 2009 ou en info com' (section 71) à Rennes en 2012 et j'ai participé à plusieurs jurys de thèse.

Cette activité pédagogique et administrative soutenue m'a toujours paru essentielle. Et si elle semble parfois prendre une part trop importante de ma vie professionnelle – débordant parfois sur ma vie domestique – elle est à mon sens constitutif du métier d'enseignant.e-chercheur.e. J'ai souvent envié mes collègues et ami.es du CNRS pour la disponibilité du temps qu'ils ou elles pouvaient consacrer à la recherche. Si je les envie encore parfois, je suis sûre aujourd'hui du choix que j'ai fait au moment de mon recrutement à l'université. J'aime enseigner en particulier aux étudiant.es de premier cycle et j'aime la vie de bureau. Ce qui ne m'empêche pourtant pas de râler contre toutes ces tâches qui contrarient ma capacité de recherche mais qui, peut-être, la rendent si chère aux yeux de tous mes collègues.

## *Trajectoire de recherche :*

### *De la professionnalisation journalistique à la professionnalisation politique au prisme du genre.*

S'il s'agissait de trouver un fil rouge à mes recherches la sociologie des professions et de l'analyse des processus de professionnalisation serait sans aucun doute ce qui fait le lien entre tous mes travaux. Deux grands terrains m'ont permis d'éprouver cette notion. Celui de la professionnalisation journalistique d'un côté et celui de la professionnalisation politique au prisme du genre d'un autre côté. Ces deux terrains m'ont logiquement conduite à engager de nouvelles recherches (sans renoncer aux anciennes) autour de l'enjeu de la professionnalisation journalistique à l'épreuve de sa féminisation qui fait l'objet du manuscrit original livré dans le troisième volume de cette HDR.

#### **I. De la profession journalistique et de ses effets sur la production des catégories du débat public**

La politique du « côté des professionnels » et la politique « du côté des profanes » telle était la distinction qu'avaient établie Michel Offerlé et Daniel Gaxie dans le cours qu'ils « partageaient » en maîtrise de science politique en 1988-1989, date à laquelle j'ai obtenu ce diplôme. Cette distinction structure encore les deux grandes parties du cours de sociologie politique que je dispense avec un plaisir renouvelé, aux étudiant.es de première année de droit de Paris 1 depuis 2010. Mon appétence de chercheuse s'est quant à elle très tôt tournée vers la question des professionnels de la politique même si, à côté de ma thèse j'avais saisi l'occasion de participer à ma première enquête collective sur le geste électoral (et donc sur les profanes) dirigée par Yves Déloye et Olivier Ihl<sup>25</sup> me consacrant aux électeurs ordinaires de la rue du Télégraphe. La socio-analyse se révèle ici décevante. Elle permet certes, peut-être de comprendre comment j'ai su à un

---

<sup>25</sup> Cette enquête a été présentée dans le cadre d'une journée d'étude du Grav (Groupe de recherche sur l'acte de vote), sous le titre : « Journée électorale ordinaire rue du Télégraphe. Eléments pour une compréhension des relations entre acteurs du vote et institution électorale », Colloque *L'acte du vote en question : Expériences françaises et étrangères de la pratique électorale* (Table ronde « Perspectives contemporaines : le geste électoral dans la société française »), Centre de recherches politiques de la Sorbonne/ Association française de science politique, Paris, 8 et 9 décembre 1992. Cette communication fut ma première participation à un colloque.

moment donné reconvertir un héritage économique défailant en capital culturel – ce qui explique par ailleurs ce rapport « pathologique » à l'École que j'ai encore aujourd'hui pour mes enfants. En revanche elle éclaire mal le choix du sujet. Peut-être faudrait-il trouver dans l'intérêt que j'ai pour les « catégories » d'entre-deux, ni tout à fait populaires, ni tout à fait élitistes, cette position de petite fille de français moyen, élevée dans la mythologie d'une grandeur bourgeoise « perdue » du côté de ma mère (son père était un entrepreneur du textile qui a subi de plein fouet dans les années 1980 la crise frappant cette activité dans le Nord de la France) et l'exaltation des engagements militants à gauche du côté de mon père, jamais éprouvés – mes grands-parents paternels sont décédés avant ma naissance - mais souvent racontés, comme cette visite de Pierre Mendès France à mon grand-père lors d'un déplacement à Saint-Quentin.

Fidèle au principe durkheimien (et bourdieusien) d'une sociologie qui ne vaudrait pas une heure de peine si elle ne devait être qu'un savoir d'expert réservé aux experts, je me suis engagée dans ma recherche comme on s'engage en politique (et parce que lorsqu'on fait de la science politique dans les années 90, on ne s'engage pas en politique<sup>26</sup>). Travailler sur les journalistes et les discours journalistiques c'était d'abord et avant tout en découdre avec « la production de l'idéologie dominante<sup>27</sup> ». Et très vite, j'ai souhaité comprendre les logiques de « la production de l'événement politique<sup>28</sup> » et contribuer à l'analyse récente du « cercle politico-médiatique<sup>29</sup> » telle que nous la proposait déjà Patrick Champagne. Bourdieu n'avait pas encore publié *Sur la télévision*<sup>30</sup> (ce qui, compte tenu de la déception produite par la lecture de cet ouvrage au regard des attentes suscitées m'aurait certainement dissuadé de travailler sur le sujet) et peu de chercheurs s'intéressaient alors aux journalistes, aux communicants et encore moins aux « entourages » ou plutôt aux à-côtés du personnel politique. Si la création récente d'un groupe AFSP consacré à la communication politique (COMPOL) donne à penser qu'il s'agit enfin d'une

---

<sup>26</sup> Parmi les événements marquant ma socialisation politique, le mouvement étudiant de décembre 1986 m'a conduite à une « brève » adhésion au Parti socialiste (section Combat du 19<sup>e</sup> arrondissement de Paris). L'année suivante, les cours de Jacques Lagroye, en deuxième année et la lecture de Max Weber m'ont incité à ne pas la renouveler. La découverte de la science politique à Paris 1 passait en effet, à l'époque, par un strict respect de la neutralité axiologique. La méthode sociologique impliquait quant à elle la rupture interprétée alors comme une prise de distance absolue avec son potentiel objet de recherche.

<sup>27</sup> Pierre Bourdieu, Luc Boltanski, « La production de l'idéologie dominante », *Actes de la recherche en sciences sociales*. Vol. 2 N°2-3, juin 1976. pp. 3-73.

<sup>28</sup> Patrick Champagne, « La manifestation. La production de l'événement politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*. Vol. 52-53, juin 1984. Le travail politique. pp. 19-41.

<sup>29</sup> Patrick Champagne, « Le cercle politique. Usages sociaux des sondages et nouvel espace politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*. Vol. 71-72, mars 1988. Penser la politique-1. pp. 71-97.

<sup>30</sup> Pierre Bourdieu, *Sur la télévision*, Paris, Raisons d'agir, 1996.

spécialité en voie de reconnaissance, la sociologie politique de la communication n'a cependant jamais acquis le statut d'objet légitime de la science politique en dépit d'un article la consacrant comme objet possible dans le Traité de science politique<sup>31</sup> paru quelques années plus tôt. Dans les années 90, cet objet avait donné lieu à plusieurs thèses ; mais rares furent les docteur.es recruté.es en science politique sur le sujet<sup>32</sup>. Rares furent celles et ceux qui firent carrière dans la discipline préférant les rives plus accueillantes de la section 71 (Info-com)<sup>33</sup>.

C'est donc avec un projet sur les journalistes politiques – et leur rôle dans la lutte pour la définition légitime de la politique – que je me suis présentée aux différents DEA qui s'offraient aux étudiants de maîtrise pas trop mauvais à l'époque : Nanterre que Bernard Lacroix avait rejoint, Science Po où Pierre Favre et Jean Leca dirigeaient le DEA d'Études politiques, Paris 1 au sein de l'UFR 11 avec Daniel Gaxie, et, pour moi, l'ISST où Michel Offerlé avait été nommé. Il convient à ce propos de se souvenir, qu'au début des années 90, les « bon.ne.s » étudiant.es intégraient plutôt un DEA qu'un DESS.

C'est lors de l'entretien avec Michel Offerlé à Bourg-La-Reine, que ce dernier me proposa de rejoindre le DEA de sciences sociales de l'ENS-EHESS à la condition que je mène de front les deux diplômes. L'un serait soutenu et achevé en 1990 (celui de sciences sociales, sur les débuts du syndicat des journalistes du mouvement social<sup>34</sup>) et l'autre en 1991 (celui de l'ISST, sur les relations entre journalistes et syndicalistes autour de la question de la communication syndicale et de la mise en place de structures spécialisées sur cette question dans les confédérations). Ce double cursus allait me permettre de bénéficier d'une allocation de recherche et de rejoindre Paris 1 (non pas dans l'UFR 11 mais dans l'UFR 12), à la condition d'être acceptée en thèse dans le département de science politique au sein duquel une thèse sur les journalistes ne relevait pas

---

<sup>31</sup> Dans le traité de science politique (volume 3), une entrée est consacrée à « Communication et action politique ». Ce chapitre est divisé en deux sous parties, l'une, « Langage et politique » est rédigée par Frédéric Bon ; l'autre écrite par Francis Balle porte sur « Médias et politique ».

<sup>32</sup> Caroline Ollivier-Yaniv en thèse à Paris 1 a d'abord été recrutée comme maitresse de conférences en info-com, tout comme Dominique Bessière.

<sup>33</sup> Après avoir soutenu lui aussi une thèse de science politique doublé d'une HDR dans cette discipline, Jean Baptiste Legavre a soutenu une HDR en info com pour devenir professeur dans cette discipline.

<sup>34</sup> Sandrine Lévêque, *L'invention d'une spécificité professionnelle : le cas des journalistes sociaux*, Mémoire de DEA de Sciences sociales, ENS/EHESS, 1990.



encore aux yeux de tous de notre discipline<sup>35</sup>.

Cet entretien me permit aussi de réorienter mon sujet : non plus désormais les journalistes politiques mais les journalistes sociaux, c'est-à-dire les journalistes traitant, pour le dire vite, du mouvement social et des organisations syndicales. Une telle réorientation se justifiait également par mon insertion dans l'Institut des sciences sociales du travail, lieu historique de la formation syndicale dont les deux centres se situaient à Bourg-La-Reine et à Sceaux. Par ailleurs, un an (ou deux ?) avant, deux jeunes garçons prometteurs – Sylvain Bourmeau et Dominique Cardon - que je ne rencontrerai que quelques temps plus tard, avaient déposé des sujets sur la question du journalisme politique (pour le premier) et sur les frontières de la rubrique « société » (pour le second). Ils n'ont pas soutenu leur thèse et ont connu (néanmoins) une brillante carrière. Je pris progressivement l'habitude, sans pour autant que j'en fasse quoique ce soit ou presque dans ma thèse, de penser qu'il était normal pour une fille de s'occuper du social tandis que les garçons prenaient en charge les questions politiques. Je ne savais pas à quel point cette plaisanterie aurait du sens dans la suite de ma carrière.

Le livre consacré au social, dirigé par Annie Collovald, Brigitte Gaïti, Daniel Gaxie et Patrick Lehingue<sup>36</sup> venait de paraître et mettait en évidence à quel point le social était justement un sujet « dominé » dans l'espace politique. Lors d'un de mes tous premiers entretiens, un journaliste du *Monde* m'avait d'ailleurs apostrophée en me demandant « *pourquoi je m'intéressais aux ringards du social* ». Deux mémoires de DEA qui constitueront les fondements de la thèse furent donc soutenus en 1990 et 1991. Ils cherchaient déjà à saisir les liens entre la question de la professionnalisation journalistique et de la production de l'information sociale. Ils empruntaient leurs références à la science politique, à l'histoire et à la sociologie telle qu'elle se pratiquait au sein du DEA de la rue d'Ulm. La thèse m'a permis ensuite de poursuivre l'aventure intellectuelle dans une perspective socio-historique portée par Michel Offerlé, dans un projet global de genèse d'une catégorie d'intervention journalistique, celle de social. Le projet était de mener de front, ce qui ne se faisait pas encore, une sociologie des producteurs d'information et une sociologie de la profession journalistique. J'avais complété en DEA de sciences sociales mon mémoire principal

---

<sup>35</sup> Venant du DEA de sciences sociales, je me souviens sans être vraiment au courant des arguments échangés à l'époque, qu'il n'allait pas de soi, pour Claude Emeri qu'une « sociologue » s'inscrive en thèse au département de science politique de Paris I, avec un sujet sur les journalistes.

<sup>36</sup> Daniel Gaxie, Annie Collovald, Brigitte Gaïti, Patrick Lehingue, Yves Poirmeur, *Le "social" transfiguré. Sur la représentation politique des préoccupations "sociales"*, Paris, PUF/CURAPP, 1990.

par un mémoire *ad hoc* sur le traitement médiatique d'un des derniers grands conflits sociaux, de l'industrie automobile, le conflit Peugeot de 1989. Ce mémoire dirigé par Stéphane Beaud montrait alors le populisme et l'ethnocentrisme des journalistes qui décrivaient les ouvriers en grève, à grand renfort d'images de *braseros*, de merguez et de pastis, tout en louant leurs courageux efforts révolutionnaires. Ces premiers « travaux » universitaires m'ont permis d'affirmer ma posture méthodologique : faire tenir ensemble une sociologie des producteurs et une sociologie des produits journalistiques qui me guide jusqu'à aujourd'hui et sur laquelle il convient de s'arrêter.

### **§ 1. Une sociologie des producteurs et une sociologie des produits journalistiques**

Revenir *a posteriori*, sur les principales étapes de la thèse telle qu'elle a été finalement produite et publiée implique un travail de reconstruction dont je ne suis pas dupe. Les choses ne furent sans aucun doute pas si simples car l'écriture de la thèse se caractérise souvent par des aller-retour, des hésitations, des doutes. Revenir ici sur sa thèse, c'est un peu comme remettre de l'ordre dans ses affaires, faire des classements qui n'étaient pas forcément ceux des origines mais qui, au moment où on les choisit, tombent sur le coup de l'évidence et c'est notamment expliciter comment, on passe d'une thèse sur le rôle des journalistes dans les processus de catégorisation du social (au deux sens du terme) à une thèse sur ce qui au final m'intéresse : les processus de professionnalisation.

#### **A. Déconstruire le social... pour mieux le reconstruire.**

L'idée initiale, dans la lignée de « la production de l'idéologie dominante » évoquée plus haut<sup>37</sup>, était d'engager un travail sur la production de l'information comme l'un des discours porteurs de cette idéologie dominante. Si Pierre Bourdieu et Luc Boltanski avaient travaillé sur les élites et sur les liens entre les discours produits (principalement dans des livres et des rapports d'experts) et la position des producteurs de ces discours, je pensais qu'il était utile de faire un travail sur les fameuses « élites intermédiaires » qu'ils évoquaient dans leur texte et en particulier les journalistes comme producteurs de discours possédant l'apparence de la « neutralité » et de l'objectivité. En relisant aujourd'hui « la production de l'idéologie dominante », et son exégèse

---

<sup>37</sup> Pierre Bourdieu, Luc Boltanski, « La production de l'idéologie dominante », *art. cité*.

proposée plus récemment par Luc Boltanski<sup>38</sup>, je mesure à quel point ce texte a été pour les sciences sociales en général, une rupture et comment il a pu pour des apprenti.es chercheur.es, être une forme de déclencheur de la recherche tant d'un point de vue politique que méthodologique. La force du dévoilement des mécanismes cachés de domination a été pour moi essentielle. Non seulement Boltanski et Bourdieu nous montraient comment s'imposait à nous cette idéologie dominante mais ils le faisaient de façon systématique en usant d'une méthodologie maîtrisée et objectivée et de mon point de vue incontestable. Ils faisaient de la science au service d'une cause politique sans renoncer aux principes essentiels de la science.

De fait, ma thèse telle qu'elle a été soutenue, comme l'indique son titre<sup>39</sup>, devait être une sociologie de la production d'une catégorie du débat public (celle de « social ») par les journalistes : et ce n'est qu'après coup, au moment de la publication, que les priorités scientifiques furent renversées et, qu'en quelque sorte, ma thèse devint l'une des « premières » portant sur une sociologie du journalisme « par le bas », c'est-à-dire par le biais d'une analyse des segments professionnels les moins légitimes de la profession. Suivront ensuite plusieurs autres thèses centrées sur les journalistes « les moins légitimes de la profession » : celle de Dominique Marchetti sur les journalistes médicaux<sup>40</sup>, celle de Julien Duval sur les journalistes économiques<sup>41</sup>, puis celle d'Olivier Baisné<sup>42</sup> ou de Gilles Bastin<sup>43</sup> sur les journalistes européens. Plus tard viendront des thèses sur les journalistes spécialistes d'environnement<sup>44</sup>, et plus récemment encore sur les journalistes sportifs<sup>45</sup>. Il faudra pourtant attendre Nicolas Kaciaf<sup>46</sup> pour que finalement soit

---

<sup>38</sup> - Luc Boltanski, *Rendre la réalité inacceptable. A propos de "La production de l'idéologie dominante"*, Paris, Demopolis, 2008.

<sup>39</sup> « *La construction journalistique d'une catégorie du débat public. Spécialisation journalistique et mise en forme du social.* », Thèse de science politique, Paris 1, 1996.

<sup>40</sup> Dominique Marchetti, *Contribution à une sociologie des transformations du champ journalistique dans les années 80 et 90 : à propos d'"événements sida" et du "scandale du sang contaminé"*, Thèse de sociologie EHESS, 1997.

<sup>41</sup> Julien Duval, *Un journalisme en expansion. Contribution à une sociologie du journalisme économique et des relations entre champ journalistique et champ économique*, Thèse de sociologie, EHESS, 2000.

<sup>42</sup> Olivier Baisné, *La production de l'actualité communautaire. Eléments d'une sociologie comparée du corps de presse (France, Grande-Bretagne)*, Thèse de science politique, Université de Rennes I, 2003.

<sup>43</sup> Gilles Bastin, *Les professionnels de l'information européenne à Bruxelles. Sociologie d'un monde de l'information (territoires, carrières, dispositifs)*, Thèse de sociologie, ENS Cachan, 2003.

<sup>44</sup> Jean-Baptiste Comby, *Les enjeux liés aux changements climatiques : valorisation publique, médiatisation et appropriations au quotidien*, Thèse de sciences sociales pour l'obtention du doctorat en sciences de l'information et de la communication présentée, Université Paris II (IFP), 2008.

<sup>45</sup> Karim Souanef, *Le journalisme sportif pris au jeu : Sociologie des principes de légitimité professionnelle*, Thèse de science politique, Université Paris Dauphine, 2013.

produite une thèse sur les journalistes politiques ... en 2005.

Pour ce qui est de l'analyse de l'idéologie dominante, j'avais d'ailleurs à ce point oublié qu'elle était ma première préoccupation que le texte de Bourdieu et Boltanski est absent de la bibliographie de ma thèse. Cet oubli s'explique sans aucun doute par l'ambivalence dans laquelle se trouvait alors tout jeune chercheur bourdieusien pris dans les controverses autour de l'œuvre du sociologue, débats, voire affrontements, qui étaient constitutifs de sa socialisation scientifique – et amicale. On ne peut pas vivre « en direct » ou presque, la sortie du livre de Grignon/Passeron<sup>47</sup>, puis celle du Boltanski/Thévenot<sup>48</sup>, voir son meilleur ami « passer à l'ennemi » et faire, en parallèle de la sienne, un mémoire puis thèse sur les journalistes<sup>49</sup>, sans que cela ne produise des effets. Il était de bon ton à l'époque des débats « sociologie critique vs sociologie de la critique » de prendre ses distances avec les références les plus marquées de Bourdieu. Et tout ce qui m'avait fascinée dans « la production de l'idéologie dominante » notamment la capacité de dévoilement et de dénonciation était aussi le point sur lequel (malgré son revirement ultérieur) Boltanski était le plus sévère à l'égard de Bourdieu.

En intitulant la thèse *Les journalistes sociaux : histoire et sociologie d'une spécialité journalistique*, je renversais en quelque sorte la problématique. Mais pour la soutenance, il fallait aussi coller davantage aux préoccupations de la discipline que je souhaitais intégrer et pour laquelle le journalisme avait (et a toujours) finalement peu d'importance et peu de légitimité au point de rendre difficile, on l'a dit, l'inscription d'un sujet de thèse sur cet objet à Paris 1. A la même époque, avec Michel Offerlé, Vincent Dubois<sup>50</sup> travaillait à déconstruire la catégorie « culture »<sup>51</sup>, Didier Georgakakis celle de « communication publique ». Je m'attaquais donc au

---

<sup>46</sup> Nicolas Kaciak, *Les métamorphoses des pages Politique dans la presse écrite française (1945-2000)*, Thèse de science politique, Université Paris 1, 2005. Un livre issu de cette thèse a été publié sous le titre, *Pages « politiques », Histoire du journalisme politique dans la presse française (1945-2006)*, Rennes, PUR, 2013.

<sup>47</sup> Jean Claude Grignon, Jean Claude Passeron, *Le savant et le populaire, Misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, Paris, Le seuil, 1989.

<sup>48</sup> Avant même la sortie de Luc Boltanski, Laurent Thévenot, *De la justification. Les économies de la grandeur*, Paris, Gallimard, 1991, nous avons lu et discuté, du texte paru en 1987 au PUF dans la collection des Cahiers du Centre d'études de l'emploi et intitulé, *Les économies de la grandeur*.

<sup>49</sup> Cyril Lemieux, *L'invention de l'objectivité. Eléments pour une sociologie de l'excellence journalistique*, Mémoire de DEA, EHESS, dirigé par Luc Boltanski, 1991.

<sup>50</sup> Cette thèse soutenue en 1994, a fait l'objet d'une publication sous la titre, *La politique culturelle. Genèse d'une catégorie d'intervention publique*, Paris, Belin, collection « Socio-histoires », 1999.

<sup>51</sup> Soutenue quelques jours après la mienne, la thèse de Didier Georgakakis a été publiée sous le titre : *La République contre la propagande. Aux origines perdues de la communication d'État en France*, Paris, Economica, 2004.

social par le biais de la contribution journalistique à la mise en forme de cette catégorie du débat public.

Initialement, il s'agissait donc de rendre compte de la manière « dont *le social* s'est imposé comme un mode de classification et d'organisation de la réalité » et de mesurer quelle était la place des journalistes dans ce processus. Si bien entendu la sociologie des médias, plus développée dans les pays anglophones offrait un certain nombre d'instruments autour notamment des questions de cadrage, ou d'amorçage, c'est vers une perspective résolument constructiviste<sup>52</sup> que je me tournais en cherchant à rendre compte, comme l'avait fait Luc Boltanski à propos des cadres, des processus qui avaient conduit à penser « le social » sur le mode du cela va de soi et de le considérer comme « *une réalité qui s'impose aux acteurs*<sup>53</sup> ». Comme je l'écrivais alors, il convenait donc « de soumettre le *social* « à une critique épistémologique fondée sur l'histoire sociale de [sa] genèse et de [son] utilisation<sup>54</sup> » et de « s'interroger alors sur la façon dont [il] devient une catégorie structurant le débat public », c'est-à-dire « de comprendre, comme nous y invitent Peter Berger et Thomas Luckmann, « *les processus par lesquels tout corps de connaissances en vient à être établi en tant que réalité* » et qui « *contribuent à l'inscrire dans l'ordre d'une réalité objective, c'est-à-dire perçue comme extérieure aux individus*<sup>55</sup> ».

Cette approche impliquait une dimension socio-historique qui s'accordait par ailleurs très bien avec ma socialisation au DEA de sciences sociales avec Gérard Noiriel et mon inscription en thèse avec Michel Offerlé. Si la catégorie « social » était une catégorie d'entendement journalistique, qu'elle s'objectivait dans des services, des rubriques, des associations de journalistes, il était évident pour moi qu'il convenait de revenir sur la genèse de cette catégorie et sur son institutionnalisation dans l'espace journalistique sans même me poser la question d'une autre approche. Cette « socialisation » académique est telle qu'elle m'a donné le goût de l'histoire

---

<sup>52</sup> Comme l'écrit Cyril Lemieux, dans le numéro 100 de la revue *Politix*, « à tous les égards, le constructivisme faisait alors figure de position d'avant-garde et semblait l'aiguillon d'une révolution intellectuelle en marche. Il l'était indéniablement, en permettant à la jeune génération des chercheurs de décaper, un à un les objets canoniques de la science politique, pour les débarrasser de la gangue de juridisme, parfois même d'essentialisme, dans laquelle ils semblaient avoir été maintenus ... L'approche constructiviste, tout au long des années 90 s'est généralisée ». Cyril Lemieux, « Peut-on ne pas être constructiviste ? », *Politix* 4/2012 (n° 100), p. 169-187 p. 170.

<sup>53</sup> Luc Boltanski, *Les cadres. La formation d'un groupe social*, Paris, Editions de Minuit, Collection « Le sens commun », 1982.

<sup>54</sup> Pierre Bourdieu, « L'identité et la représentation. Eléments pour une réflexion critique sur l'idée de région », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n°35, Novembre 1980 p. 63.

<sup>55</sup> Peter Berger et Thomas Luckmann, *La construction sociale de la réalité*, Paris, Méridien Klincksieck, 1989, p. 10.

au point de renouer, plus tard avec la sociologie du journalisme par le biais là encore d'un objet historique, la *Fronde* et le personnage de Marguerite Durand.

Cette entrée était d'autant plus évidente qu'elle permettait aussi de mettre en relation, production du discours (étude d'un corpus d'articles) et analyse sociographique d'un groupe professionnel à différents moments et d'élucider les rapports de force autour d'une bonne définition du social et par ricochet du journalisme professionnel.

La première démarche a donc été de constituer un corpus de textes, d'articles de journaux et de tenter de faire le lien entre leurs contenus et la position qu'occupaient les journalistes qui les produisent à différents moments, donc dans des contextes de production et de réception extrêmement différents : le tournant du XIXe/XXe, les années 1960/1970 et la période contemporaine de ma thèse (celle des années 1990). Dans tous les cas, il s'agissait d'abord et avant tout de saisir le rôle des journalistes dans les processus de catégorisation de la réalité sociale, et de comprendre au sens premier du terme, ce que signifiait le terme « informer » – i.e comme une *mise en forme*. Cette démarche mérite d'être explicitée.

### **B. Du rôle des journalistes dans le processus de catégorisation**

Si Jacques Gerstlé, membre de mon jury de thèse et dont j'avais suivi les cours de politiques publiques durant ma maîtrise, participait à l'époque à l'invention d'une sous-discipline en science politique – la communication politique<sup>56</sup> – et s'il avait déjà fait œuvre de passeur de la littérature anglophone sur la question de la construction journalistique du politique, il a été très difficile pour moi de me reconnaître dans cette littérature (pour l'essentiel anglophone). Certes elle insistait sur le rôle des médias dans la construction des problèmes publics (autour notamment de la notion de *framing* que j'ai discuté, d'ailleurs très maladroitement, à un séminaire organisé par Jacques Gerstlé à Paris 1 après ma soutenance de thèse), mais elle présupposait surtout que les médias ont des effets sur l'opinion publique. Il s'agissait alors dans une perspective d'analyse de *l'agenda setting* et d'*agenda building* de comprendre qui des médias, du personnel politique entendu au sens large, et de « l'opinion publique » influençait l'autre. Politiste, je me rappelais avec joie mes cours de première année avec Jean-Pierre Mounier sur Lazarsfeld et les effets limités des

---

<sup>56</sup> La première édition du *Que sais-je* de Jacques Gerstlé – *La communication politique* – paraît en 1992. Le manuel est sorti quelques années plus tard, en 2004, chez Armand Colin.

campagnes électorales. Marquée par la lecture de Roger Chartier sur les origines culturelles de la Révolution<sup>57</sup>, j'étais tout à fait convaincue que les idées ne faisaient pas les révolutions. Et si la micro-histoire de Ginzburg<sup>58</sup> m'avait ouvert l'esprit sur les usages que Menocchio pouvait faire des textes qu'il lisait, les mécanismes des effets ou des usages me paraissaient dans tous les cas beaucoup trop complexes et importants pour n'être étudiés que de manière « accessoire ».

J'étais convaincue qu'il aurait fallu mettre en place un dispositif de recherche trop lourd et coûteux pour mener à bien une sociologie de la réception et des usages. J'avais été sensibilisée à cette question par les travaux inspirés des *cultural studies* en participant, comme petite main en 1996<sup>59</sup> à l'enquête Téléthon coordonnée par Dominique Cardon, Jean Philippe Heurtin et l'équipe du CNET. Les dispositifs engagés par cette enquête étaient si coûteux, qu'il me semblait impossible si l'on souhaitait mener une enquête sérieuse, de travailler tout à la fois sur la production des discours médiatiques et sur la réception de ces mêmes discours<sup>60</sup>. Du même coup, je reprenais à mon propre compte Lasswell pour exclure cette question des effets du champ de ma recherche. Celui-ci définissait l'action de communication autour de cinq questions : qui ? Dit quoi ? Par quel canal ? À qui ? Et avec quels effets ? Ces cinq questions structurent encore très largement les études en communication et créent désormais des frontières « disciplinaires » et intellectuelles quasi infranchissables entre ceux qui, faisant la sociologie du journaliste et plus largement des producteurs d'information, étudient « *le qui* », ceux qui analysent le contenu du discours et se chargent du « *dit quoi ?* », ceux qui, tenant du paradigme technologique retrouvent une forme de légitimité en étudiant *le canal* et ceux qui travaillent, en étude d'audience, sur le « *à qui* » et en étude de réception sur le « *avec quels effets ?* ».

En délaissant l'analyse des discours, je me situais dans une posture plus résolument sociologique, centrée sur l'analyse de leur production et de leur producteurs et productrices. Mon travail de thèse s'inscrivait donc dans le cadre d'une « sociologie du qui » pour reprendre les catégories de

---

<sup>57</sup> Roger Chartier, *Les origines culturelles de la Révolution française*, Paris, Le Seuil, 1991.

<sup>58</sup> Carlos Ginzburg, *Le fromage et les vers. L'univers d'un meunier du XVI<sup>e</sup> siècle*, Paris, Aubier 1980. Je suis ici encore une fois redevable à Bernard Pudal de m'avoir fait découvrir cet ouvrage.

<sup>59</sup> Je date très précisément la réunion pour présenter le dispositif méthodologique de la phase « réception » de l'enquête Téléthon au 3 décembre 1996, date de l'attentat du RER B à la station Port Royal. Nous sommes sortis de l'EHESS où avec Brigitte Le Grignou nous pouvions constater le va-et-vient des voitures à girophares dont les sirènes avaient troublé notre réunion.

<sup>60</sup> Cf. sur ce point Brigitte Le Grignou, *Du côté du public, Usages et réception de la télévision*, Paris, Economica, 2003.

Lasswell, c'est-à-dire d'une sociologie des producteurs d'information permettant de comprendre les logiques de production des catégories du débat public. Il convenait ainsi à l'époque de se démarquer d'une analyse de discours pour le discours, ou même d'une démarche sémiotique jugée trop proche de la tradition littéraire et dans tous les cas éloignée des sciences sociales. Même si Simone Bonnafous, venue présenter au séminaire du DEA son livre sur les mots de l'immigration<sup>61</sup>, m'avait fait revoir avec plus de bienveillance l'analyse de discours, je souhaitais plus radicalement inscrire ma démarche dans une sociologie de l'écriture journalistique qui tiennent compte des conditions sociales de sa production. En science politique, féru de littérature et attentif à l'idéologie, Erik Neveu<sup>62</sup> avait lui aussi, mais autrement, contribué à réévaluer l'analyse de contenu. Hostile à l'exégèse des textes telle que la pratiquait la théorie politique, la recherche sur les discours constituait une sorte de boîte noire que les travaux d'Erik Neveu incitait à ouvrir. J'ai dans ma thèse cherché à suivre ses préconisations et j'ai décidé de prendre les textes au sérieux, comme je le ferai dans le cadre du troisième tome de cette HDR (notamment dans la partie consacrée à *ELLE Magazine*)<sup>63</sup>, non pas parce que je postulais que ces textes avaient des effets directs sur le public mais plutôt, dans la lignée d'Erving Goffman<sup>64</sup>, parce qu'ils témoignaient des représentations dominantes d'une époque et surtout parce qu'ils permettaient de comprendre et de mettre au jour les visions du monde de ceux qui les produisaient.

Pour ma thèse j'ai ainsi constitué plusieurs corpus raisonnés de textes dont le principal était composé d'articles tirés de huit quotidiens (*Le Figaro*, *L'Humanité*, *l'Intransigeant*, *Le Matin*, *la Petite République*, *le Petit Parisien*, *Le Populaire* et *Le Temps*) à raison d'un mois tous les 5 ans pour l'ensemble des titres, sur une période allant de 1905 à 1935. Ce dépouillement – représentant plus de 1 250 exemplaires – s'est principalement opéré dans les collections conservées à la bibliothèque de la rue Saint-Guillaume où les bibliothécaires, lassés de me remonter des journaux ou micro-fiches, avaient gentiment décidé de m'installer un bureau au sous-sol. Cette entreprise s'est révélée particulièrement chronophage (comme le sera d'ailleurs le dépouillement de *ELLE* à la bibliothèque Forney durant mon CRCT au premier semestre 2014 sur lequel je reviendrai) et n'a pas eu les résultats attendus au regard du temps investi, même si aujourd'hui

---

<sup>61</sup> Simone Bonnafous, *L'immigration prise aux mots*, Paris Kimé, 1991.

<sup>62</sup> Erik Neveu, « Pages « Politique » », *Mots*, décembre 1993, N°37. Rhétoriques du journalisme politique. pp. 6-28.

<sup>63</sup> On verra plus loin, que pour mon analyse de la presse féminine et féministe, j'ai aussi consulté les collections d'*Histoires d'Elles* et de *F. Magazine*.

<sup>64</sup> Erving Goffman, « La ritualisation de la féminité », *Actes de la recherche en sciences sociales*. Vol. 14, avril 1977. Présentation et représentation du corps. pp. 34-50.



encore ce travail me semble indispensable à la bonne compréhension du travail journalistique. Deux types d'analyses ont été menées sur ce corpus : l'une visant à repérer le rubriquage dont faisait l'objet le « social » et une autre, plus thématique, destinée à identifier les objets associés à la rubrique et les angles choisis pour les traiter. L'analyse en terme de rubriquage m'a ainsi permis de montrer comment les questions sociales s'inscrivaient en tant que telles et durablement dans les colonnes des journaux. S'agissant de l'inscription durable de la rubrique dans l'espace rédactionnel des journaux, j'ai fait apparaître sur une longue période une forme d'institutionnalisation de la catégorie. Les changements d'intitulés de la rubrique révèlent aussi ceux des représentations du social que donnent à voir les titres. Comme dans d'autres espaces – politique ou académique – où il est utilisé pour qualifier certains objets ou secteurs d'activité (la prévoyance, les assurances, un ministère etc.), le social est régulièrement associé dans les journaux à d'autres *items* relativement stables : « la vie », « les questions », « le mouvement » servent ainsi de référence aux rubriques des journaux étudiés, au même titre que « la vie parlementaire », « le théâtre », « le sport », « la chronique judiciaire » ou « les faits-divers ».

Cette première analyse m'a permis ensuite d'identifier les principales « informations » qui s'y rattachent, à savoir des « faits » ou des questions touchant pour le dire vite, les classes populaires en général et la population ouvrière en particulier. En me recentrant sur les textes produits dans cette rubrique et en menant sur ces textes une analyse thématique et qualitative, j'ai pu affiner ce constat. Les rubriques traitant du « social » parlaient certes des populations ouvrières, mais elles en parlaient en empruntant deux registres particuliers déjà repérés par Claude Grignon et Jean Claude Passeron<sup>65</sup> dont la lecture de l'ouvrage m'avait particulièrement « bousculée ». Ces deux « registres » sont, on le sait, celui du misérabilisme, qui décrit les formes de la misère humaine sur un mode à la fois empathique et distant, et du populisme qui exaltent les luttes ouvrières, l'action syndicale, en faisant des compte-rendu « enthousiastes » des grèves et des premières conquêtes du droit du travail.

Ces résultats me semblaient à l'époque décevants, après un tel investissement empirique. Ils m'ont conduit à me poser la question d'une exploitation plus systématique des textes par le biais

---

<sup>65</sup> Jean Claude Grignon, Jean Claude Passeron, *Le savant et le populaire, op.cit.*

notamment des logiciels d'analyse sémantique et textuelle, à laquelle j'ai finalement renoncé<sup>66</sup>.

L'essentiel n'était à mes yeux pas là. Cette représentation du monde ouvrier dévoilée par l'analyse de contenu devait en effet être rapportée à la position des journalistes spécialisés dans le social. En réalisant les biographies de ceux dont la signature apparaît au bas des articles, j'ai pu montrer le rapport ambivalent de ces intellectuels au monde ouvrier. Sans pouvoir utiliser une méthode statistique fiable sur un échantillon trop limité (et sur lesquels je ne disposais que de peu de sources, j'y reviendrai), l'analyse qualitative des biographies fit apparaître deux types de trajectoires déjà identifiées par Bernard Pudal à propos des dirigeants communistes des débuts du PCF<sup>67</sup> : celles de journalistes d'origine populaire, pour lesquels ce métier constituait une forme d'ascension sociale, et celles de journalistes d'origine plutôt bourgeoise pour lesquels ce métier était un moyen d'échapper au déclassement.

Cependant, l'analyse des productions journalistiques n'épuise en rien les mécanismes de compréhension des logiques du travail journalistique. Si je voyais mieux ce qu'était le social dans la presse du début du XXe siècle, si ses contours pouvaient s'expliquer par la position des journalistes qui les produisaient, ces résultats ainsi obtenus ouvraient de nouvelles perspectives.

L'analyse thématique a été complétée par une prosopographie des journalistes sociaux. A partir de la liste d'une centaine de membres du Syndicat général des journalistes professionnels (créé en 1905), j'ai constitué une base de données comportant des renseignements biographiques ainsi que des éléments relatifs à leurs engagements et à leur parcours professionnel. Parmi cette centaine de journalistes, j'ai pu repérer deux femmes : Marthe Pichorel et Marguerite de Rochebrune qu'*Internet* permet désormais de situer clairement comme des militantes de la cause des femmes, ce qui à l'époque m'avait en partie échappé. Cette démarche visait à déterminer les contours sociologiques du groupe et à comparer ses membres aux profils sociologiques d'autres rubricards, comme les critiques « littéraires » et de théâtre ou les chroniqueurs politiques afin de mieux comprendre le processus de professionnalisation journalistique dans sa complexité c'est-à-dire comme le produit de luttes entre différents segments professionnels.

---

<sup>66</sup> Si la volonté initiale de s'inscrire dans une discipline – la science politique – durant le travail de thèse explique certainement pourquoi j'ai renoncé à l'époque à l'analyse sémiologique (que rejetait alors la science politique), il aurait été possible d'envisager, une analyse lexicométrique qui aurait sans aucun doute permis de dévoiler des logiques plus subtiles de description de la réalité sociale même si l'analyse thématique reste plus attentive aux conditions de production du discours qui m'intéressaient alors.

<sup>67</sup> Bernard Pudal, *Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF*, Paris, Presses de la FNSP, 1989.

Je n'avais trouvé au moment de ma thèse que peu de renseignements biographiques sur ces femmes journalistes, comme d'ailleurs sur beaucoup d'autres membres du syndicat général des journalistes professionnels. La méthode prosopographique me conduisait à passer des heures à dépouiller les fichiers « biographies » de la magnifique bibliothèque administrative de la ville de Paris. Je me souvenais alors du cours que Christophe Charle nous avait dispensé au DEA de sciences sociales sur cette méthode et sur son caractère « besogneux » lorsqu'il l'avait notamment appliquée aux professeurs du Collège de France<sup>68</sup>. Aujourd'hui, en tapant les noms de certains « enquêté.es » sur *Internet*, la démarche semble désormais beaucoup plus facile. On dispose si ce n'est d'une biographie sommaire des individus, du moins de pistes susceptibles d'orienter les recherches en bibliothèque toujours irremplaçables lorsqu'il s'agit de trouver des documents originaux ou inédits sur nos enquêté.es<sup>69</sup>.

Cette sociologie des producteurs devait cependant tenir compte d'une contrainte supplémentaire que tout jeune chercheur.e travaillant sur les médias au début des années 90, s'imposait alors. Philippe Schlesinger<sup>70</sup> dans un article traduit par la revue *Réseaux*, invitait dans un programme que nombre d'entre nous trouvèrent séduisant : à éviter désormais le médiacentrisme, c'est-à-dire de travailler uniquement sur les journalistes (comme avaient tendance à le faire les sociologues des *newsrooms*) pour se tourner vers l'analyse des sources d'information, en particulier les sources professionnalisées. C'est ainsi que Jean-Baptiste Legavre a consacré sa thèse aux communicants en 1993<sup>71</sup>. Cette attention particulière portée aux sources d'information m'a conduite à ne jamais perdre de vue, celles et ceux qui étaient les « sources » privilégiées des journalistes sociaux tels que les membres des organisations syndicales que j'avais commencé à étudier dans le cadre de mon DEA à l'ISST et les sources gouvernementales spécialisées sur les questions sociales, en l'occurrence les agents du ministère des Affaires sociales où j'avais fait un stage (juste avant la défaite de la gauche) en mars 1993. J'en ai tiré mes premiers articles publiés dans des revues

---

<sup>68</sup> Christophe Charle, *Les Professeurs du Collège de France, dictionnaire biographique (1901-1939)*, Paris, Editions du CNRS-INRP, 1988 (en collaboration avec Eva Telkes), 248 pages.

<sup>69</sup> Durant ma thèse, j'ai ainsi beaucoup fréquenté la bibliothèque administrative de la ville de Paris qui dispose d'un fichier par entrée biographique recensant des nécrologies ou des notices de dictionnaires qui ne sont pas accessibles en numérique. Je suis retournée visiter ces fichiers et j'ai ainsi pu mettre la main sur une interview biographique d'Hélène Gordon-Lazareff, parue dans la *Revue des deux mondes*, qui est certes disponible en ligne mais non référencée, en dehors du fichier de la BAVP.

<sup>70</sup> Philip Schlesinger, « Repenser la sociologie du journalisme. Les stratégies de la source d'information et les limites du média-centrisme », *Réseaux*, 1992, volume 10 n°51. pp. 75-98.

<sup>71</sup> Jean-Baptiste Legavre, *Conseiller en communication politique. L'institutionnalisation d'un rôle*, Thèse de science politique, Université Paris 1, 1993.

scientifiques : celui dans *Politix* en 1992 sur la conférence de presse des organisations syndicales<sup>72</sup>, et en 1993, sur l'invention de la communication au ministère des Affaires sociales dans la *Revue française des affaires sociales*<sup>73</sup>. Cette démarche attentive à éviter le médiamécentrisme montrait que la production journalistique, loin d'être une production autonome, est une co-production née des interactions et des rapports de force entre journalistes et sources d'information.

C'est aussi de cette manière que j'ai choisi d'aborder beaucoup plus tard à mon arrivée au CRPS en 2003, la production de *l'altermondialisme* par les médias. Ce travail s'est inscrit dans le cadre d'une enquête collective sur le Forum Social Européen de Paris de 2003, financée par une ACI et co-dirigée par Eric Agrikoliansky et Isabelle Sommier. Dans ce cadre, et heureuse de m'engager dans un projet collectif de laboratoire, j'ai d'abord participé comme « petite main » à la passation de questionnaires lors du forum lui-même (en particulier sur le site de La Villette, là où se tenait l'un des *media centers* de l'événement). Dans le même temps, j'ai mené une enquête plus personnelle sur le traitement médiatique de l'événement. Participer ainsi à une enquête collective avec des étudiant.es et des collègues, après mon passage « solitaire » à Évry a été pour moi une expérience très riche et très agréable qui m'a fait comprendre ce qu'était un collectif de recherche en sciences sociales. Par la suite, nous avons participé à différentes rencontres européennes, notamment à Florence (séminaire de travail), à Lausanne<sup>74</sup> et même au congrès de l'AFSP à Lyon en 2005<sup>75</sup>. Je garde aujourd'hui une forme de nostalgie de ce travail d'enquête notamment parce qu'il permettait de faire vivre collectivement le laboratoire par l'organisation de séminaires avec les doctorant.es notamment pour l'élaboration des questionnaires que nous avons fait passer ensemble lors de la réunion du FSE à Saint Denis.

Mon idée était de prolonger les problématiques développées dans ma thèse (en étudiant comment

---

<sup>72</sup> « La conférence de presse : les transactions entre syndicalistes et journalistes sociaux », *Politix* n°19, Octobre 1992. [Texte n°1 Volume 2]

<sup>73</sup> « L'invention de la communication : La mise en place d'un SICOM, au ministère de la Solidarité, de la Santé et de la Protection Sociale en 1990 », *Revue française des Affaires Sociales*, n°3, juillet/septembre 1993, 47<sup>e</sup> année [Texte n°2 Volume 2]

<sup>74</sup> « What does sociology of journalistic profession teaches us about social movement coverage ? » journées d'études organisée dans le cadre de l'ACI Réseau européen : « Les mobilisations contre la mondialisation néo-libérale. Approches comparées » (octobre 2003 -2006), Université de Lausanne, Avril 2005.

<sup>75</sup> « Pour une approche " interactionniste " des relations entre journalistes et acteurs des mouvements sociaux : les médias et le mouvement altermondialiste ». Communication au congrès de l'association française de science politique, Lyon, septembre 2005.

les « nouveaux » journalistes sociaux « s'en sortaient » désormais avec les nouveaux mouvements sociaux), mais aussi d'éviter le biais de la critique médiatique et de la dénonciation des pratiques journalistiques qui constituaient depuis la sortie du livre de Bourdieu *Sur la télévision* en 1996<sup>76</sup>, une pratique très répandue dans les milieux académiques. J'avais moi-même cédé à cette tentation dans un article sur le mouvement de décembre 1995 publié par Michel Vakaloulis, dans la collection *Actuel Marx*<sup>77</sup>. Une version de cet article a été par la suite re-publiée dans la revue *Réseaux* sans toutefois corriger complètement les défauts de l'article initial<sup>78</sup>. Même si méthodologiquement ce travail se fondait sur l'analyse d'une revue de presse et sur des entretiens réalisés avec les journalistes ayant suivi cette actualité, il s'agissait d'abord et avant tout de montrer que les journalistes avaient finalement « mal traité » ce mouvement social, voire avait mal traité (maltraité ?) ses acteurs syndicalistes et ouvriers.

En renouant avec l'analyse du traitement médiatique des mouvements sociaux, je souhaitais éviter de retomber dans ce travers dénonciateur en prenant véritablement au sérieux l'idée que le traitement d'un mouvement social comme celui-ci était le résultat d'une co-production entre les acteurs de ce mouvement, les journalistes et leur environnement. Renoncer à cette posture a été en quelque sorte facilité par le fait que la critique médiatique est constitutive des mouvements altermondialistes<sup>79</sup> et que les rapports entre les médias et les acteurs de ce mouvement font l'objet d'une véritable réflexion de la part des militant.es « alters ». Écrire comme en 1998, que les journalistes traitaient mal des altermondialistes cela aurait été finalement reprendre à mon propre compte les analyses – parfois d'ailleurs très étayées et convaincantes – que les expert.es du mouvement faisaient de leur propre « condition médiatique ». En observant le fonctionnement du forum, en interrogeant les communicant.es de l'organisation et les journalistes, mais aussi en étudiant au plus près les récits médiatiques de l'événement, je pense avoir réussi à mettre en évidence certaines des logiques qui fondent la relation d'associés-rivaux entre journalistes et sources d'information. Cette recherche a donné lieu à la publication d'un chapitre dans l'ouvrage

---

<sup>76</sup> Pierre Bourdieu, *Sur la télévision*, Paris, Liber-Raison d'agir, 1996.

<sup>77</sup> « Crise sociale et crise dans le journalisme : traitement médiatique du mouvement social de décembre 1995 et transformation du travail journalistique », *Faire mouvement : matériaux pour une analyse des luttes sociales de novembre décembre 1995*, E. Kouvelakis, C. Leneveu, M Vakaloulis, Paris, Puf, 1998. [Texte n°3, Volume 2]

<sup>78</sup> « Crise sociale et crise journalistique. Traitement médiatique du mouvement social de décembre 1995 et transformation du travail journalistique », *Réseaux*, volume 17, n°98, 1999. Médias et mouvements sociaux. pp. 87-117. [Texte n°3 bis, volume 2].

<sup>79</sup> Dominique Cardon, Fabien Granjon, « Peut-on se libérer des formats médiatiques ? Le mouvement altermondialisation et l'Internet », *Mouvements* 1/ 2003 (n°25), p. 67-73.

dirigé par Eric Agrikoliansky et Isabelle Sommier<sup>80</sup>.

## § 2. Une sociologie de la profession journalistique « par le bas ».

L'analyse de la production du social comme catégorie d'entendement journalistique a donc été rapidement insérée dans celle plus large du processus de professionnalisation journalistique. Ce détour par la sociologie des professions mérite ici d'être explicité. Il s'agira notamment de rappeler le cheminement, au fil des lectures, qui m'a permis de faire le lien entre la mise en forme journalistique de l'actualité et la sociologie des journalistes. Cette démarche sera aussi l'occasion de revenir sur les textes de sociologie et de science politique qui ont profondément marqué ma formation.

C'est donc en partant de la sociologie interactionniste groupes professionnels « dominés » que je suis arrivée à la sociologie du groupe des journalistes (A). C'est ensuite en travaillant sur les sous-espaces les moins légitimes de l'espace journalistique (les journalistes les plus engagés), que j'ai compris l'intérêt d'appréhender depuis la marge, les processus de construction des groupes professionnels (les journalistes d'abord, le personnel politique ensuite – B).

### A. De la sociologie (interactionniste) des groupes professionnels « dominés » à la sociologie du journalisme.

Avec Dominique Maillard, membre du GRIP et doctorante de Michel Offerlé nous avons beaucoup échangé sur la sociologie des professions en cherchant des points de comparaison entre les ingénieurs qu'elle étudiait et les journalistes. Dans le cadre du GRIP, nous avons présenté les principaux courants de ce champ de recherche. Les travaux de synthèse comme ceux de Florent Champy<sup>81</sup> n'existaient pas encore et la troisième édition du manuel de Claude Dubar sur la socialisation<sup>82</sup>, tout comme les travaux de Jean-Michel Chapoulie<sup>83</sup> furent pour nous de précieuses sources, permettant d'établir une synthèse bibliographique solide sur la sociologie des professions. C'est donc avec bonheur que je me suis plongée dans les travaux et les controverses

---

<sup>80</sup> Sandrine Lévêque, « Usages croisés d'un événement médiatique : le Forum social Européen de 2003 », in Eric Agrikoliansky, Isabelle Sommier (dir.), *Radiographie du mouvement altermondialiste*, Paris, La découverte, 2005. [Texte n°4 Volume 2].

<sup>81</sup> Florent Champy, *La sociologie des professions*, PUF, coll. « Quadrige Manuels », 2009, 230 p.

<sup>82</sup> Claude Dubar, *La socialisation. La construction sociale des identités professionnelles*, Paris, Armand Colin 1991 (pour la première édition). Cet ouvrage est aujourd'hui à sa cinquième édition.

<sup>83</sup> Jean-Michel Chapoulie, « Sur l'analyse sociologique des groupes professionnels », *Revue française de sociologie*. 1973, 14-1. pp. 86-114.

sur la sociologie des professions aux États Unis, sur les approches fonctionnalistes et interactionnistes, sur leurs apports et leurs limites. En plus des *Cadres* de Boltanski qui constituait pour moi la référence absolue en matière d'analyse des groupes professionnels, c'est bien évidemment dans les travaux des interactionnistes et en particulier dans ceux de Becker et de Strauss, j'y reviendrai, que j'ai puisé l'essentiel des outils qui m'ont permis de penser l'émergence d'un (sous) groupe professionnel comme celui des journalistes sociaux.

L'apport des interactionnistes était de deux ordres. Contrairement aux fonctionnalistes focalisés sur les professions établies (les professions libérales, avocats et médecins), les interactionnistes invitaient à s'intéresser aux fractions les moins légitimes des groupes professionnels comme les musiciens de jazz, les prostituées ou les chauffeurs de taxi. Or précisément, les journalistes sociaux étaient considérés comme la fraction la plus dominée du groupe des journalistes. Ensuite, au-delà de cet usage un peu naïf des interactionnistes, il me paraissait évident que si je devais comprendre ce que les journalistes faisaient « du social », comment ils le mettaient en forme, je devais, en retour, analyser ce que le social faisait aux journalistes, c'est-à-dire comment la catégorie fabriquait en retour un groupe professionnel (ou plutôt un segment professionnel, c'est-à-dire une spécialité professionnelle dans un groupe professionnel en voie de reconnaissance)<sup>84</sup>. C'est à partir de ce moment que le texte de Rue Bucher et d'Anselm Strauss<sup>85</sup> est devenu pour moi une référence centrale, comme le travail d'Isabelle Bazsanger qui s'en inspirait directement sur « les médecins de la douleur<sup>86</sup> ». Je tenais là le modèle de ce que je souhaitais appliquer. Tout comme la douleur crée en quelque sorte le médecin spécialiste, le social dans la presse crée le journaliste social. Ces textes fondateurs insistaient sur la nécessité de s'intéresser aux associations et groupements professionnels comme lieu de socialisation et de production du groupe.

---

<sup>84</sup> J'avais à l'époque, été marquée par l'ouvrage de Tood Gitlin, (*The Whole World is Watching: Mass Media in the Making and Unmaking of the Left*, University of California Press, 1980), qui montrait ce que les journalistes faisaient DES mouvements sociaux (comment ils les décrivaient et les présentaient) mais aussi ce qu'ils faisaient AUX mouvement sociaux (c'est-à-dire les conséquences de la médiatisation). Je pensais qu'il était aussi possible de voir, ce que les « mouvements sociaux » faisaient aux journalistes, c'est-à-dire comment dans l'interaction, ils façonnaient en retour la rubrique elle-même et ses auteurs.

<sup>85</sup> Rue Bucher, Anselm Strauss, « Profession in Process », *American Journal of Sociology*, 1961, 66 (4) traduit dans Anselm Strauss (textes réunis par Isabelle Bazsanger), *La trame de la négociation. Sociologie qualitative et interactionniste*, Paris, L'Harmattan, Logiques Sociales, 1992.

<sup>86</sup> Isabelle Bazsanger, « Emergence d'un groupe professionnel et travail de légitimation. Le cas des médecins de la douleur », *Revue française de sociologie*, 1990, 31-2, pp. 257-282. Dans ce texte, Isabelle Bazsanger travaille sur le processus de légitimation (« inachevée ») d'une spécialité médicale relativement peu définie scientifiquement et qui se construit symboliquement grâce au travail d'une association professionnelle chargée de représenter le groupe et de défendre ses intérêts en cherchant à faire « exister » la douleur.

Il permettaient aussi de comprendre les liens entre les différents segments professionnels, en l'occurrence les différentes spécialités médicales à l'intérieur d'un groupe plus large dont il fallait saisir les logiques d'institutionnalisation. C'est pourquoi un des chapitres de ma thèse est consacré aux processus de professionnalisation journalistique afin de permettre une analyse du « segment » des journalistes sociaux. Le manuscrit original de ma thèse comporte ainsi d'importants développements sur la profession journalistique dans son ensemble (comme les négociations de la convention collective des journalistes et le vote de la loi de 1935) mais aussi sur l'amorce d'une spécialisation professionnelle au travers notamment de l'étude du congrès des associations de presse qui s'est tenu à Paris au moment même de la naissance du syndicat général des journalistes professionnels<sup>87</sup>. Ce chapitre sur la professionnalisation journalistique « en général » n'a pas été publié dans l'ouvrage tiré de ma thèse<sup>88</sup>. Pourtant, au moment où je la rédigeai, il m'avait paru indispensable en raison du manque de travaux sociologiques sur la profession journalistique. Une fois la thèse achevée, la sociologie historique du journalisme en France s'était déjà éteinte, j'y reviendrai, et le chapitre sur la professionnalisation perdait de sa pertinence, même si je reste persuadée qu'il aurait été impossible pour moi d'en faire l'économie au cours de la recherche. C'est d'ailleurs avec un certain plaisir que je me suis plongée à l'époque dans la collection du *Journaliste*, l'organe du SNJ, avant de me rendre compte que d'autres l'avaient fait avant moi et mieux que moi<sup>89</sup>. Cette plongée « historienne » a ainsi permis de combler les manques d'une littérature qui – avant Denis Ruellan – ne traitait pas de la professionnalisation journalistique en termes de processus.

*L'histoire générale de la presse française* en cinq volumes<sup>90</sup> constituait une somme intéressante d'informations sur la presse et ses acteurs mais sans véritable clef de problématisation autre que la

---

<sup>87</sup> J'ai eu l'occasion de revenir, dans le cadre d'une communication intitulée « Syndicalisme ouvrier et syndicalisme journalistique : des relations ambivalentes » sur la place des journalistes sociaux dans le processus de professionnalisation journalistique à l'occasion d'une journée d'étude, « *Syndicats de journaliste : convergence et conflits* », qu'avait organisée, le 13 novembre 2014, Denis Ruellan avec des représentants des principales centrales syndicales de journalistes avec le soutien du CRAPE, du CRPS et de l'Alliance Internationale des journalistes. Ce travail a fait l'objet d'une brochure publiée par l'Alliance internationale des journalistes.

<sup>88</sup> Sandrine Lévêque, *Les journalistes sociaux. Histoire et sociologie d'un groupe professionnel*, Rennes, PUR, 2000.

<sup>89</sup> Le livre de Denis Ruellan, sur le professionnalisme du flou est sorti en 1993, alors que j'achevais mon travail d'archives au SNJ. L'article de *Réseaux* paru en 1992 m'avait alors échappé. Denis Ruellan, *Le professionnalisme du flou*, Grenoble, Presse Universitaire de Grenoble, 1993. Denis Ruellan, « Le professionnalisme du flou », *Réseaux*, n°51, janvier/février 1992.

<sup>90</sup> Claude Bellanger, Jacques Godechot, Pierre Guiral et Fernand Terrou, *Histoire générale de la presse française*, 5 volumes parus au PUF entre 1969 et 1976. - Vol. 1 : Des origines à 1814. 2 : de 1815 à 1871. 3 : de 1871 à 1940. 4 : de 1940 à 1958. 5 : de 1958 à nos jours.



célébration. Fourmillant de détails, l'ouvrage faisait place aux « grands hommes » de la presse (dont les auteurs faisaient partie) et aux événements majeurs de leur histoire sans s'interroger sur la construction du groupe des journalistes « ordinaires » autrement que sous une forme héroïsée. De la même manière, si les travaux de Marc Martin<sup>91</sup> m'ont été d'une très grande utilité du point de vue des matériaux qu'ils fournissaient, ils restaient très décevants en tant qu'instruments permettant de mieux penser, l'éclatement du paysage associatif journalistique à la fin du XIXe siècle.

L'histoire de la presse – et des journalistes appartenait d'ailleurs en grande partie aux journalistes eux-mêmes. C'est le cas par exemple du livre<sup>92</sup> de Bernard Voyenne<sup>93</sup>, que j'avais eu la chance de trouver dans une solderie alors qu'il était depuis longtemps épuisé. Le statut de cet ouvrage, mais aussi de beaucoup d'autres du même type, est ambivalent dans ma thèse. À la fois sources et objets d'études, ils apportent d'indéniables renseignements sur l'histoire de profession qu'ils ont un temps monopolisé, et constituent dans le même temps un matériau à part entière permettant de mieux saisir les représentations que certains journalistes tentent d'imposer de leur métier. Ces livres – et c'est encore largement le cas des livres de journalistes aujourd'hui<sup>94</sup> – sont souvent des plaidoyers défendant une conception très exigeante du métier basé sur le modèle d'un journaliste justicier, tel que le décrit Cyril Lemieux<sup>95</sup>.

Deux ouvrages académiques se distinguaient tout de même dans la littérature française sur le

---

<sup>91</sup> Marc Martin a ainsi publié plusieurs articles sur les associations de journalistes à la fin du XIXe siècle dans lesquels il adopte un point de vue d'histoire sociale, cherchant à quantifier les transformations de la profession journalistique au travers de l'histoire des membres des principales organisations de presse. Ces recherches m'ont été utiles pour comparer la population des journalistes que j'étudiais à celle d'autres journalistes « ordinaires » sur lesquels il travaillait. On se reportera à Marc Martin, « Journalistes parisiens et notoriété (vers 1830-1870). Pour une histoire sociale du journalisme », *Revue historique*, juillet-septembre 1981 ; Marc Martin, « La grande famille : l'association des journalistes parisiens 1885-1939 », *Revue historique*, n°557, janvier/mars 1986 ; Marc Martin, « Les journalistes retraités de la République, 1880-1930 », *Bulletin du Centre d'histoire de la France contemporaine*, Hommage à Jeanne Gaillard, n°7, 1986 et Marc Martin, « Profession et idéologie: le journalisme français à la fin du XIXe », *Recherches contemporaines*, Université de Paris X - Nanterre, n°1, 1993.

<sup>92</sup> Bernard Voyenne, *Les journalistes français. D'où viennent-ils ? qui sont-ils ? que font-ils ?*, CFPJ-Retz, 1985.

<sup>93</sup> Bernard Voyenne avait été une figure du journalisme « résistant », appartenant à l'équipe de « *Combat* » pendant la guerre. A la Libération il est enseignant au CFJ, école elle-même issue de la Résistance où il est resté pendant plus de 30 ans. Outre ce livre sur les journalistes, qui reçut un bon accueil dans l'espace académique, Bernard Voyenne est l'auteur de plusieurs essais sur la presse.

<sup>94</sup> J'ai participé depuis quelques années à trois sessions du jury du prix des assises du journalisme qui récompense des écrits journalistiques et de recherches sur le journalisme et la presse. À chaque édition de remise de ce prix, les livres de journalistes sont souvent des plaidoyers pour un retour aux sources du journalisme et à sa vocation initiale de défense de l'intérêt général et de la démocratie.

<sup>95</sup> Cyril Lemieux, « Les formats de l'égalitarisme : transformations et limites de la figure du journalisme-justicier dans la France contemporaine », *Quaderni*. N. 45, Automne 2001, pp. 53-68

journaliste : ceux de Rémi Rieffel<sup>96</sup> et de Michael Palmer<sup>97</sup>. Le premier analyse l'élite journalistique du point de vue des trajectoires et souligne dans une lignée critique, les liens entre cette élite journalistique et les responsables politiques qu'ils fréquentent. L'élite journalistique était à l'époque celle des journalistes politiques. Le second plus historique décrit l'émergence d'une « petite » presse soumise aux logiques capitalistes et les effets de ces logiques sur le travail journalistique. Il résonnait avec ce que j'avais appris sur la professionnalisation politique en science politique, sur la division du travail et sur la façon dont des journalistes pouvaient progressivement vivre *pour et du* journalisme. Et si, il y a peu de chose dans « le Palmer » sur la population des journalistes ordinaires (qui sont-ils ? Comment travaillent-ils concrètement ?), le livre déplace l'analyse à des espaces moins légitimes, à savoir la presse populaire, ces fameux petits journaux, petits par le format et par la légitimité dont ils jouissent aux yeux des puissants. Quelque temps plus tard, le livre de Dominique Kalifa sur les journalistes de faits-divers<sup>98</sup>, ou celui de Christian Delporte sur les dessinateurs de presse<sup>99</sup> ont, eux aussi, ouvert la voie pour une analyse des journalistes « bas de gamme », des journalistes ordinaires et parmi les moins légitimes de l'espace professionnel.

Du côté des sociologues français, les apports en termes de sociologie des médias étaient moins importants. Peu de sociologues avaient travaillé sur la question. Le livre de Louis Pinto<sup>100</sup> sur le *Nouvel Observateur* m'avait beaucoup déçue. Il traitait d'abord d'une forme d'élite du journalisme et me semblait une application un peu mécaniste des découvertes de « L'idéologie dominante » sans la rigueur méthodologique qui m'avait tant impressionnée. Je n'en ai fait que peu d'usage. Les travaux de Patrick Champagne<sup>101</sup> m'ont été beaucoup plus utiles pour travailler sur le traitement journalistique des mouvements sociaux. L'idée de la « manifestation de papier », et les liens que Patrick Champagne établit entre positions journalistiques et prise de position sur l'événement m'apparaissaient comme un idéal réalisé de la démarche de Bourdieu. Par ricochets,

---

<sup>96</sup> Rémi Rieffel, *L'élite des journalistes*, Paris, PUF, 1984.

<sup>97</sup> Michael Palmer, *Des petits journaux aux grandes agences. Naissance du journalisme moderne*, Paris Aubier, 1983.

<sup>98</sup> Sandrine Lévêque, « D. Kalifa, L'encre et le sang », *Politix*. Vol. 9, n°34. Deuxième trimestre 1996. pp. 231-234. url : [/web/revues/home/prescript/article/polix\\_0295-2319\\_1996\\_num\\_9\\_34\\_1045](http://web.revues/home/prescript/article/polix_0295-2319_1996_num_9_34_1045).

<sup>99</sup> Sandrine Lévêque, « Christian Delporte, *Les crayons de la propagande. Dessinateurs et dessins politiques sous l'Occupation, Genèses*, 1994, vol. 15, n° 1, p. 155.

[http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/genes\\_1155-3219\\_1994\\_num\\_15\\_1\\_1688\\_t1\\_0155\\_0000\\_2](http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/genes_1155-3219_1994_num_15_1_1688_t1_0155_0000_2)

<sup>100</sup> Louis Pinto, *L'intelligence en action. Le Nouvel Observateur*, A.-M. Métaillé, Paris, 1984.

<sup>101</sup> Patrick Champagne, « La manifestation. La production de l'événement politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*. Vol. 52-53, juin 1984. pp. 19-41.

les travaux de Sylvain Maresca<sup>102</sup> sur les relations entre dirigeants paysans et journalistes agricoles m'ont aussi guidée vers la nécessité de faire le lien entre des trajectoires journalistiques et des visions de l'actualité, voire des manières de faire du journalisme.

Hors de ces références « classiques » et dans une littérature plus éloignée de mes modèles sociologiques, le livre de Jean-Gustave Padioleau<sup>103</sup> sur la comparaison entre *Le Monde* et *The Washington Post*, m'a été d'autant plus utile qu'il constitue une véritable sociologie – interactionniste – des *newsrooms*, telle qu'on la pratiquait déjà dans la sociologie américaine du journalisme. Surtout, le livre de Padioleau m'a permis d'accéder à l'un de ces articles plus anciens (1976) paru dans la revue *Sociologie du travail* et qui a été (et reste encore) pour moi (et les étudiant.es auxquels je l'indique régulièrement) une des références essentielles de la sociologie française des journalistes. Dans « Système d'interaction et rhétoriques journalistiques<sup>104</sup> », J.-G. Padioleau offre un modèle qui permet de comprendre comment les journalistes justifient leur posture professionnelle (autour de la notion de rhétorique). Ces modes de justification sont mis en relation avec les transformations du recrutement des journalistes en question. Moins politisés, plus diplômés, les journalistes troquent ainsi une rhétorique critique – et politique – contre une rhétorique de l'expertise critique plus ajustée à leur trajectoire scolaire. Cette rhétorique de l'expertise critique induit aussi d'autres pratiques et même d'autres modes d'écriture, puisque désormais la critique, en l'occurrence du système scolaire (toujours présente dans les articles), ne s'appuie plus sur de simples arguments politiques mais sur des rapports d'experts, des statistiques, etc. Cet article portait en effet sur les journalistes de l'éducation, c'est-à-dire sur un segment journalistique peu légitime et encore peu étudié par les sciences sociales comme l'étaient alors les journalistes sociaux.

Du côté du monde anglophone, les recherches étaient davantage développées qu'en France et offraient de précieux instruments d'analyse même si cette littérature était moins accessible qu'elle ne l'est aujourd'hui. Je rappelle souvent à mes étudiant.es que j'allais régulièrement à la bibliothèque de Science po, faire une « veille » des articles parus dans les revues américaines de

---

<sup>102</sup> Sylvain Maresca, *Les dirigeants paysans*, Paris, Editions de Minuit, 1983. Dans ce livre, Sylvain Maresca consacre quelques pages à la sociologie des journalistes agricoles dont il décrit les trajectoires sociales et professionnelles proche de celles des dirigeants paysans qu'il décrit par ailleurs.

<sup>103</sup> Jean Gustave Padioleau, *Le Monde et le Washington Post*, Paris, PUF, 1985

<sup>104</sup> Padioleau Jean Gustave, « Système d'interaction et rhétoriques journalistiques », *Sociologie du travail*, vol 76, n° 3, juillet/septembre 1976.

communication (les revues françaises étant à l'époque très peu nombreuses et les revues « établies » s'intéressant peu à cette question). Parmi cette littérature, plusieurs auteurs m'ont marquée parce que travaillant sur la sociologie des *newsrooms*, ils donnaient les instruments permettant de comprendre et d'analyser les pratiques journalistiques telles qu'elles se faisaient. Ils s'intéressaient aussi à la manière dont s'inventaient des normes professionnelles et comment s'engageait la lutte pour les rendre légitimes. Ce sont ces éléments permettant d'appréhender les processus de légitimation des journalistes et en particulier de légitimation de journalistes jugés « illégitimes » par leurs confrères, comme les journalistes sociaux que je recherchais.

Le premier texte qui me persuada de travailler sur des journalistes « différents » et peu reconnus par la profession fut celui de Jeremy Tunstall<sup>105</sup>. Dans son enquête publiée en 1971, Jeremy Tunstall défend l'hypothèse selon laquelle il ne faut pas considérer la profession journalistique comme un tout et que chaque spécialité, représentée par chaque rubrique, dispose à l'intérieur d'un journal d'une fonction et d'un mode de légitimation particulier. Certaines rubriques et donc certains journalistes qui les occupent cherchent à assurer le prestige du titre (c'est le cas par exemple pour les rubriques « international » ou « politique »), d'autres à amener des lecteurs (c'est le cas des faits divers), et d'autres encore des marchés publicitaires (comme les rubriques « voyages » ou plus proches de nous « haute technologie »). Le modèle proposé par Tunstall permettait ainsi de comprendre les logiques spécifiques à chaque rubrique et de montrer comment des journalistes qui n'occupaient pas les positions les plus prestigieuses pouvaient eux aussi justifier leur légitimité dans le journal.

Le deuxième texte, celui de Gaye Tuchman sur les « marqueurs » d'objectivité fut pour moi une lecture très importante<sup>106</sup>. Renonçant à une analyse « idéologique » de l'objectivité, Gaye Tuchman permet de repérer dans le travail ordinaire des journalistes (mais aussi dans leur mode d'écriture) ce qu'elle désigne comme des rituels d'objectivité qui ont moins pour fonction de limiter les fautes journalistiques que de donner aux journalistes les armes qui leur permettent de se défendre en cas de faute, voire d'anticiper les critiques qui pourraient leur être adressées. Ce texte a beaucoup inspiré les sociologues pragmatiques du journalisme avec qui j'ai travaillé par la suite,

---

<sup>105</sup> Jeremy Tunstall, *Journalists at Work: Specialist Correspondents; Their News Organizations, News Sources, and Competitor-Colleagues*, Sage Publication, 1971.

<sup>106</sup> Gaye Tuchman, « Objectivity as Strategic Ritual: An Examination of Newsmen's Notions of Objectivity », *American Journal of Sociology*, Vol. 77, No. 4 (Jan., 1972), pp. 660-679.

en particulier Cyril Lemieux et Eric Lagneau. Lors de mon travail de thèse, il m'a permis de mieux comprendre comment les journalistes sociaux peuvent anticiper les critiques – notamment celle de l'engagement – qui leur étaient adressées et montrer, y compris dans leur écriture et dans la mise en scène de l'information, comment une position illégitime (celle de journalistes engagés) peut servir des principes d'excellence professionnelle (ramener un scoop, vérifier une information plus facilement, offrir une vision polyphonique d'un événement comme une grève, etc.). Ce texte de Gaye Tuchman a longtemps figuré dans la liste des textes que je donnais à lire aux étudiant.es de M1, jusqu'à ce que j'ai pitié d'eux et leur épargne la lecture de ce long texte en anglais. Il reste pour moi un classique de la sociologie du journalisme.

Enfin, l'histoire du journalisme américain réalisée par Michael Schudson dans son ouvrage *Discovering the news*<sup>107</sup> permet d'introduire une dimension temporelle dans la mise en œuvre de ces rituels d'objectivité. L'exemple qu'il prend du traitement médiatique des discours sur l'état de l'Union où il affirme : « que la puissance des médias réside non seulement (et pas même principalement) dans leur pouvoir d'affirmer des choses comme étant vraies, mais dans leur pouvoir de produire les formes dans lesquelles les choses sont dites » permet de porter l'attention sur ce qui, dans les productions journalistiques (articles, reportages, sujets), révèle aussi des postures professionnelles (telle que la distanciation ou l'engagement).

Cette mise en scène de l'excellence journalistique (dans le « papier » lui-même et par des jeux d'écriture) permet par exemple à certain journalistes sociaux, par ailleurs membres d'une organisation politique d'en parler (et de bien en parler car étant au cœur de l'événement) tout en montrant leur distance. L'exemple le plus signifiant (voire caricatural) de cette mise en scène journalistique de la distanciation, est le compte-rendu que fait Léon Osmin journaliste de *La Petite République*, de la présence de Léon Osmin dirigeant de la SFIO à l'enterrement d'un militant socialiste. Dans cet article, la mise en scène de la distanciation dans l'écriture même de l'article côtoie des éléments montrant son engagement et notamment sa présence sur place ce qui lui donne accès à des informations inédites et lui permet tout simplement d'écrire l'article.

En France, deux ouvrages majeurs dans l'historiographie du journalisme sont venus compléter ces

---

<sup>107</sup> Michael Schudson, *Discovering the news. A Social History of American Newspaper*, New York Basic Book, 1978.

références : celui de Thomas Ferenczi en 1993<sup>108</sup> et surtout celui de Denis Ruellan, la même année<sup>109</sup> sur le « Professionnalisme du flou ». Ces ouvrages ont d'abord confirmé qu'il était utile et intéressant de travailler sur le journalisme, à un moment où le doute s'insinue dans la tête d'un thésard. Dans un second temps, le livre de Denis Ruellan m'a aussi un peu désespérée. Le chapitre premier de ma thèse, celui qui était consacré au processus de professionnalisation journalistique, au vote de la loi de 1935, au rôle des syndicats de journalistes à cet époque, me semblait après la lecture de Ruellan obsolète (et maladroit). En effet, défendant une véritable thèse, celle du « flou » qui entoure la profession journalistique comme condition de son maintien en tant que groupe professionnel, usant de références communes aux miennes (comme *Les cadres* de Boltanski), Denis Ruellan disait mieux que moi ce que j'avais essayé de montrer dans les débuts laborieux de mon travail. Les fondations de ma thèse, que j'avais mis tant de temps à bâtir comme préalable à l'analyse de mon segment professionnel avaient été écrites. *Le professionnalisme du flou* reste de fait pour moi – et pas seulement – LA référence lorsqu'il s'agit de comprendre le processus de professionnalisation journalistique et c'est sûrement pourquoi j'ai été si heureuse et fière de collaborer par la suite avec Denis Ruellan.

L'ouvrage de Thomas Ferenczi m'a, quant à lui, ramenée vers des problématiques et des objets plus proches de la science politique même si finalement il est l'œuvre d'un historien « indigène » de la profession. En considérant le journalisme comme le produit de la différenciation des activités politiques et littéraires, il permet en effet de penser la question de la division du travail politique telle qu'elle s'opère dans la seconde partie du XIX<sup>e</sup> siècle. A un moment où la socio-histoire du politique s'intéressait très massivement à la professionnalisation politique, le livre ouvrait des perspectives d'analyse ignorées de la science politique qui se focalisait sur la question de la différenciation entre notables et professionnels. Avec le livre de Thomas Ferenczi, on entrevoyait en quelque sorte, l'autre face de la professionnalisation politique par la mise en lumière d'un double processus de différenciation : celui qui s'opère entre le journalisme et l'activité politique et celui qui s'opère entre le journalisme et l'activité littéraire. Ce double héritage permet du même coup de mieux comprendre la construction d'un modèle journalistique d'excellence à la française, tiraillé entre engagement et talent littéraire. Aujourd'hui encore je

---

<sup>108</sup> Thomas Ferenczi, *L'invention du journalisme en France. Naissance de la presse moderne à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Plon, 1993.

<sup>109</sup> Denis Ruellan, *Le professionnalisme du flou. Identité et savoir faire des journalistes français*, op.cit.

trouve ce travail remarquable notamment parce qu'il ne tombe pas dans le piège des ouvrages journalistiques qui défendent l'idée que « c'était mieux avant ». Le livre de Thomas Ferenczi montre, en effet, que les liens d'interdépendances entre journalistes et hommes politiques étaient bien plus forts qu'ils ne le sont aujourd'hui et que du même coup, l'engagement « politique » des journalistes est constitutif de leur identité professionnelle. Ce sont les remarques de cet auteur, autour de l'idée couramment répandue chez les journalistes qu'il existerait un âge d'or de « l'objectivité » journalistique où les membres de la profession seraient détachés des conflits d'intérêts, qui m'ont certainement conduit à faire de cette notion *d'engagement*, une des clefs de la compréhension des « spécificités » des journalistes sociaux dans l'espace journalistique. C'est certainement aussi en ayant en tête les propos de ce livre que j'ai continué à travailler sur cette notion pourtant si marquée en science politique.

## **B. L'engagement comme terrain d'analyse du processus de professionnalisation journalistique.**

La notion « d'engagement » est effectivement au centre de mes analyses de la professionnalisation journalistique et de sa différenciation entre différents segments. Ceci vaut en effet pour les journalistes sociaux mais aussi pour d'autres espaces professionnels. L'engagement est une notion classique en science politique et un objet surinvesti par les chercheur.es mais finalement très peu défini. Lié au militantisme, il désigne dans le sens commun le fait pour un individu de s'investir durablement dans une organisation politique, de participer à des réunions, à des actions diverses pour y défendre des idées ou une cause. L'engagement dans les partis politiques ou les mouvements sociaux n'est pas seulement un acte désintéressé. Il induit des coûts et possiblement, selon les textes devenus classiques de la science politique, des rétributions symboliques ou matérielles<sup>110</sup>. L'engagement ainsi défini ne correspond en rien à la vocation journalistique. Il est même à l'opposé des principes défendus par les journalistes dans le processus de professionnalisation et de la différenciation progressive des deux activités depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. Dans ce processus de différenciation progressive, la distanciation (mais aussi la polyphonie<sup>111</sup>, la séparation des faits et du commentaire) s'imposent désormais comme principes

---

<sup>110</sup> Et notamment le texte, de Daniel Gaxie, « Economie des partis et rétribution du militantisme », *Revue française de Science Politique*, Vol 27, n°1, 1977.

<sup>111</sup> Emprunté à l'analyse littéraire, la polyphonie telle que la conçoit notamment Cyril Lemieux dans *Mauvaise Presse. Une sociologie compréhensive du travail journalistique et de ses fautes*, Paris, Métailié, 2000) est un principe

d'excellence journalistique. Le désintérêt « matériel » ou symbolique est même inscrit dans la charte que le Syndicat des journalistes a éditée en 1918 où il est dit que le journaliste « *ne touche pas d'argent dans un service public ou une entreprise privée où sa qualité de journaliste, ses influences, ses relations seraient susceptibles d'être exploitées* » et « *n'utilise pas de la liberté de la presse dans une intention intéressée*<sup>112</sup> ». Cependant, dans le même temps, l'engagement reste historiquement constitutif de l'identité des journalistes (en particulier en France). Comme l'a écrit plus tard Denis Ruellan dans l'article qu'il a consacré aux représentations cinématographiques des reporters au cinéma, le paradoxe des journalistes est justement d'être soumis à des injonctions contradictoires. « Être journaliste » écrit-il, « c'est être pris dans un réseau d'engagements tous vertueux et impossibles à réserver, impossible à respecter exclusivement<sup>113</sup> ». Les formes d'engagements typifiés par Denis Ruellan sont alors plurielles puisqu'il s'agit d'engagement envers l'intérêt public, l'entreprise, les sources ou même les proches. La dimension amoureuse (ou amicale) de l'engagement est ici plus proche que la dimension strictement politique.

Cyril Lemieux a lui aussi travaillé sur les tensions entre engagement et distanciation<sup>114</sup> chez les journalistes. Pour lui, les journalistes seraient ainsi pris entre deux « injonctions contradictoires » (parmi d'autres) relevant de différentes grammaires : la grammaire publique pour ce qui est de la distanciation et la grammaire privée pour ce qui est de l'engagement. Ainsi un journaliste, se doit pour obtenir de l'information de s'engager auprès de ces sources (il doit notamment respecter une forme de grammaire « naturelle », être « sympathique », sociable, etc.) mais il doit aussi, au moment d'écrire et de publier son papier, reprendre ses distances pour respecter la grammaire publique. Il doit alors se méfier de ses sources (avec laquelle il plaisantait quelques heures avant), vérifier les informations tout en évitant à son journal un éventuel procès. L'équilibre entre ces deux types de règle est très « subtil » : trop d'engagement et c'est le risque de la connivence ; trop de distanciation c'est le risque de mettre en danger la relation avec les sources à l'origine de l'information (et c'est celui de rompre le contact avec la source et de s'interdire d'obtenir dans

---

d'excellence journalistique qui consiste à faire parler de manière équilibrée, les différentes parties prenantes d'un événement.

<sup>112</sup> <http://www.snj.fr/article/charte-des-devoirs-professionnels-des-journalistes-fran%C3%A7ais>

<sup>113</sup> Denis Ruellan, « Des reporters en plein paradoxe. Représentations au cinéma (1975-1988) », in Sandrine Lévêque et Denis Ruellan, *Journalistes engagés*, Rennes, PUR, 2010, p. 20.

<sup>114</sup> Si Cyril Lemieux évoque cette question dans *Mauvaise presse* (*op. cit.*), cette injonction contradictoire est une parmi d'autres. Dans son mémoire de DEA (*L'invention de l'objectivité. Eléments pour une sociologie de l'excellence journalistique*, Mémoire pour le DEA de sociologie EHESS, 1991), cette tension entre engagement et distanciation est le point de départ de son modèle théorique.



l'avenir des informations). Appliqué, ce modèle permet alors de comprendre pourquoi Albert Londres reste pour les journalistes (et en dépit de ses pratiques « contestables » un modèle professionnel<sup>115</sup>.

C'est sur cette ambivalence de l'engagement journalistique que sont construits les travaux que j'ai menés d'abord sur les journalistes sociaux, puis sur les femmes journalistes et féministes avec la volonté de montrer comment il prend place dans la définition de l'identité professionnelle des acteurs et actrices qui embrassent cette profession.

#### *a. Des journalistes sociaux engagés.*

Comme y invitent R. Bucher et A. Strauss<sup>116</sup>, c'est le terrain des associations de journalistes que j'ai choisi pour aborder la question de l'émergence du segment professionnel des journalistes sociaux dans l'espace journalistique. Cette entrée paraissait d'autant plus pertinente, que l'on peut prendre l'adhésion à une association ayant pour but de promouvoir l'information sociale, comme un signe minimum d'intérêt pour la « matière ». J'ai privilégié deux associations dans ma thèse : la première créée en 1905 est le Syndicat général des journalistes professionnels, qui devient en 1922 le Syndicat des journalistes du mouvement social. La deuxième est l'Association des journalistes de l'information sociale (AJIS) créée en 1967 et qui « remplace » le Syndicat des journalistes du mouvement social qui disparaît officiellement en 1975. J'ai étudié ces organisations de deux manières : d'un côté je les ai considérées comme des lieux de production d'un discours sur le social ou sur l'information sociale ou ce qu'elle devait être. Elles sont ainsi à la fois dans leurs productions, leur prises de position collectives, mais aussi dans les pratiques qu'elles promeuvent des « prescripteurs » de ce que doit être l'information sociale à un moment donné. Elles sont aussi un moyen de constituer une population définie (et se définissant) comme « journalistes sociaux ». La démarche était imparfaite. Il ne s'agissait pas de considérer que tous les journalistes sociaux sont membres de ces associations, ni même que l'entrée dans une association constitue une adhésion sans faille à ses principes. Comme chez les cadres étudiés par Luc Boltanski<sup>117</sup>, certains journalistes sociaux sont et se sentent davantage journalistes sociaux que d'autres. Il s'agissait donc d'éviter de décider moi-même qui devait ou non faire partie du

---

<sup>115</sup> Cyril Lemieux, « Albert Londres. Le journalisme à contre cœur », in Cyril Lemieux (dir.), *La subjectivité journalistique*, Paris, EHESS, 2010.

<sup>116</sup> Rue Bucher, Anselm Strauss, « Profession in Process », art. cit.

<sup>117</sup> Luc Boltanski, *Les cadres*, op.cit.

groupe ou en être exclu. Le flou quant aux frontières du groupe, m'a par ailleurs conduit à intégrer dans mon corpus des journalistes qui n'étaient pas formellement adhérents des deux organisations mais qui soit m'étaient recommandés par leur collègues, soit apparaissaient comme signataires réguliers d'une rubrique sociale. En faisant une sociologie des membres de l'association, je souhaitais comprendre les logiques de leurs trajectoires et expliquer leur choix du social comme spécialité professionnelle. J'ai privilégié pour cette analyse trois périodes particulièrement pertinentes pour faire le lien entre processus de professionnalisation journalistique et spécialisation sur le social : le début du siècle, le tournant des années soixante-dix et la période contemporaine de la thèse (soit le milieu des années quatre-vingt-dix). Ces périodes ont alors été choisies parce qu'elles connaissaient d'intenses mobilisations professionnelles tant du côté des journalistes dans leur ensemble que du côté de la spécialité<sup>118</sup>.

Ces deux méthodes – repérage des signatures ou échantillon « boule de neige » (pour la période récente) – auraient ainsi pu être mises en œuvre de manière plus systématique sur les trois périodes étudiées. Cependant, j'ai rapidement constaté qu'au début du siècle, le fait de signer des articles était le plus souvent réservé aux journalistes les plus en vue et que les « petits » journalistes ordinaires, ceux qui tenaient les rubriques sociales de manière régulière ne signaient pas forcément leur papier. Sur la période contemporaine, l'échantillon boule de neige que j'étais susceptible de constituer, faisait souvent apparaître des journalistes par ailleurs membres de l'AJIS voire ces dirigeants, ce qui confirmait le poids de l'association dans l'espace professionnel (à la fois comme lieu de « consécration » mais aussi comme lieu de sociabilité).

L'AJIS avait par ailleurs une place à part dans le paysage médiatique français car c'était l'une des associations de journalistes réputée comme fonctionnant le mieux, avec l'Association des journalistes économiques et financiers (AJEF) aujourd'hui en déclin. Je me rappelle avoir essayé de contacter à titre de comparaison l'Association des journalistes judiciaires avec beaucoup de difficulté. Son président m'a ensuite expliqué qu'elle n'avait pas beaucoup d'activité ni de visibilité. D'autres associations comme l'Association de la presse diplomatique (APD), celle de la

---

<sup>118</sup> Sans revenir dans le détail sur les indicateurs qui m'ont fait choisir ces périodes, on notera que le début du XX<sup>e</sup> siècle est celui où la profession journalistique se dote des attributs pour le coup fonctionnalistes, de la profession : écoles, code de déontologie, organisations professionnelles, statut ; que la période de la fin des années 60 et le début des années 70 correspond à une transformation de la sociologie du groupe professionnel marquée par des mobilisations indiquant une remise en cause des logiques antérieures dont le mouvement des sociétés de rédacteurs est un des indicateurs par exemple ; et qu'enfin la période des années 90 marque l'emprise croissante de l'économie sur la production de l'information et le début des transformations induites par ce qu'on appelle encore les NTIC.

presse ministérielle (APM) ou présidentielle (APP) étaient réputées comme des lieux de connivence entre journalistes et sources<sup>119</sup>. La reconnaissance de l'AJIS n'a cessé de croître au fil du temps. L'association attribue chaque année aux jeunes journalistes un prix convoité (de plus en plus convoité je le remarque aujourd'hui en fréquentant les étudiant.es du CFJ), celui de l'information sociale. L'AJIS semble désormais à ce point reconnue que Nicolas Sarkozy nouvellement élu, a choisi l'anniversaire de l'association au Sénat (en septembre 2007) pour présenter les mesures sociales de son quinquennat. A cette occasion et à titre anecdotique, j'ai pu mesurer que la dépolitisation des journalistes sociaux sur laquelle je conclus dans ma thèse était bien réelle. Alors que j'assistais à l'événement avec un journaliste de l'AFP (ancienne génération) avec qui j'avais gardé le contact, nous nous sommes tous les deux étonnés que l'entrée du Président Sarkozy soit marquée par une salve d'applaudissements. La réputation « gauchisante » des journalistes sociaux semblait avoir fait long feu et cette « spécificité » constitutive de leur histoire et de leur identité s'effacer progressivement.

#### *b. La sociologie d'une spécialité journalistique*

Mon étude procédant par coupe historique, m'a permis de mettre au jour plusieurs résultats, creuset de mes recherches ultérieures, et notamment de comprendre comment les agents *a priori* les moins légitimes d'un groupe ne sont pas pour toujours (et structurellement) disqualifiés mais peuvent grâce à des ressources jugées illégitimes, influencer sur la définition des valeurs professionnelles du groupe auquel ils aspirent à appartenir. Les journalistes sociaux, ces fameux « *ringards du social* » comme me les avait désignés un des premiers journalistes interviewés, allaient ainsi à différents moments de l'histoire, chercher à faire de leurs dispositions des éléments constitutifs de leur identité professionnelle et peser ainsi sur les contours du groupe dans son ensemble. Une analyse simplement « statique » du segment professionnel aurait conduit à ranger les journalistes sociaux du côté des dominés et à mesurer les indicateurs de leur domination. Une analyse plus interactionniste et dynamique m'a permis au contraire d'évaluer à l'aune des interactions et des luttes symboliques, la contribution des journalistes sociaux au processus de professionnalisation et à comprendre comment à partir de cette position « dominée » en raison de leurs origines populaires mais surtout de leur engagement, ils pouvaient s'imposer dans l'espace

---

<sup>119</sup> Les journalistes « municipaux » étudiés par Florence Haegel font un peu l'objet de critiques identiques. Voir sur ce point : Florence Haegel, « Des journalistes «pris» dans leur source. Les accrédités à l'Hôtel de Ville de Paris », *Politix*. Vol. 5, N°19. Troisième trimestre 1992. pp. 102-119.

professionnel. Il s'agissait en fait de montrer, comme l'avait si bien fait Michel Offerlé<sup>120</sup> à propos du personnel politique ouvrier avant 1914, comment on fait de « l'illégitimité » une forme de légitimité, ou comment, dans la lignée des travaux d'Irving Goffman<sup>121</sup>, on retourne le stigmaté<sup>122</sup>.

Ainsi, comme je le montre dans ma thèse, aux différentes époques choisies, les journalistes sociaux s'investissent tout à la fois dans la lutte pour la reconnaissance professionnelle des journalistes et dans celle plus spécifique pour la reconnaissance du social comme catégorie légitime d'intervention journalistique, tout en délimitant le contenu et les frontières de cette catégorie. Pour le dire autrement, défendre un segment professionnel c'est aussi se faire admettre comme membre à part entière de la profession et du coup mener la bataille sur un double front : celui de la spécialité et celui du groupe professionnel auquel se rattache cette spécialité. En 1905, le Syndicat général des journalistes professionnels (SGJP) se présente comme la première organisation de défense des intérêts des journalistes. À un moment où le journalisme se construit encore autour de sa fonction critique, les journalistes sociaux font de leur engagement dans des organisations situées à la gauche de l'échiquier politique, un élément légitimant leur « professionnalisme ». Plus proches du « peuple », ils sont ainsi le plus à même de défendre le modèle du journaliste justicier qui s'esquisse au même moment ; en lien avec le terrain – par nécessité et du fait de leurs conditions objectives d'existence et de leurs origines – ils peuvent faire valoir leur contact avec les représentants syndicaux qu'ils côtoient au jour le jour comme un élément déterminant de leurs compétences journalistiques. A l'instar des femmes journalistes, ils rompent eux aussi avec le modèle des « messieurs de la chronique » en perte de vitesse, car corrompu et dévalué. Comme le fait Séverine<sup>123</sup>, sur laquelle je reviendrai, les journalistes sociaux cherchent ainsi à imposer le modèle d'un journaliste « debout » qui va au devant de l'information, ne reste pas dans les salons (auxquels il n'a pas accès) et qui rapporte de la Grange aux Belles – le siège de la CGT (où il a ses entrées réservées) – des informations inédites qui serviront la lutte sociale.

Cependant, le processus d'autonomisation du groupe professionnel qui s'opère tout au long du

---

<sup>120</sup> Michel Offerlé, « Illégitimité et légitimation du personnel politique ouvrier en France avant 1914 », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*. 39<sup>e</sup> année, N. 4, 1984. pp. 681-716.

<sup>121</sup> Erving Goffman, *Stigmaté. Les usages sociaux des handicaps*, traduit de l'anglais par Alain Kihm, coll. « Le Sens commun », Éditions de Minuit, 1975,

<sup>122</sup> C'est notamment la perspective adoptée par Catherine Achin, Marion Paoletti, « Le « salto » du stigmaté. Genre et construction des listes aux municipales de 2001 », *Politix*. Vol. 15, N°60. Quatrième trimestre 2002. pp. 33-54.

<sup>123</sup> Voir sur ce point Géraldine Mulhman, *Une histoire politique du journalisme, XIX<sup>e</sup> - XX<sup>e</sup> siècles*, Paris, PUF 2004.

XXe siècle et les transformations des fondements mêmes de l'autorité professionnelle des journalistes, entraîne une dévaluation progressive des ressources militantes notamment dans la période des années 60/70. Si après la seconde guerre mondiale, le « journalisme d'idées », cher à Christian Delporte<sup>124</sup>, s'impose et permet (pour un temps) aux journalistes sociaux de mobiliser des ressources militantes, la profession journalistique se transforme progressivement sous l'effet d'une poussée démographique sans égale et des transformations des voies d'accès au métier. Certes, le coût d'entrée dans la profession, en terme de capital scolaire n'est pas encore ce qu'il est aujourd'hui, mais la légitimité militante connaît déjà une forme de dévaluation. La crise de Mai 1968, comme nous l'avons montré plus tard avec Eric Lagneau<sup>125</sup>, rend possible une transformation des fondements de l'autorité professionnelle des journalistes. Non, comme on le croit souvent, en valorisant l'engagement militant à gauche, mais au contraire en dévaluant de manière globale les principes de l'allégeance politique au profit de principes plus strictement professionnels tels que la polyphonie (le fait, on l'a dit, de faire parler une partie et son opposé), ou le succès public (l'audience notamment à la radio). Les journalistes en grève à l'ORTF ne l'étaient pas tant pour que les étudiant.es prennent le pouvoir sur les ondes. Ils l'étaient, d'une part, pour que cesse le contrôle politique sur leur travail (contrairement à l'ancienne génération pour qui cela allait de soi) et, d'autre part, pour que soient désormais fabriquées des émissions que le public écoute<sup>126</sup>, et qui laisse une liberté d'expression aux deux parties : le gouvernement ET les étudiants, Alain Peyrefitte ET Alain Geismar. Il s'agissait ainsi pour le dire vite, de se couper des allégeances politiques « naturelles » pour une génération de journalistes entrés en politique après la guerre et, pour ces nouveaux entrants, de suivre des principes plus « professionnels », c'est-à-dire propres au champ journalistique.

Les journalistes sociaux ont donc de façon quasi stratégique gommé de leur identité collective les éléments les plus stigmatisants renvoyant à leur engagement et à leur militantisme. Si lors des grèves de 1947, les rédacteurs en chef sollicitent les journalistes sociaux parce qu'ils connaissent les leaders syndicaux (ce que m'ont raconté les journalistes sociaux les plus anciens dans le métier), après 1968 le « patronat » dont la principale organisation vient de se doter d'un

---

<sup>124</sup> Christian Delporte, *Les journalistes en France*, Paris, Le Seuil, 1995.

<sup>125</sup> Eric Lagneau, Sandrine Levêque, « Les journalistes dans la tourmente » in Dominique Damamme, Boris Gobille, Frédérique Matonti, Bernard Pudal, *Mai Juin 1968*, Paris, Editions de l'atelier 2008 [Texte n° 5 Volume 2].

<sup>126</sup> Le fait que la publicité soit introduite sur le service public en octobre 1968 montre qu'il faut aussi « plaire » au public et pas simplement à la tutelle politique.

redoutable service de presse exclut les journalistes sociaux des usines. Du même coup, il ne s'agit plus d'évoquer l'engagement comme mode de légitimité journalistique mais d'autres principes comme la compétence et l'expertise critique telle que l'a définie Jean-Gustave Padioleau<sup>127</sup>. Désormais les journalistes sociaux ne se prévalent plus de leurs « amitiés » syndicales mais de leur capacité à décrypter les enjeux sociaux, à lire les statistiques sociales, à connaître les institutions qui ont la charge de ces questions, etc. Ils mettent aussi en avant, la complexité particulière de ce domaine d'information et leur capacité à l'expliquer au public faisant ainsi d'une pierre deux coups : être compétents mais aussi pédagogues et vulgarisateurs dans un domaine d'information particulièrement stratégique et utile au public. Cette transformation est inscrite dans les transformations morphologiques du groupe professionnel et des modes de recrutement qui s'y opèrent (et qui deviendront par la suite les deux modes de recrutement des journalistes en général comme l'ont montré Dominique Marchetti et Denis Ruellan<sup>128</sup>). Désormais les journalistes sociaux sont davantage diplômés, peuvent venir des écoles mais aussi du monde professionnel relevant de la spécialité qu'ils auront à traiter. L'AJIS est à ses débuts cette organisation de compromis qui permet de faire cohabiter la génération des anciens journalistes sociaux, d'origine plus populaire, plus engagés (souvent passés par la Résistance) et les nouveaux, plus diplômés, plus bourgeois et plus techniciens. L'AJIS reste à sa création, en 1967, une organisation « au service du progrès social » comme le proclament ses statuts mais elle est surtout une organisation au service des journalistes, de ces « nouveaux entrants » en particulier pour leur permettre de mieux travailler et de se conformer aux normes professionnelles dominantes.

La troisième période, la plus récente, confirme cette prévalence d'un modèle de journalistes techniciens experts des questions qu'ils traitent. Si la dimension critique est toujours présente chez les journalistes sociaux, elle est euphémisée notamment dans les discours publics de l'association. La mention du « progrès social », maintenue dans les années quatre-vingt-dix disparaît au début des années 2000, indiquant une forme de dépolitisation et de désengagement des journalistes sociaux. Cette évolution est le produit des transformations sociologiques du groupe et doit être mise en lien avec celles plus globales du recrutement des journalistes. On peut d'ailleurs dire, comme je l'ai fait au moment de ma soutenance de thèse que l'ouvrage que j'avais

---

<sup>127</sup> Jean Gustave Padioleau, *art.cit.*

<sup>128</sup> Dominique Marchetti, Denis Ruellan, *Devenir journalistes. Sociologie de l'entrée sur le marché du travail*, Paris, La Documentation française, 2001, 165 p.

écrit sur eux permettait finalement aux journalistes sociaux de continuer à exister. Devenus des journalistes comme les autres, ni plus ni moins diplômés que les autres, ni plus (voire moins) précaires que les autres, ni plus ni moins femmes que les autres, ils semblaient se fondre dans la masse journalistique. Leurs chances de carrière et de passage du social à d'autres rubriques semblent équivalentes à celles des autres dans la presse généraliste (comme l'atteste le destin de certains de « mes jeunes journalistes sociaux », qui ne sont plus comme leurs prédécesseurs cantonnés au social mais ont pu devenir président de Public Sénat comme Gilles Leclerc, ou de LCP comme Gérard Leclerc). Pour ce qui est de la presse technique et spécialisée (voire la presse syndicale), leur expertise leur permet aussi de mener carrière et d'évoluer vers d'autres segments de l'espace professionnel, et notamment vers la presse généraliste, plus légitime professionnellement qui ne leur est plus fermée (c'est le cas d'Alain Lebaube, passé de la presse syndicale au *Monde*). La dimension militante n'est plus mobilisée dans la présentation qu'ils se font d'eux-mêmes et ne constitue plus un élément de leur identité stratégique, même si elle peut être évoquée dans leur biographie comme élément déterminant de leurs choix professionnels. C'est cette tendance qui a été confirmée par la suite de mes travaux sur les journalistes engagés à partir de ceux traitant dans les journaux, des mouvements altermondialistes.

*c. Les journalistes experts de l'altermondialisme.*

En reprenant les résultats de l'enquête sur les altermondialistes, outre l'analyse de la co-production médiatique des événements évoqués plus haut, j'ai mieux compris comment l'engagement pouvait justement s'articuler avec des formes d'excellence professionnelle. Si les journalistes que j'ai rencontrés étaient pour la plupart fortement engagés dans la reconnaissance de l'altermondialisme comme sujet légitime dans les médias (dont certains d'ailleurs comme l'a montré Eric Agrikoliansky<sup>129</sup> ont même été à l'origine de la naissance même du mouvement), ils entretenaient avec lui des relations difficilement tenables (et publiquement justifiables) à un moment où dans la profession, le modèle du journaliste « engagé » semblait rejeté. Ainsi, comme me l'avait précisé un journaliste dans un entretien informel, les journalistes spécialistes de ces questions étaient devenus en quelque sorte des « supporteuristes » du mouvement. Par ce néologisme, ce rédacteur d'un quotidien national soulignait la proximité des journalistes traitant

---

<sup>129</sup> Eric Agrikoliansky, Olivier Fillieule, Nonna Mayer, (dir.) *L'altermondialisme en France : la longue histoire d'une nouvelle cause* Paris, Flammarion, 2005, 370 pages.

des altermondialistes avec leur objet, la sympathie qu'ils éprouvaient à son égard et même l'engagement de certains journalistes dans des organisations qui en faisaient partie (à ATTAC ou « chez les anars » par exemple comme me le raconte une journaliste d'un grand quotidien dans un entretien). Ces journalistes (de la presse généraliste parisienne) disposaient par ailleurs de tous les attributs légitimes de la profession : une place dans la presse parisienne quotidienne d'information générale, un capital scolaire élevé, le passage par les écoles de journalisme les plus prestigieuses etc.

Ces ressources leur permettaient de lutter pour la reconnaissance de ce sujet dans l'espace journalistique et de contribuer, comme à *Libération*, à créer une « rubrique » spécifique qui en traite, la rubrique « Terre ». Contrairement aux journalistes sociaux que j'avais interrogés pour la thèse, ces journalistes mobilisaient très rapidement dans les entretiens ces éléments relatifs à leur engagement comme un déterminant non seulement de leur intérêt pour ce sujet mais aussi de leur excellence professionnelle. Cet engagement (antérieur ou par relations) était même avancé comme un élément décisif de leur compétence professionnelle et reconnu comme tel notamment par leur hiérarchie. « L'engagement » qui pouvait être par ailleurs dénoncé dans l'espace journalistique et considéré comme une faute professionnelle devenait au contraire ici un élément distinctif et constitutif de leur excellence professionnelle et de leur reconnaissance. C'est ainsi parce qu'ils ou elles avaient milité à Attac, fréquenté les anars, ou commencé leur carrière de journaliste dans les squats de la place de la Réunion ou de la rue du Dragon avec les mal-logés, qu'ils ou elles pouvaient avoir accès à des informations inédites, à des sources improbables, à des lieux inaccessibles et comprendre et expliquer au public, et même à leur rédacteur en chef, la nébuleuse altermondialiste (préciser par exemple à leur hiérarchie la différence entre un « contre sommet » et un « forum social »). Ce résultat que j'avais déjà éprouvé dans ma thèse sur la variabilité de la valeur des ressources dont peuvent se prévaloir les agents dans un espace professionnel donné<sup>130</sup> m'a conduit à nuancer mes analyses en terme de domination. Non les journalistes engagés ne sont pas seulement dominés (une fois pour toutes dans l'espace professionnel), ils peuvent dans certaines situations faire valoir cet engagement comme légitime et parfois le valoriser comme une ressource. C'est ce que nous avons souhaité montrer avec Denis Ruellan en rassemblant les contributions des auteurs de *Journalistes engagés*. Et si ma thèse avait conclu à une forme de

---

<sup>130</sup> Cf. sur ce point Brigitte Gaïti, « Des ressources politiques à valeur relative : le difficile retour de Valéry Giscard d'Estaing », *Revue française de science politique*, 40e année, n°6, 1990. pp. 902-917.



dépolitisation progressive des journalistes sociaux, il convenait d'affiner cette analyse en rendant compte de ce que pouvaient constituer des formes d'engagement chez des journalistes du XXI<sup>e</sup> siècle.

#### *d. Journalistes engagés.*

Ce livre<sup>131</sup> avait pour ambition de rassembler des travaux (principalement ceux de jeunes chercheurs) qui éprouvent la notion de journalistes engagés et réfléchissent sur les formes et les modalités de cet engagement à partir d'enquêtes empiriques poussées. Partant d'un double constat, fondé sur l'actualité des médias, celui d'une forme de « réévaluation » du journalisme d'idées dans un contexte de renouvellement (voire de bouleversement des formats induits par le numérique)<sup>132</sup> et celui d'un discours sur la dépolitisation des médias, nous avons voulu montrer d'une part les formes plurielles de cette notion d'engagement ainsi que l'ambivalence de son statut dans l'espace journalistique aujourd'hui. Si ces débats prenaient du côté des anglophones la défense du *slow journalism* par exemple, la notion d'engagement apparaissait en France comme une clef d'entrée permettant d'aborder sur différents terrains (français et étrangers) la (perpétuelle) crise de l'identité journalistique telle qu'elle se joue tout à la fois dans les espaces dominants (ceux de la presse marchande) et dans les espaces « alternatifs » (les fameux « mook » ou *pure players*). Si les enquêtes proposées par les différent.es auteur.es de ce livre nous renseignent sur les formes plurielles de l'engagement (en France, au Mexique, en Allemagne ou au Liban), elles confirment chacune à leur manière que cet engagement est constitutif de l'identité des journalistes qu'ils soient spécialistes du Front national, rubricards politiques, ou journalistes « militants » de la presse alternative, en France comme en Allemagne dans les années 80 ou au Mexique (avec les journalistes traitant de l'OMC) dans les années 2000. Co-diriger cet ouvrage a renforcé ma conviction qu'une approche « par le bas » – c'est-à-dire à partir des segments

---

<sup>131</sup> Sandrine Lévêque, Denis Ruellan (dir.), *Journalistes engagés*, Rennes, PUR, 2010 (voir en particulier l'introduction et le sommaire) [Texte n°6, Volume 2].

<sup>132</sup> Commencé avec la publication du livre d'Edwy Plenel, *Combat pour une presse libre. Le manifeste de Médiapart*, Paris Galaade, 2009, cette réflexion sur le renouvellement du journalisme d'idée a trouvé des prolongements dans les débats autour de la fin du journalisme et de la crise de la presse écrite. A la fin de l'année 2012, forts du succès commercial de la formule du « mook » (pour magazine et book) *XXI*, Alain Beccaria et Patrick de Saint Exupéry ont proposé, un manifeste pour un journalisme utile qui réhabilite lui aussi une forme de journalisme engagé au service du lecteur et détaché des logiques marchandes. [http://www.revue21.fr/wp-content/uploads/2014/07/XXI21\\_Manifeste.pdf](http://www.revue21.fr/wp-content/uploads/2014/07/XXI21_Manifeste.pdf)

professionnels les moins reconnus de la profession, dont l'appartenance même à la profession est contestée – permet de révéler le fonctionnement des espaces sociaux dominants que ce soit l'espace journalistique (grâce aux journalistes sociaux) ou l'espace politique (grâce aux femmes).

La thèse selon laquelle il était possible et pensable de subvertir un espace professionnel à partir d'une position « dominée » et des ressources *a priori* illégitimes dans cet espace a été par la suite testée sur d'autres terrains. Pour le dire brutalement, si les « ringards » du social (en référence à l'expression utilisée par l'un de mes enquêtés) avaient réussi à s'imposer dans l'espace journalistique alors d'autres « ringards » (en l'occurrence d'autres « ringardes ») pouvaient eux aussi (elles aussi) changer les règles de l'espace auxquels elles tentaient d'appartenir. L'entrée des femmes dans l'espace politique, puis dans le journalisme a pu constituer un nouveau terrain pour prolonger ces hypothèses et en susciter de nouvelles.

## **II. Une sociologie de la profession politique au prisme du genre.**

J'ai finalement été très tôt intéressée par la question de la profession politique. Au sortir de ma thèse, forte de mes lectures sur la sociologie des professions, Michel Offerlé m'a permis de participer à mon premier congrès de science politique à Aix-en-Provence (1996), en me demandant d'établir et d'analyser la bibliographie de sa table ronde « Profession/profession politique<sup>133</sup> ». J'en tirerai une « note bibliographique » dans *Politix* sur l'entrée en politique<sup>134</sup>. Cet intérêt rejoignait par ailleurs, on l'aura compris, la question de la professionnalisation journalistique qui était au centre de la thèse que je venais de soutenir en janvier de la même année.

Quelques années plus tard, dans des conditions sur lesquelles je reviendrai, c'est encore la professionnalisation, avant même un réel questionnement sur le genre en politique, qui fut la clef d'entrée de mes travaux sur la parité en politique. L'idée était en effet de vérifier si une politique publique (comme la parité qui était alors discutée) pouvait modifier les règles du jeu politique et en particulier infléchir les logiques du recrutement du personnel politique. Cette question de politiste s'est rapidement transformée en interrogation(s) sur les rapports sociaux de sexe et sur

---

<sup>133</sup> Michel Offerlé (dir.), *La profession politique, XIXe-XXe siècles*, Paris, Belin, 1999, 360 p

<sup>134</sup> Lévêque Sandrine. «L'entrée en politique». Bibliographie sur les conditions sociales de la professionnalisation et de la «réussite» politique en France », *Politix*. Vol. 9, N°35. Troisième trimestre 1996. pp. 171-187. [Texte n°7, Volume 2].

les processus croisés de domination à l'œuvre dans l'espace politique. Après avoir rapidement présenté les origines plurielles du projet et la constitution du groupe Invention de l'élu.E (§ 1), je m'arrêterai sur son projet intellectuel (§ 2), puis reviendrai sur la manière dont il a progressivement fait évoluer mes objets de recherche et mes problématiques (§ 3)

### *§1 Les origines d'un projet.*

Le projet de travailler sur la question de la parité en politique a été discuté lors d'une soirée passée avec Marion Paoletti. Mamans de deux jeunes fils (nés en 1999) nous étions un peu effrayées des processus de fabrication des garçons tels que nous les observions dans notre environnement direct et dont nous nous sentions responsables. Je redis souvent à mes étudiant.es combien, suivant les principes défendus par Cyril Lemieux dans l'ouvrage de méthode dirigé par Serge Paugam<sup>135</sup>, l'agacement est le premier moteur de la recherche voire de la problématisation de la recherche. C'est dans tous les cas ce qui permet un investissement de longue haleine. Les débats sur la parité étaient alors très vifs et nous nous demandions, en bonnes politistes, si une politique publique comme celle de la parité que le gouvernement Jospin souhaitait mettre en place était susceptible de transformer les comportements politiques et le recrutement du personnel politique. Nous n'étions pas à l'époque très familières des problématiques sur le genre, ni même des travaux sur la domination masculine, hormis le texte de Bourdieu. Socialisées à la science politique « classique » (et wébérienne), nous nous retenions aussi d'affirmer un dessein ouvertement féministe à notre recherche, d'autant moins que nous souhaitions gagner à notre cause des chercheurs (et j'emploie à dessein le masculin) « reconnus » de notre discipline ainsi que des copines – comme Delphine Dulong ou Christine Guionnet –, elles aussi éloignées au départ de ces problématiques. C'est, par l'entremise de Frédérique Matonti, la rencontre avec Éric Fassin et une partie des doctorantes qui travaillaient avec eux, que nous avons progressivement entamé notre révolution « scottienne<sup>136</sup> » et affirmer un projet plus directement politique.

---

<sup>135</sup> Cyril Lemieux, « Problématiser », in Serge Paugam, *L'enquête sociologique*, Presses universitaires de France, coll. « Quadrige Manuels », 2010, 458 p.

<sup>136</sup> C'est en 1988, que l'article de Joan Scott, « Gender : a useful category of historical analysis » paru dans *American Historical Review*, vol 91, N°5, 1986 pp.1053-1075 est traduit dans les *Cahiers du GRIF* sous le titre : « Genre : une catégorie utile d'analyse historique » (Cahier du GRIF, Printemps 1988, 125-153). Cet article nous a d'abord permis de ne plus confondre genre et femme (comme le faisait encore la tradition française d'analyse) et surtout de penser le genre comme « un élément constitutif de rapports sociaux fondés sur des différences perçues entre les sexes et une façon première de signifier les rapports de pouvoir » (p. 56).

Nous nous sommes donc retrouvés autour d'un petit financement (environ 15 000 euros) que nous avons sollicité dans le cadre d'une ACI (n°67016) qui au final associera – et c'est un peu paradoxal – des titulaires dont la plupart n'étaient pas spécialistes du genre et des doctorantes, comme Catherine Achin, Stéphanie Guyon, ou Lucie Bargel qui elles en devenaient spécialistes. L'objectif était d'évaluer la mise en œuvre de la loi sur la parité qui venait d'être adoptée (le 6 juin 2000) et allait être mise en œuvre pour la première fois aux élections municipales de 2001. Ce groupe a eu tout au long de son histoire des frontières floues variant au gré des grossesses des unes, des voyages et des congés des autres, ou encore des fins de thèses... Il a néanmoins connu une formalisation plus solide lors de la sortie en 2007 de l'ouvrage *Sexe genre et politique* sur lequel nous reviendrons. Ce groupe de recherche a renforcé des amitiés existantes et a permis de nouer de nouveaux liens, autant amicaux que professionnels en particulier avec Catherine Achin, qui a été et reste ma partenaire privilégiée lorsqu'il s'agit d'enquêter, d'écrire ou d'animer la recherche sur ces questions.

Alors que nous nous étions chacune de notre côté lancées dans des enquêtes de terrain, à Rennes à Bordeaux, à Auxerre, à Paris ou à Lyon, dans les Alpes-Maritimes, nous avons organisé avec l'aide de l'équipe d'accueil de l'université d'Évry, en 2002 la première rencontre « publique » du groupe. Cette journée d'études a conduit à la publication d'un numéro de *Politix* sur la parité en pratiques dirigé par Christine Guionnet et Eric Fassin<sup>137</sup>. D'autres rencontres suivirent au gré des bonnes volontés des membres du groupe : Angers en 2004 (avec Pierre Leroux et Philippe Tellier) et Bordeaux en 2005 (Marion Paoletti et Christiane Restier-Melleray<sup>138</sup>). En parallèle nous avons organisé plusieurs ateliers dans le cadre des différents congrès de l'AFSP (2002, 2007, 2009) sur lesquels je reviendrai. Institutionnellement, c'est aussi de l'Invention de l'élue que naît le groupe « Genre et politique de l'AFSP ». Chaque fois, nous nous efforcions de répartir les tâches collectives et nous continuions nos entreprises individuelles de recherche que nous mutualisions par ailleurs. Ce cheminement collectif n'a pas forcément toujours été un long fleuve tranquille et si certaines collaborations sont aujourd'hui distendues, nous avons à chaque occasion plaisir à

---

Sur l'usage étatsunien du genre dans l'espace académique et politique et son transfert en France, on se reportera à Eric Fassin, « L'empire du genre », *L'Homme* 3/2008 (n° 187-188), p. 375-392 et Lucie Bargel, Eric Fassin, Stéphane Latté, « Usages sociologiques et usages sociaux du genre. Le travail des interprétations », *Sociétés & Représentations* 2/2007 (n° 24), p. 59-77.

<sup>137</sup> *Politix*, « La parité en pratiques », Vol. 15, N°60. Quatrième trimestre 2002.

<sup>138</sup> Avec qui je travaillerai ensuite dans le cadre du projet « subjectivité journalistique » engagé par Cyril Lemieux (voir supra).

nous retrouver, et pas seulement pour travailler. Plusieurs doctorant.e.s ont croisé l'Invention de l'élu.E en l'investissant plus ou moins : certain.e.s de manière éphémère comme Barbara Romagnan (appelée à d'autres fonctions rapidement mais qui a néanmoins soutenu sa thèse et publié son ouvrage<sup>139</sup>), d'autres de façon épisodique en travaillant, ou non, à titre principal sur la parité, comme Aurélia Troupel<sup>140</sup>, Clémence Labrousche<sup>141</sup>, ou Stéphane Latté<sup>142</sup> ; d'autres enfin de façon durable au point de devenir des piliers du groupe et de continuer les collaborations, comme Catherine Achin<sup>143</sup> (soutenance en 2003), Lucie Bargel<sup>144</sup> (soutenance en 2008), Stéphanie Guyon<sup>145</sup> (soutenance en 2010) que j'ai réussi à remobiliser autour des élections municipales de 2014 dans le cadre d'un atelier TEPISIS mis en place cette même année (cf. infra). En quelques années, les travaux portant plus ou moins la trace « Invention de l'élu.E » se sont essaimés et ont sans aucun doute contribué à la reconnaissance de l'objet « genre en politique ».

## § 2. L'invention de l'élu.E : démarche et premiers résultats.

La journée d'étude qui s'est déroulée en février 2002 à Évry et la publication du numéro de *Politix* qui a suivi a été l'occasion de présenter les premiers résultats des enquêtes réalisées sur les élections municipales de 2001 dans le cadre de l'ACI. Nous avons convié Janine Mossuz-Lavau qui a joué le jeu de la discussion. Cette rencontre était très importante pour nous parce qu'elle nous permettait de discuter avec une partie de celles qui avaient défriché le terrain en science politique. Elle a aussi été pour certaines d'entre nous l'occasion de mesurer à quel point notre posture académique, non directement féministe, pouvait heurter les approches militantes

---

<sup>139</sup> Barbara Romagnan, *Les femmes font-elles de la politique autrement ?*, Thèse de science politique de l'Université de Lyon 2 dirigée par Jean-Louis Marie, 2003, cette thèse a été publiée sous le titre : *Du Sexe en politique*, 2005.

<sup>140</sup> Aurélia Troupel, *Disparités dans la parité : les effets de la loi du 6 juin 2000 sur la féminisation du personnel politique local et national*, Thèse de science politique de l'université de Nice, Dirigée par Christian Bidégaray, 2006.

<sup>141</sup> Clémence Labrousche, *La condition électorale régionale et la parité : observations des situations en Aquitaine et en Poitou-Charentes (2003-2007)*, Thèse de science politique, Université de Bordeaux 4 dirigée par Marion Paoletti, 2010.

<sup>142</sup> Stéphane Latté, *Les « victimes ». La formation d'une catégorie sociale improbable et ses usages dans l'action collective*, Thèse EHESS, dirigée par Michel Offerlé, 2008.

<sup>143</sup> Catherine Achin, *Le mystère de la chambre basse" : comparaison des processus d'entrée des femmes au parlement : France - Allemagne, 1945-2000*, Thèse de science politique Université de Grenoble 2, dirigée par Sylvie Lemasson et Frédérique Matonti 2003.

<sup>144</sup> Lucie Bargel, *Aux avant-postes. La socialisation au métier politique dans deux organisations de jeunesse de parti. Jeunes populaires (UMP) et Mouvement des jeunes socialistes (PS)*, Thèse de science politique, Université Paris 1 dirigée par Frédérique Matonti, 2008.

<sup>145</sup> Stéphanie Guyon, *Du gouvernement colonial à la politique racialisée. Sociologie historique de la formation d'un espace politique local (1946-2008), St-Laurent du Maroni, Guyane*, Thèse de science politique, Université Paris 1, dirigée par Frédérique Matonti, 2010.

adoptées jusqu'alors. Nous comprenions aussi, avec les membres les plus engagés de notre équipe, la diversité des positions féministes. Notre démarche pouvait être pour certain.e.s considérée comme un « hold-up » des politistes sur des questions jusqu'alors négligées par cette discipline (déjà perçue comme arrogante), investies essentiellement par des historiennes et des philosophes, « cantonnées » aux études féministes peu valorisées dans l'espace universitaire. Ainsi et sans véritablement le vouloir, nous allions devoir nous confronter aux études féministes et changer la vision que la science politique pouvait avoir de ces travaux.

### **A. Des politistes chez les féministes, des féministes chez les politistes.**

Comme pour beaucoup de politistes<sup>146</sup> de ma génération, je considérais l'engagement dans la recherche comme malvenue. Socialisée dans les années 90<sup>147</sup>, la neutralité axiologique semblait pour moi un idéal indépassable. Par ailleurs, aborder ces questions à travers des problématiques de science politique permettait de faire passer, dans une discipline très masculine, un objet (encore) considéré comme illégitime. Il n'empêche que comme collectif de recherche, nous avons dans un premier temps et en dépit des prises de positions publiques de certain.es d'entre nous, contourné la difficulté de l'engagement. Bien entendu nous étions sensibles à la cause des femmes, mais je restais convaincue que la science en elle-même suffisait, par le dévoilement qu'elle produit, à changer le monde. Ayant réussi à m'imposer dans un milieu d'hommes – l'université – je restai plus ou moins perplexe sur cette question paritaire. Cette perplexité fut de courte durée. Le manque d'enthousiasme de certains de nos collègues masculins à nous rejoindre, les ricanements éprouvés et décrits par Erik Neveu dans son article sur le genre du journalisme<sup>148</sup>

---

<sup>146</sup>Voir notamment le mémoire de HDR de Marion Paoletti qui consacre son premier chapitre au rôle des valeurs dans la connaissance sociologique (p. 41 et suiv.), Marion Paoletti, *L'idéal démocratique face à ses tentations oligarchiques. De la démocratie locale à la parité*, op.cit. ainsi que le livre qu'elle consacre au récit de sa campagne électorale en 2002, *Cahier de Campagne. Une campagne contre Alain Juppé*, Bordeaux, Edition du Bord de l'Eau, 2002. Je pense aussi à la position que défendent Delphine Dulong, *Institution, Politique, croyance profane et domination*, op.cit et Christine Guionnet dans leur mémoire de HDR respectif. Christine Guionnet, *La méthode « autrement ». Difficultés méthodologiques et problématiques marginales au cœur de l'analyse en sciences sociales*, Mémoire de HDR, ENS Paris.

<sup>147</sup> J'avoue avoir été troublée en découvrant, au tout début de ma thèse, les engagements politiques de jeunesse de Daniel Gaxie et de Michel Offerlé, alors que les règles de la méthode qu'ils enseignaient dans leur cours (et que j'entendais) semblaient exclure toute forme d'engagement. Les débats qui nous animaient à l'époque (entre thésard.es) portaient bien évidemment sur le « tournant politique » de Bourdieu et la portée politique de la sociologie critique. Quelques années plus tard, mes jeunes collègues (notamment ceux du GRIP) affichaient eux aussi un engagement décomplexé. Il conviendrait un jour de sociologiser cette courte parenthèse (de la fin des années 90 et du début des années 2000) de refoulement du politique dans notre discipline.

<sup>148</sup> Erik Neveu, « Le genre du journalisme. Des ambivalences de la féminisation d'une profession », *Politix*. Vol. 13, N°51. Troisième trimestre 2000. pp. 179-212. Dans cet article Erik Neveu raconte de façon très plaisante, comment

m'ont rapidement convaincue que la parité (ou même plus simplement l'égalité « hommes femmes » encore à l'époque) était un enjeu politique y compris dans mon propre milieu professionnel pourtant si prompt – en théorie du moins – à défendre l'égalité des sexes. En outre, l'examen plus approfondi des débats sur l'adoption et la mise en œuvre de la loi du 6 juin 2000 et les premières observations empiriques réalisées sur les différents terrains, m'ont très rapidement rangée du côté des « paritaristes pragmatiques », celles qui croient que la parité est finalement le seul moyen concret de faire avancer les choses, c'est-à-dire finalement du côté des militantes de la parité même si formellement mon engagement s'est limité à la signature de quelques tribunes, à la participation à quelques débats de diffusion de la recherche et ... aux fréquents rappels à l'ordre de certains de mes collègues à l'occasion de leur dérapages sexistes (ce qui n'est pas une mince affaire).

Si du côté des autres sciences sociales et en particulier de l'histoire et de la sociologie, les études féministes constituaient une tradition bien établie, en science politique la dimension militante semblait moins directement présente sauf peut-être par le biais de l'expertise, notamment au moment des mobilisations pour la parité<sup>149</sup>. Pendant longtemps la science politique ne s'est pas intéressée à la question des femmes en politique et encore moins au genre en politique<sup>150</sup>. Des chercheurs et non des moindres, avaient pourtant dès le milieu des années 50 ouvert la voie. Maurice Duverger, Mattei Dogan et Jacques Narbonne avaient en effet rédigé pour l'UNESCO en 1955, un rapport sur la participation électorale des femmes<sup>151</sup>. En 1965, c'est là encore une pionnière de notre discipline – Madeleine Grawitz – qui s'est intéressée à la question de la participation politique des femmes, en publiant une note de recherche sur l'abstention des hommes et des femmes à partir d'une analyse des listes électorales<sup>152</sup>. Il faut ensuite attendre le milieu des années 70, pour que Janine Mossuz-Lavau et Mariette Sineau publient dans la *Revue*

---

invité à la table ronde d'un colloque international consacré à la question du « genre de la communication », il reçoit la sollicitude de ses collègues masculins français qui le voyant intervenir dans une assemblée composée que de femmes, semblait selon eux prendre des risques inconsidérés.

<sup>149</sup> Sur l'engagement du milieu académique dans la cause paritaire, on se reportera aux travaux de Laure Béréni, *La bataille de la parité. Mobilisations pour la féminisation du pouvoir*, Paris, Economica, 2015 et d'Éléonore Lépinard, *L'égalité introuvable. La parité, les féministes et la République*, Paris, Presses de Science Po, 2007.

<sup>150</sup> Pour une histoire du « genre en science politique », on se reportera à Catherine Achin, Laure Béréni (dir.), « Introduction. Comment le genre vint à la science politique », in Catherine Achin, Laure Béréni, *Dictionnaire Genre et science politique. Concepts, objets, problèmes*, Presses de Sciences Po, Paris, 13-41, 2013

<sup>151</sup> Maurice Duverger, *La participation des femmes à la vie politique*, Paris Unesco, 1955 et Mattéi Dogan et Jacques Narbonne, *Les françaises face à la politique*, Paris, Unesco, 1955.

<sup>152</sup> Madeleine Grawitz, « L'abstentionnisme des hommes et des femmes à Lyon », *Revue française de science politique*, 15e année, n°5, 1965. pp. 964-983.

*française de science Politique*<sup>153</sup>, un article consacré au comportement politique des femmes (et notamment au vote à gauche). Mais ce n'est qu'à la toute fin des années soixante-dix, que Mariette Sineau traite (avec Françoise Subileau) du militantisme féminin (à travers l'exemple du PCF)<sup>154</sup>. Durant tout ce temps, c'est la sociologie électorale qui reste privilégiée et ce jusqu'à la fin des années quatre-vingt et au début des années quatre-vingt-dix où Mariette Sineau commence à s'intéresser aux femmes dans la vie politique<sup>155</sup> tandis que Janine Mossuz-Lavau de son côté, renoue avec ses recherches sur « les lois de l'amour<sup>156</sup> » entamées au début de sa carrière<sup>157</sup>. Au-delà des rives de Science po (et du CEVIPOF), d'autres recherches « politistes » comme celles d'Armelle Le-Bras-Chopard sur le féminisme, puis dans le cadre d'une recherche « action » et en collaboration avec Janine Mossuz-Lavau sur les femmes en politique, constituent des travaux pionniers et parties prenantes du débat paritaire<sup>158</sup>. Ainsi que ce soit Janine Mossuz-Lavau<sup>159</sup>, Armelle Le-Bras-Chopard<sup>160</sup> ou Mariette Sineau, toutes ont participé du moins par leur expertise voire par leurs engagements aux combats pour la cause des femmes et la parité. Qu'apportent de différent les chercheur.se.s de l'invention de l'élue ?

## **B. Une posture méthodologique, théorique, politique et humaine ?**

Il ne s'agit pas ici d'unifier et de réifier une démarche qui, certes collective, a surtout permis d'inscrire des recherches individuelles dans une dynamique stimulante et productive. Nous étions parties avec l'idée de travailler sur les règles du jeu politique et de mesurer leur

---

<sup>153</sup> Mariette Sineau et Janine Mossuz-Lavau, « Les femmes et la politique : les attitudes de gauche des 16-34 ans en milieu urbain », *Revue française de science politique*, 26 (5), 1976, pp. 929-956. Elles publieront plus tard un ouvrage de synthèse consacré au comportement politique des femmes : Janine Mossuz-Lavau, Mariette Sineau, *Enquête sur les femmes et la politique en France*, Paris, Presses universitaires de France, Recherches politiques, 1983, 280 p. Les autres articles publiés à cette époque par Janine Mossuz-Lavau et Mariette Sineau, ensemble ou séparément sont principalement consacrés au vote et aux comportements politiques.

<sup>154</sup> Mariette Sineau et Françoise Subileau, «Le militantisme féminin dans un parti de gauche en France: l'exemple du PCF», *Revista del Instituto de Ciencias sociales*, n°29, Diputacion Provincial de Barcelona, 1977, pp.201-217

<sup>155</sup> Mariette Sineau, *Les femmes et la vie politique*, Paris, Economica, 1988.

<sup>156</sup> Janine Mossuz-Lavau, *Les Lois de l'amour: les politiques de la sexualité en France de 1950 à nos jours*, Paris, Payot, 1991, 348 p.

<sup>157</sup> On trouve ainsi dans le CV de Janine Mossuz Lavau tel qu'il est publié sur le site du Cevipof [http://www.cevipof.com/fichier/p\\_equipe/18/equipe\\_bibliographie\\_fr\\_mossuzlavau.pdf](http://www.cevipof.com/fichier/p_equipe/18/equipe_bibliographie_fr_mossuzlavau.pdf) (consulté le 1<sup>er</sup> Juin 2015), la référence à un article qu'elle consacre dès 1966 à la politisation des questions de régulation des naissances, Janine Mossuz-Lavau, « La régulation des naissances: aspects politiques », *Revue française de science politique*, 16 (5), octobre 1966, pp.913- 939.

<sup>158</sup> Armelle Lebras Chopard, Janine Mossuz-Lavau, *Femmes en politique*, Paris, L'harmattan, 1997.

<sup>159</sup> On pense par exemple à l'ouvrage dirigé par Janine Mossuz Lavau, *Femmes hommes pour la parité*, Paris Presses de science po, 1998.

<sup>160</sup> Armelle Lebras Chopard sera par exemple chargée de mission au ministère de l'Éducation nationale pour l'égalité des chances femmes/hommes dans l'enseignement supérieur entre 1999 et 2009.



plasticité. Cet angle d'attaque nous interdisait de nous situer dans les débats théoriques sur le féminisme et en particulier sur le féminisme différentialiste que nous étions à peu près toutes d'accord pour rejeter comme essentialiste. De fait, il ne s'agissait pas de penser que les femmes allaient effectivement faire de la politique autrement (et du même coup ré-enchanter grâce à leurs qualités toutes féminines le débat politique). Cet argument avait en effet été habilement mobilisé dans les débats autour de la loi de 2000 par les paritaristes pragmatiques, pour justifier la réforme dans un contexte de crise de la représentation politique et de divorce entre la classe politique et les citoyens<sup>161</sup>. Renouveler le jeu politique, en introduisant de nouvelles têtes, utiliser l'argument de la « représentation miroir<sup>162</sup> » pour imposer l'objectif paritaire semblait aussi efficace pour dépasser les débats théoriques qui avaient prévalu au moment de la réforme constitutionnelle de 1999. Si les paritaristes avaient ainsi réussi à déplacer le débat sur des questions « de bon sens », susceptibles de produire le consensus, notre parti-pris résolument sociologique (et empirique) nous a aussi permis de décaler les questionnements académiques (et les méthodes). Il ne s'agissait plus de réfléchir aux conditions de possibilité théorique<sup>163</sup> de la réforme mais d'observer en pratique sa mise en œuvre.

Notre idée était alors d'engager des enquêtes de terrain sur l'entrée des femmes en politique, sur la manière dont la règle allait être utilisée au moment de concevoir les listes, et sur les effets de ce recrutement contraint de nouvelles entrantes sur la campagne, les résultats et plus tard, sur le fonctionnement du champ politique. C'est donc avec les instruments que nous offraient la sociologie politique que nous avons observé quelles candidates allaient être sélectionnées, comment les listes allaient être fabriquées, comment les candidates et les candidats allaient faire campagne, comment ils ou elles allaient user du fait d'être femme (ou homme ?) dans la compétition politique. Les élections municipales de 2001 constituaient par ailleurs un contexte favorable à l'observation d'une reconfiguration de la compétition politique et à une analyse des usages (différenciés) des capitaux politiques individuels et collectifs dans cette compétition. Ainsi armées de nos instruments de politistes, nous nous sommes lancées sur le terrain avec l'objectif de comparer dans ce contexte paritaire, les trajectoires, les manières de

---

<sup>161</sup> Sur les mobilisations paritaires on se reportera à Laure Béréni, *La bataille de la parité. Mobilisations pour la féminisation du pouvoir*, op.cit.

<sup>162</sup> Voir sur ce point Catherine Achin, « Représentation “miroir” versus parité. Les débats parlementaires relatifs à la parité revus à la lumière des théories politiques de la représentation », *Droits et Société*, n°47, 2001.

<sup>163</sup> Voir sur ce point Eric Fassin, « La parité sans théorie. Retour sur un débat », *Politix*, Vol 18, n°60, 2002, pp.19-32

faire des candidats et celui des candidates. C'est cette comparaison qui nous tenait à cœur et c'est certainement aidée par Eric Fassin, formidable connaisseur de la littérature anglophone sur le sujet, que nous sommes progressivement passé.e.s d'une analyse des femmes et des hommes en politique (ce qui était, nous le considérons encore aujourd'hui, un progrès par rapport à la question jusqu'alors étudiée des « seules » femmes en politique) à une analyse des rapports de domination et des rapports sociaux de sexe que la compétition politique permettaient, peut-être plus que tout autre, d'observer. Il fallait dès lors étudier non seulement ces rapports sociaux de sexe mais aussi ce qu'ils faisaient à la compétition politique et en quoi le champ politique produisait et reproduisait le genre. C'est donc très rapidement à une analyse des mécanismes de domination masculine et à la construction (historique) de ces mécanismes dans l'espace politique que nous nous sommes intéressé.es.

Les choses n'ont pas été forcément été faciles à imposer dans la discipline. Car au-delà des blagues lourdes de certains de nos collègues sur le fait de travailler sur les femmes, notre approche (en terme de rapports sociaux de sexe) heurtait d'une autre manière les tenants de la sociologie politique critique. En effet, du côté des politistes et des sociologues que nous fréquentions, les choses n'étaient (ne sont toujours ?) pas évidentes lorsqu'il s'agit de produire des analyses en terme de genre. Dans de nombreuses réunions, tout se passait comme si travailler sur les femmes c'était d'abord et avant tout trahir la classe sociale (et politiquement les classes populaires), comme si révéler les rapports de domination entre les femmes et les hommes c'était oublier les autres rapports de domination. Outre le mauvais procès de l'essentialisation des femmes qui nous était fait, c'était aussi laisser croire que nous pourrions oublier que les femmes sont par ailleurs des ouvrières et des bourgeoises (des noires, des blanches, des hétérosexuelles, des homosexuelles etc.). Ainsi, si on ne faisait jamais le reproche aux spécialistes des partis politiques d'oublier que Ségolène Royal était aussi une femme (et Nicolas Sarkozy un homme), il semblait pour beaucoup de nos collègues difficile de penser qu'elle le fut (et que cela puisse avoir des effets sur sa trajectoire d'énarque, sur sa candidature, sur son traitement journalistique par exemple). Après une franche hostilité nous avons peu à peu été admises (ou tolérées) dans des tables rondes réputées sérieuses et surtout pas spécialisées sur la question des femmes et de la

parité<sup>164</sup> mais sans longtemps réussir à convaincre nos collègues politistes (ou non d'ailleurs) mais qui travaillent sur des sujets « sérieux », comme les partis politiques, les élections ou l'Europe d'intégrer « le genre comme catégorie utile d'analyse politiste » (pour paraphraser Joan Scott). Aujourd'hui encore, je mesure l'illégitimité du sujet aux propos parfois blessants tenus par de vieux amis qui considèrent que tout ça, finalement n'est tout de même pas bien sérieux, ni académiquement ni politiquement<sup>165</sup>.

### **C. L'aventure « Sexes, genre et politique ».**

Les résultats de cette « posture » méthodologique initiale ont été défendus tout au long des différentes rencontres et enquêtes que nous avons continué à produire (notamment au moment sur les élections législatives de 2002 et sur les élections régionales de 2004) et dont les résultats synthétisés se retrouvent dans l'ouvrage *Sexes, genre et politique* publié en 2007 chez Economica. Le livre *Sexes, genre et politique* marque une étape (voire la fin d'une époque) pour le groupe Invention de l'élu.E. L'ACI était finie depuis longtemps, le rapport rédigé par Marion Paoletti avait été rendu quand nous avons décidé de nous lancer dans une expérience inédite, celle de l'écriture collective d'un ouvrage qui ne serait pas la juxtaposition des enquêtes que les 16 membres du groupe avaient jusqu'alors réalisées de 2001 à 2004, mais la mise en commun de nos matériaux, à partir de questions que nous aurions définies ensemble. Et si nous l'avons dit, l'Invention de l'élu.E donnait lieu à des investissements différentiels importants selon les périodes notamment, ce livre permettait de défendre non seulement nos méthodes et nos parti-pris théoriques et peut-être plus encore une conception de la recherche. Écrire ce livre à seize<sup>166</sup> c'était aussi montrer qu'il était possible de « *faire de la recherche autrement* » en oubliant la concurrence à un moment où les évaluations individuelles et la pression sur les enseignants

---

<sup>164</sup> « Genre et diversité : expérience collective dans les élections locales. Les conditions de la professionnalisation politique à Paris », Journée d'études "Les élections locales sous la Vème" organisées par le Centre d'histoire Politique et Parlementaire, 30 janvier 2009, Sénat (avec Catherine Achin).

<sup>165</sup> Par exemple, lors d'une soirée, alors que je présentais (en répondant à une question), les sujets des doctorant.es contractuelles de Paris 1 nouvellement sélectionné.es, un ami (un vrai) s'est notamment indigné que l'équipe de l'école doctorale de Paris 1 ait retenu un candidat qui souhaitait faire sa thèse sur les politiques publiques de l'égalité au motif que c'était, je cite « casse gueule » d'envoyer encore (tout a déjà été dit !) les étudiants sur ce sujet et qu'il ne serait jamais recruté (celles et ceux qui à la même époque travaillaient sur le péronisme ou la politique internationale de l'eau ne suscitaient pas la même inquiétude).

<sup>166</sup> C. Achin (CSU-Paris 8), L. Bargel (CRPS- Paris 1), E. Fassin (ENS-GTMS), C. Guionnet (CRAPE-Rennes 1), S. Guyon (Centre Maurice Halbwachs- EHESS), Clémence Labrousse (SPIRIT), S. Latté (Centre Maurice Halbwachs- EHESS), P. Leroux (SPIRIT), S. Levêque (CRPS- Paris1), F. Matonti (CRPS-Paris 1), M. Paoletti (SPIRIT), C. Restier-Melleray (SPIRIT), P. Tellier (PACTE-IEP de Grenoble), A. Troupel (ERMES).

chercheur.es devenaient de plus en plus en plus importantes<sup>167</sup>. Nous avons souhaité publier sous un nom collectif mais notre éditeur n'a pas jugé possible comme le feront pourtant quelques années plus tard les auteurs du *Repères sur la sociologie de Bordeaux* (Emile Victoire) de nous trouver un pseudonyme - ni même de nous appeler « Invention de l'Élu.E<sup>168</sup> ». Pourtant même en mettant « Sexe » dans le titre (ce qui ne rend d'ailleurs pas raison au sujet du livre qui reste la parité), nous n'avons pas fait un succès historique d'édition ... et je pense que le nom collectif n'aurait pas changé grand-chose aux chiffres des ventes.

Plus fondamentalement, avec *Sexes, genre et Politique* nous explicitons les principes méthodologiques et les arguments théoriques qui avaient guidé nos recherches et avaient fait tenir ensemble des enquêtes, des terrains, des chercheurs et des chercheuses ayant chacun.e leur spécificité. Huit sites avaient ainsi depuis le début de l'enquête, fait l'objet d'une investigation et six élections avaient pu être observées depuis 2001. Sur ces terrains, aucun instrument méthodologique n'avait été exclu : questionnaires, entretiens, observations de campagnes électorales ou de réunions publiques, analyse de matériel de campagne, nous avons utilisé de toutes les méthodes empiriques possibles. Comme je l'avais appris avec le manuel de Madeleine Grawitz<sup>169</sup>, ce déploiement de méthodes – au sens de techniques d'enquête – impliquait cependant quelques principes de Méthodes (avec un grand M) au sens de posture d'enquête. Il s'agissait d'abord de ne jamais essentialiser les femmes et de penser cette « variable sexe » en lien avec d'autres variables telle que la catégorie sociale, l'âge, le niveau d'étude bien sûr mais aussi d'autres types de ressources plus « collectives » comme l'appartenance partisane par exemple. Il s'agissait aussi et surtout de mener, dans la mesure du possible, une comparaison avec les hommes et de comprendre les mécanismes de domination masculine à l'œuvre dans l'espace politique en cherchant à les rapporter aux logiques de son fonctionnement et d'interroger, à l'aune de ces questions les liens entre ordre politique et ordre social<sup>170</sup>. Du même coup, nous menions une analyse classique des positions et des dispositions, doublée d'une

---

<sup>167</sup> Pour mémoire, on rappellera que l'agence d'évaluation l'AERES, devenue HCERES, est créée en 2006 contre la volonté de nombreux.es enseignant.es chercheur.es et que la loi Pécresse dite loi LRU est promulguée en août 2007 entraînant une série de grèves dans les universités et centres de recherche.

<sup>168</sup> Émile Victoire, *Sociologie de Bordeaux*, La Découverte, coll. « Repères », 2014 p. 128. Ce pseudonyme fait référence au prénom du sociologue Emile Durkheim, né à Bordeaux et au nom d'une célèbre place bordelaise.

<sup>169</sup> Madeleine Grawitz, *Méthodes des sciences sociales*, op.cit.

<sup>170</sup> Achin Catherine, « Les « liaisons paradoxales » : genre, ordre politique et ordre social en France et en Allemagne », *Raisons politiques* 3/2004 (n° 15) , p. 85-96.

analyse des usages que les candidats et les candidates pouvaient faire de ces ressources dans la compétition politique.

C'est dans les sillons ainsi tracés de l'Invention de l'élu.E que la plupart d'entre nous, inscrirons une partie de leur travail postérieur. Et ce, d'autant plus facilement, que nous essayions dans nos institutions respectives les acquis collectifs de la recherche et qu'à chaque occasion nous avons cherché à prolonger « institutionnellement » notre aventure, histoire d'inscrire durablement le genre dans la science politique.

#### **D. L'invention de l'élu.E et ses prolongements institutionnels.**

L'Invention de l'élu.E a aussi modestement contribué à la reconnaissance et finalement une forme de « renaissance » de l'objet « femmes », dans la discipline et à introduire des questionnements sur le genre notamment en les rendant visibles à l'Association française de science politique. Au-delà, l'aventure s'est aussi poursuivie à Paris 1, agrégeant de nouveaux et nouvelles partenaires de travail.

*De l'AFSP...*

Alors que nous commençons à produire à titre individuel et collectif des travaux sur la question, nous avons aussi cherché à présenter hors de notre cercle et de nos journées d'études les travaux de l'Invention de l'élu.E. Dès 2002, nous avons ainsi proposé à Lille un atelier « Invention de l'élu.E » au congrès de l'AFSP<sup>171</sup>. Organisé par Catherine Achin (alors ATER à l'UVSQ) et Frédérique Matonti alors à Nantes, « l'ambition principale » de cet atelier était d'« apporter un regard nouveau sur "l'objet femme en politique" en intégrant dans l'analyse une dimension trop souvent négligée par les gender studies : la spécificité de l'espace des activités politiques ». Cherchant à inventer un format plus dynamique, les intervenant.es étaient invité.es à s'insérer à partir de leurs enquêtes, dans les trois thématiques choisies pour cet atelier : celle du recrutement du personnel politique ; celle des pratiques politiques et des processus de mobilisation et enfin celle de la représentation des femmes (médiatique notamment). L'ambition était donc clairement affichée : introduire dans la science politique les problématiques des *gender*

---

<sup>171</sup> Participation à l'atelier "Invention de l'élu.E" au congrès de l'Association française de science politique, Lille 21 septembre 2002. (<http://www.afsp.msh-paris.fr/archives/congreslille/congres2002home.html>)

*studies* qui avaient été affichées comme telles, pour la première fois dans le programme d'un congrès de l'AFSP<sup>172</sup>.

En 2007, au congrès de Toulouse, c'est une section thématique (nouveau format adopté par l'AFSP) qui a été proposée<sup>173</sup>. Organisée dans le cadre du groupe nouvellement créé à l'AFSP (voir *infra*), intitulé « Actualité du genre en campagne » et centré sur les élections de 2007, la section thématique s'ouvrait à des collègues d'autres disciplines, des sociologues (comme Yannick Le Quentrec et Catherine Rieu de l'historique laboratoire toulousain Simone Sagesse) et des spécialistes d'info com' comme Virginie Julliard<sup>174</sup> qui deviendra une interlocutrice régulière de nos débats. En 2009 à Grenoble, toujours dans le cadre du groupe « Genre et politique » de l'AFSP, nous avons animé Catherine Achin et moi-même la section thématique intitulée *Le métier politique à l'épreuve de sa féminisation. Genre et (re)définition des rôles politiques*<sup>175</sup>. L'organisation de cette section thématique marquant la volonté de rompre définitivement avec la question « des femmes en politique<sup>176</sup> » et de s'interroger sur la construction du métier, sur ses implicites et sur ce que la féminisation de la vie politique révèle de ces implicites. En 2013, mais

---

<sup>172</sup> En 2005, à Lyon le groupe Invention de l'élu.E n'a pas présenté d'atelier mais les questions de genre ont tout de même été abordées dans un atelier intitulé « Genre et actions Publiques en Europe » animé par Sandrine Dauphin et Réjane Sénac, <http://www.afsp.msh-paris.fr/archives/congreslyon2005/lyon2005.html>

À partir de ce moment là, les questions de genre, et de sexualité ont toujours été présentes au congrès de l'AFSP grâce à de jeunes (et moins jeunes) chercheur.es désormais engagé.es sur ces terrains.

À Grenoble en 2009, Isabelle Engeli et Pierre Muller ont animé une ST consacrée à *Genre et politique publiques de la découverte mutuelle au dialogue* (<http://www.afsp.info/congres2009/index.html>) ;

David Paternotte et Bruno Perreau ouvrent le débat scientifique sur les questions de sexualité, en animant une ST consacrée à *Science politique et sexualité en francophonie : un état des lieux* (<http://www.afsp.info/congres2009/index.html>).

En 2011 à Strasbourg, c'est Réjane Sénac et Maxime Forest qui ont proposé une ST intitulée, Des politiques d'égalité aux politiques de l'identité : parité, diversité, intersectionnalité

<http://www.afsp.info/congres2011/index.html>

Emilie Le Biland et Wilfried Lignier ont animé de leur côté une ST sur *La justice au prisme du genre : approches comparées* <http://www.afsp.info/congres2011/index.html>

Amélie Le Renard et Elisabeth Marteau, ont proposé quant à elles une ST sur *Genre et Nation* (<http://www.afsp.info/congres2011/index.html>)

<sup>173</sup> Co-organisation du module du groupe de travail « genre et politique » de l'AFSP, *Actualité du genre en campagne*, Congrès de l'AFSP, Toulouse, septembre 2007. <http://www.afsp.msh-paris.fr/congres2007/index.html>

<sup>174</sup> Virginie Julliard, *Émergence et trajectoires de la parité dans l'espace public médiatique (1993-2007). Histoire et Sémiotique au profit d'une étude sur le genre en politique à l'occasion du débat sur la parité*, thèse d'information et de communication, Université Paris 2, dirigé par Frédéric Lambert, 2008. Cette thèse a été publiée : Virginie Julliard, *De la presse à Internet. La parité en questions*, Paris, Lavoisier, coll. « Traitement de l'information », 2012, 286 p

<sup>175</sup> <http://www.afsp.info/congres2009/index.html>

<sup>176</sup> Du même coup, ce désaccord de fond, nous a conduits à diviser cette année là les activités du groupes Genre de l'AFSP en deux. Mariette Sineau devait ainsi organiser avec Manon Tremblay et dans le cadre des activités du congrès des quatre associations francophones, une section thématique centrée sur les comparaisons internationales et la place des femmes dans la vie politique (qui n'a pas finalement vu le jour). Nous avons présenté un projet sur le genre en politique.

nous y reviendrons, c'est une table ronde sur la sexualité et les questions sexuelles que nous avons animée Frédérique Matonti et moi-même.

Les événements de l'AFSP ont permis « d'installer » progressivement dans la science politique française, la question du genre. Ces rencontres scientifiques ont aussi été un moyen de nous retrouver régulièrement, de garder le contact entre nous et de faciliter ainsi le lancement de nouveaux projets. La mise en place d'un groupe de travail sur Genre et politique a pérennisé nos collaborations et permis une meilleure visibilité de nos recherches. On doit à Yves Déloye la proposition de créer en 2004/2005 ce groupe AFSP « Genre et politique ». Il devait permettre de réunir les différentes générations de chercheur.es sur le sujet. C'est Pierre Leroux et Catherine Achin qui ont partagé avec Mariette Sineau la direction de ce groupe à ses débuts ; j'ai ensuite remplacé Pierre Leroux, puis assuré seule la direction avec Mariette Sineau. Les activités de ce groupe consistaient principalement en l'animation d'un séminaire mensuel où nous invitons des auteurs d'ouvrages récemment (ou non) sortis. Nous avons ainsi eu le plaisir d'ouvrir notre séminaire à des chercheur.es d'autres disciplines que la science politique comme Elsa Dorlin<sup>177</sup>, Fabrice Virgili<sup>178</sup> ou Baptiste Coulmont<sup>179</sup> ; à des chercheur.es étrangères comme Amy Mazur ou Manon Tremblay ... Cette ouverture vers d'autres sujet de recherche (la sexualité notamment) et d'autres problématiques (l'intersectionnalité, l'intrication des rapport de genre et de race) ne s'est pas faite sans heurt, Mariette Sineau ayant une vision plus « classique » de l'objet « femmes en politique ». La cohabitation s'est donc arrêtée en 2009 au moment du congrès de Grenoble où nous avons choisi, contrairement aux consignes de l'AFSP, de scinder l'atelier *Genre et politique* en deux et d'en animer chacune une partie (avec la partenaire de notre choix). Personne parmi l'Invention de l'Elu.E n'a eu l'énergie de me remplacer et le groupe a été un moment repris en main par Mariette Sineau et Armelle Le Bras Chopard (2008-2012) sans que je suive très précisément ses activités<sup>180</sup>.

Le genre, la parité dont l'approche était profondément renouvelée trouvait un regain dans notre discipline portée par de jeunes chercheur.es qui, à Science po comme ailleurs, ont soutenu leur

---

<sup>177</sup> Elsa Dorlin, *La matrice de la race. Généalogie sexuelle et coloniale de la nation française*, Paris, La découverte, collection textes à l'appui/genre & sexualité, 2006.

<sup>178</sup> Fabrice Virgili, *La France "virile". Des femmes tondues à la Libération*, Paris, Payot, 2000 ; rééd. Payot, coll. "Petite Bibliothèque Payot", 2004

<sup>179</sup> Baptiste Coulmont, *Sex-shops. Une histoire française*, Dilecta, 2007, 263 p.

<sup>180</sup> Sur le site de l'AFSP, on trouve encore la trace d'un programme proposé par le groupe Genre et politique, jusqu'en juin 2012.

thèse et ont trouvé par la suite des débouchés académiques. Outre les « filles » de l’Invention de l’élue (Catherine Achin, Lucie Bargel Stéphanie Guyon, ou Aurélia Troupel), d’autres thésardes ont soutenu dans un laps de temps assez court une thèse sur ces questions. Ce fut le cas, sur la parité de Réjane Sénac<sup>181</sup>, d’Eléonord Lépinard<sup>182</sup> ou de Laure Béréni<sup>183</sup> ; sur les politiques publiques d’Anne Revillard<sup>184</sup> ou sur les questions d’égalité de Juliette Rennes<sup>185</sup> (pour ne citer que celles qui par la suite sont devenues nos collègues). S’était par ailleurs constitué autour de Pierre Muller un groupe sur « Genre et politiques publiques » qui couvrait une autre importante sous-spécialité disciplinaire. Nous le fréquentions dans les congrès internationaux et ailleurs et pouvions entamer de nouvelles et fructueuses collaborations.

#### *A Paris 1*

Si l’aventure d’animation de la recherche s’est arrêtée à l’AFSP, elle s’est poursuivie à Paris 1 et a connu des prolongements pédagogiques encore en chantier. À l’initiative de plusieurs collègues de Paris 1, historienne antiquisante comme Violaine Cuchet-Sebillote, démographe comme Armelle Andro, ou géographe comme Marianne Blidon, j’ai eu la chance de participer à la fondation d’un axe transdisciplinaire sur le genre à Paris 1<sup>186</sup>. Les activités de ce groupe ont été à ses débuts très importantes. Ce projet comptait deux autres politistes de l’Invention de l’élue : Delphine Dulong et Frédérique Matonti. Outre les réunions de constitution du groupe lui-même, nous avons participé au séminaire qui la première année permettait à chaque représentant.e des disciplines de Paris 1 de mieux se connaître. Deux premières journées d’étude ont été organisées. Nous avons participé avec Delphine Dulong, Frédérique Matonti et Fabrice Virgili à l’organisation de l’une d’elles, le 15 juin 2011 ouverte aux « Jeunes Chercheur-es » sur le thème

---

<sup>181</sup> Réjane Sénac- Slawinski, *Identités sexuées et altérité démocratique* » *Les représentations des différences hommes-femmes dans la société française aujourd’hui*, IEP de Paris, dirigée par Janine Mossuz Lavau et Marc Sadoun, 2004

<sup>182</sup> Eléonord Lépinard, *L’égalité introuvable : stratégies de légitimation et mise en oeuvre de la parité politique en France*, Thèse de sociologie, EHESS, dirigé par Marie Claire Lavabre, 2004. J’ai fait un compte rendu de l’ouvrage tiré de cette thèse « *L’égalité introuvable. La parité, les féministes et la République* » Paris Presse de Sciences Po 2009, dans la revue *Travail Genre et société* N° 21, avril 2009.

<sup>183</sup> Laure Béréni, *De la cause à la loi. Les mobilisations pour la cause de la parité (1992-2000)*, Université de Paris 1, dirigé par Johanna Siméant, 2007.

<sup>184</sup> Anne Revillard, *La cause des femmes dans l’État, Une comparaison France-Québec*, ENS Cachan dirigée par Jacques Commaille et Jane Jenson, 2008.

<sup>185</sup> Juliette Rennes, *Le mérite et la nature : une controverse républicaine : la mixité du prestige professionnel*, Thèse université de Paris 1, dirigée par Pierre Birnbaum, 2005. J’ai aussi rédigé un compte rendu de l’ouvrage tiré de cette thèse, *Justifier l’injustifiable : fonder l’inégalité sexuelle dans la République*, dans la revue électronique *EspacesTemps.net*, mis en ligne le 16.03.2009 <http://espacestemps.net/document7700.html>

<sup>186</sup> - <https://www.univ-paris1.fr/axe-de-recherche/laxe-transversal-genre/>



« *Pouvoir des femmes. Pratiques, représentations, effets* ». Cette journée a été l'occasion d'entendre de jeunes doctorant.es ou docteur.es de disciplines différentes (l'histoire, les lettres, la philosophie, la préhistoire ou les arts plastiques) intervenir sur des thèmes aussi variés que « La philanthropie des parisiennes au 19e siècle, (Rimbault Aurélie-Centre d'histoire sociale du XXe siècle-Paris 1), « Les femmes entrepreneurs dans l'art contemporain en Inde » (Ithurbide Christine - SEDET-Paris 7), « Le catalogue des femmes d'Hésiode » (Kyriakou Irini - EHES) ou « Le statut de reine héritière à la fin du Moyen Age, au travers du cas de Jeanne 1ere d'Anjou, Reine de Naples » (Vandamme Sarah-Études Italiennes, Lille 3) pour ne citer que quelques exemples<sup>187</sup>.

Cette activité de recherche a permis de consolider le sous-axe « genre » du CRPS, de renforcer sa visibilité au sein du CESSP et de développer sereinement l'offre de formation sur ces questions au sein du département de science politique<sup>188</sup>.

Par-delà la découverte d'éventuels axes communs de recherche, il s'agissait surtout de faire un état des lieux des recherches et d'envisager de possibles collaborations entre enseignant.es de diverses disciplines enseignées à Paris 1. Il existe désormais grâce à Marianne Blidon et Violaine Cuchet-Sebillote une offre de formation transdisciplinaire sur le genre à Paris 1. En effet, dans le cadre d'un programme financé, elles ont mis en place une réflexion qui a permis d'aboutir à la création et à l'ouverture d'un certificat d'études de genre (en formation initiale puis continue), destiné aux étudiant.es et à un public de professionnel.les susceptibles d'être intéressé.es par ces questions (journalistes, enseignant.es, élu.es etc.). Si les sessions de formation continue n'ont pas été ouvertes en 2015, quelques étudiant.es ont d'ores et déjà suivi l'offre de cours du certificat.

Ainsi si l'invention de l'élu.E est à l'origine d'une dynamique collective de recherche ayant des prolongements institutionnels et ayant contribué, même modestement, à introduire les problématiques de genre en science politique, il marque surtout pour moi une véritable réorientation de mes recherches.

---

<sup>187</sup> <https://www.univ-paris1.fr/axe-de-recherche/laxe-transversal-genre/manifestations-scientifiques/>

<sup>188</sup> Outre le séminaire de Delphine Dulong consacré à « Genre et développement » dans le master coopération et développement, les étudiant.es de M1 suivent désormais un cours intitulé « Classe, Race, Genre » dispensé par Frédérique Matonti. A la rentrée 2015, les étudiant.es de la nouvelle licence de science politique vont suivre un cours d'introduction aux études de genre que j'assure. Les nouvelles maquettes du M2 de science politique prévoient elles aussi un cours d'analyse sociologique du genre qui ouvrira à la rentrée 2016.

### § 3. Ce que l'Invention de l'élu.E a fait à mes recherches.

L'invention de l'élu.E a ainsi permis de réorienter mes intérêts de recherche et les problématiques dont j'étais jusqu'alors familière. Si au début de cette aventure, et en lien avec mon arrivée à Paris 1, j'ai continué à travailler sur la question de la médiatisation des mouvements sociaux (en particulier sur la question des altermondialistes et de l'enquête dirigée par Isabelle Sommier et Eric Agrikoliansky sur le FSE de 2003, voir *supra*), j'ai très vite concentré mon attention et mes enquêtes de terrain sur la mise en œuvre de la parité et à ses effets sur le champ politique. Plusieurs travaux (consultables dans le volume 2) sont significatifs de ce tournant dans mes recherches. Commencés dans un cadre collectif, ces travaux se sont ensuite portés sur les municipales à Paris, et sur les questions sexuelles.

#### A. Les premières enquêtes

Mes premières armes furent faites à l'occasion de l'enquête initiale du groupe, sur les municipales de 2001. Delphine Dulong et moi avons, dans la répartition collective du travail, décidé de travailler sur les élections parisiennes dans le Ve arrondissement. Ce terrain avait l'avantage de la proximité et de la familiarité. Delphine y habitait et notre amie Marie-Hélène Bruère, ingénieure de recherche au CESSP et figure historique du département, qui militait depuis plusieurs années à la section PS du Ve, nous servait d'informatrice. Cet arrondissement où se présentait une femme socialiste Lyne Cohen-Solal était susceptible de basculer à gauche et concentrait par ailleurs l'attention des médias : il était celui du maire de Paris sortant – Jean Tiberi – pris dans les « affaires de faux électeurs » que Lyne Cohen-Solal avait contribué à dénoncer. Bien que professionnelle de la politique, au sens où elle fut longtemps collaboratrice de Pierre Mauroy et journaliste à *Vendredi* l'hebdomadaire du PS, elle était considérée, en tant que femme, comme le symbole d'une forme de renouveau en politique et d'une rupture avec l'ordre ancien. D'abord présentée lors de la journée d'étude d'Évry<sup>189</sup>, l'enquête que nous avons réalisée dans ce cadre était fondée sur un suivi « ethnographique » de la campagne électorale, ainsi que sur une analyse des conditions de formation de la liste de gauche plurielle. Publiés en 2002 dans *Politix*<sup>190</sup>, ces

---

<sup>189</sup> Avec Delphine Dulong, « Une « révolution conservatrice » ? La loi sur la parité à l'épreuve du jeu politique (Ethnographie de campagne dans le Ve arrondissement de Paris) », Communication à la journée d'études "Regards croisés sur la parité", organisée à l'université d'Évry, le 14 février 2002.

<sup>190</sup> Delphine Dulong, Sandrine Lévêque, « Une ressource contingente. Les conditions de reconversion du genre en ressource politique », *Politix*. Vol. 15, N°60. Quatrième trimestre 2002. pp. 81-111 [Texte n°8, Volume 2].

premiers travaux montrent déjà à quel point les ressources liées à la féminité sont fragiles y compris dans un contexte « paritaire » jugé favorable, celui des élections municipales parisiennes de 2001. Ils développent aussi la thèse d'une « efficacité » relative des dispositifs paritaires, qui s'ils permettent une augmentation du nombre de femmes en politique, ne bouleversent guère l'ordre genré de l'espace politique. La révolution paritaire était ainsi en marche mais elle restait comme l'indique le titre initial de notre communication, « conservatrice ». Cette hypothèse, étayée par les travaux des autres membres de l'équipe a été ensuite développée dans *Sexes, Genre et Politique*.

Ainsi nos premières enquêtes montraient que les dispositifs paritaires étaient relativement efficaces lorsqu'il s'agissait d'augmenter le nombre de femmes dans les assemblées (en l'occurrence municipales), mais que cette présence de femmes ne changeait rien ou presque aux mécanismes de domination à l'œuvre dans l'espace politique où le masculin l'emportait toujours, en termes de valeurs et de positions de pouvoir. Nous avons fait émerger, dans l'espace académique, l'intérêt de prendre en compte la variable « genre » dans l'analyse de la compétition politique mais un événement politique – la présence de Jean-Marie Le Pen au second tour de l'élection présidentielle du 21 avril 2002 – a relégué pour un temps la parité au rayon des gadgets, certains rendant même cette politique (avec celle du Pacs notamment) responsable de la montée de l'extrême droite<sup>191</sup>. Alors que la parité avait été analysée au moment de son adoption comme un moyen de ré-enchanter la politique, elle devenait, après « le choc du 21 avril » et dans les débats intellectuels, le symbole du désintérêt des politiques pour les classes populaires. Selon certains – ceux là même qui se disaient par ailleurs les victimes de la parité<sup>192</sup> – la gauche avait abandonné les préoccupations du « peuple », au profit de celles des classes moyennes intellectuelles (les femmes, les homosexuel.les etc.) et aurait été ainsi sanctionnée. Lionel Jospin porteur de la parité (et du Pacs) devenait ainsi une victime collatérale de la politique à l'égard des « minorités ». Ce discours s'est depuis développé, soutenu par des universitaires médiatiques et la formule de « l'insécurité culturelle » développée par Laurent Bouvet<sup>193</sup> en est aujourd'hui l'avatar, étendant la responsabilité de la montée de l'extrême droite, à d'autres catégories minorisées, les

---

<sup>191</sup> C'est contre cette idée que se positionnent Clarisse Fabre, Eric Fassin, *Liberté, Egalité, Sexualité. L'actualité des questions sexuelles*, Paris, Belfond, 2003.

<sup>192</sup> Renaud Dely, « Les maux du mâle trentenaire », *Libération*, 28 juin 2001

[www.liberation.fr/politiques/2001/06/28/au-ps-les-maux-du-male-trentenaire\\_369533](http://www.liberation.fr/politiques/2001/06/28/au-ps-les-maux-du-male-trentenaire_369533)

<sup>193</sup> Laurent Bouvet, *L'insécurité culturelle. Sortir du malaise identitaire français*, Paris, Fayard 2015.

immigrés, ou plus précisément les musulmans dont une partie de la gauche « multiculturaliste » prendrait la défense. La « parenthèse enchantée<sup>194</sup> » venait ainsi de se refermer et les élections de 2002 s'apparentèrent, comme le disent certaines féministes, à une sorte de *backlash*<sup>195</sup>. Ainsi les questions liées à l'égalité des droits disparurent de l'agenda électoral et l'idée même qu'il était possible pour les femmes nouvellement admises dans la compétition politique de faire de leurs qualités « réputées féminines » des arguments dans la compétition électorale semblait désormais impossible. Nous assistions à un retour à la normale (à la « norme mâle » pour reprendre un jeu de mot que nous utiliserons plus tard dans un colloque sur l'élection présidentielle de 2012). Alors qu'aux élections municipales de 2001, les femmes candidates avaient pour un temps réussi à retourner le stigmate en mobilisant dans la compétition électorale des attributs « féminins », les élections législatives de 2002 venaient nous rappeler que le « salto du stigmate » si bien décrit par Catherine Achin et Marion Paoletti<sup>196</sup> induisait un retour à la situation initiale.

Du coup, travaillant pour la journée d'études d'Angers sur l'usage des attributs « féminins » dans la compétition électorale à travers les professions de foi<sup>197</sup>, j'ai constaté leur effacement progressif. Revisiter un objet « classique » de la compétition électorale – les professions de foi des candidats et candidates parisiennes aux législatives de 2002 – permettait d'apprécier à quel point ces capitaux individuels (niveau de diplôme, proximité ...) et collectifs (appartenance à un parti notamment) traditionnellement valorisables dans la compétition politique étaient jugés comme les plus efficaces dans les stratégies de présentation d'eux-mêmes que faisaient les candidat.es et celles et ceux qui concevaient leurs documents de campagne. Cela confirmait en quelque sorte notre intuition de la valeur contingente des ressources liées aux identités féminines, mais aussi masculines, des candidates et candidats et l'immuabilité des règles du jeu politique. Un peu

---

<sup>194</sup> Marion Paoletti, « Utiliser le genre comme variable distinctive : un fugace enchantement », *Questions de communication*, n°7, 2005.

<sup>195</sup> Ce terme popularisé par le titre du best seller féministe de Susan Faludi, renvoie à l'idée que les progrès réalisés en matière de droits des femmes s'accompagnent souvent d'un « retour de bâton » qui fait au contraire reculer l'égalité. Le livre est paru sous le titre original : *Backlash: The Undeclared War Against American Women*, New York, Crown, 1991. Il a été traduit en français sous le titre : *Backlash : la guerre froide contre les femmes*, Paris, Editions des femmes, 1993

<sup>196</sup> Achin Catherine, Paoletti Marion. « Le « salto » du stigmate. Genre et construction des listes aux municipales de 2001 », *Politix*. Vol. 15, N°60. Quatrième trimestre 2002. pp. 33-54.

<sup>197</sup> « La féminité dépassée ou comment après un salto, le stigmate retombe toujours sur ses pieds. Usage et non usage du genre dans les professions de foi des candidat.e-s parisien-ne-s aux élections législatives de 2002 », Journée d'étude « Invention de l'élue », Angers 14 juin 2004

désemparée par ces résultats, j'hésitais à proposer cet article à la *Revue française de science politique*, ce que j'ai finalement fait. Il a été accepté et publié en 2005<sup>198</sup>.

La troisième journée d'étude à Bordeaux en 2004 a permis aux binômes de tourner. Souhaitant poursuivre notre réflexion sur la professionnalisation des femmes en politique, nous nous étions étonnées de trouver, parmi les député.es (les 12,1 % qui composaient désormais l'Assemblée nationale nouvellement élue en 2002) si peu de femmes énarques. Partant des travaux de Catherine Achin sur la Chambre basse (sa thèse avait été soutenue en 2003 et publiée en 2005<sup>199</sup>), nous avons entamé, elle et moi, un travail de comparaison des conditions de réussite des énarques hommes et femmes en politique<sup>200</sup>. Nous avons ainsi, une fois encore, choisi de revisiter un objet classique de la science politique, celui de la présence des hauts fonctionnaires dans l'espace politique, c'est-à-dire de la place de la carrière administrative comme voie privilégiée d'accès au pouvoir sous la Ve République. Ce travail qui ne devait être au départ qu'une note de recherche est devenue en 2007 un article dans la revue *Genèses*<sup>201</sup>. Dans cet article, nous avons prolongé les réflexions sur la notion « d'identité stratégique » telle que l'avait définie Annie Collovald<sup>202</sup> et qui reste au fil de nos travaux une référence essentielle. Après avoir constaté et cherché à expliquer d'un point de vue statistique, la sous-réussite des femmes énarques à l'Assemblée, nous avons travaillé sur les biographies et les autobiographies produites à la fois par des femmes et des hommes, députés et énarques. Ainsi, nous étions parties du constat que ces « femmes d'exception » (titre du numéro de *Genèses*), pourtant dotées de capitaux politiques et sociaux « hors du commun », restaient dans les présentations qu'elles faisaient d'elles-mêmes des « femmes en politique », au sens où ce sont principalement les attributs liés à leur sexe qu'elles mobilisent pour expliquer leur carrière. Alors que pour les hommes, le passage par l'ENA est une condition parmi d'autres de leur réussite en politique, une voie d'accès privilégiée et rapide aux

---

<sup>198</sup> Sandrine Lévêque, « La féminité “dépassée” ? Usages et non usages du genre dans les professions de foi des candidat-e-s parisien-ne-s aux élections législatives de 2002 », *Revue française de science politique*, volume 55, n°3, Juin 2005 [Texte n°9, Volume 2]

<sup>199</sup> Catherine Achin, *Le mystère de la chambre basse. Comparaison des processus d'entrée des femmes au Parlement (France-Allemagne 1945-2000)*, Dalloz, Paris, 2005, 637 pages.

<sup>200</sup> Catherine Achin, Sandrine Lévêque, *Femmes, énarques et professionnelles de la politique : la filière administrative à l'épreuve du genre*, Journées d'études « L'invention de l'élue : la réforme paritaire entre 2001 et 2005 », Bordeaux, 23-24 juin 2005 (avec Catherine Achin).

<sup>201</sup> Catherine Achin, Sandrine Lévêque, « Femmes, énarques et professionnelle de la politique. Des carrières exceptionnelles sous contrainte », *Genèses*, n°67, Juin 2007 [Texte n°10, volume 2]

<sup>202</sup> Annie Collovald, « Identité(s) stratégique(s) », *Actes de la recherche en sciences sociales*. Vol. 73, juin 1988. Penser la politique-2. pp. 29-40.

postes les plus hauts de la hiérarchie politique, il n'est jamais présenté par les femmes (ou par leur biographes autorisés) comme un gage de leur compétence ou de leur légitimité. Les femmes énarques, de par leur socialisation, semblent refuser de faire de l'ENA une condition de leur réussite en politique, comme si elles devaient leur carrière à des éléments qui se situent, contrairement aux hommes, hors de leur compétence. Le passage par l'ENA lui-même est d'ailleurs présenté par les femmes comme le fruit du hasard, un « moment de rencontre », jamais comme une école du pouvoir, alors que les hommes le considèrent comme une étape dans leur plan de carrière.

Ces trois premiers articles suivent très précisément le cheminement de l'Invention de l'élu.E. Ils sont aussi le point de départ de nouvelles enquêtes comme celles sur les municipales, de nouveaux objets comme les questions sexuelles et d'un nouveau souci : valoriser davantage nos travaux, en les diffusant à un public plus large ... quitte à renoncer aux sacro-saints principes de la distanciation.

### **B. Les municipales à Paris, actes 1, 2, 3 et ...**

Si l'Invention de l'élu.E a formellement arrêté ses activités après la sortie du livre en 2007, les membres du groupe ne se sont jamais perdu.es de vue très longtemps et ont renoué au fil du temps et sur des projets ponctuels des collaborations. Beaucoup d'entre nous n'ont ainsi pas abandonné l'idée de suivre au fil des élections, les modalités de mise en œuvre des dispositifs paritaires – par ailleurs de plus en plus contraignants – et leurs effets sur la compétition politique<sup>203</sup>, qu'il s'agisse d'étudier les campagnes électorales, les modes de candidatures ou les représentations médiatiques du genre en campagne. Les périodes électorales ont donc constitué pour nous une mise entre parenthèse de nos propres chantiers de recherche et un investissement collectif (à deux ou trois) sur la séquence électorale en question. Commencée en 2001 (avec Delphine Dulong), j'ai poursuivi en 2008 et 2014 avec Catherine Achin mon observation de la mise en œuvre de la parité à l'occasion des élections municipales à Paris.

---

<sup>203</sup> Lucie Bargel, Eric Fassin et Stéphane Latté ont continué de suivre la politique municipale d'une petite ville de province. Voir notamment « Usages sociologiques et usages sociaux du genre. Le travail des interprétation », *art.cit.* et « Illegitimate Affairs. The sex of Politics and the Politics of the sexe in French Contemporary Politics », *Current Sociology*, vol 61, 2013 , n°5-6, pp 661-676.

Plusieurs raisons justifient ces recherches. La première est que Paris est un lieu privilégié d'observation de la mise en œuvre de la parité car c'est, j'y reviendrai, un espace concurrentiel, proche des centres de décision politique dans lequel il n'y a aucune pénurie possible de candidates ; c'est aussi un espace politique où la cause des femmes a été constituée en enjeu tant dans la mise en œuvre de la parité (avec dès 2001, la désignation par Bertrand Delanoë d'une première adjointe renouvelée en 2008, Anne Hidalgo) que dans la promesse de mise en place de dispositifs visant à faciliter la vie des parisiennes (le « bureau des temps » par exemple en 2001). En élisant en 2014, et pour la première fois une femme, Anne Hidalgo, au poste de maire, Paris confirme sa place d'excellente élève de la parité.

La deuxième raison est liée aux opportunités de recherche et au projet dans lequel je me suis par ailleurs engagée. Après la publication de l'invention de l'élue en 2007, j'ai participé à l'enquête financée par l'ANR-PAECE. Les premières discussions avaient eu lieu en 2005 et ce n'est qu'en 2006 que nous avons obtenu le financement attendu. Ce projet avait été lancé par Jean-Yves Dormagen et Céline Braconnier à la suite de leur travail sur la cité des Cosmonautes<sup>204</sup>. Il associait les membres de quatre équipes de recherche, porté par quatre UMR-CNRS : l'IRISSO, le CEPEL, le CURAPP et le CESSP-CRPS dont je coordonnais l'équipe. L'objectif de cette recherche était de contribuer en France au (re)développement des analyses *localisées* et *contextuelles* de la politisation et de la participation politique. Dans ce cadre, les équipes du projet PAECE ont travaillé à partir de bureaux de vote clairement identifiés autour de deux types de matériaux spécifiques : une analyse des listes d'émargement (en remontant le plus loin possible dans les archives des bureaux de vote étudiés) et des questionnaires sortis des urnes distribués pendant la séquence électorale 2007/2008 (soit les deux tours de l'élection présidentielle de 2007, les deux tours des élections législatives, puis un an plus tard les deux tours de l'élection municipale – et ce sur les sites concernés par l'enquête : deux autres arrondissements de Paris, le 3<sup>ème</sup> et le 16<sup>ème</sup>, Cergy-Pontoise, Amiens, Montpellier, etc. ).

D'autres dispositifs d'enquête sur l'inscription ont été engagés sans pouvoir être exploités, c'est le cas d'une enquête téléphonique sur l'inscription menée auprès des habitant.es du secteur couvert par le bureau de vote étudié. Ce bureau de vote choisi par l'équipe CRPS était le bureau 30 du 10<sup>ème</sup> arrondissement, au bas de la rue du Faubourg-Saint-Denis, quartier toujours populaire mais

---

<sup>204</sup> Céline Braconnier, Jean Yves Dormagen, *La démocratie de l'abstention*, Paris, Folio, 2007.

en voie de « gentrification ». La mise en œuvre concrète de cette enquête a été une réelle source de satisfaction et de plaisir puisqu'elle a permis de travailler avec des collègues, des doctorant.es ou jeunes docteur.es<sup>205</sup> venu.e.s prêter main forte notamment lors des « journées QSU » dans les bureaux de vote lors des 6 tours de scrutins que nous avons pu étudier.

Les résultats des questionnaires étant plus longs à exploiter et plus difficilement exploitables collectivement, nous avons choisi en collaboration étroite avec l'équipe de l'IRISSO-Dauphine – dirigée par Eric Agrikoliansky, Jérôme Heurtaux et Brigitte Le Grignou qui menaient une enquête équivalente sur le 16<sup>ème</sup> arrondissement – d'engager en parallèle, et à l'occasion de l'élection municipale parisienne, une enquête sur la campagne proprement dite. Elle se justifiait d'un point de vue scientifique par l'attention nécessaire que nous souhaitions porter à l'offre politique, comme élément fondamental de l'analyse des choix électoraux. Cette enquête devait aussi permettre aux doctorant.es que nous avons associé.es à la passation des questionnaires, de publier rapidement, dans le cadre d'une réflexion collective, un article sur un terrain circonscrit dans le temps, souvent différent de leur sujet de thèse et donc d'étoffer leur futur dossier de recrutement. L'expérience a été menée à son terme pour plusieurs doctorant.es qui ont ainsi eu l'occasion de publier dans l'ouvrage collectif dirigé par l'équipe de l'IRISSO sur *Paris en campagne*<sup>206</sup> qui permet par ailleurs la publication d'une partie des résultats comparés des enquêtes PAECE sur le 10<sup>ème</sup> et le 16<sup>ème</sup>. *Paris en campagne* a aussi été une aventure collective (plus artisanale et modeste que PAECE) très intense : outre le terrain que nous faisons à plusieurs et notamment les observations des réunions publiques, les séances de tractages et autres événements de campagne, nous nous sommes rencontrés régulièrement dans le cadre de séminaires ou journées d'études qui ont donné la cohérence au projet dirigé par l'équipe dauphinoise. C'est dans le cadre de *Paris en Campagne* que j'ai publié avec Eric Agrikoliansky<sup>207</sup> les premiers résultats sur la participation politique à partir des résultats des dépouillements de listes électorales dans le 10<sup>ème</sup> et dans le 16<sup>ème</sup>.

---

<sup>205</sup> Ont en autres participé à l'enquête sur les bureaux de vote, Sylvain Antichan, Vanessa Codaccioni, Ludivine Van Thournout, Certain.es doctorant.es ou jeunes docteur.es ont publié dans l'ouvrage collectif issu de cette recherche comme Thierry Barboni, Sylvain Crépon, Sébastien Moshba-Natanson, Nolwenn Neveu et Aude Soubiron.

<sup>206</sup> Eric Agrikoliansky, Jérôme Heurtaux, Brigitte Le Grignou (dir), *Paris en campagne*, Bellecombe en Bauge, Edition du croquant, 2011.

<sup>207</sup> Avec Eric Agrikoliansky, « Les absents du scrutins : logiques de la démobilisation électorale », in Eric Agrikoliansky, Jérôme Heurtaux, Brigitte Le Grignou (dir), *ibid.* [Texte n°11, volume 2].



De mon côté et pour prolonger la collaboration engagée depuis longtemps avec Catherine Achin, nous avons choisi de travailler sur un bilan de la parité à Paris ainsi que sur une comparaison des usages des capitaux corporels identitaires<sup>208</sup> dans deux contextes sociaux et politique différents, celui du 10<sup>ème</sup> et celui du 16<sup>ème</sup> arrondissement. Publiés dans l'ouvrage *Paris en campagne*, les résultats de cette enquête ont été par ailleurs présentés dans plusieurs colloques internationaux, dont deux en anglais (l'un à Londres en 2008<sup>209</sup> et l'autre à Belfast en 2009<sup>210</sup>). Cette recherche a permis de confirmer des résultats que nous avons obtenus par ailleurs, autour de la valeur relative des ressources liées aux identités genrées dans la lutte et le déroulement de la carrière politique et à ce que nous pouvions désigner rapidement comme des usages de la « féminité en politique » et de leur combinaison avec d'autres types de ressources (comme la classe sociale ou le capital partisan par exemple<sup>211</sup>). Nous avons ainsi pu montrer que ces usages de la « féminité » étaient plus ou moins « rentables » voire possibles en fonction de la conjoncture politique, du contexte partisan et des autres ressources par ailleurs engagées dans la compétition politique. Les premiers résultats ont ainsi mis en évidence à quel point l'identité des femmes politiques est une identité fragile, voire impossible, différente de l'identité masculine<sup>212</sup> stéréotypée, souvent dénoncée parce que trop féminine ou au contraire suspecte de ne pas l'être assez<sup>213</sup>.

---

<sup>208</sup> Sur cette notion de « capital corporel identitaire » on se reportera à Catherine Achin Catherine, Elsa Dorlin, Juliette Rennes, « Capital corporel identitaire et institution présidentielle : réflexions sur les processus d'incarnation des rôles politiques », *Raisons politiques* 3/2008 (n° 31), p. 5-17.

<sup>209</sup> «How to become a “political woman” in France: The uses of “gender” in political competition since the introduction of the parity law”, Conference “ Women in French Politics: Still *le deuxième sexe?* », Queen Mary, University of London, 20th June 2008 (avec Catherine Achin).

<sup>210</sup> «Parity context in France. Women between banishment and professionalization : the case of the Parisian town-council elections in 2001 and 2008”, First European Conference on Politics and Gender, 21-23 January 2009, Queen's University Belfast (avec Catherine Achin).

<sup>211</sup> Avec Catherine Achin, « Le genre c'est la classe ? « Capitaux corporel identitaires, compétition politique et contextes sociaux, in Eric Agrikoliansky, Jérôme Heurtaux, Brigitte Le Grignou (dir), *ibid.* [Texte n°12, volume 2]

<sup>212</sup> Le travail engagé, toujours en collaboration avec Catherine Achin, en novembre 2011 en vue de la préparation d'une des séances du séminaire de Juliette Rennes et Michèle Zancarini sur l'iconographie des femmes dans des métiers d'hommes et sur les représentations médiatiques des femmes ministres confirme cette tendance testée sur le terrain des municipales parisiennes de 2008.

<sup>213</sup> Voir sur ce point, les travaux de Delphine Dulong, Frédérique Matonti, « L'indépassable “féminité”. La mise en récit des femmes en campagne », in Jacques Lagroye, Patrick Lehingue, Frédéric Sawicki, *Mobilisations élections. Le cas des élections municipales de 2001*, Paris, PUF/CURRAP, 2005 et « Comment devenir un-e professionnel.le de la politique ? L'apprentissage des rôle au conseil régional d'Ile de France », *Sociétés & Représentations*, n°24, novembre 2007.

Dans l'article sur le bilan général de la parité et la comparaison des situations de 2001 et de 2008 à Paris<sup>214</sup>, nous avons ainsi pu constater les difficultés à se professionnaliser que rencontraient celles qui avaient été en 2001 largement mises en avant comme les symboles de la parité. En étudiant les trajectoires de ces élues et en les comparant à celles des hommes, nous avons pu mesurer l'écart existant entre les situations des femmes (y compris là encore dotées en capitaux militants) et les hommes dans des situations équivalentes. Comme pour les énarques en politique, évoquées précédemment, nous avons ainsi constaté, que nombre d'élues de 2001 ne se représentaient pas en 2008, et qu'elles n'avaient pas pris, contrairement à certains hommes, le tournant de la professionnalisation (en se présentant par exemple à des élections plus prestigieuses comme les législatives ou en cumulant les mandats). Les femmes qui « abandonnent » leur mandat municipal – comme Clémentine Autain par exemple – le font à un âge où au contraire les hommes se professionnalisent et s'installent dans la carrière politique. A l'inverse, les hommes qui sortent de l'équipe municipale de 2001 le font principalement pour des raisons liées à leur âge avancé (par exemple Edouard Balladur 79 ans en 2008), à une défaite électorale (Philippe Seguin en 2001), ou à des affaires qui les touchent.

Cette question déjà soulevée lors de l'enquête sur les énarques (pourquoi quittent-elles la politique ?), a fait l'objet de nouvelles investigations. En 2014, nous sommes reparties, Catherine Achin et moi sur le terrain parisien afin d'observer de plus près la compétition annoncée entre Anne Hidalgo et Nathalie Kosusko-Morizet. Cette nouvelle enquête est aujourd'hui complétée dans le cadre de notre recherche sur les conditions d'échec et de réussite des conseillers et conseillères de Paris, par des entretiens et une analyse statistique du conseil de Paris a été présentée lors du congrès de l'AFSP en 2015, les premiers résultats de notre enquête<sup>215</sup> dans la section thématique dirigée par Philippe Aldrin et Marine Delassalle<sup>216</sup>

Par ailleurs et c'était un autre résultat de l'enquête, la parité portée en symbole en 2001 avait disparu des enjeux de campagne à Paris en 2008 : alors qu'en 2001 certaines mesures phares du projet socialiste visaient à améliorer la vie des femmes (comme le bureau des temps par exemple),

---

<sup>214</sup> Avec Catherine Achin, « L'une chante et l'autre pas. La parité aux élections municipales de 2001 et 2008 » in Agrikoliansky Eric, Heurtaux Jérôme, Le Grigou Brigitte, *Paris en campagne, op. cit.* [Texte n°13, volume 2].

<sup>215</sup> Avec Catherine Achin, « Parce que les fleurs c'est périssable... » Parité et professionnalisation politique. au Conseil de Paris 2001-2014 », Communication au congrès AFSP d'Aix en Provence, ST 19, *La profession politique aujourd'hui. Comment sociologiser les transformations du champ politique ?*, 22-24 juin 2015.

<sup>216</sup> <http://www.congres-afsp.fr/st/st19.html>

en 2008 aucune proposition ne concerne la cause des femmes. L'enjeu « paritaire » disparaît aussi des présentations que les candidat-es font d'elles-mêmes : elles préfèrent mobiliser d'autres composantes identitaires, jugées plus efficaces dans la compétition politique, comme celles liées à la diversité<sup>217</sup> (on constate d'ailleurs que les femmes sont plus nombreuses que les hommes à incarner cette diversité<sup>218</sup>). La parité est enfin mise à mal par des usages différentiels de la loi par les partis politiques, voire par de véritables stratégies de contournement : elle est ainsi davantage respectée par les petits partis que par ceux qui peuvent prétendre à la victoire, et davantage respectée par les grands partis lorsque leur chance de gagner est moindre ; elle est aussi explicitement détournée par le mécanisme des dissidences en particulier à droite de l'échiquier politique comme nous le constaterons à nouveau en 2014.

Afin de continuer les enquêtes et d'engager de nouvelles dynamiques collectives autour de ces question nous avons bénéficié en 2013 du financement d'un Atelier auprès du LABEX Tepsis<sup>219</sup> sur le thème de la Parité Acte III. Nous avons proposé dans le cadre de ce programme d'étudier les élections municipales de 2014 ainsi que, plus globalement, la séquence électorale 2014-2015 (européennes, puis régionales et territoriales), dans le but de préparer l'élection présidentielle de 2017. Ce projet d'atelier a associé une partie des ex-membres du groupe de l'invention de l'élu.E (équipe bordelaise, amiénoise et niçoise) auquel s'ajoutèrent de nouveaux doctorant.es. Cet atelier a aussi permis la tenue durant deux années (2013/2014 et 2014/2015) d'un séminaire mensuel de lecture sur le thème de la médiatisation du corps politique des femmes.

Ces séminaires ont aussi permis de rencontrer d'autres équipes travaillant sur les municipales – et pas seulement sur la question paritaire – à Nanterre avec Pascale Laborier et David Gouard, à Lille avec Rémi Lefevbre, à Toulouse avec Eric Darras et Clémentine Berjaud – depuis élue MCF à Paris 1 – , à Lyon avec Anne-France Taiclet notamment auxquels se sont ajoutés quelques collègues de Paris 1, notamment Jean-Louis Briquet qui animait quant à lui un séminaire d'analyse localisée du politique. Les membres de ces différentes équipes, parfois informelles,

---

<sup>217</sup> Voir sur ce point, le numéro spécial de la Revue française de Science Politique, « Représentants et représentés : élus de la diversité et minorités visible », vol 60, 2010/4.s

<sup>218</sup> Martina Avanza, « Manières d'être divers. Les stratégies partisans de la « diversité » aux élections municipales de 2008 », in Didier Fassin (dir.), *Les nouvelles frontières de la société française*, Paris, Ed. La Découverte, 2010.

<sup>219</sup>TEPSIS (Transformation de l'État, politisation des sociétés et institution du social) est un laboratoire d'excellence qui rassemble 13 unités de recherches. Il est le support d'une opération transversale « L'encyclopédie TEPSIS ». <http://tepsis.hypotheses.org/le-labex-tepsis/presentation-objectifs>

parfois incomplètes, se sont réunis plus formellement à plusieurs reprises en 2014/2015. Lors de la première réunion, un acronyme a été trouvé : AGRUM (Association des Groupes de Recherche Universitaire sur les Municipales). Au-delà de la parité, il s’agissait aussi de mettre ensemble des chercheurs qui partageaient une conception de l’analyse localisée du politique à la fois du côté des professionnels de la politique (constitution des listes de candidatures, suivi des campagnes) et du côté des profanes (avec la mise en place d’enquête sur les électeurs/électrices). Un colloque plus formel a été organisé avec Anne-France Taiclet et les doctorant.es et jeunes chercheur.es<sup>220</sup> de l’équipe les 9 et 10 avril 2015.

Dans ce cadre, Catherine Achin et moi-même avons pu présenter les résultats de nos recherches sur les municipales parisiennes (voir *supra*). Fortes de ce projet parisien, nous avons été sollicitées, pour participer à un numéro de la revue *Actes de la recherche en sciences sociales* consacré à la question de *l’entre soi*. Principalement composé d’articles de sociologues urbains spécialistes des phénomènes de gentrification ou de géographes du vote, il s’agissait de décaler le regard sur cette question et de montrer comment dans un espace social tel que l’espace politique, cet entre soi (blanc et masculin) est préservé malgré l’existence de dispositifs – la loi sur la parité – visant à le subvertir. Cet article nous permettait de revenir sur les travaux que nous avons réalisés jusqu’alors et de traquer les ruses de la raison pratique qui permettent d’exclure les femmes du jeu politique et de maintenir dans cet espace un entre soi masculin, produisant un ordre genré conservateur<sup>221</sup>.

Ce travail d’enquête, d’animation de la recherche et de restitution s’est par ailleurs accompagné d’un travail de diffusion de la recherche, voire de vulgarisation qui, sur des objets comme les nôtres et dans les circonstances politiques du début du quinquennat de François Hollande, m’a conduite à dépasser les principes de neutralité axiologique que je m’étais fixée au début de ma recherche.

---

<sup>220</sup> Le comité d’organisation du colloque était composé de Margherita Crippa, David Gouard, Laura Giraud, Sandrine Lévêque, Nazli Nozarian, Anne-France Taiclet, Laure Traoré.

<sup>221</sup> Catherine Achin, Sandrine Lévêque, « La parité sous contrôle. Égalité des sexes et clôture du champ politique », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 204, 2014. [Catherine Achin, Sandrine Lévêque, « La parité sous contrôle. Égalité des sexes et clôture du champ politique », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 204, 2014. [Texte n°14 volume 2].

### C. Diffuser la recherche et rendre accessible les problématiques du genre.

Tout en continuant à mener et à publier des recherches originales et empiriquement fondées, j'ai engagé – souvent avec d'autres de mes camarades de l'Invention de l'élu.E, une démarche de « valorisation de la recherche » en direction des étudiant.es (avec la publication d'un manuel) et en direction du « grand public » avec des interventions dans les médias et dans des réunions publiques.

Si la date de publication (2006) du « *Repères* » est antérieure à la sortie de *Sexes, genre et politique*, il correspond tout de même au prolongement des enquêtes menées dans le cadre du groupe Invention de l'élu.E. Alors que nous avons déjà publié sur la question, Françoise Dreyfus m'a sollicitée pour l'écriture d'un *Repères*, collection dont elle s'occupait pour la science politique à La Découverte. J'avais pris goût à l'écriture collective et je souhaitais partager cette aventure et c'est Catherine Achin qui s'est engagée avec moi sur ce projet. La consigne était donc de finaliser assez rapidement (on évoquait déjà une éventuelle candidature féminine à l'élection présidentielle de 2007), un ouvrage de synthèse sur les femmes en politique. L'exercice du *Repères* est à la fois excitant et complexe, excitant car complexe<sup>222</sup>. Il ne s'agit pas de rendre compte d'un travail empirique inédit, comme nous y étions habituées mais de réaliser une synthèse des travaux existants en offrant un angle problématique et une vision de l'objet traité, le tout dans un format relativement restreint (250 000 signes environ). Comment avons-nous abordé l'exercice ? D'un côté, nous avons trop lu d'ouvrages de synthèse qui constituaient en fait une prise de position théorique parfois salutaire et utile mais qui en quelque sorte trompaient le client (principalement étudiant) sur la marchandise. Nous souhaitions ainsi faire un livre rigoureux et accessible mais d'une portée théorique plus modeste que celle du *Que sais-je* publiée par Michel Offerlé qui, certes a révolutionné l'étude des partis politiques, mais qui était d'un abord difficile pour bon nombre d'étudiant.es de première année. D'un autre côté, nous voulions aussi échapper à la synthèse (chronologique par exemple) qui « aplatit » le sujet et lui enlève toute dimension « réflexive ». *Le Que-Sais-Je ?*<sup>223</sup> qui existait à l'époque sur les femmes en politique représentait

---

<sup>222</sup> Erik Neveu, «Les manuels de science politique. Relève de génération et variations d'un genre académique», in Pierre Favre, Jean-Baptiste Legavre, dir., *Enseigner la science politique*, Paris, L'Harmattan, 1998, p.63-90.

<sup>223</sup> Veronique Helft-Malz et Paule-Marie Levy, *Les femmes et la politique française*, Paris PUF, Collection QSJ, 2000.

ainsi un contre-modèle au sens où s'il fournissait des informations sur le sujet, mais il n'offrait aucun point de vue et n'exposait aucun parti pris théorique.

Notre idée dès lors, était simple, se déployant selon quatre entrées : le vote (Femmes et citoyenneté politique), le militantisme (Femmes et engagements), l'accès à la vie politique (Femmes et professionnalisation politique) et les politiques publiques (Femme comme objets de politiques). Nous souhaitons, pour chacune des entrées choisies, interroger le décalage existant entre un ordre social plutôt favorable aux revendications égalitaristes et un ordre politique finalement relativement imperméable à ce type d'injonctions. Ce fil rouge nous a permis de problématiser la question, celui du paradoxe (ou je dirais même des paradoxes) français (puisque la consigne et les contraintes de place interdisaient d'aller plus loin que quelques comparaisons internationales ponctuelles). Nous avons ainsi essayé de comprendre pourquoi la France est le pays qui connaît le plus grand écart entre la reconnaissance du suffrage masculin et féminin et pourquoi malgré un ordre social plutôt favorable aux femmes (avec des politiques publiques égalitaires relativement développées), elles restaient exclues de l'ordre politique.

La sortie du « *Repères* » a eu des effets importants. Nous avons été très sollicitées avec Catherine Achin pour intervenir dans les médias, dans des réunions publiques ou institutionnelles sur la parité (voir encadré). La candidature de Ségolène Royal à l'élection présidentielle de 2007 a accéléré le processus. Et s'est de nouveau posée la question du statut des prises de position publiques des chercheur.es en sciences sociales.

#### **Interventions médiatiques, réunions publiques et institutionnelles suite à la sortie du *Repères***

- 8 décembre 2006 : « Les femmes en politique », émission Radio Aligre « Recherches en cours ».
- 15 décembre 2006 : « Les femmes dans l'espace public », conférence Conseil général, Créteil.
- 8 mars 2007 : « 1945-2007 : où en est-on de l'égalité des sexes en politique ? », conférence *Association Droits des femmes*, Mairie d'Aubervilliers.
- 8 mars 2007 : « Du grain à moudre » Julie Clarinie, Brice Couturier, Bilan de la parité, La femme est-elle un animal politique ?

[La parité dans la loi, l'inégalité dans les faits ?](#)

<http://www.franceculture.com/emission-la-parite%C3%A9-dans-la-loi-l-in%C3%A9galit%C3%A9-dans-les-faits-2007-03-08.html>

- Le 10 avril 2007 : « La parité peut être un piège », entretien avec Cécile Dumas et Catherine Achin, *Libération*, <http://www.liberation.fr/cahier-special/010199083-la-parite-peut-etre-un-piege>

- 3 mai 2007 : [Le vote féminin, arlésienne de Ségolène Royal](#) par ROTMAN Charlotte

[Les électrices, surreprésentées chez les retraités, ont davantage voté pour Nicolas Sarkozy au premier tour.](#)

<http://www.liberation.fr/evnement/0101101143-le-vote-feminin-arlesienne-de-segolene-royal>

- 4 février 2008 : Les rencontres Égalité homme/femme au Conseil régional de Haute Normandie, Rouen.
- 25 janvier 2008 : « Femmes politiques, femmes en politique », cycle *Les rencontres du Pré*, animé par Myriam Marzouki, Le Pré St Gervais <http://egalite-filles-garcons.ac-rouen.fr/spip.php?article74>

Au-delà des interventions plutôt didactiques et pédagogiques, j'ai été en effet aussi amenée à participer au débat public sur ces questions d'égalité notamment au moment des controverses relatives à la supposée théorie du genre. Ainsi en février 2014, j'ai été associée à une tribune qui, prenant prétexte de l'actualité du recul gouvernemental sur les ABCD de l'Égalité, revenait sur l'ambivalence de son action à l'égard des politiques égalitaires, en particulier celles qui auraient pu prolonger le mariage pour tous<sup>224</sup>. Avec Laure Bérèni et Frédérique Matonti, je suis intervenue dans le cadre d'un café politique organisé le 27 mai 2014 par le Labex Tepsis, ayant pour thème « La question du genre. Rétablir quelques vérités sur le genre »<sup>225</sup>. Enfin en octobre 2014, nous avons publié avec Catherine Achin (et pour prolonger la sortie de notre article dans *Actes de la recherche en sciences sociales*<sup>226</sup>) une tribune agacée après les élections sénatoriales qui n'avait guère permis une progression de la parité dans la Chambre haute<sup>227</sup> et avons participé, dans un café politique, à un débat sur l'entre soi masculin.

Ces trois interventions s'inscrivent dans le contexte particulier des mobilisations contre le mariage pour tous et des attaques répétées des groupes conservateurs à l'égard de toutes les politiques d'égalité. Si ces interventions restent modestes – et sans aucun doute peu audibles pour un large public – elles participent sans aucun doute à la politisation du débat. Et si le simple fait, pour une femme de prendre la parole et de se montrer dans l'espace public n'est plus, comme c'était le cas pour les journalistes de *la Fronde*, un véritable acte militant, il n'en reste pas moins, quand on constate la place qu'occupent encore les femmes dans les médias, qu'il y a encore quelque chose de transgressif à devenir « experte<sup>228</sup> » – même pour parler des femmes. Ma participation à

---

<sup>224</sup> « *Théorie du genre : la désolante capitulation gouvernementale* » (Le Monde, 6 février 2014)

(avec Lucie Bargel, Laure Berèni, Michel Bozon, Delphine Dulong, Eric Fassin, Rose-Marie Lagrave, Frédérique Matonti, et Florence Rochefort).

[http://www.lemonde.fr/idees/article/2014/02/06/theorie-du-genre-desolante-capitulation-gouvernementale\\_4361045\\_323](http://www.lemonde.fr/idees/article/2014/02/06/theorie-du-genre-desolante-capitulation-gouvernementale_4361045_323)

<sup>225</sup> <http://tepsis.hypotheses.org/1749>

<sup>226</sup> <http://lmsi.net/L-entre-soi-masculin-en-politique>

<sup>227</sup> [http://www.liberation.fr/politiques/2014/10/05/la-parite-en-politique-une-revolution-conservatrice\\_1115386](http://www.liberation.fr/politiques/2014/10/05/la-parite-en-politique-une-revolution-conservatrice_1115386)

<sup>228</sup> J'ai fini par m'inscrire en 2015 au guide des expertes, qui visent à palier la sous-représentation de la parole des femmes « expertes » dans l'espace public et les médias. <http://epoke.fr/guide-des-expertes/>

l'édition 2015 du Global Media Monitoring Project<sup>229</sup> n'a fait que confirmer la longueur du chemin à parcourir en matières d'égalité femmes-hommes dans les médias.

#### **D. Au-delà du genre : étendre les problématiques à la sexualité.**

La thématique principale de recherche autour des usages des capitaux culturels identitaires dans la compétition politique et de leur articulation avec d'autres ressources liées à la classe sociale, aux composantes racialisées de l'identité ou à la sexualité continue d'occuper une part importante de mon travail de recherche. Même si je n'ai pas engagé de nouveaux terrains d'enquête empirique sur ce thème, j'ai participé à la mise en œuvre de trois projets principaux que je présenterai dans un ordre chronologique.

##### *a. Les coûts de la masculinité (2010)*

Le premier est le colloque sur *les coûts de la masculinité* en 2010<sup>230</sup>. L'idée de ce colloque est partie du CRAPE de Rennes et notamment de Christine Guionnet et Erik Neveu. A cette équipe initiale a été associé, le CESSP-CRPS avec Delphine Dulong, Frédérique Matonti et moi-même comme membres du comité d'organisation. Nous semblions d'accord sur l'idée de départ plutôt évidente de ne pas seulement aborder le genre à partir des femmes mais aussi de travailler pour le dire rapidement du côté des hommes (comme point d'entrée afin de mesurer les effets de la domination masculine). Deux éléments pouvaient justifier une telle approche : d'un point de vue académique, il convenait de décroiser (encore et encore) les études sur le genre - *gender studies* – des études sur les femmes – *women studies* – (ce qui n'exclut pas de conserver un point de vue féministe sur l'objet) et imposer l'idée que le masculin pouvait être un point d'entrée légitime pour étudier les rapports sociaux de sexe ; d'un point de vue plus politique, il s'agissait aussi de solliciter des travaux sur les mouvements masculinistes (bien installés au Canada et en voie de développement en France avec une association comme *SOS Papa*). Les travaux historiques

---

<sup>229</sup> Le Global Media Monitoring Project est un projet international qui vise à évaluer régulièrement la place des femmes dans les médias et la manière dont elles sont présentées. Le principe est de choisir une journée test et de coder un échantillon de médias (presse écrite, radio, télé internet) à partir d'une grille uniformisée. Pour l'édition 2015, c'est Cécile Meadel qui était responsable de l'équipe française. Si la grille de codage peut sembler rudimentaire, elle est redoutablement efficace pour montrer la solidité et la persistance des stéréotypes. <http://whomakesthenews.org/>

<sup>230</sup> Colloque international « Les coûts de la masculinité », Rennes CRAPE, 15 Janvier 2010



sur la construction des masculinités étaient nombreux<sup>231</sup>, mais la sociologie et plus encore la science politique française restaient relativement timides sur cette question que les travaux anglophones avaient commencé à régulièrement travailler depuis le milieu des années 90<sup>232</sup>. Les études féministes avaient eu jusqu'alors une dimension indéniablement militante, une approche en terme d'étude « masculine » pouvait aussi être perçue comme « masculiniste » et comme une défense de la cause des hommes, notamment en utilisant le terme ambigu de « coût » de la masculinité, induisant une symétrie des effets de la domination équivalent sur les femmes et les hommes. Le projet restait ainsi ambivalent même si l'idée de départ de traiter les hommes comme on traitait des femmes semblait cohérent. En affichant un colloque sur « les coûts de la masculinité » et non pas, comme notre héritage bourdieusien aurait pu nous y pousser, sur les coûts de la domination masculine (titre qui sera finalement retenu par la suite) nous avons suscité une polémique sur la liste EFIGIES portant sur justement l'impossibilité de mettre en équivalence condition masculine et féminine, comme l'avaient lu dans notre appel à communication certains membres du bureau de l'association.

Malgré cette « polémique » en amont, le colloque fut effectivement monté. Elsa Dorlin et Eric Fassin ont accepté d'en être les discutants. Et le colloque a initié une première collaboration formelle d'écriture avec Frédérique Matonti avec laquelle nous avons décidé de travailler sur la nouvelle presse masculine autour de la (re)mise en cause par cette « nouvelle » presse des critères traditionnels de la masculinité et de l'hétérosexualité. En travaillant sur trois titres de la presse

---

<sup>231</sup> Issu d'une journée d'étude à laquelle j'avais assisté en 2006 à la Sorbonne, le texte publié en 2007 par les éditions Autrement, sous le titre, *Hommes et masculinités de 1789 à nos jours. Contribution à une histoire du genre et de la sexualité en France*, a été dirigé par Alain Corbin et Régis Revenin. Avant la parution au Seuil en 2010 du premier tome de l'histoire de la virilité dirigé par Alain Corbin, Jean-Jacques Courtine et Georges Vigarello, *Histoire de la virilité*, Paris, Le Seuil, 2011 on peut citer l'ouvrage d'André Rauch, *Crise de l'identité masculine, 1789-1914*, Paris, Pluriel, 2000 ou celui de Anne-Marie Sohn, « Sois un Homme ! ». *La construction de la masculinité au XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Seuil, 2009

<sup>232</sup> Correspondant au women's studies, les men's studies, ont été marquées par la parution de l'ouvrage de la sociologue australienne Raewyn Connell, *Masculinities*, Cambridge, Polity Press, Sydney, Allen & Unwin; Berkeley, University of California Press, 1995 (ouvrage en partie traduit et publié en 2014 sous le titre *Masculinités. Enjeux sociaux de l'hégémonie*. Paris, Editions Amsterdam). Raewyn Connell pose dans cet ouvrage la définition de la masculinité hégémonique qui conduit dans ces formes particulières à la perpétuation du patriarcat. Le livre de Connell inscrit donc « les études masculines » dans une perspective résolument féministe alors que d'autres courants peinent à lever les ambiguïtés sur ce point. Cette notion de masculinité hégémonique est par exemple utilisée et discutée dans la thèse de Clément Arambourou, *Les masculinités du métier politique. Contribution à l'étude des logiques de production du genre en politique au temps de la parité*, Thèse de l'université de l'IEP, dirigée par Marion Paoletti, 2014. La masculinité hégémonique est aussi l'un des axes du GIS « Institut du genre ». Pour une discussion critique sur cette notion, on se reportera au numéro 13 de la revue en ligne GSS (« Hégémonie », 2015), <https://gss.revues.org/3363>

masculine – *G.Q*, *FHM*, et *Guts* -, correspondant à trois types de masculinité (plutôt cadres sup, bourgeoise et intellectuelle ; jeune de classe moyenne et urbaine ; jeune et populaire), nous avons cherché à montrer comment finalement continuent à s'exercer, quels qu'en soient les termes affichés, les mécanismes de la domination masculine, s'agissant notamment de la définition des rapports amoureux hétéronormés<sup>233</sup>. Cette communication était principalement fondée sur une analyse de contenu des titres choisis et constituait un début d'enquête sur un objet qui reste très largement ignoré des travaux sur la presse française y compris en Info Com'. Ce travail permettait aussi pour moi de faire tenir ensemble un objet de recherche sur le genre et la sexualité et un objet de recherche lié à la presse et journalisme. L'analyse de contenu permettait cependant de revenir sur la question de « l'éternelle crise de la masculinité » et sur la nécessité de prendre en compte des formes différentes de masculinité que les titres pouvaient à un moment valoriser en fonction d'objectifs commerciaux affichés. Et si les résultats furent modestes, nous avons au moins réussi à déconstruire les masculinités, lorsqu'elles deviennent des enjeux commerciaux ; et pu montrer à quel point les bouleversements de « l'ordre sexuel hétéronormé » que mettent en avant les « nouveaux » magazines masculins sont relatifs.

*b. Genre et sexualité dans la campagne présidentielle (2012).*

En septembre 2012, j'ai participé à l'organisation, en collaboration avec le MAGE<sup>234</sup>, d'un colloque sur *Genre et sexualité dans la campagne présidentielle*<sup>235</sup> qui donna lieu durant l'année suivante à la publication d'un numéro hors série de la revue en ligne *Genre, Sexualités et Société*. Ce projet était là encore un prolongement direct de l'Invention de l'élu.E. L'équipe co-organisatrice du colloque était ainsi composée de Marion Paoletti (qui, membre du comité de rédaction de la revue *Travail, Genre et Société*, faisait le lien avec le MAGE<sup>236</sup>), Catherine Achin, Lucie Bargel (pour les politistes), Margaret Maruani et moi. Les travaux sur la présidentielle de

---

<sup>233</sup>Sandrine Lévêque, Frédérique Matonti, « « Etes vous trop mous avec les filles ? ». Les représentations hétéronormées dans la presse masculine », Colloque international « *Les coûts de la masculinité* », Rennes CRAP ; 15 Janvier 2010.

<sup>234</sup> Le MAGE, pour MArché du travail et GENre est un réseau de recherche créé en 1995 par Margaret Maruani qui vise à « faire sortir la question du genre du cercle des initiés, de l'intégrer dans un débat plus vaste avec ceux et celles qui estiment – sans forcément que ce soit leur objet de recherche principal – qu'une lecture sexuée du monde du travail a des vertus heuristiques » <http://recherche.parisdescartes.fr/mage>. Le MAGE est à l'origine de nombreuses manifestations scientifiques, publications et de la création de la revue *Travail, genre et société*.

<sup>235</sup> <http://recherche.parisdescartes.fr/Actualites/Genre-et-sexualite-dans-la-presidentielle-francaise-de-2012>.

<sup>236</sup> Le soutien logistique du MAGE et en particulier d'Anne Forssell attachée de direction du groupement scientifique que je remercie, nous a permis d'organiser le colloque dans de très bonnes conditions.

2007 avaient permis de mesurer à partir des analyses de l'affrontement entre Ségolène Royal et Nicolas Sarkozy, comment certains attributs habituellement invisibilisés dans le combat politique, comme le sexe, la couleur de la peau ou la sexualité pouvaient être mobilisés dans la luttes politiques et devenir des capitaux politiques à part entière. Nicolas Sarkozy avait ainsi fait au cours de la campagne (puis tout au long de son mandat), la démonstration d'une forme de masculinité<sup>237</sup> fondée sur son rôle de père, de mari et plus tard d'amant. Son corps avait été le support de la démonstration d'une forme de virilité (populaire), mise en scène dans différents déplacements publics (avec l'épisode du « *Casse toi pauv'con* » prononcé lors d'une visite au Salon de l'Agriculture le 23 février 2008 ou de l'incident du Guilvinec en novembre 2007 ou interpellé par un pêcheur en colère, il lui intime l'ordre de descendre (pour en découdre ?)).

Au-delà des usages de la sexualité dans la constitution des identités stratégiques des femmes et des hommes politiques, et des affaires sexuelles qui, comme l'affaire DSK<sup>238</sup>, avait troublé la campagne présidentielle, il s'agissait aussi de solliciter des communications sur la sexualité comme enjeu de campagne. Deux thèmes ont donc été initialement retenus dans l'appel à communication : le premier sur les usages du genre et de la sexualité dans l'identité des présidentiables et les modalités d'imbrication de ces ressources avec d'autres (classe, race, appartenance partisane, etc.) ; le second sur la construction des questions sexuées et sexuelles en enjeux politiques de la campagne avec pour objectif d'explorer les mécanismes de politisation des questions sexuelles et les controverses qu'elles ont suscitées (après la parité et le PACS, les violences faites aux femmes, la pénalisation des clients de prostitué.es ou le mariage des personnes du même sexe – pour ce qui est des enjeux de la campagne de 2012). Nous avons reçu de nombreuses propositions émanant notamment de jeunes chercheur.es et nous avons décidé de confier les discussions de chacune des tables rondes à des chercheur.es qui n'étaient pas forcément spécialistes des questions de genre et de sexualité comme Françoise de Barros ou Julie Gervais. Les présidences de séance ont quant à elles été confiées à deux spécialistes reconnues : Janine Mossuz-Lavau et Armelle Le Bras-Chopard. La journée a finalement été organisée autour de deux grandes thématiques : « Jeux de genre en campagne » et « Questions sexuelles et

---

<sup>237</sup> Voir sur ce point Catherine Achin, Elsa Dorlin, « Nicolas Sarkozy ou la masculinité mascarade du Président », *Raisons politiques* 3/2008 (n° 31), p. 19-45.

<sup>238</sup> Voir sur ce point Frédérique Matonti, « Les mots pour (ne pas) le dire Viol, consentement, harcèlement : les médias face aux affaires Strauss-Kahn », *Raisons Politique*, 2012/2 (n°46).

sexuées : des enjeux de campagne<sup>239</sup> ». Ce colloque a donné lieu à la publication d'un numéro de *Genre, sexualité et société* que nous avons dirigé avec Marion Paoletti, Margaret Maruani, Lucie Bargel et Catherine Achin<sup>240</sup>. Dans cet ouvrage, les communications ont été regroupées sous trois thématiques : « Cadrage médiatique et production journalistique du genre », « Jeux de genre en campagne (à propos de l'usage des identités sexuées par les candidat.es) ; et enfin « Questions de genre et de sexualité comme enjeux politiques ». La publication de ce colloque a permis de poser les bases du projet de section thématique que nous avons proposées avec Frédérique Matonti au congrès de l'AFSP de Paris en 2013.

*c. Questions sexuelles, affaires sexuelles et sexualité (2013).*

En 2013, dans le cadre du congrès de l'AFSP, nous avons prolongé ce colloque en organisant, avec Frédérique Matonti, une double section thématique autour du thème « *Questions sexuelles, affaires sexuelles et sexualité* »<sup>241</sup> qui avait pour but la mise en réseau de chercheur-es de différentes disciplines et sous-disciplines de la science politique travaillant sur ce sujet encore peu traité en France. Il s'agissait de réunir aussi bien des spécialistes des politiques publiques, de sociologie politique, de théorie politique, que de relations internationales afin d'engager avec eux un questionnement méthodologique et épistémologique qui prenne en compte la spécificité (ou non) du traitement des questions sexuelles et de la sexualité. Il s'agissait aussi de « *montrer que ces objets ne sont pas seulement intéressants en eux-mêmes et pour eux-mêmes mais que leur étude révèle de nouveaux rapports de force et de domination (et en renforce des anciens) et d'apprécier les frontières mouvantes du champ d'intervention légitime de l'État et/ou des groupes sociaux mobilisés, en repensant notamment les limites respectives des espaces public et privé. Les questions sexuelles désormais au centre des débats publics sont ainsi de puissants révélateurs des logiques du champ politique et permettent de revisiter les objets classiques de notre discipline* » comme nous le rappelions dans le bilan de ces deux journées publié par l'AFSP<sup>242</sup>.

---

<sup>239</sup> <http://recherche.parisdescartes.fr/mage/Rediffusions/Genre-et-politique> .

<sup>240</sup> *Genre, Sexualité et Société*, Hors série n°2/2013 Présidentielle 2012, avec Marion Paoletti Margaret Maruani, Lucie Bargel et Catherine Achin <http://gss.revues.org/2609>.

<sup>241</sup> - Organisation de la section thématique n° 33, « Affaires sexuelles, questions sexuelles, sexualités », 12<sup>ème</sup> congrès de l'Association Française de Science Politique, Paris, 9-11 Juillet 2013 (avec Frédérique Matonti) <http://www.afsp.info/congres2013/st/st33/st33.html>

<sup>242</sup> Je reprends dans la suite de ces développements, une partie du bilan que nous avons réalisé pour l'AFSP et disponible sur le site à l'adresse suivante <http://www.afsp.info/congres2013/bilancongres2013.pdf> p.68 et 69

Les deux sessions ont été discutées par Catherine Achin, Muriel Darmon, Bibia Pavard et Bruno Perreau. Les vingt-cinq propositions finalement acceptées furent organisées autour de deux axes : le premier sur « la politisation et de la normalisation des sexualités et des corps sexués » ; le second sur « les corps sexués des militants et des dominants dans l'espace politique ». Le premier axe regroupait les communications traitant de la prise en charge étatique des questions sexuelles, ainsi que de leur émergence et de leur construction (en particulier historique) des questions sexuelles dans l'espace public, et de leurs effets sur la normalisation des sexualités et des corps. Le second axe regroupait quant à lui les communications traitant de la place de la sexualité dans l'espace politique, de ses usages et de ses effets. Si cette session thématique nous a permis de découvrir de nouveaux terrains et de réinterroger sous un autre angle, certains objets canoniques de la science politique, elle a aussi permis d'aborder des dimensions plus transversales, théoriques et méthodologiques que l'objet « sexualité » révèle et dépasse tout à la fois. Au-delà des résultats, plusieurs aspects méthodologique ont ainsi été abordés durant ces deux jours : des questions « triviales » touchant notamment à l'étendue de ce que les sciences sociales peuvent « dévoiler » de leur terrain d'étude apparaissent de manière particulièrement aiguë lorsqu'il s'agit d'évoquer la sexualité. Le fait que plusieurs communications n'aient pu être publiées sur le site est un indicateur fort des difficultés à travailler sur ces terrains à la fois en raison du dévoilement de pratiques jugées « illégitimes » (c'est particulièrement vrai lorsqu'il s'agit de rendre compte par exemple des pratiques sexuelles en milieu populaire), mais aussi parfois en raison de la surveillance dont fait l'objet la recherche de la part de groupe conservateurs mobilisés depuis le vote de la loi sur le mariage pour tous ce qui, au moment du colloque et durant toute cette période, nous faisait redouter l'intervention de groupes violents susceptibles de troubler le déroulement des événements scientifiques. La sexualité soulève aussi des interrogations d'ordre déontologique : jusqu'où les sciences sociales peuvent-elles aller dans le dévoilement ? Peut-on publier, par exemple, des confidences intimes faites aux chercheur.es dans un cadre qui dépasse celui de la recherche (sur le mode de la confiance amicale) ?

La richesse des différentes interventions a permis de déboucher sur la publication d'une partie d'entre-elles dans la revue *Politix*<sup>243</sup>. Ce numéro intitulé « Politiques sexuelles » a resserré la focale d'analyse sur des articles plus directement centrés sur la politisation des questions

---

<sup>243</sup> *Politix* 3/2014 (N° 107) « Politiques Sexuelles ».

sexuelles. Fut ajoutée la traduction d'un texte, considéré comme un classique des études *queer*, celui de Claire Potter sur ce que la rumeur sexuelle fait à l'histoire politique (autour d'Edgar Hoover) ainsi qu'un article de Frédérique Matonti sur « l'affaire Julie Gayet » et la mise en place d'une « politique de la vérité » à la française.

Les questions de sexualités sont aussi abordées dans le travail que nous avons produit toujours avec Frédérique Matonti pour la table ronde animée par Anne-Marie Gingras et Manon Tremblay au congrès annuel de la société québécoise de science politique qui s'est tenu en mai 2013 à Montréal<sup>244</sup> et intitulé « Genre, pouvoir et média ». Pour cette table ronde, nous avons présenté un projet fondé sur une comparaison des élections présidentielles de 2007 et de 2012 en centrant notre analyse sur la configuration inédite qui voyait successivement se présenter à la plus haute fonction étatique, une ex-compagne et son compagnon et un père et sa fille (Jean-Marie et Marine Le Pen). Au travers de cette comparaison, il s'agissait de dégager les qualités attendues de la figure présidentielle centrée sur une certaine forme de masculinité hétérosexuelle conquérante. Cette configuration pour le moins originale permettait de mesurer en acte les écarts qu'ils révélaient entre le traitement médiatique des différentes candidatures et en matière de hiérarchisation de l'ordre sexuel et genré. La prégnance d'un ordre sexuel masculin, hétérosexuel (et blanc) imprègne ainsi les catégories ordinaires des jugements journalistiques par ailleurs produits dans un espace professionnel lui aussi genré.

Ce retour aux sources, i.e cet intérêt pour la production journalistique, m'a permis de renouer avec les questions liées à la sociologie du journalisme, thématique de recherche que j'ai décidé de revisiter autour des enjeux liés à la féminisation du journalisme et de l'engagement féministe des femmes journalistes.

---

<sup>244</sup> « Mère, fille, femme, concubine, ou Présidente? L'institution présidentielle française et l'épreuve des rôles genrés (2007/2012) », Congrès Annuel de la Société Québécoise de Science Politique, Montréal, 26-28 Mai 2013, Table ronde, Genre, Pouvoir et média, responsables Anne Marie Gingras et Manon Tremblay, (avec Frédérique Matonti). [http://gite.labunix.uqam.ca/sqsp/wp-content/uploads/Programme\\_SQSP\\_Congr%C3%A8s.pdf](http://gite.labunix.uqam.ca/sqsp/wp-content/uploads/Programme_SQSP_Congr%C3%A8s.pdf). Cette communication a été publiée sous le titre : « Fille, mère, épouse ou concubine, L'institution présidentielle à l'épreuve des rôles sociaux genrés », in Anne Marie Gingras (dir.), *Genre et Politique dans la Presse en France et au Canada*, Québec, Presse Universitaire du Québec, 2014. [Texte n°15, Vol 2]

### **III. Genre et profession journalistique : ce que la féminisation et le féminisme font au journalisme.**

Depuis ma thèse, mon intérêt pour la professionnalisation journalistique n'a jamais faibli et s'est progressivement recentré sur l'analyse des liens entre engagement et processus de légitimation professionnelle, comme le montrent mes travaux présentés plus haut sur le traitement médiatique des altermondialistes ou sur les journalistes engagés. Dans les deux cas, il s'agissait notamment de comprendre comment les acteurs les moins légitimes de l'espace journalistique – en l'occurrence les journalistes sociaux initialement étudiés – pouvaient faire valoir certaines ressources *a priori* stigmatisantes, comme l'engagement politique, pour s'imposer dans l'espace professionnel, voire contribuer à définir les principes de son excellence. Ce projet ancien<sup>245</sup> visant à faire une histoire de la professionnalisation journalistique par le bas, s'est prolongé dans mon travail sur la féminisation de la profession journalistique à la fin du XIXe et au début du XXe siècle. Souhaitant initialement faire le lien entre mes thèmes de recherche – genre et politique d'un côté et journalisme de l'autre – j'ai commencé à m'intéresser à la féminisation de la profession journalistique à partir d'un journal féministe et féminin – *La Fronde* – créée en 1897, écrit et composé uniquement par des femmes, dirigé par Marguerite Durand et dont Séverine fut l'une des principales contributrices. Peu de choses existaient sur ce sujet en France, en science politique, si ce n'est l'article d'Erik Neveu<sup>246</sup> alors que la féminisation, avec la précarisation, et le renforcement du poids des études spécialisées dans l'accès à la profession faisait partie des évolutions majeures du groupe professionnel depuis les années 2000. Je souhaitais ainsi m'inscrire à la fois dans les recherches sur la féminisation du journalisme (et de ses liens avec le processus de professionnalisation) et dans celles sur les journalistes engagés et les transformations des principes d'excellence professionnelle à l'œuvre depuis la fin du XIXe siècle.

#### ***§ 1 La Fronde ou le féminisme au service du journalisme***

Ce projet a d'abord trouvé une place dans le cadre d'une réflexion collective menée à partir de 2008 autour de Cyril Lemieux sur la subjectivité journalistique. Il s'agissait ainsi dans le cadre d'un séminaire informel qui dura plus de deux ans de réfléchir par exemple, à partir des

---

<sup>245</sup> « Analyser la profession journalistique “par le bas”. La professionnalisation journalistique à l'épreuve de la sociologie interactionniste des professions », in Jean-Baptiste Legavre (Dir.), *La presse écrite : un objet délaissé ? Regards sur la presse écrite française*, Paris, 2004 [Texte n°16, volume 2].

<sup>246</sup> Erik Neveu, « Le genre du journalisme », *art.cit.*

travaux de Norbert Elias sur Mozart<sup>247</sup>, ou plus généralement à partir des réflexions méthodologiques sur les usages de la biographie en sciences sociales, à ce que nous pouvions faire dans une perspective sociologique, des individualités journalistiques sans adopter un point de vue individualiste et encore moins hagiographique. Cette réflexion collective a conduit les participant-es au « séminaire » à choisir des sujets ayant marqué la profession journalistique tels que Albert Londres (pour Cyril Lemieux), Anne Sinclair (pour Pierre Leroux), Hippolyte de Villemessant (pour Benoît Lenoble) ou Michel Samson (pour Philippe Riutort). Il s'agissait de comprendre ce que ces personnalités avaient, par leur spécificité ou au contraire par leur conformisme, fait au groupe journalistique, la façon dont ils ou elles avaient pu ou non s'y insérer et les manières dont ils ou elles s'étaient conformées à ses logiques ou au contraire avaient subverti les règles du jeu propre à cet espace. Ce projet collectif a conduit à la publication d'un ouvrage collectif paru en 2010<sup>248</sup>.

Dans ce cadre, et puisqu'il s'agissait de trouver une personnalité journalistique, je décidais, en lien avec mes préoccupations « paritaires » du moment, de travailler sur une femme, une journaliste « historique », Marguerite Durand. Mémoire du féminisme, grâce à la bibliothèque qu'elle a constituée dans les années trente et qui porte aujourd'hui son nom, Marguerite Durand était surtout la directrice de *La Fronde* dont les numéros paraissent quotidiennement entre le 9 décembre 1897 et le 1<sup>er</sup> septembre 1903. Peu de choses ont été publiées sur le personnage qui avait, renseignement pris, été par ailleurs impliqué dans le boulangisme, qui avait tant intéressé Michel Offerlé pendant ma thèse et dont nous avons parlé à l'occasion. Ce qui ressortait aussi des premiers portraits que j'avais pu lire, était sa blondeur extrême et sa beauté<sup>249</sup>. La période correspondait à l'une de celles que j'avais initialement étudiée dans ma thèse, et était marquée par une redéfinition de la profession journalistique. Je devais (si la bibliothèque Marguerite Durand n'avait pas été fermée pour travaux et pour une période de 6 mois) avoir un accès facilité à des

---

<sup>247</sup> Norbert Elias, *Mozart Sociologie un génie*, Paris, Le Seuil 1991.

<sup>248</sup> « Comment la vocation journalistique vient aux femmes. Marguerite Durand, fondatrice de *la Fronde* », in Cyril Lemieux (dir.), *La subjectivité journalistique*, Paris, Edition de l'EHESS, octobre 2010 pp 208-223 [Texte n°17 volume 2]

<sup>249</sup> Comme dans l'ouvrage de Jean Rabaut, *Marguerite Durand (1864-1936). La Fronde féministe ou le temps en jupon*, Paris, L'Harmattan 1989. Il existe aussi une brochure très complète publiée par Annie Dizier-Metz sur la bibliothèque Marguerite Durand, dans laquelle est évoquée la personnalité de sa fondatrice : *La bibliothèque Marguerite Durand. Histoire d'une femme, mémoire des femmes*, Paris, Direction des affaires culturelles et de la mairie de Paris, 1992. La biographie publiée en 2010 par Elisabeth Coquart, *La Frondeuse. Marguerite Durand patronne de presse et féministe* (aux éditions Payot) est une hagiographie centrée sur le caractère « très féminin » de la journaliste.



archives et en particulier aux archives de Marguerite Durand elle-même et à celle de « sa » bibliothèque ce qui facilitait le travail de recherche sur un « terrain » qui restait pour moi à l'époque « accessoire ». L'idée de départ était de consulter ces archives, pour comprendre le processus de construction de son « identité stratégique », par elle-même et par d'autres, en particulier par ses confrères au moment de sa mort en 1936. Il s'agissait ainsi de saisir, comme nous y invitait le projet collectif, comment une femme pouvait, à un moment où cela n'allait pas de soi, parvenir à entrer dans le journalisme et à y être reconnue comme telle.

Dans les présentations que l'on faisait d'elle (et qu'elle faisait d'elle-même), la dimension la plus importante concernait l'usage explicite et stratégique que Marguerite Durand pouvait faire de sa « féminité » à la fois pour s'imposer en tant que journaliste mais aussi en tant que féministe. Ces questionnements sur les usages du genre, dans la lutte pour la reconnaissance professionnelle rejoignaient très directement ceux sur les usages du genre dans le métier politique entrepris par ailleurs. C'est à partir de sa condition de femme et parce qu'elle était féministe qu'elle pouvait être une bonne journaliste et le revendiquer comme tel. Comme les femmes politiques jusqu'alors étudiées et comme les journalistes sociaux, elle usait ainsi de ressources jugées illégitimes pour pénétrer un groupe professionnel. L'opération du retournement du stigmate pouvait dès lors fonctionner.

J'ai donc choisi d'étendre mon analyse à la rédaction de *la Fronde* et de ne plus simplement centrer mon analyse sur la seule individualité de Marguerite Durand. Ce travail sur le groupe des rédactrices de *la Fronde*, fondé principalement sur l'analyse de leur trajectoire a été discuté dans plusieurs espaces académiques, y compris dans un colloque organisé par des spécialistes de littérature à Lyon en 2010<sup>250</sup> et dans le colloque sur la féminisation de la profession journalistique à Rennes. Il a été par la suite publié dans l'un des premiers ouvrages consacré aux femmes journalistes dirigé par Béatrice Damian-Gaillard, Cégolène Frisque et Eugénie Saïtta<sup>251</sup>. Dans le cadre de ces recherches, la prosopographie a été remobilisée et complétée par une analyse

---

<sup>250</sup> « Presse féministe et invention du reportage à la fin du XIXe siècle. Les pratiques journalistiques des reportrices de *la Fronde*, Masculin/féminin et presse au XIXe siècle », Colloque international, pluri-disciplinaire, Lyon 24-26 Novembre 2010.

<sup>251</sup> « Femmes, féministes et journalistes : genre et engagement comme ressources professionnelles, le cas des rédactrices de *la Fronde* », in Béatrice Damian-Gaillard, Cégolène Frisque, Eugénie Saïtta, *Le journalisme au féminin. Assignations, inventions, stratégies*, Rennes, PUR, coll. « Respublica » 2010 pp. 47-68 [Texte n°18 Volume 2].

de contenu, notamment des articles dans lesquels les journalistes de *la Fronde* se mettaient en scène en tant que journaliste.

Cet intérêt pour *la Fronde* m'a aussi permis d'entamer des collaborations avec des historiennes des médias et de publier dans *Le temps des médias* à l'occasion d'un des premiers dossiers consacrés à « Femmes et médias<sup>252</sup> ». Ce terrain socio-historique est resté un terrain privilégié d'analyse des liens entre genre et journalisme, et il a progressivement été étendu à d'autres périodes plus contemporaines, avec le projet d'intégrer à terme dans l'analyse des titres tels que *Causette* ou le *pure player* « Les Nouvelles News », tout en couvrant le XXe siècle. Mes recherches ont alors privilégié deux thématiques principales : celle de l'engagement féministe au service de la professionnalisation journalistique et celle des identités stratégiques des journalistes comme révélateurs (au sens quasi photographique du terme) des logiques genrées à l'œuvre dans l'espace journalistique.

## **§ 2 De la Fronde à Causette.**

Cette tentative de couvrir plus d'un siècle d'histoire de la presse féministe et féminine peut faire frémir les historiens. Selon la méthode que j'avais choisie pour ma thèse, celle d'observer les moments charnières de l'histoire du groupe des journalistes sociaux, j'ai voulu, à partir des travaux sur *la Fronde*, lancer des coup de sonde sur d'autres périodes : l'après seconde guerre mondiale, avec le lancement du magazine *ELLE*, et dans les années 70-80 avec des titres comme *Histoires d'Elles* ou *F Magazine*. Ces différents terrains doivent s'insérer dans un projet plus large sur la professionnalisation journalistique à l'épreuve de sa féminisation qui sera l'objet du projet développé dans le tome 3 de cette HDR.

Bien que « le carton ne fasse pas l'objet » (©Michel Offerlé), la fréquentation de la bibliothèque Marguerite Durand m'a dans un premier temps conduite à m'intéresser à des archives peu exploitées (et à peine rangées), celles du magazine *Histoires d'Elles*. Ce journal a parfois été présenté comme un héritier de *la Fronde*. Publié en 1977, il compte une douzaine de numéros. Explicitement féministes, les fondatrices du journal sont proche des mouvements féministes tout en revendiquant un journal non pas militant mais professionnel qui donne un point

---

<sup>252</sup> « Femme, féministes et journalistes. Les rédactrices de la Fronde à l'épreuve de la professionnalisation journalistique », *Le Temps des médias*, n°12, Printemps Été 2009 [Texte n°19, Volume 2].

de vue féminin sur l'actualité. *Histoires d'Elles* était ainsi un terrain idéal pour analyser le lien qui pouvaient s'établir entre des trajectoires journalistiques et un projet éditorial à un moment, la fin des années soixante-dix et le début de années quatre-vingt, où la profession journalistique (et le mouvement féministe) connaît de profonds changements. Analyser ce titre et celles qui l'animaient pouvait permettre de comprendre ce que la féminisation du journalisme (et l'engagement féministe) pouvait faire à la professionnalisation journalistique (et à ses mutations).

Les archives d'*Histoires d'Elles* se sont révélées assez décevantes mais j'ai pu mobiliser deux types de matériaux : les articles d'un côté qui permettaient d'apprécier le contenu du journal et les représentations du journalisme défendues par ses rédactrices ; et des documents inédits de l'autre, notamment des revues de presse et des notes internes permettant, les unes et les autres, de préciser le projet professionnel et politique du journal, ainsi que sa réception (par le monde de la presse). Les archives permettaient aussi d'établir une liste des collaboratrices principales du journal sur lesquelles j'ai rapidement rassemblé des données biographiques dont une partie a été recueillie par entretiens. J'ai vite croisé en travaillant sur *Histoires d'Elles*, un autre titre présenté comme son concurrent, *F. Magazine*. Bien que lancées au même moment (le 8 mars 1977 pour *Histoires d'Elles* et le 1<sup>er</sup> Janvier 1978 pour *F Magazine*) et ayant pour les observateurs de l'époque un projet identique (féministe), les entreprises professionnelles étaient très différentes. Cela m'a permis d'apprécier les tensions entre un projet alternatif d'un côté, qui bien qu'ayant l'ambition de la rentabilité est resté artisanal, et le lancement d'une entreprise de presse, ayant le soutien d'un groupe, des financements solides et le renfort de la publicité. Ce nouveau terrain d'étude m'a fait mesurer le poids de l'emprise croissante de l'économie sur le champ journalistique. Ainsi, la comparaison des conditions de lancement de ces deux magazines a fait l'objet d'une communication au congrès du réseau « Women in French<sup>253</sup> » – qui a été publiée

---

<sup>253</sup> « Women in French » and « Women in French in Scotland » qui organisèrent le colloque à Leed est un réseau d'enseignantes chercheuses, plutôt littéraires, souvent françaises (mais pas seulement) qui enseignent dans les départements de français langue étrangère (FLE) des universités anglophones. Les objets discutés lors de ce colloque étaient pour moi assez « exotiques » et dépayés en dépit de la présence amicale de sociologues de la littérature comme Isabelle Charpentier.

Dans ce cadre, la communication présentée était intitulée : « Le féminisme comme projet journalistique. Le lancement des magazines *F Magazine* et *Histoires d'Elles* en France à la fin des années 70 », Colloque Women in French 2013 Hinsley Hall, Leeds, 10-12 mai 2013 *Solitaires, Solidaires* 25 ans de Women in French (WIF), 12 ans de Women in French in Scotland (WIFIS) [http://www.fabula.org/actualites/solitaires-solidaires-colloque-women-in-french-women-in-french-in-scotland-leeds-10-12-mai-2013\\_55405.php](http://www.fabula.org/actualites/solitaires-solidaires-colloque-women-in-french-women-in-french-in-scotland-leeds-10-12-mai-2013_55405.php)

dans l'ouvrage issu de ce colloque en 2015<sup>254</sup>. Ces travaux m'ont justement permis de creuser le sillon des liens entre engagement féministe et professionnalisation journalistique, ce que j'ai pu réaliser en étendant ses hypothèses à *Causette* et aux *Nouvelles News*<sup>255</sup> pour une journée d'étude organisée en Russie sur le journalisme engagé en France et en Russie, à Moscou en juin 2014 par Ivan Chupin et Françoise Daucé.

Mon intérêt pour la presse féminine et féministe m'a conduit, je l'ai mentionné plus haut, à lier de nouvelles collaborations notamment avec des chercheuses d'info com' et d'histoire des médias. C'est dans ce cadre que j'ai organisé avec Claire Blandin, Bibia Pavard et un doctorant Simon Massei, un colloque sur la question de *Féminisme et médias* les 16 et 17 janvier 2015. Outre l'organisation du colloque qui a reçu le soutien de l'Institut Émilie du Chatelet, Claire Blandin, Bibia Pavard et moi-même avons mis en commun, nos résultats pour travailler sur la place du féminisme dans *ELLE* et dans *Marie Claire*<sup>256</sup>.

A titre plus individuel, en ouvrant le nouveau chantier de recherche sur *ELLE* au moment de mon CRCT, j'ai voulu en quelque sorte boucler la boucle de l'analyse des liens entre « féminisme » « féminité » et « professionnalisme » et montrer ce que le genre fait à la profession journalistique tout au long de son histoire. Par ces titres et ces journalistes doublement dominés parce que femmes et engagées, on peut saisir comment la profession journaliste, comme la profession politique étudiée par ailleurs, construit un ordre où les rapports de force fondés sur la différence des sexes opèrent toujours en défaveur des femmes y compris lorsqu'elles réussissent, comme Marguerite Durand notamment à subvertir pour un temps l'ordre social en troublant le genre<sup>257</sup>. La synthèse de ces différentes enquêtes, ainsi que l'enquête inédite sur *ELLE*, me permet de proposer

---

<sup>254</sup> « Le féminisme comme projet journalistique. Le lancement des magazines *F Magazine* et *Histoires d'Elles* en France à la fin des années 1970 », in Elise Hugueny-Leger, Caroline Verdier, *Solitaires, solidaires : Solidarity and Solitude in Women's Writings in French*, Cambridge, Scholars Publishing, 2015 [Texte n°20, volume 2].

<sup>255</sup> « Engagements « féministes » et professionnalisation journalistique. De *F Magazine* à *Causette* », Journée d'études *Transformations des médias et des pratiques journalistiques en France et en Russie, Éléments pour une réflexion sociologique croisée*, Centre d'études franco-russe, INION, avec le soutien du CERCEC, de TEPISIS et du CHEC, Moscou, 19 juin 2014 (en cours de publication pour la revue *Laboratorium*) <http://www.soclabo.org/index.php/laboratorium>

<sup>256</sup> « Le féminisme de *ELLE* et *Marie Claire* dans les années 1968. Une parenthèse enchantée ? » Communication au colloque international « Féminisme et médias » 16 et 17 Janvier 2015, organisé par le Carism Paris II, le CESSP-Paris 1 et le CRHEC Upec avec le soutien de l'Institut Emilie du Chatelet. (Avec Bibia Pavard et Claire Blandin)

<sup>257</sup> Une anecdote rapportée à propos de Marguerite Durand est de ce point de vue exemplaire. Alors qu'elle était engagée au côté de son premier mari Georges Laguerre, dans le boulangisme, Ernest Constant ministre de l'Intérieur aurait commenté la fuite du général en disant : « *Il n'y a que deux hommes dans cette affaire : Madame Laguerre et moi* »

(dans le troisième volume de cette HDR) une histoire de la profession journalistique qui ne soit plus *gender blind*.

La rédaction de ce premier volume a été achevée à Sotteville-sur-mer en août 2015.

## Table des matières

*Prologue : Humaniser son CV pour rendre compte de sa carrière. (Mettre les pages)*

*De l'entrée en science politique ... quelques bribes d'intimité*

*Administration et pédagogie... le « non » travail universitaire*

*Changer de métier*

### *Trajectoire de recherche*

*De la professionnalisation journalistique à la professionnalisation politique au prisme du genre*

#### **I. De la profession journalistique et de ses effets sur la production des catégories du débat public**

##### **§ 1. Une sociologie des producteurs et une sociologie des produits journalistiques**

A. Déconstruire le social... pour mieux le reconstruire

B. Du rôle des journalistes dans le processus de catégorisation

##### **§ 2. Une sociologie de la profession journalistique « par le bas »**

A. De la sociologie (interactionniste) des groupes professionnels « dominés » à la sociologie du journalisme

B. L'engagement comme terrain d'analyse du processus de professionnalisation journalistique

*a. Des journalistes sociaux engagés*

*b. La sociologie d'une spécialité journalistique*

*c. Les journalistes experts de l'altermondialisme*

*d. Journalistes engagés*

#### **II. Une sociologie de la profession politique au prisme du genre**

##### **§1 Les origines d'un projet**

##### **§ 2. L'invention de l'élu.E : démarche et premiers résultats**

A. Des politistes chez les féministes, des féministes chez les politistes

B. Une posture méthodologique, théorique politique et humaine ?

C. L'aventure « Sexe, Genre et Politique »

D. L'invention de l'élu.E et ses prolongements institutionnels

##### **§ 3. Ce que l'invention de l'élu.E a fait a mes recherches**

A. Les premières enquêtes

B. Les municipales à Paris, actes 1, 2, 3 et ...

C. Diffuser la recherche et rendre accessible les problématiques du genre

D. Au delà du genre : étendre les problématiques à la sexualité

*a. Les coûts de la masculinité (2010)*

*b. Genre et sexualité dans la campagne présidentielle (2012)*

*c. Questions sexuelles, affaires sexuelles et sexualité (2013)*

### **III. Genre et profession journalistique : ce que la féminisation et le féminisme font au journalisme**

*§ 1 La Fronde ou le féminisme au service du journalisme*

*§ 2 De La Fronde à Causette*

## BIBLIOGRAPHIE (Volume 1)

Achin (Catherine), « Les « liaisons paradoxales » : genre, ordre politique et ordre social en France et en Allemagne », *Raisons politiques* 3/2004 (n° 15).

Achin (Catherine), « Représentation « miroir » versus parité. Les débats parlementaires relatifs à la parité revus à la lumière des théories politiques de la représentation », *Droits et Société*, n°47, 2001.

Achin (Catherine), Béréni (Laure), « Introduction. Comment le genre vint à la science politique », in Achin (Catherine), Béréni (Laure) (dir.), *Dictionnaire Genre et science politique. Concepts, objets, problèmes*, Presses de Sciences Po, Paris, 2013.

Achin (Catherine), Dorlin (Elsa), « Nicolas Sarkozy ou la masculinité mascarade du Président », *Raisons politiques* 3/2008 (n° 31).

Achin (Catherine), Dorlin (Elsa), Rennes (Juliette), « Capital corporel identitaire et institution présidentielle : réflexions sur les processus d'incarnation des rôles politiques », *Raisons politiques* 3/2008 (n° 31) , p. 5-17

Achin (Catherine), *Le mystère de la chambre basse. Comparaison des processus d'entrée des femmes au Parlement (France-Allemagne 1945-2000)*, Dalloz, Paris, 2005.

Achin (Catherine), *Le mystère de la chambre basse" : comparaison des processus d'entrée des femmes au parlement : France - Allemagne, 1945-2000*, Thèse de science politique Université de Grenoble 2, dirigée par Sylvie Lemasson et Frédérique Matonti, 2003.

Achin (Catherine), Lévêque (Sandrine), “How to become a “political woman” in France: The uses of “gender” in political competition since the introduction of the parity law”, Conference “Women in French Politics: Still *le deuxième sexe*? », Queen Mary, University of London, 20th June 2008. (Communication)

Achin (Catherine), Lévêque (Sandrine), “Parity context in France. Women between banishment and professionalization : the case of the Parisian town-council elections in 2001 and 2008”, First European Conference on Politics and Gender, Queen’s University Belfast, 21-23 January 2009. (Communication)

Achin (Catherine), Lévêque (Sandrine), « Femmes, énarques et professionnelle de la politique. Des carrières exceptionnelles sous contrainte », *Genèses*, n°67, Juin 2007.

Achin (Catherine), Lévêque (Sandrine), « Genre et diversité : expérience collective dans les élections locales. Les conditions de la professionnalisation politique à Paris », Journée d’études



"Les élections locales sous la Vème" organisées par le Centre d'histoire Politique et Parlementaire, 30 janvier 2009, Sénat (avec Catherine Achin). (Communication)

Achin (Catherine), Lévêque (Sandrine), « L'une chante et l'autre pas. La parité aux élections municipales de 2001 et 2008 » in Agrikoliansky (Eric), Heurtaux (Jérôme), Le Grignou (Brigitte), *Paris en campagne*, Bellecombe en Bauge, Edition du croquant, 2011.

Achin (Catherine), Lévêque (Sandrine), « La parité sous contrôle. Égalité des sexes et clôture du champ politique », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 204, 2014.

Achin (Catherine), Lévêque (Sandrine), « Le genre c'est la classe ? « Capitaux corporel identitaires, compétition politique et contextes sociaux, in Agrikoliansky (Eric), Heurtaux (Jérôme), Le Grignou (Brigitte), *Paris en campagne*, Bellecombe en Bauge, Edition du croquant, 2011.

Achin (Catherine), Lévêque (Sandrine), *Femmes, énarques et professionnelles de la politique : la filière administrative à l'épreuve du genre*, Journées d'études « L'invention de l'élue : la réforme paritaire entre 2001 et 2005 », Bordeaux, 23-24 juin 2005 (Communication)

Achin (Catherine), Paoletti (Marion), « Le « salto » du stigmat. Genre et construction des listes aux municipales de 2001 », *Politix*. Vol. 15, N°60. Quatrième trimestre 2002. pp. 33-54.

Agrikoliansky (Eric), Fillieule (Olivier), Mayer (Nonna), (dir.) *L'altermondialisme en France : la longue histoire d'une nouvelle cause* Paris, Flammarion, 2005, 370 pages

Agrikoliansky (Eric), Heurtaux (Jérôme), Le Grignou (Brigitte) (dir), *Paris en campagne*, Bellecombe en Bauge, Edition du croquant, 2011

Agrikoliansky (Eric), Lévêque (Sandrine), « Les absents du scrutins : logiques de la démobilisation électorale », in Agrikoliansky (Eric), Heurtaux (Jérôme), Le Grignou (Brigitte), *Paris en campagne*, Bellecombe en Bauge, Edition du croquant, 2011

Agrikoliansky Eric, *Du côté des classes supérieures : engagements et politisation des classes supérieures dans la France contemporaine*, HDR, Dauphine PSL, 2012.

Arambourou (Clément), *Les masculinités du métier politique. Contribution à l'étude des logiques de production du genre en politique au temps de la parité*, Thèse de l'université de l'IEP, dirigée par Marion Paoletti, 2014.

Avanza (Martina), « Manières d'être divers. Les stratégies partisanes de la « diversité » aux élections municipales de 2008 », in Fassin Didier (dir.), *Les nouvelles frontières de la société française*, Paris, Ed. La Découverte, 2010.

Baisné (Olivier), *La production de l'actualité communautaire. Eléments d'une sociologie comparée du corps de presse (France, Grande-Bretagne)*, Thèse de science politique, Université de Rennes I, 2003.

Bargel (Lucie), *Aux avant-postes. La socialisation au métier politique dans deux organisations de jeunesse de parti. Jeunes populaires (UMP) et Mouvement des jeunes socialistes (PS)*, Thèse de science politique, Université Paris 1 dirigé par Frédérique Matonti, 2008

Bargel (Lucie), Fassin (Éric), Latté (Stéphane), « Usages sociologiques et usages sociaux du genre . Le travail des interprétations », *Sociétés & Représentations* 2/2007 (n° 24), p. 59-77

Bargel (Lucie), Fassin (Eric), Latté (Stéphane), « Illegitimate Affairs. The sex of Politics and the Politics of the sexe in French Contemporary Politics », *Current Sociology*, vol 61, 2013 , n°5-6, pp 661-676

Bastin (Gilles), *Les professionnels de l'information européenne à Bruxelles. Sociologie d'un monde de l'information (territoires, carrières, dispositifs)*, Thèse de sociologie, ENS Cachan, 2003.

Baszanger (Isabelle), « Emergence d'un groupe professionnel et travail de légitimation. Le cas des médecins de la douleur », *Revue française de sociologie*, 1990, 31-2. pp. 257-282.

Bellanger (Claude), Godechot (Jacques), Guiral (Pierre), Terrou (Fernand), *Histoire générale de la presse française*, 5 volumes parus au PUF entre 1969 et 1976. - Vol. 1 : Des origines à 1814. 2 : de 1815 à 1871. 3 : de 1871 à 1940. 4 : de 1940 à 1958. 5 : de 1958 à nos jours –

Béréni (Laure), *De la cause à la loi. Les mobilisations pour la cause de la parité (1992-2000)*, Université de Paris 1, dirigé par Johanna Siméant, 2007.

Béréni (Laure), *La bataille de la parité. Mobilisations pour la féminisation du pouvoir*, Paris, Economica, 2015

Berger (Peter) Luckmann (Thomas), *La construction sociale de la réalité*, Paris, Méridien Klincksieck, 1989, p. 10

Blandin (Claire), Lévêque (Sandrine), Pavard (Bibia), « Le féminisme de *ELLE* et *Marie Claire* dans les années 1968. Une parenthèse enchantée ? » Communication au colloque international « Féminisme et médias » 16 et 17 Janvier 2015, organisé par le Carism Paris II, le CESSP-Paris 1 et le CRHEC Upec avec le soutien de l'Institut Emilie du Chatelet.

Blandin (Claire), *Médias au cœur des mutations au XXe siècle* , HDR, Science Po 24 novembre 2012.

Boltanski (Luc), *Les cadres. La formation d'un groupe social*, Paris, Editions de Minuit, Collection « Le sens commun », 1982.

Boltanski (Luc), *Rendre la réalité inacceptable. A propos de "La production de l'idéologie dominante"*, Paris, Demopolis, 2008.

Boltanski (Luc), Thévenot (Laurent), *De la justification. Les économies de la grandeur*, Paris, Gallimard, 1991.

Bonnafous (Simone), *L'immigration prise aux mots*, Paris Kimé, 1991.

Boucheron (Patrick), Dalarun (Jacques), *Georges Duby, Portrait de l'historien en ses archives*, Paris Gallimard, 2015.

Bourdieu (Pierre), « L'identité et la représentation. Eléments pour une réflexion critique sur l'idée de région », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, n°35, Novembre 1980 p. 63.

Bourdieu (Pierre), Boltanski (Luc), « La production de l'idéologie dominante », *Actes de la recherche en sciences sociales*. Vol. 2 N°2-3, juin 1976. pp. 3-73.

Bourdieu (Pierre), *Esquisse pour une auto-analyse*, Paris, Edition Raison d'agir, 2004.

Bourdieu (Pierre), *Sur la télévision*, Paris, Liber-Raison d'agir, 1996.

Bourdieu (Pierre), *Sur la télévision*, Paris, Raisons d'agir, 1996.

Bourdieu (Pierre), « L'illusion biographique », *Actes de la recherche en sciences sociales*. Vol. 62-63, juin 1986, pp. 69-72.

Bouvet (Laurent), *L'insécurité culturelle. Sortir du malaise identitaire français*, Paris, Fayard 2015.

Braconnier (Céline), Dormagen (Jean Yves), *La démocratie de l'abstention*, Paris, Folio, 2007.

Bucher (Rue), Strauss (Anselm), « Profession in Process », *American Journal of Sociology*, 1961, 66, (4) traduit dans Anselm Strauss (textes réunis par Isabelle Baszanger), *La trame de la négociation. Sociologie qualitative et interactionniste*, Paris, L'Harmattan, Logiques Sociales, 1992.

Cardon (Dominique) Granjon (Fabien), « Peut-on se libérer des formats médiatiques ? Le mouvement alter-mondialisation et l'Internet », *Mouvements* 1/ 2003 (n°25), p. 67-73

Champagne (Patrick), « La manifestation. La production de l'événement politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*. Vol. 52-53, juin 1984. Le travail politique. pp. 19-41.

Champagne (Patrick), « La manifestation. La production de l'événement politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*. Vol. 52-53, juin 1984. Le travail politique. pp. 19-41.

Champagne (Patrick), « Le cercle politique. Usages sociaux des sondages et nouvel espace politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*. Vol. 71-72, mars 1988. Penser la politique-1. pp. 71-97.

- Champy (Florent), *La sociologie des professions*, PUF, coll. « Quadrige Manuels », 2009, 230 p
- Chapoulie (Jean-Michel), « Sur l'analyse sociologique des groupes professionnels », *Revue française de sociologie*. 1973, 14-1. pp. 86-114
- Charle (Christophe) *Les Professeurs du Collège de France, dictionnaire biographique (1901-1939)*, Paris, Editions du CNRS-INRP, 1988 (en collaboration avec Eva Telkes), 248 pages.
- Chartier (Roger), *Les origines culturelles de la Révolution*, Paris, Seuil, Coll. Univers Historique, 1990.
- Chauffaut (Delphine), Lévêque (Sandrine), « Femmes, mères, épouses et travailleuses: les représentations parlementaires des rôles sexués au travers des débats sur les politiques de conciliation (1965-2010) », *Revue Française des affaires sociales*, Janvier 2013.
- Collovald (Annie), « Identité(s) stratégique(s) », *Actes de la recherche en sciences sociales*. Vol. 73, juin 1988. Penser la politique-2. pp. 29-40.
- Comby (Jean-Baptiste), *Les enjeux liés aux changements climatiques : valorisation publique, médiatisation et appropriations au quotidien*, Thèse de sciences sociales pour l'obtention du doctorat en sciences de l'information et de la communication présentée, Université Paris II (IFP), 2008.
- Connell (Raewyn), *Masculinities*, Cambridge, Polity Press, Sydney, Allen & Unwin; Berkeley, University of California Press, 1995 (ouvrage traduit et publié en 2014 sous le titre *Masculinités. Enjeux sociaux de l'hégémonie*. Paris, Editions Amsterdam).
- Coquart (Elisabeth), *La Frondeuse. Marguerite Durand patronne de presse et féministe* (au éditions Payot) est une hagiographie centrée sur le caractère « très féminin » de la journaliste.
- Corbin (Alain), Courtine (Jean-Jacques), Vigarello (Georges) *Histoire de la virilité*, Paris, Le Seuil, 2011.
- Corbin (Alain), Revenin (Régis), *Hommes et masculinités de 1789 à nos jours. Contribution à une histoire du genre et de la sexualité en France*, Paris, Autrement,
- Coulmont (Baptiste), *Sex-shops. Une histoire française*, Dilecta, 2007, 263 p.
- Cyran (Olivier), Chollet (Mona), Fontenelle (Sébastien), Reymond (Mathis), *Les éditocrates. Comment parler de presque tout en racontant vraiment n'importe quoi*, Paris, La découverte, 2012
- De Lassalle Marine, *Voix et voie de la politique. Pour une sociologie des rapports sociaux individualisés à la politique et des transformations du capital culturel*, HDR, Université de Nantes, 2014.

- Delporte (Christian), *Les journalistes en France*, Paris, Le Seuil, 1995.
- Dizier Metz (Anne Marie), *La bibliothèque Marguerite Durand. Histoire d'une femme, mémoire des femmes*, Paris, direction des affaires culturelles et de la mairie de Paris, 1992.
- Dogan (Mattei), Narbonne (Jacques), *Les françaises face à la politique*, Paris, Unesco, 1955.
- Dorlin (Elsa), *La matrice de la race. Généalogie sexuelle et coloniale de la nation française*, Paris, La découverte, 2006.
- Dubar (Claude), *La socialisation. La construction sociale des identités professionnelles*, Paris, Armand Colin 1991.
- Dubois (Vincent), *La politique culturelle. Genèse d'une catégorie d'intervention publique*, Paris, Belin, collection « Socio-histoires », 1999.
- Duby (Georges), « Ego-histoire », *Le Débat* 3/ 2011 (n° 165), p. 101-120  
URL : [www.cairn.info/revue-le-debat-2011-3-page-101.htm](http://www.cairn.info/revue-le-debat-2011-3-page-101.htm).
- Dulong (Delphine), Guionnet (Christine), Neveu (Érik) (dir.), *Boys don't cry ! Les coûts de la domination masculine*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2012
- Dulong (Delphine), *Institution Politique croyance profane et domination*, HDR, Université Paris 1, 2011
- Dulong (Delphine), Lévêque (Sandrine), « Une « révolution conservatrice » ? La loi sur la parité à l'épreuve du jeu politique (Ethnographie de campagne dans le Ve arrondissement de Paris) », Communication à la journée d'études "Regards croisés sur la parité", organisée à l'université d'Évry, le 14 février 2002.
- Dulong (Delphine), Lévêque (Sandrine), « Une ressource contingente. Les conditions de reconversion du genre en ressource politique », *Politix*. Vol. 15, N°60. Quatrième trimestre 2002. pp. 81-111. [http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/polix\\_0295-2319\\_2002\\_num\\_15\\_60\\_1242](http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/polix_0295-2319_2002_num_15_60_1242)
- Dulong Delphine, Matonti Frédérique, « Comment devenir un-e professionnel.le de la politique ? L'apprentissage des rôle au conseil régional d'Ile de France », *Sociétés & Représentations*, n°24, novembre 2007.
- Dulong Delphine, Matonti Frédérique, « L'indépassable "féminité". La mise en récit des femmes en campagne », in Jacques Lagroye, Patrick Lehingue, Frédéric Sawicki, *Mobilisations élections. Le cas des élections municipales de 2001*, Paris, PUF/CURRAP, 2005
- Duval (Julien), *Un journalisme en expansion. Contribution à une sociologie du journalisme économique et des relations entre champ journalistique et champ économique*, Thèse de sociologie, EHESS, 2000.

- Duverger (Maurice), *La participation des femmes à la vie politique*, Paris Unesco, 1955
- Elias (Norbert), *Mozart Sociologie un génie*, Paris, Le Seuil 1991.
- Fabre (Clarisse), Fassin (Eric), *Liberté, Egalité, Sexualité. L'actualité des questions sexuelles*, Paris, Belfond, 2003.
- Fassin (Eric), « L'empire du genre », *L'Homme* 3/2008 (n° 187-188) , p. 375-392 et
- Fassin (Eric), « La parité sans théorie. Retour sur un débat », *Politix*, Vol 18, n°60, 2002, pp.19-32
- Ferenczi (Thomas), *L'invention du journalisme en France. Naissance de la presse moderne à la fin du XIXe siècle*, Paris, Plon, 1993.
- Gaïti (Brigitte), « Des ressources politiques à valeur relative : le difficile retour de Valéry Giscard d'Estaing », *Revue française de science politique*, 40e année, n°6, 1990. pp. 902-917
- Gaxie (Daniel), « Economie des partis et rétribution du militantisme », *Revue Française de Science Politique*, Vol 27, n°1, 1977
- Gaxie (Daniel), Collovald (Annie), Gaïti (Brigitte), Lehingue (Patrick), Poirmeur (Yves), *Le "social" transfiguré. Sur la représentation politique des préoccupations "sociales"*, Paris, PUF/CURAPP, 1990
- Georgakakis (Didier), *La République contre la propagande. Aux origines perdues de la communication d'État en France*, Paris, Economica, 2004.
- Gerstlé (Jacques), *La communication politique*, Paris, Armand Colin, 2004.
- Gerstlé (Jacques), *La communication politique*, Paris, PUF, QSJ, 1992
- Ginzburg (Carlos), *Le fromage et les vers. L'univers d'un meunier du XVIè siècle*, Paris, Aubier 1980.
- Gitlin (Todd), *The Whole World is Watching: Mass Media in the Making and Unmaking of the Left*, University of California Press, 1980.
- Goffman (Erving) , *Stigmate. Les usages sociaux des handicaps*, traduit de l'anglais par Alain Kihm, coll. « Le Sens commun », Éditions de Minuit, 1975,
- Goffman (Erving), « La ritualisation de la féminité », *Actes de la recherche en sciences sociales*. Vol. 14, avril 1977. Présentation et représentation du corps. pp. 34-50.
- Grawitz (Madeleine), *Méthodes des sciences Sociales*, Paris, Dalloz, 2008.

Grawitz (Madeleine), « L'abstentionnisme des hommes et des femmes à Lyon », *Revue française de science politique*, 15e année, n°5, 1965. pp. 964-983.

Grignon (Claude) Passeron (Jean-Claude), *Le Savant et le populaire Misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, Paris Le Seuil 1989.

Grignon (Jean Claude), Passeron (Jean Claude), *Le savant et le populaire, Misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, Paris, Le seuil, 1989.

Guionnet (Christine), *La méthode « autrement ». Difficultés méthodologiques et problématiques marginales au cœur de l'analyse en sciences sociales*, Mémoire de HDR, ENS Paris.

Guyon (Stéphanie), *Du gouvernement colonial à la politique racialisée. Sociologie historique de la formation d'un espace politique local (1946-2008), St-Laurent du Maroni, Guyane*, Thèse de science politique, Université Paris 1, dirigée par Frédérique Matonti, 2010.

Haegel (Florence), « Des journalistes «pris» dans leur source. Les accrédités à l'Hôtel de Ville de Paris », *Politix*. Vol. 5, N°19. Troisième trimestre 1992. pp. 102-119.

Helft-Malz (Véronique) et Levy (Paule-Marie), *Les femmes et la politique française*, Paris PUF, Collection QSJ, 2000.

<http://espacetemps.net/document7700.html>

Julliard (Virginie), *Émergence et trajectoires de la parité dans l'espace public médiatique (1993-2007). Histoire et Sémiotique au profit d'une étude sur le genre en politique à l'occasion du débat sur la parité*, thèse d'information et communication, Université Paris 2, dirigé par Frédéric Lambert, 2008.

Julliard (Virginie), *De la presse à Internet. La parité en questions*, Paris, Lavoisier, coll. « Traitement de l'information », 2012, 286 p

Kaciaf (Nicolas), *Les métamorphoses des pages Politique dans la presse écrite française (1945-2000)*, Thèse de science politique, Université Paris 1, 2005.

Kaciaf (Nicolas), *Pages « politiques », Histoire du journalisme politique dans la presse française (1945-2006)*, Rennes, PUR, 2013.

Labrousse (Clémence), *La condition électorale régionale et la parité : observations des situations en Aquitaine et en Poitou-Charentes (2003-2007)*, Thèse de science politique, Université de Bordeaux 4 dirigé par Marion Paoletti, 2010

Laferté (Gilles), « L'éthographie historique ou le programme d'unification des sciences sociales, reçu en héritage », Buton (François), Mariot (Nicolas) (dir.), *Pratiques et méthodes de la socio-histoire*, Paris, PUF, Currap, 2009.

Lagneau (Eric), Sandrine Levêque, « Les journalistes dans la tourmente » in Dominique Damamme, Boris Gobille, Frédérique Matonti, Bernard Pudal, *Mai Juin 1968*, Paris, Editions de l'atelier 2008

Latte (Stéphane), *Les « victimes »*. *La formation d'une catégorie sociale improbable et ses usages dans l'action collective*, Thèse EHESS, dirigée par Michel Offerlé, 2008.

Le Grignou (Brigitte), *Du côté du public, Usages et réception de la télévision*, Paris, Economica, 2003.

Lebras Chopard (Armelle), Mossuz Lavau (Janine), *Femmes en politique*, Paris, L'harmattan, 1997.

Legavre (Jean-Baptiste), *Conseiller en communication politique. L'institutionnalisation d'un rôle*, Thèse de science politique, Université Paris 1, 1993.

Lemieux (Cyril), « Albert Londres. Le journalisme à contre cœur », in Cyril Lemieux (dir.), *La subjectivité journalistique*, Paris, EHESS, 2010.

Lemieux (Cyril), « Les formats de l'égalitarisme : transformations et limites de la figure du journalisme-justicier dans la France contemporaine », *Quaderni*. N. 45, Automne 2001, pp. 53-68

Lemieux (Cyril), « Peut-on ne pas être constructiviste ? », *Politix* 4/2012 (n° 100) , p. 169-187 p. 170

Lemieux (Cyril), « Problématiser », in Serge Paugam, *L'enquête sociologique*, Presses universitaires de France, coll. « Quadrige Manuels », 2010, 458 p.

Lemieux (Cyril), (*L'invention de l'objectivité. Eléments pour une sociologie de l'excellence journalistique*, Mémoire pour le DEA de sociologie EHESS, 1991), cette tension entre engagement et distanciation est le point de départ de son modèle théorique.

Lemieux (Cyril), *L'invention de l'objectivité. Eléments pour une sociologie de l'excellence journalistique*, Mémoire de DEA, EHESS, dir Luc Boltanski, 1991.

Lemieux (Cyril), *Mauvaise Presse. Une sociologie compréhensive du travail journalistique et de ses fautes*, Paris, Métailié, 2000

Lépinard (Eléonord), *L'égalité introuvable. La parité, les féministes et la République*, Paris, Presses de Science Po, 2007.

Lépinard (Lépinard), *L'égalité introuvable : stratégies de légitimation et mise en oeuvre de la parité politique en France*, Thèse de sociologie, EHESS, dirigé par Marie Claire Lavabre, 2004. J'ai fait un compte rendu de l'ouvrage tiré de cette thèse



Lévêque (Sandrine) « D. Kalifa , *L'encre et le sang* ». In: *Politix*. Vol. 9, N°34. Deuxième trimestre 1996. pp. 231-234. url : [/web/revues/home/prescript/article/polix\\_0295-2319\\_1996\\_num\\_9\\_34\\_1045](http://web.revues/home/prescript/article/polix_0295-2319_1996_num_9_34_1045). Consulté le 09 juillet 2014

Lévêque (Sandrine) « *La construction journalistique d'une catégorie du débat public. Spécialisation journalistique et mise en forme du social.* », Thèse de science politique, Paris 1, 1996.

Lévêque (Sandrine) « La féminité dépassée ou comment après un salto, le stigmate retombe toujours sur ses pieds. Usage et non usage du genre dans les professions de foi des candidat-e-s parisien-ne-s aux élections législatives de 2002 », Journée d'étude « Invention de l'élue », Angers 14 juin 2004

Lévêque (Sandrine), « Comment la vocation journalistique vient aux femmes. Marguerite Durand, fondatrice de la Fronde », in Cyril Lemieux (dir.), *La subjectivité journalistique*, Paris, Edition de l'EHESS, Octobre 2010 pp 208-223

Lévêque (Sandrine), « What does sociology of journalistic profession teaches us about social movement coverage ? » journées d'études organisée dans le cadre de l'ACI Réseau européen : « Les mobilisations contre la mondialisation néo-libérale. Approches comparées » (octobre 2003 - 2006), Université de Lausanne, Avril 2005

Lévêque (Sandrine), « Analyser la profession journalistique "par le bas". La professionnalisation journalistique à l'épreuve de la sociologie interactionniste des professions », in Jean-Baptiste Legavre (Dir.), *La presse écrite : un objet délaissé ? Regards sur la presse écrite française*, Paris, 2004.

Lévêque (Sandrine), « Christian Delporte, *Les crayons de la propagande. Dessinateurs et dessins politiques sous l'Occupation* », *Genèses*, 1994, vol. 15, n° 1, p. 155. [http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/genes\\_1155-3219\\_1994\\_num\\_15\\_1\\_1688\\_t1\\_0155\\_0000\\_2](http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/genes_1155-3219_1994_num_15_1_1688_t1_0155_0000_2)

Lévêque (Sandrine), « Crise sociale et crise dans le journalisme : traitement médiatique du mouvement social de décembre 1995 et transformation du travail journalistique », in E. Kouvelakis, C. Leneveu, M Vakaloulis, *Faire mouvement : matériaux pour une analyse des luttes sociales de novembre décembre 1995* , , Paris, Puf , 1998.

Lévêque (Sandrine), « Engagements « féministes » et professionnalisation journalistique. De F. Magazine à Causette », Journée d'études *Transformations des médias et des pratiques journalistiques en France et en Russie, Eléments pour une réflexion sociologique croisée*, Centre d'études franco-russe, INION, avec le soutien du CERCEC, de TEPISIS et du CHEC, Moscou, 19 juin 2014 (à paraître en 2016 dans *Laboratorium*)

Lévêque (Sandrine), « Femme, féministes et journalistes. Les rédactrices de la Fronde à l'épreuve de la professionnalisation journalistique », *Le Temps des médias*, n°12, Printemps Été 2009

Lévêque (Sandrine), « Femmes, féministes et journalistes : genre et engagement comme ressources professionnelles, le cas des rédactrices de la Fronde », in Béatrice Damian-Gaillard, Cécolène Frisque, Eugénie Saitta, *Le journalisme au féminin. Assignations, inventions, stratégies*, Rennes, PUR, coll. « Respublica » 2010 pp. 47-68

Lévêque (Sandrine), « Journée électorale ordinaire rue du Télégraphe. Eléments pour une compréhension des relations entre acteurs du vote et institution électorale », Colloque « L'acte du vote en question : Expériences françaises et étrangères de la pratique électorale ». (Table ronde « Perspectives contemporaines : le geste électorale dans la société française »), Centre de Recherches Politiques de la Sorbonne/ Association Française de Science Politique, Paris, 8 et 9 Décembre 1992.

Lévêque (Sandrine), « *L'égalité introuvable. La parité, les féministes et la République* » Paris Presse de Sciences Po 2009, dans la revue *Travail Genre et société* N° 21, avril 2009.

Lévêque (Sandrine), « L'invention de la communication : La mise en place d'un SICOM, au ministère de la Solidarité, de la Santé et de la protection sociale en 1990 », *Revue Française des Affaires Sociales*, n°3, Juillet/Septembre 1993, 47è, Année

Lévêque (Sandrine), « La conférence de presse : les transactions entre syndicalistes et journalistes sociaux », *Politix* n°19, Octobre 1992.

Lévêque (Sandrine), « La féminité « dépassée » ? Usages et non usages du genre dans les professions de foi des candidat-e-s parisien-ne-s aux élections législatives de 2002 », *Revue Française de Science politique*, volume 55, n°3, Juin 2005

Lévêque (Sandrine), « Le féminisme comme projet journalistique. Le lancement des magazines *F Magazine* et *Histoires d'Elles* en France à la fin des années 70 », Colloque Women in French 2013 Hinsley Hall, Leeds, 10-12 mai 2013 *Solitaires, Solidaires* 25 ans de Women in French (WIF), 12 ans de Women in French in Scotland (WIFIS) [http://www.fabula.org/actualites/solitaires-solidaires-colloque-women-in-french-women-in-french-in-scotland-leeds-10-12-mai-2013\\_55405.php](http://www.fabula.org/actualites/solitaires-solidaires-colloque-women-in-french-women-in-french-in-scotland-leeds-10-12-mai-2013_55405.php)

Lévêque (Sandrine), « Le féminisme comme projet journalistique. Le lancement des magazines *F Magazine* et *Histoires d'Elles* en France à la fin des années 1970 », in Elise Hugueny-Leger, Caroline Verdier, *Solitaires, solidaires : Solidarity and Solitude in Women's Writings in French*, Cambridge Scholars Publishing, 2015.

Lévêque (Sandrine), « Pour une approche " interactionniste " des relations entre journalistes et acteurs des mouvements sociaux : les médias et le mouvement altermondialiste ». Communication au congrès de l'association française de science politique, Lyon, septembre 2005

Lévêque (Sandrine), « Presse féministe et invention du reportage à la fin du XIXe siècle. Les pratiques journalistiques des reportrices de la Fronde, Masculin/féminin et presse au XIXe siècle », Colloque international, pluri-disciplinaire, Lyon 24-26 Novembre 2010.

Lévêque (Sandrine), « Usages croisés d'un événement médiatique : le Forum social Européen de 2003 », in Eric Agrikoliansky, Isabelle Sommier (dir.), *Radiographie du mouvement altermondialiste*, Paris, La découverte, 2005.

Lévêque (Sandrine), «L'entrée en politique». Bibliographie sur les conditions sociales de la professionnalisation et de la «réussite» politique en France », *Politix*. Vol. 9, N°35. Troisième trimestre 1996. pp. 171-187.

Lévêque (Sandrine), *Justifier l'injustifiable : fonder l'inégalité sexuelle dans la République*, dans la revue électronique *EspacesTemps.net*, 2009

Lévêque (Sandrine), *L'invention d'une spécificité professionnelle : le cas des journalistes sociaux*, Mémoire de DEA de Science sociale, ENS/EHESS, 1990

Lévêque (Sandrine), *Les journalistes sociaux. Histoire et sociologie d'un groupe professionnel*, Rennes, PUR, 2000.

Lévêque (Sandrine), Matonti (Frédérique), « « Etes vous trop mous avec les filles ? ». Les représentations hétéronormées dans la presse masculine », Colloque international « *Les coûts de la masculinité* », Rennes CRAP ; 15 Janvier 2010

Lévêque (Sandrine), Matonti (Frédérique), « Politiques Sexuelles » *Politix* 3/2014 (N° 107)

Lévêque (Sandrine), Ruellan (Denis) (dir.), *Journalistes engagés*, Rennes, PUR, 2010

Lozach (Valérie), *Des doctrines aux réformes. Contribution à une sociologie de la circulation des modèles d'administration en contexte postcommuniste*, HDR, Université Paris 10, 2014.

Marchetti (Dominique), *Contribution a une sociologie des transformations du champ journalistique dans les années 80 et 90 : à propos d'"événements sida" et du "scandale du sang contaminé"*, Thèse de sociologie EHESS, 1997.

Marchetti (Dominique), Ruellan (Denis), *Devenir journalistes. Sociologie de l'entrée sur le marché du travail*, Paris, La Documentation française, 2001.

Maresca (Sylvain), *Les dirigeants paysans*, Paris, Editions de Minuit, 1983.

Martin (Marc), « Journalistes parisiens et notoriété (vers 1830-1870). Pour une histoire sociale du journalisme », *Revue historique*, juillet-septembre 1981.

Martin (Marc), « Journalistes parisiens et notoriété (vers 1830-1870). Pour une histoire, «La grande famille : l'association des journalistes parisiens 1885-1939», *Revue Historique*, n°557, Janvier/mars 1986.

Martin (Marc), « Journalistes parisiens et notoriété (vers 1830-1870). Pour une histoire «Les journalistes retraités de la République, 1880-1930», *Bulletin du Centre d'histoire de la France contemporaine*, Hommage à Jeanne Gaillard, n°7, 1986.

Martin (Marc), « Journalistes parisiens et notoriété (vers 1830-1870). Pour une histoire « Profession et idéologie: le journalisme français à la fin du XIXe», *Recherches Contemporaines*, Université de Paris X - Nanterre, n°1, 1993.

Matonti (Frédérique), « Les mots pour (ne pas) le dire Viol, consentement, harcèlement : les médias face aux affaires Strauss-Kahn », *Raisons Politiques*, 2012/2 (n°46)

Matonti (Frédérique), Lévêque (Sandrine), « Fille, mère, épouse ou concubine, L'institution présidentielle à l'épreuve des rôles sociaux genrés », in Anne Marie Gingras (dir.), *Genre et Politique dans la Presse en France et au Canada*, Quebec, Presse Unviersitaire du Quebec, 2014.

- Matonti (Frédérique), Lévêque (Sandrine), « Mère, fille, femme, concubine, ou Présidente? L'institution présidentielle française et l'épreuve des rôles genrés (2007/2012) », Congrès Annuel de la Société Québécoise de Science Politique, Montréal, 26-28 Mai 2013, Table ronde, Genre, Pouvoir et média, responsables Anne Marie Gingras et Manon Tremblay, [http://gite.labunix.uqam.ca/sqsp/wp-content/uploads/Programme\\_SQSP\\_Congr%C3%A8s.pdf](http://gite.labunix.uqam.ca/sqsp/wp-content/uploads/Programme_SQSP_Congr%C3%A8s.pdf)
- Mossuz-Lavau (Janine), «La régulation des naissances: aspects politiques», *Revue française de science politique*, 16 (5), octobre 1966, pp.913- 939.
- Mossuz-Lavau (Janine), *Femmes hommes pour la parité*, Paris Presse de science po, 1998.
- Mossuz-Lavau (Janine), *Les Lois de l'amour: les politiques de la sexualité en France de 1950 à nos jours*, Paris, Payot, 1991, 348 p
- Mulhman (Geraldine), *Une histoire politique du journalisme, XIX<sup>e</sup> - XX<sup>e</sup> siècles*, Paris, PUF 2004.
- Neveu (Erik), « Le genre du journalisme. Des ambivalences de la féminisation d'une profession », *Politix*. Vol. 13, N°51. Troisième trimestre 2000. pp. 179-212.
- Neveu (Erik), « Pages « Politique » », *Mots*, décembre 1993, N°37. Rhétoriques du journalisme politique. pp. 6-28.
- Neveu (Erik), «Les manuels de science politique. Relève de génération et variations d'un genre académique», in Favre (Pierre), Legavre (Jean-Baptiste), (dir.), *Enseigner la science politique*, Paris, L'Harmattan, 1998, p.63-90.
- Offerlé (Michel) (dir.), *La profession politique, XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles*, Paris, Belin, 1999, 360 p
- Offerlé) (Michel, « Illégitimité et légitimation du personnel politique ouvrier en France avant 1914 », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*. 39<sup>e</sup> année, N. 4, 1984. pp. 681-716.
- Padioleau (Jean Gustave), « Système d'interaction et rhétoriques journalistiques », *Sociologie du travail*, vol 76, n° 3, juillet/septembre 1976
- Padioleau (Jean Gustave), *Le Monde et le Washington Post*, Paris, PUF, 1985
- Palmer (Michael), *Des petits journaux aux grandes agences. Naissance du journalisme moderne*, Paris Aubier, 1983.
- Paoletti (Marion) *L'idéal démocratique face à ses tentations oligarchiques. De la démocratie locale à la parité*, Mémoire de HDR, Université de Bordeaux, Juin 2010 ainsi que le livre qu'elle consacre au récit de sa campagne électorale en 2002
- Paoletti (Marion), *Cahier de Campagne. Une campagne contre Alain Juppé*, Bordeaux, Edition du Bord de l'Eau, 2002.
- Paoletti (Marion), Maruani (Margaret), Lévêque (Sandrine), Bargel (Lucie), Achin (Catherine) *Genre Sexualité et Société*, Hors série n°2/2013 Présidentielle 2012, avec Marion Paoletti Margaret Maruani, Lucie Bargel et Catherine Achin <http://gss.revues.org/2609>
- Paoletti (Marion), « Utiliser le genre comme variable distinctive : un fugace enchantement », *Questions de communication*, n°7, 2005.
- Paoletti (Marion), *L'idéal démocratique face à ses tentations oligarchiques. De la démocratie locale à la parité*, HDR, Université de Bordeaux, 2010
- Paris, La découverte, collection textes à l'appui/genre & sexualité, 2006, 308 pages

- Peneff (Jean), « Autobiographies de militants ouvriers », *Revue Française de science politique*, vol. 29, 1979, n° 1, p. 53-82.
- Pinto (Louis), *L'intelligence en action. Le Nouvel Observateur*, AM. Métailié, Paris, 1984.
- Politix*, « La parité en pratiques », Vol. 15, N°60. Quatrième trimestre 2002.
- Pollak (Michael), *L'Expérience concentrationnaire, essai sur le maintien de l'identité sociale*, Paris, Métailié, 1990.
- Pudal (Bernard), *Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF*, Paris, PFNSP, 1989.
- Rabaut (Jean), *Marguerite Durand (1864-1936). La Fronde féministe ou le temps en jupon*, Paris, L'harmattan 1989.
- Rauch (André), *Crise de l'identité masculine, 1789-1914*, Paris, Pluriel, 2000
- Rennes (Juliette), *Le mérite et la nature : une controverse républicaine : la mixité du prestige professionnel*, Thèse université de Paris 1, dirigée par Pierre Birnbaum, 2005.
- Revillard (Anne), *La cause des femmes dans l'État, Une comparaison France-Quebec*, ENS Cachan dirigée par Jacques Commaille et Jane Jenson, 2008.
- Revue Française de Science Politique*, « Représentants et représentés : élus de la diversité et minorités visible », vol 60, 2010/4 (numéro spécial).
- Rieffel (Rémi), *L'élite des journalistes*, Paris, PUF, 1984.
- Romagnan (Barbara), *Les femmes font-elles de la politique autrement ?*, Thèse de science politique de l'Université de Lyon 2 dirigée par Jean-Louis Marie, 2003, cette thèse a été publié sous le titre : *Du Sexe en politique*, 2005
- Ruellan (Denis), « Le professionnalisme du flou », *Réseaux*, n°51, Janvier/février 1992.
- Ruellan (Denis), *Le professionnalisme du flou*, Grenoble, Presse Universitaire de Grenoble, 1993.
- Schlesinger (Philip), « Repenser la sociologie du journalisme. Les stratégies de la source d'information et les limites du média-centrisme », *Réseaux*, 1992, volume 10 n°51. pp. 75-98.
- Schudson (Michael), *Discovering the news. A Social History of American Newspaper*, New York Basic Book, 1978.
- Scott (Joan), « Gender : a useful category of historical analysis », *American Historical Review*, *American Historical Review*, vol 91, N°5, 1986 pp.1053-1075 (traduit dans les *Cahiers du GRIF* sous le titre : « Genre : une catégorie utile d'analyse historique » Cahier du GRIF, Printemps 1988, 125-153).
- Sénac-Slawinski (Réjane), *Identités sexuées et altérité démocratique » Les représentations des différences hommes-femmes dans la société française aujourd'hui*, IEP de Paris, dirigée par Janine Mossuz Lavau et Marc Sadoun, 2004
- Sineau (Marianne), *Les femmes et la vie politique*, Paris, Economica, 1988
- Sineau (Marianne), Mossuz-Lavau (Janine), « Les femmes et la politique : les attitudes de gauche des 16-34 ans en milieu urbain », *Revue française de science politique*, 26 (5), 1976, pp. 929-956 .

Sineau (Marianne), Mossuz-Lavau (Janine), *Enquête sur les femmes et la politique en France*, Paris, Presses universitaires de France, Recherches politiques, 1983, 280 p.

Sineau (Marianne), Subileau (Françoise), «Le militantisme féminin dans un parti de gauche en France: l'exemple du PCF », *Revista del Instituto de Ciencias sociales*, n°29, Diputacion Provincial de Barcelona, 1977, pp.201-217

Sohn (Anne-Marie), « *Sois un Homme !* ». *La construction de la masculinité au XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Seuil, 2009

Souanef (Karim), *Le journalisme sportif pris au jeu : Sociologie des principes de légitimité professionnelle*, Thèse de science politique, Université Paris Dauphine, 2013.

Strauss (Anselm), *La trame de la négociation* (textes rassemblés par Isabelle Bazzanger), Paris, L'Harmattan, 1992.

Strauss (Anselm), *Miroirs et Masques*, Paris, Métailié, 1992

Thiesse (Anne-Marie), *Le roman du quotidien. Lecteurs et lectures populaires à la Belle Epoque*, Paris, Le Chemin vert, 1984.

Troupel (Aurélia), *Disparités dans la parité : les effets de la loi du 6 juin 2000 sur la féminisation du personnel politique local et national*, Thèse de science politique de l'université de Nice, Dirigée par Christian Bidégaray, 2006

Tuchman(Gaye), « Objectivity as Strategic Ritual: An Examination of Newsmen's Notions of Objectivity », *American Journal of Sociology*, Vol. 77, No. 4 (Jan., 1972), pp. 660-679.

Tunstall (Jeremy), *Journalists at Work: Specialist Correspondents; Their News Organizations, News Sources, and Competitor-Colleagues*, Sage Publication, 1971.

url : [/web/revues/home/prescript/article/polix\\_0295-2319\\_1996\\_num\\_9\\_35\\_1961](http://web/revues/home/prescript/article/polix_0295-2319_1996_num_9_35_1961)

Vaucher (Antoine), *Démocratiser l'Europe*, HDR, Université Paris 1, 2010.

Verjus (Anne), *La citoyenneté politique au prisme du genre. Droits et représentation des individus entre famille et classe de sexe*, HDR, ENS, 2014

Victoire (Emile), *Sociologie de Bordeaux*, La Découverte, coll. « Repères », 2014 p. 128.

Virgili (Fabrice), *La France "virile". Des femmes tondues à la Libération*, Paris, Payot, 2000 ; rééd. Payot, coll. "Petite Bibliothèque Payot", 2004

Voyenne (Bernard), *Les journalistes français. D'où viennent-ils ? qui sont-ils ? que font-ils ?*, CFPJ-Retz, 1985

Weber (Florence), *Le travail à-côté. Étude d'ethnographie ouvrière*. Paris : INRA/Éd. EHESS, 1989

Willis (Paul), « L'école des ouvriers », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 24, novembre 1978, p 50-61.





*Mémoire en vue de l'Habilitation à Diriger des Recherches en science politique*

*De la professionnalisation journalistique à la professionnalisation politique au prisme du genre*

*Volume 3*

*(Mémoire original)*

**Presses féminines, Presses féministes**

*Ce que le journalisme fait aux femmes et ce que les femmes font au journalisme.*

25 novembre 2016

*Sandrine Lévêque*





*De la professionnalisation journalistique à la professionnalisation politique au prisme du genre.*

*Mémoire pour l'habilitation à diriger des recherches*

*Présenté par Sandrine LEVEQUE*

*(Université Paris 1)*

**Jury :**

Christine DETREZ, Professeure de sociologie à l'École Normale Supérieure de Lyon

Isabelle GARCIN-MARROU, Professeure de Science de l'information et de la communication à l'Institut d'Etudes Politiques de Lyon

Frédérique MATONTI, Professeure de Science politique à l'université Paris 1-Panthéon Sorbonne, garante

Erik NEVEU, Professeur de Science politique à l'Institut d'Etudes Politiques de Rennes

Michel OFFERLE, Professeur émérite à l'École Normale Supérieure de Paris

Denis RUELLAN, Professeur de Science de l'Information et de la Communication au CELSA (Paris 4)

Le mot journaliste est un mot épïcène qui facilite grammaticalement du moins, sa féminisation. Le genre du journaliste est donc tout à la fois féminin et masculin, comme l'est d'ailleurs celui de ministre ou de juge. Cela ne rend bien sûr pas plus effectif le processus de féminisation de ces différents métiers. Cependant, et même si ce processus est ambivalent<sup>1</sup>, force est de reconnaître que la profession journalistique est aujourd'hui une profession largement féminisée et dont la féminisation a rapidement progressé depuis les années soixante. Rémy Rieffel rappelle ainsi :

En 1960, première date permettant de calculer ce pourcentage, les femmes représentaient 14,3 % de l'ensemble de la population des journalistes. L'accroissement apparaît relativement lent pendant une quinzaine d'années (de près de 15% à près de 20%), puis s'accélère ensuite : les femmes dépasseront les 20% à partir de 1975, arriveront à 30% en 1987 et à enfin 39% à l'aube de l'an 2000. Ce qui signifie que le pourcentage des femmes a quasiment doublé en 25 ans entre 1985 et 2000 avec une augmentation très marquée en 1981 et 1990 (+51%) et un peu moins forte entre 1990 et 1999 (+27,3%).<sup>2</sup>

Depuis les années 2000, la progression s'est ralentie mais le taux de féminisation reste important puisque les femmes représentent en 2015 46,4% des titulaires de la carte et que leur part dans la profession continue de progresser, malgré le tassement des recrutements depuis le début des années 2000.

Pourtant malgré cette apparente égalité, l'histoire du journalisme est aujourd'hui globalement *gender blind*. Souvent écrite par les acteurs eux-mêmes, cette histoire accorde peu de place aux femmes et reste d'abord et avant tout une histoire des grands hommes. Un même auteur peut ainsi plaider pour une *gender history* des médias<sup>3</sup> et ne consacrer, dans un autre ouvrage, que deux portraits (sur quarante) à des femmes lorsqu'il s'agit de décrire « ceux » qui ont fait la

---

<sup>1</sup> Béatrice Damian-Gaillard et Eugénie Saïtta, « Le processus de féminisation du journalisme politique et les réorganisations professionnelles dans les quotidiens nationaux français », *Communication* [En ligne], Vol. 28/2 | 2011, mis en ligne le 27 juillet 2011, consulté le 03 février 2016.

URL : <http://communication.revues.org/1725> ; DOI : 10.4000/communication.1725

<sup>2</sup> Rémy Rieffel, « La profession de journaliste entre 1950 et 2000 », *Hermès*, n°35, 2003.

<sup>3</sup> Eveno Patrick, « Les médias sont-ils sexués ? Éléments pour une *gender history* des médias français », *Le Temps des médias* 1/2003 (n° 1) , p. 162-173.

URL : [www.cairn.info/revue-le-temps-des-medias-2003-1-page-162.htm](http://www.cairn.info/revue-le-temps-des-medias-2003-1-page-162.htm).

presse depuis le milieu du XIXe siècle<sup>4</sup>. Comme dans de nombreux secteurs, les femmes restent invisibles et lorsqu'émergent des figures féminines dans cette histoire masculine, c'est principalement par le biais de la presse spécialisée destinée à un public de femme. Les femmes journalistes sont dans l'histoire le plus souvent des journalistes pour les femmes.

Elles ont par ailleurs dans cette histoire, une autre particularité. Elles sont certes connues pour leur activité journalistique mais sont aussi généralement présentées comme ayant embrassé à un moment ou l'autre de leur carrière la cause des femmes. Les femmes journalistes sont donc aussi, pour beaucoup d'entre-elles, des journalistes « militantes », du moins des journalistes engagées. Même si, en général, leur notoriété reste faible, les plus connues, comme Delphine de Girardin, Séverine, Marguerite Durand, Jeanne Misme, Andrée Viollis, Françoise Giroud, Laure Adler ou Benoîte Groult sont toutes connues et reconnues pour leur engagement en faveur des droits des femmes ou de l'égalité – au moins à un moment donné de leur carrière. Ce n'est qu'à une période récente que les figures féminines du journalisme semblent progressivement se détacher de cette cause, même si pour beaucoup d'entre elles, leur seule présence dans les médias suffit – parfois malgré elles – à en faire les symboles de l'avancée de la place des femmes dans la profession, voire dans la société. Cela a notamment été le cas des « pionnières » des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix, comme Christine Ockrent (première femme à présenter le journal télévisée), Michèle Cotta, Anne Sinclair, Arlette Chabot ou plus récemment Audrey Pulvar. Jusqu'à une date récente, être femme et journaliste c'est donc être une professionnelle marquée d'une façon ou d'une autre par une forme d'engagement en faveur des femmes elles-mêmes.

Comme pour d'autres professions, la magistrature étudiée par Anne Boigeol<sup>5</sup> par exemple, la féminisation du journalisme s'est donc d'abord et avant tout opérée par le biais d'une « niche » que sont les journaux destinés à un lectorat féminin et traitant de sujets considérés eux aussi comme strictement « féminins ». Ces sujets ont pu être selon les titres – et les époques – considérés soit comme « futiles » et accentuant la domination masculine et l'oppression des femmes, soit comme « politiques » et visant au contraire, leur émancipation. Cependant quels que soient leurs contenus, ces titres concentrent généralement les critiques et se situent aux

---

<sup>4</sup> Dans l'ouvrage qu'ils consacrent aux 40 portraits de ceux qui ont fait la presse, Yves Agnés et Patrick Eveno dressent le portrait de deux femmes, Séverine et Marguerite Durand. Voir sur ce point Yves Agnés et Patrick Eveno (dir.), *Ils ont fait la presse. L'histoire des journaux en France en 40 portraits*, Paris, Vuibert, 2010.

<sup>5</sup> Anne Boigeol signale que l'un des premiers projets de loi rendant possible l'accès des femmes à la magistrature en 1937 préconise l'accès des femmes au poste de juge assesseur des tribunaux pour enfants valorisant du même coup les qualités maternelles supposées des femmes qui s'engagent dans ce métier voir Anne Boigeol, « Les femmes et les Cours. La difficile mise en œuvre de l'égalité des sexes dans l'accès à la magistrature », *Genèses*, 22, 1996.

frontières de l'espace légitime du journalisme. Superficielle, commerciale pour la première, engagée et militante pour la seconde, cette presse de femmes suscitent des critiques contradictoires, mais qui convergent pour souligner à quel point elle s'éloigne du rôle légitime de la presse tel qu'il a été historiquement construit depuis la Révolution française<sup>6</sup> et qui aujourd'hui encore permet de mesurer les écarts à l'idéal journalistique qui en découlent. Fondé sur la défense de l'intérêt général, contribuant au bon fonctionnement démocratique, ce modèle impose progressivement une presse qui s'adresse aux individus en tant que citoyens universels et qui n'est pas, dans cette mission civique qui est la sienne, contrainte par des logiques marchandes ou soumise aux impératifs économiques de rentabilité. La presse de femme est donc *a priori* frappée d'un double sceau d'illégitimité. D'un côté, en tant que presse spécialisée, elle s'adresse à des lectrices définies « en tant que femmes »<sup>7</sup>, qu'elle leur propose, aussi bien de lutter pour la reconnaissance de leurs droits ou qu'elle veuille les inciter à maigrir, à se maquiller ou à mieux tenir leur maison. De l'autre, cette presse est historiquement le lieu de l'expérimentation de pratiques visant à améliorer la consommation des lectrices, notamment par le biais de la publicité, ce qui selon Erik Neveu constitue l'un des handicaps majeurs à sa reconnaissance<sup>8</sup>. Pourtant malgré ces critiques et peut-être justement parce qu'ils n'étaient pas considérés comme des journaux dignes de ce nom, ces titres qui s'adressent aux femmes sont restés pendant longtemps une voie d'accès quasi-exclusive des femmes à l'activité journaliste (y compris lorsqu'elle n'était pas encore définie comme profession, c'est-à-dire permettant d'en vivre). D'un point de vue matériel, cette presse a donc effectivement permis à des femmes journalistes d'entrer dans la profession et d'y faire la preuve de leur capacité à l'exercer. Cette presse a aussi été pendant longtemps un lieu d'enfermement des femmes journalistes qui pouvaient difficilement accéder à la presse généraliste et politique.

Mais cette presse de femmes n'est pas seulement un lieu d'observation de la féminisation progressive du groupe professionnel même si les titres qui en relèvent sont restés jusqu'à une date récente un point de passage (obligé) pour les grandes figures féminines du journalisme de l'après-guerre et qu'ils sont aujourd'hui encore des lieux privilégiés de la féminisation du

---

<sup>6</sup> Cyril Lemieux, « La Révolution française et l'excellence journalistique au sens civique. Note de recherche » *Politix*, vol. 5, n°19, Troisième trimestre 1992. pp. 31-36.

<sup>7</sup> Décivant les cinq galaxies du journalisme, Erik Neveu souligne bien les handicaps de cette presse spécialisée qui rompt « par rapport à une représentation du journalisme comme auxiliaire de la démocratie ». Le lecteur n'est plus dans ce cadre « saisi dans la figure totale du citoyen mais à travers l'une de ces composantes identitaires (retraités, homosexuels, parents d'élèves) ... ». Voir sur ce point Erik Neveu, *Sociologie du journalisme*, Paris, Repères La découverte, 2001 p. 29.

<sup>8</sup> *Ibid.*

métier<sup>9</sup>. Au-delà de la modification quantitative des équilibres du rapport femmes-hommes dans la profession, la presse de femme est aussi un objet qui permet de comprendre comment un métier devient féminin<sup>10</sup>, c'est-à-dire comment il devient par la transformation de ses valeurs et de ses normes un métier acceptable voire enviable pour les femmes. Ce processus de féminisation n'est pas « naturel » et explique en partie les critiques que concentre ce type de presse dans l'espace dominant de la profession. Pourtant à partir de ces critiques, et parce que ces critiques sont souvent neutralisées ou contestées par ces femmes journalistes qui aspirent à s'imposer dans le métier, on est en mesure de mieux comprendre comment se transforment progressivement les principes dominants à l'œuvre dans le groupe professionnel.

La profession journalistique a, de nombreux travaux l'ont montré, des frontières suffisamment floues pour accueillir en son sein des agents extrêmement hétérogènes<sup>11</sup> qui cherchent en se fondant sur leur propre position à imposer une vision légitime du groupe et de ses valeurs. Le flou est même pour Denis Ruellan<sup>12</sup> la condition même d'existence du groupe qui agrège de la sorte des agents aux intérêts parfois contradictoires. Etudier ces mécanismes du côté des femmes journalistes et dans des espaces « illégitimes » du métier (non pas la presse politique mais la presse spécialisée, à la fois militante et commerciale) permet justement de dévoiler les logiques à l'œuvre dans le processus de fabrication d'un modèle professionnel dominant. L'objectif de ce travail est donc d'étudier à partir des espaces les moins légitimes d'une profession, comment se construisent progressivement des normes professionnelles et comment s'imposent, par des luttes d'inclusion et d'exclusion, des principes d'excellence professionnelle qui rendent acceptable la féminisation d'un métier. Dans une perspective défendue par la sociologie interactionniste des professions<sup>13</sup>, il s'agit alors d'étudier les groupes professionnels sans se limiter à ceux qui dominent l'espace social et de prendre en compte la contribution des acteurs et des actrices les moins légitimes de cet espace au processus global de professionnalisation. Adopter une telle perspective permet aussi de prendre en compte ce que les acteurs sociaux, en l'occurrence les

---

<sup>9</sup> Selon l'observatoire des métiers de la presse, en 2014, la presse magazine et la presse spécialisée restent les plus gros employeurs des femmes : 3925 femmes annoncent travailler pour la presse magazine, 2346 pour la presse spécialisée alors que les hommes sont 2852 à travailler pour la presse magazine et 2080 pour la presse spécialisée. Dans la presse quotidienne nationale – la plus prestigieuse – le rapport s'inverse : 2344 femmes travaillent dans la PQN, contre 3772 hommes.

<http://data.metiers-presse.org/explore.php#bar/alljournalists/journalistNumber/genderDistribution/pressSubSectors/none/2014/none>

<sup>10</sup> Michelle Perrot, « Qu'est-ce Qu'un Métier De Femme? », *Le Mouvement social* 140, 1987, 3–8.

<sup>11</sup> Sandrine Lévêque, *Les journalistes sociaux. Histoire et sociologie d'une spécialité journalistique*, Rennes, PUR, 2000.

<sup>12</sup> Denis Ruellan, *Le professionnalisme du flou. Identité et savoir-faire des journalistes français*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 1993.

<sup>13</sup> Voir sur ce point Rue Bucher et Anselm Strauss, « Professions in Process », *American Journal of Sociology*, vol. 66, n° 4, 1961, page, 325-334.

actrices, font pour être reconnu.es en tant que professionnel.es mais aussi d'observer comment, ils/elles en viennent à être reconnu.es comme tel.les (par leurs pairs, le public, ou l'Etat par exemple). Nous souhaitons ainsi, comme nous l'avons fait en étudiant la profession journalistique à partir de la spécialisation des journalistes sociaux, défendre le principe d'une analyse par le bas des groupes professionnels<sup>14</sup>. A l'instar des mécanismes ambivalents à l'œuvre dans la profession politique que nous avons par ailleurs étudiés<sup>15</sup>, il s'agit de mesurer comment la féminisation du journalisme transforme le journalisme lui-même mais aussi, en retour, comment cette transformation rend possible la féminisation (quantitative mais pas seulement) du métier et du groupe professionnel. Ce travail ambitionne donc d'être une contribution à l'analyse du processus de professionnalisation journalistique et des transformations des modèles d'excellence dans cet espace professionnel, du point de vue des rapports de genre qui le traversent tout au long de son histoire.

### ***Presses féminines/presses féministes : une impossible distinction ?***

Destiner des journaux spécifiquement aux femmes est un phénomène ancien et constitue un pan important de l'histoire de la presse depuis ses origines. *Mercure Galant*, *Quintessence des nouvelles*, *Journal des Dames*, nombreux sont en effet les titres qui se disputent chez les historien.nes des femmes ou de la presse, la place de « premier journal féminin » ou de « premier journal de femmes ». Bien que longtemps négligée par l'histoire et plus encore par la sociologie, la science politique ou les sciences de l'information et la communication, la « presse féminine » est dans les travaux académiques français rarement définie et plus rarement encore « détachée » de la presse féministe. La frontière entre les deux types de presse - féminine et féministe - quand bien même le sens commun les distingue, n'est ainsi jamais strictement tracée.

Lorsqu'on parle de « la presse des femmes », on se réfère le plus souvent à des publications destinées aux femmes (mais pas uniquement lues par elles) faites le plus souvent par elles (mais pas exclusivement) et portant sur des sujets réputés « féminins » (tout en essayant de s'en affranchir). La distinction il y a longtemps opérée par Evelyne Sullerot<sup>16</sup> « entre la presse du vous », prescriptrice de rôles typiquement féminins et garante de la perpétuation des stéréotypes

---

<sup>14</sup> Nous avons développé et défendu ce principe dans un article publié en 2004 et intitulé « Analyser la profession journalistique "par le bas". La professionnalisation journalistique à l'épreuve de la sociologie interactionniste des professions », in Jean-Baptiste Legavre (Dir.), *La presse écrite : un objet délaissé ? Regards sur la presse écrite française*, Paris, 2004.

<sup>15</sup> Voir sur ce point, les travaux du groupe de l'Invention de l'élu.E et en particulier l'ouvrage collectif, Catherine Achin et alii, *Sexe, genre et politique*, Paris, Economica, 2009.

<sup>16</sup> Evelyne Sullerot a fait paraître à trois ans d'intervalle deux ouvrages : *La Presse féminine*, Paris, Armand Colin, 1963 et *Histoire de la presse féminine*, Paris, CNRS Armand Colin, 1966

de genre et « *la presse du nous* », le plus souvent rédigée par des femmes, une « *presse du droit à devenir autres* », reste la plus souvent mobilisée<sup>17</sup>. C'est peut-être la plus efficace si l'on souhaite décrire ce que certain.es désignent comme la presse « féministo-féminine »<sup>18</sup>. Rosemonde Sanson précise néanmoins dans la notice qu'elle consacre à la presse féminine<sup>19</sup> que cette distinction semble en France inadéquate pour rendre compte de la réalité : « *La presse féminine* » écrit-elle « *considérée comme une presse spécialisée* » doit être distinguée de la presse féministe « *même si, en France la séparation n'est pas absolue* ». Il n'empêche, la première cible est un lectorat essentiellement féminin dont elle tente d'orienter les goûts, les mœurs et qu'elle s'efforce de distraire au double sens du terme mais aussi d'informer et d'instruire ; la seconde relève du militantisme, elle ambitionne d'exprimer des revendications du « *deuxième sexe face à la domination masculine* »<sup>20</sup>. Cette difficulté à séparer presse féminine et presse féministe est le produit d'une historiographie particulière qui a longtemps fait de l'écriture régulière dans un périodique, quel qu'il soit, un acte d'émancipation pour les femmes [voir encadré sur les jalons de l'histoire de la presse féminine]. La copie des femmes « journalistes », publicistes ou écrivaines, quel que soit le nom qu'on leur donne, était comme l'écrit Mary-Louise Robert à propos de *la Fronde*, forcément « subversive » puisqu'elle permettait aux femmes d'investir un espace public (au sens matériel et symbolique) qui leur était jusqu'alors interdit.

### Une presse de femme forcément « émancipatrice » ?

#### Quelques jalons d'histoire de la presse féministe et féminine (XVIIe-XIXe)

La difficulté d'établir une distinction entre presse des femmes et presse de femmes tient sans aucun doute au caractère supposé émancipateur de l'écriture pour des femmes qui, lorsque naissent les premiers titres qui leur sont spécifiquement destinés, sont encore exclues de l'espace public et intellectuel. Celles qui se sont lancées dans cette aventure sont ainsi toujours présentées comme des femmes « *en avance sur leur temps* », « *indépendantes* », « *féministes* » et pionnières. Dans *l'Histoire des femmes en Occident*, Nina Rattner-Gelbart<sup>21</sup> évoque la question de ces femmes « journalistes », et les présente comme des « *femmes remarquables* » de tous ces points de vue. Marie-Jeanne l'Héritier (1664-1734), traductrice d'Ovide est ainsi considérée pour ses écrits littéraires parus dans le

<sup>17</sup> Sur cette distinction, on se reportera à Gilles Feyel, « La presse féminine au XIX<sup>e</sup> siècle, 1797-1914 », in Claire Blandin, Hélène Eck, *La vie des femmes : la presse féminine aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles*, Paris, LGDJ, 2010

<sup>18</sup> *ibid*

<sup>19</sup> Rosemonde Sanson, « La presse féminine », in Dominique Kalifa, Philippe Régnier, Marie-Eve Therenty, et Alain Vaillant, *La civilisation du journal. Histoire culturelle et littéraire de la presse française au XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Editions du nouveau monde, 2011.

<sup>20</sup> *Ibid* p. 523

<sup>21</sup> Nina Rattner-Gelbart, « Les femmes journalistes et la presse (XVIIe-XVIIIe) », in Nathalie Zemon-Davis, Arlette Farge, *Histoire des femmes en Occident III, XVIe-XIIIe siècle*, Paris, Perrin, 1991 pp. 491-511.



*Mercur de France* comme « la première journaliste française que nous connaissons »<sup>22</sup>. Nièce de Charles Perrault, auteure de biographies, de poésies, animatrice de salon, sa biographie rappelle son indépendance, en précisant qu'elle ne fut jamais mariée. Citant par la suite les expériences singulières de la *Quintessence des nouvelles* (1711-1719) animée par Anne-Marguerite Dunoyer (1663-1709), Nina Rattner-Gelbart s'arrête longuement sur la publication du mensuel le *Journal des Dames* (1759-1778) et sur l'une de ses « rédactrices en chef » : Madame de Beaumer qui « adhérait fortement et littéralement à l'idée maçonnique de l'harmonie universelle »<sup>23</sup>. Calviniste elle a été considérée comme une des premières défenseuses du « droit des femmes ». Ce *Journal des Dames* reste d'ailleurs l'un des périodiques les plus fréquemment cités par les historien.nes lorsqu'il s'agit d'évoquer les premiers titres de la presse féminine et engagée pour la cause de femmes.

A travers ces deux exemples, retenus par Nina Rattner-Gelbart, on voit se tisser un lien fort entre l'écriture (en particulier dans un journal) et le droit des femmes. Toutes celles qui ont collaboré à l'un de ces titres sont, le plus souvent, présentées comme « émancipées », rétives à toute forme d'autorité, libres, intellectuelles et pourvues d'un talent littéraire puisqu'elles ne se contentent pas d'écrire dans des feuilles périodiques mais qu'elles publient régulièrement des textes plus longs, essais, romans, poésies ou contes. La presse de femmes est donc jusqu'à la Révolution une presse littéraire (voire un tremplin pour la littérature), où sont aussi abordés des sujets de « mode de vivre » : (façons d'être, évolution des usages, considérations psychologiques et mondaines), des échos et des poèmes, une chronique théâtrale et une critique de livre, des annonces publicitaires insérées çà et là, le tout accompagné de gravures de mode et d'ameublement en couleur<sup>24</sup>. Et si leur contenu n'est pas en lui-même émancipateur, leur parution est considérée comme un acte qui remet en cause l'ordre social établi.

Au moment de la Révolution coexistent d'anciens titres « féminins » comme le *Cabinet des Modes* (1785-1792) où de nouveaux comme le *Journal des Dames et des Modes* (1797-1839)<sup>25</sup> et des publications plus politiques « destinées de manière de plus en plus explicite au public féminin » et en particulier au public populaire qu'il s'agit d'éduquer et d'émanciper<sup>26</sup>. Exclue des assemblées, la cause des femmes passe alors par la diffusion d'écrits, de journaux, de pamphlets et brochures divers. Ce « féminisme avant l'heure » s'exprime par exemple dans un titre comme *Les Etrennes Nationales des Dames*<sup>27</sup>, fondé par Marie de Vuigner, considéré comme le premier journal féministe mais dont un seul numéro a été conservé.

Après la Révolution, l'histoire de la presse de femmes reste marquée par un clivage fort entre la presse féminine et la presse féministe. La première est peu étudiée alors qu'elle représente en terme de tirages et de nombre de titres, un poids considérable. Anne-Marie Kleinert, citée par Gilles Feyel<sup>28</sup> rappelle qu'entre 1818 et 1847, 63 titres (principalement des journaux de modes) sont destinés aux femmes. La seconde, la presse féministe a été davantage analysée non pas en tant que telle mais comme un instrument d'action des mouvements ou des organisations dont elle était l'émanation. Ainsi comme le note, Anne-Marie Käppeli<sup>29</sup>, « la lutte se structure selon un modèle courant. La plupart du temps la création d'un journal féministe va de pair avec la création d'une association. Le journal sert de pôle à diverses luttes et permet de différencier les positions féministes » (p. 580) et de citer des exemples d'expériences étrangères comme le « *Englishwomen Journal* » créé en 1859 ou *Die Arbeiterin* édité à Hambourg par Clara Zetkin. En France, les Saint simoniennes, comme Marie-Reine Guindorf (1812-1837), Désirée Veret ou Suzanne Voilquin ont une place à part dans cette histoire du journalisme au féminin puisqu'elles sont à l'origine de plusieurs titres, supports de leur combat (et qui en gardent la trace) : *La femme libre*, qui devient *L'Apostolat des femmes* puis *La Tribune des femmes* que Michèle Riot-Sarcey<sup>30</sup> décrit ainsi : « *Etonnant périodique, au ton parfois insolent, tenu par des femmes, jeunes pour la plupart, qui osent afficher leur opinion et qui signent de*

<sup>22</sup> *Ibid.*, p. 498.

<sup>23</sup> *Ibid.*, p. 504.

<sup>24</sup> Gilles Feyel, « La presse féminine au XIXe siècle (1797-1914) », *art.cit.* p. 34

<sup>25</sup> *Ibid.*

<sup>26</sup> Ouzi Elyada, « La mère Duchêne et les poissardes. Naissance de la presse destinée aux femmes du peuple pendant la Révolution française », in *Le Temps des médias*, n°12, Printemps/été 2009 p. 11

<sup>27</sup>

<http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k56700c/f3.image.r=Les%20%C3%A9trennes%20nationales%20des%20dames> consulté le 12 février 2016.

<sup>28</sup> Gilles Feyel, « La presse féminine au XIXe siècle (1797-1914) », *art.cit.*

<sup>29</sup> Anne-Marie Käppeli, « Scène Féministes », in Geneviève Fraisse, Michèle Perrot, *Histoire des femmes en occident, IV, Le XIXe siècle*, Paris, Perrin, 1991.

<sup>30</sup> Michèle Riot-Sarcey, *Histoire du féminisme*, Paris, La Découverte, collection Repères, 2002 2<sup>e</sup> édition en 2006.

leur prénom, le seul qui leur appartienne en propre ». Ce titre qui paraît en 1832 est considéré comme le premier titre véritablement « féministe »<sup>31</sup>.

À cette époque, d'autres figures de journaliste « au féminin » émergent et collent aux évolutions techniques et commerciales que connaît la presse de cette période. Delphine Girardin (1804-1855) est l'une d'elles. Si son parcours est fortement marqué par la littérature (elle est l'auteure de plusieurs romans et pièces de théâtre), elle est aussi présentée comme une journaliste, contribuant – par ses prises de position – y compris littéraires, aux débats qui s'amorcent au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle sur le rôle et les fonctions sociales de la presse et du journalisme, notamment avec sa pièce sur *l'Ecole des journalistes*. Delphine de Girardin<sup>32</sup>, née Delphine Gay est une journaliste reconnue très largement associée à son mari Emile, fondateur de *La presse* (1836) et considéré comme le père de la presse moderne, inventeur d'un nouveau modèle économique. Jouant sur son genre (comme c'était commun à l'époque pour celles qui souhaitaient écrire), elle publie dans la presse des chroniques considérées comme « décalées » qu'elle signe du pseudonyme masculin de Charles de Launay.

À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, et comme l'analyse Gilles Feyel<sup>33</sup>, la *presse du vous* (selon l'expression d'E. Sullerot) rencontre un succès important. Les journaux se diversifient, passant de titres strictement destinés aux femmes aux titres dédiés à des sujets spécifiques comme l'éducation des enfants (*Le Cherubin*, *Le Dimanche des enfants*, etc.). A la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, cette presse est, en raison de sa rentabilité économique, un espace où s'inventent et sont testés de nouveaux formats, mais aussi de nouvelles technologies (gravure, illustration couleur, photographie, etc.). Le XX<sup>e</sup> siècle s'ouvre avec deux titres destinés aux grandes bourgeoises et aux aristocrates, représentatifs de la modernisation de la presse à cette époque : *Femina* qui paraît en 1901 et *La vie heureuse* en 1902. Un titre comme *Femina* contribue, selon Colette Cosnier<sup>34</sup>, à brouiller les frontières entre la presse du *vous* et la presse du *nous*, en défendant un féminisme « mystifié » à la fois porteur d'un « éternel féminin » et ouvert aux changements de l'époque.

### ***Une presse féminine « réhabilitée » par son féminisme***

En dehors des travaux historiques, les recherches plus récentes n'ont pas non plus tranché entre presse féminine et presse féministe. Souvent écrits par des auteur.es « proches » de la presse féminine, plusieurs ouvrages cherchent ainsi à la réhabiliter en insistant sur la dimension « émancipatrice » des titres féminins qui sont habituellement décriés par la critique et en particulier par la critique féministe. Du côté des ouvrages généralistes, celui très documenté de Martine Bonvoisin et Michèle Maignien<sup>35</sup>, est rédigé par deux journalistes qui s'efforcent de gommer la distinction entre ces deux catégories. Choisisant de définir minimalement la presse féminine par son public (une presse destinée aux femmes et lue par les femmes), elles incluent dans leur partie historique, des titres qui relèvent tout autant de « la presse du nous » (celle des Saint-simoniennes notamment) que celle du vous, avec une attention poussée aux journaux traitant de « *sujets spécifiquement féminins, comme la mode et la beauté ou de thèmes dits féminins comme la cuisine et les ouvrages* »<sup>36</sup>. Plus récent et toujours généraliste, l'ouvrage de Vincent Soulier<sup>37</sup> se situe lui aussi à mi-chemin entre l'académisme et le journalisme<sup>38</sup>. Son

<sup>31</sup> *Ibid* p. 31.

<sup>32</sup> Claudine Giacchetti, *Delphine de Girardin, la muse de Juillet*, Paris, L'Harmattan, 2004.

<sup>33</sup> Gilles Feyel, « La presse féminine aux XIX<sup>e</sup> siècle », *op.cit.*

<sup>34</sup> Colette Cosnier, *Les dames de Femina. Un féminisme mystifié*, Rennes, PUR, 2009.

<sup>35</sup> Martine Bonvoisin et Michèle Maignien, *La Presse féminine*, éd. PUF, Que sais-je ?, 1996 (2<sup>e</sup> édition), 128 pages

<sup>36</sup> *Ibid*, p. 4

<sup>37</sup> Vincent Soulier, *La presse féminine. La puissance frivole*, Paris L'archipel, 2008

projet est de gommer « la frivolité » des titres féminins et de (re)légitimer ces journaux dans l'espace médiatique en insistant notamment sur leur capacité à sensibiliser un large public à l'enjeu de l'égalité des sexes et donc de tirer cette presse vers un modèle légitime de la presse politique et citoyenne. Une bonne partie de l'ouvrage rappelle ainsi les « *engagements citoyens aux côtés des femmes* » de la presse féminine : la pilule contraceptive, la libération sexuelle, l'abolition de la prostitution ou la lutte contre la pédophilie. Laure Adler proche du pôle intellectuel du journalisme et actrice du féminisme auquel elle a consacré plusieurs essais, fait partie des auteures qui ont le plus fait pour réhabiliter les femmes journalistes et souligner leur rôle dans la défense de la cause des femmes et ce, quels que soient les titres qui les ont employées. Les « premières journalistes » qu'elle étudie<sup>39</sup> sont ainsi explicitement liées au féminisme et leur combat professionnel s'inscrit dans le cadre d'un combat politique, celui de l'égalité femmes-hommes. Lorsqu'elle s'intéresse à des journalistes exemplaires comme Françoise Giroud<sup>40</sup> par exemple, c'est de la même manière pour voir en elle une « féministe », notamment lorsqu'elle rapporte son expérience au magazine *ELLE*, nous y reviendrons. La frontière semble ainsi gommée entre une presse d'organisation, support des combats féministes, et la presse féminine. Cette dernière qui concentre l'attention des auteur.es, est vue dans tous ces travaux comme un des vecteurs de la libération des femmes. Vecteur d'autant plus efficace que, soumis à des impératifs commerciaux qui l'obligent au succès, il diffuse la cause au delà d'un public restreint, intellectuel et déjà acquis.

Ces travaux constituent des sources d'information importantes et contribuent à retourner les stigmates de la presse féminine qui aujourd'hui encore n'a pas bonne presse dans les cercles intellectuels de la mouvance féministe<sup>41</sup>. Critiquer la presse féminine est une activité qui est généralisée. Toute une littérature a fait de ces journaux, le support privilégié de diffusion des

---

<sup>38</sup> L'auteur se présente ainsi, sur la quatrième de couverture de son ouvrage, comme « *maître de conférence associé au Celsa* », « *chargé d'enseignement à science po (Paris et Rennes)* » et ancien directeur « *marketing du groupe Marie Claire de 2000 à 2007* »

<sup>39</sup> L'un de ses premiers ouvrages publiés (en 1979), issu de sa thèse de doctorat est consacrée aux premières femmes journalistes. Laure Adler, *A l'aube du féminisme. Les premières journalistes*, Paris, Payot, 1979.

<sup>40</sup> Laure Adler, *Françoise*, Paris, Grasset, 2011.

<sup>41</sup> Cette critique de la presse féminine comme renforcement des stéréotypes de genre est largement présente dans l'espace public. C'est cette posture critique que développe par exemple le site « *aufemininpointconne* »

<http://aufemininpointconne.fr/a-lire-avant-denvoyer-une-mise-en-demeure-ou-dassigner/>

C'est sur ce fondement que la youtubeuse, Natoo a sorti en 2015 une parodie de presse féminine, *Icôgne* (Paris, Edition privé, 2015) dans lequel elle aussi dénonce les stéréotypes de genre que diffuse la presse féminine. Elle en a vendu 100 000 exemplaires en 15 jours. Elle est par ailleurs l'une des « youtubeuses » française qui dépassent le million d'abonné.es sur sa chaîne (plus de 2 000 000 d'abonné.es en février 2016) <http://culturebox.francetvinfo.fr/livres/essais-documents/natoo-et-enjoyphoenix-les-youtubeurs-cartonnent-en-librairie-220353>. Touchant un public adolescent, elle se « spécialise » désormais dans la dénonciation des inégalités femmes hommes et « poste » régulièrement des vidéos féministes.

stéréotypes de genre et de classe<sup>42</sup>. De ce point de vue, l'ouvrage classique d'Anne Marie Dardigna<sup>43</sup>, qui constitue par ailleurs une source importante pour décrire l'espace de la presse féminine et féministe des années soixante-dix, est avant tout un manifeste contre la presse féminine accusée d'entretenir les pires travers de la société patriarcale ET du capitalisme. La seule presse de femmes digne de ce nom reste donc la presse strictement féministe, intellectuelle et détachée des contingences commerciales.

Cette presse, comme pour la période des pionnières Saint-Simoniennes, est souvent la source d'analyse des combats féministes d'une période mais est rarement étudiée en tant que telle, c'est-à-dire en s'intéressant aux conditions de sa production. Si Evelyne Sullerot consacre une grande partie de son travail à des titres qui relèvent de cette catégorie, ce sont les articles de Liliane Kandel<sup>44</sup> qui aujourd'hui constituent la synthèse la plus précieuse pour la connaissance de cet espace éditorial. Initialement paru dans *Pénélope. L'histoire des femmes*, l'article consacré à l'explosion de la presse féministe qui reparait dans *Le débat* en 1980 reste une référence lorsqu'il s'agit de montrer les liens – souvent ambivalents – entre mouvements féministes et médias<sup>45</sup> et de recenser des titres qui ont accompagné les féminismes des années soixante-dix. Ce travail n'est cependant pas exempt d'une certaine forme de normativité puisqu'il s'agit, si ce n'est d'attribuer des degrés de féminisme, du moins de porter un jugement, à partir d'une position militante, sur le degré d'engagement des titres étudiés. D'autres travaux plus monographiques refusent quant à eux de trancher le débat entre presse féminine et féministe. Dans *Les dames de Fémina*, Colette Cosnier entend ainsi étudier ce qu'elle désigne comme un « féminisme

---

<sup>42</sup> La critique de la presse féminine – autant que celle plus récente sur la nouvelle presse masculine ne s'attaque pas seulement à la formation des stéréotypes mais aussi dans une logique marxiste à ce que cette presse est un support publicitaire tourné uniquement vers la consommation et le profit. La presse féminine (comme la presse masculine aujourd'hui) sert donc avant tout (comme le résume Anne-Marie Dardigna dans sa préface) « les intérêts de la consommation et du profit industriel ». C'est aussi la thèse défendue par Peter Jackson, Nick Stevenson and Kate Brooke dans leur ouvrage *Making Sense of Men's Magazine*, Polity Press, Cambridge, 2007

<sup>43</sup> Dans les années 1970, Anne-Marie Dardigna publie à quatre ans d'intervalle deux ouvrages consacrés à « la fonction idéologique » de la presse « féminine » (les guillemets sont dans le titre) : *Femmes sur papier glacé. Analyse de la presse féminine*, Paris, Maspero, Cahiers libres, 1974 et *La presse féminine. Fonctions idéologiques*, Paris, Maspero, 1978 qui est une version « reprise et actualisée » du premier ouvrage et y inclut *F Magazine* et *Nous deux*. C'est à cette version actualisée que nous ferons référence.

<sup>44</sup> Liliane Kandel, « L'explosion de la presse féministe », *Le Débat* 1980/1 (n° 1).

<sup>45</sup> Liliane Kandel, rappelle ainsi avec justesse les rapports parfois ambivalents que les mouvements féministes des années 1970 ont eus avec les médias depuis la publication de l'article manifeste publié en 1970 dans *L'Idiot International* n°6 en mai 1970 jusqu'aux critiques contre les journaux jugés « scandaleusement sexistes ou anti-féministes ». L'idée alors défendue – et qui sera, nous le verrons, le moteur de certaines des expériences que nous étudions – est qu'à la fois la presse généraliste et la presse féminine sont à de rares exceptions près, incapables pour des raisons différentes de défendre la cause des femmes et que seule une presse « féministe » est susceptible de remplir ce rôle.

Elle revient sur cette idée dans l'entretien qu'elle accorde pour la revue *TGS* à Margaret Maruani et Nicole Mosconi à propos des origines de son engagement féministe. Margaret Maruani et Nicole Mosconi « Liliane Kandel, *Génération MLF* », *Travail, genre et sociétés* 2/ 2010 (n° 24), p. 5-24.

URL : [www.cairn.info/revue-travail-genre-et-societes-2010-2-page-5.htm](http://www.cairn.info/revue-travail-genre-et-societes-2010-2-page-5.htm).

mystifié », tandis qu’Alice Primi accorde dans sa thèse sur l’engagement des Françaises et des Allemandes<sup>46</sup> dans l’espace public pendant la seconde partie du XIXe une large place à la presse et à ses usages.

En définitive, les travaux existants refusent de trancher de manière définitive entre une presse féminine « frivole » et « aliénante » et une presse féministe austère et libératrice. En changeant de point de vue sur ces journaux et en ne s’intéressant plus seulement au contenu qu’ils produisent mais aussi et surtout aux conditions dans lesquels ils sont produits, nous proposons pour notre part, de remettre en cause cette distinction. Nous prendrons ainsi les conditions de production de ces journaux au sérieux, en nous intéressant à la manière dont les journalistes qui les font chercher à concilier dans leur projet des logiques à la fois professionnelles et engagées.

***D’une analyse des contenus médiatiques à l’analyse des conditions de production des contenus médiatiques.***

Les journaux féminins et féministes ont surtout intéressé les chercheur.es pour leur contenu et en tant que sources pour l’histoire des femmes et de leurs combats. Ils ont été aussi très importants en histoire culturelle afin de comprendre certaines évolutions sociales. Il serait vain ici de rappeler l’ensemble des travaux sur l’histoire du féminisme ou de ses combats spécifiques qui mobilisent à un moment donné, des sources de presse pour rendre compte de ces batailles. Les historiennes des féminismes, de Christine Bard<sup>47</sup> à Laurence Klejman ou Florence Rochefort<sup>48</sup>, en passant par Michèle Riot-Sarcey<sup>49</sup> montrent bien, chacune à leur façon, l’apport d’une analyse de titre comme *La Fronde* ou *La Française* pour étudier le féminisme de la première vague. Ces titres sont en particulier très largement mobilisés lorsqu’il s’agit d’étudier les combats féministes de la fin du XIXe et du début du XXe, celui du droit de vote ou celui de l’accès des femmes aux professions à diplômes<sup>50</sup> par exemple. Pour les mobilisations féministes plus récentes – comme les luttes en faveur de l’avortement des années 70 – , les travaux de Bibia Pavard<sup>51</sup> manifestent, là encore, l’importance de ces médias comme instruments d’analyse et de compréhension des mobilisations pour l’avortement. La presse de femmes est donc une source

---

<sup>46</sup> Alice Primi, *Femmes de progrès. Française et allemande engagées dans leur siècle 1848-1870*, Rennes, PUR, 2010 (collection archives du féminisme).

<sup>47</sup> Christine Bard, *Les filles de Marianne. Histoire des féminismes 1914-1940*, Paris, Fayard, 1995.

<sup>48</sup> Laurence Klejman, Florence Rochefort, *L’égalité en marche. Le féminisme sous la Troisième République*, Paris, Presse de Science Po, 1989.

<sup>49</sup> Michèle Riot-Sarcey, *Histoire du féminisme*, Paris, La découverte, 2002.

<sup>50</sup> Juliette Rennes, *Le mérite et la nature. Une controverse républicaine, l’accès des femmes aux professions de prestige (1880-1940)*, Paris, Fayard, L’espace du politique, 2007

<sup>51</sup> Bibia Pavard, *Si je veux, quand je veux. Contraception et avortement dans la société française (1956-1979)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll. « Archives du féminisme », 2012.

indispensable à l'histoire de la cause des femmes. Elle l'est aussi pour appréhender les mutations de la société française dans son ensemble et la place des femmes dans cette société en particulier. Les travaux de Colette Cosnier sur *Femina* s'inscrivent dans cette tradition. C'est aussi dans cette perspective d'histoire culturelle que se situent ceux de Claire Blandin sur les représentations de la famille dans les premières éditions de *Marie-Claire*<sup>52</sup>. La presse féminine, comme la presse magazine qui reste cependant largement sous-exploitée, est donc un support utile lorsqu'il s'agit d'identifier les transformations à l'œuvre dans les comportements ordinaires et les pratiques du quotidien, ne serait-ce que parce qu'elles traduisent, à l'instar des publicités étudiées par Goffman<sup>53</sup>, les représentations que les journalistes se font de ce quotidien à une époque donnée.

Qu'ils expriment des combats féministes ou décrivent des « pratiques » ordinaires, les contenus des journaux étudiés reflètent, en effet, pour l'essentiel les représentations et/ou les aspirations de celles et ceux qui les produisent et c'est en cela qu'ils nous intéressent particulièrement ici. Les effets que ce contenu peut avoir sur les lecteurs et les lectrices ne sera donc pas abordé spécifiquement ici. L'implicite selon lequel les médias ont une influence sur le public mérite en effet d'être questionné. Il est sans aucun doute à l'origine des débats sur la presse féminine et féministe, tour à tour désignées comme instruments d'émancipation ou d'aliénation du public féminin, sensible plus que tout autres aux influences extérieures. Comme les adolescent.es<sup>54</sup>, les classes populaires et les femmes (et davantage encore les femmes des classes populaires) partageraient une incapacité à résister aux messages que leur enverraient les livres et journaux qui leur sont spécifiquement destinés<sup>55</sup> et seraient ainsi particulièrement influençables. Entérinant de fait la coupure entre culture légitime (bénéfique) et culture populaire (néfaste), cette analyse, souvent portée par des intellectuels critiques censés défendre le peuple, entretient par ailleurs l'idée que le public populaire est contrairement aux intellectuels un public passif, incapable de décrypter et critiquer les productions culturelles de masse qui lui sont destinés<sup>56</sup>.

---

<sup>52</sup> Claire Blandin, *Médias : au cœur des mutations de la société française au XXe siècle*, Mémoire d'Habilitation, IEP de Paris, 2012.

<sup>53</sup> Erving Goffman, « La ritualisation de la féminité », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, vol 14, Avril 1977 pp 34-50

<sup>54</sup> Christine Détrez, « Des *shonens* pour les garçons, des *shojos* pour les filles ? Apprendre son genre en lisant des mangas », *Réseaux* 4/2011 (n° 168-169), p. 165-186

<sup>55</sup> Voir sur ce point, l'ouvrage d'Anne-Marie Thiesse, *Le roman du quotidien. Lecteurs et lectures populaires à la Belle époque*, Paris, Chemin Vert, 1984.

<sup>56</sup> Sur cette controverse on se reportera aux travaux de Brigitte Le Grignou sur le public de télévision, *Du côté du public. Usages et réception de la télévision*, Paris, Economica, 2003.

Pour un exposé didactique de cet implicite des effets des médias, on se reportera à Eric Maigret, *Sociologie de la communication et des médias*, Paris, Armand Colin, 2015.

Les *cultural studies*<sup>57</sup>, et en particulier le livre de Richard Hoggart<sup>58</sup>, ont permis de relativiser cette croyance qui demeure extrêmement prégnante dans les études sur la réception. Cependant notre travail n'est ni centré sur la réception ni sur les contenus, il aborde principalement les conditions de production de ces titres en lien avec ce que sont, à un moment donné, celles et ceux qui les produisent. Lorsque le public (souvent imaginé par les journalistes) ou le contenu sera évoqué, ce sera dans la mesure où ils constitueront des révélateurs des conditions de production de ces journaux et/ou des normes professionnelles.

Nous souhaitons ainsi compléter les travaux existants sur le contenu des journaux pour avant tout faire l'analyse sociologique de leurs conditions de productions, mais aussi de leurs producteurs – ou plutôt de leurs productrices. L'originalité de notre démarche est donc de nous placer du côté de la sociologie historique des professions et de comprendre, ce que les journalistes qui travaillent dans cette presse spécialisée font au modèle du journaliste professionnel tel qu'il s'est progressivement construit au cours du temps.

Source, objet de controverses politiques ou d'un relatif dédain, la presse de femmes reste donc un objet marginal en sciences sociales. Nous avons choisi au contraire de réinscrire son histoire dans l'histoire générale de la presse française afin de mieux comprendre ce que les femmes font à l'histoire du journalisme, sans distinguer journaux « frivoles » ou militants. A la fois littéraire et engagée, cette presse participe de la construction d'un modèle de « journalisme à la française » produit tout à la fois de la différenciation des espaces politique et littéraire. Destinée à un public particulier, elle a connu ou subi plus rapidement que d'autres types de presse spécialisée, le tournant capitaliste<sup>59</sup>.

### ***Trois expériences féministes et journalistiques au service de l'histoire de la presse.***

Nous avons ainsi choisi de nous intéresser à trois moments-clef de cette histoire, consacrés par les historiens de la presse comme des moments où se réorganisent le marché de la presse et la profession journalistique. Ils peuvent être caractérisés de deux manières : il s'agit d'abord de périodes où l'économie des médias et l'organisation du système médiatique connaissent de profondes transformations sous le double effet des mécanismes de démocratisation (au sens où la presse touche désormais un public plus large et populaire) et

---

<sup>57</sup> Armand Mattelart, Erik Neveu, *Introduction au Cultural Studies*, Paris, La découverte, 2003.

<sup>58</sup> Richard Hoggart, *La culture du pauvre*, Paris, Edition de minuit, 1970.

<sup>59</sup> Eric Darras Eric, « Les genres de la presse féminine. Eléments pour une sociologie politique de la presse féminine », *art. cit.*

d'ouverture au capitalisme<sup>60</sup> : développement de la petite presse au début du XXe siècle, mise en place d'une économie des médias « subventionnée » par l'Etat à la Libération, ouverture du marché de la radio et de la télévision, réforme de l'audiovisuel dans les années 1970 par exemple. Il s'agit aussi de moments où l'espace public est traversé par des débats sur de ce que doit être la profession journalistique. Ces périodes se caractérisent alors par des « mobilisations » collectives du groupe professionnel particulièrement visibles, comme des discussions autour d'un statut professionnel des journalistes au début du XXe siècle, puis de la réorganisation de la profession par le biais, entre autres, de la commission d'épuration à la Libération, de la mise en place d'écoles professionnelles (comme le CFJ en 1945), ou du mouvement des sociétés de rédacteurs au milieu des années soixante-dix.

Nous avons privilégié l'étude de trois expériences journalistiques s'inscrivant chacune dans l'une des trois périodes historiques considérées comme « cruciales » par l'histoire des médias.

La première se situe au tournant du XIXe et du XXe siècles, période qui clôt la naissance de la presse moderne et au cours de laquelle s'invente la profession journalistique. Saisie par le capitalisme et un public de plus en plus instruit, la presse devient peu à peu prospère et moderne<sup>61</sup>. Les journalistes commencent à s'organiser dans des associations professionnelles et des discussions s'ouvrent sur un statut, et une reconnaissance du groupe, qui a abouti au vote de la loi de 1935. C'est dans ce contexte, qu'est créé – en 1897 – *la Fronde*, premier quotidien « généraliste » fondé, écrit et composé par des femmes. L'expérience de ce journal est doublement intéressante puisqu'il s'agit d'un projet commercial et journalistique revendiqué et reconnu comme tel, mais aussi d'un projet politique puisque *la Fronde* publie, outre des informations générales, l'écho de la plupart des combats féministes de son temps. Par ailleurs, à une époque où les femmes n'accèdent que très difficilement à la rédaction des journaux, n'employer que des femmes (jusqu'aux « garçons » d'ascenseur) est, comme le souligne Mary-Louise Robert en soi subversif<sup>62</sup>. Avec cette preuve par l'exemple, Séverine et Marguerite Durand les principales animatrices du projet, cherchent ainsi à affirmer que les femmes sont capables d'être journalistes. Engagées dans le féminisme, les journalistes de *la Fronde* ont par ailleurs lutté pour la reconnaissance du métier journalistique et cherché à faire de « leur féminité » une qualité professionnelle exemplaire (chapitre 1. Des femmes au service du journalisme moderne : L'exemple de *la Fronde*).

---

<sup>60</sup> Cyril Lemieux, *Mauvaise Presse*. Paris, Métailié, 2000.

<sup>61</sup> Christophe Charles, *Le siècle de la presse (1830-1939)*, Paris, Le Seuil, 2004.

<sup>62</sup> Mary-Louise Roberts, « Copie subversive : Le journalisme féministe en France à la fin du siècle dernier », *art. cit.*



La deuxième expérience que nous avons choisie d'analyser – celle des débuts du magazine *ELLE* – est un peu différente, car elle se prolonge aujourd'hui dans des formes assez éloignées du projet initial. Créé à la Libération, dans un contexte où se reconfigure autour de l'Etat, l'économie de la presse française et des médias en général, le magazine *ELLE* concentre les tensions créées par la réorganisation du milieu journalistique de l'époque. Si le journalisme d'idées, lié au journalisme résistant, s'impose comme figure dominante, les autorités publiques peinent à encadrer le développement de la presse spécialisée (et commerciale) et à limiter le déclin de la presse politique. Le magazine s'inscrit dans un projet éditorial<sup>63</sup> qui cherche à rompre avec la presse féminine d'avant guerre et principalement avec *Marie Claire* interdit de publication jusqu'en 1954<sup>64</sup>. Le titre cherche ainsi à se distinguer par sa forme mais aussi par son contenu qui colle au projet civique défendu à l'époque. Dirigé par une femme – Hélène Gordon-Lazareff – alors que les magazines concurrents le sont par des hommes, *ELLE* ne se définit pas comme un titre féministe, mais il est néanmoins dans le paysage médiatique de l'époque, animé d'un projet visant à « l'émancipation féminine ». Mettant en avant le fait qu'il emploie des femmes (mais pas seulement), et en particulier au poste de direction (Hélène Gordon-Lazareff comme directrice et Françoise Giroud comme rédactrice en chef jusqu'en 1953), le journal présente dans ces colonnes une femme décrite comme moderne, qui se cultive, travaille, participe à la vie politique et consomme. Dans les années soixante-dix, le journal prend part à un certain nombre de luttes « féministes » (avec, comme point d'orgue, l'organisation en novembre 1970 des « Etats généraux de la femme »). Il est aussi, malgré les réticences initiales à s'engager dans des logiques marchandes (les premiers numéros ne contiennent aucune publicité, rappelle ainsi Karine Grandpierre), une réussite commerciale, pensé comme un produit qu'il faut de vendre au public et rapidement aux publicitaires. De ces deux points de vue, *ELLE* et ses principales animatrices et animateurs contribuent à définir de nouveaux rôles journalistiques conformes à ce qu'ils et elles sont et aux lecteurs et lectrices qu'ils ou elles imaginent. Le magazine est en cela un lieu d'observation privilégié des tensions et des évolutions de la presse et du journalisme au lendemain de la guerre qui voit le triomphe d'une presse dépolitisée et gagnée par des logiques commerciales, mais aussi fortement marquée par la littérature, sujet de prédilection (encore actuel) du magazine (chapitre 2 : Un éternel féminin contrarié : la naissance du magazine *ELLE*).

---

<sup>63</sup> Karine Grandpierre, « Comment le magazine ELLE a conquis le monde », *INA Global*, 16 Janvier 2013 <http://www.inaglobal.fr/presse/article/comment-le-magazine-elle-conquis-le-monde> consulté le 13 mars 2014.

<sup>64</sup> Créé en 1937 par Jean Provost, *Marie Claire* connaît un succès très important avant la guerre. Il continue à être publié jusqu'en 1942 en zone sud. Il ne reparait qu'en 1954.

La troisième expérience sur laquelle nous souhaitons nous arrêter est double. Ce sont celles des deux titres que lancent à la fin des années soixante-dix, dans une visée à la fois militante et commerciale, Martine Storti avec *Histoire d'Elles* et Claude Servan-Scheiber avec *F Magazine*. La création de ces deux journaux intervient dans un contexte « militant » et professionnel spécifique. Cette période est en effet considérée comme la « fin » du féminisme de la deuxième vague<sup>65</sup> et de la décrue des mobilisations en faveur de la libération des femmes. Après une période d'intense mobilisation, les femmes ont remporté des victoires symboliques à propos de la contraception (1967), du viol (1973) ou de l'avortement (1974). S'ouvre alors une période marquée par le repli du féminisme proprement militant et le développement d'un féminisme d'Etat<sup>66</sup> qui s'accélère après la victoire de François Mitterrand<sup>67</sup>. Sur un plan médiatique, ces créations interviennent à un moment où le développement de l'audiovisuel bouleverse le paysage et où la profession journalistique connaît de profondes transformations démographiques (avec une augmentation rapide de ses effectifs). Ces deux projets diffèrent sensiblement : ils n'ont pas les mêmes moyens, ni les mêmes ambitions, ni la même « réussite » commerciale. *Histoire d'Elles*, mensuel créé en 1976 pour seulement une douzaine de numéros est souvent présenté comme « une aventure de copines ». *F Magazine* (1<sup>er</sup> Janvier 1978/février 1982) est lancée par un groupe de presse, *l'Expansion*, avec des objectifs de réussite commerciale explicites. Chacun des deux projets a cependant défendu une conception « féministe » du journalisme et une manière « féminine » de traiter de l'information, quitte à adopter parfois une position essentialiste. Les journalistes qui les font vivre – et dont certaines d'ailleurs participent aux deux projets – se disent à la fois journalistes et militantes de la cause des femmes et c'est au nom de cet engagement qu'elles revendiquent, comme avant elles les « reporteresses » de *la Fronde*, leur professionnalisme. Au-delà du projet éditorial, les trajectoires professionnelles et militantes de celles qui furent engagées dans ces deux entreprises de subversion des règles professionnelles donnent à voir l'état des relations qu'entretiennent champ journalistique, champ politique et champ littéraire à la fin des années soixante-dix et au début des années quatre-vingt (chapitre 3 : Une presse au service de la cause des femmes et du journalisme L'exemple de *F Magazine* et d'*Histoires d'Elles*).

---

<sup>65</sup> Sylvie Chaperon, *Les années Beauvoir (1945-1970)*, Paris, Fayard, 2000.

<sup>66</sup> Mazur Amy, McBride Stetson Dorothy (eds), *Comparative State Feminism*. Thousand Oaks, Calif., Sage, 1995. Sur le développement de cette notion on se reportera à Anne Revillard, *Féminisme d'Etat. Construction de l'objet*, Document de travail 2006. <https://annerevillard.files.wordpress.com/2012/01/revillard-2006-fc3a9minisme-detat-doc-de-travail.pdf> consulté le 15 juin 2016.

<sup>67</sup> Voir sur ce point Jane Jenson, Mariette Sineau, *Mitterrand et les Françaises. Un rendez vous manqué*, Paris, Presse de Science Po, 1995.

Le choix de ces trois périodes au prisme de trois expériences éditoriales inédites permet non seulement d'apprécier les transformations à l'œuvre dans l'espace journalistique et de mesurer leurs effets sur le métier journalistique, mais aussi de prendre en compte un certain nombre d'invariants qui structurent le groupe professionnel dans son rapport notamment à d'autres espaces sociaux et en particulier à l'espace politique et littéraire. Nous souhaitons ici tenter un double pari. D'une part, contribuer à l'histoire du féminisme dans la presse et à ses modes journalistiques d'expression. D'autre part, en nous plaçant du côté de celles qui sont habituellement ignorées lorsqu'on analyse sur un mode héroïque les processus de professionnalisation, nous aimerions montrer que loin d'être linéaire ce processus doit surtout s'analyser comme une succession de rapports de force qui font et défont à différentes périodes les principes et les règles de l'excellence professionnelle. Pour le dire autrement, la féminisation du métier de journaliste apparaît comme un révélateur particulièrement efficace des logiques de construction du métier, et plus précisément de ses contours et de son contenu. Dans le même temps, la place des femmes dans le processus de professionnalisation permet aussi de comprendre comment se féminise un métier et de saisir comment il devient, comme l'écrit Michèle Perrot<sup>68</sup>, un métier de femmes, c'est-à-dire, tout à la fois, comment il devient acceptable pour les femmes et endosse les vertus réputées féminines.

### **Sources et méthodes (approche générale):**

Pour chacune de ces expériences journalistiques, deux éléments ont particulièrement retenu notre attention : **le projet éditorial** défendu, d'un côté, et **les trajectoires des journalistes** qui l'ont porté, de l'autre. Nous faisons ici l'hypothèse qu'à travers les projets éditoriaux qu'elles défendent, les femmes journalistes que nous étudions cherchent à imposer des représentations de leur métier conformes à la position qu'elles occupent dans l'espace social et professionnel de leur temps. Deux types de matériaux ont alors été sélectionnés: ceux qui nous permettent de saisir le projet éditorial défendu et les représentations du journalisme qu'il porte. Ceux, biographiques, qui nous permettent de comprendre les prises de positions de ces entrepreneuses, dans l'espace professionnel qu'elles cherchent à investir.

**Le projet éditorial** sera analysé non seulement à partir des déclarations de principes des entrepreneur-es des différentes expériences mais aussi au travers du contenu des journaux eux-mêmes. De ce fait, nous nous intéresserons aux manifestes de création des médias en question, aux éditoriaux, mais aussi à l'accueil qu'ont reçu les journaux au moment de leur création, aux critiques ou louange dont ils ont fait l'objet afin d'apprécier ce en quoi ils s'inscrivent dans l'espace des publications de leur temps. Il s'agira ensuite, d'observer les contenus plus « ordinaires » ainsi que la mise en forme des journaux afin de voir si ces productions journalistiques sont innovantes, ou si au contraire, la subversion affichée passe par une forme de mise en conformité aux règles du jeu en vigueur. Il s'agira alors de repérer la place des innovations formelles (celle du reportage, des nouvelles rubriques par exemple) mais aussi des innovations de contenu (les photos, la mode, la sexualité, par exemple) et surtout la place dans ces contenus des questions féministes et annoncées comme telles. Nous avons ainsi collecté tout un ensemble d'éléments qui permettent de comprendre les conditions de lancement des différents journaux. Pour ce faire, nous avons consulté les documents conservés à la bibliothèque Marguerite Durand sur le lancement de *la Fronde* et *d'Histoire d'Elles*. Pour l'analyse thématique des contenus nous avons dépouillé les collections des différents titres à la BMD (pour *La Fronde*, *Histoire d'Elles* et *F. magazine*) et à la bibliothèque Forney pour *ELLE*. Nous reviendrons

<sup>68</sup> Michèle Perrot, « Qu'est-ce qu'un métier de femmes ? », *art. cit.*

en détail dans chacun des chapitres sur l'intérêt et les limites de ce travail et la spécificité de chacun des titres d'un point de vue « archivistique ».

**Les trajectoires des journalistes** « célèbres » ou anonymes qui ont animé ces projets. Il s'agira ainsi de comprendre leur position dans l'espace journalistique et analyser les éléments biographiques et de trajectoires qui expliquent leur position professionnelle mais aussi leurs prises de position sur ce que doit être le journalisme. Il s'agira notamment de repérer et d'expliquer le rapport que ces femmes entretiennent au politique et/ou au féminisme mais aussi à la littérature (deux éléments constitutifs de l'identité professionnelle des journalistes français.es). La présence dans de nombreux projets de femmes romancières (on pense notamment à Marcelle Tinayre à *la Fronde*, Françoise Giroud, Colette à *Elle*, Nancy Huston à *Histoire d'Elles* ou Benoite Groult à *F Magazine*) permettra ainsi de réinterroger ces liens entre littérature et journalisme et de mesurer le poids de la figure de l'artiste dans la légitimité professionnelle des journalistes. Ces titres ont aussi accueilli des « militantes » exemplaires dont certaines d'ailleurs ont poursuivi une carrière plus « politique » que journalistique : on pense notamment à Martine Storti qui entre en 1981 dans les cabinets socialistes et y fait carrière. Plusieurs sources seront ici mobilisées tels les ouvrages autobiographiques ou biographiques mais aussi les dossiers de presse conservés à la BMD notamment pour les deux premières périodes (celle de *la Fronde* et des débuts de *Elle*). Quelques entretiens ont pu être réalisés sur la dernière période.

## Chapitre 1

### Des femmes au service du journalisme « moderne » : l'exemple de *la Fronde*<sup>69</sup>.

Plusieurs images restent de *la Fronde* (voir *porte-folio*). Conservées pour la plupart dans les archives de la bibliothèque Marguerite Durand<sup>70</sup>, elles montrent des femmes élégantes affairées autour de tables couvertes de journaux, dans des décors dont les légendes précisent la couleur verte, « couleur de l'espoir » que l'entreprise dans laquelle elle se sont engagées – celle d'un quotidien entièrement réalisé par des femmes – réussisse. Jean Rabaut rapporte ainsi une description des locaux de *la Fronde* :

« « *La Fronde* », c'est aussi un salon mondain. Au 14 de la rue Saint George, sur la pente sage de Montmartre, rutilant sur cinq étages un hôtel particulier aménagé pour elle et qui fut naguère habité par l'actrice Lange, favorite de Barras. Au sommet, la salle de composition. Murs décorés en vert et blanc, salon d'habillement (les « garçonnnes » de bureau » portent des costumes verts), buffet à liquide et gâteaux, salle de réception avec des ouvrages de références, des spécimens de livres, des photos de peintures et de sculptures ayant pour auteur des femmes. Un large hall pour réunions, conférences et soirées musicales ; plus tard en mars 1898, une salle d'escrime. »<sup>71</sup>

Créé le 9 décembre 1897, le journal paraît quotidiennement jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre 1903, puis devient mensuel de 1903 à 1905. Il reparait en 1914 mais il est censuré. Marguerite Durand décide alors de suspendre la publication de ce journal avant une dernière réimpression en 1926<sup>72</sup>.

---

<sup>69</sup> Ce texte est une synthèse des différents articles que nous avons écrits sur Marguerite Durand et sur *la Fronde* et en particulier de deux textes publiés :

- « Comment la vocation journalistique vient aux femmes. Marguerite Durand, fondatrice de *La Fronde* », in Cyril Lemieux (dir.), *La subjectivité journalistique*, Paris, Édition de l'École des Hautes Études en sciences sociales, 2010.

- « Femmes, féministes et journalistes : genre et engagement comme ressources professionnelles : le cas des rédactrices de *la Fronde* », in Béatrice Damian-Gaillard, Cégolène Frisque, Eugénie Saïtta, *Journalisme au féminin. Assignations, inventions, Stratégies*, Rennes, PUR, 2010.

Il repose également sur un travail original que nous avons produit pour le colloque, « Presse féministe et invention du reportage à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Les pratiques journalistiques des reportrices de *la Fronde* », Masculin/féminin et presse au XIX<sup>e</sup> siècle, Colloque international, pluri-disciplinaire, *Masculin féminin dans la presse. XIX<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècle*, Lyon 24-26 Novembre 2010.

<sup>70</sup> Voir notamment l'exposition qui s'est tenue à Paris, à la Galerie des bibliothèques, du 19 novembre 2010 au 13 mars 2011. Annie Metz et Florence Rochefort, dans *Photo, Femmes, Féminisme, 1860-2010, Collection de la bibliothèque Marguerite Durand*, Paris, Paris Bibliothèque, 2011, abordent largement l'histoire de *La Fronde*.

<sup>71</sup> - Jean Rabaut, *Marguerite Durand (1864-1936). La Fronde féministe ou Le Temps en jupon*, Paris, L'Harmattan, 1989 p. 46

<sup>72</sup> Christine Bard, *Les filles de Marianne*, op. cit p. 56.

Pendant toute la durée de sa parution, *La Fronde* est toujours présentée comme une exception dans le paysage journalistique et constitue pour beaucoup de titres plus récents, une référence incontournable, voire un modèle comme pour *ELLE*, *Histoire d'elles* ou *F. Magazine* qui nous le verrons s'en réclamer. Ces représentations de la rédaction du journal ne manquent jamais d'être accompagnées d'autres photos<sup>73</sup>, montrant ces mêmes femmes, toujours élégantes mais cette fois, participant à des manifestations ou des réunions politiques et notamment à celles en faveur du droit de vote des femmes. Enfin d'autres encore les figurent en portrait, dans leur salon, en robe d'apparat ayant non seulement séduit les photographes mais aussi des peintres parmi les plus célèbres de leur temps<sup>74</sup>.

Ces images résument bien les multiples dimensions du projet de *La Fronde*<sup>75</sup>. Entreprise individuelle très liée à la personnalité de sa fondatrice, Marguerite Durand, et à Séverine qui l'accompagne, *La Fronde* peut être vue comme le terrain d'analyse des luttes féministes de son époque<sup>76</sup> et depuis peu comme une entrée pour comprendre la place des femmes dans le processus de professionnalisation journalistique de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. *La Fronde* est le support de diffusion des idées féministes et a relayé nombre de combats pour la cause des femmes (droit de vote, égalité des salaires, égal accès aux professions ou à la syndicalisation etc.). Son projet « politique » est d'offrir un journal qui vise « à l'amélioration du sort de la femme »<sup>77</sup>. Dans le supplément gratuit du numéro du samedi 7 janvier 1899, Marguerite Durand rappelle ainsi le projet féministe du journal : « *Les femmes forment en France, la majorité de la population. Des milliers de femmes célibataires, veuves y vivent sans le soutien légal de l'homme. Les femmes paient des impôts qu'elles ne votent pas, contribuent par leur travail manuel ou intellectuel à la richesse nationale et prétendent avoir le droit de donner officiellement leur avis sur toutes les questions internationales, la société et l'humanité dont elle sont membres comme les hommes. La Fronde journal féminin et féministe sera l'écho fidèle de*

---

<sup>73</sup> Voir le *porte-folio* en annexe de ce volume.

<sup>74</sup> Séverine a été peinte par Renoir en 1885 et Marguerite Durand par Jules Cayron en 1897.

<sup>75</sup> Il existe de nombreux travaux qui abordent ces différents aspects. On citera en particulier l'ouvrage de Jean Rabaut, *Marguerite Durand (1864-1936). La Fronde féministe ou Le Temps en jupon*, *op.cit.*, celui Annie Dizier-Metz, *La bibliothèque Marguerite Durand. Histoire d'une femme, mémoire des femmes*, Paris, Direction des affaires culturelles de la mairie de Paris, 1992, celui de Maggie Allisson, « Marguerite Durand and La Fronde. Voicing Women of the Belle Epoque », in Diana Holmes, Carrie Tarr, *A Belle Epoque?: Women and Feminism in French Society and Culture 1890-1914*, Berghahn Books, 2006 et le très hagiographique, Elisabeth Coquart, *La Frondeuse. Marguerite Durand, patronne de presse et féministe*, Paris, Payot, 2010.

<sup>76</sup> Christine Bard, *Les Filles de Marianne. Histoire des féminismes*, *op.cit.*, Laurence Kiejman et Florence Rochefort, *L'Égalité en marche. Le féminisme sous la III<sup>e</sup> République*, *op.cit.* et Michèle Riot-Sarcey, *Histoire du féminisme*, *op.cit.*, consacrent *La Fronde* comme une source importante de l'histoire du féminisme.

<sup>77</sup> Lettre de la secrétaire de rédaction de *La Fronde*, annonçant le 6 décembre 1897, la sortie du journal Carton « *La Fronde* » BMD

leur approbation, de leurs critiques, de leurs justes revendications.»<sup>78</sup> Il a aussi soutenu et accompagné la lutte des ouvrières typographes pour la reconnaissance de leur droit à travailler<sup>79</sup> et a défendu des causes qui dépassent celle des femmes, comme au moment de l'affaire Dreyfus où le journal prend position pour le capitaine et défend aussi ... sa femme. Plus tard, lors de sa re-publication en 1925, le journal soutient le parti radical-socialiste auquel entre temps Marguerite Durand a adhéré et pour lequel – en dépit de l'inéligibilité des femmes – elle a fait campagne en 1910. Du point de vue de la socio-histoire du journalisme, l'expérience de *La Fronde* est tout à la fois originale et ambivalente. Reconnu comme un journal « comme les autres »<sup>80</sup>, moderne dans sa forme et dans sa gestion, il est aussi une expérience atypique et marginale puisque menée par des femmes qui, au moment de son lancement en décembre 1897, restent très largement hors du monde journalistique.

D'abord *La Fronde* a permis à des femmes d'entrer dans le monde du journalisme. Marc Martin évalue que les femmes « représentent au début du siècle autour de 3% des effectifs [et que] l'association des journalistes parisiens accepte la première dans ses rangs en 1890. Séverine, qui y est la seconde, y est admise l'année suivante »<sup>81</sup>. Christian Delporte estime quant à lui qu'« à l'image de l'ensemble de la profession, l'association des journalistes républicains reste [à la même époque] quasi exclusivement masculine : les femmes ne représentent que 2% des effectifs »<sup>82</sup>. Les deux auteurs s'accordent, sans s'attarder, sur le fait que les femmes restent cantonnées à certains types de publications (féminines ou pour la jeunesse) ou à certaines rubriques (la mode). La profession reste donc très largement fermée aux femmes. Cette fermeture est cependant assez différente de celle qui s'opère dans d'autres groupes professionnels et notamment au sein « des professions à diplômes », davantage institutionnalisées et dont les frontières légales et symboliques sont plus solidement établies, comme les avocats et les médecins. Ces dernières parmi les plus prestigieuses ont fait l'objet d'âpres controverses<sup>83</sup> dont *La Fronde* s'est d'ailleurs largement fait l'écho s'engageant en faveur de l'égalité d'accès des femmes à tous les métiers. Tout se passe comme si la profession de journaliste échappait en grande partie à ces controverses. Contrairement aux avocates ou aux

---

<sup>78</sup> Supplément gratuit au numéro du samedi 7 janvier 1899, carton *La Fronde* BMD

<sup>79</sup> Ce combat des ouvrières « typotes » - les femmes typographes - et le soutien qu'elles reçurent de *La Fronde* et de Marguerite Durand est raconté dans l'ouvrage François Chaignaud, *L'Affaire Berger-Levrault : le féminisme à l'épreuve (1897-1905)*, Rennes, PUR, 2009.

<sup>80</sup> Voir sur ce point notre article, *Le Temps des médias* n°12, avril 2009.

<sup>81</sup> Marc Martin, *Médias et journalistes de la République*, Paris, Odile Jacob, 1997, p.124.

<sup>82</sup> Christian Delporte, *Les journalistes en France 1880-1950. Naissance et construction d'une profession*, Paris, Le Seuil, 1999, p. 93

<sup>83</sup> Juliette Rennes, *Le mérite et la nature. Une controverse républicaine, l'accès des femmes aux professions de prestige (1880-1940)*, op.cit.

médecins, les femmes journalistes ne font pas l'objet de caricature, pas plus en tout cas que leurs confrères masculins souvent raillés et dénoncés pour leur corruption. En fait, non réglementée, relativement peu prestigieuse, la profession journalistique reste « à inventer » et ses frontières sont suffisamment « floues » pour qu'elle accueille en son sein des individus venus de tous horizons ... y compris des femmes<sup>84</sup>. Aussi, lorsque *La Fronde* est lancée, elle n'est pas l'objet de vives attaques, parfois d'une curiosité condescendante et amusée<sup>85</sup>, mais rien comparé à ce que subissent les femmes qui aspirent aux professions médicales ou juridiques<sup>86</sup>.

Ensuite, *La Fronde* est un journal « comme les autres », accepté et acceptable pour l'époque. Il est d'abord une véritable entreprise inscrite dans le tournant capitaliste pris par la presse de l'époque. Initialement *La Fronde* prend la forme juridique d'une « société en commandite par actions au capital de 500 000 francs, représentée par 5000 actions de 100 francs ». En 1902, alors que sa situation financière est précaire, *La Fronde* devient une coopérative gérée par l'ensemble de ses salarié.es. Les conditions matérielles précises d'existence du journal restent mal connues du fait même de Marguerite Durand qui, pour couper court aux rumeurs de « mécénat » de ses amis, n'a pas conservé les archives « financières » du journal<sup>87</sup>. On sait cependant que le lancement du journal s'accompagne de méthodes réputées modernes puisqu'une campagne publicitaire dont le support est l'affiche d'Hélène Dufau<sup>88</sup> en annonce la sortie. Tout au long de sa publication des « privilèges » sont aussi accordés aux institutrices considérées comme « le fer de lance » du féminisme et qui constituent l'un des publics cibles du journal (tarifs d'abonnement réduits, campagne lancée en faveur de l'égalité des salaires dans leur profession, etc.)<sup>89</sup>. *La Fronde* offre par ailleurs à ces lecteurs des bons de réduction pour des machines à coudre, des portraits au Pastel et tout un tas d'avantages matériels

---

<sup>84</sup> Le terme même de journaliste a d'ailleurs cette particularité avec d'autre dont celui de ministre que sa forme ne change pas au féminin, évitant ainsi une part des débats sur la féminisation des noms de métiers.

<sup>85</sup> Voir sur ce point Jean Rabaut, *Marguerite Durand (1864-1936)*. *La Fronde féministe ou Le Temps en jupons*, op.cit p. 36

<sup>86</sup> Juliette Rennes, *Le mérite et la nature. Une controverse républicaine, l'accès des femmes aux professions de prestige (1880-1940)*, op.cit.

<sup>87</sup> Odile Welfele dans un résumé de sa thèse publié dans « Position des thèses soutenues à l'école des Chartes 1982 » et conservé à la BMD estime que le tirage de « *La Fronde* passa de 49 310 exemplaires quotidiens en février 1898 à 14 660 en décembre 1899. En 1902, 2250 numéros environ sortaient chaque jour. À la même époque, *La Fronde* ne vendait en moyenne que 26,4% du total fourni, ce qui représente une proportion très faible (...) La diffusion fut difficile et hasardeuse, particulièrement en province. En 1902, les départements ne vendaient que 9,2% des exemplaires fournis, contre 20% à Paris. » (pp. 186-187). Jean Rabaut donne lui aussi quelques éléments sur les finances de *La Fronde* mais qui restent très parcellaires. Il précise néanmoins que « le compte débiteur aux messageries Hachette passait, entre septembre 1902 et juin 1903 de 7283 francs à 8 013, 95 francs » (Jean Rabaut, *Marguerite Durand (1864-1936)*. *La Fronde féministe ou Le Temps en jupons*, op.cit, p. 79)

<sup>88</sup> Hélène Dufau, 1869-1937 est une peintre et une illustratrice française qui a notamment réalisé une partie des décors de la nouvelle Sorbonne (en particulier des panneaux dans la salle des Autorités sur « La géologie », « L'astronomie et les mathématiques »).

<sup>89</sup> Anne Dizier Metz, *La bibliothèque Marguerite Durand. Histoire d'une femme, mémoire des femmes*, op. cit p. 17



parfois surprenants<sup>90</sup>, ce qui fut considéré comme un autre signe de « modernité »<sup>91</sup>. *A priori*, rien cependant dans les usages de l'autopromotion ne distingue le lancement de *la Fronde* d'autres titres lancés à la même époque<sup>92</sup>.

Journal moderne dans son lancement – et par ses ambitions commerciales –, *la Fronde* a surtout contribué à la féminisation du journalisme en rétribuant – même mal – des collaboratrices régulières<sup>93</sup>, en leur ouvrant les salles de rédaction, et les lieux du pouvoir, mais aussi en leur permettant d'imposer un nouveau style journalistique fondé sur un format innovant pour l'époque, le reportage<sup>94</sup> qui comme le souligne Marie-Ève Thérenty, constituait jusqu'alors un bastion masculin<sup>95</sup>. Ce projet à la fois conforme et atypique fait de *La Fronde* un lieu quasi expérimental d'observation des enjeux qui structurent la profession journalistique durant la première partie du XXe siècle.

Le journal devient le support de revendications professionnelles et les rédactrices qui l'animent s'engagent ainsi dans la lutte autour de ce que doit être la profession journalistique. Forcément marginales dans un monde dominé par les hommes, elles vont engager dans ce combat pour leur reconnaissance professionnelle leurs dispositions sociales – souvent stigmatisantes – qu'elles vont chercher à imposer comme des ressources professionnelles. Cette mobilisation de journalistes considérées comme marginales est cependant facilitée parce qu'elle

---

<sup>90</sup> Sylvie Cesbron dans son mémoire non daté, non référencé et non paginé conservé à la BMD cite un extrait publicitaire de *La Fronde* qui annonce ces « aubaines » : « Tous les journaux rivalisent en ce moment pour offrir à leurs abonnés des primes sensationnelles. Aucun jusqu'ici n'a réalisé le tour que *La Fronde* accomplit aujourd'hui en donnant gratuitement et seulement aux dames qui s'abonneront pour un an à *La Fronde* avant le 15 janvier prochain : 1° leur photographie exécutée gratuitement par Gerschell, 2° 12 cachets donnant droit à 12 bains à prendre gratuitement au superbe établissement de l'Opéra 3° 12 bons donnant le droit à 12 séances gratuites à la maison Sitt, pédicure et manucure 4° 12 bons donnant droit gratuitement à 12 coiffures, ondulations ou lavages de cheveux. Enfin les abonnées pourront gratuitement pendant toute l'année et sur la simple présentation de la carte que l'administration de *la Fronde* leur délivrera, consulter des médecins, des femmes docteurs en médecine, des chirurgiens dentistes en qui elles peuvent avoir toute confiance et dont les noms et les adresses leur seront donnés au bureau du journal et qui veulent bien mettre leur science et leur dévouement au service de nos abonnées ».

<sup>91</sup> Michael Palmer note par exemple que les petits journaux inventent à la même époque des techniques pour fabriquer l'événement ce qu'il appelle un « stunt » - un coup publicitaire - et qui consiste à associer directement les rédactions à une manifestation sportive ou au voyage d'une personnalité. De la même manière le « puffisme », c'est-à-dire la campagne promotionnelle qui accompagne le lancement d'un roman-feuilleton commence à être utilisé vers 1895. Michael Palmer, *Des petits journaux aux grandes agences, Naissance du journalisme moderne 1863-1914*, Paris, Aubier, Coll. "Historique", 1983. p. 181.

<sup>92</sup> Voir sur ce point Benoît Lenoble, « L'autopromotion de la presse en France (fin XIXe début XXe siècle) », *Le temps des médias*, 2004/1, n°2

<sup>93</sup> Jean Rabaut rappelle ainsi que « les rédactrices mal payées l'étaient souvent avec retard », *op.cit*, p. 79

<sup>94</sup> Sur l'invention du reportage, on se reportera à l'ouvrage de Marc Martin, *Les grands reporters. Les débuts du journalisme moderne*, Paris, Audibert, 2005.

<sup>95</sup> Marie-Ève Thérenty, « LA chronique et LE reportage : du genre (gender) des genres journalistiques » *Études littéraires*, Volume 40, numéro 3, 2009, p. 115-125.

s'opère dans un milieu professionnel caractérisé par l'élasticité de ses frontières et par le flou de ses contours<sup>96</sup>.

Nous montrerons dans un premier temps que les prises de positions des rédactrices de *La Fronde* et leur posture à l'égard du métier de journaliste sont très largement liées à leur place dans l'espace professionnel en train de se faire mais aussi très largement dépendantes de leur position dans l'espace social (en particulier de leur position de femme, de bourgeoise et de militante).

Dans un second temps, et à partir d'un double travail mené sur les prises de position des rédactrices du journal sur ce que doit être le journalisme ainsi que sur leurs trajectoires sociales et professionnelles, nous allons analyser comment les *reporteresses* de *La Fronde* ont fait de leur attributs, *a priori* dévalués dans l'espace journalistique, des ressources leur permettant de défendre une représentation du métier (nouvelle), très largement façonnée par leur genre, leur classe et leur engagement.

### **Faire de l'engagement féministe, un engagement professionnel**

Par analogie avec le processus de professionnalisation politique tel qu'il est défini par Max Weber<sup>97</sup>, le mouvement de professionnalisation journalistique se caractérise par deux mécanismes inachevés. Dans le courant du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>98</sup>, avec le développement capitaliste de la presse, un certain nombre d'agents sont susceptibles de vivre du journalisme et surtout, ils sont susceptibles de vivre pour le journalisme, c'est-à-dire de développer des valeurs, des règles – des trophées pour reprendre la métaphore utilisée par Frederick Bailey à propos des règles du jeu politique<sup>99</sup> – propres à cet espace professionnel et qui n'ont de sens que dans cet espace professionnel. S'inventent ainsi à l'époque de nouvelles règles du jeu journalistique qui sont le produit des rapports de forces entre différents acteurs (puisqu'il s'agit en l'occurrence d'hommes) intéressés à leur production. Ces règles – liées notamment à l'invention du reportage – visent à affirmer une forme d'indépendance journalistique vis-à-vis du politique mais aussi de l'économique et une valorisation du « travail » de terrain. L'autonomisation – inachevée – du groupe prend ainsi plusieurs voies : celle de la différenciation avec d'autres types d'activités, notamment littéraires et politiques, mais aussi et plus simplement celle de l'évitement des « conflits d'intérêt » dans lesquels depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle nombre de journalistes sont

---

<sup>96</sup> Denis Ruellan, *Le Professionnalisme du flou. Identité et savoir faire des journalistes français, op.cit.*

<sup>97</sup> Max Weber, *Le Savant et le politique*, Paris, Plon, 1959 (réédition 10/18, 1987).

<sup>98</sup> Christophe Charle, *Le siècle de la presse, 1830-1939*, Paris, Le seuil, 2004.

<sup>99</sup> Frederick-Georges Bailey, *Les règles du jeu politique*, Paris, PUF, 1971.

impliqués. Ces « nouvelles » règles entrent en concurrence avec un style journalistique jusqu'alors fondé sur le talent littéraire ou sur l'engagement politique et valorise la « distanciation » comme norme professionnelle. Ces différents principes fondent encore très largement l'autorité journalistique et constituent des points d'appui du débat sur l'identité professionnelle du groupe, en particulier de ce que l'on a coutume d'appeler le journalisme à la française<sup>100</sup>, dont l'éditorialiste reste une figure majeure.

*Marguerite Durand et Séverine, modèles et défenseuses d'un journalisme au féminin*

Lorsque Marguerite Durand crée *La Fronde* – outre que l'existence du journal est en elle-même subversive comme le signale Mary-Louise Roberts<sup>101</sup> – elle souhaite, entre autres, contribuer à la reconnaissance professionnelle des femmes journalistes et engage des démarches très concrètes visant à obtenir pour elles, des droits équivalents à ceux des hommes et s'inscrivant dans le processus global de reconnaissance du métier. Le projet éditorial de Marguerite Durand, fondé sur un journal entièrement rédigé, composé par des femmes, devait ainsi être la preuve éclatante que les femmes sont capables autant que les hommes d'exercer tous les métiers, mais aussi de produire des raisonnements intellectuels dénués de l'émotion réputée constitutive de tout jugement féminin. Elle affirme ainsi à sa collaboratrice : « *Au moment où j'ai fondé La Fronde, il était presque impossible aux femmes de trouver place dans la presse quotidienne ... Quelques-unes écrivaient des articles de revue, des romans, des chroniques littéraires, mais, dans aucun journal, on n'admettait des collaboratrices attirées faisant de la politique, de la critique, du reportage. J'ai voulu démontrer, et j'y suis parvenue, que le cerveau féminin n'est pas inapte à ces travaux qui exigent la vivacité intellectuelle, la prestance du style et souvent un fond de connaissance* ». <sup>102</sup> C'est ainsi par la conquête de privilèges professionnels masculins que s'engage le premier combat professionnel des journalistes de *La Fronde*. Comme le montre Mary-Louise Robert<sup>103</sup>, la « copie » (ie des quotidiens de l'époque) que livre *La Fronde* est avant tout subversive car sa simple existence « *créait une nouvelle identité publique à la femme* » car en poussant les femmes dehors – en reportage notamment – elle rompait avec l'image dominante de l'époque « *qui assimilait la présence de la femme en dehors de la maison*

---

<sup>100</sup> Le journalisme à la française est loin d'être une marque déposée. Historiquement, on oppose le « journalisme à l'anglo-saxonne » dont l'insertion dans des logiques capitalistes conduit à valoriser le scoop et l'investigation (qui leur permet de dépasser la concurrence) et le journalisme à la française, moins dépendant des logiques économiques, mais aussi moins autonome à l'égard de l'espace politique (et de l'espace littéraire) dont il reprend en partie les logiques et les principes.

<sup>101</sup> Mary-Louise Roberts, « Copie subversive : le journaliste féministe en France à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle », *art.cit.*

<sup>102</sup> Conversation avec Marguerite Durand rapportée dans un article non signé et non référencé, carton *La Fronde*, BMD

<sup>103</sup> Marie Louise Roberts, « Copie subversive : le journaliste féministe en France à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle », *art.cit.*

à la prostitution »<sup>104</sup>. Le symbole est important mais c'est aussi en cherchant à obtenir un certain nombre de privilèges matériels que « les Frondeuses », au premier rang desquelles, Marguerite Durand cherchent à s'imposer dans l'espace journalistique des dispositifs qui permettent de garantir un confort matériel à celles qui souhaitent s'engager dans ce métier.

Dès les premiers numéros de *La Fronde*, le journal dote ainsi ses rédactrices de coupe-files symbole, comme l'a été la carte de presse mise en place en 1936, de l'objectivation de la qualité de journaliste, permettant notamment d'établir aux yeux des « sources » d'information une distinction entre les « vrais » professionnels et les amateurs. Ce coupe-file devient un élément essentiel de la pratique journalistique et crée une frontière entre ceux et celles admis.es à couvrir sur le terrain les événements et les autres. Il est aussi présenté auprès des sources d'information comme une forme de garantie de l'impartialité des journalistes qui en sont munis<sup>105</sup>. Marie-Louise Néron reporterresse à *La Fronde*, déplore ainsi dans l'un des premiers reportages qu'elle publie en décembre 1897, qu'elle ne puisse, faute d'accréditation, accéder à la crypte du Panthéon où seront ouverts les sarcophages de Voltaire et de Rousseau :

Voilà ce que se demandaient les favorisés qui allaient pénétrer dans la crypte du Panthéon. Dès le matin, la grille de l'ancienne basilique est gardée par un agent de ville, et pour passer il est besoin de montrer une invitation. Je n'avais pour carte d'entrée qu'une lettre à en-tête de *La Fronde*, lettre dans laquelle on me signalait la cérémonie. Notre journal, qui datait de quelques jours à peine, n'avait pas encore été inscrit sur la liste des quotidiens de Paris. — Cela ne suffit pas, madame, me dit le municipal ; il faut une carte de presse. J'étais désolée : être là et ne pas entrer. Je me souviens heureusement que M. Hamel, ancien président de la Société des Gens de lettres, dirigeait en quelque sorte cette cérémonie, car c'était sur sa demande que le ministre avait accordé l'autorisation d'ouvrir les sarcophages. Une carte de visite passée, et je franchis la grille comme les confrères.<sup>106</sup>

Outre l'obtention d'un coupe-file à la fois instrument de travail de ce « nouveau » journalisme et signe de reconnaissance identitaire, Marguerite Durand engage aussi des démarches – fructueuses – visant à obtenir l'ouverture aux femmes journalistes de lieux dont elles étaient jusqu'alors exclues : la Bourse, le Sénat, la Chambre des députés, la préfecture et le conseil municipal de Paris. Marguerite Durand appuie aussi les demandes d'adhésion de ses collaboratrices aux associations de presse et elle-même obtient, après trois ans de démarche, de devenir membre de l'association des directeurs de journaux en 1929 et de la maison des journalistes (voir encadré).

---

<sup>104</sup> *Ibid* p. 5. Cet argument est aussi celui qui est mobilisé par Birgitta Ney à propos des femmes reporters suédoises du début du siècle. Birgitta Ney, « The Women Reporter Goes Street Haunting. On the work of women reporters in the Swedish daily press 1900-1910 », *Media History*, vol. 7, n°1, 2001.

<sup>105</sup> Ainsi le syndicat des journalistes du mouvement social créé en 1905 dote ses membres d'un coupe-file et incite les sources d'informations privilégiées, en l'occurrence les syndicats de salariés, à exiger cette carte, pour éviter « l'intrusion dans les réunions des syndicats de personnalités louches et chargées de besognes spéciales » (ordre du jour de l'assemblée générale du 17 novembre 1907). Voir sur ce point, Sandrine Lévêque, *Les Journalistes sociaux. Histoire et sociologie d'une spécialité journalistique*, Rennes, PUR, 2000, p. 33.

<sup>106</sup> *La Fronde*, 19 décembre 1897.

### Des femmes à la maison des journalistes

Marguerite Durand est considérée comme la première femme à siéger parmi les directeurs de journaux. Alors que la plupart des associations de journalistes ont progressivement ouvert leur porte aux femmes, l'accès à la maison des journalistes reste un combat de Marguerite Durand et de Séverine. Ainsi, elle ironise dans *Le Rappel* du 31 mai 1926 (Archives BMD) sur son « offensive » pour accéder à la maison des journalistes « *Que mes confrères excusent l'inoffensive plaisanterie que je viens de me permettre. Elle est seulement pour les avertir que quelques femmes journalistes – j'en serai – vont bientôt frapper à la porte de leur maison, non pas brutalement en criant ouvrez au nom de la loi mais le plus courtoisement du monde en disant « ouvrez au nom de la bonne confraternité »*. Elle n'a obtenu cet accès que trois ans plus tard comme le rapporte cet article de *Minerva* de 1929 (archives BMD sd) :

*« Après maintes campagnes menées avec persévérance par différents confrères et aussi par Minerva, les journalistes ont consenti à ouvrir leurs portes aux femmes qui exercent la profession de journaliste : “le plus beau des métiers” a dit Séverine. Pour consacrer cette conquête du féminisme, le comité de la maison des journalistes avait invité Mme Séverine et Mme Durand à venir présider un déjeuner qui se déroula dans une parfaite atmosphère cordiale. Nos confrères qui craignaient l’envahissement de leur « maison » par l’élément féminin ont pu se rassurer en comptant les femmes présentes ce jour-là ... Le total s’élevait à cinq. Le dessert amena les discours qui ne furent ni longs ni ennuyeux bien au contraire ! M. Danthesse président de la maison des journalistes souhaita affectueusement la bienvenue à ses confrères du beau sexe (ne disons pas des consœurs le mot est dénué de grâce). Il évoqua avec émotion, la si belle carrière de Séverine qu’il peut, avec tant de justice, appeler le plus grand journaliste de notre époque.*

*Mme Durand directrice de La Fronde, qui mène elle aussi le bon combat pour le féminisme remercia “la maison des journalistes” de son si cordial accueil. Et Séverine parla ... Beau visage auréolé d’une mousse de cheveux blancs, regard où brillent tant d’intelligence et tant de bonté et un si grand charme dans ce sourire et dans cette voix. Séverine parla fièrement de cette profession du journalisme dont elle a fait un apostolat. Elle exalta aussi ce goût du sol natal, du vieil esprit de chez nous que ne doivent pas détruire l’argent et l’activité moderne, de tout ce qui fait aimer plus profondément un pays comme le nôtre même lorsqu’on est le plus largement internationale ou européenne. »*

La directrice de *La Fronde* a mis aussi en place des dispositifs d'aides aux femmes journalistes et à la mort de Séverine en 1929, elle a créé dans la demeure de cette dernière, une maison des femmes journalistes visant à accueillir, pour un séjour temporaire ou pour leur retraite, des femmes qui exercent cette profession (voir encadré la maison des femmes journalistes décrite par Marguerite Durand).

### La maison des femmes journalistes décrite par Marguerite Durand

*Dans une « causerie sur la Maison des femmes journalistes et La Fronde » (faite à la Société pour l'amélioration du sort de la femme le 22 janvier 1933)<sup>107</sup>, Marguerite Durand décrit les principes qui régissent le fonctionnement et la vocation de la maison des femmes journalistes*

*« Les quelques lignes qui accompagnaient mes invitations à l'inauguration officielle de la “Résidence d'été des femmes journalistes” vous mettront tout de suite au courant du but et de l'organisation de l'œuvre en question. Quatre points seulement à souligner :*

- La gratuité absolue pour toutes les bénéficiaires sans qu'elles soient même soumises d'autre part au paiement d'une cotisation quelconque
- Aucune des fonctions d'administration, de direction, de surveillance n'est rétribuée
- Les bénéficiaires administreront elles-mêmes leur domaine selon la méthode en usage à la Comédie Française où un sociétaire différent, dénommé semainier, est chargé chaque semaine de la surveillance, du bon ordre de la maison
- Seul le personnel domestique - femmes de chambre, valet, jardinier, cuisinière, etc. - est rétribué.

<sup>107</sup> [http://home.sandiego.edu/~mmagnin/documents/Tome2f\\_JournalisteFronde.pdf](http://home.sandiego.edu/~mmagnin/documents/Tome2f_JournalisteFronde.pdf)

Si j'ai adopté ce principe, c'est parce que j'estime que ce qui grève de façon anormale et fait périliter tant d'œuvres excellentes dans leur principe et dans leur but, c'est le nombre des fonctionnaires inscrits à leur budget: directrice ou directeur, sous-directrice et leurs secrétaires, économes, caissiers, comptables, contrôleurs, etc. [...]

Une autre particularité de l'organisation de la Résidence d'été des femmes journalistes, c'est que le règlement est d'autant plus facile à observer qu'il se compose de deux lignes :

- Exactitude pour l'heure des repas.
- Ne troubler le repos de personne.

Les chambres sont différentes et de couleurs gaies. Pourvues de ce qu'on appelle le confort moderne : eau courante, chaude et froide, etc. Le jardin s'ouvre sur la superbe forêt de Compiègne et les environs offrent des buts d'excursion fort intéressants en plus de l'admirable château de Pierrefonds restauré par Viollet-le-Duc, visité chaque semaine par plusieurs milliers de touristes :

- ruines romaines
- théâtre, temple, bains
- anciennes abbayes, catacombes chrétiennes, château de la Brinvilliers, château dont une partie est encore en excellent état, celui du bon roi Dagobert. Nous sommes en pleine Ile-de- France, dans le berceau même de notre histoire.

La chaussée qui borde un côté de la Résidence est la chaussée Brunehaut. Un de nos jardiniers s'appelle Childebart ... le pays est peuplé encore d'Eloi. Il y a même un Charlemagne... bourgeois et une Frédégonde. Pour les journalistes cela n'est pas précisément de l'actualité ... Mais pour qui aime l'histoire et ses enseignements, la source est inépuisable.

Sur la façade de la maison sont apposées deux plaques de marbre. On peut lire sur l'une d'elles :

Dans cette maison a demeuré  
et est morte Séverine  
grande journaliste, grande oratrice  
femme au grand cœur

Et sur l'autre :

Résidence d'été des femmes journalistes  
Fondation Marguerite Durand  
1932

Dès le décès de Séverine, je n'eus plus qu'une idée : empêcher que la maison si soigneusement, si minutieusement organisée par Séverine, la maison qu'elle affectionnait, qui fut témoin des joies et des tristesses de sa vie, de son labeur incessant, où elle écrivit le plus grand nombre des 7952 articles qui forment son bagage journalistique, la maison où elle s'est endormie pour toujours, entourée d'affections s'employant à lui adoucir le douloureux passage, la maison où, quand elle eut fermé les yeux, affluèrent par centaines de tous les coins du monde des témoignages d'admiration et de respect...

Dès que tout cela fut passé, je n'eus plus qu'un but: empêcher que la maison de Séverine ne tombât en des mains profanes. Et, associant dans ma pensée le souvenir de la femme, l'un des maîtres incontestés du journalisme contemporain et celui de mes affectionnées collaboratrices à «La Fronde», j'achetai la maison de Pierrefonds pour en faire une résidence où 80 professionnelles du journalisme pourront venir chaque année chercher, loin de tous soucis matériels, le repos, la santé, la gaieté et l'amour de leur profession.[...] »

En permettant ainsi à des femmes journalistes de vivre une retraite paisible et en les dégageant d'une partie des soucis matériels, la création de cette maison des femmes journalistes participe du processus de professionnalisation par la mise en place d'un dispositif d'entraide et de solidarité développée par ailleurs.

De la même manière être acceptée dans une association de presse et de soumettre aux conditions imposées par ces dernières – et notamment la nécessité d'un parrainage – induisent *de facto* une reconnaissance par les pairs. Imposer la présence des femmes dans ces lieux dont elle sont exclues permet de gagner sur deux tableaux : celui des luttes féministes et celui du travail journalistique en imposant l'idée qu'il faut désormais favoriser le recueil direct de l'information

sur le commentaire. Cette forme « d'accréditation » facilite, avec la présence dans les réunions d'associations de presse, la socialisation professionnelle. Enfin, la maison des femmes journalistes, instrument de solidarité professionnelle, permet, à l'instar des caisses de retraite créées à l'époque par d'autres associations de presse, d'envisager une carrière dans le journalisme grâce à une forme – même marginale – d'aide matérielle.

### *Affirmer de nouvelles règles professionnelles*

Hors de ces instruments, les rédactrices de *La Fronde* produisent des plaidoyers visant à promouvoir un mode d'exercice particulier du métier de journaliste. L'un des plus célèbres textes de Séverine publié dans *La Fronde* en 1899 défend ainsi un « *journalisme debout, courant, alerte, s'assouplissant à l'actualité* »<sup>108</sup> contre un journalisme assis. Cette défense du « *journalisme debout* » est d'abord une charge implicite contre « les anciens », forcément masculins. À l'heure où le journalisme est une profession contestée notamment par ses implications dans les scandales politiques et financiers du temps, fruits des connivences avérées avec les « puissants », toute différence, y compris la différence de sexe, devient un argument de renouvellement des pratiques, un argument dans la résolution de la crise subie. Le contexte de crise de la profession journalistique peut donc (comme le sera plus tard le contexte de la crise de la représentation politique pour la parité)<sup>109</sup> se révéler favorable à la subversion des valeurs et à l'introduction de nouveaux modes de légitimité que les femmes cherchent à incarner.

La professionnalisation passe aussi par la possibilité qu'ont les femmes journalistes de vivre du journalisme. Il reste peu de trace de la comptabilité de *La Fronde*, Marguerite Durand ayant détruit la plupart des archives relatives à ce point on l'a dit, et il est donc difficile d'évaluer combien de collaboratrices sont effectivement rémunérées pour leurs prestations dans le journal. La question du salaire ne se pose pas principalement en termes « matériels », comme s'il s'agissait moins pour ces femmes, le plus souvent bourgeoises, de gagner effectivement leur vie que de s'assurer une forme de reconnaissance et d'indépendance qu'elles jugent nécessaire au « bon » exercice du métier. Ainsi, Séverine, qui est peut-être la seule à vivre du journalisme, défend sur ce principe, dans une lettre de 1897 qu'elle adresse à Marguerite Durand, les conditions « strictes » de sa collaboration au projet de son amie. Elle y défend pied-à-pied un salaire décent et à une forme de droit de retrait sur ces articles. L'argument final est dans les

---

<sup>108</sup> Séverine, "Notes d'une frondeuse," *La Fronde*, 7 janvier 1899

<sup>109</sup> Voir sur ce point Catherine Achin et alii, *Sexes, Genre et Politique*, op.cit

deux cas de préserver son indépendance et sa liberté et donc de poser ces principes comme conditions d'exercice du métier.

Selon le désir que vous m'en exprimiez, je viens vous stipuler les conditions de mon entrée à La Fronde. Actuellement un article de 150 lignes m'est payé 300 francs. Le tiers de copie représente donc le tiers du prix : si en raison de la quotidienneté du travail, des rapports d'amitié qui nous unissent et du grand intérêt féministe de l'œuvre que vous entreprenez, je me faisais de moi-même (*illisible*) sacrifice de moitié. C'est donc quinze cent francs pour moi que je demande, mais je ne puis accepter moins. Je désire que toute liberté me soit assurée par traité, soit quant au sujet de mes articles, soit quant à l'indépendance de mes opinions. En cas de différends à ce sujet mon article pourrait être supprimé *mais jamais modifié* par qui que ce soit [...] Enfin, je désire un contrat de cinq années, ce qui peut présenter une difficulté car en cas d'insuccès, de disparition du journal, c'est force majeure devant laquelle de part et d'autre on ne peut qu'incliner [...]. Telles sont mes conditions, ma chère Marguerite et je les crois raisonnables étant donné l'apport de mon nom, de mon expérience et de mon bon vouloir [...] J'aurai du talent si je suis libre et mon effort sera d'autant précieux qu'il se double de ma reconnaissance de pouvoir avoir dans le domaine humain bien plutôt que politique, les idées que j'aime et les personnes que je chéris<sup>110</sup>.

Cette garantie financière que représente le salariat sera aussi très largement traduite en terme d'indépendance journalistique au moment des débats sur la loi sur le statut des journalistes en 1935. Assortie d'une « clause de conscience » qui permet aux journalistes de quitter leur publication en cas de changement de ligne éditoriale du titre qui les emploie tout en conservant les avantages du licenciement, ce statut de salarié est aussi un statut dérogatoire de droit commun qui prend en compte « l'honneur professionnel » du journaliste et la nécessité qu'il aurait de préserver son indépendance professionnelle<sup>111</sup>.

Outre ce combat qui inscrit pleinement la lutte des rédactrices de *la Fronde* dans l'espace des luttes professionnelles de l'époque, on trouve dans les reportages de *La Fronde* ce que Gaye Tuchman<sup>112</sup> appelle sur un terrain complètement différent et plus contemporain, des « marqueurs d'objectivité journalistique ». Ainsi sont mentionnés dans le corps même des articles, des éléments qui concourent à montrer une forme d'indépendance et à mettre en scène sa présence sur le terrain comme preuve de compétence professionnelle<sup>113</sup>. Sont ainsi mentionnés, en tête de l'article, le titre « d'envoyée spéciale » ou des mentions très explicites de la présence de la rédactrice sur les lieux où se produit l'information, certaines n'hésitant pas à se mettre personnellement en scène. Dans les colonnes de *La Fronde*, les chroniqueuses parlementaires, municipales, ou judiciaires ne manquent pas en effet, de rappeler qu'elle se trouvent effectivement sur place. Ainsi Hélène Sée, rubricarde parlementaire, ne cesse de décrire les à-

---

<sup>110</sup> Lettre de Séverine à Marguerite Durand, le 8 octobre 1897, Archives Bibliothèque Marguerite Durand.

<sup>111</sup> Voir sur ce point, les travaux de Camille Dupuy, *Dynamiques professionnelles et salariales des journalistes*, Thèse de sociologie, Ecole normale supérieure de Cachan - ENS Cachan, 2013.

<sup>112</sup> Gaye Tuchman, « Objectivity as strategic ritual : an examination of newsmen's notions of objectivity. » *American Journal of Sociology*, 77 (January, 1972), pp. 660 – 679.

<sup>113</sup> Cette stratégie de mise en scène du travail journalistique (avec l'apparition des mentions d'envoyé spécial par exemple) se retrouve dans d'autres titres. C'est par exemple le cas des « militants » journalistes qui, profitant de leur position au sein d'une organisation, en profitent pour rendre compte d'un événement auquel ils assistent en tant que protagoniste. Voir sur ce point Sandrine Lévêque, *Les journalistes sociaux*, *op.cit.*



côtés de la chambre, l'ambiance des couloirs parlementaires même si ses comptes rendus cherchent aussi à restituer fidèlement le contenu des débats. Le recours à l'interview – genre qui se développe aussi à l'époque<sup>114</sup> – est relativement fréquent dans *La Fronde* avec l'utilisation des guillemets, voire dans certains cas d'un graphisme différent. Cette technique sera par exemple très mobilisée par Marie-Louise Néron qui introduit dans *La Fronde* des reportages sur « le terrain » c'est-à-dire des propos directement retranscrits depuis les lieux des faits. Dans un reportage publié le 27 février 1898, qu'elle consacre au mode de rémunération des ouvreuses de théâtre, elle les interroge et restitue leurs propos et leurs avis sur le rachat de leur charge notamment. Elle n'hésite pas à se mettre en scène et à souligner l'importance de son enquête :

« Hier donc, durant la matinée qui donnait comme spectacle *Ruy Blas*, nous sommes allé les interviewer et faire avec elles deux doigts de causerie. [...] J'interroge ces dames. »

Suit une longue interview dans laquelle est en partie reprise une forme de gouaille populaire qui montre aussi le rapport intellectuel que ces femmes entretiennent avec le peuple dont elle raconte, avec distance, un fragment de vie. Marie-Louise Néron conclut ensuite :

« Je quitte le théâtre où je viens de causer plus d'une heure et sans déplaisir ma foi, emportant dans l'oreille, les rires de cristal de Melle Ludwig mêlés aux accents de voix un peu cassés de la bonne vieille ouvreuse pacifique qui a passé trente ans dans la maison de Molière et ne s'en plaint pas »<sup>115</sup>.

Enfin, apparaissent timidement des mises en scène de la polyphonie au sens où l'entend Cyril Lemieux<sup>116</sup>, c'est-à-dire de cette règle professionnelle qui consiste pour les journalistes à mettre en scène dans les colonnes de leurs journaux, des points de vue contradictoires émanant de sources différentes. Très engagée en faveur de Dreyfus, et par conséquent soutien de Zola lors de son procès, la rédaction de *la Fronde* accorde une couverture importante à l'événement (environ six colonnes à la une sur toute la durée du procès). Le traitement de l'événement donne à voir une pluralité de point de vue, même si bien sûr la tonalité est favorable à l'écrivain. Ainsi à côté des récits d'audiences réalisés par Séverine (très favorable à l'écrivain) et des analyses de Bradamente (pseudonyme de la chroniqueuse judiciaire du journal), sont aussi publiés les reportages « d'ambiance » de Marie-Louise Néron réalisés aux abords du tribunal et qui laissent la part belle aux opposants. Cette série de reportage, écrits à la première personne, directement au cœur de la foule entend faire partager de la manière la plus réaliste possible l'ambiance des

---

<sup>114</sup> Marc Martin (*Les grands reporters, op.cit.* p. 74) estime que l'interview, genre journalistique importé des Etats-Unis, est « publié par *Gil Blas* » en 1880. Pourtant, note Marc Martin, l'interview va susciter « des résistances du côté des journalistes traditionnels » (*ibid.*, p. 75). Il cite à l'appui un journaliste du *Temps* qui, en 1890, considère que l'interview « est le mode le plus radical, le plus outré, de l'information pour l'information qui attire le public ».

<sup>115</sup> *La Fronde*, 27 février 1898

<sup>116</sup> Cyril Lemieux, *Mauvaise presse. Une sociologie compréhensive du travail journalistique et de ses critiques, op.cit.*

abords de la cour et rend compte des manifestations d'hostilité – et de violence – qui accompagnent chaque jour l'arrivée de Zola au tribunal. Juxtaposer ainsi différents points de vue (tous par ailleurs fondés sur une expérience vécue et restituée) permet ainsi de mettre en scène une forme d'impartialité.

D'autres éléments sont mobilisés pour affirmer et afficher l'impartialité et le « sérieux » du journal. *La Fronde* accueille ainsi des articles de collaboratrices qui peuvent, de par leurs caractéristiques, leurs trajectoires personnelles et professionnelles dessiner une figure « plus actuelle » du journalisme, celle de « l'expertise critique » mise en évidence par Jean-Gustave Padioleau<sup>117</sup> au tournant des années soixante-dix. Vont ainsi intervenir dans *La Fronde*, ces femmes dont « l'engagement » féministe est fondé non plus seulement sur des savoir-faire militants mais sur des compétences acquises dans d'autres espaces sociaux et intellectuels. Clémence Royer<sup>118</sup>, savante reconnue, traductrice de Darwin (et déjà âgée lorsqu'elle écrit dans *La Fronde*) a ainsi fondé son engagement féministe sur sa capacité à vulgariser les faits scientifiques et tire du même coup son autorité « journalistique » de ses mêmes qualités scientifiques. De même Pauline Kergomard livre à *La Fronde* des chroniques qui certes ont une tonalité féministe mais qui surtout valorise l'expertise « pédagogique » de leur auteure. D'autres comme la sociologue Clotilde Dissard ou Mélanie Lipinska, médecin et auteure d'une thèse sur l'histoire des femmes médecin en 1900, sont aussi mentionnées comme collaboratrices occasionnelles du journal et font profiter le titre d'une expertise acquise dans d'autres espaces que celui de la presse. Toutes ces rédactrices, qui pour le coup ne sont pas des professionnelles du journalisme font ainsi œuvre de vulgarisation et mettent « leur science » au service du plus grand nombre. Cette fonction « pédagogique » du journalisme est aussi une des manières possibles d'investir la dimension civique du métier constitutive de l'identité journalistique telle qu'elle s'est construite depuis la Révolution française<sup>119</sup>. Cette ressource que constitue leur expertise n'exclut pas d'autres dispositions. A l'instar des « intellectuels » qui naissent au moment de l'affaire Dreyfus<sup>120</sup>, les collaboratrices de *la Fronde*, telle Pauline Kergomard, Clémence Royer ont ainsi à leur manière contribué à l'invention d'un mode d'intervention

---

<sup>117</sup> Padioleau Jean-Gustave, 1976, « Systèmes d'interaction et rhétoriques journalistiques », *Sociologie du travail*, vol. 18, n° 3, p. 256-282.

<sup>118</sup> Sur Clémence Royer on se reportera à Geneviève Fraisse, *Clémence Royer, philosophe et femme de science*, Paris, La Découverte, 1984.

<sup>119</sup> Voir sur ce point, Cyril Lemieux, « la Révolution française et l'excellence journalistique au sens civique . Note de recherche », *art.cit.*

<sup>120</sup> Christophe Charle, *Naissance des « intellectuels » (1880-1900)*, Paris, Minuit, 1990

politique légitimé par la position qu'elles occupent dans l'espace académique ou scientifique<sup>121</sup> et dont elles font par ailleurs bénéficier les lectrices.

### **Faire de sa féminité une ressource professionnelle**

Les rédactrices de *La Fronde* sont parties prenantes du processus de subversion des règles du jeu journalistique qui accompagne le processus de professionnalisation journalistique. Elles disposent dans cette lutte de ressources non négligeables qui les autorisent à participer à cette lutte, mais elles sont aussi, de par leur genre, stigmatisées dans ce combat. Il s'agit donc pour elles de se construire une « identité stratégique<sup>122</sup> » mobilisant des ressources jugées légitimes dans l'espace journalistique et de chercher dans le même temps à imposer leurs qualités féminines *a priori* « stigmatisantes » comme ressources professionnelles légitimes.

#### *Embrasser une carrière journalistique*

Issues, pour celles dont on dispose de renseignements biographiques, de la bourgeoisie intellectuelle relativement émancipée, les rédactrices de *la Fronde* sont pour la plupart le produit de la démocratisation scolaire. Comme dans les romans naturalistes, la profession journalistique semblent suffisamment floue et indéfinie pour être le lieu d'une reconversion voire d'une ascension sociale pour les jeunes hommes de province ambitieux et sans ressources voire même pour les femmes désormais pourvues en capital scolaire. Les trajectoires sociales de Marguerite Durand (voir encadré biographique) ou de Séverine<sup>123</sup> sont assez révélatrices de ces mécanismes, puisque toutes deux issues de la petite bourgeoisie « intellectuelle », elles peuvent envisager grâce aux études qu'elles ont faites, une carrière fondée sur le mérite et sur leur talent personnel.

#### ***Marguerite Durand : une bourgeoise excentrique***

(Extrait de Sandrine Lévêque, « Comment la vocation journalistique vient aux femmes. Marguerite Durand, fondatrice de La Fronde », in Cyril Lemieux (dir.), *La subjectivité journalistique*, Paris, Edition de l'Ecole des Hautes Etudes en sciences sociales, 2010.

Le parcours de Marguerite Durand est assez typique de ce parcours de la bourgeoisie intellectuelle en voie de déclassement et pour qui le journalisme constitue – de par son indéfinition – un moyen possible de l'éviter. Lorsque Marguerite Durand naît le 24 janvier 1864, sa mère, âgée de 25 ans, est « rentière ». Née à Francfort, Anna Caroline,

<sup>121</sup> Voir sur ce point Matonti Frédérique, Sapiro Gisèle, « L'engagement des intellectuels : nouvelles perspectives », *Actes de la recherche en sciences sociales* 1/2009 (n° 176-177) , p. 4-7

<sup>122</sup> Annie Collovald, « Identité(s) stratégique(s) », *Acte de la recherche en Sciences Sociales*, vol 73, n°1, 1988.

<sup>123</sup> Séverine est née en 1855 dans un milieu modeste. Mariée sans son consentement, elle a un premier fils, puis un second avec un nouveau compagnon. Elle devient la collaboratrice de Jules Valles au Cri du Peuple en 1879. A la mort de Valles, elle collabore à différents journaux et à la création de la Fronde devient l'une des principales chroniqueuses du journal. Elle s'engage alors dans le combat politique (boulangisme, puis dreyfusisme) et féministe (en particulier pour le droit de vote des femmes). Pacifiste durant la guerre, elle adhère à la SFIO puis au Parti Communiste. Elle meurt en 1929. Elle est considérée comme l'une des rares femmes à avoir vécu de sa plume. Voir sur ce point, Le Garrec Evelyne, *Séverine. Vie et Mort d'une Frondeuse*, Paris, L'Archipel, 2009.

(sa mère) a été élevée en Russie au Palais impérial ou sa propre mère était lectrice de la grande Duchesse Hélène (Dizier-Metz, 1992, p.5). Le grand père de Marguerite, ancien avocat avait lui aussi « tâté » du journalisme et avait défendu Napoléon III. Il appartenait lui, de par ses activités de traducteur (de l'œuvre de Schiller) à la bourgeoisie intellectuelle du second empire. La position de Marguerite Durand reste dès sa naissance « marginale ». Enfant naturelle, Marguerite n'est en effet pas reconnu par son père, le colonel, puis Général Alfred Brocher qui bien qu'il n'épousa pas Anna Caroline » (...) « traita toujours Marguerite comme sa fille ».

Enfant naturelle d'une mère bourgeoise et « intellectuelle » mais non « reconnue »<sup>124</sup> et d'un père « aimant » mais qui ne lui donne aucun statut ni reconnaissance sociale, Marguerite Durand incarne dans le contexte de cette fin du XIXe siècle où les femmes s'émancipent tout en restant assignées aux rôles traditionnels qui sont les leurs, assez bien une forme de « marginalité sécante » lui permettant de se trouver à l'intersection de plusieurs espaces, politique, journalistique, artistique, voire industriel. Cette marginalité ambiguë dont on sait qu'elle constitue dans de nombreux espaces sociaux une ressource estimable se retrouve d'ailleurs tout au long de sa vie marquée par des tensions. Lorsqu'elle sera boulangiste, elle sera de gauche et plus tard son journal sera dreyfusard ; lorsqu'elle sera actrice, ce sera après le conservatoire et à la Comédie française et donc dotée d'un relatif statut et d'une forme de reconnaissance ; lorsqu'elle sera féministe elle restera très « femme » louée pour sa beauté autant que pour ses combats. Sa vie « intime » est par ailleurs marquée par cette forme de « marginalité assumée » : d'abord maîtresse de Laguerre en 1885, lui-même marié père de deux enfants, elle ne l'épouse qu'en 1888 après son divorce. Elle quitte Laguerre en 1891 au moment où elle rentre au *Figaro* et rencontre Antonin Périvier directeur littéraire du journal dont elle aura un fils qui naît le 14 Aout 1886 (on ne sait pas de quand date leur liaison). Ce fils, Jacques, sera lui aussi un enfant naturel bien que reconnu par son père avec qui sa mère n'habitera jamais. Marguerite Durand se battra pour la garde de son fils – faisant notamment intervenir « ses relations ministérielles » – lorsque A. Perivier souhaitera que sa propre mère en obtienne la garde. Elle conserve par ailleurs de très bonnes relations avec son ancien mari et sa famille (notamment la seconde femme de Laguerre), ce qui sans être « révolutionnaire » contrevient au modèle bourgeois de la femme humiliée à jamais par la séparation. On lui prêtera aussi de nombreuses relations masculines tels André Viviani « ami très proche de Marguerite et, davantage selon certains », anticlérical et féministe de la première heure ou « l'ami généreux Rothchild et l'amant mystérieux Albert » (Rabaut, 1989). Marguerite Durand reste ainsi comme beaucoup de ces contemporaines « intellectuelles » une « femme seule » et qui incarne, comme l'a si bien décrite Cécile Dauphin « *la figure de la célibataire heureuse de l'être, citadine d'un milieu aisé, voyageuse, frottée de culture, tournant ostensiblement le dos au rôle dévolu à la femme bourgeoise* » et qui « *s'affirme dans différents domaines de la création et de la vie publique* »<sup>125</sup>. Il faut ajouter que la carrière journalistique de Marguerite Durand s'opère en parallèle avec l'occupation d'une autre activité – la création et la gestion du cimetière zoologique d'Asnières en 1899 et qui du fait de son caractère singulier et unique en son genre renforce la perception « décalée » qui reste du personnage ».

La rencontre entre ces trajectoires et le métier de journaliste est d'autant plus facilitée que la profession journalistique, contrairement à d'autres (comme les professions à diplômes<sup>126</sup>) sont ouvertes (ou du moins pas complètement fermées) aux femmes. Leur engagement et leur talent les font ressembler aux journalistes de leur temps dont l'excellence se rapporte toujours, comme le montre Thomas Ferenczi<sup>127</sup>, aux mondes de la littérature et de la politique. Engagées toutes deux dans les milieux boulangistes, elles disposent ainsi, comme leurs collègues masculins, de liens forts avec le milieu politique de leur temps. Fortes d'une reconnaissance littéraire ou

<sup>124</sup> Anna Caroline est ainsi présentée par Anne Dizier-Metz, *La bibliothèque Marguerite Durand. Histoire d'une femme, mémoire des femmes, op.cit.*, p. 5) comme « *l'auteur d'un dictionnaire des femmes célèbre, non publié* ».

<sup>125</sup> Cécile Dauphin, (« Femmes seules », in Geneviève Fraisse, Michelle Perrot, *Histoire des femmes en occident. Le XIXe siècle*, Paris, Plon 2002, p. 524-529) estime ainsi qu'en France, pendant les vingt premières années de l'enseignement secondaire féminin (mis en place de la loi Camille Sée en décembre 1880), enseignantes et personnels de l'administration comptent 62,5% de célibataires en cours de carrière. Le taux est équivalent dans l'enseignement primaire mais dépasse 75% chez les professeur-es de couture, de gymnastique ou de dessin. Ce phénomène s'amplifie aux XXe siècle avec l'entrée généralisée des femmes dans l'enseignement supérieure et la haute administration.

<sup>126</sup> Juliette Rennes, *Le mérite et la nature, op.cit.*

<sup>127</sup> Thomas Ferenczi, *L'Invention du journalisme en France, op.cit.*

artistique, elles peuvent se prévaloir d'une personnalité, d'un talent unique et d'une certaine inspiration artistique (les ouvrages pour Séverine<sup>128</sup> ou le théâtre pour Marguerite Durand) qui constituent autant de qualités reconnues par le milieu journalistique de leur temps. Bourgeoises, elles savent aussi recevoir et l'élégance de *La Fronde*, les fêtes<sup>129</sup> qui y sont organisées rappellent que le journalisme est aussi une activité mondaine (ce qui est si bien décrit dans *Bel Ami* de Maupassant), dont les rédactrices et les dirigeantes de *La Fronde* maîtrisent par leurs positions tous les codes. Si Marguerite Durand et Séverine semblent idéal-typiques de ce qui permet une carrière journalistique, d'autres collaboratrices de *la Fronde* disposent elles aussi de ressources équivalentes.

### *Militantes, écrivaines et journalistes*

Collaborent ainsi régulièrement à *la Fronde*, des militantes et des écrivaines, ou des écrivaines militantes féministes de la première vague<sup>130</sup>, comme Camille Belilon (1851-1930), « féministe radicale » « militante pour l'avortement » et fondatrice en 1927 du comité de propagande féministe<sup>131</sup>, Marguerite Belmant plus connue sous le nom de Marbel, fondatrice de l'Union fraternelle des femmes en 1901, Maximilienne Biais, créatrice d'un comité d'action féministe et syndicaliste au sein de la CGT en 1907, Marie Bonneviel (1841-1918), présidente de la Ligue du droit des femmes en 1904, Cécile Brunschvicg (1877-1946) qui avant d'être nommée secrétaire d'Etat dans le gouvernement Blum est connue pour ses engagements féministes et radicaux (elle a été l'une des première femme à adhérer au parti radical lorsque celui-ci accepte les femmes en 1924), Paule Minck (1839-1901) « féministe et communarde », Maria Pognon (1844-1925), présidente de la Ligue du droit des femmes entre 1894 et 1904 ou Maria Vérone (1874-1938), militante puis président de la Ligue du droit des femmes, membre de la SFIO. Du côté des écrivaines, *La Fronde* fait débiter des personnalités littéraires reconnues comme Daniel Lesueur, Marie Anne de Bovet, ou Myriam Harry qui livrent régulièrement les épisodes des feuilletons publié par *La Fronde*. D'autres romancières sont aussi mentionnées comme collaboratrices du journal : Manoel de Grandfort, Marcelle Tynaire, Marie Léopold Lacour, Alberich Chabrol (pseudonyme de Marie Aubery), Noël Bazan, ou Renée Ulmes.

---

<sup>128</sup> Séverine publie à la fois ces articles de presse rassemblés comme *Notes d'une frondeuse : de la Boulange au Panama*, Préf. Jules Vallès, Paris, H. Simonis Empis, 1894 mais aussi des œuvres de fiction comme une pièce de théâtre *À Sainte-Hélène*, pièce en 2 actes, Paris, V. Giard et E. Brière, 1904.

<sup>129</sup> Le 20 juillet 1898, la Fronde organise une fête pour la sainte Marguerite

<sup>130</sup> Christine Bard (dir.), *Les féministes de la première vague*, Rennes, PUR, 2015.

<sup>131</sup> Voir sur ce point Christine Bard, *Les filles de Marianne*, op.cit p. 62, et Laurence Klejman, Florence Rochefort, *L'égalité en marche. Le féminisme sous la Troisième République*, op.cit.

### Quelques écrivaines à succès

**Daniel Lesueur**, (1854-1921) est le pseudonyme de Jeanne Loiseau, critique littéraire, romancière, poétesse, auteur de théâtre. Elle est l'auteur d'une quarantaine de romans. Membre de la société des gens de lettres, elle est aussi décorée de la légion d'honneur et a obtenu de nombreux prix littéraires. Une impasse (avenue) porte son nom dans le VII<sup>e</sup> arrondissement. Elle livre à *la Fronde* à la fois des romans feuilletons et des chroniques.

**Marie Anne de Bovet** (1855-1934). Elle est présentée comme nationaliste et féministe. Elle est l'auteur d'une trentaine de romans. Elle écrit pour la Fronde des chroniques féministes.

**Myriam Harry** (1869-1958) est le pseudonyme de Maria Rosette Shapira. Elle est la première lauréate du prix Fémina en 1904 créée pour protester contre le refus de l'académie Goncourt de lui décerner le prix. Décorée de la légion d'honneur, elle est l'auteur d'une cinquantaine d'ouvrages. Elle publie des feuilletons dans *la Fronde*.

**Marcelle Tynaïre**, (1870-1948) née Marcelle Chasteau, auteures de nombreux romans à succès, membre de plusieurs jurys littéraires avant la guerre, elle a collaboré à un journal pétainiste.

**Marie Léopold Lacour** (1854-1939), diplômée de l'Ecole Normale Supérieure, enseignante, elle est surtout connue pour ses essais sur le théâtre et ses écrits théoriques sur le féminisme.

Ces trajectoires à mi-chemin de la littérature et du politique sont finalement conformes au modèle dominant du journalisme de leur temps tel que le décrit notamment Thomas Ferenczi<sup>132</sup>.

*La Fronde* est un journal comme les autres et ses rédactrices de *La Fronde* disposent de ressources qui leur permettent de s'imposer dans un milieu journalistique encore faiblement autonomisé d'autres espaces en particulier l'espace politique et littéraire. Elles ont par ailleurs un handicap de taille, voire d'un stigmatisme apparemment irréductible : leur féminité. Le journalisme est encore à l'époque où se lance l'expérience de *La Fronde* et pour un moment encore, un métier d'homme au sens où peu de femmes le pratiquent, on l'a dit, et où les qualités qu'il requiert comme le « courage physique » et/ou le cynisme par exemple ne correspondent en rien aux représentations dominantes d'une féminité fondée sur l'intériorisation et la compassion. Bien après l'expérience de *La Fronde*, le bon journaliste est encore décrit par André Billy comme affectant « volontiers un air blasé et l'attitude du monsieur à qui on ne la fait pas, et que rien n'épate plus »<sup>133</sup>. De nombreux écrits confirment cette représentation virile du métier<sup>134</sup> qu'incarne les figures fictionnelles, ou fictionnalisées de cette époque : de Georges Duroy déjà évoqué, au Sieur Va Partout en passant par Georges Labruyère qui parfois se confondent (voir *supra*).

Les rédactrices de *La Fronde* s'engagent donc dans un travail visant à retourner ce stigmatisme de la féminité et en faire un atout dans leur pratique professionnelle. Ainsi dans un

<sup>132</sup> Thomas Ferenczi, *L'invention du journalisme*, op.cit..

<sup>133</sup> André Billy, Jean Piot, *Le Monde des journaux. Tableau de la presse française contemporaine*, Paris, Edition G. Cres & C<sup>ie</sup>, 1924

<sup>134</sup> Voir notamment les textes mobilisés par Marie-Ève Thérenty, « LA chronique et LE reportage : du genre (gender) des genres journalistiques », art.cit.

monde journalistique dont les observateurs de l'époque s'attachent à décrire la corruption et la connivence avec leurs sources, le simple fait d'être une femme (donc exclue symboliquement mais aussi physiquement des lieux de pouvoir) devient un gage en soi d'indépendance et de probité. Dans *Notes d'une frondeuse*, Séverine résume parfaitement cette posture. Ainsi pour elle, ne pas pouvoir accéder à la Chambre (ou dans tout autre lieu interdit aux femmes), loin de constituer un handicap devient une garantie de son indépendance professionnelle :

Étant femme, je n'allais point dans la tribune de la presse, changement de milieu qui me permettait d'habiller à neuf mon esprit ; d'échapper au « métier », à ses traditions, à ses habitudes, à ses jugements préconçus, à son parti pris de dénigrement ou de louange, à tout ce qui fait du journaliste chargé « d'éclairer l'opinion » un isolé sourd et aveugle – pas muet hélas ! – enfermé dans sa profession comme Robinson dans son île, si de temps en temps il ne s'évade point, ne plonge pas en pleine foule, ne va pas sous d'autres latitudes, chercher de nouveaux horizons.<sup>135</sup>

Les femmes auraient donc selon Marie-Eve Thérénty « une sorte de qualification spécifique [...] pour le journalisme et le reportage »<sup>136</sup>. Leurs différences en partie naturalisées, deviennent un gage de leur professionnalisme. La compassion, la pitié (terme qui semble sur-utilisé dans les colonnes du journal), l'émotion sont autant de qualités éminemment « féminines » que revendiquent tout au long de leur reportage les rédactrices de *La Fronde* qui leur permettent de se distinguer du modèle masculin et leur servent aussi bien dans le recueil de l'information que dans l'écriture. Elles inscrivent ainsi leur pratique dans un registre qui consiste à « défendre les plus faibles » (les femmes, les enfants et plus tard même les animaux<sup>137</sup>), à pointer les injustices et donc à réinscrire le journalisme dans un registre civique tel qu'il se construit au moment de la Révolution française<sup>138</sup>. Cette vision compassionnelle permet par ailleurs de satisfaire à d'autres principes d'excellence professionnelle en faisant preuve d'originalité, et en traitant de nouvelles qu'aucun de leurs collègues n'a abordées et en le faisant de manière « différentes », en allant sur le terrain notamment. L'affaire Dreyfus est par exemple l'occasion pour les « reporteresses » de *La Fronde* d'adopter un angle journalistique inédit en soutenant le point de vue ... de Madame Dreyfus à qui on demande l'avis. Loin de l'affaire et du scandale, l'humanisation de Dreyfus est une stratégie qui distingue *la Fronde* de ces concurrents. Et il ne s'agit plus seulement de prendre fait et cause pour le capitaine mais aussi pour le mari et la femme qui l'accompagne. Annie Dizier-Metz signale que « Séverine fait même circuler une pétition pour que celle-ci soit

---

<sup>135</sup> Séverine, *Notes d'une frondeuse*, op. cit., p. 6.

<sup>136</sup> *Ibid.*

<sup>137</sup> Marguerite Durand est la créatrice en 1899 du cimetière animalier d'Asnières et Séverine s'illustre comme une défenseuse de la cause animale, écrivant même une autobiographie en s'incarnant dans un petit chien, *Sac à tout : mémoires d'un petit chien*, Paris, F. Juven, 1903.

<sup>138</sup> Cyril Lemieux, « La Révolution française et l'excellence journalistique au sens civique », art.cit.

autorisée à partager l'exil de son mari<sup>139</sup> », ce qui montre pour le moins l'originalité de la démarche.

Cette expression de la pitié n'échappe guère au misérabilisme : décrire des femmes du peuple « malheureuses » mais dignes et courageuses est une posture assez souvent adoptée par ces rédactrices, intellectuelles et bourgeoises<sup>140</sup>. Les articles d'Avril de Sainte-Croix (voir encadré biographique) sont des exemples parfaits pour rendre compte de cette posture et de ce ton que l'on retrouve dans certains articles de *la Fronde* dès qu'il s'agit de décrire les gens du peuple<sup>141</sup>.

#### Avril de Sainte Croix dite Savioz<sup>142</sup>

De son vrai nom, Adrienne Pierrette Eugénie Glaisette, Avril de Sainte Croix est née en Suisse en 1855 dans une famille protestante. Orpheline à 16 ans, elle prend le nom de Sainte Croix, nom de la commune du Jura dans laquelle s'était établie sa famille. Au début des années 1890, elle rejoint Paris (on ne sait rien d'elle sur la période 1870/1890). A Paris, « elle habite le 16e arrondissement », « mène une vie de parisienne aisée »<sup>143</sup> et mondaine. À partir de la fin des années 1890, elle commence ses enquêtes journalistiques sur les conditions de vie des prostituées qu'elle publie dans *La Fronde* – sous le pseudonyme de Savioz- en adoptant des positions résolument abolitionnistes. Féministe déclarée, vraisemblablement franc-maçonne, elle s'engage dans plusieurs organisations caritatives ainsi que dans des institutions internationales où elle défend la cause des prostituées. Elle s'engage au niveau international toujours en faveur du droit des prostituées. Cet engagement à la limite de la philanthropie, tout comme son activité journalistique apparaît comme un moyen détourné et « acceptable » de faire de la politique (plus acceptable peut-être qu'un engagement direct dans une organisation plus ouvertement « militante », comme une organisation suffragiste, dont on ne trouve pas trace dans sa biographie). Ces premières enquêtes et ce premier engagement journalistique la conduisent à créer une association d'aide aux prostituées puis à intégrer en 1901 le CNFF dont elle sera successivement la secrétaire générale puis la présidente jusqu'à sa mort. Elle occupera ensuite des positions institutionnelles importantes à la SDN ou à la section féminine du Musée social ou elle poursuivra ses combats.

Misérabilisme d'abord lorsqu'elle décrit par exemple les femmes de la prison de Saint-Lazare :

« J'ai vu ces malheureuses, incapables de se tenir debout tant elle étaient malades, travailler assises dans leur lit, ourler des mouchoirs, marquer des serviettes de toilette, coudre des chemises de femmes, ayant sous leur

<sup>139</sup> Annie Dizier-Metz, *La Bibliothèque Marguerite Durand*, op. cit., p. 15.

<sup>140</sup> Sur les représentations misérabilistes (et populistes) du peuple par les intellectuels, on se reportera à Claude Grignon et Jean-Claude Passeron, *Le Savant et le Populaire. Misérabilisme et populisme dans les sciences sociales et en littérature*, Paris, Gallimard-Le Seuil, EHESS, 1989.

<sup>141</sup> On pense par exemple au reportage sur les ouvreuses de la Comédie française, dont on a dit plus haut, qu'elles étaient décrites sur un mode à la fois misérabiliste (en insistant sur leur difficiles conditions de travail) et populiste ou folkloriste (en singeant leur gouaille parisienne par exemple). Nous n'avons pas fait dans ce chapitre d'analyse systématique du contenu, de *la Fronde*, ce qui pourrait dans l'avenir être envisagé, notamment autour de la question du traitement du « populaire » dans les colonnes du journal (les typotes, les fleuristes ou les employées de grands magazines qui sont souvent évoquées).

<sup>142</sup> On trouve sur le site de Marie Victoire Louis, une sélection des articles publiés dans la Fronde. <http://www.marievictoirelouis.net/index.php?id=136>

<sup>143</sup> Karen Offen, « “La plus grande féministe de France” : pourquoi a-t-on oublié l'oubliable féministe internationale française Ghenia Avril de Sainte Croix », in Christine Bard (dir.), *Les féministes de la première vague*, op.cit. p. 182 (la fiche biographique a été établie à partir des renseignements contenus dans cet article).



couverture, d'un côté l'ouvrage fait, de l'autre, l'ouvrage à faire tandis qu'entre leurs doigts moites de fièvre, souillés par la maladie, s'achevait la pièce commencée<sup>144</sup> ».

Sa compassion est rendue possible, selon l'auteur de l'article, par une nature féminine qu'elle exalte et essentialise comme dans cet article, cette fois, sur les femmes au bain :

Il est peu de situations dans la vie qui ne permettent à la femme de manifester ses qualités de dévouement et d'énergie sociale. Il nous serait facile de multiplier les exemples afin de prouver que nous avons le droit et le devoir d'opposer au caractère viril le caractère féminin qui lui est au moins égal en qualité. La tribune de *La Fronde* nous a fait connaître bien des côtés de la Femme [...]. Je ne sais si j'intéresserais nos lectrices en descendant l'échelle sociale, et en décrivant certains milieux pour lesquels on réserve rarement sa compassion. Mais je me souviens que la pitié n'est pas seulement une vertu canonique mais surtout d'essence féminine ; j'y fais donc appel, sûre d'être entendue.<sup>145</sup>

Si les journalistes de *la Fronde* décrivent et dénoncent sur un mode compassionnel les injustices dont sont victimes les femmes, elles vont aussi dans leur article, faire la preuve de leur professionnalisme. Avril de Sainte Croix émaille ainsi ses écrits d'éléments qui lui permettent de faire la preuve de son enquête et de sa capacité à recueillir des éléments de première main, y compris si ces éléments ont été recueillis dans un cadre qui n'est pas strictement journalistique mais qui relève de son « capital social ». L'article commence par des données extrêmement techniques et fait une synthèse très détaillée de la situation juridique en France et dans d'autres pays. Ce mode de description renvoie aux logiques que nous avons évoquées plus haut de « l'expertise critique » où sont mobilisés sociologues et spécialistes du droit de la famille. Mais le plus remarquable est la mise en scène d'elle-même qui permet aussi d'humaniser les articles et là encore de faire la preuve de ses qualités féminines (et bourgeoises).

Trois ans après, je prenais passage sur le paquebot Yarra et venais de passer quelques temps en Nouvelle-Calédonie. Peu de jours après mon embarquement, j'assistais à un dîner de colons, d'officiers et de fonctionnaires pénitentiaires et chacun racontait son histoire coloniale.<sup>146</sup>

Le journalisme tel qu'elle contribue à le définir apparaît ainsi comme un sous-produit d'autres occupations. Et ce sont encore des ressources personnelles, qui semblent déterminantes dans leur réussite professionnelle, montrant ainsi que si l'activité journalistique n'est pas autonomisée de la littérature et de la politique, elle s'inscrit aussi dans un cadre « domestique » où les relations sociales comptent davantage que les principes strictement professionnels.

Les liens couramment établis entre les stratégies matrimoniales des dirigeantes de *la Fronde* et leur réussite professionnelle relèvent bien sûr des invariants historiographiques qui conduisent toujours à chercher l'homme derrière la femme qui réussit, il n'empêche que les rencontres

---

<sup>144</sup> *La Fronde*, 17 décembre 1897.

<sup>145</sup> *La Fronde*, 24 octobre 1898.

<sup>146</sup> *La Fronde*, 5 avril 1898

masculines – amoureuses ou non – semblent déterminantes dans la carrière journalistique de Séverine ou de Marguerite Durand (telles que parfois elles la présentent elles-mêmes).

Sa rencontre avec Jules Vallès est ainsi présentée par Séverine elle-même comme déterminante dans sa formation journalistique et son éveil politique :

« Il fut le tuteur de mon esprit, le créateur de ma conviction. Il me tira du limon de la bourgeoisie, il prit la peine de façonner et de pétrir mon âme à l'image de la sienne ; il fit, de l'espèce de poupée que j'étais alors, une créature simple et sincère, il me donna un cœur de citoyenne et un cerveau de citoyen»<sup>147</sup>

De façon plus attendue, d'autres aventures amoureuses sont présentées comme déterminantes dans la vie professionnelle de Séverine et Marguerite Durand.

Séverine aurait ainsi vécu avec Georges Labruyère, présenté par certains historiens de la presse comme l'un des héros, avec Pierre Giffard, du reportage naissant et comme le modèle du *Bel-Ami* de Maupassant<sup>148</sup> tandis que Marguerite Durand devrait aussi sa carrière journalistique à son mariage avec le député boulangiste Georges Laguerre (qui lui aurait permis de collaborer à *La Presse*), à son aventure avec Antonin Périevier, patron du *Figaro* qui lui aurait offert de couvrir le congrès féministes de Paris, déterminant dans sa vocation féministe. Comme la plupart des « grandes femmes », les rédactrices de *La Fronde* sont ainsi toujours louées pour leur beauté qui semble les autoriser à être reconnues comme des journalistes à part entière. Les hommages posthumes à Marguerite Durand louent ainsi sa beauté, son élégance et son charme<sup>149</sup>. Elle-même souligne dans une citation restée célèbre (mais non sourcée) que « le féminisme ignore ce qu'il doit à ses boucles blondes ».

Si ces ressources sont fragiles, elles ont aussi permis aux rédactrices de la *Fronde* de pénétrer un monde journalistique dont les femmes étaient jusqu'alors exclues. Acceptée en tant que telles, valorisant ces qualités, et jouant si l'on peut dire le jeu d'un féminisme essentialiste, elles ont ainsi pu contribuer à subvertir les règles du jeu de ce groupe professionnel et ainsi, pour un temps, à rendre ce métier plus « féminin » en dépit de la courte durée de l'expérience. La « fin » provisoire du journal suscite d'ailleurs des commentaires qui tendent à reconnaître, malgré l'échec commercial du journal, la « réussite » de ce projet (voir encadré).

---

<sup>147</sup> *Le Cri du Peuple*, 14 février 1886

<sup>148</sup> Voir sur ce point Marc Martin sur la naissance du reportage. Marc Martin, *Les grands reporters. Les débuts du journalisme moderne*, Paris, Audibert, 2005.

<sup>149</sup> Voir sur ce point notre article, « Comment la vocation journalistique vient aux femmes. Marguerite Durand, fondatrice de *La Fronde* », in Cyril Lemieux (dir.), *La Subjectivité journalistique*, Paris, EHESS, Collection Cas de figures, 2010.

### Après la disparition de *La Fronde* (Revue de Presse)

« On aura voulu voir dans la disparition du journal *La Fronde*, un recul une défaite du féminisme. On sait que ce journal, fondé pour appuyer les revendications féminines et qui voulait prouver que les femmes pouvaient, tout aussi bien que les hommes être journalistes, administrateurs, typographes etc. était rédigé, administré par des femmes. *La Fronde* a cessé de paraître après un manifeste qui pourtant ne sentait pas la défaite. Les « frondeuses » en se dispersant après quelques années d'activité, ont annoncé que leur but était atteint et qu'elles allaient travailler pour d'autres journaux concurremment avec leurs collègues de l'autre sexe. S'il est maintenant acquis que les femmes peuvent remplir tous les emplois dans le journalisme, on peut cependant regretter la disparition de *la Fronde* qui s'était donné aussi pour mission de signaler les abus, d'enregistrer les progrès et de réclamer les réformes urgentes. *La feuille d'avis* du 12/10/1903 Carton *La Fronde* BMD

« La création de *la Fronde* – car on a deviné que c'est de *La Fronde* qu'il s'agit – avait été une nouveauté. Dirigé par une femme, entièrement rédigé par des femmes, typographié entièrement par des femmes, ce journal par cela seul, a vécu six années pleines prouve l'aptitude des femmes à quatre ou cinq métiers différents et très difficiles ; il prouve presque l'aptitude des femmes à tous les métiers virils. C'est une fois de plus l'argument de fait : prouver la possibilité du mouvement en marchant. *Le phare de la Loire ?* du 6 octobre 1903 Carton *La Fronde* BMD

Si l'expérience de *La Fronde* peut être analysée y compris par ses contemporains, comme un indicateur du progrès de la féminisation de la profession journalistique, elle est aussi dans les faits, le tremplin pour d'autres expériences collectives ou individuelles. *La Fronde* a ainsi été pour certaines femmes un lieu d'apprentissage qui leur a permis de faire leur classe. Après l'arrêt de *La Fronde*, Séverine et Marguerite Durand ont continué leur carrière journalistique dans d'autres titres « plus généralistes ». Marguerite Durand a participé à la fondation de *l'Action* en 1903 (dont *La Fronde* sera le supplément jusqu'en 1905), puis à la création du titre *Les Nouvelles* en 1909. Séverine continue elle aussi ses collaborations régulières, à *l'Humanité* notamment<sup>150</sup>. Elles sont aussi toutes les deux particulièrement visibles dans les combats suffragistes et le socialisme en général. En 1910, Marguerite Durand fait une campagne remarquée – et seulement symbolique – en se présentant aux élections législatives en compagnie de sa lionne. Séverine connaît plusieurs engagements jusqu'à la fin de sa vie : militante pour la paix et le suffrage féminin en 1914 (elle organise une grande manifestation liant ces deux causes), elle intègre le comité central de l'Union Française pour Suffrage des Femmes en 1915, prend sa carte à la SFIO (1918) puis au Parti communiste (1921) dont elle est exclue en 1923 pour avoir refusé de démissionner de la Ligue des droits de l'Homme à laquelle elle appartenait, enfin en 1927 elle s'engage pour Sacco et Vazzetti<sup>151</sup>.

*La Fronde* a également été le lieu de socialisation de journalistes qui se sont par la suite affirmées dans la profession. Dans sa « causerie » sur l'ouverture de la maison des femmes journalistes<sup>152</sup> Marguerite Durand cite par exemple quelques-unes de celles qui après *La Fronde*

<sup>150</sup> Évelyne Le Garrec, *Séverine (1855-1929), Vie et combats d'une frondeuse*, l'Archipel, 2009

<sup>151</sup> Sur la biographie de Séverine on se reportera à Paul Couturiau, *Séverine, l'insurgée*, Monaco, Éditions du Rocher, 2001 et de l'ouvrage de Christine Bard, *Les filles de Marianne*, *op.cit.*

<sup>152</sup> Marguerite Durand, « Causerie sur les femmes journalistes », *op.cit.*

ont embrassé une carrière journalistique : « Andrée Viollis, Alice La Mazière, Huguette Gonin, Huguette Garnier, Hélène Gosset, Suzanne Dudit, Hélène du Taillis, Simone Ratel, Paul [nom illisible], Suzanne Normand ». Toutes n'ont pas une notoriété suffisante pour établir avec précision leur trajectoire professionnelle mais les données biographiques que l'on peut recueillir confirment que ces trajectoires remarquables de femmes à la fois reconnues pour leur plume et leur engagement.

Sur neuf personnes mentionnées par Marguerite Durand dans sa Causerie de 1933, nous avons pu retrouver, notamment dans le dictionnaire « Maitron » et dans la base de données de la BNF, cinq personnes. Certaines sont plutôt connues comme militantes et ont pu par ailleurs, écrire des ouvrages et en particulier des ouvrages de fiction. D'autres, dont les fiches sont mentionnées dans la base de données de la BNF sont plutôt des figures littéraires.

Du côté des journalistes « engagées », deux journalistes de *La Fronde* sont passées à la postérité « biographique » pour leur militantisme :

**Andrée Viollis (1879-1950)**, est une des journalistes femmes les plus connues de la première partie du XX<sup>e</sup> siècle<sup>153</sup>. Andrée Viollis commence sa carrière au *Petit Parisien* et à *l'Echo de Paris*. Elle a une expérience à l'étranger au *Times* et au *Daily Mail*. Elle est surtout connue pour ses grands reportages à l'étranger : « *Seule en Russie* (1927), premier grand reportage sur la Russie soviétique ; *Tourmente sur l'Afghanistan* (1930) dans lequel elle raconte la révolte de Kaboul dont elle fut la seule témoin ; *L'Inde contre les Anglais* (1930) écrit après avoir passé cinq mois en Inde au moment de la marche à la mer de Gandhi ». Elle publie aussi de nombreux reportages sur la guerre d'Espagne. En 1935, elle devient directrice de *Vendredi* (hebdomadaire politico-littéraire qui paraît entre 1935 et 1938) en raison de sa proximité avec le Parti communiste. Pendant la guerre, elle s'engage dans la Résistance et publie des pamphlets anti-nazi. A la Libération elle rejoint les communistes. Elle termine sa carrière à *l'Humanité*. Elle a par ailleurs publié plusieurs romans.

**Alice La Mazière (1880-1962)** fait partie, selon le dictionnaire biographique Maitron<sup>154</sup>, des femmes communistes qui ont présenté leurs candidatures aux élections législatives de 1919<sup>155</sup>. Elle est aussi mentionnée par la base de données de la BNF comme auteure de plusieurs ouvrages, des essais sur la cause des femmes mais aussi des œuvres de fiction.

Du côté des « littéraire », trois personnalités apparaissent dans la base de donnée de la BNF.

**Simone Ratel (1900-1948)** est une écrivaine, lauréate du prix Interallié, auteure d'une douzaine de romans.

**Suzanne Normand (1895-1981)** est une écrivaine auteure de plusieurs romans

**Hélène du Taillis (1873-1961)** est une écrivaine et collaboratrice et auteure de deux romans primés par l'Académie Française : *Enterrons l'adultère* (1924) et *La nouvelle Bovary* (1928)

Hormis ces femmes consacrées par Marguerite Durand, d'autres figures journalistiques d'entre-deux guerres sont passées par *La Fronde* avant de mener une carrière journalistique et militante. C'est le cas de Jeanne Misme qui a occupé la rubrique des spectacles à *La Fronde* et lancé en 1906 l'hebdomadaire *La Française*. Elle collabore à partir de 1915, à *L'Oeuvre* et à *Minerva*. Jeanne Misme est surtout une figure du féminisme, vice-présidente entre 1909 et 1935 de l'Union Française pour le Suffrage des Femmes, puis présidente de la section Presse, Lettres et Arts au

<sup>153</sup> Anne Renoult, *Andrée Viollis. Une femme Journaliste*, Angers, Presses Universitaires d'Angers, 2004 (collection Mnemosyne).

<sup>154</sup> <http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr.ezproxy.univ-paris1.fr/spip.php?article115563>

<sup>155</sup> <http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr.ezproxy.univ-paris1.fr/spip.php?article115563>.

CNFF, puis déléguée à la présidence de la même section au Conseil international des femmes<sup>156</sup>. C'est le cas aussi de Maria Verone qui, après un parcours chaotique (orpheline de père, révoquée comme institutrice, chanteuse), entre à *La Fronde* pour s'occuper, sous le pseudonyme de Thémis de la rubrique judiciaire. Après *La Fronde*, elle reprend ses études et devient la cinquième femme française à s'inscrire au barreau<sup>157</sup>.

*La Fronde* pour toutes ces raisons est aussi une référence centrale dans l'histoire du journalisme au féminin. Le journal devient dès lors un modèle pour celles qui quelques années plus tard se lancent dans la création du magazine *ELLE* qui, bien que très différent dans son contenu et dans sa forme revendique la filiation de cet ancêtre prestigieux et contribue dans un tout autre contexte, à féminiser lui-aussi la profession journalistique.

---

156

[http://www.archivesdufeminisme.fr/GDS/index.php?table\\_name=fonds&function=details&where\\_field=id\\_fonds&where\\_value=172](http://www.archivesdufeminisme.fr/GDS/index.php?table_name=fonds&function=details&where_field=id_fonds&where_value=172)

<sup>157</sup> Christine Bard, *Les filles de Marianne*, op.cit.

## Chapitre 2 : Un éternel féminin contrarié :

### la naissance de *Elle* magazine en 1945

La dame en question (appelons la Nadine) avait en effet tout ce qu'il faut pour réussir : une beauté éclatante, un nom, et l'entregent, elle savait écrire (Ma Chère, elle vous envoie des lettres étonnantes et si amusantes !), de l'intelligence et de la volonté.

Pourtant, elle connut bientôt les exigences d'un métier fait de démarches - *J' y suis allé trois fois !* – vous n'avez pas su lui demander l'essentiel – *Mais, je vais l'importuner* – peut-être, mais il faut que nous sachions l'essentiel, de renoncement - *A cette heure-là je suis prise, j'ai un thé* – malheureusement, c'est à cette heure là que se passe l'événement, de courage - *Je ne peux pas écrire ça pour 6 heures demain matin, il faudrait que j'y passe la nuit !* – je regrette, mais l'édition boucle à 8 heures, de désagréments - *Je sais que ce n'est pas tout à fait exact, mais cela lui fera plaisir* – Vous n'êtes pas là pour faire plaisir à vos amis. Et d'ailleurs on n'écrit pas avec des adjectifs.

Et Nadine disparut un beau matin, comme le train de l'humoriste c'est à dire sans crier gare !

Pierre Lazareff, décrivant un entretien (fictif ?) avec une postulante au métier de journaliste (*ELLE* n°311, 12 novembre 1951, « Tout ce que vous devez savoir des femmes journalistes »)

La période de la Libération est un moment où les luttes pour la définition ou la redéfinition du rôle de la presse et des médias en général, du journaliste professionnel en particulier sont intenses. Dans un contexte de bouleversements institutionnels, le paysage médiatique est, à coup de décisions volontaires et étatiques, très largement redessiné. L'idée des représentants du gouvernement provisoire, préparée durant la guerre<sup>158</sup>, est alors de soustraire les journaux aux puissances de l'argent et de favoriser le pluralisme des médias considéré comme un gage de la démocratie retrouvée et de la République rétablie. Ce pluralisme médiatique est aussi conçu comme le reflet du pluralisme politique des forces qui ont contribué à la victoire contre les Allemands et le régime de Vichy. Il faut désormais que la presse dont une grande partie a été dévoyée par la collaboration (et corrompue par le capitalisme d'avant-guerre), participe à la reconstruction démocratique du pays.

---

<sup>158</sup> « Dès 1943 est mis en place une commission de la presse présidée par Alexandre Parodi. La même année est créée une commission de la presse clandestine. Cette commission devient la fédération nationale de la presse clandestine avec à sa tête Albert Bayet. Ce sont ces instances qui élaborent le projet du gouvernement provisoire en matière d'information et aboutissent à la rédaction de la circulaire du 2 mai 1944, préparant l'ordonnance d'Alger du 22 juin 1944 qui fixe non seulement les principales dispositions réorganisant la profession (les mesures d'épuration) mais aussi l'économie générale du système médiatique » (Christian Delporte, *Les journalistes en France, op.cit.*, p. 379-380)

Le modèle médiatique valorisé est celui d'une presse politique, une presse d'idées et engagée, guidée par un retour à un passé mythique qui puise ses références dans la Révolution française. Invoquant la liberté d'expression, celle de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789, les hommes et les femmes politiques de la Résistance et de la Libération construisent un système censé assurer l'expression de toutes les forces démocratiques du pays et mettre fin aux années de censure du régime de Vichy et de l'occupation. La presse commerciale, celle qui fut « vendue au capitalisme », accusée d'être la plus collaborationniste d'entre toutes, devient un modèle repoussoir. Et les évolutions « commerciales » que connaît le paysage médiatique de l'entre-deux-guerres sont même accusées d'avoir justement mené à la collaboration. Ces tensions entre pôle marchand et civique dans la presse ne sont pas nouvelles mais sont particulièrement exacerbées dans les moments de crise où il s'agit d'éprouver et d'imposer de nouveaux modèles professionnels. La lutte qui se joue alors autour de la définition et de la redéfinition des principes d'excellence du journalisme conduit ceux et celles qui s'y engagent à mobiliser des ressources personnelles, professionnelles et politiques dont ils/elles sont dotés et qu'ils/elles cherchent à imposer comme légitimes à un moment donné.

Les journaux doivent dès lors être « politiques », au service de la démocratie et libérés des puissances de l'argent<sup>159</sup>. Dans ce cadre, les titres dont la parution est favorisée par les pouvoirs publics sont ceux qui développent si ce n'est un projet politique du moins un projet civique de défense de l'intérêt général, au service du public voire de la démocratie et de la justice. Le modèle de journalisme est celui d'un journalisme engagé, d'un journaliste justicier<sup>160</sup>, un « journalisme d'idées » qui tire sa légitimité pour la période qui nous intéresse ici de son engagement dans la Résistance<sup>161</sup>. Les figures qui émergent dans l'espace

---

<sup>159</sup> Voir sur les liens entre projets politiques et éditoriaux, le livre de Nicolas Kaciak, *Les pages « Politique », Histoire du journalisme politique dans la presse française (1945-2006)*, Rennes, PUR, 2013

<sup>160</sup> Voir sur ce point, Cyril Lemieux, « Les formats de l'égalitarisme. Transformations et limites de la figure du journaliste justicier dans la France contemporaine », *Quaderni*, n°45, 2001, pp 53-68.

<sup>161</sup> Il ne s'agit pas de revenir ici sur les controverses historiographiques autour de cette notion, nous reprendrons ici à notre propre compte la définition que Christian Delporte (*Les journalistes français*, op.cit.) adopte pour décrire les « journalistes résistants » dans son ouvrage, à savoir « *les femmes et les hommes qui, professionnels avant la défaite, ont participé à la lutte et à son organisation depuis Londres, ou ont rejoint les rangs d'un mouvement ou d'un réseau de l'intérieur* » ... ce sont eux qui, « *s'étant illustrés dans les troupes de la France libre ou dans la clandestinité impriment leur marque à la presse nouvelle* » (p. 366-367). Christian Delporte estime que ces journalistes sont entre 210 et 250. Il s'agit bien sûr des journalistes les plus « légitimes » ceux qui ont laissé leur signature (bien évidemment sous pseudonyme) dans les journaux clandestins et ceux qui sont, après la guerre passé à la postérité pour cela. Olivier Wieviorka dans son étude sur le réseau Défense de la France, sur lequel nous reviendrons, estime quant à lui que ce réseau – constitué de rédacteurs mais aussi d'imprimeurs - dont l'une des principales activités est la publication du journal *Défense de la France* compte environs 3000 membres (voir sur ce point, Olivier Wieviorka, *Une certaine idée de la Résistance. Défense de la France (1940-1949)*, Paris, Le Seuil, 2010. )

médiatique incarnent particulièrement bien ce modèle, et disposent des ressources matérielles et symboliques pour l'imposer. Ceux, puisqu'il s'agit pour la plupart d'hommes, qui sont ainsi placés à la tête des journaux avec l'aide (ou du moins l'accord) des pouvoirs publics deviennent des modèles professionnels à part entière et des figures mythiques aujourd'hui encore mobilisées lorsqu'il s'agit de défendre une certaine éthique professionnelle des journalistes. Ils participent par conséquent de la construction identitaire du groupe journalistique<sup>162</sup>. L'équipe que forme par exemple Pierre Lazareff au moment de la création de *France Soir* est typique de ces trajectoires journalistiques qui passent par l'exil à Londres ou aux Etats-Unis, ou le passage par les réseaux de Résistance et qui sont « chargés » de reconstruire le paysage journalistique d'après-guerre. C'est le cas pour Pierre Lazareff<sup>163</sup> lui-même mais c'est aussi le cas pour Joseph Kessel, Paul Gordeaux ou Henri Amouroux qui participent les premiers à l'aventure de *France-Soir*.

**Pierre Lazareff** (1907-1972) a commencé sa carrière journalistique avant la guerre en tenant les chroniques théâtrales de différents journaux. En 1931, il est nommé par Jean Prouvost, directeur de *Paris-Soir* dont il lance la version dominicale. Déchu de sa nationalité française par le régime de Vichy en raison de ses origines juives, Pierre Lazareff quitte la France pour les Etats-Unis où il anime le *War Information Office* pour l'Europe.

**Paul Gordeaux** (1891-1974) commence lui aussi sa carrière de journaliste avant la première guerre mondiale, au *Petit Niçois*. Il est un compagnon de Pierre Lazareff qu'il a aidé à intégrer la rubrique théâtre de *l'Echo de Paris* en 1925. Durant la guerre Paul Gordeaux part à Londres comme envoyé spécial des journaux du groupe Prouvost. Il participe alors avec Pierre Dac, aux émissions de *Radio Londres*. A la Libération il participe à la naissance de *Paris Match* puis rejoint Lazareff à *France Soir*.

**Henri Amouroux** (1920-2007) commence sa carrière avant la guerre, dans un journal local bordelais, *la Petite Gironde*. Pendant la guerre, il appartient au réseau de résistance Jade-Amicol. A la Libération il entre à *Sud Ouest* dont il devient rédacteur-en-chef, puis directeur. Il quitte *Sud Ouest* en 1974 et rejoint *France Soir*. Henri Amouroux a été président du jury du prix Albert Londres de 1984 à 2006

L'équipe que le Général de Gaulle impose à la tête du *Monde*, autour d'Hubert Beuve-Mery est de la même manière composée de journalistes qui doivent certes, être compétents mais surtout irréprochables du point de vue de la morale et de l'engagement dans

---

<sup>162</sup> Dans un livre co-écrit par un historien, Patrick Eveno et un journaliste, Yves Agnès sont ainsi consacrés comme ceux qui « ont fait la presse » à la Libération : Albert Bayet, Cino Del Duca, Hubert Beuve Mery, Pierre Lazareff, Jean Marin, Emilien Amaury, Jean Schwoebel, Albert Camus, Robert Capa, Georges Berard Quelin, Philippe Viannay. Si certains de ces journalistes résistants sont les défenseurs acharnés d'un modèle civique du journalisme (c'est le cas d'Albert Camus), d'autres, patrons de presse se sont rapidement « convertis » à la presse commerciale ou de distraction : on pense par exemple à Cino Del Duca, ou même à Pierre Lazareff. Si le livre est en partie anecdotique et hagiographique, s'il consacre aussi un espace bien particulier de la presse (la presse commerciale à succès), il résume et fournit des renseignements sur la vie des différents protagonistes de la presse de l'époque. Yves Agnès, Patrick Eveno, *Ils ont fait la presse. L'histoire des journaux en France en 40 portraits*, Paris, Vuibert, 2010

<sup>163</sup> Pierre Lazareff a fait l'objet de plusieurs biographies/hagiographies, celle de Jean Claude Lamy, *Pierre Lazareff à la une*, Stock, 1975, celle de Robert Soulé, *Lazareff et ses hommes*, Grasset, 1992 et celle d'Yves Courrière, *Pierre Lazareff ou Le vagabond de l'actualité*, Gallimard, 1995



la Résistance en particulier dans les réseaux gaullistes<sup>164</sup>. C'est sur ces principes qu'est aussi (re)fondé le service public de l'audiovisuel<sup>165</sup>. Ces équipes sont d'abord et avant tout chargées de contribuer à la diffusion de la culture française et au redressement moral du pays<sup>166</sup>. Les exemples sont nombreux et on pourrait aussi revenir sur les lieux de transmission de ce modèle du journalisme « engagé » qu'est une école comme le CFJ créée en 1946 par ces figures symboliques de la Résistance que sont Philippe Viannay, Jacques et surtout Claire Richet qui, à la mort de son mari devient en 1953, la secrétaire générale du CFJ.

Le « journaliste résistant » semble ainsi s'imposer dans un monde où les qualités professionnelles comptent moins que les qualités politiques. Mais, ces qualités ne sont pas seulement celles de l'allégeance démocratique et du service (au) public. Le Journaliste de l'après-guerre (et j'insiste sur la majuscule) est aussi un journalisme viril qui ayant fait ses preuves dans la Résistance (voir les portraits plus haut), est susceptible de prendre des risques y compris physiques. La réparation d'un journal est ainsi considérée comme un acte équivalent au montage d'une barricade dans le Paris libéré. Les caractéristiques des journalistes « résistants » décrits par Christian Delporte sont ainsi des hommes, bien installés dans la vie avant la guerre ; certains ont exercé dans la presse de gauche, communiste ou syndicale et sont parfois (dans un cas sur trois) reporters ou envoyés spéciaux à l'étranger<sup>167</sup>. La figure du reporter telle qu'elle s'est imposée dans l'entre-deux-guerres (comme celle d'Albert Londres prêt à donner sa vie pour une information et faisant la preuve de son courage physique<sup>168</sup>) permet de mesurer l'importance des épreuves « physiques », de la confrontation au danger dans la construction mythologique<sup>169</sup> d'un métier principalement fait

---

<sup>164</sup> Yves Agnes, Patrick Eveno, *Ils ont fait la presse, op.cit*

<sup>165</sup> Voir sur ce point, Jérôme Bourdon, *Haute fidélité : pouvoir et télévision 1935-1994*, Paris, Le seuil, 1994.

<sup>166</sup> Eck Hélène, « La radiodiffusion nationale et la « culture française » », *Les intellectuels et l'Occupation, 1940-1944*, Paris, Autrement, «Mémoires/Histoire», 2004, 352 pages.

<sup>167</sup> Sur l'émergence de la figure du grand reporter, on se reportera à Marc Martin, *Les grands reporters. Les débuts du journalisme moderne*, Paris, Audibert, 2005.

<sup>168</sup> Cyril Lemieux rappelle par l'exemple l'engagement, y compris physique d'Albert Londres. Le trajet Paris Reims qu'il réalise à vélo pour son premier reportage sur le bombardement de la cathédrale de Reims est constitutif de la construction du mythe du reporter. Cyril Lemieux, « Albert Londres. Le journalisme à contrecœur », in Cyril Lemieux (dir.), *La subjectivité journalistique, op.cit* p. 225.

<sup>169</sup> Sur la définition masculine du métier de reporter, on se reportera à Denis Ruellan, « Reportère de guerre », *Travail, Genre et Société*, n°36, novembre 2016. Denis Ruellan explique ainsi : « Dans l'entre-deux-guerres, alors les syndicats de journalistes sont principalement animés par des rédacteurs polyvalents et des secrétaires de rédaction, la profession se choisit comme figure emblématique celle du reporter international et plus particulièrement celle du reporter de guerre. La mort en mission commence, dans les années 1930, à donner lieu à des manifestations d'émoi qui sont aussi des occasions de signifier, aux yeux de l'opinion publique et des gouvernants, la notabilité du journalisme. Ainsi, en 1932, quand le grand-reporter international Albert Londres meurt au retour d'une mission en Chine, le Syndicat national des journalistes salue le « journaliste qui, par son talent, par son courage, autant que par la droiture de son caractère, faisait l'orgueil de notre profession ». Quand trois reporters furent tués en Espagne en 1936 et 1937, le syndicat examina la proposition d'inscrire sur

par (et pour des hommes). Les trajectoires d'engagement dans la Résistance des membres de *Défense de la France* décrites par Olivier Wieviorka<sup>170</sup> montrent bien comment, on passe d'une Résistance morale où il s'agit de lutter avec des idées contre la propagande nazie et le défaitisme à une Résistance « physique » où l'on met sa vie en jeu. La trajectoire de Philippe Vianney qui termine ainsi la guerre à la tête du maquis de Seine et Oise nord en témoigne. Durant la guerre, les journalistes résistants ont forgé leur réputation sur leur écriture et leur action intellectuelle de propagande mais ils ont aussi pour beaucoup, fait leurs preuves dans la clandestinité et mettre à l'épreuve leur vie dans la diffusion des titres qu'ils publiaient. Pour le dire comme Christian Delporte, les journalistes ne se battent pas uniquement avec leur plume mais aussi pour une partie d'entre eux (que Delporte estime à 11,4%) avec des armes<sup>171</sup>.

Ce modèle dominant du journalisme s'accorde mal aux qualités réputées féminines. Intégrer ce monde professionnel reste pour des femmes dans ce contexte, extrêmement difficile, ce que traduit leur faible présence dans la profession au sortir de la guerre. Et si quelques figures féminines du grand reportage émergent à cette période, elles sont d'abord et avant tout louées pour leurs qualités masculines (de courage) et disposent surtout comme Andrée Viollis<sup>172</sup> de ressources politiques (notamment un passage par le Parti communiste) qui compensent le handicap de leur féminité.

De plus, dans ce cadre précis, la « presse spécialisée », celle qui offrait avant-guerre une possibilité de professionnalisation pour les femmes est en raison de son caractère commercial, très minoritaire et malmenée y compris d'un point de vue matériel en raison du manque de locaux disponibles<sup>173</sup> et des rationnements de papier. C'est pourtant dans ce contexte que naît le magazine *ELLE* qui symbolise pour beaucoup la futilité et l'aliénation des femmes. Or, en dépit de cette image stigmatisante, le magazine est aussi celui qui, destiné à un public spécifiquement féminin, accompagne le droit de vote et d'éligibilité des femmes nouvellement acquis, ainsi que la reconnaissance constitutionnelle de leur égalité. L'objet de

---

*les murs du siège* : « Au fur et à mesure, pour être honorés, les noms de tous ceux des nôtres qui tombent "victimes du devoir" ? La liste, hélas, s'allonge. Elle nous honore trop pour tomber dans l'oubli. » *La figure devient mythe.* »

<sup>170</sup> Olivier Wieviorka, *Une certaine idée de la résistance*, *op.cit.*

<sup>171</sup> Christian Delporte, *Les journalistes français*, *op.cit.*, pp. 371-373

<sup>172</sup> Anne Renoult, *Andrée Viollis, Une femme journaliste*, *op.cit.*

<sup>173</sup> Comme le résume, Yvan Chupin, Nicolas Hubé et Nicolas Kaciaf, (*Histoire économique et politique de la presse en France*, *op.cit.* pp. 58 et 59) « à la Libération, les ordonnances de 1944 réorganisent le cadre réglementaire de la presse écrite : les locaux des journaux ayant collaboré sont réquisitionnés et transférés au nouveau titre. La SNEP, la société nationale des entreprises de presse chargée de cette mission est légalisée par la loi 11 mai 1946. Ainsi le 100 rue Réaumur était occupé avant-guerre par *l'Intransigeant*. Durant l'occupation, à partir de 1941, c'est le *Pariser Zeitung* qui y loge. En 1947, la société des papiers de presse est créée. Elle est chargée de répartir équitablement le papier entre les différents journaux ».

ce présent chapitre est de comprendre comment le projet de *ELLE* a été rendu possible dans une configuration où dominent des principes d'excellence journalistique fondés sur le civisme et l'intérêt général, où les journaux se doivent d'être « sérieux », et contribuer au redressement matériel et moral du pays. Comment la légèreté, la superficialité et la « futilité » que revendique *ELLE* et que l'on associe généralement à la presse féminine (et aux femmes en général) peuvent-elles devenir des ressources dans un monde journalistique dominé par des valeurs masculines comme la profondeur, le sérieux, la gravité et la force ? Comment, enfin des femmes journalistes et en particulier Hélène Gordon-Lazareff et Françoise Giroud – belles, élégantes, cultivées et bourgeoises – ont-elles réussi à s'imposer dans un univers masculin et défini comme tel et à faire de leurs qualités, liées notamment à la « féminité », des qualités journalistiques et du même coup à rendre possible la « féminisation » du journalisme au point d'en constituer aujourd'hui (et c'est surtout vrai pour Françoise Giroud) l'une des figures idéales ?

Au-delà de ce « succès » initial, nous chercherons aussi à comprendre comment le magazine a réussi à s'installer progressivement dans le paysage médiatique français de l'après-guerre, quand bien même il semble entrer en contradiction avec le modèle dominant de la presse politique valorisée. Objet de controverse, sur son utilité sociale notamment, son succès et le style journalistique qu'il impose permettent alors de saisir certaines des évolutions que connaît la presse d'après-guerre et nous renseignent en particulier sur les formes de « dépolitisation » de l'information<sup>174</sup> et d'emprise croissante des logiques commerciales sur les médias.

Il s'agit aussi au travers des figures journalistiques qui animent le magazine de comprendre, comment ces femmes journalistes ont « transformé » la profession journalistique à un moment où celle-ci connaît de profondes mutations (augmentation très importante du nombre de journalistes, féminisation, précarisation etc.). Nous montrerons ainsi que ces femmes journalistes incarnent par leur trajectoire et par la défense de leur projet, un journalisme littéraire, mondain et politique porteur d'un modèle « ambivalent » à la fois engagé et commercial où les femmes sont à la fois « indépendantes » et consommatrices, actrices du redressement économique et démocratique du pays, mères de famille et épouses exemplaires.

---

<sup>174</sup> Sur la notion de dépolitisation de la presse politique, on se reportera à Nicolas Kaciak, « Engagement journalistique et bipolarisation de l'espace partisan. Le cas des services politiques de la presse écrite française (1968-1981) », in Sandrine Lévêque et Denis Ruellan, *Journalistes engagés*, Rennes, PUR, 2011.

L'objet « magazine », son contenu tel qu'il est présenté au public à partir du 21 novembre 1945 est bien entendu important pour comprendre comment ce coup (de force ou de génie ?) a été rendu possible. S'inscrivant directement dans un projet visant à faire des femmes des actrices à part entière de la reconstruction du pays, *ELLE* cherche à s'imposer continuellement comme un lieu d'émancipation au point d'organiser en 1970, les Etats Généraux de la femme, manifestation certes controversée<sup>175</sup> mais qui permet d'affirmer l'engagement historique du magazine dans les combats pour l'égalité et ce, dès ses origines. C'est sur cette période particulière qui couvre les débuts du magazine jusqu'à l'organisation des Etats Généraux que porte notre analyse. Il s'agit notamment de travailler à la fois sur le projet éditorial de *ELLE* tel qu'il se lit dans les colonnes même du journal (à défaut d'archives disponibles) mais aussi sur la manière dont certaines de ses animatrices investissent l'activité journalistique pour la modeler à leur image. Les tensions ou les ambivalences, voire les ambiguïtés à l'égard de « la cause des femmes » que dessine le contenu du journal (et les trajectoires de ces journalistes) permettent ainsi de mieux saisir comment s'opère sur la période (1945-1970) une féminisation du journalisme fondée sur l'affirmation des différences sexuelles et la conciliation des logiques marchandes et civiques. Nous mènerons notre démonstration en deux temps :

Dans un premier temps, et en nous appuyant principalement sur le contenu du journal (dépouillé sur la période – voir encadré méthodologique) nous montrerons autour de trois thématiques – la politique, le travail et le corps – en quoi le projet émancipateur de *ELLE* s'inscrit indissociablement dans un registre commercial qui renouvelle les formats journalistiques tout en préservant l'ordre genré nécessaire à sa réussite.

Dans un second temps, à partir d'une analyse des trajectoires des journalistes qui y travaillèrent, nous chercherons à monter en quoi la féminisation du journalisme est un processus complexe et ambivalent qui joue tout à la fois sur un processus de distinction et de mise en conformité avec les modèles journalistiques dominants.

#### Note méthodologique

Notre travail s'appuie sur le dépouillement de la collection du magazine *ELLE* de 1945 date de création du journal à 1970, date à laquelle le journal organise les Etats généraux de la Femme. Pour les dix premières années du titre, nous avons procédé à un dépouillement systématique qui nous permettait d'une part de nous imprégner de son contenu et surtout de repérer les prises de positions sur ce que doit être le journal (éditoriaux, reportages sur le journal, « bilan » au moment des anniversaires etc.) et sur les évolutions de son projet éditorial. Sur la période 1955-1970, nous avons dépouillé un an sur deux (et pour les années manquantes, le numéro anniversaire dont nous avons repéré qu'il contenait des mises au point collectives sur les conditions de production du journal et sur son avenir). Nous avons bien évidemment été contrainte par les conditions de conservation des magazines

<sup>175</sup>Voir sur ce point, Françoise Picq, *La Libération des femmes. Les années mouvement*, Paris, Le Seuil, 1983.

qui ne sont souvent pas excellentes (pages arrachée, fiches de cuisine ou supplément disparus, etc.) ainsi que du désavantage d'une conservation sous forme reliée pour une partie des magazines, qui interdit souvent une lecture complète des articles.

Pour ce dépouillement, nous cherchions à repérer trois types de matériaux :

1) Ceux qui permettent de comprendre le projet journalistique du magazine. Nous avons donc retenu les articles qui précisent au fil du journal, ce projet comme les éditoriaux (rarement signés) sur les difficultés à produire le journal dans les premières années mais aussi de manière plus subtile, les articles qui pouvaient mettre en scène les journalistes elles-mêmes ou ceux qui décrivent le métier de journaliste. Ces articles qui explicitent directement les « stratégies » de la rédaction sont peu nombreux mais nous disent beaucoup sur l'identité du journal telle qu'elle se donne publiquement à voir.

2) Ceux qui permettent de mieux saisir le projet politique, en l'occurrence *féministe* du magazine tout en délimitant le cadre spécifique (professionnel, et économique dans lequel il s'exprime). Trois thèmes se sont révélés au fil de la lecture particulièrement intéressants à traiter : la participation politique des femmes, le travail et des questions relatives au corps et à la sexualité. Il s'agissait ici moins de travailler sur les représentations que le magazine diffusait de ces trois questions, que de saisir au travers des articles, le positionnement des rédactrices à l'égard du journalisme (et de son exercice) et de la cause des femmes (et de leur engagement). Nous nous situons ainsi dans une perspective d'analyse défendue par Roselyne Ringoot<sup>176</sup> qui préconise une analyse du discours de presse qui tienne compte des conditions de productions de ces discours et insiste sur les à-côté du discours, comme l'identité des producteurs, entendue au sens de journalistes et au sens de journaux. N'étant pas spécialiste de linguistique, nous ne nous engageons pas dans une analyse systématique d'un corpus défini d'articles sur un thème donné. Nous adoptons plutôt sur ces articles une perspective pluridisciplinaire<sup>177</sup> qui permet d'analyser les articles de presse comme des révélateurs de nouvelles pratiques journalistiques et d'une ligne éditoriale à la fois émancipatrice, classiste et genrée saisie ici dans sa globalité.

3) Ceux qui nous permettent de dresser un portrait sociologique des journalistes engagé.es sur ce projet. Il s'agit alors de repérer les « grandes » signatures et les journalistes plus ordinaires du magazine. Nous avons ainsi relevé systématiquement l'ours, lorsqu'il existe et repérer les fonctions mises en avant par celles et ceux dont le nom apparaît régulièrement dans les colonnes du journal.

Ce type de dépouillement est extrêmement fastidieux et chronophage, à la fois plaisant d'un point de vue personnel et souvent insatisfaisant d'un point de vue académique. *ELLE* est aujourd'hui un journal familial qui s'adresse plutôt aux femmes des classes supérieures, citadines, et éduquées<sup>178</sup>. A voir les chiffres de l'ACPM<sup>179</sup>, la mère de famille parisienne de (encore) moins de 50 ans est aujourd'hui toujours le cœur de cible du magazine et *ELLE* est un journal que je lis assez régulièrement. Les collections historiques de *ELLE* procurent ce même sentiment de familiarité ce qui conduit parfois à se perdre dans des détails qui ne sont pas directement utiles à la recherche. Le courrier des lectrices est particulièrement addictif et a souvent détourné mon attention. Les réponses de Marcelle Segal, responsable historique de la rubrique, sont des modèles d'ethnocentrisme de classe et une entreprise exemplaire d'acculturation des lectrices (populaires ou imaginées comme telles) dont la recherche pourrait s'emparer<sup>180</sup>. On ne peut par ailleurs s'empêcher de penser, lorsqu'on dépouille *ELLE* à

<sup>176</sup> Roselyne Ringoot, *Analyser le discours de presse*, Paris, Armand Colin, 2014.

<sup>177</sup> Voir sur ce point aussi le livre d'Alice Krieg Plank, *Analyser les discours institutionnels*, Paris, Armand Colin, 2012.

<sup>178</sup> Sur le lectorat des journaux féminins (et le positionnement de *ELLE* sur ce marché), on se reportera à Darras Eric, « Les genres de la presse féminine. Éléments pour une sociologie politique de la presse féminine », in Legavre Jean Baptiste, *La presse écrite : objets délaissés, op.cit.*

<sup>179</sup> Selon, les chiffres 2015 de l'ACPM directement fournis par les services de *Lagadère Interactive* (que je remercie ici), le lectorat du magazine se répartit de la manière suivante : Hommes 16,4% Femmes 84,6%. Sur l'échantillon femmes, 21,1% des lectrices ont entre 15 et 24 ans, 36,8% ont entre 25 et 49 ans, 42,1% ont 50 ans et plus. 61,1% des lectrices vivent en ville. 71,2% vivent en province ; elles sont actives pour 51,1% et gagne plus de 45K€.

<sup>180</sup> André Rauch par exemple, sans spécifiquement travailler sur le cas de Marcelle Segal voit dans l'analyse du courrier des lectrices l'expression d'une « valeur subversive dans l'ordre de la morale des mœurs ». Rauch André, « Des bancs de l'école au courrier du cœur. Une histoire du corps ragaillardie », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* 2/2008 (n° 98), p. 71-88.

Si cette analyse qui prend le point de vue du genre est bien évidemment pertinente, il semble qu'elle doive aussi être complétée par une analyse en termes de classe, qui prenne en compte le processus d'acculturation des

l'usage qu'il serait possible de faire des publicités, des articles de mode, des recettes de cuisine et les conseils bricolages pour comprendre une part des évolutions de la vie quotidienne ordinaire sur la période ou du moins du quotidien tel qu'il est mis en scène dans ce type de produit journalistique. C'est la piste qu'explore notamment le séminaire transdisciplinaire sur *Presse magazine, source et objet d'histoire* qu'animent depuis 2009, Claire Blandin, Jamil Dakhli, Bibia Pavard, Emilie Roche, François Provenzano, et Claire Sécail. <http://www.lcp.cnrs.fr/spip.php?rubrique38>.

Du même coup, et c'est à la fois un des avantages et l'une des limites de notre recherche, dépouiller le magazine sur une si longue période invite à la curiosité « socio-historique » mais rend parfois difficile une analyse systématique du matériau ainsi recueilli. Nous avons ainsi choisi de couvrir des thématiques diversifiées au détriment d'une analyse de contenu détaillé. Notre travail n'est donc pas une analyse du traitement de telle ou telle question par le magazine, mais plutôt une analyse transversale du travail journalistique abordée depuis des articles exemplaires de ce traitement.

Ce dépouillement systématique du magazine a été complété par une analyse biographique de celles qui ont fait vivre le magazine afin de comprendre en quoi ces trajectoires permettent de comprendre les représentations journalistiques qu'elles défendent et cherchent à imposer. Nous avons privilégié dans ce cadre une approche en terme de carrières exemplaires – comme celle de Françoise Giroud et bien sûr celle d'Hélène Gordon-Lazareff – en ce qu'elles nous révèlent des logiques d'identification et de reconnaissance professionnelle qui nous renseignent sur les modèles journalistiques dominants à un moment donné.

### **Le contenu éditorial de *ELLE* : un projet émancipateur et commercial qui renouvelle les formats journalistiques.**

*ELLE* est aujourd'hui plus qu'un magazine, une véritable marque<sup>181</sup> conçue et présentée comme telle par le site du groupe Lagardère<sup>182</sup> qui en est aujourd'hui le propriétaire. Décliné en 29 éditions internationales, le magazine dispose d'un site Internet et a donné naissance à des titres spécialisés comme *Elle décoration* ou *Elle à Table*. *ELLE* est aussi une marque d'objet de décoration, de prêt-à-porter et de cosmétiques disponible en ligne ou en boutique et ce, à travers le monde. *ELLE* nous y reviendrons, ce sont aussi encore aujourd'hui des événements ou un prix littéraire qui permettent de faire exister le titre au-delà de ses lectrices et de ses lecteurs. La légende de cette « *success story* » médiatique, celle d'un titre né à la Libération et aujourd'hui encore florissant malgré les difficultés de la presse en général et de la presse féminine en particulier<sup>183</sup>, rapporte que le titre est né de la volonté

---

classes populaires féminines. C'est cette perspective qui fasse tenir ensemble « classe et genre » que nous chercherons à tenir tout au long de notre analyse.

<sup>181</sup> Karine Grandpierre, « Comment le magazine *ELLE* a conquis le monde », *INA Global*, 16 Janvier 2013 <http://www.inaglobal.fr/presse/article/comment-le-magazine-elle-conquis-le-monde> consulté le 13 mars 2014.

<sup>182</sup> <https://www.lagardere-pub.com/actualite/acpm-one-global-2016-elle-1ere-marque-feminine-haut-de-gamme>

<sup>183</sup> Malgré une baisse de sa diffusion en 2012/2013, *ELLE* tire encore plus de 330 000 exemplaires par semaine. Le magazine se situe encore dans les 10 premiers magazines féminins grand public classés par l'ACPM (source : <http://acpm.com>). En France en 2014, le titre le plus vendu est *Femina* qui est un supplément de 36 titres de la presse régionale ce qui lui permet d'atteindre un tirage de près de 3 millions d'exemplaires. Hors de ce supplément, on trouve dans le classement des cinq magazines féminins les plus vendus, trois magazines plutôt populaires, comme *Femmes actuelles* (environs 650 000 ex), *Avantages* (410 000 ex) et *Modes et travaux* et deux magazines plus haut de gamme *Madame Figaro* et *Marie Claire* (environs 400 000 ex). Suivent *Maxi*, *Cosmopolitain*, *Biba* et *ELLE* (entre 330 000 et 350 000 exemplaires).

<http://www.acpm.fr/var/ojd/storage/files/observatoire/B/Observatoire/2015/GP/Feminine%202014.pdf>

d'une femme « forcément visionnaire », Hélène Gordon-Lazareff épaulée par une autre femme d'exception, François Giroud. Ainsi à un entretien qu'elle accorde à Christine Garnier, publié en juillet 1960 dans *La Revue des deux mondes*, la fondatrice du journal, Hélène Lazareff déclare : « *ELLE est née dans ma tête un jour que je me promenais dans Broadway. J'ai pensé qu'il serait amusant de faire pour les femmes un journal qui les tiendrait au courant non seulement de la mode, de la cuisine, de la beauté et de l'ameublement mais aussi de l'actualité et de l'activité de Paris, de la France et du monde* ». Une fois rentrée à Paris, en 1945, Hélène Gordon Lazareff souhaite ainsi créer un magazine « innovant » qui selon Karine Grandpierre « se démarque [dès son origine] des magazines français » et qui soit selon « sa fondatrice, [...] un périodique original [...] mettant l'accent sur le rédactionnel et l'image ». Il s'agit aussi, bien que les Etats-Unis nous y reviendrons imprègnent la vision du magazine, de construire un journal qui soit « éloigné du modèle du Vogue US et du Marie-Claire d'avant-guerre. *ELLE est une adaptation de journaux au contenu informationnel plus étoffé comme Paris-Soir et France-Soir* »<sup>184</sup>. D'emblée le titre se situe donc sur un marché de la presse qui l'éloigne de la presse strictement féminine (dont pourtant aucun titre n'est reparu<sup>185</sup>) pour se tourner du côté de la presse d'information et en particulier de la presse d'information politique, ce que les conditions matérielles de son lancement expliquent aisément. Si dans l'histoire du journal, c'est Hélène Gordon-Lazareff qui est mise en avant, *ELLE* est aussi très souvent considéré comme un « sous-produit » de la presse politique de l'époque, en particulier de *France-Soir* dont il partage les locaux au 100 rue Réaumur dans le deuxième arrondissement de Paris. Les liens de proximité sont évidents et publicisés : ainsi *ELLE* « bénéficie » du soutien de *France Soir* par le biais de la publicité comme celle montrant une jeune femme sur une terrasse, assise dans un fauteuil, les jambes nues posées en hauteur et lisant *France-Soir* dont le slogan est pour l'occasion « le quotidien que préfèrent les femmes » (*ELLE* n°41, 27 Aout 1946) [Voir Portfolio]

Le glissement d'unE Lazareff à l'autre, d'Hélène à Pierre est d'ailleurs souvent rappelé, comme si le magazine était d'abord et avant tout le produit de la rencontre de ce couple toujours présenté comme « hors norme »<sup>186</sup>, même si le succès d'Hélène est, comme

---

<sup>184</sup> Karine Grandpierre, *art.cit.*

<sup>185</sup> *Heures Claires*, le journal de l'Union des Femmes Française ne reparait qu'en 1946 sous une forme hebdomadaire et coexiste jusqu'en 1964 avec Femmes Françaises. Les deux titres fusionnent à cette date. *Marie Claire* ne reparait qu'en 1954. A sa sortie *ELLE* n'a donc pas concurrent mais cela va être de courte durée.

<sup>186</sup> Nous reviendrons sur ce point dans la seconde partie de ce chapitre, lorsque nous aborderons la trajectoire d'Helène Gordon-Lazareff.

souvent<sup>187</sup>, considéré comme le succès de Pierre<sup>188</sup>. La réussite éclatante du titre est d'ailleurs dans ces récits mythiques, d'autant plus remarquable que les débuts sont présentés comme (forcément) modestes. Des bureaux exigus (on l'a dit partagés avec *France-Soir*), des moyens limités (le premier numéro ne fait qu'une vingtaine de pages), des photos qui doivent être envoyées aux Etats-Unis pour pouvoir être développées avec une qualité suffisante sont ainsi régulièrement évoqués comme preuves de la pugnacité des journalistes de *ELLE* à réussir. Sortir le journal devient dès lors la victoire d'une équipe, d'une équipe de femmes. C'est notamment ce que souligne l'éditorial du numéro 99 du journal :

***ELLE* a 99 semaines et se porte bien**

Elles (i.e les collaboratrices de *ELLE*) se débattent comme vous contre la grande pénurie. Faute de local nous travaillons à 28 dans quatre bureaux minuscules où crépitent sans cesse machines à écrire et téléphone. 28 qui ont chacun leur travers, leurs manies, leurs drames, leur personnalité. Faute de papier, nous sommes légalement obligés ne pas dépasser 24 pages alors qu'il nous en faudrait 40 pour répondre à vos suggestions, pour traiter régulièrement et à fond toute les rubriques et vous intéresser. Faute de matériel nos photos couleur prises à Paris, doivent être expédiées à New York où un laboratoire spécialisé les développe et nous les renvoie. (*ELLE* n°99, 7 octobre 1947)

Si les femmes de *ELLE* sont combattives, elles le sont surtout sur un plan professionnel. Rien en effet, dans le projet initial tel qu'il est conçu par sa fondatrice ne se rapporte à un quelconque combat visant à l'émancipation des femmes alors même que se discutent au même moment dans les milieux politiques, les questions relatives aux droits de vote et d'éligibilité des femmes (obtenus en 1944 exercés pour la première fois en 1945), et à la reconnaissance constitutionnelle de leur égalité avec les hommes<sup>189</sup>. Contrairement à *la*

---

<sup>187</sup> Comme le mentionne de nombreux travaux, en sociologie politique ou en sociologie de l'art ou des professions, les femmes qui réussissent doivent souvent leur réussite à des hommes. Ceci participe du « processus d'effacement » décrit par Christine Detrez, *Les femmes peuvent-elles être de Grands Hommes ?*, Paris Belin, 2016. Un père, un mentor, un amant sont souvent présents dans la biographie des femmes d'exception. C'est le cas par exemple des femmes politiques comme Ségolène Royal ou Marine Le Pen (voir sur point Matonti Frédérique, Lévêque Sandrine, « Fille, mère, épouse ou concubine. L'institution présidentielle à l'épreuve des rôles sociaux genrés », in Anne Marie Gingras, *Genre et Politique dans la Presse en France et au Canada*, Québec, Presse Universitaire du Québec, 2014) ou des femmes d'exception en générale.

D'un point de vue académique et y compris dans sa dimension « militante », l'histoire des femmes a longtemps été comme le montre Fabrice Virgili, une histoire des femmes « à côté » de celle des hommes et non pas une histoire de la domination masculine. (Fabrice Virgili « L'histoire des femmes et l'histoire des genres aujourd'hui », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire* 3/2002 (n° 75), p. 5-14). C'est le plaidoyer méthodologique de Joan Scott qui fait alors basculer l'histoire des femmes (« à côté de celles des hommes ») à une histoire du genre conçu comme une analyse des rapports sociaux de sexe et comme un rapport de domination. (Joan Scott, « Gender : a useful category of historical analysis » paru dans *American Historical Review*, vol 91, N°5, 1986 pp.1053-1075 est traduit dans les *Cahiers du GRIF* sous le titre : « Genre : une catégorie utile d'analyse historique » (Cahier du GRIF, Printemps 1988, 125-153).

<sup>188</sup> Loïc Hervouet, dans sa notice biographique, lui attribue par exemple, le slogan des débuts du magazine « Si elle lit, elle lit *ELLE* », « Pierre Lazareff, les (bonnes) recettes du journal populaire, in Yves Agnés et Patrick Eveno, *Ils ont fait la presse*, op.cit.

<sup>189</sup> Le préambule de la constitution du 27 octobre 1946 prévoit ainsi que « *La loi garantit à la femme, dans tous les domaines, des droits égaux à ceux de l'homme* ».



*Fronde*, dont le titre se réclame pourtant en publiant par exemple une photo comparant la rédaction de *ELLE* à celle de *La Fronde*<sup>190</sup> (voir *Portfolio*), le journal n'est donc pas initialement pensé comme le support d'un combat féministe. L'éditorial du premier anniversaire reste de ce point de vue très modéré quant à l'éventualité pour les femmes de rompre avec leurs conditions. Dans ce texte (non signé mais qu'on devine écrit par Hélène Gordon-Lazareff), les femmes, avant de pouvoir « parler de la vie parisienne », doivent encore et toujours comme le précise l'éditorial anonyme d'abord réussir « le pâté en croûte et les festons » :

« *ELLE* a un an » (en couverture)

« Depuis un an, *ELLE* s'est efforcée de vous apporter chaque semaine, avec les échos de l'actualité mondiale, le reflet de la vie parisienne. S'il est bon que vous réussissiez à la perfection le pâté en croûte et les festons, il n'est pas mauvais que vous sachiez parler de la dernière pièce, du dernier livre, de la dernière exposition... Les femmes dont on dit « elle est extraordinaire » sont celles qu'aucun aspect de la vie pratique, fantaisiste, dramatique, léger, sentimental, familial, ne laissent indifférentes ou ignorantes. *ELLE* essaiera toujours de vous aider à être cette femme extraordinaire ». *ELLE*, n° 53 19 novembre 1946

Pourtant lorsqu'on lit les premiers numéros du magazine, on est surpris de trouver dans ses colonnes des sujets qui indirectement s'y rattachent et permettent l'ancrage du magazine dans le registre civique qui justifie son lancement : voter, apprendre aux femmes la politique, les inciter à travailler c'est participer d'une certaine manière au redressement de la France et finalement s'engager dans un projet politique global au sens d'une transformation de la société. C'est dans un sens, chercher à subvertir les normes masculines tout en respectant l'ordre genré, condition même de l'existence du journal et de sa survie économique dans un espace devenu rapidement concurrentiel<sup>191</sup>. Car *ELLE* emprunte un chemin de crête puisqu'il entend tout à la fois réduire les inégalités entre les sexes tout en entretenant une différenciation sexuée au principe de sa réussite commerciale. Les nombreux sujets que beaucoup considèrent comme futiles et aliénants sont ainsi transfigurés en mission d'intérêt général : accommoder les restes et gérer la pénurie (grâce aux recettes de cuisine composantes essentielles de l'identité du titre avec les fameuses fiches détachables qui apparaissent en 1952<sup>192</sup>), apprendre à réparer une lampe, améliorer les conditions de logement (en donnant des « trucs » et des conseils de « déco » pour faire de la récupération ou pour optimiser l'espace

<sup>190</sup> *ELLE* n°311 du 12 novembre 1951

<sup>191</sup> Alors qu'au moment de sa publication, *ELLE* est le seul magazine féminin du marché, la concurrence s'organise rapidement : du côté de la presse catholique avec *l'Echo des Françaises* et du côté de la presse communiste avec *Heures Claires* qui connaissent un succès rapide. *ELLE* doit donc se démarquer de ces deux titres. En 1954, reparait *Marie Claire* qui dès le premier numéro tire à 500 000 exemplaires.

<sup>192</sup> Nous trouvons la première trace des fiches cuisine détachables (qui existent aujourd'hui encore) dans le magazine en 1952, même si leur caractère détachable fait qu'elles n'ont pas toujours été conservées. Il est ainsi difficile de s'assurer de leur publication régulière.

qui manque dans les logements) ou bien encore économiser le tissu (en fournissant des patrons qui permettent de transformer d'anciennes robes en nouvelles) permet de coller à la devise qu'Hélène Gordon-Lazareff avait inventé pour son journal « *Du sérieux dans la frivolité et de l'ironie dans le grave* » même si l'heure n'est justement pas à « la frivolité ». En effet, et c'est une évidence de le rappeler, au moment de la sortie du magazine, les conditions de vie des français et en particulier des françaises sont extrêmement difficiles. Outre les violences que certaines d'entre-elles ont subi à la Libération<sup>193</sup>, la vie quotidienne qu'assument traditionnellement et dans les circonstances historiques d'alors, les femmes est extrêmement dure. Une grande partie des infrastructures est détruite, les conditions de logements sont difficiles, le rationnement perdure jusqu'en 1949. Le taux de mortalité et en particulier le taux de mortalité infantile est très élevé<sup>194</sup>. Dans ce cadre, la progression des droits formels (vote et égalité) reste ainsi d'autant plus théorique que l'euphorie de la Libération n'a pas effacé le travail de Vichy. Comme le montre Francine Muel Dreyfus<sup>195</sup>, durant cette période, l'Eglise, la médecine, ou la littérature ont contribué à façonner un « éternel féminin » construit autour d'une vision naturalisée des femmes, qui les enferme dans les rôles de mères ou d'épouses. On imagine que ces représentations pèsent largement sur ce que doit et peut être une femme pour la majorité des Français.es.

La publication du magazine peut apparaître d'autant plus engagé qu'il prône une vision « positive » de l'existence dans laquelle les femmes ont toutes leur place, et cherche à inventer, tandis que tout manque par ailleurs, une consommatrice citoyenne accompagnant, comme le montre Rebecca Pulju les politiques publiques d'encouragement à une consommation responsable dont les femmes sont, pour les autorités publiques elles-mêmes, les principaux moteurs<sup>196</sup>. Pour toutes ces raisons, le projet de *ELLE* est un projet éminemment politique dans lequel le journal doit jouer un rôle, influencer les comportements dans un sens qui favorise l'intérêt général.

Néanmoins, ce projet n'est pas explicitement féministe. Il le serait plutôt, comme le mentionne Laure Adler dans la biographie qu'elle consacre à Françoise Giroud,

---

<sup>193</sup> Voir sur ce point Fabrice Virgili, *La France « virile » Des femmes tondues à la Libération*, Paris, Payot, septembre 2000.

<sup>194</sup> Selon l'INSEE, le taux de mortalité infantile est en 1945, de 113, 7 pour 1000 naissances (soit son niveau de 1914). Il faut attendre 1951 pour qu'il passe sous un taux de 50 pour 1000 (il est pour mémoire de 3,3 pour 1000 en 2015). <http://www.bdm.insee.fr/bdm2/affichageSeries?idbank=000067681&codeGroupe=62>

<sup>195</sup> Francine Muel-Dreyfus, *Vichy ou l'éternel féminin. Contribution à une sociologie politique de l'ordre des corps*, Paris, Le Seuil, 1996.

<sup>196</sup> Rebecca Pulju, « "L'art de faire son marché". Responsabilisation et éducation des consommatrices dans les années d'après-guerre (1944-1968) », *Le Mouvement Social* 1/2015 (n° 250), p. 29-40

« implicitement », c'est-à-dire qu'en mettant en scène une (certaine) femme libérée, il contribuerait à la libération de toutes les femmes : « *Ainsi, le journal est féministe avant l'heure, tant dans sa tonalité générale, par le modèle prôné d'une femme qui travaille tout en restant bonne mère et séduisante que par son soutien affirmé aux thèses du Deuxième sexe, qui font alors scandale, même si Françoise est heurtée par la violence de Simone de Beauvoir envers la maternité.* »<sup>197</sup>

Comment se manifeste cet « implicite » et que signifie-t-il au regard des transformations que connaît la presse écrite au cours de cette période ? On trouve ainsi durant les vingt-cinq premières années du magazine, plusieurs types d'articles qui constituent autant d'appels à la reconnaissance de l'égalité entre les femmes et les hommes aussi bien dans la sphère publique que dans la sphère privée. *ELLE* – ou plutôt son équipe de journalistes – exhorte les femmes – et nous verrons pas n'importe lesquelles – à se libérer de l'emprise masculine sans toutefois remettre en cause l'ordre social et sexué tel qu'il existe au milieu du XXe siècle. Cette émancipation passe dans les colonnes du magazine par la nécessité d'investir l'espace public, que nous mesurerons au travers de trois thématiques : le traitement du politique, celui du travail et celui de la libération des corps. Ces trois thématiques permettent aux journalistes de *ELLE* de s'engager et d'endosser progressivement un registre d'expertise critique<sup>198</sup> qui s'impose progressivement à partir des années soixante dans l'espace journalistique. Elles inscrivent ainsi leur projet dans un registre civique qui est finalement relativement désengagé mais qui donne au public (en l'occurrence les femmes), les instruments de leur propre émancipation et créent du même coup les conditions mêmes de son succès commercial.

Il n'est pas question ici de livrer une analyse exhaustive du contenu du magazine afin de trancher si son discours est ou non vraiment favorable à la cause des femmes, mais de donner un aperçu du style journalistique qui se développe dans *ELLE* et de s'intéresser, malgré la réticence des politistes à l'égard des textes et de leur contenu<sup>199</sup> aux produits journalistiques afin de déceler, à leur lecture une forme de ligne éditoriale et surtout de révéler à travers eux les logiques professionnelles à l'œuvre à ce moment dans la presse. A partir de ces trois thématiques – celle de la politique, du travail et du corps et de la sexualité – nous pouvons ainsi repérer les prises de positions du journal sur ces questions qui touchent à

---

<sup>197</sup> Laure Adler, *Françoise*, Paris, Point Pluriel, 2012, p. 82

<sup>198</sup> Jean Gustave Padioleau, « Systèmes d'interaction et rhétoriques journalistiques », *art.cit.*

<sup>199</sup> Erik Neveu, Neveu Erik, « Pages "Politique" », *Mots*, n°37, décembre 1993. pp. 6-28

« l'émancipation » féminine (ou du moins pensée comme telles à l'époque<sup>200</sup>) et comprendre à travers elles, les principes journalistiques mis en œuvre et défendus par les femmes journalistes qui feront l'objet de la seconde partie de ce chapitre. Notre ambition n'est donc pas de montrer comment *ELLE* et ses journalistes traitent de la politique, du travail ou de la sexualité mais plutôt de prendre ces thèmes et la façon dont ils sont traités dans les colonnes du journal comme révélateurs des transformations des pratiques journalistiques et ainsi de mieux comprendre les conditions d'insertion des femmes dans la profession journalistique de cette époque.

### *Un journal au service de la citoyenneté des femmes*

Si la place qu'accorde le magazine à la politique est au regard de l'ensemble des sujets privilégiés du magazine relativement restreinte, *ELLE* va dès la parution de son premier numéro s'engager sur l'enjeu de la participation politique des femmes en les incitant à voter. La posture défendue dans les articles est « pédagogique » et vise non seulement à envoyer les lectrices aux urnes mais aussi à les inciter à s'engager davantage dans les affaires publiques en proposant des modèles positifs de femmes elles-mêmes engagées. Les articles adoptent un ton prescripteur — et notre objet n'est pas de mesurer les effets qu'ils produisent sur leurs lectrices — et ne remettent jamais en cause le droit de vote des femmes qui semble un acquis indiscutable, inscrit dans la longue histoire de la conquête des droits des femmes. Le magazine participe à sa manière au processus de légitimation des femmes sur la scène électorale tel que le décrit par exemple Delphine Dulong<sup>201</sup>. Il va désormais de soi, qu'après une longue période durant laquelle elles en ont été privées, les femmes vont pouvoir exercer ce droit et la mission du magazine est de les inciter à en prendre pleinement la mesure.

On comprend dès lors que l'enjeu de la participation politique des femmes occupe une place dans le premier numéro du magazine. Quelques mois après le 29 avril 1945 (date à laquelle les femmes exercent pour la première fois leur droit de vote), l'éditorial du premier numéro se félicite « du record de députées » (le féminin peu répandu à l'époque, est utilisé) que détient la France à la Libération. L'article mentionne par ailleurs des données comparatives sur la situation d'autres pays, explique les effets des modes de scrutins sur la représentation des

---

<sup>200</sup> Selon Claire Duchon, trois figures de la femme nouvelle s'imposent dans les médias à la Libération : la mère, la travailleuse et l'électrice. Voir sur ce point Claire Duchon, « Une femme nouvelle pour une France nouvelle ? », *Clio. Femmes, Genre, Histoire* [En ligne], 1 | 1995, mis en ligne le 01 janvier 2005, consulté le 26 mai 2016. URL : <http://clio.revues.org/520> ; DOI : 10.4000/clio.520

<sup>201</sup> Voir sur ce point Delphine Dulong, « Des actes d'institution d'un genre particulier. Les conditions de légitimation des femmes sur la scène électorale », in Jacques Lagroye, *La politisation*, Paris, Belin, 2003.

femmes et s'enthousiasme sur le « record du monde » français (en matière de représentation des femmes à l'Assemblée).

#### **France record du monde de députées**

« Trente-deux femmes à la Constituante sur 577 députés ! Du premier coup, tous les records sont battus dans l'absolu comme dans le relatif. Aux Etats-Unis, où elles votent depuis 1920, il n'y a actuellement que 9 femmes au Congrès pour 426 hommes et en Angleterre où les femmes votent depuis 1918, il n'y a eu que 50 femmes aux communes, 24 aux dernières élections pour 617 hommes. Il est vrai qu'avec le scrutin nominal, il n'y aurait eu en France qu'un faible pourcentage d'élues. Sur les 32 femmes élues une pourtant se présenta seule : Madame Eboué, députée noire veuve du gouverneur général de l'AEF, qui représente la Guadeloupe. Trois autres des élues de la Constituante seulement étaient tête de liste. (Madame Delaunay qui se présentait en Gironde est la seule candidate tête de liste ayant été battue). Mais la seule liste composée uniquement de femmes, celle de Madame Mir qui se présentait dans les Charentes n'a pas obtenu 3% des suffrages exprimés. »

*ELLE* n°1, 21 Novembre 1945

Le journal est indéniablement enthousiaste et engagé sur cette question du droit de vote, même si la (ou le) journaliste rapporte, dans la suite de l'article, une anecdote qui vient nuancer l'audace du propos. Le magazine défend sans réserve le droit de vote, mais marque immédiatement sa distance au « féminisme ».

« Cela rappelle une répartie du président Roosevelt ; comme on s'étonnait devant lui, qu'après plus d'un quart de siècle de vie publique, les femmes jouent un rôle si peu important dans la politique des Etats-Unis : - " Nous aimons, dit-il que les femmes votent, nous n'aimons pas qu'on vote pour elles. - Et pourquoi ? - Parce que nous sommes féministes mais nous ne sommes pas idiots". »

*ELLE* n°1, 21 Novembre 1945

Le premier numéro ne manque donc pas la « révolution » des droits de vote et d'éligibilité qui vient de se produire en France et ouvre une longue tradition (encore vivace aujourd'hui<sup>202</sup>) de promotion de la citoyenneté et de la participation électorale des femmes. Le magazine emprunte plusieurs registres pour inciter ses lectrices à s'intéresser à la politique. Le journal fait œuvre de pédagogie en cherchant à expliquer de manière extrêmement didactique, les enjeux politiques à ses lectrices. Pour mener à bien cette mission, le magazine innove dans la forme, en proposant de nombreux schémas, graphiques, dessins, infographies qui permettent de mieux faire comprendre la complexité des clivages et des institutions. Les explications sont le plus souvent couplées à des injonctions à se déplacer. En 1946, Françoise Giroud présente

<sup>202</sup> Il faudrait rappeler que le magazine aujourd'hui encore consacre de nombreux articles aux élections et couvrent les principales campagnes électorales et appelle régulièrement les femmes à voter, en particulier en 2007 au moment du duel Nicolas Sarkozy, Ségolène Royal. Sur le traitement médiatique des premières élections paritaire, par le magazine *ELLE*, on se reportera à Delphine Dulong, Frédérique Matonti, « L'indépassable féminité. La mise en récit des femmes en campagne », dans Jacques Lagroye, Patrick Lehingue, Frédéric Sawicki (dir.), *Mobilisations électorales*, Paris PUF, CURAPP/CRAPS, 2005, p. 281-303.

ainsi, sous forme de tableau les leaders des principaux partis, résume les points principaux de leur programme et précise les journaux qui les soutiennent. L'injonction est forte (« *Madame ne restez pas chez vous* ») même si vous y reviendrons c'est pour leur propre avenir (et celui des siens sous-entendu de son mari, de ses enfants) que les femmes en tant qu'épouses et mères doivent aller voter en se gardant bien de « faire de la politique ».

« **Le 5 mai 1946 et 2 juin 1946, Madame, ne restez pas chez vous :**

“Votre avenir et celui des vôtres en dépend”

Vous ne faites pas de politique. Nous non plus. Et pourtant si. Nous en faisons toutes depuis qu'on a remis une petite carte bleue que nous avons glissée dans notre portefeuille entre les tickets d'alimentation et la carte de textiles. Nombre d'entre nous ne l'avaient pas réclamée et jugeaient à tort ou à raison, qu'elles avaient bien assez de soucis en tête. Mais enfin, c'est un fait, nous voilà électrices ! Nous voilà lancée dans la politique. Car il y a deux manières de faire de la politique, en votant et en ne votant pas. »

Françoise Giroud, *ELLE* n°24 23 avril 1946

Cette injonction à la participation doit permettre aux femmes de formuler un avis éclairé et de se conformer au modèle du citoyen exemplaire tel que se le représentent les journalistes de *ELLE* qui comme Hélène Gordon-Lazareff et Françoise Giroud ont – nous y reviendrons – une connaissance intime de la vie politique et institutionnelle de leur temps. Du même coup, la citoyenne valorisée dans les colonnes du journal est conforme au mythe du citoyen éclairé<sup>203</sup>. Elle doit être informée et voter en connaissance de cause sans subir de pression ni d'influence (ni celle de ses parents, ni celle de son mari). Ce modèle de la citoyenne « rationnelle » et raisonnable, guidée par la raison et la connaissance est celui qui s'installe progressivement dans les colonnes du journal qui se place, du même coup, au cœur de son édification. A chaque élection, le magazine donne ainsi des conseils permettant de mieux comprendre les enjeux et le personnel politique sans toutefois s'engager sur les idées ou les opinions. En 1951 (n°305 du 1<sup>er</sup> octobre 1951), un article présente les nouveaux ministres du gouvernement, « *Ces huit hommes vont jouer un grand rôle dans votre vie* ». L'article vise à faire connaître les programmes et les actions des ministres en question même s'il entretient une forme d'ambivalence qui se veut humoristique<sup>204</sup> et place la relation que les électrices entretiennent à leurs représentants sur le terrain intime. Ce ton de l'humour est ainsi représentatif de la mise à distance relative à laquelle elle invite la lectrice. Il faut certes s'intéresser à la chose publique mais en restant à sa place (voir *infra*), c'est-à-dire faire de la

<sup>203</sup> Voir sur ce point Daniel Gaxie, *Le cens caché*, Paris, Le seuil, 1974.

<sup>204</sup> Sur l'expression de l'humour dans les magazine féminins, on se reportera à Lori Saint Martin, Ariane Gibeau, « "Exit les oreilles" : parodie, ironie et humour féministes dans *Nunuche* et *Nunuche gurlz* », *Recherches féministes*, vol. 25, n° 2, 2012.

politique sans user des cadres, des références ou du langage de la politique légitime. En 1955, deux numéros visent à préparer les élections générales de 1956. Le premier sort le 25 avril (n°489) et comporte un dossier sur la participation politique des femmes aux élections. Une enquête réalisée par la journaliste Daniele Hunebelle est annoncée en « Une » du journal. L'article mobilise des résultats électoraux dont il fait une présentation détaillée, cite les travaux de Maurice Duverger et Matéi Dogan sur la participation politique des femmes et s'appuie par ailleurs sur des témoignages « de terrain » recueillis lors d'une élection partielle dans le Finistère. Sont alors passés en revue différents comportements plus ou moins valorisés selon la force et la cohérence des engagements : « L'employée qui ne vote pas », « l'ouvrière qui vote SFIO », « la femme du médecin », etc. L'article est didactique et pédagogique. Il n'aborde pas la politique sous l'angle de la confrontation des idées, du débat ou de l'échange d'arguments sur des sujets de politiques publiques par exemple, mais invite comme un *leitmotiv* à une participation, en conformité avec les intérêts « bien compris » de chaque lectrice. Le ton (dont il est difficile de rendre compte) est un peu condescendant et la journaliste déplore par exemple que les plus pauvres soient aussi celles qui peinent le plus à s'engager en échappant à d'éventuelles influences extérieures (ce sont donc elles qu'il s'agit d'éduquer). Dans le numéro suivant (n°490 du 2 mai 1955), Françoise Giroud, dans un article annoncé en Une sous le titre « *La politique et les femmes* » fait une fois encore œuvre de pédagogie : « *Pour vous préparer aux élections générales de 1956* » (comme le proclame le sur-titre), la journaliste interpelle les lectrices par un incitatif « *Apprenez la politique* ». Enfin, à l'occasion de l'élection présidentielle du 5 décembre 1965, le magazine propose un quizz (dans la tradition des tests qui s'impose progressivement dans le magazine et qui devient comme les fiches cuisine une de ses spécialités) sur le thème : « *Avez vous la tête politique ?* ». Il s'agit alors pour les lectrices de tester leur connaissance de l'espace politique, afin de les décomplexer :

« Faites le test. Puis faites le faire à votre mari et comparer les résultats : vous verrez s'il est vraiment plus calé que vous en politique ».

Ce test définit une forme de compétence politique conformiste c'est-à-dire en phase avec la définition légitime de la politique telle qu'elle exprime dans un cadre représentatif qu'il s'agit chaque fois de respecter. De la même manière, la référence au mari reste ambivalente. Sa présence est toujours rappelée même s'il s'agit aussi de s'en détacher. Une fois encore pour les journalistes de ELLE l'émancipation s'inscrit dans un ordre genré – et ici matrimonial – qu'on peut contester, déplacer mais jamais renverser.

Ce test est suivi quelques semaines plus tard d'un article « *Votez pour vous* » de Marie-France Lepoutre. Un sondage est publié à l'appui de cet article qui enjoint une fois encore les femmes à voter. Et si les questions du sondage invitent indirectement à se libérer de l'influence de « son mari » ou de « sa mère » (voir l'extrait du sondage reproduit en encadré), il convient bien sûr de le faire dans le cadre de la politique légitime, en pesant sur les enjeux de la campagne tels qu'ils sont définis par les professionnels (ici des hommes) de la politique sans chercher, par le militantisme ou l'engagement féministe par exemple, à en imposer de nouveaux sur l'agenda politique. Bien que la période marque le début de la reconstruction des mouvements féministes<sup>205</sup>, et alors que la loi du 13 juillet 1965 est une étape importante dans la conquête des droits des femmes<sup>206</sup>, les revendications concernant l'égalité femmes/hommes restent limitées à celle du contrôle des naissances dont le candidat Mitterrand a fait un enjeu de sa campagne<sup>207</sup>.

**Reproduction du SONDAGE *ELLE***  
**paru dans le numéro 1041 du 2 décembre 1965**  
(tous les chiffres ne sont pas lisibles en raison de la reliure)

**Vous intéressez-vous à la politique ?**

OUI : 63%

NON 37%

**Qu'est-ce qui vous a amené à vous intéresser à la politique ?**

Des événements : 42% , La guerre d'Algérie 21%, le racisme 12%, La résistance, l'occupation 9%, La conscience de droits à défendre 23%, Parce que c'est naturel c'est normal 14%, mon mari 9%

**NON : 37% Pourquoi refusez-vous de vous intéresser à la politique ?**

Je n'ai pas le temps (Chiffres non lisibles)

Je n'y comprends rien (Chiffres non lisibles)

C'est une affaire d'homme (Chiffres non lisibles)

Sans réponse : (Chiffres non lisibles)

**Qu'est-ce qui vous a décidé à voter pour tel ou tel candidat ?**

Vos convictions (Chiffres non lisibles)

La télévision (Chiffres non lisibles)

Les journaux (Chiffres non lisibles)

**Votre mère n'a pas toujours eu, comme vous le droit de vote, Est-ce qu'elle votera ?**

Oui 75%

Non 13%

Sans réponse 12%

**A votre avis, qu'est-ce qui a de l'influence sur son vote ?**

Ses convictions : 58%

Son mari 20%

Ses enfants : 4%

Sans réponse : 18%

**Discutez-vous de politique avec votre mari ?**

Oui 64%

<sup>205</sup> Selon l'expression et la chronologie d'Andrée Michel dans son QSJ sur le féminisme.

Andrée Michel, *Le féminisme*, Paris, PUF, 2007 (pour la 9<sup>e</sup> édition)

<sup>206</sup> La loi du 13 juillet 1965 portant sur la réforme des régimes matrimoniaux est une étape importante dans la reconnaissance du droit des femmes. Elle permet désormais aux femmes de gérer leurs biens propres et d'exercer une activité professionnelle sans le consentement de leur mari.

<sup>207</sup> Jane Jenson, Mariette Sineau, *Mitterrand et les françaises. Un rendez-vous manqué*, op.cit..



Non 36%
<b>Avez vous l'intention de regarder les candidats à la TV ?</b>
Oui 24%
Oui si cela se trouve : 37%
Non 39%
<b>Lisez vous les articles politique dans les journaux ?</b>
Souvent : 15%
Rarement : 40%
Jamais : 45%
<b>Le 6 décembre (ou le 20 décembre) vous rencontrez le président de la République, que lui demandez-vous ?</b>
Une politique de logement efficace : 54%
La stabilisation du coût de la vie : 30%
Une forte augmentation des écoles et des professeurs, la stabilité des examens : 40%(et 60% des femmes qui ont des enfants)
L'autorisation du contrôle des naissances : 24% (et 45% des femmes qui ont des enfants)
L'aide aux vieillards : 13%
Des autoroutes : 12%
Le désarmement atomique : 10%
L'aide au pays sous développés : 6%

La vie politique ainsi décrite est conforme aux institutions où les candidats (et souvent épouses des candidats) ont toute leur place mais d'où sont exclus les représentants syndicaux ou les mouvements féministes même si, les enjeux qu'ils défendent peuvent être évoqués après coup, dans les colonnes du journal. Ainsi en 1967 (n° 1105 du 23 février 1967), à l'occasion des législatives, Fanny Deschamps consacre un article aux réponses des principaux leaders politiques sur les droits des femmes. Jacques Chaban-Delmas, François Mitterrand, Waldeck Rochet, Jean Lecanuet, sont interrogés et « malmenés » par la journaliste qui fait ainsi la démonstration de sa pugnacité, et de son audace en abordant notamment la question de la contraception avec certains candidats. Ainsi, questionne-t-elle Jean Lecanuet sur la pilule : « *Et la pilule aux Rouennaises et aux autres, la donneriez vous ?* »

Les candidats et leaders des partis politiques sont ainsi régulièrement conviés dans les colonnes du journal, principalement dans un but « pédagogique » et dans le respect du pluralisme qu'impose la démocratie. A chaque dossier politique sont présentés les différents points de vue présents sur l'échiquier politique faisant la preuve de la neutralité du journal et mettant en scène une polyphonie des points de vue.

Le second mode d'incitation à la participation est la mise en avant de femmes exemplaires. Cette incitation par l'exemple concerne tout aussi bien le vote que l'engagement politique plus intense, y compris la candidature à une élection. Ainsi le numéro du 18 mai 1946 (n°28) raconte la journée de vote d'une femme de 102 ans qui s'est rendue aux urnes pour la première fois malgré les efforts que cela lui coûte. Tout se passe alors comme si les

femmes jeunes et valides qui composent le lectorat du journal n'avaient dès lors plus d'excuse pour ne pas se déplacer aux urnes.

**A 102 ans, la doyenne de Ville-sous-Laferté a voté pour la première fois.**

Cent deux ans ou presque, ce n'est pas trop tard pour faire son devoir. Le 5 mai dernier, en citoyenne déterminée, Mme Veuve Marie Jacob s'est fait conduire en auto jusqu'à la mairie de la Ville-sous-Laferté et a déposé son bulletin dans l'urne.

*ELLE* n°28 du 28 mai 1946

De là même manière, en 1951 (dans son numéro 289 du 11 juin 1951), ce sont des femmes censées être représentatives des françaises qui témoignent dans le magazine qui, et c'est mentionné dans le chapô de l'article, « *prend son rôle au sérieux* » et leur donne la parole pour qu'elles expliquent ce qui les pousse à aller voter. Sont ainsi présentées et mises en scène : « *La ménagère : Marguerite Cony ; La femme de lettres : Eve Curie (ie la fille de Pierre et Marie Curie) ; La romancière : Michèle Davet<sup>208</sup> ; La « chef » d'entreprise : Colette Gueden (ie artiste designer); L'actrice Françoise Rosay ; La championne de ski : Suzanne Thiolière, La journaliste : Françoise Giroud; La mère de famille Madame Mareschal; Mme courrier du cœur : Marcelle Segal; L'avocate, Me Thynaïre-Grenadier* ». Les femmes choisies (dont deux font partie de la rédaction du journal) figurent tout à la fois l'engagement citoyen et la réussite sociale féminine telle que la représente le magazine (une avocate, une actrice, une romancière, une femme de lettres, etc.). Les deux personnages censés représenter les femmes ordinaires n'appartiennent pas aux classes populaires, elles sont représentatives du public visé par le journal, les femmes de classe moyenne et supérieure instruites et sur la voie de l'émancipation. Le choix de ces femmes, qu'il soit stratégique ou contraint par la difficulté du reportage, traduit ici bien avant les études de marché<sup>209</sup>, les représentations que les journalistes se font de leur public dont la composante « populaire » est réduite à la portion congrue.

Mais le magazine ne se contente pas d'inciter ses lectrices à aller voter. Les journalistes mettent en avant en politique comme dans d'autres domaines, des femmes pionnières qui s'engagent bien au-delà du vote. Ces femmes, y compris lorsqu'elles semblent en situation d'échec, n'en sont pas moins valorisées pour leur courage et leur audace. Ainsi, après les

<sup>208</sup>Il s'agit en fait de l'écrivaine Michel Davet (pseudonyme masculin d'Hélène Fleury), féminisée par le magazine pour l'occasion.

<sup>209</sup> Voir sur ce point Christian Pradié, « L'irrésistible montée des études de marché dans la presse française (1920-1990) », *Le Temps des médias*, 2/2004 (n° 3).

élections de 1946, un article est consacré (dans le n°52 du 12 Novembre 1946) à la démission d'Hélène Solomon-Langevin non pas comme un exemple du désintérêt ou de la difficulté pour les femmes d'entrer dans le monde politique mais plutôt pour bien préciser que cette démission est motivée par des raisons « personnelles et exceptionnelles », qui n'entament pas l'intérêt que les femmes se doivent d'avoir pour la chose publique. C'est par ailleurs une héroïne de la seconde guerre mondiale, résistante qui est ainsi mise à l'honneur dans le journal et qui, bien que communiste n'est pas une fille du peuple, mais une bourgeoise intellectuelle<sup>210</sup>.

#### Hélène Solomon-Langevin

Une seule femme a renoncé à son mandat de député : parce qu'elle est malade. Vingt-sept femmes ont été élues le 2 juin (dix-sept, Parti communiste, quatre SFIO, six MRP). Il faut croire que le métier de député les a conquises puisqu'elles se sont toutes représentées à l'exception d'une seule, Madame Solomon-Langevin député communiste de la Seine pour le cinquième arrondissement, fille du professeur Langevin. Nous avons voulu connaître les raisons de cette unique abstention. La seule Française qui renonce à la vie politique n'en est pas dégoûtée. Au contraire, ce sont des raisons de santé qui lui ont interdit de se représenter. Son mari a été fusillé par les Allemands. Elle a passé deux ans et demi au camp de concentration d'Auschwitz. Les séances plus ou moins orageuses de la Chambre des députés n'ont pas contribué, au contraire à la rétablir. Le professeur Langevin ausculte sa fille tous les jours et a exigé qu'elle se repose d'urgence. Son cas est exceptionnel. Et les femmes françaises semblent définitivement accrochées à leur mandat de député.

*ELLE* n°52, 12 novembre 1946

Plus tard, en 1950 dans son numéro 254 du 9 octobre 1950, Le magazine constitue, même si c'est en s'excusant (« *Avec Mille excuses aux ministres en exercice !* » précise tout de même l'article), « *le ministère des Femmes* » où la journaliste place aux postes ministériels des femmes « célèbres » auxquelles elle demande leur avis sur les questions du moment. Le ton est là encore humoristique, comme s'il n'était pas possible d'imaginer raisonnablement que des femmes puissent réellement occuper ces postes.

En 1967 (numéro 1003 du 11 mars 1967), un article est consacré à une candidate, Claude Le Roux (dont le nom apparaît par ailleurs comme collaboratrice occasionnelle du journal) qui déclare (et c'est le titre de l'article), « *Je me présente aux élections* ». Si ce témoignage est l'occasion de rappeler que « *17 millions de françaises auront dimanche leur mot à dire : les élections municipales c'est l'affaire des femmes* », l'article nous renseigne aussi sur la manière dont il est possible, à l'époque pour les femmes d'entrer en politique : distanciation à l'égard du politique, sentiment d'illégitimité, refus du féminisme, endossement des rôles

---

<sup>210</sup> Née en 1909, Hélène Solomon-Langevin est l'une des quatre enfants du savant Paul Langevin. Elle épouse Jacques Solomon en 1929 avec qui elle milite. Elle s'engage quant à elle dans le comité des femmes contre le fascisme. Pendant la guerre, ils rejoignent tous les deux la Résistance. Elle est arrêtée un jour après son mari, le 2 mars 1942. Elle est envoyée à Auschwitz en janvier 1943. Son mari a été quant à lui fusillé le 23 mai 1942. Elle rentre en France en avril 1945.

« féminin » et dimension pédagogique qui infantilise les électrices en leur expliquant par le menu les procédures à respecter pour valider son vote. Là encore la transgression que constitue ce passage à la candidature ne peut se faire que dans une féminité assumée et la prise du rôle reste contrainte par les normes de la féminité.

### « Je me présente aux élections »

(*Fac simile de l'article paru dans le numéro 1003 du 11 mars 1967*). Les extraits en gras sont soulignés par nous.

Je fais rigoler tout le monde : je me présente aux élections municipales. **La politique sied mal aux dames**, j'entends bien, et ce n'est ni Jeanne d'Arc, ni les suffragettes dont la route fut pavée de sarcasmes qui m'encouragent. Mais je ne me cherche pas d'ancêtre en guise d'alibi – il s'en trouve pourtant entre Catherine II et Mme NUH<sup>211</sup> – car **je n'ai ni l'intention, ni la prétention de « faire de la politique »**. Sur les panneaux qui proposent des listes multicolores « Pour les intérêts communaux et le renouveau du village de X », on trouvera près de 100 000 noms de femmes. **Elles ne sont pas politiciennes**, elles ne sont pas décorées, elles n'ont souvent comme titre que leur état : « maîtresse de maison », « mère de famille ». Cela suffira. Aux dernières élections municipales, en 1959, 11 279 femmes ont été admises à siéger dans la grande salle de la mairie. 2,4% des conseillers sortants portent jupon. 381 d'entre elles portaient l'écharpe de maire.

Les « municipales » obtiennent souvent des records d'abstention dans les villes : elles y sont presque toujours politisées et, politique pour politique on préfère la vraie, celle qui aboutit au parlement. Dans les communes rurales en revanche, on est plus assidu aux élections municipales qu'aux législatives : il ne s'agit pas d'envoyer M. Z - inconnu patronné par un sigle – à la chambre pour discuter de **problèmes qui vous dépassent un peu** mais d'envoyer M. Y – qu'ils connaissent bien – **organiser du mieux possible la vie quotidienne de tous**. Pendant six ans, c'est lui qui sera responsable des routes, des logements, des marchés, des écoles, des loisirs, des transports, de l'ordre, du prestige, et de l'avenir plus lointain de la commune. Un bon conseiller municipal cela change la vie d'un village. Cela change aussi son tonus. Dans une ville, selon les hommes qui sont à la mairie, on vit dans le climat d'une grosse entreprise en plein « boum » ou celui d'une entreprise en plein marasme. Et cela change la vie. **Les hommes (qui ont tous leur petite idée sur la façon de se conduire avec le Vietnam ou sur la taxation des « hors quantum »), sont j'en conviens des électeurs experts aux législatives**. Les femmes dit-on votent bien gentiment comme eux. **Mais aux élections communales, ce sont les maris qui doivent prendre l'avis de leurs femmes**. Car cette fois, il s'agit de problèmes simples et humains, ceux exactement que les femmes ont à résoudre tous les jours à l'échelle de la famille. **Passé encore de voter mais se présenter ! Quand j'avoue cette incongruité**, l'effet va de la lueur goguenarde au fou rire : quelquefois une si benoîte bouffonnerie attendrit. **Je ne brigue pourtant ni l'Académie, ni l'Hôtel Matignon**. Ce n'est même pas un civisme exubérant qui me pousse vers la mairie mais le pragmatisme le plus élémentaire : plutôt que de râler en regardant gâter une sauce, il vaut mieux la tourner soi même.

J'habite dans la Seine et Oise, un village de 700 électeurs dont l'administration pendant ses six années d'exercice se résume à la pose d'un éclairage public « moderne » et à six braves petits feux d'artifice de 14 juillet. Un village qui dort dans le 19<sup>e</sup> siècle et ne se réveille que pour faire goudronner de vieux pavés de musée ou poursuivre la guéguerre au curé, comme du temps de Monsieur Combes. Et pendant ce temps là mes enfants n'ont pas un terrain de sports, il faut faire 4 km pour trouver une baguette de pain ou un tube d'aspirine. Les taudis cernent le bourg et les HLM bâties « à la va comme je te plante » menacent de détruire le caractère de ce vieux village qui était célèbre aux Moyen-Age. Moi cela ne me convient pas. Comme 80% des femmes en France, j'ai la responsabilité administrative de ma famille. Cela demande exactement les mêmes qualités que l'administration de la commune : **du bon sens, de la lucidité, de l'ordre**. Avec ce petit grain de ce vice qui n'a guère eu lieu de s'épanouir chez les femmes : **le goût des responsabilités**.

<sup>211</sup> Selon Wikipédia, Madame Nhu est l'épouse de Ngô Đình Nhu et la belle-sœur du président de la République du Viêt Nam Ngô Đình Diêm (de 1955 à 1963), qui était célibataire. Elle tint *de facto*, pendant cette période, le rôle de Première dame du Sud Viêt Nam. [https://fr.wikipedia.org/wiki/Madame\\_Nhu](https://fr.wikipedia.org/wiki/Madame_Nhu)  
Elle est donc pour la journaliste, une figure d'actualité, un personnage dont on peut d'autant plus évoquer l'excentricité qu'elle est « exotique ».

Je risque d'être battue. On n'aime pas trop le changement en Hurepoix. Je ne risque que mes 5 F d'inscription, ma participation aux frais d'affichage **et de faire rire un peu plus fort mes amis**. Mais si je « passe », alors je « risque » de rendre la vie plus simple, plus agréable dans toutes les maisons autour de la mairie. Et parmi ces maisons, il y a ma maison. **Rendre agréable la vie des autres, c'est depuis toujours un « job » de femmes**.

Dans les communes de plus de 30 000 habitants (il y a 159 en France) on vote à liste entière : vous n'avez pas le droit de rayer un nom, ni d'en ajouter un autre, ni même d'entourer d'un cœur le prénom du candidat le plus séduisant. Votre bulletin serait nul. Les listes doivent passer d'un bloc au premier tour si l'une obtient dès lors la majorité absolue (plus de 50% des voix) sinon au deuxième, à la majorité relative (la liste qui a obtenu le plus de voix l'emporte). Dans les communes de moins de 30 000 habitants (il y en a 38 000 en France) tous les coups sont permis. On raze les noms des candidats qui vous déplaisent, on panache avec le nom de listes concurrentes ; on peut aussi intervertir l'ordre des noms et souligner ceux de ses candidats préférés, cela n'entraîne pas la nullité du bulletin ... mais cela ne sert strictement à rien. A l'arrivée, ce sont des hommes plutôt que des listes qui passent. Pour qui voter ? Pour les candidats dont la personnalité, la compétence, le bon sens ... et le programme sont la meilleure assurance de l'avenir communal que vous souhaitez. La municipalité que vous allez élire sera pendant six ans responsable du cadre et du confort de votre vie quotidienne : certaine de ces décisions pèseront des dizaines d'années : en bien ou en mal. Logiquement, cela vaut la peine de se déplacer dimanche : on peut se tromper mais non pas se désintéresser de son propre avenir.

Quand les échevelées suffragettes anglaises eurent obtenu le droit de vote, un député s'écria au premier scrutin en 1919 : « des millions de femmes ont révélé leurs genoux, pas leurs cervelles ».

Monsieur Courrèges<sup>212</sup>, comme vous l'avez vu dans le numéro de *Collections*, vous invite à montrer vos genoux, et mieux encore qu'à l'époque des premières garçonnnes. Cela n'exclut pas de démontrer dimanche que 17 millions de Françaises ont aussi quelque chose dans la tête.

Le récit de cette candidate décrit en creux les qualités que semblent devoir montrer les femmes pour être admises dans la compétition politique. Plus de trente ans avant la parité, l'article est un modèle de ce que peut signifier « *faire de la politique autrement* ». Ce que défend la candidate est à la fois révélateur de principes intériorisés (qui lui interdisent le renversement complet des normes de genre) et d'une stratégie d'usage des capitaux genrés qui la font avancer « masquée » pour être acceptée sans constituer une menace pour l'ordre social. Modeste, drôle, restant à sa place, proche des gens, un peu naïve mais courageuse, concrète et pragmatique, ce qui se dessine alors c'est la construction progressive des stéréotypes relatifs à l'identité des femmes politiques. Cette forme d'engagement dans la vie publique correspond au modèle d'engagement légitimiste admis par l'équipe rédactionnelle qui ne fait aucune mention d'une forme alternative d'action politique. La grève, la manifestation et ou le militantisme dans des organisations féministes ne sont jamais évoqués dans l'ensemble des magazines comme possible. La participation politique des femmes s'inscrit ainsi dans des cadres qui sied à leur genre : celle d'une participation raisonnée et raisonnable, instruite et tempérée, loin d'éventuels comportements révolutionnaires des « harpies » féministes (parfois

---

<sup>212</sup> Le choix de Courrèges renvoie certes à des préoccupations commerciales du journal (qui présente régulièrement les collections du couturier) mais aussi à une vision plus politique, puisque Courrèges, en tant que nouvel entrant dans le champ est considéré comme l'un de ceux qui viennent en bouleverser les logiques. Voir sur ce point Pierre Bourdieu, Yvette Delsaut, « Le couturier et sa griffe : contribution à une théorie de la magie », *Actes de la recherche en sciences sociales*, Année 1975 Volume 1.

étrangères) dénoncées par ailleurs. Dans tous les cas, qu'il s'agisse du vote ou de l'engagement dans la vie politique, *ELLE* défend un modèle raisonné et raisonnable de participation conforme aux rôles sexués et au modèle bourgeois de la tempérance tel qu'il s'impose aussi à l'heure de la parité<sup>213</sup>. L'insertion dans le monde professionnel donne lieu à un traitement journalistique équivalent et s'inscrit dans le même registre de justification.

### *Des femmes travailleuses*

Les recherches sur l'entrée des femmes sur le marché du travail ont montré tout à la fois le caractère émancipateur du travail féminin qui s'accompagne – et c'est le revers de la médaille – d'une persistance des inégalités entre hommes et femmes tant sur le marché de l'emploi proprement dit que dans la répartition des tâches domestiques qui incombent aujourd'hui comme hier davantage aux femmes qu'aux hommes<sup>214</sup>. Si dans l'entre-deux guerre, la femme mariée bourgeoise, maîtresse de maison s'impose comme modèle dominant, l'après seconde guerre mondiale change la donne. Désormais, ce ne sont plus simplement, les femmes célibataires d'origine modeste qui occupent des emplois salariés mais des femmes des classes moyennes, mariées ce qui transforme tout à la fois la structure même du marché du travail<sup>215</sup> et les représentations symboliques du travail féminin. « Objectivement » les femmes sont ainsi de plus en plus nombreuses à travailler y compris lorsqu'elles ont des enfants ; « symboliquement », les femmes qui travaillent « à l'extérieur » ne semblent plus stigmatisées comme elles avaient pu l'être au moment où, sous la IIIe République, elles revendiquaient l'accès aux professions à diplôme<sup>216</sup>.

Le magazine accompagne ces transformations et encourage à sa manière, le travail féminin présenté comme une nécessité pour la Nation, mais aussi pour les femmes elles-mêmes<sup>217</sup>. L'accent est d'abord mis sur le caractère forcément émancipateur du travail féminin ce qui contribue en partie à rendre invisible le travail domestique et les inégalités qu'il crée entre les

---

<sup>213</sup> Sur la construction des identités des femmes politique à l'heure de la parité, on se reportera à Catherine Achin et alii, *Sexes, Genre, et politique*, Paris, Economica, 2007.

<sup>214</sup> Pour une synthèse historique de l'histoire du travail féminin, on se reportera à Battagliola Françoise, *Histoire du travail des femmes*, Paris, La Découverte, « Repères », 2008, 128 pages et en particulier, pour la période qui nous intéresse, le chapitre VII « 1945-1975 : prospérité et comportements d'activité des femmes ».

<sup>215</sup> Ainsi comme le note Françoise Battigliola (*ibid.*) : « *Le taux d'activité des femmes mariées reste relativement constant jusqu'à la fin des années 1960 : un tiers d'entre elles sont actives en 1954, 40 % en 1975, mais leur part dans la population active s'accroît, passant de 49 % de la population active en 1954 à 62 % en 1975. Durant cette période, ce sont ainsi les femmes mariées qui ont fourni la plus importante contribution à l'augmentation de la main-d'œuvre féminine* »

<sup>216</sup> Voir sur ce point, Juliette Rennes, *La nature et le mérite*, *op.cit.*

<sup>217</sup> Voir sur ce point, Claire Blandin, « *ELLE et le travail des femmes* », *Science de la société*, n°83, 2011.

femmes elles-mêmes<sup>218</sup>. Dégagée pour la plupart d'entre elles des contraintes du travail domestique qu'elles ont en partie délégué, les journalistes de *ELLE* peuvent se consacrer pleinement au travail salarié qui les occupe. Pour la plupart d'entre elles et en particulier pour Hélène Gordon-Lazareff, le travail n'est pas guidé par la nécessité matérielle mais le plus souvent par l'envie et le plaisir, ou le désir d'indépendance. Il est aussi très souvent présenté comme un moyen d'augmenter les revenus de la famille et du même coup, de renforcer le pouvoir d'achat des femmes, d'en faire des consommatrices des produits promus par la publicité dont le titre commence à vivre. L'une des principales entrepreneuses de cette cause (et nous reviendrons sur les raisons qui conduisent à tenir de telles positions) est Françoise Giroud qui ne cesse dans ces articles de pousser les femmes à travailler y compris en s'attaquant à des métiers traditionnellement réservés aux hommes. Ainsi dès le numéro 13 (du 13 février 1946), jouant sur l'opposition métier de femme/métier d'homme, elle justifie le travail des femmes hors de la maison, évoquant entre les lignes (sans toutefois le remettre en cause), le travail domestique féminin participant, certes de façon timide, à sa prise en compte et à sa reconnaissance.

### *Les femmes préfèrent les métiers d'hommes*

« Bien sûr. Mais le métier de femme, voyez-vous est de plus en plus ingrat. Et je ne parle pas de celles qui ont des enfants, des enfants qu'il faut faire taire le soir parce "quand papa rentre du bureau il est fatigué ..." des enfants qu'il faut nourrir, chauffer, vêtir ... "Le métier de femme, monsieur n'est plus un métier ! Et ne vous étonnez pas si la jeune fille de vos rêves ne s'est pas encore présentée. C'est qu'elle préfère probablement un métier d'homme" ».

Françoise Giroud *ELLE* n°13 13 Février 1946.

Faisant aussi œuvre de pédagogie, le magazine évoque régulièrement dans ses colonnes les conquêtes des droits des femmes et rappelle l'histoire de l'émancipation féminine. Aujourd'hui comme hier, il s'agit ainsi pour les femmes de conquérir de nouveaux territoires professionnels :

« 1939, Madame Pechenard s'occupe de sa maison et de son mari, comme toute bonne Française. Elle a peu de droits politiques. 1949 Madame Pechenard fait comme toutes les Françaises, vote, peut devenir député, ambassadeur, garde-champêtre, greffier, juge. Elle est juge, la première femme juge au tribunal de commerce. Après les soldates voici les magistrates.

*ELLE* n°195 du 22 Aout 1949

Comme pour la politique, le journal met en avant des femmes exemplaires d'un point de vue professionnel. Les pionnières<sup>219</sup> sont ainsi particulièrement valorisées par le journal qu'il s'agisse de rappeler l'histoire de leurs combats (comme celui de Jeanne Chauvin, première femme à entrer au barreau) et/ou de mettre en parallèle ces destins exceptionnels avec d'autres, plus actuels comme celui de la première bâtonnière, celle de la Roche-sur-Yon à l'honneur du n°4 du magazine en Octobre 1945 ou celui d'Alice Picard qui prend la tête du collège universitaire de Brest en 1968 (n°1160 du 4 mars 1968). Les journalistes de *ELLE* créent ainsi une filiation entre les combats historiques du féminisme dont *la Fronde* par exemple a été porteuse et les combats plus actuels de l'accès des femmes aux professions intellectuelles ou artistiques les plus valorisées. Dans le numéro du 19 février 1951, ce sont « huit femmes influentes » qui font l'objet d'un portrait. Dans les secteurs qui les occupent – la politique, la littérature, l'économie, la science, les arts – ces femmes font figures d'exception et constituent des symboles de la réussite au féminin, du moins telle que se la représentent les journalistes de *ELLE*.

« Ces deux femmes (et huit autres qui vous attendent à la page suivante) sont les plus influentes de Paris » [...] « Melle Sicard, chef de cabinet de Pleven ; Mme Vincent Auriol, Lucie Faure dirige la NEF (littérature), Simone Berriau directrice du théâtre Antoine, Mme Simone (radio), Hélène Campinchi, Avocate, vice présidente du conseil général de la Corse, Simone de Beauvoir, Mme Edouard Foinant, présidente de l'association des femmes chefs d'entreprise d'Europe »

*ELLE* n°273, 19 février 1951

D'autres figures seront au fil des numéros présentées comme des modèles pour les lectrices : « Madame Lefaucheur, déléguée française à l'ONU » (n°15, 27 février 1946) ou « Madeleine Refoulé directrice du théâtre des Ambassadeurs » (n° 425 du 25 janvier 1954). La réussite de ces femmes d'élection<sup>220</sup> est souvent détachée de toutes considérations sociales et ce sont d'abord et avant tout sur un mode littéraire et quasi-héroïque que leur trajectoire est racontée. Tout ce passe alors comme si, accéder à ces métiers était une simple question de volonté et non pas d'une configuration sociale qui permet effectivement de forcer le destin.

Mais le travail n'est pas simplement abordé au travers des figures féminines d'exception. L'emploi et les conditions pratiques de son exercice occupent une place très importante (et qui ne cesse d'augmenter au fil du temps). Il ne s'agit plus de témoigner de réussites exceptionnelles mais de fournir aux lectrices des informations pratiques qui leur permettent justement d'envisager ces carrières ou d'autres plus modestes. Cette information pratique est

<sup>219</sup> Gardey Delphine, « Histoires de pionnières. », *Travail, genre et sociétés* 2/2000 (N° 4) , p.29-34  
URL : [www.cairn.info/revue-travail-genre-et-societes-2000-2-page-29.htm](http://www.cairn.info/revue-travail-genre-et-societes-2000-2-page-29.htm).

<sup>220</sup> Voir sur ce point, Iona Popa, « Femmes d'élection. Introduction », *Genèses*, n°67, juin 2007 .



le terrain privilégié de nouveaux formats journalistiques. En effet, les articles de conseils aux lectrices sont l'occasion de déployer de l'expertise, de montrer des enquêtes (dans des milieux inaccessibles et peu connus, comme l'armée par exemple), voire de tester des formes d'écriture journalistique originales, agrémentées de dessins, de schémas ou d'encadrés divers qui illustrent le propos. Le magazine investit alors un registre d'informations pratiques didactiques, présentant les études et les débouchés de chaque métier, souvent sous forme de tableaux, avec un rappel du droit en la matière ainsi que des conditions pratiques d'accès aux filières professionnelles. L'un des premiers articles d'Henriette Pierrot paru dans le numéro 206 du 7 Novembre 1949, développe ainsi de manière détaillée les carrières envisageables pour les femmes qui souhaitent entrer dans l'armée et les conditions d'entrée dans ces métiers ainsi que les témoignages de celles qui, déjà occupent ce type de postes.

Ces articles sont très souvent déclinés sur plusieurs numéros, permettant sur le modèle du roman-feuilleton, de fidéliser les lectrices et ainsi de vendre de manière plus régulière le journal. Ainsi l'enquête sur les formations et les profession féminines (sous-titré : comment se spécialiser, chercher et trouver un travail) publié en 1954 court sur plusieurs numéros (N°465, 466 et 467 à partir du 8 novembre 1954). Cette enquête présente les métiers mais aussi les formations adéquates pour devenir « ingénieur », « agent de tourisme », « photographe », « esthéticienne », ou « monitrice d'éducation physique », cherchant du même coup à atténuer la frontière entre emplois féminins et masculins. Chaque tâche est décrite précisément ainsi que les cursus à suivre<sup>221</sup>, et les salaires envisageables. Les témoignages mobilisés montrent une fois encore des femmes exemplaires comme Geneviève G. qui présente son métier d'ingénieur et qui ... « *fait l'essai de prototype d'avion qui doivent franchir le mur du son* » censée faire entrer dans l'univers des possibles des lectrices l'exercice de ces métiers.

Si les enquêtes sont initialement confiées à une journaliste généraliste, comme Henriette Pierrot qui réalise aussi bien des interviews de star de cinéma que de gens « ordinaires », la rubrique consacrée à l'emploi et au travail des femmes s'est progressivement institutionnalisée autour de cette information pratique. La rubrique « travail » est rendue visible dans l'ours du journal et est confiée à Simone Mesnil-Grente présentée comme « spécialiste de l'orientation professionnelle » dès la fin des années cinquante et qui devient titulaire d'une rubrique spécifiquement consacrée à ce sujet dès l'apparition des rubriques dans l'ours publié au début des années soixante. Simone Mesnil-Grente a d'ailleurs été

---

<sup>221</sup> Elle accompagne aussi et encourage l'accès des filles aux études et en particulier aux études supérieures. Les étudiantes deviendront ainsi au tournant de 1968, un enjeu pour le magazine qui traitera de leurs problèmes spécifiques.

reconnue comme une spécialiste de ces questions et a publié en 1962, un guide pratique consacré à *La femme et son métier* publié chez Grasset – dans une éphémère collection « Femmes dans la vie ».

Ce mode de traitement de l'information, relativement dépolitisé est aussi un argument commercial. Il ne s'agit plus comme c'était le cas avec *la Fronde* de faire avancer le droit du travail, ou de revendiquer un droit d'accès des femmes à certaines professions mais plus « modestement » d'aider concrètement les femmes à accéder à un emploi qui, de préférence, leur laisse le temps de s'occuper de leur famille et leur permet de rester élégante et disponible. *ELLE* n'anticipe donc pas sur ce qui constitue à partir de la décennie soixante-dix, un pan important des revendications féministes et du féminisme d'Etat. L'égalité des salaires n'est pas à notre connaissance évoquée, pas davantage que ne le sont les politiques de conciliation (entre la vie familiale et le travail). Ce qui apparaît aujourd'hui comme des marronniers de la presse féminine (« mener sa carrière tout en conservant une vie de famille épanouie et inversement ») n'est évoqué que tardivement dans les colonnes de *ELLE* et en tout cas bien après la période qui nous intéresse ici et donc au moment où cette question commence à émerger dans l'espace politique<sup>222</sup>. En matière de droit du travail - comme en matière de sexualité - le journal n'agit pas dans une stratégie d'amorçage des problèmes publics, il les accompagne au moment où ils commencent à être pris en charge dans d'autres espaces, y compris médiatiques<sup>223</sup>.

Le traitement du travail et de l'emploi permet cependant d'autres innovation et notamment d'expérimenter de nouveaux registres, celui de l'expertise au service des lectrices et de leur « émancipation ». Ce registre pratique participe d'une nouvelle « culture » journalistique au sens où il s'agit désormais pour ces jeunes femmes de valoriser des principes « professionnels » au détriment d'allégeances plus politiques. Un autre enjeu, celui du corps et de la sexualité, plus controversé encore, va permettre de tester ces nouveaux modes de traitement de l'information.

---

<sup>222</sup> Voir sur ce point, Delphine Chauffaut, Sandrine Lévêque, « Femmes, mères, épouses et travailleuses : les représentations parlementaires des rôles sexués aux travers des débats sur les politiques de conciliation », *Revue Française des affaires sociales*, n° 2-3, Avril septembre 2012.

<sup>223</sup> Pavard Bibia, « Planning Familial, contraception et avortement dans *Le Nouvel Observateur* et *L'Express* 1955-1975 : une guerre de vingt ans », Actes du colloque à la BNF « Le Planning Familial, histoire et mémoire, 1956-2006 », Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2006.

## *Libérer les corps*

Hors du travail et de la politique, *ELLE* reste d'abord et avant tout un journal de mode et de beauté qui laisse une place importante aux corps des femmes. La lecture du magazine sur la période donne ainsi, à voir des corps de femmes progressivement libérés par le vêtement et l'anatomie féminine dévoilée. En feuilletant le journal, on est ainsi frappé du dénudement rapide des mannequins dont les jupes raccourcissent au fil du temps, les dessous et maillots de bain apparaissent, les formes se dessinent sous les pantalons. Interpréter ce mouvement comme un indicateur de la libéralisation des femmes est bien sûr discutable<sup>224</sup>. La transgression que constitue le fait de montrer les corps et en particulier des corps sains, beaux et minces peut en effet être tout à la fois signe de libéralisation et d'aliénation. La fonction politique du vêtement est loin d'être évidente et le magazine *ELLE* accompagne des évolutions qui parfois le dépassent<sup>225</sup> autant qu'il les promet. Il n'est donc pas question ici d'entamer une sociologie de la mode ou de comprendre le rôle des journaux féminin dans la transformation du marché du vêtement. Il s'agit plutôt de voir dans la manière dont le corps est traité comment évoluent les « mœurs » journalistiques. Aujourd'hui comme hier, les femmes des magazines ne correspondent pas à la réalité mais comme l'écrit Goffman<sup>226</sup> nous montre une hyper-ritualisation de la féminité à un moment donné. Au-delà de la production des stéréotypes, le mode de traitement révèle selon nous des logiques professionnelles et des transformations du métier journalistique (et de sa part d'autonomie à l'égard d'autres espaces en particulier économiques)<sup>227</sup>.

Ainsi à l'époque qui nous intéresse ici, les femmes continuent, comme en témoignent les publicités les plus fréquentes du journal, à porter des gaines, pourtant celles qui figurent dans le reste du magazine sont de moins en moins « guindées » et apparaissent sur les couvertures du magazine dans des situations plus « naturelles » qu'elle ne l'était avant-guerre. La comparaison de deux couvertures – celle du premier numéro de *ELLE* et celle d'un

---

<sup>224</sup> Dominique Veillon, « Les années 68 : événements, cultures politiques et modes de vie, *Lettre d'information* n°26, Séance du 9 juin 1997, Esthétique et représentations de la femme à travers la presse féminine, (Marie-Claire et Elle, 1958-1975) [http://irice.univ-paris1.fr/IMG/pdf\\_Lettre\\_26\\_Veillon.pdf](http://irice.univ-paris1.fr/IMG/pdf_Lettre_26_Veillon.pdf)

Pour une approche plus générale sur l'histoire de la mode, on se reportera à Veillon Dominique, « Quelques éclairages sur l'histoire de la mode contemporaine. », *Le Mouvement Social* 4/2007 (n° 221).

<sup>225</sup> Voir sur ce point, Christine Bard, *Une histoire politique du pantalon*, Paris, Le seuil, 2010.

<sup>226</sup> Goffman Erving, « La ritualisation de la féminité », art.cit

<sup>227</sup> On peut faire l'hypothèse que la place prise dans les colonnes des journaux féminins d'un « événement » comme la Fashion Week qui laisse la part belle aux grandes maisons de couture elle-même détenues par les multinationales du luxe, révèlent l'emprise de cette économie du luxe sur les journaux en question. Il ne s'agit pas de faire vendre des robes par ailleurs hors de portée financière de la plupart des lectrices mais de drainer ces dernières vers des produits dérivés de ces mêmes marques, plus abordables (parfums, cosmétiques) qui constituent le marché publicitaire dominants des journaux en question.

numéro de *Marie Claire* datant de 1939 (voir *portfolio*) — qui plus est, portant sur le même thème montre bien la différence de traitement et révèlent certaines évolutions du métier journalistique. La photo recolorisée de *Marie Claire*, proche du dessin et montrant des sujets dans des positions irréelles (le chat est en quasi suspension dans l'air), est remplacée par une photo en extérieur, de trois quart, avec un chat « effrayé » et donc bien plus vivant que son prédécesseur. Le chat est d'ailleurs présenté plus tard (dans le numéro du cinquième anniversaire) comme un animal bien « réel » qui aurait accompagné la vie du journal. Bien qu'elle puisse être considérée comme anecdotique, la comparaison des couvertures permet de montrer l'évolution des représentations du style journalistique que semble vouloir imposer le titre et sa volonté de rupture avec l'ordre ancien, au profit d'un journalisme moins figé (qui sort des rédactions) et en prise avec le réel (le chat existe vraiment !) et en avance sur les mœurs de son temps (elle aussi est en extérieur).

Mais le contenu du journal notamment ce qu'il montre à travers les vêtements qu'il présente est lui aussi révélateur d'une plus grande « liberté » accordée au corps des femmes. Si la « mode telle qu'elle apparaît (et évolue) dans le magazine est un sujet en soi qui dépasse le cadre de notre propos<sup>228</sup>, on peut simplement ici mentionner que la question du vêtement est souvent abordée sous l'angle de son caractère pratique et « moderne » à un moment où le vêtement est encore fabriqué par des couturières à partir de patrons copiés sur les modèles de haute couture. Dans un premier temps, le magazine s'inscrit dans une économie de la pénurie en proposant des conseils pour recycler les robes anciennes ou en fabriquer des nouvelles grâce aux patrons fournis. Et s'il s'agit d'être élégante (et de « coller » bien évidemment au modèle des créateurs de mode qui constitueront les principaux clients des publicités du journal), il convient d'abord de le faire au moindre coût puis très rapidement d'adopter une tenue qui libère les mouvements et permet d'agir. Dans le numéro 4 du 12 décembre 1945 la robe « idéale » est ainsi décrite :

« La robe que l'on porte tous les jours doit être aussi celle qu'on préfère. Il s'agit donc de la choisir avec soin, non seulement pour s'y sentir bien à l'aise, libre d'aller et de venir, de lever les bras, de s'asseoir mais aussi parce qu'en dehors des heures de bureau des courses à bicyclette, ou en métro, elle doit permettre d'accepter un déjeuner au restaurant ou chez une amie ».

*ELLE* n° 4, 12 décembre 1945

---

<sup>228</sup> L'histoire de la mode est un domaine de recherche très structuré aujourd'hui notamment autour du musée « Galliera » qui est consacré. A l'occasion du soixante-dixième anniversaire du magazine *ELLE* un colloque a d'ailleurs été consacré à ce sujet le 21 novembre 2015. A noter aussi que l'histoire de la mode reste un des objets commerciaux du magazine lui-même qui publie régulièrement des sujets ou des numéros spéciaux sur ce thème.

L'avènement du prêt-à-porter – et le bouleversement des logiques économiques qu'il induit dans la presse avec le développement de la publicité qui l'accompagne – mériterait une analyse qui dépasse ici notre propos. Par ailleurs considérer que *ELLE* est seulement un magazine de mode et de beauté réduit fortement sa portée. L'originalité du projet éditorial du journal tient aussi à la rupture qu'il opère avec les magazines féminins qui l'ont précédé en traitant d'actualité et de sujets de société, en particulier de questions sexuelles et notamment de sexualité féminine. Encore jugées scandaleuses, ces questions vont pourtant très rapidement faire leur entrée dans les colonnes du journal. Jeanine Mossuz-Lavau<sup>229</sup> rappelle à ce propos les controverses liées tout à la fois à l'introduction des cours d'éducation sexuelle dans les écoles (à partir du début des années soixante-dix), ou celles relatives à l'affichage de la pornographie dans l'espace public (débat sur les sex-shops à l'automne 1970)<sup>230</sup> pour souligner à quel point une bonne partie de l'opinion publique reste dans France des années cinquante et soixante, en retrait sur la question des mœurs. Dans *ELLE* et dès 1948, à l'occasion d'un numéro sur les Etats-Unis, est évoqué (n°117 du 27 janvier 1948) sous la plume de Frank J. Boyd « correspondant à New York », le rapport Kinsey<sup>231</sup>. L'article ne prend pas position mais explique les conditions de sortie et de réception de ce rapport aux Etats-Unis, comme preuve supplémentaire de la modernité de ce pays. Quelques numéros plus tard, le 6 Avril 1948 (n°124), Françoise Giroud défend dans un de ses billets, la thèse selon laquelle, le « *drame de la vie conjugale* » réside dans une forme d'insatisfaction sexuelle des couples. Mais c'est encore par le biais de l'éducation sexuelle (et à nouveau par le biais des Etats-Unis) que les journalistes abordent rapidement et cherchent à banaliser les questions de sexualité féminine. Ainsi nous explique le magazine dès 1949<sup>232</sup> (n°183 du 30 mai 1949) « *L'éducation sexuelle est aussi répandue en Amérique que la télévision, le chewing-gum et le frigidaire* ». Dans ce même numéro, un article décrit de façon scientifique et clinique, le « *cycle de la vie* » de la grossesse à la naissance. Dans le numéro suivant (n°184 du 7 juin),

---

<sup>229</sup> voir sur ce point Janine Mossuz-Lavau, *Les lois de l'amour. Les politiques de la sexualité en France (1950-2002)*, Paris, Payot, 2002

<sup>230</sup> Sur l'évolution du droit à la publicité de la pornographie dans l'espace public, on se reportera à Baptiste Coulmont, *Sex-Shop, Une histoire française*, Paris, Edition Dilecta, 2007

<sup>231</sup> - Le « premier » rapport d'Alfred Kinsey consacré *Sexual Behavior in the Human Male* sort en 1948. Sur ce point voir Sylvie Chaperon, Chaperon Sylvie, « Kinsey en France : les sexualités féminine et masculine en débat », *Le Mouvement Social* 1/ 2002 (n° 198), p. 91-110 URL : [www.cairn.info/revue-le-mouvement-social-2002-1-page-91.htm](http://www.cairn.info/revue-le-mouvement-social-2002-1-page-91.htm).

<sup>232</sup> Il convient de noter avec Véronique Poutrain que la question de l'éducation sexuelle émerge conjointement et pour des raisons différentes chez les médecins, les prêtres ou les féministes au moment de la première guerre mondiale. L'éducation sexuelle entre officiellement à l'école avec la circulaire Fontanet du 23 juillet 1973. Voir sur ce point Véronique Poutrain, « L'évolution de l'éducation à la sexualité dans les établissements scolaires », *Éducation et socialisation* [En ligne], 36 | 2014, mis en ligne le 09 octobre 2014, consulté le 07 janvier 2016. URL : <http://edso.revues.org/951>

Françoise Giroud prend explicitement position pour l'éducation sexuelle dans un éditorial qui présente le second volet de l'enquête « *La science regarde l'amour à la loupe* ». Sur le fond, les articles s'appuient très largement sur un savoir scientifique porté par des experts que les journalistes entendent vulgariser. Sur la forme, le sujet est traité avec force schémas et offre un regard journalistique relativement distancié, ce qui n'interdit pas et même justifie la prise de position favorable de Françoise Giroud. Ce mode de traitement confirme l'installation dans le journal d'une forme de rhétorique de l'expertise critique, qui partant de faits avérés (si possible par des scientifiques en l'occurrence des médecins) est aussi le point d'appui d'une prise de position journalistique qui bouscule l'ordre établi. L'émancipation passe désormais dans les colonnes du journal par l'éducation, que cette éducation porte sur la sexualité ou sur d'autres sujets, les journalistes de *ELLE* endossent un rôle conforme aux valeurs « historiques » de la profession, celui d'un journaliste vulgarisateur passeur d'un discours scientifique forcément éclairé, raisonnable et émancipateur. Choisir le biais « éducatif » légitime alors une démarche journalistique qui n'est plus strictement engagée mais pédagogique et donc neutralisée politiquement.

D'autres dispositifs rendent « journalistiquement acceptable » cette prise de position à l'égard de l'éducation sexuelle en confrontant des points de vue différents (voire opposés sur la question), comme celui de Josef Gros (« *le docteur* »), Françoise Dolto (« *la doctoresse* »), Louis François (« *l'inspecteur général* » de l'Education Nationale) le « Révérend Père Larère » dans le débat : « *Faut-il instruire les enfants à la question sexuelle ?* » (*ELLE* n°253 du 2 octobre 1950). En respectant la polyphonie, les journalistes de *ELLE* rendent ainsi « professionnel » un message qui pourrait être perçu sinon comme politique et engagé. Ces points de vue sont par ailleurs tenus par des personnalités dont l'autorité en tant qu'experts<sup>233</sup> ne peut être remise en cause.

Le rôle « pédagogique » qu'endossent les journalistes de la rédaction rend possible une routinisation du thème de l'éducation sexuelle dans le journal<sup>234</sup> et bientôt ailleurs notamment à la télévision<sup>235</sup>. D'ailleurs, c'est par le biais de cette thématique de l'éducation sexuelle, que

---

<sup>233</sup> Claire Blandin, « Médias : paroles d'experts / paroles de femmes », Histoire@Politique. Politique, culture, société, n° 14, mai-août 2011, [www.histoire-politique.fr](http://www.histoire-politique.fr)  
[http://www.histoire-politique.fr/documents/14/dossier/pdf/HP14\\_Dossier\\_9\\_Blandin\\_def.pdf](http://www.histoire-politique.fr/documents/14/dossier/pdf/HP14_Dossier_9_Blandin_def.pdf)

<sup>234</sup> En décembre 1965, Rose Vincent qui est alors responsable de la rubrique Parents-Enfants, consacre deux numéros à l'éducation sexuelle des enfants (le numéro 1042 du 9 décembre 1965 et le numéro 1043 du 15 décembre 1965)

<sup>235</sup> La première émission consacrée au contrôle des naissances à la télévision et visible sur le site de l'Ina date de 1960. Il s'agit de l'émission *Faire Face* du 13 octobre 1960 consacrée au contrôle des naissances. En 1968, Fanny Deschamps, journaliste à *ELLE* soutient la diffusion de l'émission *Zoom*, menacée par l'ORTF sur ces

l'équipe rédactionnelle de *ELLE* brise d'autres barrières concernant la sexualité féminine notamment avec une série publiée en mars 1967 par Ménie Grégoire qui commence par un article sur « la vie avant la naissance » et se poursuit par un article plus directement centré sur la sexualité féminine (« Une femme sur deux ne connaît pas l'amour », *ELLE* n°1107 du 9 mars 1967) où elle développe à partir d'une lettre de lectrice reproduite dans son intégralité<sup>236</sup>, les thèmes du « plaisir féminin » et de « la frigidity ». Ménie Grégoire se spécialise par la suite dans ces enjeux du plaisir féminin et de l'importance de la sexualité dans la vie de couple. Ces articles sont publiés à la fin de la période et accompagnent les débats sur la loi Neuwirth, finalement promulguée le 19 décembre 1967 et dont les décrets d'application n'interviennent qu'après 1968.

Si le magazine ne semble pas porter « par anticipation » les revendications autour de la sexualité en donnant par exemple la parole à des militantes ou à des personnalités à propos de contraception, d'avortement, ou de plaisir féminin, il est au contraire extrêmement réactif à l'actualité de ces sujets. Ainsi contrairement au traitement pionnier que *Le Nouvel Observateur* ou *L'Express*, étudiés par Bibia Pavard<sup>237</sup>, accordent à la question du contrôle des naissances – et indirectement à celle de l'avortement –, la rédaction de *ELLE* ne s'y intéresse qu'à l'occasion de l'ouverture du premier centre pilote du planning familial à Grenoble en 1961 et alors que les réflexions engagées autour de la Maternité heureuse (ancêtre du Planning) sont déjà largement publicisées depuis le milieu des années cinquante<sup>238</sup>. *ELLE* n'anticipe donc pas sur ces revendications féministes, mais les accompagne, même si certaines de ces rédactrices se montrent dans d'autres espaces publics favorables aux contrôles des naissances ou à l'avortement. Françoise Giroud par exemple quitte *ELLE* en 1953 pour fonder *L'Express* dans les colonnes duquel, elle défend ardemment cette cause (à partir de 1956).

C'est donc relativement tardivement que le magazine s'intéresse à ces questions plus « polémiques » et dont le traitement est davantage clivant que celui de l'éducation sexuelle

---

questions d'éducation sexuelle. <http://www.ina.fr/video/CPF86642916/a-propos-de-l-education-sexuelle-video.html> (Fanny Deschamps, *ELLE* n°1136 du 15 février 1968). A la radio, Françoise Dolto fait figure de pionnière avec des émissions dès la fin des années quarante. Voir sur ce point Frédérique Matonti, « Les nouvelles frontières du normal et du pathologique », in Dominique Damamme, Boris Gobille, Frédérique Matonti, Bernard Pudal, Mai Juin 68, Paris, Editions de l'Atelier, 2008.

<sup>236</sup> Ce format est celui que Ménie Grégoire utilise aussi dans l'émission qu'elle anime à partir de 1967 (et jusqu'en 1970) sur les ondes de RTL. Voir sur ce point Cardon Dominique, « Droit au plaisir et devoir d'orgasme dans l'émission de Méné Grégoire. », *Le Temps des médias* 1/2003 (n° 1), p. 77-94

<sup>237</sup> Bibia Pavard, « Planning Familial, contraception et avortement dans *Le Nouvel Observateur* et *L'Express* 1955-1975 : une guerre de vingt ans », *art.cit.*

<sup>238</sup> *Ibid.*

qui permettait quant à lui une prise de position, plus conforme à un idéal journalistique fondé sur la pédagogie et la retenue. Sous la plume de la journaliste et écrivaine Michèle Perrein<sup>239</sup>, « *ELLE ouvre pour vous le dossier du contrôle des naissances* » dans son numéro 811 du 8 juillet 1961 présenté comme « *le plus crucial des problèmes* ». L'article est globalement favorable à cette ouverture (comme le prouvent d'ailleurs les positions ultérieures de la journaliste) mais use néanmoins de moult précautions comme s'il s'agissait de ne pas froisser les lectrices et les lecteurs (qui sont d'ailleurs directement interpellés dans le chapô) et donc de préserver les acheteurs et les acheteuses.

***ELLE ouvre pour vous le dossier du contrôle des naissances*** (n° 811 juillet 1961)

**Un événement : le 1<sup>er</sup> centre de planning des naissances s'ouvre en France.**

**Le plus crucial des problèmes féminins.**

« Car ce problème qui pèse dramatiquement sur la vie de bien des femmes, et les concernent toutes a été mal posé en France. On a assimilé contrôle, c'est à dire planning à limitation systématique (...)

Et on a voté la loi de 1920 qui interdit en France la divulgation des méthodes anticonceptionnelles. Aujourd'hui un mouvement se dessine dans le pays, qui demande la révision de cette loi. A Grenoble, un centre d'information pour le planning familial vient de s'ouvrir à l'initiative de professeurs et de médecins. Mais le problème est si complexe, et les solutions proposées risquent de bouleverser tant d'équilibres – économiques, familiaux, moraux, religieux, qu'il est bon de rassembler un maximum d'information, afin d'éclairer ceux qui se sentent mission de passer à l'action. Nous ouvrons donc ici le dossier du contrôle des naissances. Nous demandons à nos lectrices, à nos lecteurs aussi, de nous écrire, de nous faire part de leurs problèmes personnels, de leur réflexion, de leurs suggestions. Toutes celles, tous ceux qui savent leur vie, leur bonheur, leur destin mis en question par ce problème peuvent maintenant s'ils le veulent vraiment aider à la recherche d'une solution vraie »

De notre envoyée spéciale Michèle Perrein

Pour cet article, Michèle Perrein prend soin de se rendre sur place (le titre « d'envoyée spéciale » est mentionné sous son nom) et de décrire les lieux :

« Pourquoi le local est-il si étroit ? A peine un appartement pour jeune couple. Pourquoi l'assistance si restreinte ? Parce que ce centre est une initiative privée et que ces gens sont des pionniers. Ils ont pris le risque d'enfreindre la loi »

Le ton adopté vise à dépassionner le débat en associant les lecteurs et les lectrices on l'a dit mais aussi en présentant les différents points de vue et notamment celui de l'Eglise qui reste selon elle « *l'aspect le plus déchirant du problème* ». Le ton est pédagogique et la journaliste désamorce un certain nombre de craintes par la mise en scène de questions/réponses censées rassurer les lectrices et montrer tous les points de vue. Les justifications empruntent alors à l'intérêt général, à celui de l'enfant et de la santé publique et jamais uniquement à celui des femmes dont il conviendrait de garantir à tout prix les droits et/ou la liberté.

---

<sup>239</sup> Michèle Perrein est à l'époque où elle publie cet article, une écrivaine déjà reconnue. En 1961, elle a déjà écrit quatre romans (le quatrième sort en 1961) dont *La sensitive* qui est jugé par la critique comme un roman féministe. Elle se définit elle-même comme féministe, elle défend dans ses essais et dans ses romans des causes comme la reconnaissance du droit à l'avortement.



Après un long silence, deux ans plus tard en 1963, la question de l'avortement est prise en charge par une autre journaliste « régulière » de la rédaction, elle aussi écrivaine comme Michèle Perrein, Fanny Deschamps. Le traitement du sujet est là encore davantage professionnel que politique au sens où sans renier ses positions, elle met en scène et rend visible son travail journalistique qui confère à son propos une forme de distance. C'est le cas dès le premier article qui paraît en novembre 1963 (n°934) sous le titre « *Voyage au centre de l'horreur* ». Le ton là encore se veut pédagogique. Un peu paternaliste, l'article est précédé d'une mise en garde des lecteurs et des lectrices qu'il s'agit cependant d'enrôler et de sensibiliser. Cette interpellation, faite sur un ton personnel est aussi un moyen pour elle d'écrire ce qu'elle considère comme « la vérité » et ainsi de jouer son rôle de dénonciatrice des injustices qu'elle dévoile.

« Attention ! Seules les adultes de cœur et d'esprit sont capables de lire et de comprendre ce récit. Que les autres s'abstiennent. Mais de tous les articles que j'ai écrits, c'est celui auquel je tiens le plus. Il peut sauver des milliers de vie ». Voilà ce que Fanny Deschamps nous a dit. Cet article, en effet rend compte de certaines vérités qui sont terribles et urgentes ! Mais il ne s'agit pas d'une prise de position morale : c'est avant tout un cri d'alarme, un appel au secours qui relève de l'assistance aux personnes en danger »

Il met aussi en scène le travail journalistique tel que se le représente la rédactrice. Il s'ouvre en effet sur l'affirmation de son indépendance puisque celle-ci affirme qu'elle « *n'a reçu aucune consigne de son journal* », « *ne pratique aucune pratique religieuse* » et « *ne tremble pas devant ses opinions* ». L'article s'appuie sur une enquête « *à Paris et en Province* » durant laquelle la journaliste précise avoir rencontré des gynécologues accoucheurs (44), des sages femmes, des infirmières (18), et s'être documentée en lisant des rapports, prenant connaissances des expériences étrangères. Tout du long, elle cite ainsi des témoignages, des statistiques qui lui servent à dénoncer une situation qu'elle juge dramatique. L'horreur de l'avortement devient ensuite un plaidoyer pour le contrôle des naissances et un argument pour la libéralisation des moyens contraceptifs. C'est donc en se fondant sur une véritable mise en scène du travail journalistique que Fanny Deschamps aborde cette question controversée et use des rituels d'objectivité si bien décrits par Gaye Tuchman qui permettant la mise en scène d'une objectivité et justement d'éviter la critique<sup>240</sup> (en étant par exemple dénoncée comme impartiale ou militante).

En 1965, sous la plume de cette même journaliste est à nouveau publiée sur trois numéros une nouvelle « *enquête alarme* » sur le « *contrôle des naissances* ». Là encore, la journaliste livre un article très « professionnel » dans la forme qui interpelle les lecteurs et les lectrices, met en

---

<sup>240</sup> Tuchman Gaye, « Objectivity as Strategic Ritual: An Examination of Newsmen's Notions of Objectivity », *art.cit.*

scène la polyphonie en faisant état du point de vue des autorités religieuses, et des médecins favorables ou non à la contraception et/ou l'avortement. Ces derniers sont convoqués en tant qu'experts, et le public est appelé à donner son avis (des témoignages issus du courrier des lecteurs/trices sont d'ailleurs publiés et servent à donner des conseils précis). Ces témoignages mobilisés dans l'article sont aussi l'occasion de faire dire à « cette opinion » ce que la journaliste ne semble pas s'autoriser à dire elle-même, à savoir l'urgence de la contraception. Les courriers des lectrices (et des lecteurs) sélectionnés semblent d'ailleurs plus « progressistes » comme si la journaliste elle-même consciente de la nécessité de sa réserve, les instrumentalisait pour exprimer sa position réelle.

Cet ancrage professionnel n'exclut pas le ton compassionnel que prennent parfois les articles. Si on l'a dit, il s'agit de mettre en avant de l'expertise, il convient aussi dans un registre plus « féminin » qui fait appel à l'émotion. Le voyage au « centre de l'horreur » de 1963 commence ainsi par le récit dramatique d'un homme venant récupérer les affaires de « Marianne » morte après un avortement clandestin. L'article raconte aussi le destin probable ses enfants, le fils aîné conservé par le père qui se remariera sans doute ; les filles confiées à la grand-mère elle-même responsable et coupable pour l'avoir pratiqué, de l'avortement en question. Le ton est grave, le style est soigné et cherche à interpeler la lectrice sur un plan émotionnel. Les cas individualisés sont présentés comme des drames humains et personnels plus que comme le résultat d'un système qui oblige les femmes à se cacher pour avorter.

Ce traitement est aussi révélateur des mécanismes de dépolitisation paradoxale à l'œuvre dans la presse française. D'un côté, les rédactrices de *ELLE* contribuent à faire émerger dans le débat public ces questions (ou du moins accompagnent avec bienveillance cette émergence), et dans le même temps elles doivent le faire dans le cadre contraint d'un espace journalistique de plus en plus soumis à des logiques professionnelles et commerciales. Car si « l'audace » est contenue dans la forme, elle est aussi limitée par la nécessité de respecter le public, celui ou celle qui achète les journaux et sans lequel ou laquelle rien n'est possible.

Comme pour la politique ou le travail, les questions sexuelles ne peuvent donc bouleverser le fondement de l'ordre genré qui garantit que le magazine rencontrera le succès commercial. « La » femme qui s'impose donc progressivement dans les colonnes de *ELLE*, à l'image de la lectrice qu'il convient de fidéliser, reste une femme qui certes travaille, vote et se libère sexuellement mais dont le pouvoir d'achat désormais en augmentation constante lui permet surtout d'acheter les parfums, les rouges-à-lèvres et autres produits dont les publicités vantent les atouts. Elle doit donc être moderne mais sans bouleverser la réussite économique du

journal, fondé sur un modèle de féminité, voire d'éternel féminin, qui préserve voire renforce l'ordre social et sexué traditionnel.

### *Un ordre social et sexué préservé*

Comme l'écrit Bibia Pavard<sup>241</sup> dans son étude sur la contraception et l'avortement dans *Marie Claire*, la presse féminine est un « mélange de discours » : « un discours publicitaire y côtoie le discours des femmes journalistes, le courrier des lectrices, l'horoscope, les rubriques société, les rubriques beauté et les rubrique de psychologie. Si bien que les journaux féminins dispensent toujours plusieurs messages en même temps, parfois contradictoires et peuvent sans trahir, être à l'avant-garde dans certaines rubriques tout en gardant globalement un discours conservateur pour ne pas choquer un public très large et divers »<sup>242</sup>. Le discours « émancipateur » de *ELLE*, constitutif de son identité s'insère dans un espace de contraintes économiques fortes : celui lié à l'invention marketing d'un public féminin et bourgeois sur lequel repose, dans un espace concurrentiel, la réussite commerciale du journal. *ELLE* est – on l'a dit – pensé par ses promotrices, au premier rang desquelles Hélène Gordon-Lazareff, comme un produit journalistique de qualité, destiné à séduire un public susceptible de consommer les produits que les annonceurs leur proposent dans les pages du journal. La thèse développée à propos de la « nouvelle presse masculine »<sup>243</sup> selon laquelle cette dernière n'inventerait pas de nouvelles représentations de la masculinité mais d'abord et avant tout des consommateurs<sup>244</sup> pourrait s'appliquer à *ELLE*. Ces magazines n'auraient donc pas pour fonction première la diffusion – ou la remise en cause – de stéréotypes genrés mais plutôt celle, plus matérialiste de l'hyper consommation. Inciter les femmes à porter des pantalons et les hommes à prendre soin de leur corps ou de leur peau aurait ainsi pour principale fonction de vendre des pantalons aux femmes et des cosmétiques aux hommes. La « révolution » de *ELLE* traduirait ainsi l'emprise (croissante) de l'économie sur les médias et remettrait en cause le rôle civique du journalisme dont les articles ne seraient désormais plus que le support des publicités qui les accompagnent. Pour le dire autrement, ce n'est pas *L'Homme* ou *La Femme* que l'on doit chercher dans les pages de ces journaux mais le consommateur ou la consommatrice. La fonction des journaux féminins (ou masculins) ne

---

<sup>241</sup> Bibia Pavard, Contraception et avortement dans *Marie Claire* (1955-1975) : de la méthode des températures à la méthode Karman, *Le temps des médias*, printemps/été 2009, n°12.

<sup>242</sup> *Ibid* p.108

<sup>243</sup> Cette thèse est notamment défendue par Peter Jackson, Nick Stevenson et Kate Brooks dans leur ouvrage : *Making sense of Men's Magazine*, Malden, Polity Press, 2007 (pour la seconde édition)

<sup>244</sup> Voir sur ce point Estelle Bardelot, « La « nouvelle presse masculine ». Ou le renouvellement d'un champ de la presse magazine en France », *Réseaux* 1/2001 (n° 105), p. 161-189

serait donc pas idéologique, mais plus simplement économique. Cependant opposer ces deux « fonctions » semble réducteur et l'on peut faire l'hypothèse, avec Jeremy Tunstall<sup>245</sup>, qu'il existe à *ELLE* comme ailleurs des rubriques visant à séduire le public, d'autres les annonceurs et d'autres enfin à assurer la légitimité professionnelle, à montrer le sérieux du titre et son utilité sociale. Dans une visée strictement straté-giste, *ELLE* trouve donc un intérêt à inventer un public féminin comme les producteurs de jouet, et autres accessoires pour enfants, ont dans des visées marketing inventé le bleu et le rose<sup>246</sup>. C'est donc bien une consommatrice qui s'invente dans *ELLE*, une consommatrice dont il convient d'accentuer les dispositions féminines qui sont au fondement de son acte d'achat.

Du même coup, se lit dans les colonnes du journal, des rappels continuels à un ordre social genré traditionnel qui préserve la féminité au fondement même de la consommation (et de l'achat du titre). Dans *ELLE*, les injonctions à l'élégance et à la séduction hétérosexuelle et souvent matrimoniale sont ainsi omniprésentes dans les articles beauté ou mode. Même les articles plus « transgressifs » ceux relevant du caractère émancipateur du magazine, renvoient eux-aussi très largement aux stéréotypes de genre. Conformément à l'éditorial du premier anniversaire (voir *supra*) qui rappelait que les femmes devaient tout à la fois être cultivées et « réussir le pâté en croute et les festons », les femmes libérées de *ELLE* doivent être des mères exemplaires, des épouses séduisantes, des travailleuses élégantes. Elles doivent aussi être « bien » éduquées et le magazine apparaît très souvent comme une entreprise d'acculturation des classes populaires et moyennes d'autant plus efficace qu'il remporte un succès rapide (voir encadré).

#### **ELLE : Un succès commercial**

*ELLE* est un magazine qui marche et bien qu'il soit difficile de connaître avec précision les contours sociologiques de son lectorat des origines, il est un magazine largement diffusé plutôt haut de gamme<sup>247</sup> même si moins « bourgeois » qu'il ne l'est maintenant. Le premier numéro est selon Karine Grandpierre<sup>248</sup>, tiré à 700 000 exemplaires puis le tirage est d'environ 100 000 exemplaires la première année. En 1949 pour les quatre ans du journal (n°206 du 7 novembre 1949), l'éditorial annonce 402 000 lectrices (119 382 en 1946). Dans le numéro 259 du 29 octobre 1950 (numéro spécial du cinquième anniversaire), l'éditorial annonce plus de 600 000

<sup>245</sup> Jeremy Tunstall, *Journalism at Work*, Constable, London, 1971.

<sup>246</sup> voir sur ce point Daniel Thomas Cook, *The commodification of Childhood : The Children's Clothing Industry and the Rise of the Child Consumer*, Durham, NC: Duke University Press, 2004

<sup>247</sup> Dominique Veillon, mentionne un sondage paru dans le numéro 1056 du 31 mars 1966 basé sur une enquête IFOP de 1965 qui décrit son lectorat de la manière suivante : « 41% ont fait des études secondaire ou supérieure (30% seulement dans l'ensemble de la France) ; 21% travaillent, 79% sont des ménagères et 73% s'intéressent à la mode). Dominique Veillon précise aussi que l'essentiel de la diffusion (70%) est réalisé dans les villes de plus de 10 000 habitants. Voir sur ce point Dominique Veillon, « Esthétique et représentations de la femme à travers la presse féminine, (Marie-Claire et Elle, 1958-1975) », *art.cit.*, [http://irice.univ-paris1.fr/IMG/pdf\\_Lettre\\_26\\_Veillon.pdf](http://irice.univ-paris1.fr/IMG/pdf_Lettre_26_Veillon.pdf)

<sup>248</sup> Karine Grandpierre, *art.cit.*

lectrices : « (...) Vous l'avez deviné, nous allons très bien. Et nous avons grandi en un an. A en faire craquer les coutures. Nous avons grandi de 200 000 lectrices. C'est-à-dire qu'au moment même où vous, vous lisez ces lignes, 600 000 autres jeunes femmes les lisent en même temps que vous ». (*ELLE* n° 259 du 29 octobre 1950). En 1963, le magazine annonce un tirage d'un million d'exemplaires.

Ce rapide succès explique pourquoi, les modèles de féminité proposés dans le magazine doivent respecter les « *impératifs de neutralité des annonceurs* »<sup>249</sup>. Du même coup, tout dans le magazine est une injonction à préserver les rôles sociaux traditionnels. S'il conviendrait de faire une analyse détaillée des contenus publicitaires présents dans les colonnes du magazine, la fonction même des produits vantés (maquillages, produits de beauté, produits alimentaires et de cuisine, vêtements) renvoie à des rôles féminins et fonctionnent comme autant d'injonction à incarner une féminité traditionnelle et naturalisée. L'exemple des publicités de la marque de produit de beauté *Tho Radia* dans le n°6 du 26 décembre 1945 est de ce point de vue caricatural : il s'agit certes de voter (d'exercer ses droits civiques) tout en conservant « *sa mission naturelle* », « *le soin de votre beauté* ».

« Mesdames par l'exercice de vos droits civiques, vous aurez certainement la plus heureuse influence sur les réalisations du progrès social. Mais votre mission naturelle n'a pas changé. Le soin de votre beauté doit rester votre continuel souci. Pendant son long silence THO RADIA n'a cessé de vous aider de son mieux à tenir votre rôle de femme. Aujourd'hui il peut heureusement faire plus encore, en mettant à votre disposition des produits dont vous serez pleinement satisfaites. Réclamez les sans tarder à votre pharmacien ».

Ainsi même lorsque le magazine aborde l'émancipation des femmes, c'est toujours dans un cadre qui loin de remettre en cause les normes sociales dominantes, les renforce au contraire. Les corps sont libérés mais pour mieux séduire, et en particulier son mari ; les métiers d'hommes peuvent être exercés mais sans renoncer à sa féminité et si l'on s'engage politiquement c'est uniquement dans le cadre de la participation conventionnelle. Les transgressions par rapport à un ordre ancien et dénoncé comme tel ne peuvent s'opérer que dans une conformité qui la rend acceptable. Plusieurs exemples illustrent ce propos.

Le traitement que les journalistes de *ELLE* réserve à Simone de Beauvoir est assez représentatif de cette ambivalence. Simone de Beauvoir est ainsi présente dès les premiers numéros de *ELLE* mais elle l'est d'abord et avant tout en tant qu'écrivaine, bourgeoise, femme de Sartre de dont on envie le mode de vie. C'est donc sa personnalité avec son œuvre et bien évidemment avant son engagement qui est évoqué dans les colonnes du journal.

*ELLE* n° 3, 5 décembre 1945

« Tout le monde sais que Melle Simone de Beauvoir, philosophe romancière et auteur dramatique écrit ses livres au café de Flore (et le dimanche aux Deux Magots). Tout le monde sait qu'elle habite rue de Seine, hôtel de la Louisiane, chambre n°50 tandis que M. Sartre, pape de l'existentialisme est au 17. Mais on ne sait guère que

<sup>249</sup> *ibid*

Melle de Beauvoir est fonctionnaire en congés, exactement professeur dans les lycées de jeunes filles » *ELLE* n°3 5 décembre 1945

La seule concession au caractère « rebelle » de Beauvoir est la mention de son « renvoi » de l'éducation nationale au motif qu'elle « aurait fait l'éloge de la morphine auprès de ses élèves » et de « son influence trop grande ». Rien n'est dit pourtant des accusations portées par la mère de Nathalie Sorokine, une de ses étudiantes, alors que l'affaire qui a eu lieu sous Vichy et a servi à exclure Simone de Beauvoir de l'éducation nationale est déjà connue<sup>250</sup>. Si, on imagine bien qu'il est difficile d'évoquer directement l'homosexualité de l'écrivaine (comme il d'ailleurs impossible d'évoquer, l'homosexualité de Jean Marais qui sur toute la période, reste pour le journal et pour beaucoup d'autres, un jeune premier, séducteur de jeunes filles), on peut penser que le personnage public de Simone de Beauvoir aurait pu constituer pour les femmes journalistes de l'époque, un modèle de transgression à exploiter ou à valoriser et non pas incarner l'idéal de la bourgeoise.

« Influence trop grande... » dit la directrice de l'établissement scolaire qui a cru voir un jour dans les cours de Simone de Beauvoir, un éloge de la morphine ... Simone de Beauvoir ne sera plus professeur »

*ELLE* n°3 5 décembre 1945

Quant aux prises de positions politiques de Simone de Beauvoir, elles sont purement et simplement ignorées. En 1949, au moment de la sortie du *Deuxième Sexe*, *ELLE* n'y consacre aucun article<sup>251</sup>. Et il faut attendre 1955, lorsque Simone de Beauvoir reçoit son prix Goncourt pour *les Mandarins* (en 1954), pour que le journal consacre à son auteure un article conséquent par la taille (*ELLE* n°473 du 3 janvier 1955). Là encore le propos très centré sur son style vestimentaire, sa coiffure, sa personnalité. Si « *On ne naît pas femme on le devient* » apparaît en incrustation, rien n'évoque le livre et l'on retient dans l'article c'est que Simone de Beauvoir représente « *la tradition, le classisme et une aristocratie douillette* » (Suzanne Blum).

SI pouvait imaginer que le discours féministe de Beauvoir aurait pu être récupéré par les journalistes de *ELLE*, ce n'est pas le cas. Le féministe de *ELLE* reste ainsi très modéré et ne remet jamais en cause l'harmonie censée exister entre les hommes et les femmes. Les

---

<sup>250</sup> Meryl Altman, « Simone de Beauvoir et l'expérience lesbienne vécue », *Genre, sexualité & société* [En ligne], 2 | Automne 2009, mis en ligne le 04 juillet 2013, consulté le 14 mars 2014. URL : <http://gss.revues.org/1007> ; DOI : 10.4000/gss.1007

<sup>251</sup> Sur la réception du deuxième sexe, on se reportera à Sylvie Chaperon, « Le deuxième sexe en héritage », *Le monde diplomatique*, Janvier 1999

journalistes de *ELLE* assument ainsi « un féminisme de l'arrangement des sexes »<sup>252</sup> qui s'exerce dans un cadre patriarcal, bourgeois et hétérosexuel qui, lui n'est jamais remis en cause même si on s'en amuse parfois. Il s'agit ainsi de défendre ce que Frédérique Matonti désigne à propos du magazine, « un féminisme apprivoisé »<sup>253</sup> c'est à dire présentable et modéré, un tantinet différentialiste, qui ne remet pas en cause la domination masculine et dans sa version actuelle, se préoccupe davantage de dénoncer les inégalités à l'étranger qu'en France. Un article de Françoise Giroud paru dans les premiers numéros du magazine en réponse à un lecteur qui accuse le journal de détourner les femmes du mariage résume bien cette position :

***ELLE* n° 18, 19 mars 1946**

« Les hommes ne sont pas contents », ils ont peur que les jeunes filles prennent le mariage en grippe.

(...) « La femme n'est pas l'égal de l'homme ».

Je ne résiste pas au désir de livrer à nos lectrice cet extrait de la lettre que m'écrit M. Jean L. 35 rue Labat (...)

« Votre devoir est d'apprendre aux femmes ce que vous appelez à tort d'ailleurs le métier de femmes (...). La jeune fille de 1946 a évolué dans un sens qui est mauvais. On lui a dit qu'elle était l'égal de l'homme et ce qui est partiellement d'ailleurs une réalité juridique qui va à l'encontre des faits ».

Si j'ai bien lu, la femme n'est pas l'égal de l'homme. Elle lui est donc inférieure ? Diable !

Pauvres femmes ! Après un demi-siècle où le monde mené par les hommes a abouti à cette énorme faillite de la morale et de l'espérance, permettez aux femmes de penser qu'elles n'auraient pas fait pire.

A l'exception des féministes enragées et un peu démodées, la femme ne se demande d'ailleurs pas si elle est ou non l'égal de l'homme. Son ambition est à la fois plus humble et plus haute : elle veut être son complément indispensable. Encore faut-il lui en fournir l'occasion.

Les femmes d'exception dont le journal vante la réussite condensent les attendus liés à leur sexe : elles sont belles, ont des époux exemplaires, sont modestes, et élégantes, etc. On lit déjà dans les colonnes du *ELLE* des années quarante et cinquante, les invariants mis en évidence lorsqu'il s'agit d'étudier le traitement médiatique des femmes et en particulier les femmes de pouvoir<sup>254</sup> : une désignation par le prénom, une attention particulière à leur corps, une mention des rôles traditionnels de la féminité (l'épouse, la mère, la fille etc.). Ainsi quand *ELLE* se félicite en 1947, sous la plume d'Aline Laflèche de la possibilité pour Eva Peron de devenir présidente de l'Argentine, ce sont surtout sa beauté et ses tenues qui sont longuement décrites.

***ELLE* n° 90, 7 Août 1947**

« Cette jolie femme sera peut-être "Président de la République" » d'Aline LAFLECHE

<sup>252</sup> Selon l'expression d'Erving Goffman, *L'arrangement des sexes*, Paris, La dispute, 2002.

<sup>253</sup> Voir sur ce point Frédérique Matonti, *Le genre présidentiel*, Paris, La découverte, 2016 (à paraître)

<sup>254</sup> Voir sur ce point Marie-Joseph Bertini, *Femmes : le pouvoir impossible*, Paris, Pauvert/Fayard, coll. Essai, 2002 et Delphine Dulong et Frédérique Matonti, « L'indépassable féminité », art.cit.

« Championne des “descamisados”, des “sans chemise” de son pays, la femme du Président de la République argentine voyage suivie de vingt-neuf malles – en vingt-cinq jours elle a changé quinze fois de robes – de quatorze personnes dont, Juana sa camériste, Elisabeth sa secrétaire, Julio Alvarez son coiffeur ; Liliane Guardo son ami (sic) intime épouse du président de la chambre des députés ».

« La constitution argentine interdit au président de la République de se présenter deux fois de suite aux élections. Mais déjà les milieux politiques parlent sérieusement de la candidature d’Eva Peron au plus haut poste du pays. Si elle se présentait actuellement, Evita aurait dit-on 95% de chance d’être élue.

La première femme président d’une république sera-elle une jeune et ravissante blonde aux yeux bleus ?

La nomination d’une ambassadrice américaine à Rome en 1952 est de la même manière l’occasion de louer son physique avantageux et son élégance et de dénoncer les femmes qui abandonneraient leur féminité, taxées pour l’occasion, de « virago à moustache ».

**ELLE n°388, 3 mai 1952**

Mrs Clare Boothe Luce, ambassadeur américain à Rome (1952)

« Le nouvel ambassadeur des Etats Unis à Rome est une ravissante blonde dont la vie et la carrière ont fait parler le monde entier (...) Jamais personne sans doute ne s’était intéressé à la grâce physique d’un diplomate, à sa silhouette charmante, à ses admirables yeux bleus tout rayonnants de piété, à son élégance exquise, à sa jeunesse extraordinaire. (...) C’est que ce diplomate, arrivé le 22 avril à Rome, n’est pas seulement le représentant de la plus puissante nation du monde mais qu’il est une femme, et non pas quelque virago à moustaches, mais une sorte de rêve blond, tout scintillant des prestiges de Broadway et de la haute société américaine. Tous les Italiens connaissaient déjà son nom : Mrs Clare Boothe Luce, le nouvel ambassadeur des Etat Unis à Rome, la femme de l’éditeur et propriétaire des célèbres et très puissants magazines américains, *Life*, *Time* et *Fortune* ».

Ces femmes d’exception sont implicitement érigées en modèle. Mais les injonctions à la féminité et au respect d’un certain mode de vie sont souvent plus directes et explicites en particulier lorsqu’il s’agit de corriger des comportements jugés comme déviants au mode de vie (petit) bourgeois que les journalistes défendent ardemment. Et si les lectrices sont rappelées à l’ordre sur leur féminité éventuellement défaillante, elles le sont aussi sur leurs manquements aux normes du savoir-vivre bourgeois telles qu’elles se construisent progressivement comme modèles de référence dans les colonnes du journal. A l’instar des émissions de *relooking* étudiée par Nelly Quemeneur<sup>255</sup>, on peut dire que les normes de genre s’articulent ici aux normes de classe. *ELLE* apparaît de fait comme un véritable instrument d’acculturation des classes populaires et des « féminités déviantes ». Le courrier du cœur dirigé par Marcelle Segal entre 1946 et 1987<sup>256</sup> se rapprochent en ce sens des ouvrages de puéricultures ou de ménage du XIX<sup>e</sup> siècle étudiés par Luc Boltanski<sup>257</sup>. Le magazine de son côté publie de très nombreux articles sur la nécessité de faire du sport, de se cultiver, de

<sup>255</sup> Nelly Quemener, « « Ma chérie, il faut révéler ta féminité ! ». Rhétorique du choix et de l’émancipation dans les émissions de relooking en France », *Raisons politiques* 2/2016 (N° 62)

<sup>256</sup> Anne Marie Sohn, « Marcelle Ségale et Menie Grégoire, les nouvelles intermédiaires médiatiques du couple (1946 -1969) in "La mediazione matrimoniale. Il terzo (in)comodo in Europa fra Otto e Novocento, Fiesole et Rome : Italie (2004)"

<sup>257</sup> Luc Boltanski, *Prime éducation et morale de classe*, Paris, EPHE, 1969



manger équilibrer, de contrôler son budget, d'être morale, ou de savoir « tenir » sa maison. Il existera même une série de guide publiée sous la marque *ELLE*, qui rassemblent ces conseils dans tous ces domaines (voir *infra* la liste des numéros de l'encyclopédie de *ELLE*).

On pourrait ainsi multiplier les exemples de rappel à l'ordre genré, qui fondent aujourd'hui comme hier la critique « féministe » des journaux féminins. Les logiques économiques expliquent en partie les tensions entre un discours émancipateur à destination de lectrices dont les conditions matérielles d'existence – et les mentalités – changent objectivement et un discours traditionnel visant à préserver voire augmenter leur marché des annonceurs qui font vivre le journal. Mais cette hypothèse économique gagne à être complétée par une approche plus sociologique qui prenne en compte, les conditions mêmes de productions du journal en se plaçant désormais non pas du point de vue du produit fini, mais de celles et ceux qui en sont à l'origine, les producteurs et productrices du discours que sont les journalistes.

### **Des journalistes littéraires et engagé.es ?**

L'ambivalence des discours de *ELLE* doit en effet être rapportée aux conditions de production du magazine et notamment à la composition de son équipe rédactionnelle et aux représentations du journalisme qu'elles défendent. A ses débuts, *ELLE* est, on l'a dit, confronté aux mêmes difficultés que les journaux autorisés à paraître à la Libération. Le manque de papier, l'exiguïté des locaux — la rédaction occupe «*un trois pièces un peu minable*»<sup>258</sup> dans l'immeuble du 100 rue Réaumur qu'elle partage avec celle de *France-Soir* — les difficultés à obtenir des photos techniquement irréprochables sont régulièrement évoqués pour bien marquer à quel point faire paraître un magazine comme celui-ci est une « épreuve » que les rédactrices affrontent chaque semaine avec courage<sup>259</sup> et à laquelle s'ajoutent, on l'a dit, celles liées à la vie quotidienne de l'époque. Françoise Giroud décrit ainsi les bureaux du magazine à ses débuts :

Avec Hélène Lazareff, et notre secrétaire commune, j'ai partagé pendant trois ans un bureau de 12 mètres carrés. Il y avait une fenêtre. Elle donnait au premier étage, sur la cour où ronflait avec un bruit de forge les moteurs des livreurs de *France-Soir*. Les murs étaient sales et le sol délabré. Il nous est même arrivé, lorsque le bureau se remplissait, de partager une chaise. Elle est menue, je suis mince, du côté où l'on s'assoit. Nous tenions très bien sur cette chaise<sup>260</sup>

---

<sup>258</sup> Laure Adler, *Françoise*, *op.cit.*

<sup>259</sup> Ces difficultés professionnelles sont sans aucun doute redoublées par le contexte quotidien difficile qui caractérise cette période. Et, si comme nous le verrons un peu plus loin, les salariées de *ELLE*, sont privilégiées, elles n'en subissent pas moins, même de façon atténuée les désagréments liées à la reconstruction.

<sup>260</sup> Françoise Giroud, *Histoire d'une femme libre*, *op.cit.* p. 145.

Cette « pugnacité » à sortir le journal malgré les difficultés matérielles, est ainsi présentée comme un gage du professionnalisme de l'équipe (voir encadré) et place le magazine sur le même plan que l'ensemble des titres autorisés à paraître à cette époque. Les journaux les plus reconnus sont ceux qui peuvent se prévaloir d'un passé « clandestin » qui donne un sens aux obstacles matériels rencontrés, pendant la guerre moment où, pour chaque titre « résister c'est paraître ».

**Le numéro du troisième anniversaire défend la « pugnacité » des journalistes de ELLE**

Extrait n° 1 « **Trois ans de Lutte** » : Il y a trois ans que nous luttons pour réussir à vous donner un journal complet au meilleur prix, malgré la pénurie de papier, qui nous interdisait légalement d'augmenter le nombre de nos pages, malgré les hausses de toutes sortes qui nous atteignent comme vous et que nous avons entièrement supportées depuis de long mois pour retarder le plus possible une nouvelle augmentation de notre prix de vente. Cette semaine par décision du Syndicat des hebdomadaires et de la Fédération de la presse, nous sommes contraints désormais de vendre Elle à 30 francs. Mais d'autre part, nous avons remporté une grande victoire. Nous paraîtrons aujourd'hui sur 36 pages et nos numéros en auront régulièrement 32 et souvent 36 au lieu de 28. Grâce à ces améliorations sensibles, nous pourrons désormais vous apporter plus de lecture, aborder des sujets pour lesquels la place nous manquait jusqu'ici en développer d'autres et nous efforcer de mériter plus encore, la sympathie et l'amitié que vous nous témoignez chaque semaine ». (*ELLE* n° 154, 9 novembre 1948, p.5)

**« Elle a trois ans cette semaine »**

Il y a trois ans qu'une petite *Elle* frêle et ambitieuse a tenté pour la première fois de pénétrer dans votre vie pour y apporter chaque semaine un coup de main et un éclat de rire : pour vous aider à aller au combat de la vie quotidienne avec des armes solides et toujours le sourire. » (*ELLE* n° 154, 9 novembre 1948, p.7)

Si inscrire l'histoire de *ELLE* dans l'histoire des journaux de la Libération participe de sa légitimation, d'autres éléments sont mobilisés pour asseoir la reconnaissance du titre, en particulier par ses pairs « prestigieux ». Les modèles américains, parties intégrantes de la mythologie du journal (et de l'histoire personnelle d'Hélène Gordon-Lazareff) sont ainsi régulièrement évoqués. Dans le numéro 26 du 14 mai 1946, une brève rappelle que « *ELLE* intéresse l'Amérique ». L'article souligne que le magazine « a apporté quelque chose dans le journalisme et dans le monde » puisque « après Harper's Bazaar et Time » c'est « Life, le plus grand hebdomadaire illustré américain (cinq millions d'exemplaires) [qui y] a consacré toute une page ». L'article se termine en se félicitant de contribuer « au rayonnement de la femme française dans le monde ».

La rigueur professionnelle des modèles américains permet aussi de vanter la qualité formelle du titre : le journal doit être beau et plaisant pour les lectrices et l'on n'hésite pas, on l'a vu, à mentionner régulièrement que les photos sont envoyées dans des laboratoires américains pour y être retouchées. Les atouts formels du journal sont ainsi valorisés et le succès public est vu comme un présage de qualité et un gage de réussite. *ELLE* est en effet d'abord et avant tout un produit destiné à être rentable. Le journal connaît d'ailleurs, un succès public rapide (voir *supra*) qu'il s'agit d'entretenir. C'est pourquoi le magazine ne cesse d'expérimenter de

nouveaux produits et de nouvelles techniques marketing destinées à augmenter ses ventes et à attirer un public toujours plus nombreux. C'est le cas par exemple des « bons magiques » qui permettent aux lectrices de bénéficier de réductions sur certains produits ou des rubriques strictement divertissantes ou commerciales comme les fiches cuisine, l'horoscope, les jeux ou les tests, dont la présence est par ailleurs dénoncée par Françoise Giroud<sup>261</sup> comme un dévoiement du journal, mais qui permet pourtant de fidéliser les lectrices. La diversification des contenus passe aussi par un traitement renforcé des informations liées à la vie privée des célébrités. Le magazine accompagne ainsi le succès de certaines actrices (et acteurs) dont le journal donne régulièrement des nouvelles. La vie privée des personnes publiques devient en général un des sujets de prédilection du journal<sup>262</sup> et les « stars », le support de la défense de la modernité et de la transgression des normes établies d'autant plus facile à assumer que les vedettes sont toujours présentées comme exceptionnelles<sup>263</sup>.

Outre ce travail de diversification rédactionnelle, le magazine appose progressivement sa marque sur des produits « dérivés » comme des ouvrages qui condensent les conseils publiés dans le magazine (voir encadré) ou des émissions de radio.

*Quelques titres de la collection encyclopédique de ELLE (1958-1961)*

*Toute votre santé sur la table*, par le Docteur OP (Encyclopédie n°8) (sd)  
*Viande à tout prix. Recette pour tout budgets* par Lyon Ninette (Encyclopédie n°10), 1959  
*Les mystères de la femme*, (Encyclopédie n°23), 1961  
*Elle habille ses enfants* par Byrs Jeoffrin, 1960  
*ELLE toujours jeune, le corps et le cœur* par Ida Baylet Allen  
*Savoir vivre aujourd'hui. L'abc de la vie quotidienne* par Lucienne Astruc  
*Cuisine, Menus et recette*, par Marie Pierre de Toulouse Lautrec (1959)  
*Les poissons de la pêche à la poêle* ( R. Roby)  
*Bonnes vacances à l'étranger*  
*Elle s'installe. Une mine d'idées décoration* par Jean Person, 1960  
*A boire, à boire ! Des jus de fruits à la cave*. Par J. Courtine Robert (Dessin de Kowska)  
*Elle a un chien bien élevé, bien soigné*, Beck Dr Gérard. 1959  
*Elle a tout lu. La littérature dans votre poche* (Elle Encyclopédie n°8) par Georges Bernard 1958  
*Elle au volant*, par Gignoux Marc Françoise (1959)

<sup>261</sup> Dans le livre d'entretiens qu'elle accorde à Martine de Rabaudy, *Profession journaliste*, Paris Hachette, 2001, Françoise Giroud évoque ce refus de l'horoscope. A la question : « Nées toutes les deux (ie avec Hélène Gordon-Lazareff,) un 21 septembre. Lui ressemblez vous ? Nos caractères étaient totalement différents. Les thèmes astraux sont des sornettes. Lorsqu'elle a voulu imposer une page d'horoscope dans *ELLE*, il y a eu un vrai conflit entre nous. J'ai dû céder. C'était bon pour la vente. » Laure Adler raconte que cette anecdote est « difficile à croire, tant elle aime les voyantes et autres tireuses de cartes, demandant régulièrement ses thèmes astrologiques » (Laure Adler, *Françoise*, op.cit, p. 104)

<sup>262</sup> Si comme le souligne Jamil Daklia, « la chose existe avant le mot », et que la vie privée des célébrités intéresse la presse, les lecteurs et les lectrices dans l'entre-deux guerre (notamment avec le lancement des revues liées au cinéma), des titres spécifiquement dédiés à ce sujet se développent après la seconde guerre mondiale et la presse féminine s'empare de ce sujet. Jamil Daklia, *Mythologie de la presse people*, Paris, Le Cavalier Bleu, 2010.

<sup>263</sup> Voir sur ce point Claire Blandin qui dans son mémoire de HDR, *Médias : au cœur des mutations de la société française au XXe siècle* op cit

En 1957 le magazine s'associe à la première émission télévisée de cuisine de Raymond Oliver<sup>264</sup>. Ce « partenariat » permet d'étendre son public à celui de l'émission, en offrant aux lectrices des suppléments exclusifs. Plus tard, la rubrique cuisine a été (et est encore avec un journal comme *ELLE à table* par exemple) un instrument de « séduction » des annonceurs qui profitent des recettes proposées pour placer leur propre produit (« cuisiner avec de la margarine » accompagne alors des publicités pour la dite margarine par exemple). Le magazine annonce de la même manière dans le numéro 359 du 13 octobre 1952, le lancement de « *Radio-ELLE* » diffusée « le samedi à 21h30 sur Radio Monte-Carlo, le dimanche à 9h sur Radio-Luxembourg et à 21H30 sur radio Africa-Maghreb ».

*ELLE* se présente donc, avant même de devenir la marque qu'il est devenu, comme un produit journalistique moderne et innovant dont l'un des objectifs est la réussite commerciale même si, par ailleurs, dans un contexte où triomphe le journalisme d'idées, la ligne éditoriale doit aussi être celle de la défense de l'intérêt général. Les innovations commerciales sont donc insérées dans des préoccupations qui dépassent les logiques strictement mercantiles. Il ne s'agit plus seulement, comme cela pouvait être le cas des journaux d'avant-guerre, de fournir des informations « pratico-pratiques » (par exemple des patrons ou des modèles de tricots), ou d'être seulement le support des défilés de mode, mais de soutenir un projet journalistique qui emprunte aux formes les plus anciennes de la légitimité journalistique : la tradition littéraire d'une part et le journalisme « civique » d'autre part.

La tradition littéraire se déploie dans le magazine de plusieurs façons : dès le premier numéro, la rédaction fait appel à des écrivains et à des écrivaines reconnues qui livrent chaque semaine des « romans feuilletons » qui, on le sait ont contribué au développement de la presse moderne et au succès commercial de l'entreprise de Girardin au milieu du XIXe siècle<sup>265</sup>. Supporter la littérature remplit plusieurs fonctions : fidéliser les lectrices, apporter une légitimité culturelle au titre qui accueille et supporte des écrivain.es reconnu.es et faire preuve de son sens de l'anticipation, en publiant avant ses concurrents, les bonnes feuilles de livres attendus. Le magazine montre ainsi qu'il est à l'avant garde à la fois sur un plan intellectuel et

<sup>264</sup> Il s'agit de *Art et magie de la cuisine* créée en 1953.

<sup>265</sup> *La querelle du roman-feuilleton : Littérature, presse et politique, un débat précurseur (1836-1848)*, textes réunis et présentés par Lise Dumasy, Ellug, Grenoble, 1999

« commercial ». Au lancement du premier numéro, la publication d'une nouvelle inédite de Colette (*L'Etoile Vesper*) remplit ces différentes fonctions. Les critiques d'ouvrages occupent aussi une place conséquente dans le journal et l'un des premiers postes institutionnalisés dans la rédaction est celui de « *directeur littéraire* » confié à Jean-Pierre Launay. Comme l'avaient fait en leur temps « les dames de *Femina* » en créant en 1904 leur prix<sup>266</sup>, le magazine lance en 1970 son prix des lectrices qui ont la charge de juger une sélection choisie par l'équipe rédactionnelle. Aujourd'hui encore cet intérêt pour la littérature est encore très marqué : le prix existe toujours ; la place de la critique littéraire est encore très importante et le rôle de prescripteur du magazine semble d'autant plus stratégique qu'il appartient désormais à un groupe industriel dont l'une des principales activités est l'édition<sup>267</sup>.

Défendre la littérature – et la culture en général – s'inscrit aussi dans le projet émancipateur de *ELLE* qui justifie son intérêt pour la littérature (et dans une moindre mesure pour le cinéma) comme une porte d'accès des femmes à la culture et un gage de leur « libération ». Les journalistes de la rédaction se font alors – parfois sur un mode culpabilisateur – des prosélytes de la culture légitime. Les lectrices sont invitées à lire, à se cultiver pour leur propre plaisir mais aussi et surtout pour le plaisir de leur mari. Ainsi, à partir de septembre 1946, le magazine inaugure une nouvelle rubrique « *Si votre mari ne vous parle pas c'est de votre faute* ». L'argument déployé montre bien, une fois encore, l'ambivalence du discours émancipateur porté par le magazine :

« Vous vous plaignez souvent des silences de votre mari et de son temps passé à la lecture des journaux. Vous vous plaigniez peut-être aussi de ses entretiens avec des amis d'où vous êtes exclue. C'est votre faute. Politique, philosophique, ou social, aucun sujet ne doit vous être interdit. » (*ELLE* n°42, 3 septembre 1946)

La rubrique (irrégulière) reprend de manière extrêmement pédagogique des informations sur la bourse, l'ONU ou le tournage des films.

Mais la promotion de la littérature passe aussi dans le magazine par les formats d'articles qui sont proposés aux lectrices. Les reportages sont nombreux, et certains sont publiés sur plusieurs numéros permettant du même coup de promouvoir la capacité des journalistes à produire une information originale et inédite, dans un format qui laisse place à l'expression d'un style « personnel » que certains journalistes « reconvertissent » nous le verrons, dans la

---

<sup>266</sup> Colette Cosnier, *Les dames de Fémina*, *op.cit.*

<sup>267</sup> Lagardère Publishing est le troisième groupe mondial d'édition avec des marques comme Hachette, Grasset, Stock, Fayard, Calman-Lévy et Livre de Poche notamment  
<http://www.lagardere.com/activites/lagardere-publishing-999.html>

publication d'ouvrages<sup>268</sup> (ce qui est encore largement le cas aujourd'hui où nombre de journalistes de *ELLE* publient à la fois des chroniques et des ouvrages qui les rassemblent ou s'en inspirent<sup>269</sup>). Le style de *ELLE* est donc aussi un style littéraire et le magazine lui-même devient « littérature ». Cette composante littéraire de l'identité professionnelle des journalistes de *ELLE* se retrouve dans les trajectoires de celles qui animent le journal sur la période étudiée.

#### Note méthodologique

Nous avons cherché dans notre dépouillement à repérer le maximum de noms de journalistes présents d'une manière ou d'une autre (ours ou signature) dans les colonnes du journal, avec l'objectif initial d'établir une prosopographie de la rédaction pour la période étudiée. Comme pour *la Fronde*, cette démarche s'est avérée impossible car même si *Internet* permet désormais d'accéder plus facilement à des données et sources biographiques, les journalistes « ordinaires » de *ELLE* et plus encore le personnel administratif qui apparaît notamment dans les organigrammes du journal restent pour l'essentiel anonymes. Le premier organigramme du journal qui paraît le 14 novembre 1946 compte ainsi 41 noms. Sur 41 noms, seule une petite dizaine peuvent être identifiés : il s'agit bien sûr d'Hélène Lazareff, de Françoise Giroud et de Marcelle Segal, figure historique du courrier des lectrices sur lesquelles on dispose d'une masse très importante d'informations. D'autres comme Henriette Pierrot (reporter), Alice Chavanne ou Simone Baron sont simplement évoquées dans des articles (en particulier académiques) sans qu'on dispose de renseignements plus précis sur leur trajectoire.

On dispose de données biographiques pour les 2 hommes sur les 10 que compte le journal : Jean Pierre Launay, et Jean Monteaux qui furent respectivement directeur littéraire et « secrétaire de rédaction du magazine » avant d'embrasser une carrière littéraire.

Face à cette difficulté, nous avons décidé de nous concentrer sur les figures marquantes du journal, celles qui sont du même coup, connues par ailleurs pour d'autres activités que strictement journalistiques. Ces figures journalistiques ne se sont en rien représentatives de ce qu'est le journalisme sur la période, elles sont plutôt typiques des trajectoires de celles et ceux qui sont consacrés comme exemplaires par « l'histoire » et croisent d'autres espaces (en particulier littéraire et politique) dont dépend aussi leur reconnaissance. Ces journalistes consacrés par la politique, le monde littéraire et journalistique nous renseignent par conséquent sur les qualités journalistiques « attendues », valorisables et valorisées, à un moment donné, d'où l'importance de les étudier.

#### *Les conditions de la féminisation d'une pratique journalistique.*

Si la féminisation du journalisme est un des phénomènes marquants l'évolution du groupe professionnel sur la seconde partie du XXe siècle, la période qui s'étend de 1945 à 1970 n'est pas affectée par cette dynamique. Christophe Gimbert<sup>270</sup> rappelle par exemple que la première enquête réalisée pour la commission de la carte en 1954 ne prend même pas en compte cette variable. En revanche, dans l'un des articles publiés à l'occasion du sixième anniversaire de *ELLE*, Pierre Lazareff estime selon lui :

<sup>268</sup> Fanny Deschamps sur laquelle nous reviendrons, rassemble par exemple la série de reportages qu'elle réalise pour *ELLE* à partir de mai 1970, dans un ouvrage, *Journal d'une assistante sociale*, Paris, Edition spéciale, 1970 (la couverture du livre précise que la collection est dirigée par Jacques Lanzmann).

<sup>269</sup> C'est le cas sur une période récente, du personnage de Fonelle de Sophie Fontanel dont les aventures sont publiées chaque semaine entre 2007 et 2015, dans *ELLE*, régulièrement rassemblées dans des ouvrages (*Fonelle et ses amis, Fonelle est amoureuse*) et déclinées dans un blog.

<sup>270</sup> Christophe Gimbert, « La variable genre dans les enquêtes sociodémographiques sur les journalistes : la féminisation, de l'invisibilité à l'ambivalence », in Beatrice Damian, Cégolène Frisque, Eugénie Saitta, *Le journalisme au féminin. Assignations, inventions, stratégies, op.cit.*, pp 69-91

« ... En l'an de grâce 1951, sur 6 614 titulaires de la carte professionnelle de journaliste on ne compte que 731 femmes (1 pour 8 hommes) et que parmi ces 731 femmes environ une centaine sont des sténos de la presse et une bonne cinquantaine des dessinatrices ». Il ajoute dans une note de page « Encore convient-il de noter que sur ces 731 femmes, 546 travaillent dans la presse parisienne, (pour 3 324 hommes) 177 en province (pour 2 463 hommes) 5 en France d'Outre mer (pour (51 hommes), une seule est correspondante à l'étranger (pour 45 hommes) »<sup>271</sup>.

Remi Rieffel<sup>272</sup> rappelle quant à lui qu'« en 1960 (première date permettant de calculer ce pourcentage) les femmes représentaient 14,3 % de l'ensemble de la population des journalistes ». « L'accroissement » poursuit-il « apparaît relativement lent pendant une quinzaine d'années (de près de 15 % à près de 20 %), puis s'accélère ensuite : les femmes dépasseront les 20 % à partir de 1975 »<sup>273</sup>. Ce constat est partagé par Nicolas Kaciaf, à propos de la presse politique, qui note que « jusqu'aux années 1960, la population des journalistes politiques est presque exclusivement masculine »<sup>274</sup>. Cette lente féminisation n'est pas sans ambivalence<sup>275</sup> et les femmes restent pendant longtemps cantonnées aux marges de l'espace professionnel, dans la presse hebdomadaire et périodique parisienne et « dans la presse féminine, pour enfant, vie pratique ou artistique et littéraire »<sup>276</sup>. La présence des femmes – en particulier à des postes de direction – s'explique par l'existence de journaux « de niche », à la fois spécialisés et innovants comme *ELLE*. Françoise Giroud reconnaît elle-même que le journal a constitué une opportunité dans sa carrière :

Le journalisme n'était pas plus féminisé que le cinéma. Il n'y avait pas une femme à la rédaction du *Monde*, ni à celle du *Figaro* ; *France-Soir* était un peu ouvert mais on n'y trouvait qu'une femme chef de service. Seule fenêtre : les magazines féminins. Pierre Lazareff en ouvrait une devant moi : j'ai sauté.<sup>277</sup>

Plus tard, comme le montre Nicolas Kaciaf, c'est *L'Express* longtemps dirigé par Françoise Giroud qui contribue à féminiser le métier par l'embauche de Michèle Cotta (1963), Catherine Nay (1965) et Irène Allier (1965)<sup>278</sup> qui, on le verra dans le chapitre suivant, sont ensuite passée pour certaines, par des « féminins » comme *F. Magazine*.

La rédaction de *ELLE* n'est pourtant pas, contrairement à celle de *La Fronde*, uniquement composée de femmes. Lors de la publication du premier « organigramme », onze hommes sur les quarante et un membres que compte l'équipe sont mentionnés. Ils s'occupent « du courrier », « des photos » et donc, le plus souvent de fonctions techniques touchant la

---

<sup>271</sup> Pierre Lazareff, « Tout ce qu'il faut savoir sur les femmes journalistes », *ELLE* n°311, 12 novembre 1951

<sup>272</sup> Rieffel Rémy, « La profession de journaliste entre 1950 et 2000. », *art.cit.* p. 49-60

<sup>273</sup> *Ibid.*

<sup>274</sup> Nicolas Kaciaf, *Les pages politique*, *op.cit.* p. 320

<sup>275</sup> Béatrice Damian et Eugénie Saitta, « Le processus de féminisation du journalisme politique et les réorganisations professionnelles dans les quotidiens nationaux français », *art.cit.*

<sup>276</sup> Rieffel Rémy, « La profession de journaliste entre 1950 et 2000. », *art.cit.*

<sup>277</sup> Françoise Giroud, *Arthur ou le bonheur de vivre*, *op.cit.* p. 74

<sup>278</sup> Nicolas Kaciaf, *Les pages politique op.cit.*

fabrication du journal. Certaines figures masculines sont très présentes sur la période 1945-70, souvent à des postes de direction. Jean-Pierre (ou Pierre-Jean) Launay est un directeur littéraire quasi-continu du journal jusqu'aux années soixante-dix ; Jean Duche est chroniqueur hebdomadaire à partir de 1951 (et jusqu'en 1974) ; Stanislas Fontaine (pseudonyme d'Albert Palle) est quant à lui grand reporter régulier pour le magazine. Si l'on observe les organigrammes (ours) tels qu'ils sont (irrégulièrement) publiés selon les périodes, on constate l'ambivalence de cette féminisation : les femmes sont très présentes (y compris à la tête du journal) mais de nombreux postes de direction en particulier techniques restent encore et toujours occupés par des hommes : c'est le cas de Jacques Lemaitre et de Roger Giret à la direction artistique dans les années cinquante par exemple, de Guy Selz secrétaire général du magazine sur la période ou de Jean Monteaux secrétaire du magazine des origines jusqu'au milieu des années soixante-dix. Menant de front une carrière d'écrivain parfois marquée par des engagements politiques antérieurs, les journalistes masculins de *ELLE* sont des journalistes d'idées dont la carrière est assez conforme à celle que connaissent d'autres journalistes de leur temps, occupant une double position dans les milieux politiques et artistiques (en particulier littéraires) .

#### Des hommes de la rédaction à *ELLE* (1945-1970)

Il y a peu de renseignements sur les journalistes qui ont contribué à *ELLE*. Nous avons établi ces fiches en recoupant plusieurs sources sur Internet (fiche BNF, notice wikipédia, fiche biographique des éditeurs etc.). Lorsqu'une source l'emporte sur l'autre, nous l'avons indiqué.

**Jean Pierre Launay (1900-1982)** est connu avant guerre pour avoir reçu le prix Renaudot et le prix des Deux Magots pour son roman *Léonie La bienheureuse*. Il est après la guerre directeur de collection chez Grasset et auteur de plusieurs romans.

**Jean Monteaux (1918- ?)** Est le fils d'un comédien, sociétaire de la comédie française. En 1937, il publie un premier roman, *Un crime étrange* et se lance dans une carrière de chansonnier. Pendant la guerre il est prisonnier et rentre à *Claudine* puis à *ELLE*. Parallèlement à sa carrière à *ELLE*, il écrit pour plusieurs journaux, comme critique de variétés pour *Arts et Spectacles* comme scénariste de roman photo pour *Nous Deux* et *Rêve* (où il produit des scénarios de romans-photos). Il est l'auteur de plusieurs romans sentimentaux. Il quitte *ELLE* en 1976 date à laquelle, il reçoit un prix de l'académie française pour son roman *Barnum*.

**Guy Selz (1901-1976)**. A été secrétaire général du titre de 1946 à 1968. Elevé dans une ambiance « bohème » et surtout bourgeoise, puisque le seul document biographique dont on dispose précise que « sa mère ne souhaitant pas qu'il aille à l'école, il a été éduqué par des précepteurs », il fréquente les artistes de Montparnasse durant les années 20. Il commence alors une collection d'art qu'il poursuivra tout au long de sa vie et à qui il doit une partie de sa notoriété. Journaliste à *Marie Claire* avant la guerre, il est l'époux de Françoise Bost (épousée en 1938) <https://issuu.com/portfolio0/docs/colecciobook/47>

**Jean Duche (1915-2000)** a été selon sa notice wikipedia, chef de service au comité d'organisation du papier de 1941 à 1943, et a travaillé au secrétariat particulier du cabinet du général de Gaulle. Il a publié des chroniques au ton souvent « conservateur », entre 1951 et 1974. Il est l'auteur de nombreux ouvrages de vulgarisation historique et de romans.

**Stanislas Fontaine (1916-2007)** pseudonyme d'Albert Palle, journaliste résistant (croix de guerre), il a participé au journal *Combat* pendant la guerre. Marié à la journaliste de *ELLE* Denise Dubois Jallais (sur laquelle nous



reviendrons) il est l'auteur de nombreux romans dont *L'expérience* pour lequel il obtient le prix Renaudot en 1959

La rédaction de *ELLE* n'exclut donc pas les hommes mais le magazine constitue d'abord et avant tout une brèche dans laquelle les femmes se glissent pour pénétrer la profession et y faire carrière. Deux grandes figures dominent l'histoire du journal et incarnent ces figures du journalisme au féminin : Hélène Gordon-Lazareff et Françoise Giroud. Leur trajectoire est emblématique des transformations que connaît la profession journalistique dans la seconde partie du XX<sup>e</sup> siècle.

« *Hélène et Françoise* » des figures idéal-typiques d'un renouveau journalistique au féminin ?

S'il existe des difficultés à trouver des renseignements biographiques sur les journalistes « ordinaires » de *ELLE* (*infra*), on dispose à l'inverse d'une masse d'informations sur les trajectoires biographiques d'Hélène Gordon-Lazareff et plus encore sur celle de Françoise Giroud. Outre les nombreux articles qui lui sont consacrés, Hélène Gordon-Lazareff a été l'objet de deux livres : l'un de Denise Dubois-Jallais<sup>279</sup> et celui plus récent de Sophie Delassein<sup>280</sup>, ainsi que d'un article assez long et détaillé de Christine Garnier<sup>281</sup> publié dans la *Revue des deux Mondes*, en 1960<sup>282</sup>. Françoise Giroud a fait l'objet quant à elle de deux biographies par ailleurs concurrentes : celle de Laure Adler<sup>283</sup>, celle de Christine Ockrent<sup>284</sup>. Il faut ajouter que Françoise Giroud s'est beaucoup racontée notamment dans ses livres qu'ils soient romancés ou directement autobiographiques<sup>285</sup> ou dans des livres/entretiens qu'elle a accordés à des journalistes « amies »<sup>286</sup>. La difficulté tient donc principalement à se départir de l'illusion biographique<sup>287</sup> progressivement construite autour de ces deux personnalités et

<sup>279</sup> Denise Dubois-Jallais, *La Tsarine. Hélène Lazareff et l'aventure de ELLE*, Paris, Fayard, 1984.

<sup>280</sup> Sophie Delassein, *Les dimanches de Louveciennes. Chez Hélène et Pierre Lazareff*, Paris Grasset, 2009

<sup>281</sup> Il semble que Christine Garnier soit le pseudonyme de Raymonde Germaine-Cagin (1915-1987) qui est une journaliste et écrivaine française. Elle a commencé sa carrière avant la guerre comme journaliste à *Marie-Claire*. Elle a collaboré au *Figaro*, elle est par ailleurs l'auteur de plusieurs romans [http://data.bnf.fr/11146137/christine\\_garnier/](http://data.bnf.fr/11146137/christine_garnier/)

<sup>282</sup> Christine Garnier, « Comment réussissent les femmes III, Hélène Gordon Lazareff ou la séduction », *Revue des deux Mondes*, Juillet 1960.

<sup>283</sup> Laure Adler, *Françoise*, Paris, Grasset, 2003

<sup>284</sup> Christine Ockrent, *Françoise Giroud, une ambition française*, Paris, Fayard, 2003.

<sup>285</sup> L'ensemble des ouvrages de Françoise Giroud, y compris ses journaux politiques (comme *Le journal d'une parisienne*) comporte une dimension autobiographique qui devient dès lors une part intégrante de son « style » journalistique.

<sup>286</sup> On pense ici au livre d'entretiens, Françoise Giroud, *Profession journaliste. Conversations avec Martine Rabaudy*, *op.cit.* ou au livre « testament » publié par Alix de Saint André, *Garde tes larmes pour plus tard*, Paris, Gallimard, 2013.

<sup>287</sup> Sur cette illusion biographique, on se reportera à l'article de Pierre Bourdieu, « L'illusion biographique », *Actes de la recherche en sciences sociales*. Vol. 62-63, juin 1986.

mieux encore, d'en faire un objet permettant de comprendre comment s'imposent progressivement, à travers ces deux figures « mythiques » de l'histoire du journalisme, certains principes d'excellence professionnelle.

En effet, par leur postérité, « Hélène et Françoise » incarnent des figures journalistiques dont la légende, en grande partie construite par des femmes elles-mêmes journalistes (Laure Adler, Christine Ockrent, ou Alix de Saint-André pour Françoise Giroud ; Denise Dubois-Jallais ou Christine Garnier pour Hélène Gordon-Lazareff), nous renseigne sur les modèles journalistiques et en particulier, les modèles journalistiques féminins tels qu'ils s'esquissent dans l'immédiat après-guerre et jusqu'à la fin des années soixante. Au-delà de leurs différences, ces deux femmes incarnent en effet à leur manière, des figures idéales et idéalisées du journalisme à la française – « *le mètre étalon du journalisme au féminin* » selon l'expression d'Alix de Saint-André<sup>288</sup> – caractérisées par leurs qualités individuelles, leurs ressources personnelles, leur talent et leur subjectivité liée en grande partie à leur féminité, dégagées en apparence du moins, des logiques industrielles et marchandes du métier ce que renforce leur ancrage dans la bourgeoisie, voire la grande bourgeoisie.

#### Quelques repères biographiques sur Hélène Gordon-Lazareff et Françoise Giroud

**Hélène Gordon Lazareff** est née le 21 septembre 1909 à Rostov-sur-le-Don d'un père industriel, Boris Gordon, « qui dirigeait des usines de tabacs » et qui « possédait aussi un journal dont il ne s'occupait pas » et d'une mère Elisabeth Skomarovsky « une grande bourgeoise ». Son grand père était imprimeur. Sa famille fuit la révolution russe et arrive à Paris en 1919. Elle fait ses études au lycée Victor Duruy et se marie « après sa philo », à 18 ans avec un ingénieur-chimiste Jean-Paul Raudnitz et a une enfant Michèle qui naît en 1930. Elle vit alors une aventure adultérine avec le poète, Philippe Soupault qu'elle quitte au moment de son divorce deux ans plus tard. Elle suit des études de lettres et d'ethnologie et participe à un voyage organisé par Marcel Griaule pour étudier les Dogons. Durant ce voyage, comme le rapporte Denise Dubois-Jallais, « *elle recoud les boutons* » mais s'intéresse aussi aux rites relatifs à la mort des femmes enceintes. A son retour, elle rencontre une première fois Pierre Lazareff alors directeur de *Paris Soir* pour lui proposer le reportage sur son voyage. Quelques temps plus tard, à une soirée chez Titayna, « aventurière », journaliste reporter et sœur du démographe Alfred Sauvy, qui « devient son modèle », elle rencontre à nouveau Pierre Lazareff avec lequel elle débute une liaison amoureuse et professionnelle puisqu'elle obtient la charge de rédiger la rubrique enfant de *Paris Soir dimanche* (supplément lancé par Pierre Mille et Pierre Lazareff) sous le pseudonyme de Tante Juliette. La première chronique paraît le 22 décembre 1935. Pierre et Hélène se marient en avril 1939 mais vivent ensemble dès 1936 d'abord Quai-des-Grands-Augustins, puis rue Montpensier dans un immeuble qu'ils partagent avec Hervé et Pierre Mille écrivains et collaborateurs à *Paris-Soir*. En 1938, grâce à Jean Prouvost qui est aussi le patron de *Paris Soir*, Hélène entre au magazine qu'il vient de lancer avec Marcel Auclair, *Marie-Claire* (dont le premier numéro paraît le 5 mars 1937) et auquel elle collabore, en 1938, à l'occasion d'un numéro sur « *Marie-Claire en Amérique* » pour lequel elle est envoyée en reportage. Durant cette période, elle collabore aussi à la rubrique du courrier des lecteurs et réalise quelques reportages pour *Paris-Soir*. A cette même époque, elle écrit également des reportages en anglais pour le *Daily Express*.

En juin 1940, Hélène Lazareff et son mari quittent Paris pour Lisbonne d'où ils gagnent en bateau New York. Il s'installe chez Paul Winkler fondateur avant guerre du *Journal de Mickey* et de *Confidences* et de sa femme, Betty eux aussi exilés. A New-York Hélène Lazareff collabore au *Harper Bazaar* puis au *New York Times*. En 1944, Pierre Lazareff rejoint Londres. Hélène Lazareff ne rentre à Paris qu'un an plus tard. Elle lance alors avec

<sup>288</sup> Selon l'expression d'Alix de Saint-André, *Garde tes larmes pour plus tard*, op.cit.

l'appui de Pierre Lazareff, le magazine *ELLE* qui est édité par la même société d'édition que *France-Soir* (Défense de la France, puis France Edition et Publication). Pierre Lazareff meurt en 1973. Hélène Lazareff dirige le magazine jusqu'en 1974 et quitte Louveciennes où ils étaient installés. Elle meurt le 16 février 1988 atteinte de la maladie d'Alzheimer.

**Françoise Giroud**, de son vrai nom, Léa France Gourdj est née le 21 septembre 1916 dans un milieu aisé puisque son père, est directeur de l'agence télégraphique Ottomane à Constantinople. Son père meurt précocement et elle s'installe avec sa mère et sa sœur, DeJane, à Paris. Les difficultés matérielles la conduisent à arrêter l'école à 14 ans. Elle reprend par la suite des études de dactylo et grâce aux relations de sa mère, elle est engagée par Marc Allegret comme script pour le cinéma. Avant (et pendant) la guerre, elle occupe différentes fonctions dans ce milieu. A la fin de la guerre (en 1944) elle s'engage modestement (selon ses propres écrits) dans la Résistance et est arrêtée, emprisonnée à Fresnes, puis relâchée par la Gestapo ce qui a longtemps jeté un doute sur l'intensité de son engagement. A la Libération, elle est embauchée à *ELLE* et collabore à de nombreux autres titres. En 1953, elle fonde avec Jean-Jacques Servan-Schreiber, *L'Express* qu'elle dirige jusqu'en 1974 mais dont elle est provisoirement exclue de la rédaction en 1960.

Elle commence alors une carrière ministérielle comme secrétaire d'Etat aux Droits des femmes (1974), puis comme secrétaire d'Etat à la culture (1977) tout en continuant à écrire dans *l'Express*. Elle quitte la politique en 1979 et reprend à plein-temps son activité journalistique. Elle est l'auteur de nombreux romans principalement autobiographiques dans lesquels elle décrit en priorité ses amours malheureuses. Elle publie aussi de nombreux livres sur son expérience journaliste.

Ainsi, Hélène Gordon-Lazareff et Françoise Giroud sont toujours, comme Marguerite Durand en son temps, présentées comme des innovatrices, des visionnaires qui ont réussi avant tout le monde, à imposer de nouvelles normes dans l'espace journalistique. Analyser sociologiquement le parcours de ces deux individualités que leur personnalité distingue, permet alors de saisir les transformations du groupe professionnel en mesurant comment, comme nous y invite Norbert Elias à propos du génie de Mozart, un individu peut être tout à la fois ajusté et désajusté au milieu auquel il aspire<sup>289</sup> et du même coup s'en distinguer. A leur manière Hélène Gordon-Lazareff et Françoise Giroud font preuve de ce génie qui consiste à investir plusieurs positions, à jouer sur plusieurs tableaux pour s'imposer comme des figures incontournables d'un autre journalisme<sup>290</sup>, un journalisme au féminin qu'elles sont en train d'inventer et qu'elles incarnent pour longtemps.

*Des femmes avant tout. Des bourgeoises surtout.*

Hélène Gordon-Lazareff et Françoise Giroud sont ainsi décrites et se présentent elles-mêmes d'abord et avant tout comme des femmes, caractéristique qui entrave de fait leur ascension dans un milieu journalistique qui reste dans l'immédiat après-guerre, très largement dominé par les hommes. Elles semblent par cette qualité désajustées au milieu auquel elles aspirent. C'est alors par un jeu sur le stigmate, notamment un travail pour le transformer en *différence* valorisable, que leur réussite semble s'expliquer. Dans les deux récits biographiques ou

<sup>289</sup> Norbert Elias, *Mozart. Sociologie d'un génie*, Paris, Le Seuil, 1990, 250p.

<sup>290</sup> Voir sur ce point l'introduction de la partie 2 L'amour du métier, « Pourquoi un autre journalisme est-il toujours possible ? », in Cyril Lemieux (dir.), *La subjectivité journalistique*, op.cit

autobiographiques, leur vocation puis leur carrière renvoient à leurs histoires personnelles, à leur psychologie et font très largement référence aux figures stéréotypées généralement associées aux « femmes d'exception »<sup>291</sup>. Elles doivent leur succès à des qualités naturelles davantage qu'à leur travail<sup>292</sup>. Et c'est dans un registre psychologisant, celui de la « revanche personnelle » qu'on inscrit leur réussite. Comme pour les femmes politiques qui aspirent aux fonctions les plus hautes – et c'est le cas de Ségolène Royal par exemple – ce sont des facteurs d'ordre psychologiques et souvent genrés qui expliquent, pour leurs biographes, leur « soif » de réussite : la revanche sur un père autoritaire ou la reconquête d'un mari volage sont souvent mobilisés, et de manière comparable, pour expliquer la ténacité de la candidate socialiste dans sa bataille présidentielle<sup>293</sup>. Pour les deux journalistes de *ELLE*, ces éléments psychologiques jouent à plein pour expliquer leur réussite mais aussi leurs échecs provisoires ou les tournants de leur carrière. Hélène Gordon-Lazareff et Françoise Giroud partagent ainsi « une enfance déracinée », un exil qui explique leur trajectoire ultérieure. L'une, Hélène Gordon quitte la Russie où elle est née en 1909 au moment de la Révolution de 1917. Elle passe par la Turquie et puis arrive à Paris avec sa famille. L'autre, Françoise Giroud est née à Lausanne en 1916 après que son père ait quitté avec sa famille la Turquie pour des raisons politiques. Après la Suisse, Françoise Giroud part à l'âge d'un an avec son père, sa sœur de 5 ans et sa mère aux Etats-Unis puis revient en France en 1917. Cette enfance déracinée est souvent rappelée comme un élément de leur pugnacité et de leur volonté de réussite. Les deux femmes ont le journalisme « dans le sang » et en héritent (ce qui exclut d'en avoir acquis les savoir-faire). Hélène Gordon-Lazareff est dans l'entretien que sa fille, Michèle Rosier accorde à Sophie Delassein pour son livre « une journaliste née ». Elle ajoute que sa mère « n'était pas ambitieuse » ce qui là encore renvoie à une qualité « toute féminine ». Cet héritage est aussi un héritage paternel : Hélène Gordon-Lazareff est la fille d'un industriel du tabac qui possède un journal. Le père de Françoise Giroud, Salih Gourджи est quant à lui directeur de l'agence télégraphique de Constantinople, puis d'un journal éphémère *La Turquie Nouvelle*

---

<sup>291</sup> Voir sur ce point, notre travail sur les femmes énarques en politique : Achin Catherine, Lévêque Sandrine, « Femmes, énarques et professionnelles de la politique. Des carrières exceptionnelles sous contraintes. », *Genèses* 2/2007 (n° 67), p. 24-44

<sup>292</sup> Comme les chanteuses de jazz étudiées par Marie Buscatto, les compétences journalistiques des journalistes femmes sont considérées comme « naturelles », elles peinent ainsi à voir reconnaître leur autonomie professionnelle. Marie Buscatto, *Femmes du jazz. Musicalités, féminités, marginalités*, Paris, CNRS Editions, 2007, 222 p.

<sup>293</sup> Voir sur ce point, Frédérique Matonti, *Le genre présidentiel*, Paris, La découverte, 2016 (à paraître), chapitre 2 et Isabelle Garcin Marrou, « Ségolène Royal ou le difficile accès au panthéon politique », *Mots. Les langages du politique*, 90, 2009.

qu'il fonde lorsqu'il arrive à Paris en 1908<sup>294</sup>. Françoise Giroud et Hélène Gordon restent - et c'est particulièrement vrai pour Françoise Giroud - « *filles de leur père* » et derrière leur réussite et tout au long de leur vie, se profilent des figures masculines.

En effet, Françoise Giroud et Hélène Gordon-Lazareff ne sont pas simplement des « filles de », elles sont tout au long de leur carrière des « femmes de » (du moins des « amoureuses de ») ou bien alors ont des mentors qui déterminent leur réussite professionnelle. Avant la guerre, c'est d'abord Marcel Griaule, grand spécialiste des Dogons, qui offre à Hélène Gordon, la possibilité de partir en voyage d'étude avant la guerre, puis Pierre Lazareff qui lui ouvre la porte du journalisme. Si Pierre Lazareff partage à la même époque le succès de *France Soir* avec d'autres journalistes résistants (*voir supra*), ce n'est jamais, pour ses hagiographes... avec sa femme ! Le succès de *ELLE* est attribué à Hélène ET Pierre Lazareff avec qui elle constitue toujours « *un couple hors normes* »<sup>295</sup> d'un point de vue professionnel mais surtout sur le plan conjugal. L'histoire retient de Pierre Lazareff, son histoire d'amour (ratée avec Miriam Cendrars, journaliste et fille de l'écrivain Blaise Cendrars) et « réussie » avec la productrice Mag Bodard. Les ouvrages qui évoquent Hélène ne cessent quant à eux de rappeler ces aventures sexuelles et sentimentales entre autres avec Louis Delapré, reporter à *Paris-Soir* avant-guerre, Paul Auriol, le fils du président, ou quelques jeunes hommes inconnus. Il est ainsi très étonnant de voir comment Hélène et Pierre préservent l'apparence d'un couple bourgeois quand bien même, personne y compris eux-mêmes, n'est dupe de leur fidélité.

Pour Françoise Giroud, ses aventures platoniques ou consommées constituent pour elle-même et pour ses biographes, les principaux moteurs de son ascension professionnelle : elle entre dans le cinéma grâce aux relations de sa mère et présente sa rencontre (amoureuse et à sens unique) avec Marc Allégret comme déterminante pour le début de sa carrière qui est émaillée de rencontres avec de « grands hommes » comme Saint-Exupéry, Jean Renoir, Marcel Carné, plus tard Pierre Mendes-France dont la grandeur rejaillit sur sa propre personne<sup>296</sup>. Son aventure exaltée avec Jean-Jacques Servan-Schreiber est à ce titre constitutive de son identité publique en tant que journaliste, mais aussi en tant que femme de conviction. Les pygmaliions

---

<sup>294</sup> Françoise Giroud, *Histoire d'une femme libre*, op.cit. p. 26

<sup>295</sup> <http://archive.francesoir.fr/loisirs/litterature/%E2%80%9Cpierre-et-helene-lazareff-couple-hors-normes-%E2%80%9D-sophie-delassein-38180.html>

<sup>296</sup> Laure Adler, *Françoise* op. cit p.45

sont omniprésents dans la vie et la carrière (journalistique et politique) de Françoise Giroud comme ils le sont dans les récits de vie des femmes politiques étudiées par ailleurs<sup>297</sup>.

« Fille de », « femme de », elles sont aussi toutes les deux « mère de » même si aucune des deux femmes n'est au regard des critères généralement admis en la matière, des modèles maternels. Hélène Gordon-Lazareff « abandonne » son bébé Michèle pour son expédition dans le pays Dogon<sup>298</sup>, tandis que Françoise Giroud raconte ses tentatives ratées d'avortement qui l'ont conduite à finalement accoucher d'un premier fils Alain pendant la guerre. Sa fille Caroline Eliacheff, née en 1947 quitte la maison à 14 ans, et se marie à 15 (avec Robert Hossein) et témoigne dans de nombreux ouvrages, qu'elle a publiés à la fois en tant que psychanalyste et en tant que femme, des difficiles relations mère/fille. Pourtant, malgré ces rapports distanciés à la maternité, ce sont leurs supposées qualités maternelles qui auraient déterminé une partie de leur carrière. Hélène Gordon-Lazareff a décroché son premier poste pour s'occuper de la rubrique « enfants » à *Paris Soir* avant la guerre. Ainsi comme l'écrit Denise Dubois-Jallais : « *Septembre 1935 c'est à une "fête" organisée par Paul Emile Victor qu'elle rencontre une deuxième fois Lazareff qui sous le charme, et alors qu'Hélène lui parle de sa fille décide de lui confier la rubrique "enfants" qu'ils (avec Hervé Mille) viennent de créer à Paris-Soir* »<sup>299</sup>. Et c'est aussi en s'intéressant à la maternité qu'elle aurait fait ses premières armes d'ethnologue : « *Mais ne pas croire que la petite Gordon se consacre aux besognes ménagères. Dans cette mission, on lui donne un vrai travail. Elle s'intéresse aux rituels concernant les femmes et notamment les femmes mortes enceintes. Elle se documente sur le culte Yapilou. Elle suit le prêtre sorcier qui, avec les femmes et les enfants du village, va faire des offrandes dans les anfractuosités des rochers* ».<sup>300</sup> Dans *Arthur ou le bonheur de vivre*, Françoise Giroud raconte qu'elle n'a pas désiré son premier enfant, qu'elle a tenté à plusieurs reprises d'avorter par ses propres moyens et se définit elle-même comme « *une mauvaise mère* ». Cette maternité doublement « coupable » lié à sa première tentative d'avortement puis à la mort accidentelle de son fils en 1972 est régulièrement mobilisée pour rendre compte de son caractère « cérébral et froid », tandis que *L'Express* qu'elle lance en

---

<sup>297</sup> Catherine Achin, Sandrine Lévêque, « La parité sous contrôle. Égalité des sexes et clôture du champ politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 204, 2014

<sup>298</sup> « *A peine a-t-elle eu l'accord de Griaule, qu'elle se demande dans quelle aventure absurde elle s'est lancée. Il va falloir abandonner Michèle. Deux mois loin de tous et de tout ce qu'elle connaît. Mais justement c'est ce qu'elle souhaite non ? Jamais peut-être une occasion comme celle-ci ne se représentera. Pas question de ne pas, maintenant aller jusqu'au bout. Elle prépare son cœur et ses valises* (Denise Dubois Jallais, *La Tsarine*, op.cit p. 74)

<sup>299</sup> *Ibid*

<sup>300</sup> *Ibid*

1953 avec Jean Jacques Servan Schreiber est très souvent présenté, par conséquent, comme « l'enfant », « le bébé » qu'ils n'ont jamais eu ensemble.

Renforçant cette trame, le charme, la séduction mais aussi « le naturel », la spontanéité ou l'anti-conformisme de ces femmes sont considérés comme une composante de leur identité et les déterminants d'un style journalistique qui relève davantage de leur personnalité que de leur compétence. Ces deux femmes sont « belles » et surtout « charmantes » c'est du moins ce que leur biographes retiennent pour expliquer qu'il semble difficile, en situation professionnelle, de résister à leur attrait en particulier physique vu comme un gage de leur professionnalisme, les stéréotypes nourrissant les descriptions. Les femmes journalistes, comme Christine Ockrent décrivent ainsi le « charme » de « leur patronne », Françoise Giroud : « larges épaules, beaux seins, hanche étroite » ... « très orientale » ... « une grâce très féminine et un côté garçon. Inouïe de beauté et de charme, volontiers impudique très décolletée » ... « avec des airs de chatte sournoise » ... elle était sublime ! Une icône ! ... « irrésistible »<sup>301</sup>.

L'extrait (en encadré ci-dessous) du portrait d'Hélène Gordon-Lazareff que livre dans *La Revue des deux mondes* Christine Garnier, use de ces mêmes stéréotypes : « intuitive », virevoltante, belle, un peu décalée et superficielle, voire un peu excentrique cette description rassemble jusqu'à la caricature, les qualités féminines et (grande) bourgeoises censées expliquer sa réussite.

#### COMMENT REUSSISSENT LES FEMMES

##### HELENE GORDON-LAZAREFF OU LA SEDUCTION

Les femmes « qui ont réussi » ont presque toutes un air de famille : l'autorité, la flamboyante, irradiante vitalité, un côté intuitif instinctif, on ne sait quoi d'impitoyable, et surtout le mystère. Tant de jeunes filles oublient de se parer de mystère, le savant, le tout-puissant mystère ... Si j'étais homme, faisant fi des ronces cachées et des périls, comme j'aimerais aimer une femme « qui a réussi » !

Hélène Gordon-Lazareff, je l'ai rencontrée la première fois dans son bureau directorial, au quatrième étage de cette ruche bruissante de tous les vents et les feux de l'actualité qu'est le numéro 100 de la rue Réaumur. Des couvertures de *ELLE* et des photographies de Pierre Lazareff recouvrent deux murs. J'ai vu des objets épars qui tous semblaient avoir une histoire et qui donnaient envie de poser des questions. Il y avait des fruits sur une table basse et sous le bureau, quantité de chaussures en désordre, de l'escarpin au bottillon – depuis j'ai appris qu'Hélène Gordon-Lazareff adore marcher pieds nus et toute occasion lui est bonne pour se débarrasser de ses souliers...

Elle est entrée, vêtue de noir et de blanc (Dior, Fath, Dessès ou Balenciaga ?) Elle a commencé, geste familier à retrousser du bout de ses dix doigts toutes les mèches de ses cheveux, et ma première pensée a été :

- Comme elle est séduisante !

<sup>301</sup> Christine Ockrent, *Françoise Giroud. Une ambition française, op.cit* p. 25

C'est que je ne l'imaginai pas ainsi. D'elle, on m'avait dit bien des choses : « Elle est distraite, inexacte, rapide, entêtée, impatiente. Elle aime Tolstoï, Gide et Saint-Exupéry, Vermeer, Cézanne et Van Gogh, Bach, Beethoven et Ravel ... Elle n'est nullement superstitieuse, cependant elle tourne sa bague vers l'intérieur de la main quand elle redoute un danger ... » mais on n'avait pas assez insisté sur son charme, une des armes, j'en suis certain, de sa réussite. Et aujourd'hui, chez elle, à Louveciennes, je la regarde avec étonnement. Vêtue d'un pantalon blond et d'un pull-over châtain, ses cheveux en tempête, elle bondit hors du fauteuil bleu où elle était nichée pour me montrer le portrait de son père, pour toucher des boîtes d'argent, des œufs de verre, une icône, des soldats portugais en terre cuite, un spoutnik miniature et à musique. Elle va, virevolte, répond au téléphone, appelle la femme de chambre, tend son visage au soleil de la fenêtre ouverte.

- Comment avez vous fait dites, vous femme d'action entre toutes, pour rester aussi féminine ?

Le caractère mondain de cette trajectoire journalistique vaut de la même manière pour Françoise Giroud et à sa multi-positionnalité qui lui fait fréquenter au début de sa carrière des personnages célèbres qui ne cessent d'enrichir son carnet d'adresses. Chez elles, le travail n'est ainsi jamais considéré comme tel. Il n'est ni nécessaire, ni contraignant notamment parce que leur statut social leur permet d'être dégagées des contraintes du travail domestique. Comme pour les candidates de droite aux élections municipales dans le XVI<sup>e</sup> arrondissement de Paris en 2008<sup>302</sup>, elles aussi grandes bourgeoises, l'activité professionnelle n'est pas séparée de la sphère domestique dont elle dépend et dont il est le prolongement. Le travail mobilise (ou est censé mobiliser) des compétences sociales, voire une « nature » et non pas de réelles compétences techniques. Là où les hommes entretiennent un réseau, les femmes étendent ainsi naturellement leur cercle de sociabilité jamais dans un dessein cynique mais par une suite de « coups de cœur » où c'est davantage la passion que la raison qui guident leurs choix de vie. L'anecdote plusieurs fois rapportée du tango de Françoise Giroud et de Sartre lors d'une soirée mondaine à Cannes en 1946 est assez symptomatique de ce mécanisme qui relève tout à la fois de logiques de classe et de logiques de genre. C'est ce tango qui est par la suite rapporté comme déterminant dans la collaboration entre Sartre et *l'Express*.

Le fonctionnement du « salon » politique et littéraire<sup>303</sup> tenu par le couple Lazareff et que décrit Sophie Delassein dans son ouvrage montre bien ces formes ambivalentes d'engagement qu'il mobilise et qui sert directement leur projet professionnel : « *Tous les dimanches ou presque, donc, la Grille Royale et ses locataires se parent de leurs plus beaux atours pour*

<sup>302</sup> Voir sur ce point Catherine Achin, Sandrine Lévêque, « Le genre c'est la classe », in Eric Agrikoliansky et alii (dir.), *Paris en Campagne*, *op.cit.*

<sup>303</sup> Dans son livre, Sophie Delassein (*op.cit.*) mais aussi Yves Courrière dans sa biographie de Pierre Lazareff (*Pierre Lazareff ou le vagabond de l'actualité*, *op.cit.*), évoquent la maison de Louvecienne comme un lieu que fréquentaient, à l'initiative des Lazareff, des hommes et des femmes, moins nombreuses, d'influence », politiques ou artistes : Vincent Auriol, Antoine Pinay, François Mitterrand, Georges Pompidou, Pierre Mendès France, Jacques Chaban-Delmas, amis aussi Yves Montand, Guy Béart, Marlene Dietrich, Simone Signoret auraient fait ainsi partie des invités.es régulier.es et composent désormais la légende des Lazareff à Louvecienne dont la municipalité rappelle aujourd'hui encore la splendeur (<http://louveciennestribune.typepad.com/media/2009/02/louveciennes-dans-lhistoire-contemporaine-1-pierre-lazareff.html>)



*recevoir le Tout-Paris du génie ou de l'influence* ». Il s'agit donc bien de « faire du réseau », à la fois dans la politique mais aussi la mode ou le spectacle. Durant ces réunions, la division des tâches telles qu'elle est décrite par Sophie Delassein correspond à une forme de sociabilité genrée et bourgeoise. Hélène est « *une bonne maîtresse de maison* », « *volubile et souriante* » qui « *quand la conversation sombre dans la gravité (...) prétexte une migraine pour disparaître sous l'œil réprobateur de son mari* » ; Pierre de son côté « *ne joue à rien d'autre qu'au journalisme* » comme il le mentionne dans un extrait de l'émission *Radioscopie* reproduite dans l'ouvrage de Sophie Delassein<sup>304</sup>

Les attributs féminins ou réputés comme tels expliqueraient donc le succès professionnel de ces deux journalistes mais aussi leur style. Tout se passe comme si, dans un groupe professionnel dominé par les hommes, les femmes ne pouvaient être admises qu'en restant à leur place et en (sur) jouant leur rôle. Comme « les filles de la parité » étudiées par le groupe de l'invention de l'Elue, c'est d'abord et avant tout en jouant sur des ressources réputées féminines qu'elles ont été admises à pénétrer les cercles masculins au risque évident et toujours présent du « salto du stigmaté » qui les obligera à sortir du jeu. Le premier renvoi de Françoise Giroud de *l'Express* au début des années 60 (le 12 mai 1960) est exemplaire de ce mécanisme. Ce n'est pas tant un manquement à une quelconque obligation professionnelle qui détermine ce renvoi, ni même une faute politique mais bien une faille dans sa vie privée : son avortement et sa rupture avec Jean Jacques Servan-Schreiber qui commence une liaison avec Sabine Becq de Fouquières, circonstances qui servent en dernier recours à justifier cette éviction et à expliquer sa tentative de suicide. Des raisons personnelles – et notamment les pressions de Sabine Becq, devenue Servan-Schreiber sur son nouveau mari – expliquent de la même manière, le retour de Françoise Giroud (dans le numéro du 8 juin 1961) à *l'Express*. Dans son livre Laure Adler explique ainsi :

« Sabine précise qu'elle a fortement encouragé son mari à réembaucher Françoise : “Moi je voulais le retour de Françoise. Je voyais toujours, à l'époque, deux amis Marcel Bleustein-Blanchet et Charles Gombault. Ils ont eu pour mission de la convaincre de revenir. Je disais à Jean-Jacques : moi je suis forte pour les enfants (...) mais **votre enfant à vous c'est L'Express**. Françoise s'y était ruinée la vie et la santé. Le journal lui devait tout. Ce n'était qu'une juste réparation” »<sup>305</sup>.

L'insertion dans le journalisme se fait grâce à des ressources « illégitimes » et du même coup détermine un style journalistique largement dépendant de ces ressources.

Un style journalistique féminin

---

<sup>304</sup> *Ibid*, p. 230.

<sup>305</sup> Laure Adler, *Françoise*, p. 221

Enfermées dans leur féminité, Françoise Giroud et Hélène Gordon Lazareff vont devoir, dans un monde qui valorise un journalisme à la fois personnalisé et engagé<sup>306</sup> et privilégie l'inspiration sur le caractère industriel du métier, se distinguer. A l'instar d'autres femmes journalistes - et pour reprendre une expression employée par Lisbet Van Zoonen<sup>307</sup> - Hélène Gordon-Lazareff et Françoise Giroud (comme Séverine ou Marguerite Durand en leur temps) vont alors devenir dans « *one of the girls* » et chercher à imposer un style journalistique qui valorise ce qui justement est censé les handicaper. Cette façon « féminine » de faire du journalisme, repérée par Erik Neveu<sup>308</sup> et fondée sur une approche psychologisante et intime de la politique, est choisie par Françoise Giroud à *L'Express* et en devient rapidement sa marque. Les innovations journalistiques des deux femmes sont ainsi toujours présentées comme un prolongement de leur vie personnelle et publique. Leur professionnalisme est, comme c'est aussi le cas pour Anne Sinclair dans les années quatre-vingt, intrinsèquement lié à leur genre et à leur classe<sup>309</sup>. En tant que femmes et en tant que bourgeoises, ce sont ainsi leurs qualités relationnelles, leurs compétences en matière de sociabilité qui font la différence et en font des journalistes dignes de ce nom. Hélène Gordon-Lazareff admet elle-même dans son entretien à *La Revue des deux Mondes* ce mélange des genres :

« En principe, les journées ont huit heures, mais elles se prolongent pendant les déjeuners, les soirées ou autres "sorties" au cours desquels chaque chose qui "peut servir" est enregistré et ensuite commenté au cours de conférences »<sup>310</sup>

Cette individualisation du style renvoie là encore à la dimension quasi « artistique » et « bohème » du métier, figure d'excellence revendiquée aujourd'hui encore par certains pigistes et constitutive de l'identité originelle et mythique du journalisme<sup>311</sup>. *Le Journal d'une*

<sup>306</sup> Sur cette forme d'engagement, on se reportera à Denis Ruellan « Reporter en plein paradoxe. Représentation au cinéma », in Sandrine Levêque et Denis Ruellan, *Journalistes engagés*, op.cit.

<sup>307</sup> Lisbet Van Zoonen, "One of the girls? Or the changing gender of journalism." in C. Carter, G. Branston & S. Allen eds, *News, gender and power*, Londres, Routledge, 1998.

<sup>308</sup> Erik Neveu « Le genre du journalisme » art.cit., évoque la « valorisation d'une grille de lecture plus psychologique des acteurs de la lutte politique » pour les années 80. On pourrait penser que la féminisation par l'installation de « personnalités féminines » fortes « par nécessité » dans les services politiques est un peu antérieure. Pour une approche « empirique » de ce traitement, Frédérique Matonti, « Les mots pour (ne pas) le dire. Viol, consentement, harcèlement : les médias face aux affaires Strauss-Kahn », *Raisons politiques* 2/2012 (n° 46)

<sup>309</sup> Voir sur ce point Pierre Leroux, « 7/7 ou la célébration répétée d'une admiration mutuelle », *Politix*, vol 6, n°23, Troisième trimestre 1993 puis le « retour » sur enquête, Pierre Leroux, « Une réussite tangentielle. Retour sur la carrière d'Anne Sinclair à la télévision », in Cyril Lemieux (dir.), *La subjectivité journalistique*, op.cit.

Sur l'invention de nouveau format journalistique par les femmes – et en particulier Anne Sinclair – on se reportera à Brigitte Le Grignou, Erik Neveu, « Intimités publiques. Les dynamiques de la politique à la télévision », *Revue française de science politique*, 43<sup>e</sup> année, n°6, 1993.

<sup>310</sup> *La revue des deux Mondes*, op.cit. p. 305

<sup>311</sup> Voir sur ce point Olivier Pilmis, « Fonder l'attractivité d'activités indignes. La critique artiste au secours des pigistes » in Cyril Lemieux (dir.), *La subjectivité journalistique*, op.cit.

*parisienne*<sup>312</sup> que Françoise Giroud tient sur l'année 1993 condense à la fin de sa vie professionnelle, ces logiques. Mêlant actualité et vie privée, elle raconte au fil des jours dans un style littéraire des souvenirs où s'enchaînent petites et grandes histoires. Si cet exercice déroge aux formats journalistiques traditionnels, le style de Françoise Giroud s'est, toute sa carrière durant, exprimée dans des articles dans lesquels, se manifeste sa personnalité et/ou elle donne son avis. Des articles de *ELLE* à ceux du *Nouvel Obs*, en passant par les éditoriaux de *l'Express*, la valeur ajoutée de son travail c'est justement ce qu'exprime l'auteure, comment elle l'exprime (avec une écriture qui lui est propre), plus que la valeur informative des nouvelles produites. Ce style journalistique relève davantage de la chronique mondaine où l'exclusivité de l'information tient plus à la position de la personne qui la produit (souvent dans un cadre domestique) qu'à sa capacité d'investigation. De même, les rares récits où sont décrites les pratiques de « reportage » d'Hélène Gordon-Lazareff ou de Françoise Giroud, insistent davantage sur leur personnalité que sur les résultats de leurs enquêtes. Ainsi dans le numéro 114 du magazine *ELLE* paru le 27 janvier 1948, sous un éditorial titré « *Journal d'une journaliste* » signé de sa main (par un *fac simile* manuscrit), Hélène Gordon Lazareff introduit le dossier sur « *ELLE en Amérique* » (qui comprend d'ailleurs un article sur le rapport Kinsey) comme on raconterait à une amie, un séjour privé à New-York (« *Nous habitons à l'hôtel Waldorf Astoria* », « *Je viens de passer une heure avec mon amie Dorothy* »). Cet éditorial chapeaute un encadré qui présente la journaliste elle-même plus que son travail :

« A une époque où vous entendez parler chaque jour de l'Amérique, en termes enthousiastes ou railleurs ? (...) Que savez-vous, que savons nous de l'Amérique ? C'est pour nous renseigner sur ce pays (...) que notre rédactrice en chef, Hélène Gordon-Lazareff qui a travaillé quatre ans en Amérique au journal *Harper's Bazaar* et au *New York Times* est allée elle-même à New-York. Elle y est restée deux mois pendant lesquels elle a demandé aux meilleurs journalistes, aux meilleurs photographes américains de réunir les documents susceptibles de refléter avec fidélité la vie de l'Américaine. Ce numéro est le résultat de son enquête ». (*ELLE* n°114, 27 janvier 1948)

Du côté de Françoise Giroud, les exemples où l'enquête n'est en fait que le prolongement de son expérience, et mêle vie personnelle et information sont la norme. Le reportage qu'elle publie dans le numéro de *ELLE* de novembre 1952, intitulé « *Françoise Giroud en Amérique* » et dont la fabrique est racontée par Laure Adler dans son livre, relève des mêmes logiques. Si Françoise Giroud rapporte s'être faite « *engager dans un grand magasin en qualité de vendeuse au rayon des robes, pour essayer pendant le temps bref dont [elle disposait], de voir de les américaines « de l'intérieur »* »<sup>313</sup> ce n'est pas son talent

<sup>312</sup> Françoise Giroud, *Journal d'une parisienne*, Paris, Le Seuil, 1994

<sup>313</sup> Françoise Giroud, *Histoire d'une femme libre, op.cit*, p. 164

d'enquêtrice qui est alors retenu, mais ses impressions, ses expériences, son ressenti personnel qui « *un peu par hasard* » la guide dans la ville et dans son travail. Si elle rencontre Truman, c'est au milieu d'une foule à Harlem (comme d'autres Américain.es ordinaires) ; si elle envoie au journal un article sur la vie quotidienne des Américaines, c'est parce qu'elle a noué une relation amicale avec une serveuse de drugstore après avoir arpenté New-York des journées entières. Et ce sont ses impressions, ses avis sur la nourriture (insipide), l'éducation (laxiste) des enfants qui guident son reportage, loin d'une quelconque objectivité<sup>314</sup> et qui se caractérise par une absence de distanciation.

À le lire ainsi le journalisme d'Hélène Gordon-Lazareff et de Françoise Giroud n'est pas un métier mais le prolongement naturel de leur condition de femme. Pourtant, ces deux journalistes détiennent des ressources, finalement « ajustées » au journalisme de leur temps et qui expliquent en grande partie leur réussite professionnelle.

Des journalistes de leur temps ?

Toutes les deux issues de la bourgeoisie, voire de la haute-bourgeoisie, Hélène Gordon-Lazareff et Françoise Giroud disposent – même si elle connaissent des revers de fortune – d'un capital économique et social qui leur permet d'exercer une forme de « journalisme mondain » qui ignore les dimensions les plus techniques du métier, mais qui, correspond encore à l'époque à un modèle d'excellence, fondé sur la capacité à partager avec le public, une ressource rare : la fréquentation des puissants dont les hommes journalistes peuvent eux aussi se prévaloir. Si Françoise Giroud n'a pas fait d'études, sa connaissance des milieux culturels et en particulier sa « réussite » en tant que scripte au cinéma, lui a donné des armes pour prétendre à une carrière « intellectuelle » comme le journalisme qui reconnaît le talent « littéraire » comme une qualité essentielle à la réussite dans le métier. Ainsi au moment où Françoise Giroud intègre la rédaction de *ELLE*, elle connaît déjà certains succès cinématographiques puisqu'elle a participé en tant que scripte, assistante-réalisatrice et même scénariste à une petite vingtaine de films avec des réalisateurs déjà connus (Marc Allegret, André Berthomieux, Jean Renoir, etc.). Alors que sa carrière cinématographique est au point mort, en particulier pense-t-elle en raison de son sexe<sup>315</sup>, sa carrière journalistique connaît une

---

<sup>314</sup> Voir sur ce point Laure Adler, *Françoise*, *op.cit* p. 99.

<sup>315</sup> Dans *Arthur ou le bonheur de vivre* elle souligne ainsi les difficultés pour une femmes de s'imposer dans le milieu du cinéma : « *Alors réaliser moi même ? En 1946, il était pratiquement exclu qu'une mise en scène fut confiée à une femme. J'étais donc dans une impasse, travaillant sans goût, pour des raisons essentiellement alimentaires, sauf une fois avec Jacques Becker* » p. 73

embellie. Lorsqu'en 1950, elle « prend ELLE »<sup>316</sup> (selon sa propre expression), elle a, en plus de la reconnaissance de son talent d'écriture, une expérience déjà acquise avant et pendant la guerre auprès d'Hervé Mille de *Paris-Soir*. Ce « talent d'écriture », qu'elle présente souvent comme un don « naturel » a fait partie de ses principales qualités et est constitutif de son identité journalistique. Nombreux sont les jeunes journalistes, hommes ou femme à signaler dans leurs témoignages avoir appris « à bien écrire » auprès d'elle. C'est le cas par exemple d'Yvan Levaï qui témoigne dans la biographie de F. Giroud écrite par Christine Ockrent : « [...] Levaï revit ses débuts : “C'était aussi une incroyable école de journalisme. Que de fois n'ai-je entendu Boetsch me dire ‘Ta conclusion, c'est l'attaque, refais ton papier à l'envers’ ? La composition des papiers, leur nervosité, le style cursif, tout cela c'était Françoise” »<sup>317</sup>. Dans de nombreux autres témoignages, elle est réputée « réécrire » *l'Express* dans son entier. A rebours des qualités naturelles qu'on lui reconnaît et qui justifie de son talent, elle est aussi celle qui, dans la division du travail qui s'opère avec Jean-Jacques Servan-Scheiber, est chargée de la partie laborieuse – voire besogneuse – du travail tandis que lui reste « brillant », « incontrôlable » et « talentueux ».

De son côté, Hélène Gordon-Lazareff est diplômée de lettres et d'ethnologie et son voyage chez les Dogons est un gage de sa capacité à exercer une forme de journalisme (auquel elle renonce finalement), à savoir le journalisme de reportage qui s'impose comme l'un des modèles alternatifs du journalisme de chronique qu'elle pratique, comme d'autres, durant sa carrière. Dans l'entretien qu'elle accorde à Christine Garnier, elle raconte ainsi son début de carrières en lien avec sa trajectoire scolaire :

« Après son divorce, elle prépare et passe deux certificats de licence ès lettres, étudie l'ethnographie au Musée de l'Homme, obtient son diplôme, suit pendant deux ans des cours de langues orientales et ne s'en tient pas là. Si, à son grand regret, elle n'a pas pu parvenir à apprendre l'arabe, elle connaît les littératures russe, anglaise américaine et italienne dans le texte [...]. Voilà pour sa structure intellectuelle. Dans le domaine pratique, elle accompagnera une mission ethnologique dirigée par Marcel Griaule, traversant le Sahara jusqu'à Gao, séjournant dans la boucle du Niger et parmi les falaises de Bandiagara. Elle fera ainsi ses débuts dans le journalisme en publiant le récit de ses voyages dans *l'Intransigeant*. »<sup>318</sup>

Lorsqu'elle s'engage dans l'aventure de *ELLE*, Hélène Gordon-Lazareff est, comme l'écrit Françoise Giroud, « lestée d'une expérience professionnelle impressionnante »<sup>319</sup>. Elle a collaboré à *Marie Claire* où elle dirigeait « le service de l'adaptation des nouvelles anglaises

---

<sup>316</sup> En 1950 et pour pallier à la « maladie » d'Hélène Lazareff, Pierre Lazareff confie la direction du journal à Françoise Giroud pour trois mois. Sophie Delassein raconte qu'Hélène aurait été enceinte de Jean Chevalier, un jeune photographe du journal, et qu'elle aurait perdu l'enfant. Sophie Delassein, *Les dimanches de Louveciennes*, op.cit., p. 156.

<sup>317</sup> Christine Ockrent, *Françoise Giroud. Une ambition française*, op.cit p. 24

<sup>318</sup> Christine Garnier, « Hélène Gordon Lazareff », art.cit. p. 302 et 304.

<sup>319</sup> Françoise Giroud, *Arthur ou le bonheur de vivre* p. 72.

*et américaines* » raconte-t-elle à Christine Garnier<sup>320</sup>. Elle a ensuite été embauchée à *Paris Soir* où admet-elle, avoir dû faire ses preuves et avoir « *appris le métier « au marbre* ». Durant la guerre, elle a travaillé on l'a dit, dans la presse américaine ou « *adjointe de Markel au Sunday Time, [elle s'occupait] de la mode* » et « *au Harper's Bazaar,* » où elle a « *acquis ainsi beaucoup de connaissances techniques : choix des couvertures, texte des légendes, manière de présenter, d'illustrer les nouvelles* ». Sophie Delassein et Françoise Giroud rapportent même que sa maîtrise de l'anglais, bien meilleure que celle de son mari, la rendait plus employable que lui lorsqu'ils étaient aux Etats-Unis. Comme Françoise Giroud, Hélène Gordon-Lazareff est une grande travailleuse même si cet engagement professionnel semble aller de soi.

Si l'engagement d'Hélène Gordon Lazareff et de Françoise Giroud est davantage de l'ordre de l'intime, les deux femmes (mais c'est surtout vrai pour Françoise Giroud) incarnent aussi un journalisme d'idées. Toutes les deux ont vécu « par procuration » la Résistance. Hélène Lazareff par le biais de Pierre, qui en prenant la tête du *War Information Office*, puis en créant depuis Londres, *La voix de l'Amérique*, a suffisamment de légitimité politique pour prendre la tête de *France Soir* à la Libération. Françoise Giroud par le biais de sa sœur Djenane (« Douce »), à qui elle a apporté une aide qui vient en quelque sorte compenser le soupçon de son mariage avec Tolia Eliacheff accusé quant à lui de collaboration et avec lequel elle a une fille Caroline. Françoise Giroud reconnaît elle-même un engagement mineur dans les réseaux de Résistance pour lequel elle a été emprisonnée à Fresnes. Elle rapporte néanmoins son engagement journalistique à son expérience de la guerre : « *Au début de ELLE j'étais une jeune femme dure, tendue marquée par la guerre. La Résistance m'avait donné l'âcre satisfaction de l'engagement avec ses dangers et ses peurs* » écrit-elle dans *Arthur ou le bonheur de vivre* (p. 75). Plus tard, au-delà même de son passage à *ELLE*, Françoise Giroud devient avec *l'Express* un archétype du journalisme engagé même si cet engagement n'est jamais présenté comme véritablement politique mais comme le prolongement d'une aventure amoureuse (avec JJSS), ou le produit de l'admiration qu'elle porte à un homme d'exception (Pierre Mendés-France). Son entrée au gouvernement de V. Giscard d'Estaing est elle-aussi considérée comme irrationnelle, pour une femme « de gauche » qui a appelé à voter Mitterrand aux deux tours de l'élection présidentielle de 1974<sup>321</sup>. Cette incursion dans la

---

<sup>320</sup> Christine Garnier, « Hélène Gordon Lazareff », *art.cit.*, p.302.

<sup>321</sup> L'analyse de la suite de la carrière politique et journalistique de Françoise Giroud, hors de la période qui nous intéresse ici (1945-70) est l'un des projets que nous envisageons pour poursuivre notre recherche sur les liens entre journalisme et politique apprécié dans sa dimension genrée.

politique est alors présentée comme un « défi », ou un « coup de cœur », plus rarement comme le produit d'une ambition ou d'une stratégie<sup>322</sup>.

Hors de ces reconstructions *a posteriori*, la socialisation politique de Françoise Giroud est souvent présentée par elle-même comme précoce, et ses engagements ne semblent pas si « instinctifs » ou « incohérents ». Ils ne sont ni plus ni moins dus au hasard que ceux des hommes même si, on accorde en général à ces derniers plus de rationalité<sup>323</sup>. Comme elle l'évoque régulièrement, elle est déjà politisée au moment du Front populaire en raison notamment de l'engagement politique de ses parents. Elle raconte ainsi :

« Cette année là, le Front Populaire arriva au pouvoir et la guerre civile commença en Espagne. J'étais déjà politisée par la grâce de ma mère, favorable à Léon Blum qui avait été un ami de mon père, hostile aux communistes dont elle se méfiait ; sensibilisée en tout cas à l'existence du fascisme, en Italie et en Allemagne que la plupart des Français avaient carrément l'air d'ignorer »<sup>324</sup>.

Elle rappelle également dans ces écrits « sa haine des patrons » fondée sur son expérience vécue, et réaffirme sans hésitation un engagement de gauche.

L'engagement politique d'Hélène Gordon-Lazareff est comme son engagement journalistique, le plus souvent présenté comme un prolongement de sa vie privée. Les « dimanches de Louveciennes » accueillent dans un cadre domestique, les personnalités politiques en vue de l'époque et c'est en maîtresse de maison, on l'a dit qu'elle accueille ses invités. Dans les témoignages qui la décrivent, Hélène Gordon-Lazareff ne semble pas susceptible de formuler un discours politique en termes strictement politiques. Aussi plutôt que d'expliquer ses positions conservatrices, par un anti-communiste propre aux russes blancs et idéologiquement structuré, on présente son aversion pour la « Révolution » (et en particulier pour celle mai 1968 voir *infra*) par sa peur infantile, née du départ précipité de Russie. Si Hélène Gordon-Lazareff est « de droite », c'est d'abord et avant tout, selon ses biographes, pour des raisons « psychologiques » qui « l'empêchent toute sa vie d'être soulevée

---

<sup>322</sup> On retrouve ici certaines des formes du rapport au politique des classes supérieures et en particuliers des femmes des classes supérieures qui se doivent d'afficher à l'égard de la politique (et en particulier de la politique « légitime »), une distanciation qui sied à leur genre et à leur classe. Voir sur ce point, Thibaud Boncourt et Kevin Geay, « “Y a tellement de sujets moins médiocres !”. Les formes du relâchement politique des catégories supérieures » in Collectif SPEL, *Les sens du vote. Une enquête sociologique 2011-2014*, Rennes, PUR, 2016.

<sup>323</sup> Nous avons comparé dans l'article consacré aux femmes énarques, les récits masculins et féminins d'entrée et de déroulement de la scolarité à l'ENA. Chez les femmes, y compris les plus dotées en ressources personnelles, l'ENA est toujours un choix « coup de cœur », un lieu où on l'on se fait des amis, voire un endroit où l'on rencontre l'amour de sa vie. Chez les hommes, le passage par l'ENA est souvent décrit comme une étape nécessaire et instrumentalisée dans un plan de carrière. Voir sur ce point notre article : Achin Catherine, Lévêque Sandrine, « Femmes, énarques et professionnelles de la politique. Des carrières exceptionnelles sous contraintes. » *art.cit.*

<sup>324</sup> Françoise Giroud, *Arthur ou le bonheur de vivre*, *op.cit.* p. 51.

de terre » comme si en tant que femme, le langage de la politique « légitime » lui était interdit.

De la même manière, lorsque qu'elle se présente comme féministe – et c'est aussi le cas pour Françoise Giroud – cet engagement est pensé en dehors de toute organisation définie comme telle. C'est uniquement à travers le journalisme que s'exprime cet engagement, comme si faire du journalisme permettait de faire de la politique sans vraiment en faire.

« Féministe, Hélène Gordon-Lazareff l'est à sa manière, convaincue que les femmes sont supérieures aux hommes. *ELLE* l'annonce d'ailleurs dans son titre : « le seul magazine féminin que les hommes regardent [...] Ma mère se disait féministe, affirme Michèle Rosier, mais son féminisme était compliqué dans le sens où, dans sa vie amoureuse, elle préférait les machos. En revanche, elle voulait que son journal le soit. *ELLE* a beaucoup œuvré pour cette émancipation et quand Hélène Gordon-Lazareff était critiquée à ce sujet, elle sortait les griffes »<sup>325</sup>.

Françoise Giroud reconnaît elle-même cette forme d'engagement « minimal » à Hélène Gordon-Lazareff<sup>326</sup> qu'elle décrit ainsi :

« Elle n'avait pas connu la guerre, qu'elle avait passée aux Etats-Unis ; elle ne se posait aucune question sur le sens de la vie, mais seulement sur la façon de la passer le plus agréablement possible et elle se sentait sincèrement chargée de mission en ce qui concerne les femmes. Quelle mission ? Les rendre aussi belle, aussi séduisantes, aussi attractives que possible pour séduire les hommes et se les attacher, fonction essentielle de toute femme selon elle »<sup>327</sup>

L'engagement de Françoise Giroud pour la cause des femmes est quant à lui une composante essentielle de son identité. Il a été consacré par sa nomination le 16 juillet 1974 au premier poste du féminisme d'Etat<sup>328</sup>, celui de secrétaire d'Etat à la Condition féminine dans le gouvernement dirigé par Jacques Chirac sous le septennat de Valéry Giscard d'Estaing. Avec Françoise Giroud, et selon Anne Revillard : « *la défense de la cause des femmes se trouve affirmée à un niveau plus central dans l'appareil gouvernemental* »<sup>329</sup>. Françoise Giroud représente à l'époque « *un symbole de réussite* » pour les Françaises et sa nomination renvoie certes à « *des calculs électoralistes* »<sup>330</sup> (il faut séduire l'électorat féminin) mais « *s'intègre aussi parfaitement dans le projet de modernisation qui est celui de Valéry Giscard d'Estaing* ». Le choix de Françoise Giroud « *hautement contesté à l'époque* » (entre autres par

---

<sup>325</sup> Sophie Delassein, *Les dimanches à Louveciennes*, op.cit. p. 152-153.

<sup>326</sup> Dans le livre d'entretien à Martine de Rabaudy, Françoise Giroud est plus « nuancée » sur l'engagement politique d'Hélène Gordon-Lazareff, notamment lorsqu'elle compare leur engagements respectifs : « *Mais j'avais aussi des préoccupations qui s'ouvraient sur la vie sociale, la vie politique, sujets qui ne traversaient jamais l'esprit d'Hélène. Pour elle, la femme était destinée à séduire un homme et à en tirer le maximum : to catch a man (attraper un homme selon son expression)* » in *Profession journaliste*, op.cit p. 52.

<sup>327</sup> Françoise Giroud, *Arthur ou le bonheur de vivre*, op.cit, p. 78.

<sup>328</sup> Selon Anne Revillard, « *les premières institutions dédiées à la défense de la cause des femmes au sein de l'appareil d'Etat se situe en marge de ce dernier : il s'agit d'une part du Comité du travail féminin crée en 1965 (...)* et d'autre part des centres d'information féminin » (p. 166).

<sup>329</sup> *Ibid* p. 171.

<sup>330</sup> *Ibid*



Jacques Chirac qui refusait à la fois l'idée d'un secrétariat d'état à la Condition féminine et la personnalité même de la titulaire) s'explique par sa popularité chez les Françaises<sup>331</sup>.

Si dans un premier temps de leur carrière, l'engagement des deux femmes est considéré comme un atout et comme un gage de leur professionnalisme, sa remise en cause progressive est révélatrice de la dépolitisation du journalisme à partir des années soixante et soixante-dix. A la fin de notre période, être engagée ne suffit plus à justifier d'une position journalistique, il faut, de plus en plus, se soumettre à des logiques strictement professionnelles par ailleurs moins conforme à leurs trajectoires. Deux épisodes parmi d'autres, révèlent ces tensions : Mai 1968 et l'organisation des Etats généraux de la Femme par le magazine en novembre 1970. Les critiques dont fait l'objet le magazine marquent la fin d'une époque. Tout se passe alors comme si, avec le retrait (en partie pour des raisons existentielles) de Françoise Giroud et d'Hélène Gordon-Lazareff disparaissait aussi, un modèle professionnel, celui d'un journalisme tourné vers l'intérêt général et son remplacement progressif, par un journalisme de marché soumis aux impératifs commerciaux mais aussi, dans une moindre mesure, à une forme de neutralité et de distance à l'égard de la politique.

La fin d'une époque ?

Les positions politiques de Françoise Giroud et d'Hélène Gordon-Lazareff ne sont pas comparables, ni à l'égard de Mai 1968 ni à l'égard du féminisme. A la fin des années 60 et durant les années 70, Françoise Giroud a depuis longtemps quitté *ELLE* et poursuit sa carrière journalistique sous le signe de l'engagement y compris féministe. Dans les colonnes, *l'Express*, la journaliste défend certes un projet et un homme politique, elle prend aussi très clairement position en faveur de l'avortement. Plus tard, et malgré un bilan respectable au ministère (sans moyens et sans administration) comme le note Anne Révillard<sup>332</sup>, Françoise Giroud a fait l'objet de critiques très sévères de la part de certaines féministes historiques dont l'un des points d'orgue est la sortie en 1976 du film « *Maso et Miso vont en bateau* » de Nadia Ringart, Carole Roussopoulos, Delphine Seyrig et Ioana Wieder<sup>333</sup>.

---

<sup>331</sup> *Ibid* p. 174.

<sup>332</sup> *Ibid*, p. 175.

<sup>333</sup> *Maso et Miso vont en bateau* est un film sorti en 1976 qui détourne l'émission à laquelle Bernard Pivot a convié Françoise Giroud pour clore l'année de la femme. Durant cette émission au titre provocateur « *Encore un jour et l'Année de la Femme, ouf ! c'est fini* » diffusé le 30 décembre 1975, la secrétaire d'Etat est invitée à réagir à des interventions de « fieffés misos » (i.e. misogynes). Face à ces invités, les réactions de Françoise Giroud (plus que modérées) sont moquées par les réalisatrices.

Les positions d'Hélène Gordon-Lazareff offrent quant à elles davantage de prises à la critique. Hostile à Mai 1968, elle et son mari sont restés à la marge des événements comme le rapporte Sophie Delassein<sup>334</sup> :

« Mai 68. A tous les étages du 100 rue Réaumur, à *France-soir* autant qu'à *ELLE*, c'est l'incompréhension face à la révolte estudiantine. Hélène et Pierre Lazareff n'entendent pas – ils s'y refusent – la voix de toute une génération hurlant son mécontentement. Cette révolte, ils ne l'ont pas vu éclater. Elle les effraye [...] Hélène et Pierre suivent les événements en spectateurs outrés, agacés. Ils répètent à qui veut l'entendre que le pays n'a jamais été aussi prospère. [...] Gaullistes fervents, les Lazareff ont perdu toute objectivité pour observer et interpréter les premiers signes de déstabilisation apparus aux législatives de 1967 »<sup>335</sup>.

De la même manière, le récit de Denise Dubois-Jallais sur mai 68 est peut-être le seul moment de l'ouvrage où elle s'autorise à écorner l'image d'Hélène Lazareff :

« En mai 68, la tsarine a eu peur. Toute menace politique la renvoie à des souvenirs dont on ne guérit pas. Quelqu'un dans la nuit, la soulève de terre et l'emmène en courant. Elle avait huit ans. C'est si fort, si terrible cette sensation, qu'elle ne supporte plus jamais qu'on la soulève, par plaisanterie, elle qui a encore un poids enfantin. Le mot *révolution* ne peut être chargé pour elle que des mots, *perte, fuite exil*. Mais la première réaction instinctive passée, la renarde laisse son regard roux darder sur l'événement. Pas de panique : Pompidou est là qui remet intelligemment les choses en ordre du moins en désordre organisé. C'est l'ami de Pierre, un habitué de Louveciennes depuis toujours »<sup>336</sup>.

Par contraste (et nous y reviendrons), ce que vivent les journalistes de la rédaction est très différent. Le journal interrompt sa publication mais l'enthousiasme des journalistes au moment de sa réparation est révélateur des transformations que connaît la profession sur la période. À *ELLE* comme dans d'autres rédactions, des journalistes plus jeunes, plus diplômés, plus autonome à l'égard du champ politique vont désormais faire passer les logiques professionnelles avant les logiques politiques<sup>337</sup>. Si Denise Dubois-Jallais, dans son récit de mai 1968 se donne des allures de « révolutionnaires », sa révolution porte surtout sur une nouvelle manière de travailler, sur l'introduction dans les colonnes du journal de nouveaux sujets par ailleurs très éloignés du politique : la mode et en particulier la mode populaire (« celle qui vient de Prisunic »).

« Je suis incapable de reconstituer cette période aujourd'hui. Je me sentais exaltée, enthousiaste, un peu fille en méditation vibrante. Avec les lourdes vagues du bon sens qui venaient affleurer mes élans un peu déplacés de mère de famille nombreuse. Donc, j'allais à la grande réunion révolutionnaire de *ELLE* sur ma belle bicyclette

<sup>334</sup> Sophie Delassein, *Les dimanches de Louveciennes*, op. cit p. 296

<sup>335</sup> *Ibid*, p. 297

<sup>336</sup> Denise Dubois-Jallais, *La tsarine*, op. cit p.197.

<sup>337</sup> Dans l'article que nous avons écrit avec Eric Lagneau sur les événements de Mai 1968 à l'AFP et à l'ORTF, nous faisons l'hypothèse que les transformations démographiques que connaît la profession à la fin des années 60 conduit les journalistes (plus jeunes, plus diplômés) à davantage se conformer à des principes professionnels (en particulier à des règles de publicité) qu'à des allégeances politiques. Mai 1968 chez les journalistes, ce n'est donc pas une victoire des gauchistes (et rappeler le nom des leaders de la grève à l'ORTF suffit à s'en convaincre) mais une victoire des principes professionnels (respecter la polyphonie, plaire au public etc.). Il semble bien qu'à *ELLE*, des mécanismes équivalents se mettent en place. Voir sur ce point Eric Lagneau, Sandrine Levêque, « Les journalistes dans la tourmente », in Dominique Damamme, Boris Gobille, Frédérique Matonti, Bernard Pudal, Mai Juin 68, Paris, Editions de l'Atelier, 2008

rouge, et je débarquais à la rédaction, oh scandale, en jean et en basket. De quoi rire aujourd'hui. Mais jusqu'ici, Hélène la moderne, nous interdisait sans mot dire de venir travailler en pantalon. Elle trouvait cela anti-féminin, anti-élégant, réservé au sport, à la campagne à la rigueur aux vacances. Elle le faisait savoir d'un sourire, à la rigueur d'une réflexion. On n'allait pas discuter pour si peu. Mais aujourd'hui, les rapports de force étaient différents. C'étaient nous les filles du quartier latin qui savions où était la mode. Vous pouvez me regarder, Tzarine, en tee-shirt, en uniforme de « là-bas », avec mes cheveux qui tombent et mes belles chaussettes de coton dans mes baskets. Et demain, j'étrénerai mon costume mao de Prisunic, en coton tilleul, pour vous scandaliser très légèrement »<sup>338</sup> (p. 198)

Cette attitude de « rébellion » profite en un sens, au professionnalisme comme le raconte Denis Dubois Jallais et devient l'occasion de tester de nouvelles pratiques journalistiques, de changer la physionomie du journal en portant plus d'attention aux lectrices, moins à la mission historique du journaliste :

« Nous allons leur faire vivre ce drôle de psychodrame en noir et blanc car il n'est pas question de faire un numéro normal mais un numéro spécial qui sera déjà une prouesse technique. Chacun raconte son expérience. Depuis les barricades jusqu'aux crèches sauvages installées à la faculté. [...] On parle, nous aussi de liberté. On la récupère avec astuce dans tous les domaines. La mode fait figure soudain de terrain intellectuel par excellence. On fait preuve de tact mais on y glisse, qu'il faut prendre de l'assurance, sans prendre d'habitudes. On cite les citations de Mai écrites sur les murs : "Soyez toujours plus belles ! Le conservatisme est synonyme de pourriture et de laideur" »<sup>339</sup>.

On peut faire l'hypothèse ici que Mai 1968 a accéléré la dépolitisation du journalisme, en permettant durant cette période de crise, à certain.es nouveaux/nouvelles entrant.es, aux profils différents on l'a dit, de jouer les valeurs et les savoir-faire professionnels contre les valeurs politiques des dominant.es de « l'ancien monde ».

A la suite de Mai 1968, Hélène Gordon-Lazareff va elle aussi chercher à puiser dans ce nouveau registre professionnel en faisant de *ELLE*, plus encore qu'il ne l'était, un produit journalistique adapté au marché. Le lancement de l'Encyclopédie *ELLE*<sup>340</sup> est un coup journalistique et commercial qui permet justement de relancer les ventes sans renoncer complètement à la vocation émancipatrice du journal. Cette *Encyclopédie* paraît régulièrement tous les quinze jours à partir d'octobre 1968 et jusqu'en juin 1970. Sa parution et son format « détachable » sont faits pour fidéliser les lectrices qui sont invitées à collectionner les différents numéros. Si les premiers *opus* portent sur la sexualité et accompagnent résolument les combats féministes de l'époque, *l'Encyclopédie* (dont la gestion est confiée à un homme, Stanislas Fontaine) se diversifie rapidement et couvre des sujets liés

---

<sup>338</sup> Denise Dubois-Jallais, *La Tzarine*, op.cit p. 198

<sup>339</sup> *Ibid.*

<sup>340</sup> Les développements qui suivent sont directement repris d'un travail collectif que nous avons mené avec Claire Blandin et Bibia Pavard et présenté lors du colloque féminisme et médias que nous avons co-organisé avec Simon Massei en janvier 2015. Claire Blandin, Sandrine Levêque, Bibia Pavard, « *ELLE* et Marie Claire dans les années 68 : une parenthèse enchantée ? », Colloque *Féminisme et médias*, 15 et 16 janvier 2015  
Voir aussi, Claire Blandin, « Les discours sur la sexualité dans la presse féminine ». Le tournant des années 1968, *Hermès*, 2014/2

à la santé, puis au savoir-vivre, à la gestion domestique en général (*Encyclopédie* n°26 Supplément de *ELLE* n°1245, 27 Octobre 1969 : Comment placer votre argent ?). Très vite, les sujets sur la sexualité ou le travail sont de moins en moins nombreux et alternent avec des thématiques plus « légères » et consensuelles qui placent la lectrice en position de consommatrice. C'est le cas par exemple du numéro 18 – *La Femme et son chien* (supplément de *ELLE* n°1227, 23 Juin 1969) – ou du numéro 21 – *La femme et l'auto* (supplément de *ELLE*, n°1233 4 Août 1969). Loin d'être strictement militante, la production de cette *Encyclopédie* peut être analysée comme un des indicateurs de la victoire de l'expertise critique telle qu'elle s'impose progressivement dans le courant des années soixante-dix<sup>341</sup>. Le message délivré n'est plus une simple prescription, un avis subjectif sur une question (comme pouvaient l'être par exemple les articles de Françoise Giroud), il s'appuie désormais sur des éléments tangibles, recueillis dans le cadre d'une enquête, avec une assise de préférence scientifique ou médicale et de ce fait en partie neutralisé par la présence de nombreux experts aux avis parfois contradictoires. Il s'agit donc une fois encore de faire un produit pensé comme commercialement rentable et qui œuvre à l'émancipation des femmes mais dans la limite de principes journalistiquement acceptables, c'est-à-dire qui respectent les normes professionnelles qui s'imposent alors et qui surtout ne bouleversent pas radicalement l'ordre social.

Les Etats généraux de la Femme et le tournant commercial de *ELLE*.

La controverse des Etats généraux de la femme organisés par le magazine en 1970 est révélatrice des tensions entre l'identité émancipatrice – et historiquement construite du journal – et son tournant commercial. D'un côté, l'événement semble réaffirmer le rôle du magazine dans l'avancée de la cause des femmes (ce qui constitue sa marque de fabrique), de l'autre ses modalités d'organisation le place en complet décalage avec les aspirations féministes de l'époque et leur mode d'expression.

Cet événement (voir encadré ci-dessous) reste un moyen pour le magazine d'affirmer son engagement pour la cause des femmes et de se situer sur le terrain de la modernité. Il s'agit en effet de pointer les inégalités que subissent les femmes dans tous les domaines et sur le modèle « des cahiers de doléances », de mesurer leurs attentes dans différents domaines (famille, travail, sexualité, vie culturelle, etc.). La métaphore révolutionnaire sera poussée jusqu'au bout, puisque les Etats généraux comme leur modèle historique se tiennent eux à

---

<sup>341</sup> Padioleau Jean-Gustave, 1976, « Systèmes d'interaction et rhétoriques journalistiques », *art.cit.*.

Versailles. Recueillie par questionnaires, par « sondage » – dont la validité scientifique est régulièrement rappelée – et à l’occasion de rencontres organisées tout au long de l’année par le magazine, l’Opinion des femmes est ainsi captée par le magazine qui cherche à en devenir le porte-parole légitime .

#### **1970 : LES ETATS GENERAUX DE LA FEMME, UN EVENEMENT CONTROVERSE**

Le 20, 21 et 22 novembre 1970, *ELLE* organise les Etats généraux de la Femme. Cette rencontre qui se tient au Palais des congrès de Versailles est « l’aboutissement » de tout une série d’événements que le journal porte depuis le début de l’année 1970. En février 1970, deux « événements » - dont la concomitance ne peut qu’être relevée comme un indicateur supplémentaire de la tension qui existe au sein du magazine entre sa vocation commerciale et politique - sont annoncés : les Etats généraux de la Femme (dans le numéro 1262, du 23 février 1970) d’un côté et la parution désormais régulière des fiches cuisine de l’autre. Pour ce qui est des états généraux, le but affiché du magazine est de mobiliser au-delà de ses lectrices habituelles : « Nous avons besoin de 25 700 780 françaises » titre alors le magazine. Sont alors annoncées les rencontres qui commencent début mars dans le sud de la France. Jean Mauduit, secrétaire général du magazine y décrit aussi le dispositif choisi pour cet événement : le 5 mars 1970 commence une tournée de débats dans les principales villes de France (à chaque ville un thème) et le magazine lance une grande enquête correspondant à ces thèmes que le journal relaye et que l’IFOP analyse, bien qu’il ne s’agisse pas, comme cela est régulièrement rappelé, à proprement parler d’un sondage représentatif : « *Dix mille quatre cent soixante douze kilomètres, neuf régions visitées, soixante et onze villes traversée, quatre-vingt-mille questionnaires distribués, deux cent quatre-vingt quatre interviews, treize tables rondes et dix débats publics dans quinze ville différentes : c’est l’enquête préparatoire aux Etats généraux de la Femme qui a débuté à Avignon* » annonce ainsi le numéro 1283 du magazine le 13 juillet 1970. L’idée est ici de montrer à quel point la cause que défend le magazine est celle de toutes les femmes dont il se pose en porte-parole. Les Etats généraux de la Femme sont ainsi l’occasion pour les membres de la rédaction (mais à notre connaissance pas sa rédactrice en chef) d’aller au-devant de ses lectrices et du même coup d’accroître sa visibilité provinciale. Les Etats généraux permettent aussi de nouer des partenariats (notamment avec la participation de *France Inter*) qui augmente son audience. « Madame Inter », Annick Beauchamps<sup>342</sup> qui porte l’événement à la radio contribue d’ailleurs à faire de cette manifestation, une manifestation dépolitisée, fondée sur une approche « scientifique » des enjeux féministes (avec la présence de 325 femmes représentatives de la population). Elle souhaite éviter que cette réunion soit une réunion de « suffragettes ou de filles de la révolution comme on les voit aux Etats-Unis »<sup>343</sup>. C’est ce caractère jugé « réactionnaire » qui conduit les organisations féministes à troubler l’événement. Après leur déroulement, les états généraux seront aussi exploités dans les colonnes du journal.

Loin d’être consensuels, les Etats généraux de *ELLE* sont aussi un point de crispation et un objet de controverse. Présentés comme une innovation (et d’ailleurs aujourd’hui encore sans cesse évoqué pour faire la preuve de l’engagement historique du magazine pour la cause des femmes)<sup>344</sup>, les Etats généraux de la Femme ont été « bousculés » par les organisations féministes (qui n’ont pas été conviées) et dénoncés comme un événement qui concentre les

<sup>342</sup> D’abord comédienne, Madame Beauchamps commence sa carrière, en 1960, à la télévision en présentant l’émission *Salut les copains*. Elle entre ensuite à la radio où elle anime les émissions de l’après-midi et gagne le surnom de Madame Inter. Elle est mariée avec Xavier Gouyou-Beauchamps qui entame alors une carrière dans les cabinets ministériels.

<sup>343</sup> [https://www.youtube.com/watch?v=bhDQfB3q\\_AE](https://www.youtube.com/watch?v=bhDQfB3q_AE)

<sup>344</sup> Sophie Delassein reprend ainsi à son propre compte, le caractère forcément émancipateur de l’événement lorsqu’elle écrit : « *En 1970, aux “journées historiques de Versailles”, vingt-cinq ans après sa création, ELLE est aux avant-postes en initiant les Etats généraux de la Femme en présence d’Hélène et de Pierre Lazareff et sous l’œil de Cartier Bresson : l’idée qu’il faut de façon urgente réformer tout ce qui empêche les femmes de réaliser leur plein épanouissement est devenue une réalité sociale* », p. 164-165

pires travers du paternalisme et du capitalisme (critique qui, on l'a dit est récurrente à propos de la presse féministe à compter de cette date).

On ne peut résister ici à reproduire le questionnaire « parodique », détournant celui utilisé par le journal et qui a été distribué à Versailles par des militantes féministes<sup>345</sup>. Le sérieux de l'événement tel que cherchent à l'imposer ses organisateurs.rices, tranche avec l'humour que déploient ses opposantes, soulignant du même coup, le fossé qui existe entre l'utilisation d'un registre strictement journalistique « sérieux », « modéré », « objectif », « indépendant » et le registre politique en l'occurrence féministe, drôle et excessif.

**Le questionnaire parodique de ELLE distribué par le MLF à l'occasion des Etats Généraux de La Femme**  
(source : <http://lespoupeesenpantalon.blogspot.fr/2010/04/1970-les-militantes-du-mlf-aux-etats.html>)

**ELLE demande :** Estimez-vous qu'en amour les hommes et les femmes ont aujourd'hui réellement les mêmes droits et les mêmes devoirs ?

**Le MLF traduit :** Est-ce que ces droits et ces devoirs sont une invention :

- Du journal *ELLE*
- De Marcel Dassault
- De Pinocchio
- Ou de Dieu ?

**ELLE demande :** Si une femme trompe son mari, est-ce :

- Une faute inexcusable dans tous les cas
- Une faute plus ou moins pardonnable selon les circonstances ?

**Le MLF traduit :** Estimez-vous qu'une femme qui partage son oppresseur avec d'autres femmes a le droit d'aller se faire opprimer ailleurs ?

**ELLE demande :** A votre avis les femmes sont-elles :

- Plus douées
- Moins douées
- Aussi douées que les hommes pour conduire une voiture ?

**Le MLF traduit :** A votre avis, le double chromosome X contient-il ou non les gènes du double débrayage ?

**ELLE demande :** Estimez-vous préférable, dans l'absolu, qu'une femme exerce un métier ?

**Le MLF traduit :** Pensez-vous que les femmes qui travaillent soixante-dix heures par semaine gratuitement et dépendent totalement de leur mari ont le droit de travailler cent-dix heures par semaine pour obtenir la même indépendance économique que leurs maris obtiennent avec quarante heures seulement ?

**ELLE demande :** Comment à votre avis, devraient-elles être traitées :

- En égales
- En supérieures
- En inférieures
- Ou différemment ?

**Le MLF traduit :** Estimez-vous qu'on peut traiter quelqu'un différemment d'un égal mais ni en inférieur ni en supérieur ?

**ELLE demande :** Le travail à mi-temps vous paraît-il :

- Une solution idéale pour les mères de famille
- Une bonne solution
- Une solution boiteuse

<sup>345</sup> Voir sur ce point Françoise Picq, *Libération des femmes, quarante ans de mouvement*, Brest, Éditions-dialogues, 2011.

- Une supercherie ?

**Le MLF traduit :** Le travail à mi-temps vous paraît-il :

- Une solution mère de familiale pour les boiteux
- Une solution boiteuse pour les mères de famille ?

**ELLE demande :** Êtes-vous pour les crèches :

- Au niveau du quartier
- Dans votre immeuble
- Dans l'entreprise ?

**Le MLF traduit :** A quel niveau voyez-vous les crèches :

- Au niveau de la stratosphère
- Au niveau de la Tour Eiffel
- Vous ne les voyez pas du tout ?

**ELLE demande :** A choisir, préféreriez-vous être :

- Une femme qui laissera son empreinte dans l'époque où elle vit
- Une femme obscure mais ayant atteint le bonheur familial et conjugal ?

**Le MLF traduit :** Si vous avez laissé votre empreinte dans l'histoire ou si vous sentez que vous allez le faire, retournez à la case zéro et rendez votre mari, vos enfants et votre bonheur conjugal.

*Petit additif au questionnaire initial :*

**Qui est le plus apte à décider du nombre de vos enfants :**

- Le pape qui n'en a jamais eu
- Le président qui a de quoi élever les siens
- Le médecin qui respecte plus la vie d'un fœtus que celle d'une femme
- Votre mari qui leur fait guili-guili le soir en rentrant
- Vous qui les portez et les élevez
- Est-ce que vous pensez que la notion de respect varie avec les lois ?

**Quand vous êtes enceinte et que vous ne voulez pas garder votre enfant, préférez-vous :**

- Les aiguilles à tricoter
- La branche de vigne
- Le fil de fer, de cuivre, de laiton, barbelé
- Faire le trottoir pour vous procurer 2 000 francs ?

**Quand un homme parle à une femme, doit-il s'adresser :**

- A ses seins et à ses jambes
- A son cul et à ses seins
- A son cul seulement ?

**Est-ce que l'intelligence chez une femme est :**

- Un exploit individuel
- Un passage à la masculinité
- Est-ce qu'elle se manifeste aux dépens des autres femmes
- Est-elle différente qualitativement de celle des hommes
- En ce cas quel est le critère qualitatif ?

**Est-ce que le concept créativité féminine = enfant, vient :**

- De la Bible
- De l'éducation
- De Shakespeare ?

**Pensez-vous que le besoin d'autonomie chez la femme est :**

- Une hypertrophie glandulaire
- Un besoin vital
- Une propriété des hommes
- Un signe de frigidité ?

**Pensez-vous que les femmes sont femmes :**

- Jusqu'au bout des ongles
- Jusqu'au bout de leurs forces
- Jusqu'à la haine de leurs sœurs
- Jusqu'à la limite de l'imagination des hommes ?

**Une féministe est-elle :**

- Schizophrène
- Hystérique
- Paranoïaque
- Homosexuelle
- Ou simplement méchante ?

Tiré de "mlf//textes premiers", Collectif, Stock Editions, 2009.

Publié par Les Poupées en Pantalon

La dimension commerciale dénoncée par les féministes est d'ailleurs assumée. Jean Mauduit chargé d'organiser l'événement annonce, ainsi et sans langue de bois, et « *Pour ne plus avoir à en parler* » que ces états généraux « *c'est aussi une promotion pour le journal. Mais nous avons choisi cette façon là de faire de la promotion parce que nous la jugeons utile et efficace* » (*ELLE* n°1283, 13 juillet 1970).

La réunion de novembre se tient sur trois jours ; elle est photographiée par Cartier-Bresson dont le reportage, publié dans le magazine n° 1305 du 21 décembre 1970 est annoncé en « une » et donc là encore considéré comme un argument de vente. Ainsi tout dans l'organisation de l'événement - la tournée provinciale qui le précède, les partenariats noués avec *France Inter* et la médiatisation organisée des journées de Versailles – offre au magazine une visibilité qui lui permet de se distinguer de ses concurrents et de se (re)positionner sur le marché des magazines féminins à un moment où ce dernier marque des signes d'essoufflement<sup>346</sup>. Enfin, dernier signe de leur ancrage dans une stratégie qui est aussi commerciale, les états généraux vont permettre des partenariats avec les marques qui achètent habituellement des espaces publicitaires dans le magazine et qui sont pour l'occasion directement associés et valorisés. On apprend ainsi dans le numéro 1299 (du 9 novembre 1970), que l'événement a été « sponsorisé » et que les questionnaires ont été distribués par des hôtesses soutenues par des marques de prêt à porter, clientes habituelles des publicités du magazine :

Jean Pierais, vous présente ceux et celles qui vous ont remis notre questionnaire national

« Et nous tenons aussi, pour que le générique soit complet, à vous préciser que nos hôtesses itinérantes ont porté – et portent encore – tantôt un costume pantalon en tricot rouge vif (Candole), sur un pull à col drapé rouge, noir et grège (Look pour Daniel Hechter), tantôt un ensemble en lainage à jupe plissée tartan et blazer prune (Daniel Hechter) ; autre précision, sur les bas Dim, elles portent des chaussures Manfield ; elles ont adopté des sacs de la Bagagerie, des chemisiers Dennet Barry, et pour les jours de pluie des imperméables Sim's Imper » (*ELLE* n°1299, 9 novembre 1970).

<sup>346</sup> Voir sur ce point Karine Grandpierre, *art.cit.*



L'événement revêt sans conteste une dimension marchande et inaugure une forme aujourd'hui répandue d'usage marketing des événements intellectuels que produisent régulièrement certains médias<sup>347</sup>. Il n'empêche — et c'est d'ailleurs encore le cas aujourd'hui<sup>348</sup> — que le magazine associe son nom à une manifestation qui se veut et se présente comme émancipatrice pour les femmes à un moment où, cette cause est loin d'être reconnue. L'ambivalence des Etats généraux marque durablement l'histoire du titre qui à partir des années soixante-dix s'engage dans une direction résolument commerciale portée par des journalistes de plus en plus professionnalisés, pour qui le respect des normes professionnelles est plus important qu'une éventuelle allégeance politique. C'est ce qu'amorcent les transformations progressives des trajectoires des journalistes « ordinaires » de *ELLE* sur la période.

### ***ELLE : Le creuset du journalisme au féminin***

Les journalistes de *ELLE* sont-elles comme l'affirme Karine Grandpierre « *des femmes au foyer devenues journalistes* » ? Nous avons vu en étudiant les trajectoires biographiques et les carrières professionnelles d'Hélène Gordon-Lazareff et de Françoise Giroud (qu'étudie elle aussi Karine Grandpierre) que les choses semblent plus complexes. Françoise Giroud et Hélène Gordon-Lazareff sont certes des femmes, ce qui les oblige à user de stratégies obliques pour entrer dans le métier journalistique mais disposent, par ailleurs on l'a dit, de ressources importantes qui les rendent ajustées au métier de journaliste tel qu'il se construit à la Libération. Si elles ont été à un moment donné, des « femmes au foyer », elles ne le sont plus et évoluent dans un milieu suffisamment bourgeois pour être en partie (si ce n'est en totalité) préservées des tâches domestiques. Femmes d'exception, elles incarnent aussi des modèles de journalisme qui au fil de la période se dévaluent sous la pression démographique et les transformations morphologiques du groupe professionnel. Avant d'entrer dans les détails des trajectoires des journalistes ordinaires de *ELLE*, on peut dire, un peu rapidement,

---

<sup>347</sup> Les rencontres et débats d'intellectuels sur divers sujets qu'organisent aujourd'hui les titres politiques comme *Libération*, *Le Nouvel Obs*, ou *le Monde* pour ne citer que ces trois titres font désormais partie d'une stratégie visant à faire de ces titres des « marques » qui permettent à terme, de vendre bien autre chose que des nouvelles, de l'information ou de la publicité.

<sup>348</sup> Hors des Etats généraux que le magazine a repris à titre exceptionnel (voir supra), un autre événement, le *Forum ELLE Active* est organisé tous les ans depuis 2010, à destination des femmes cadres. Il mêle lui aussi ces deux registres, puisque sont organisés des débats sur les droits des femmes au travail, tandis qu'il est possible dans les allées de l'événement d'essayer différents maquillages, et de visiter différents stands de prêt-à-porter. L'édition 2016 de l'événement s'est tenue au Palais d'Iena en Mars 2016. Merci à Garance D. d'avoir partagé le récit de cette expérience avec moi, à défaut de me convaincre de m'y rendre. <http://www.elle.fr/Societe/Le-travail/Forum-ELLE-Active>

que plus la rédaction du journal s'étoffe, plus les journalistes sont « professionnelles » à la fois de par les ressources dont elles disposent (les diplômes, l'expérience) et de par les valeurs qu'elles semblent collectivement afficher dans le journal. Et si au début de la période, « le dilettantisme » d'Hélène Gordon-Lazareff peut-être un atout dans le métier, à la fin des années soixante, il s'agit plutôt d'être efficace et de se plier aux contraintes commerciales et de fabrication du titre.

En prenant les équipes de *ELLE* à trois moments clefs – 1949, 1959 et 1969 – on trouve les indicateurs d'un processus constant de « rationalisation » du travail journalistique<sup>349</sup>. La forme même des organigrammes publiés dans le journal, est symptomatique de cette évolution : le premier publié en 1949 est un peu humoristique. Il n'indique pas des fonctions précises mais les « tâches » que chacun.e est censée réaliser (Helène Gordon-Lazareff « dirige tout » par exemple). Les deux suivants sont plus systématiques, hiérarchisés et présentent des métiers et des fonctions telles qu'elles existent et se sont progressivement stabilisées dans la presse (directrice de la rédaction, directeur artistique etc.). Sur le fond, entre 1949 et 1959, la taille de la rédaction au sens large du terme a plus que doublé (on passe de 41 noms à 81 noms en 1959, puis à plus d'une centaine en 1969). Entre 1959 et 1969 toujours, la division du travail semble s'affirmer : les rubriques sont plus clairement identifiées ; les collaborateurs et collaboratrices du journal sont mentionné.es au même titre que les titulaires des postes ; les fonctions techniques sont détaillées. On passe ainsi d'un journal que l'on décrit comme une sorte d'aventure « familiale » ou dominant les liens « d'amitié »<sup>350</sup> ou « domestique », à un journal où s'imposent désormais des logiques marchandes et industrielles, avec une division du travail établie et des hiérarchies réaffirmées : les fonctions sont distinguées (on peut ainsi compter 37 personnes chargés de l'administration, 112 à la rédaction et 25 à la technique) ; il y a des directeurs – et des directrices, des secrétaires de rédaction. Ce comptage montre aussi que l'on fait carrière à *ELLE* et beaucoup de celles et ceux entrent en 1949, évoluent dans le

---

<sup>349</sup> Ne pouvant rassembler l'ensemble des noms de celles et ceux qui ont à un moment collaboré de façon régulière au magazine, nous avons décidé d'opérer trois coupes sur notre période. Nous avons en effet établi une liste des collaborateurs et collaboratrices du journal telle qu'elle est mentionnée pour la première fois au moment du quatrième anniversaire du titre (soit en novembre 1949). Nous avons ensuite extrait du journal un organigramme (ours) en janvier 1959 puis, un dernier, en janvier 1969. Cela nous a permis d'établir une liste de 174 noms, du grand reporter à la secrétaire. Sur ces 174 noms, 84 ont des fonctions liées à la rédaction du journal.

<sup>350</sup> La manière dont est décrit le journal dans le numéro 207 du 14 novembre 1949 est assez emblématique des logiques « domestiques » qui semblent alors dominer la rédaction : « *ELLE* n'est pas une suite de bureaux gravement administratifs. C'est une équipe de femmes et d'hommes qui sont unis par une bonne amitié et par le sentiment d'être tous ensemble les parents très fiers d'un bel enfant : notre journal. Comme tous les enfants, il a eu du mal à faire ses dents et il nous donne parfois du soucis. Comme tous les humains, il nous arrive d'être en retard, d'avoir la grippe, de faire des gaffes ou de dire excédés : - ah quel métier !

journal tout au long de la période. Cette rationalisation du travail journalistique peut être interprétée comme le signe d'une professionnalisation des membres de son équipe journalistique.

Mais les signes de la professionnalisation sont ailleurs, en particulier dans les trajectoires des journalistes qui collaborent régulièrement ou plus exceptionnellement au journal. On trouve peu de renseignements biographiques sur les journalistes « ordinaires » de *ELLE*, surtout, lorsqu'elles occupent des fonctions « subalternes » dans la rédaction comme celles de secrétaire de rédaction, ou d'assistante (attachée à une rubrique comme celle de la mode par exemple). Seules les rédactrices les plus « célèbres », celles qui ont à un moment ou un autre été consacrées par la profession, ont pu être repérées et par conséquent sur les 84 femmes qui ont appartenu à l'équipe, le plus souvent en tant que rédactrice, seulement une petite dizaine d'entre-elles ont pu faire l'objet de fiches biographiques détaillées.

#### LES COLLABORATRICES DE *ELLE* (1949-1959)

##### présentées par ordre chronologique d'entrée au journal

**Marcelle Ségal (1896-1998)** est madame « Courrier du cœur » de *ELLE*. Auteure d'une autobiographie<sup>351</sup>, Marcelle Ségal est née à Paris de parents juifs russes qui ont fui les pogroms de Lituanie. Bachelière avant 1914, elle doit interrompre ses études en raison de la guerre<sup>352</sup> et apprend la sténo-dactylo. Elle est ensuite employée de banque. Mariée, elle divorce en 1928. Durant la seconde guerre mondiale, elle doit s'exiler à Lyon et entre à la rédaction de "*Marie-Claire*" et de "*Paris-Soir*". Licenciée car juive, elle entre dans la Résistance, période sur laquelle elle reste discrète. A la Libération, elle rejoint Hélène Lazareff qu'elle a rencontrée à la gare Saint Lazare où elle accueille les réfugiés. Elle est une collaboratrice fidèle de *ELLE* qu'elle ne quitte qu'en 1987. Fidèle à Hélène Lazareff, elle renonce à démissionner à sa demande en 1968, alors qu'elle est déjà âgée de 72 ans.

Elle apparaît en 1949, 1959 et 1969 dans les organigrammes du journal

Sources : Rauch André, « Des bancs de l'école au courrier du cœur. Une histoire du corps ragaillardie », *art.cit.*

<http://www.babelio.com/auteur/Marcelle-Segal/301042>

Anne-Marie Sohn, « Marcelle Ségal et Menie Grégoire, les nouvelles intermédiaires médiatiques du couple (1946-1969) ». *La mediazione matrimoniale. Il terzo (in)comodo in Europa fra Otto e Novocento*, 2004, Fiesole et Rome, Italie. Edizioni di storia e letteratura, p 357-394, 2004

**Danièle Hunebelle** est née en 1922 dans un milieu aisé (son père André Weil est un grand industriel) et meurt en 2013 à Monaco. Après des études, aux Lycées Racine et Molière, elle entre à la faculté des lettres de Paris puis devient institutrice. Elle commence sa carrière en tant que comédienne puis devient grand reporter pour *l'Intransigeant* (1948), et correspondante de guerre pour *France Soir*. Elle couvre ensuite pour différents journaux (*Le Monde*, *Réalités*) plusieurs conflits (Grèce, Indochine, Algérie). Dans *le Point* qui rend compte de sa mort en 2013, sa fille rapporte le témoignage de « Pierre Lazareff qui racontait en 1953 sa rencontre avec Danièle Hunebelle, "toute jeune femme, passionnée". "Un jour, elle vint me trouver en me disant qu'elle voulait

<sup>351</sup> Marcelle Ségal, *Moi aussi, j'étais seule*, Paris, Grasset, 1971. L'essentielle de sa biographie est résumée dans Anne-Marie Sohn, « Marcelle Ségal et Menie Grégoire, les nouvelles intermédiaires médiatiques du couple (1946-1969) ». *La mediazione matrimoniale. Il terzo (in)comodo in Europa fra Otto e Novocento*, 2004, Fiesole et Rome, Italie. Edizioni di storia e letteratura, p 357-394, 2004.

<sup>352</sup> <http://www.babelio.com/auteur/Marcelle-Segal/301042>

faire du journalisme. Prouvez-moi, lui dis-je, que vous pouvez en faire. Deux mois après, elle revenait, ayant passé deux fois clandestinement le rideau de fer, avec un reportage sur la Tchécoslovaquie d'une objectivité, d'une précision et d'un pittoresque qui révélaient un extraordinaire tempérament de reporter", poursuivait-il. "Depuis, partout à travers le monde où quelque chose se passe ou va se passer, Danielle Hunebelle est là." »

Elle est aussi présentée comme une « grande figure du journalisme international pendant près de quarante ans » et comme ayant connu « les griseries et les épreuves d'une pionnière, d'une femme émancipée avant l'heure ». Toujours dans *Le Point* qui lui rend hommage, elle est ainsi décrite : « Indépendante, anti-conventionnelle », « elle ose également, en avance sur son temps, fonder seule une famille et élever seule ses deux filles ». On retient d'elle, ses reportages en URSS à la mort de Staline et ses interviews de personnalités (« des scoops ») comme Hô Chi Minh, le général Giap, Alexander Dubek à Prague ou Henry Kissinger sur lequel elle tourne un film. Elle réalise aussi des reportages auprès des paysans indiens ou en Iran. Sa fille dans l'entretien au *Point* au moment de sa mort la présente même comme « la Françoise Giroud de l'international ».

Hors de ses activités journalistiques, elle développe aussi des projets cinématographiques et audiovisuels pour la télévision : en 1964, elle produit le premier film de télévision au Nord-Vietnam puis un film sur Henry Kissinger à la Maison Blanche (1970) ainsi que de nombreuses fictions : *Prof de philo* (1963), *le Fils du Patron* (1964), *Une Maladie, le Sauvage Curé* (1965), *Histoire d'un écolier* (1966), *les Nouveaux Venus, On vous rendra justice* (1967), *La mort d'un honnête homme* (1968), *le Testament, le Réfugié* (1969), *la Société de mes rêves* (1971), *le Français des Onusiens* (1972)

Dans les années 70, elle « lance sans moyens financiers, la première lettre française d'information économique et financière à destination des décideurs du monde entier, promise à un succès spectaculaire ». Elle est l'auteur de deux romans : *Philippine* (Secker & Warburg, 1952) ; *les Plumes du Paon* (Gallimard, 1954) ainsi qu'un recueil de reportages, *Rien que les hommes* (Gallimard, 1954)

Dans *ELLE*, elle publie notamment en 1955, un article sur les femmes et la vie politique (n°489 du 25 avril) ; les premières pages de son roman autobiographique – *Les plumes du paon* - (n°491, du 2 mai 1955), un reportage sur l'alcoolisme (en 1957 n°593 du 6 mai 1957), un article sur « Townsend dites nous la vérité ! » dans le n° 697 du 4 mai 1959 ; un article sur « Raoul Lévy, le risque tout du cinéma français » (N° 718 du 28 septembre 1959) ; une interview du révérend père Maillard sur l'Eglise, le divorce et les naissances. Dans le n° 723 du 30 Octobre 1959 ; un reportage sur « Une jeune fille russe m'a tout dit sur la vie et sur l'amour » dans le n° 788 du 27 janvier 1961 etc.

Elle apparaît en 1959 dans notre tableau.

Sources : Christiane Rimbaud, *Danielle Hunebelle, Grand Reporter*, Ed. Anne Carrière, Paris, 2001

*Le Point*, du 1<sup>er</sup> Avril 2013 [http://www.lepoint.fr/culture/danielle-hunebelle-l-une-des-premieres-femmes-grand-reporter-est-decedee-01-04-2013-1648291\\_3.php](http://www.lepoint.fr/culture/danielle-hunebelle-l-une-des-premieres-femmes-grand-reporter-est-decedee-01-04-2013-1648291_3.php)

**Denise Dubois-Jallais** (1932-) Elle est née à Saint-Nazaire. Elle fait des études à La Baule, puis à Nantes. Elle a publié plusieurs ouvrages aussi bien de la poésie que des romans ainsi qu'une biographie d'Hélène Gordon Lazareff. Rédactrice généraliste, elle est aussi spécialiste des parfums. Elle est mariée à Robert Palle, romancier et journaliste, lauréat du prix Renaudot en 1959.

Elle apparaît dans notre tableau en 1959 et 1969

Source : <http://www.babelio.com/auteur/Denise-Dubois-Jallais/88737>

**Daisy de Galard (1929-2007)** Présentée dans sa nécrologie du *Monde* (8 Janvier 2007) comme faisant partie « de ce cercle de femmes – Françoise Giroud, Hélène Gordon Lazareff, Eliane Victor – qui s'imposèrent par leur talent dans le journalisme à une époque où la profession était essentiellement masculine », Daisy de Gourguiff est née dans un milieu aisé, où raconte-t-elle à Christine Ockrent qui mentionne par ailleurs « sa fort bonne éducation »<sup>353</sup> qu'elle est rentrée dans le journalisme « à l'insu de ses parents qui ne voulaient pas d'une fille qui travaillent ». Diplômée de l'Ecole Supérieure de journalisme de Paris, elle rentre en 1951 à *ELLE* dont elle devient la rédactrice en chef au départ d'Hélène Gordon Lazareff (entre 1972 et 1975). Entre 1965 et 1975, elle est aussi productrice de l'émission *Dim Dam Dom* (*Dim* pour dimanche, *Dam* pour dames et *Dom*, pour d'hommes) est une émission mensuelle de divertissement, plutôt destinée à un public féminin) Elle occupe ensuite différents postes à responsabilité dans l'audiovisuel : membre du conseil d'administration de TF1 (en 1975), directrice à Gaumont (1975-1984), puis directrice de sa propre maison de production (Angel International). Elle est nommée membre du Haut conseil de l'audiovisuel (de 1976 à 1979) puis de la CNCL et du CSA. Elle a été l'épouse de Hector de Galard, puis d'Olivier Guichard, « baron du gaullisme », chef de cabinet du général de Gaulle (1951-1958), qui a été plusieurs fois ministre et maire de La Baule.

<sup>353</sup> Christine Ockrent, *Françoise Giroud. Une ambition française*, op.cit p. 73

Elle apparaît en 1959 et 1969 de notre tableau

(Sources : Wikipédia, Who's Who, Nécrologie du Monde 8 Janvier 2007)

**Rose Vincent** est le pseudonyme de Marie-Rose Treffot-Jurgensen. Elle est née en 1918 dans une famille d'instituteurs. Elle meurt le 15 juin 2011. Normalienne de l'ENSJF (Sèvres) en 1937 et agrégée de mathématiques (1940-41), elle devient enseignante avant la guerre. En 1939, elle épouse Jean Daniel Jurgensen, résistant, diplomate et membre de la SFIO. Elle est engagée dans la Résistance, titulaire de la médaille de la Résistance, dans le réseau *Défense de la France* et collabore alors aux *Cahiers de Défense de La France*.

Après la Libération, elle entre à *France-Soir* puis en 1951 à *ELLE* où elle est chargée de la rubrique « Parents-enfants » jusqu'en 1973. Parallèlement, elle devient rédactrice-en-chef de « *Votre Enfant* » (1954-1958) et de « *Femina Pratique* » (1957).

En 1958, Rose Vincent fonde le mensuel « *Femme Pratique* », dont elle a été la directrice et la rédactrice en chef jusqu'en 1972. Après 1972, elle suit son mari ambassadeur en Inde (1972-1976) et aux Pays-Bas (1979-1982) et profite de cette expérience pour écrire. Elle publie plusieurs ouvrages sur l'Inde : *Mohini ou l'Inde des femmes*, Le Seuil, 1978 ; *Pondichery, l'échec d'un rêve d'empire*, Autrement, 1993 et des romans très populaires pour lesquels elle obtient plusieurs prix (Prix Jules Favre, Prix RTL, Prix du récit historique, Prix des Pays Protestants etc ...). Elle est par ailleurs, l'auteure de nombreux ouvrages en lien avec son activité journalistique (des guides sur l'éducation des enfants). « *Sans être une féministe militante, elle promeut la cause de l'émancipation des femmes* » rappelle sa notice Wikipédia [https://fr.wikipedia.org/wiki/Rose\\_Vincent](https://fr.wikipedia.org/wiki/Rose_Vincent)

En 1976, elle participe au lancement du quotidien, *J'informe* fondé par Joseph Fontanet, ministre centriste assassiné en 1970.

Elle apparaît en 1959 et 1969 de notre tableau.

**Fanny Deschamps (1920-2000)** est née en Bourgogne et a d'abord travaillé dans l'industrie, au poste de chef des achats de coton dans une grande entreprise. Selon sa notice nécrologique parue dans *Le Nouvel Observateur* c'est à la suite d'un grave accident de montagne qui la cloue plusieurs semaines au lit, qu'elle décide de devenir journaliste. Elle a collaboré à plusieurs journaux, comme *Le Nouvel Observateur*, *Elle*, *France-Soir* et *Le Point* mais est surtout connue pour son activité littéraire. Elle est l'auteur du roman à succès *La bougainvillée* en 1982. Vendu à 955.000 exemplaires, le livre est traduit en une dizaine de langues. Fanny Deschamps est aussi l'auteur de *Monsieur Folies Bergères* (1978), *Louison ou l'heure exquise* (1987) et *Louison dans la douceur perdue* (1989). Son dernier ouvrage, *Pauline de sa jeunesse* date de 1998.

Elle apparaît dans notre tableau en 1969

Source Notice Nécrologique *Nouvel Observateur*.

<http://tempsreel.nouvelobs.com/culture/20000530.OBS4842/decès-de-l-ecrivain-fanny-deschamps.html>

**Michèle Perrein** est née en 1929 en Gironde et est morte en 2010 des suites de la maladie d'Alzheimer.

Après des études de droit à Bordeaux, elle arrive à Paris, et devient secrétaire. Elle suit dans le même temps des cours du soir au CFJ. Elle collabore à plusieurs titres : à *ELLE* et à *Paris-Match*. Elle est l'épouse de Jacques Laurent, plus connu sous le pseudonyme de Cecil Saint-Laurent écrivain royaliste, puis favorable à l'OAS, condamné pour offense au chef de l'Etat en 1964, dont elle divorce mais avec lequel elle continue d'entretenir de bonnes relations. Elle est l'auteure de 18 romans. Le premier, *La Sensitive*, est publié en 1956. Elle obtient en 1984, le prix interallié. Elle est aussi l'auteur d'une pièce de théâtre et co-auteur du scénario et des dialogues du film d'Henri-Georges Clouzot. Elle continue cependant son activité de journaliste, pour *Combat*, *Marie Claire*, *F. Magazine* et *Paris Match* où elle publie sur l'affaire Patrick Henri emblématique du combat contre la peine de mort en 1977. Elle est par ailleurs présentée comme une « féministe d'avant-garde et indépendante » - ce que montre les articles qu'elle publie dans *ELLE* sur l'avortement et la contraception – mais refuse d'adhérer à aucun mouvement féministe dans lesquels elle dit ne pas se reconnaître.

Elle apparaît dans notre tableau en 1969.

Source : Wikipédia, BNF, INA

Si, durant la première période, on entre à *ELLE* grâce à des réseaux familiaux ou aux relations privilégiées qu'on entretient avec les dirigeantes du titre (en particulier Hélène Gordon

Lazareff ou Françoise Giroud<sup>354</sup>), les modes d'accès à la profession semblent progressivement se rationaliser. Certaines des membres de l'équipe disposent, toujours d'un capital social hérité qui peut expliquer leur accès facilité à la carrière : Danièle Hunebelle est « fille d'un industriel », Daisy de Galard est «née dans un milieu aisé ». Elles ont par ailleurs pour beaucoup d'entre elle, fait un « beau mariage », c'est-à-dire un mariage qui les éloigne des nécessités matérielles et leur permet d'envisager une carrière professionnelle, qui à ses débuts peut se révéler incertaine. Des mariages qui surtout leur offrent un réseau, en particulier politique et littéraire, directement mobilisable dans leur pratique. Denise Dubois-Jallais a été mariée à Robert Palle, écrivain et lauréat du prix Renaudot en 1959 ; Daisy de Galard est d'abord l'épouse de Hector de Galard, journaliste, premier rédacteur en chef de *L'Observateur* puis avec Olivier Guichard, compagnon du Général de Gaulle et plusieurs fois ministre ; Rose Vincent est l'épouse de Jean Daniel Jurgensen, résistant, diplomate et membre de la SFIO ; et Michèle Perrein celle de l'écrivain Jacques Laurent dont elle divorce mais avec lequel elle continue d'entretenir de bonnes relations.

Mais les journalistes de *ELLE* qui intègrent l'équipe à partir des années cinquante disposent aussi de solides atouts professionnels. Elles ont toutes ou presque, fait des études à un moment où, atteindre ces parcours n'a rien d'évident pour les filles. C'est le cas pour Marcelle Segal qui est bachelière avant 1914<sup>355</sup> et s'engage dans des études de mathématiques. C'est le cas aussi Rose Vincent qui est diplômée de l'ENSJF (Ecole normale supérieure de Sèvres) en 1937. C'est le cas enfin de Danièle Hunebelle, diplômée de lettres avant la guerre ou de Michèle Perrein qui fait elle aussi, figure de pionnière, en étant étudiante en droit dans les années cinquante<sup>356</sup>.

La profession journalistique n'est pas par ailleurs leur première profession : deux d'entre elles sont d'abord institutrices (Danièle Hunebelle où Rose Vincent) et se reconvertissent dans le

---

<sup>354</sup> Michèle Rosier la fille d'Hélène Gordon-Lazareff tient une rubrique dans le journal à partir de 1949 sur la mode, intitulé « *Allo ELLE, ici Michèle* ». Djenane, la sœur de Françoise Giroud qui apparaît dans l'organigramme de 1969 sous le nom Djenane Chappat est quant à elle responsable de la rubrique décoration à la fin des années soixante. L'anecdote selon laquelle Marcelle Segal aurait été embauchée par les Lazareff, après avoir interpellé le couple à la gare Saint-Lazare, montre ainsi que ce sont d'abord et avant tout les relations personnelle qui déterminent l'accès au journalisme plus que d'éventuelles compétences. Sur l'anecdote, de l'embauche, on se reportera à Anne-Marie Sohn (« Marcelle Ségall et Menie Grégoire, les nouvelles intermédiaires médiatiques du couple (1946-1969) » *art. cit*)

<sup>355</sup> Natalia Tikhonov Sigrist, « Les femmes et l'université en France, 1860-1914 », *Histoire de l'éducation*, 122, 2009 et Carole LÉCUYER, « Une nouvelle figure de la jeune fille sous la IIIe République : l'étudiante », *Clio. Histoire, femmes et sociétés* [En ligne], 4 | 1996, mis en ligne le 01 janvier 2005

<sup>356</sup> Selon Antoine Prost, et Jean-Richard Cytermann , « Une histoire en chiffres de l'enseignement supérieur en France », *Le Mouvement Social* 4/2010 (n° 233), les filles représentent environ un quart de la population des étudiants en droit dans la période 1950-1960.

journalisme suite à un « accident » biographique (le plus souvent lié à la guerre). Le passage par la Résistance est d'ailleurs pour celles qui entrent au magazine durant la première période (en 1949 et 1959), un élément déterminant, comme il l'est pour bon nombre de journalistes de l'époque (voir *supra*). C'est le cas pour Rose Vincent, pour Marcelle Segal ou même pour Danièle Hunebelle (dont les romans notamment ceux publiés dans *ELLE*) évoquent cette expérience. Pour les plus « jeunes », l'expérience professionnelle préalable est aussi la règle : Michèle Perrein devient journaliste après avoir été secrétaire et Fanny Deschamps, après un accident de montagne qui l'oblige à quitter un poste lui aussi rarement occupé par une femme de son temps, celui « responsable des achats de coton » dans l'industrie. Le journalisme n'est donc jamais considéré comme une « vocation » (alors qu'il est souvent présenté comme tel pour les hommes<sup>357</sup>) mais apparaît comme un avenir possible pour des femmes qui ont fait des études. Du même coup, comme pour les journalistes de *la Fronde*, ce métier semble pour ces femmes diplômées et en ascension sociale (c'est le cas pour Fanny Deschamps, Marcelle Segal, ou Rose Vincent) un métier qui rend possible cette ascension vers d'autres carrières et en particulier la carrière littéraire.

A côté des études généralistes, deux des journalistes parmi les plus reconnues de notre corpus ont suivi un cursus professionnel dans une école spécialisée : c'est le cas de Michèle Perrein, reporter attachée à la rédaction en 1959, puis collaboratrice occasionnelle du journal qui, l'on dans sa notice *Wikipédia*, « a suivi les cours du soir au CFJ après ses études de secrétariat ». C'est aussi le cas de Daisy de Galard qui entre au journal en 1951, en devient la rédactrice en chef adjointe en 1969, puis rédactrice en chef au départ d'Hélène Gordon Lazareff, en 1972 et qui est présentée comme « diplômée de l'école supérieure de journalisme ». Outre sa rareté pour l'époque, le passage par une école de journalisme semble pour ces deux femmes, un élément déterminant dans une carrière professionnelle « généraliste ». Michèle Perrein collabore ainsi à de nombreux titres – *Combat*, *Marie Claire* et *F. Magazine* - au moins jusqu'en 1977 où ses articles dans *Paris Match* sur l'affaire Patrick Henri sont remarquables ; Daisy de Galard effectue une grande partie de sa carrière professionnelle à *ELLE* (ou depuis 1951, elle gravit peu à peu les échelons jusqu'à diriger le magazine de 1972 à 1975) mais c'est surtout en tant qu'animatrice (et pionnière) de l'émission *Dim Dam Dom*, qu'elle est connue et reconnue (entre 1965 et 1975). Ces expériences professionnelles antérieures ou conjointes sont ainsi déterminantes dans la progression d'une carrière au cours de laquelle le passage par *ELLE* ne peut être qu'une étape

---

<sup>357</sup> Il suffit pour s'en convaincre de se reporter à la biographie de Pierre Lazareff racontée plus haut.

parmi d'autres. Marcelle Segal chargée du courrier des lecteurs au journal prolonge ainsi, une carrière commencée durant la guerre à *Paris Soir* et à *Marie Claire*. Daniel Hunebelle est elle aussi une « reporter » reconnue lorsqu'elle livre ces premiers articles à *ELLE*. Comme Daisy de Galard, elle a diversifié ses expériences journalistiques dans l'audiovisuel, en réalisant des films ou en animant des émissions télévisées. Elles ont aussi été toutes les deux, à la fin de leur carrière, des entrepreneuses au sens strict du terme (productrice, ou éditrice d'une lettre confidentielle), reconnues par leurs pairs. Autre signe de reconnaissance, Daisy Galard a terminé sa carrière comme la première femme, membre de la Haute autorité de l'Audiovisuel.

Indéniablement, les journalistes de *ELLE* se professionnalisent. Elles font carrière (quittent *ELLE* pour d'autres titres plus prestigieux ou généralistes), gagnent en compétences spécifiques mais surtout en indépendance. Elles adoptent au fil du temps des règles professionnelles qui affirment leur autonomie et prennent sens principalement dans l'espace professionnel dans lequel elles interviennent. Après 1968 – et cela est valable à la radio par exemple – les reportages sont désormais plus nombreux, mettent en scène, on l'a dit, des points de vue contradictoires et cherchent à plaire aux lectrices. Le succès commercial devient une composante essentielle de la définition de ce qu'est un « bon » journal. Par conséquent, le ou la bonne journaliste est aussi celui ou celle qui produit des articles qui attirent le « client ». La dimension « politique » du métier, celle qui auparavant garantissait l'excellence journalistique, devient secondaire et n'agit plus que dans quelques sous-espaces du journalisme. L'engagement « civique », au service d'une grande cause et en particulier féministe n'est plus, dans les trajectoires des « nouvelles » journalistes et dans la présentation qu'elles font d'elles-mêmes, centrale et même parfois rejetée<sup>358</sup>. Il n'est plus en tout état de cause, le seul principe de reconnaissance professionnel.

La fin des années soixante-dix marque donc un tournant dans le processus de professionnalisation journalistique en particulier pour les femmes qui exercent cette activité. La profession se normalise ; elle s'autonomise en particulier de l'espace politique, même si cette autonomisation progressive les conduit à se soumettre toujours plus aux logiques du marché. Par ailleurs, la profession journalistique reste fortement liée à l'activité littéraire en particulier pour les femmes qui l'exercent. Ainsi, le journalisme n'est toujours pas pour la

---

<sup>358</sup> C'est le cas par exemple pour Michèle Perrein, qui interpellée sur ce thème par Bernard Pivot dans le cadre de l'émission « Ah vous écrivez » du 13 août 1976, rejette toute étiquette « féministe », même si elle a produit dans *ELLE* de nombreux articles favorables à la contraception et à l'avortement.

<http://www.ina.fr/video/CPB7606602002/michele-perrein-ou-madame-ex-feministe-video.html>



plupart des rédactrices de *ELLE* repérées, une activité à plein temps. Elle côtoie à des degrés d'investissement divers si ce n'est la littérature (la publication d'œuvre de fiction) du moins l'édition (la publication de guides ou d'ouvrages pratiques). A l'exception de Daisy de Galard, les rédactrices de *ELLE* ont toutes une activité littéraire qui les occupent plus ou moins et qui permet à certaines d'abandonner le journalisme. Michèle Perrein et Fanny Deschamps ont été des romancières à succès reconnues par le milieu littéraire et le public : Fanny Deschamps est notamment l'auteure du best seller *La Bougainvillée* et Michèle Perrin a obtenu le prix Interallié en 1984 après de nombreux succès d'édition. D'autres cumulent activité journalistique et activité littéraire. C'est le cas de Denise Dubois-Jallais qui continue le journalisme en publiant romans et poèmes ou de Rose Vincent qui, tout en continuant sa carrière journalistique publie des récits historiques et romancés sur ses voyages et des guides pratiques provenant de son expérience journalistique (notamment sur l'éducation des enfants). Danièle Hunebelle publie elle-aussi le produit de son travail journalistique en rassemblant certains de ses reportages sous forme d'ouvrages et ainsi que des romans (pour la plupart autobiographiques). Marcelle Segal a elle aussi publié un roman et une autobiographie fondée sur son expérience de 40 ans de courrier des lecteurs à *ELLE*<sup>359</sup>.

Ce modèle de journalisme littéraire est un modèle classique qui s'inscrit dans la tradition du journalisme à la française qui s'il perdure jusqu'à aujourd'hui subit la concurrence d'autres modèles fondés sur l'investigation, et le recueil d'informations inédites. Une belle plume n'est donc plus suffisant, il faut aussi dans un contexte de concurrence économique, ramener des scoops. La normalisation d'un journalisme au féminin ne semble donc pas à la fin de la période qui nous intéresse ici achevée. La place qu'occupe – et occupera encore sur la période suivante, nous le verrons – ce journalisme littéraire et le fait que les magazines féminins restent l'un des lieux privilégiés de son expression, donne à penser que le style du journalisme « au féminin » reste, à l'époque du moins, un style ou « la personnalité », l'inspiration, l'emporte (toujours) sur la technique, la compétence, ou le savoir-faire (plus masculin). Mais ce modèle est loin d'être figé. L'expérience de *F. Magazine* et d'*Histoires d'Elles*, que nous étudierons dans le prochain chapitre permettent justement de montrer, comment dans un autre contexte peuvent être réactivées d'autres composantes de l'identité historiquement construite du journalisme, celle de l'engagement.

---

<sup>359</sup> Marcelle Segal, *Moi aussi, j'étais seule*, op.cit .

### Chapitre 3 :

#### Une presse au service de la cause des femmes et du journalisme L'exemple de *F Magazine* et d'*Histoires d'Elles*.

Au tournant des années soixante-dix et quatre-vingt, la profession journalistique et le mouvement des femmes connaissent de profondes transformations. Du côté de la profession journalistique, le groupe professionnel poursuit sa mutation. Le nombre de titulaires de la carte continue d'augmenter : la population journalistique a doublé entre 1955 et 1975 et passe de 13 365 à 16 619 entre 1975 et 1980<sup>360</sup> ; et même si la division sexuée du travail perdure au sein des rédactions et entre les différents médias<sup>361</sup>, la part des femmes dans ce groupe professionnel progresse elle aussi. Le taux de féminisation du groupe professionnel passe ainsi de 20% en 1975 à 24% en 1981. Bien qu'elles restent cantonnées aux travaux de « rewriting » plutôt qu'à la collecte d'information sur terrain, leur place ne cesse de grandir<sup>362</sup>.

Autre changement, le niveau de diplôme qui « permet » d'entrer dans la profession continue d'augmenter. Remi Rieffel rappelle qu'« en 1964, ils sont 37 % à avoir poursuivi des études après le baccalauréat ; en 1983, 66,2 % ». Les femmes journalistes sont aussi davantage diplômées que les hommes<sup>363</sup>. La génération des journalistes résistants de l'après-guerre, noyés dans les effectifs, disparaît progressivement : Beuve-Mery a quitté *Le Monde* en 1970, Pierre Lazareff est mort en 1972, Louis Marin n'a pas été réélu à la tête de l'AFP en 1975, Philippe Viannay enfin, déserte les rédactions à partir de 1974 pour se consacrer à son projet de fondation Journalisme en Europe<sup>364</sup>. D'autres éléments confirment une forme de « normalisation » et de dépolitisation du journalisme et en particulier du journalisme politique<sup>365</sup>. La loi Cressard de 1974 fait entrer les journalistes pigistes dans le statut « ordinaire » de salariés. Désormais, la majorité des journalistes n'exercent plus dans la

---

<sup>360</sup> Remi Rieffel, « La profession de journaliste entre 1950 et 2000. », *art.cit.*

<sup>361</sup> Eugénie Saïta, « France : A nuanced Feminization of journalism », in Carolyn M. Byerly, *The Palgrave International Handbook of Women and Journalism*, Palgrave Mac Millan UK, 2013

<sup>362</sup> *Ibid*

<sup>363</sup> Et cela continue d'être le cas dans les années quatre-vingt-dix, comme le montre l'étude de Dominique Marchetti et Denis Ruellan, *Devenir journalistes. Sociologie de l'entrée sur le marché du travail*, Paris, La Documentation française-DDM-CRAP, septembre 2001

<sup>364</sup> Tous les éléments concernant la carrière des figures du journalisme résistant sont extraits de Yves Agnés et Patrick Eveno (dir.), *Ils ont fait la presse. L'histoire des journalistes en France en 40 portraits*, op.cit

<sup>365</sup> Sur la dépolitisation paradoxale de la presse politique, on se reportera à Nicolas Kaciaf, « Engagement journalistique et bipolarisation de l'espace partisan. Le cas des services politique de la presse écrite française 1968-1981 », in Sandrine Lévêque et Denis Ruellan, *Journalistes engagés*, op.cit p. 55-69

presse quotidienne générale et politique mais dans la presse magazine<sup>366</sup>. Le mouvement des sociétés de rédacteurs, très fort entre 1965 et 1975 s'essouffle<sup>367</sup>, tandis que - comme un symbole - la nouvelle formule du journal *Libération* en 1981 consacre sa conversion à l'économie de marché<sup>368</sup>.

D'un point de vue plus global, le paysage médiatique subit dans son ensemble de nombreuses transformations. Selon les travaux d'histoire économique de la presse<sup>369</sup>, la période du milieu des années soixante-dix est marquée par l'hyper-concurrence née notamment de l'ouverture du marché audiovisuel à la publicité (octobre 1968). Si cette ouverture est limitée aux produits génériques et non pas commerciaux, elle provoque une concurrence entre la presse écrite, la radio et la télévision désormais obligées de partager ce marché. Cette ouverture redessine aussi le paysage médiatique au détriment de la presse écrite et à la faveur de la radio et de la télévision dont quasiment chaque foyer français est désormais doté, de la presse spécialisée au détriment de la presse généraliste, de la presse de divertissement au détriment de la presse politique. Ce déclin de la presse politique (et de la presse d'opinion) correspond aussi à une montée en puissance de la presse spécialisée même si là encore, au sein de ce secteur, la concurrence s'est accrue : les titres qui relèvent de la catégorie « presse féminine » sont de plus en plus nombreux et diversifiés selon les centres d'intérêt réputés féminins (*Enfants Magazine* destiné aux jeunes mères est créé par exemple en 1976) ou selon les cibles marketing (CSP et âge par exemple) avec la création de *Jacinthe* en 1975 ou *20 ans* en 1977 destinés aux jeunes filles plutôt aisées.

Du côté des mouvements féministes, on assiste après une effervescence sans précédent, à un relatif apaisement. Moins étudiée, cette période (la fin des années soixante-dix) et plus encore

---

<sup>366</sup> Rémi Rieffel, « La profession de journaliste entre 1950 et 2000. », *art.cit.*

<sup>367</sup> Voir sur ce point Denis Ruellan, *Nous, journalistes. Déontologie et identité*, Grenoble, PUG, 2011 et en particulier le chapitre 3, « Les journalistes en sociétés 1943-1980 »

Quelques soit la forme qu'elle prend, ces sociétés cherchent à donner une place aux journalistes dans la gestion du journal et ne pas laisser la main aux seuls gestionnaires (et de soustraire les journaux aux pures logiques économiques). Avec la fin des sociétés de rédacteurs ou du moins de leur influence, c'est bien un nouveau modèle de relations salariés/patrons qui se met en place et ouvre une brèche qui conduit quelques années plus tard à voir, les journaux aux mains d'industriels étranger au monde de la presse.

<sup>368</sup> Voir sur ce point Nicolas Hubé, « La « professionnalisation » sous contrainte de la presse alternative. L'introduction d'une hiérarchie à *Libération* et à la *Tageszeitung* », in Sandrine Lévêque, Denis Ruellan, *Journalistes engagés, op.cit* p. 91-99

Plusieurs ouvrages racontent par ailleurs l'histoire du journal et/ou critique cette transformation. Du côté de l'histoire, on pense à l'ouvrage de Jean-Guisnel, *Libération. La biographie*, Paris, La découverte, 1999 ; du côté de la critique, on peut mentionner l'ouvrage de Guy Hocquenghem, *Lettre ouverte à ceux qui sont passés du col Mao au Rotary*, Marseille, éd. Agone, 1986 et celui, plus récent de Pierre Rimbart, *Libération de Sartre à Rothschild*, Raisons d'agir, éditions, 2005.

<sup>369</sup> Yvan Chupin, Nicolas Hubé et Nicolas Kaciak, (*Histoire économique et politique de la presse en France, op.cit*

celle des années quatre-vingt, est considérée par les historien.nes du féminisme comme une période de repli, comme si l'arrivée de la gauche au pouvoir, marquant l'institutionnalisation d'un féminisme d'Etat, avait jeté dans l'ombre un féminisme plus revendicatif et organisationnel<sup>370</sup>. La publication de nombreux titres et journaux féministes marque le pas après avoir connu au début de la décennie soixante-dix, une effervescence sans pareil. Liliane Kandel, l'une des rares chercheuses à avoir travaillé sur ce sujet, parle même « *d'explosion de la presse féministe* » à cette époque. Les organisations féministes de la deuxième vague ont ainsi accompagné leurs actions, de la publication de titres et d'*opus*, véritables prolongements de leurs actions militantes. A la période qui nous intéresse ici (la charnière 70/80), de nombreux titres de ce genre, ont déjà cessé de paraître : *Le torchon brûle* a été publié entre 1970 et 1973, *Sorcières* paraît entre 1976 et 1979 et *Le quotidien des femmes* est publié par Antoinette Fouque entre 1974 et 1976. La plupart des titres étudiés par Liliane Kandel ont, au moment de la publication de son article en 1980, effectivement disparu.

Pour de nombreu.ses auteur.es, la ligne de partage entre journaux féministes et journaux féminins semble d'ailleurs définitivement établie et la rupture entre la presse féminine et les mouvements féministes, consommée<sup>371</sup>. Les magazines féminins, parmi les plus diffusés de l'époque comme *Elle* et *Marie-Claire*, en dépit de leurs différences<sup>372</sup>, sont pris à partie par une frange du mouvement féministe (voir *supra*) et certain.es intellectuell.es critiques<sup>373</sup>.

---

<sup>370</sup> Comme le mentionne Michèle Riot-Sarcey, *Histoire du féminisme, op.cit* : « Avec l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981 est créé un ministère des Droits des Femmes qui est confié à Yvette Roudy. Le féminisme reçoit aussi une reconnaissance académique, puisque plusieurs postes études féministes sont créés à l'université et au CNRS. A l'inverse, les associations ont presque toutes cessé leurs activités. Il faudra attendre le début des années 90 pour que renaissent d'autres structures comme « les chiennes de garde par exemple, Mixcité ou plus tard Ni putes ni soumises ». Le débat dans les années 90 s'articule aussi très largement autour du débat sur la question paritaire. Voir sur ce point Laure Bereni, *La bataille de la parité*, Paris, Economica, 2015.

<sup>371</sup> Béatrice Damian-Gaillard date de 1982, la rupture des magazines féminins avec la ligne féministe, au moment où selon elle, « *les responsables de ces titres décident de la réconciliation entre le féminisme et ce qu'ils appellent la "féminité"* », Damian-Gaillard Béatrice, Soulez Guillaume, « L'alcove et la couette. Presse féminine et sexualité : l'expérience éphémère de *Bagatelle* (1993-1994) », *Réseaux* 1/2001 (n° 105), p. 101-129

<sup>372</sup> Comme le rappelle Bibia Pavard, A partir de 1974, *Marie-Claire* semble amorcer un virage « plus féministe » dans le choix de ses sujets, le ton adopté et le contenu des articles. Ce changement s'explique par l'arrivée d'une nouvelle équipe qui souhaite s'inspirer d'un magazine féministe grand public américain sortie en 1971, *Ms Magazine* (voir *infra*). Bibia Pavard, « Contraception et avortement dans *Marie Claire* (1955-1975) : de la méthode des températures à la méthode Karman », art.cit..

Cette stratégie éditoriale permettra de limiter la baisse des ventes, alors qu'*ELLE* de son côté est plus touché par la désaffection du public. En 1972, *Marie-Claire* dépasse déjà *ELLE* en termes de tirage et de diffusion. *ELLE* est diffusé à environs 550 000 exemplaires et *Marie-Claire* à 650 000 selon les chiffres fournis Par Sylvaine Marque, <http://www.enssib.fr/bibliotheque-numerique/documents/62139-la-presse-feminine-en-1972-evolution-depuis-10-ans.pdf>, et tiré de l'ouvrage de Bernard Voyenne, *La presse dans la société contemporaine*, Paris, 1971.

<sup>373</sup> Sur le débat à propos de la critique de la presse féminine, on se reportera à Claude Chabrol et Mihaela Opreacu, « La presse féminine : une mythologie efficace », *L'orientation scolaire et professionnelle* [En ligne], 39/3 | 2010, mis en ligne le 15 septembre 2013, consulté le 05 février 2014. URL : <http://osp.revues.org/2866>

Avec la parution et le succès du livre de Betty Friedan en 1963<sup>374</sup>, les magazines féminins sont accusés de renforcer les stéréotypes et d'être les supports de la perpétuation des logiques de la domination masculine. Prolongeant ces discours, les livres d'Anne-Marie Dardigna paraissent à partir de 1974. Les deux ouvrages<sup>375</sup>, déjà évoqués en introduction, constituent une charge très violente contre ces magazines qui ont pourtant accompagné – parfois de manière ambivalente on l'a vu - les grands combats féministes depuis la fin de la guerre<sup>376</sup>. De leur côté, les journaux « féminins » et féministes des organisations politiques traditionnelles, comme le PCF (*Heures Claires*) ou le magazine de la CGT (*Antoinette*) peinent à s'imposer et ont « manqué » les combats féministes considérés comme « bourgeois » sur les questions de sexualité et de libération sexuelle notamment (voir encadré). Au Parti socialiste, *Mignonne allons voir sous la rose*, ne compte qu'une dizaine de numéros publiés entre 1979 et 1983. Produit de la tentative de certaines militantes socialistes d'imposer un courant féministe à l'intérieur du PS – le courant G – , il est plutôt destiné à un public « interne » et entend dénoncer les pratiques sexistes et paternalistes du Parti socialiste<sup>377</sup>.

#### ***Heures Claires et Antoinette* : la presse « féminine » de gauche au service de la cause du peuple ?**

Peu de choses existent sur les journaux « féminins » et « féministes » des partis politiques ou des organisations syndicales. Certains se rapprochent dans le champ de journaux féminins d'un pôle commercial (c'est le cas de *Heures Claires* par exemple) d'autres restent proches du pôle militant (c'est le cas de *Mignonne allons voir sous la rose*). Il conviendrait d'aller plus loin dans l'analyse de ces journaux, et notamment de s'interroger sur leurs conditions de production et sur leur fonction dans l'espace partisan et syndical. Il faudrait leur ajouter d'autres titres publiés à cette époque comme *Elles voient rouges* l'éphémère journal des femmes du PCF. Ce sujet pourrait faire l'objet d'un projet de recherche ultérieur. Pour le moment nous donnons ici quelques éléments permettant de nous repérer dans cette presse d'organisation si mal connue.

Héritière de l'Union des jeunes filles de France, organisation non mixte du PC créée en 1936 et (déjà) doté d'un journal *Filles de France*, et des comités féminins de la Résistance, l'Union des femmes françaises est créée en 1944. Elle se dote alors de deux organes de presse : *Heures Claires* et *Les Femmes françaises* tous deux hebdomadaires. Dans la lignée de l'organisation dont elles sont issues, ces publications s'adressent à toutes les femmes et pas seulement aux femmes militantes (même si *Heures Claires* semble plus grand public que *Les Femmes françaises*) En 1945, conformément au projet de l'UFF, ces titres défendent une ligne plutôt

<sup>374</sup> Cet ouvrage est paru en 1963 sous le titre *The feminine Mystique*. Il a connu un succès très important et a été traduit en français en 1964 par Yvette Roudy. Il dénonce la pression exercée par les magazines féminins sur les femmes américaines. Betty Friedan, *La femme mystifiée*, Paris, Denoël, 1978.

<sup>375</sup> Anne Marie Dardigna, *La presse féminine. Fonctions idéologiques, op.cit.*, et Marie Dardigna, *Femmes sur papier glacé. Analyse de la presse féminine, op.cit.*

<sup>376</sup> Bibia Pavard évoque particulièrement bien l'ambivalence de la position de Marcelle Auclair, directrice de *Marie-Claire* à propos de l'avortement et de la contraception. Elle résume ainsi les prises de positions du journal sur l'émancipation des femmes sur les questions de contraceptions de la manière suivante : « Une émancipation ambiguë qui enferme les femmes dans une nouvelle norme de plaisir obligatoire dans le couple hétérosexuel, mais qui remet en cause le poids des tabous sexuels qui touchaient avant tout les femmes » in Bibia Pavard, *Contraception et avortement dans Marie Claire (1955-1975) : de la méthode des températures à la méthode Karman, Le temps des médias*, printemps/été 2009, n°12 p. 108

<sup>377</sup> Bibia Pavard « Outsiders dans le parti ? *Mignonnes allons voir sous la rose...* : le journal des féministes du PS (1979-1982) », *Parlement[s], Revue d'histoire politique* 1/2013 (n° 19), p. 119-123. Une couverture du journal illustre ce numéro de Parlement(s) consacrée aux femmes outsiders en politique. URL : [www.cairn.info/revue-parlements-2013-1-page-119.htm](http://www.cairn.info/revue-parlements-2013-1-page-119.htm).

conservatrice du point de vue des rapports sociaux de sexe c'est-à-dire, une vision essentialiste voire « naturaliste » des femmes. Sandra Fayolle rappelle ainsi que « pendant le premier congrès national de l'UFF en juin 1945, le principal devoir assigné par l'organisation aux femmes françaises est "de donner des enfants à la France, fonder un foyer, élever ses enfants dans une morale élevée, leur inculquer le goût du travail, le respect filial, l'amour de la patrie et le sens civique" »<sup>378</sup>. Dans la lignée des thèses défendues par Jeannette Vermeersch sur le « birth control », selon laquelle, « les partisans de la contraception que peuvent être que des idéologues du capitalisme »<sup>379</sup>, le titre soutient des causes comme celle de l'accouchement sans douleur développé à la clinique des métallurgistes des Bluets, davantage que les causes « bourgeoises » en particulier celles liées à la libération sexuelle. Les deux titres – *Heures Claires* et *Les Femmes françaises* fusionnent en 1964 et deviennent *Heures Claires des femmes françaises*. Ce journal connaît un succès important et copie dans sa forme les journaux féminins qu'il entend dénoncer (il est en couleurs, comporte aussi des sujets « féminins » et de la publicité commerciale). Le public visé est celui des « ménagères » qu'il convient de détourner des journaux féminins traditionnels. Le titre est diffusé à la fois par un circuit militant et par un circuit commercial. Son tirage tournera autour de 200 000 exemplaires. *Heures Claires* cesse sa publication en 1985 et est remplacé par le magazine *Clara*.

Sources : Sandra Fayolle, *L'Union des femmes françaises. Une organisation féminine de masse au Parti communiste (1945-1965)*, Thèse de science politique, Université Paris 1, 2005

*Antoinette* est l'organe « féminin » de la CGT. Créé en 1955, le titre fait suite à la publication en 1952 d'un premier bulletin syndical destiné aux femmes, *La revue des travailleuses*. Le magazine se veut à la fois syndical – c'est à dire au service des femmes salariées dans les entreprises – mais aussi féministe défendant l'avortement, la contraception et le partage des tâches domestiques. Il a été le support des luttes féministes à l'intérieur même de la CGT et a été l'objet de nombreuses controverses, accusé notamment de lutter en interne contre une vision, par trop « virile » du syndicalisme. Au tournant des années 1980 (1977-1982), il connaît une crise grave (« l'affaire Antoinette ») qui conduit au renvoi des principales journalistes et salariées du titre. Présentés comme une conséquence des difficultés économiques de la confédération, ces licenciements massifs sont aussi analysés comme une reprise en main « politique » du journal<sup>380</sup> jugé trop féministe et abordant des questions trop « sensibles » comme la prostitution, la sexualité et le sexisme à l'intérieur de l'organisation syndicale elle-même.

Jocelyne George, *Les féministes de la CGT. Histoire du magazine Antoinette*, Éditions Delga, Paris, 2011

Élyane Bressol (dir.), *Autour de l'histoire du magazine Antoinette*, Montreuil, IHS-CGT, 2010, 166 p.

C'est dans ce contexte que sont fondés les deux journaux dont il sera question ici : *F. Magazine* d'une part et *Histoires d'Elles (HDE)* d'autre part. Ces deux titres, par ailleurs fort différents, manifestent comment dans un contexte de transformation des modes d'exercice du métier journalistique, mais aussi de mutation des formes du militantisme féministe, des femmes journalistes cherchent, en se fondant sur leur engagement, à subvertir les règles du jeu journalistique pour en imposer de nouvelles plus conformes à leurs trajectoires biographique, professionnelle et politique. Après avoir analysé en quoi, *F. Magazine* et *Histoires d'Elles* se distinguent dans l'espace des journaux politiques et féminins de leur temps, nous verrons comment les journalistes qui s'y investissent (et portent le projet) mettent

<sup>378</sup> Fayolle Sandra, « Chapitre 7. L'Union des femmes françaises et les sentiments supposés féminins », *Émotions... Mobilisation !*, Paris, Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.), « Académique », 2009, 304 page

<sup>379</sup> Voir sur ce point Renée Rousseau, *Les femmes rouges. Chroniques des années Vermeersch*, Paris, Albin Michel, 1983, p. 229

<sup>380</sup> A la fin des années soixante-dix, la presse communiste ou plus largement les publications du Parti sont reprises en main. C'est le cas par exemple de la Nouvelle Critique qui cesse de paraître en 1980. Voir sur ce point, Frédérique Matonti, *Intellectuels communistes. Essai sur l'obéissance politique. La Nouvelle Critique (1967-1980)*, Paris, La découverte, 2005.

en avant, comme gage de professionnalisme, leur féminisme mais aussi leur « féminité », au service d'un journalisme politique et littéraire conforme à leurs parcours et à leurs aspirations. A l'instar des rédactrices de *La Fronde* et de *ELLE*, les fondatrices et collaboratrices d'*Histoires d'Elles* et de *F. Magazine* contribuent dans des registres différents, à féminiser le journalisme en subvertissant les règles du jeu professionnel et en cherchant à faire des valeurs féminines qu'elles incarnent (et qu'elles défendent), des valeurs universelles au service de l'intérêt général et du journalisme. A un moment où l'emprise de l'économie sur le journalisme devient de plus en plus prégnante et où le caractère industriel et marchand du métier tend à s'imposer, les expériences d'*Histoires d'Elles* et de *F. Magazine* constituent des lieux d'expérimentation d'un journalisme littéraire et engagé au service du plus grand nombre.

#### **Note méthodologique :**

Ce travail s'appuie principalement sur des sources archivistiques et biographiques.

Les archives d'*Histoires d'Elles* ont été versées à la bibliothèque Marguerite Durand. Elles ne sont pas à ce jour classées. Les différents cartons contiennent à la fois des documents sur le journal lui-même, des revues de presse par exemple mais aussi des fichiers d'abonnement difficilement exploitables (seules les adresses, des abonnées seraient éventuellement utilisables pour analyser finement l'origine géographique de lectrices qu'à première vue on évalue comme majoritairement « parisiennes »). Ces archives ont été dépouillées dans leur intégralité. Il n'existe pas à notre connaissance d'archives de *F. Magazine* qui est publié par un grand groupe de presse, le groupe *l'Expansion* qui a connu depuis la période étudiée de nombreuses transformations. Si contrairement à *ELLE*, *F. Magazine* n'a pas fait l'objet d'une exploitation commerciale ultérieure (du type, ouvrages qui rassemblent les meilleures couvertures par exemple<sup>381</sup>), on peut faire l'hypothèse que les logiques capitalistes de la concurrence (et du secret des affaires) interdiraient l'accès à ce type d'archives si tant est qu'elles aient été conservées. Par ailleurs, les contacts pris avec Claude Servan-Schreiber n'ont pas permis de faire aboutir nos demandes. Nous avons dû nous rabattre sur le dépouillement des deux titres, dont les collections complètes sont conservées à la bibliothèque Marguerite Durand. Outre le projet éditorial nous avons souhaité évaluer par ce dépouillement, non pas le contenu à proprement parler des titres, mais plutôt les manières d'être journaliste et de traiter des sujets d'actualité. Il s'agissait en outre et surtout de repérer quelle pouvaient être les collaboratrices, régulières et occasionnelles du journal.

Ce repérage nous a permis d'engager des recherches biographiques sur celles (puisqu'il ne s'agit que de femmes) qui ont fait partie des équipes éditoriales des deux titres. Ces femmes ont produit de nombreux témoignages sur leur travail et sur leur expérience de journalistes. Elles ont aussi au travers de leur œuvres littéraires - nous y reviendrons - livré de nombreux détails y compris intimes de leur vie. Nous avons tenté de compléter ces données biographiques avec des entretiens qui ont finalement été très difficiles à obtenir. Nous avons ici mesuré les difficultés matérielles à réaliser une campagne d'entretiens alors que l'on est enseignante chercheuse engagée dans des responsabilités pédagogiques et administratives et que l'on mène par ailleurs des recherches sur un autre objet celui de la question des carrières politiques des conseiller.es de Paris, enquête elle aussi basée sur des entretiens. Une partie de ces femmes nous y reviendrons est aujourd'hui âgée. Elles se sont aussi pour une partie d'entre-elles éloignées du monde journalistique. Si nous avons facilement rencontré Martine Storti, Claude Servan-Schreiber n'a pas souhaité nous rencontrer. Plusieurs de ces collaboratrices (ainsi que celle d'*Histoires d'Elles*) ont été contactées. Celles qui sont encore en activité, comme Paula Jacques (*France-Inter*) ou Eva Bettan (également *France Inter*) ont repoussé les rendez-vous ; d'autres demandes sont restées sans écho. Il est vrai que nous avons souvent écrit aux éditeurs pour qu'ils nous mettent en contact et qu'ils ont pu écarter notre demande. Certaines journalistes trop « connues » – comme Anne Sinclair, Nancy Huston, Christine Ockrent – ont

<sup>381</sup> Le magazine *ELLE* publie régulièrement ses meilleures couvertures sous forme de magazine ou d'ouvrage, en particulier au moment de ses anniversaires. Le dernier paru, *ELLE était une fois*, Paris, Edition du Chêne, 2015.

été ignorées sachant les difficultés qu'il peut y avoir à les contacter et sachant par ailleurs que leurs discours dans le cadre d'un entretien ne seraient pas forcément différents des interviews ou des témoignages qu'elles ont déjà publiés. Au final, en plus de l'entretien informel réalisé avec Martine Storti, trois anciennes collaboratrices de F. contactées par le biais de leur éditeurs ou en écrivant à leur journal, ont été interviewées : Brigitte Rossigneux, Myriam Anissimov et Fabian Gastellier ont accepté de me recevoir. Qu'elles soient ici remerciées. Leur entretiens seront utilisés au même titre que les paroles « publiques » recueillies par d'autres biais (livres, émissions de radio, interviews journalistiques, etc.)

### ***Des projets politiques et journalistiques : le lancement de F Magazine et d'Histoire d'Elles***

Bien que lancés presque au même moment – le 8 mars 1977 pour *Histoires d'Elles* et le 1<sup>er</sup> Janvier 1978 pour *F Magazine* – les deux projets sont économiquement très différents. Pourtant au-delà de ces différences, ils défendent tous deux un projet journalistique et féministe qui les rapprochent et les distinguent de leur concurrent « féminins » et « généralistes ».

#### *Des projets économiquement très différents*

*F. Magazine* et *Histoires d'Elles* appartiennent indéniablement au champ des journaux « féministo-féminins » dans l'affichage de leur ligne éditoriale, l'un se situe plutôt du côté du pôle commercial (c'est *F. Magazine*)<sup>382</sup> tandis que l'autre (*Histoires d'Elles*) est davantage situé du côté du pôle militant. Si le format est le même ou presque, conforme d'ailleurs à ceux de la presse magazine de l'époque, si la périodicité est la même – mensuelle – les deux titres n'ont pas tout à fait la même allure.

*Histoires d'Elles* est tiré sur un papier mat, en bichromie (deux couleurs) et ne comporte que peu de photos (voir le *portfolio*). Le journal met en avant un graphisme innovant, une mise en page originale qui rompt souvent avec la présentation en colonnes habituellement adoptée dans les magazines. A *Histoires d'Elles*, la publicité n'est pas exclue mais peu présente. Sa place est débattue et au final ne porte pas sur des produits commerciaux mais des livres ou des rencontres des organisations « amies ».

---

<sup>382</sup> Notre projet n'est pas de décerner ici des labels de bon ou de mauvais féminisme. *F. Magazine* est indéniablement un journal qui se situe du côté du pôle commercial et qui dispose de nombreux moyens. De fait, il a été très largement critiqué pour n'être pas « assez féministe ». Voir notamment sur ce point Irène Théry, « F. Magazine. Des nouvelles femmes aux femmes modernes : le changement dans la continuité », *La revue d'en face*, n°12, 1982. Je remercie Alban Jacquemart de m'avoir fourni cette référence.



**Un débat sur la publicité lancé par *Histoires d'Elles* (HDE n°1 novembre 1977)**

Un journal peut-il vivre sans publicité ?

Votre journal, notre journal *Histoires d'Elles* peut-il vivre sans pub ? Quand Hélène, Claude, Michèle font les additions, elle ont beau faire, le total des dépenses est toujours supérieur au total des recettes. Pourtant on a réduit au minimum, supprimé les salaires, économisé sur les reportages, les photos, le local, tous les frais. Rien n'y fait. L'argent sort plus vite qu'il ne rentre.

Alors quelle solution ?

La publicité l'accepter, la rechercher même. N'est-ce pas dur de faire démarrer et vivre notre journal dans cette ambiguïté ? D'un côté, dénoncer dans nos articles les pouvoirs et les méfaits de la publicité, son caractère néfaste pour tous, sexiste, racoleur, utilisant notre corps, faisant de nous des images stéréotypées de mère, ou de femmes-objets. De l'autre, lui ouvrir nos pages pour pouvoir équilibrer notre caisse.

C'est vrai, il est toujours possible d'orienter notre choix, de ne rechercher que les pubs qui ne nous enferment pas dans un cadre, sélectionner les annonceurs n'ayant jamais joué le jeu sexiste ou abrutissant.

Mais alors, n'est-ce pas leur donner notre label, faire de notre sélection une récompense, un tableau d'honneur et pour vous peut-être une garantie ? Il existe des associations de consommateurs qui font ce travail, nous ne pouvons pas l'assumer, nous n'en avons ni les forces ni les connaissances techniques.

Donnez nous votre avis. Donnez nous surtout les moyens de nous passer d'eux, d'Elle (la publicité). Recherchez des abonnements, récolter des dons : toute somme ajoutée nous aide à vivre

*F. Magazine* est un magazine qui ressemble davantage à ceux que nous connaissons aujourd'hui. Edité en quadrichromie, sur papier glacé, il comporte une photo en une (un portrait, le plus souvent nous y reviendrons, celui d'une femme célèbre comme celle de Claire Brétécher qui illustre le numéro 1) (voir le *portfolio*). Il comporte de la publicité pour des produits commerciaux souvent destinés aux femmes et en particuliers aux femmes des classes moyennes et supérieures<sup>383</sup>.

Les différences entre les deux magazines s'expliquent par les conditions matérielles de leur lancement. *Histoires d'Elles* est un projet qui se veut viable économiquement mais qui ne dispose que de très peu de moyens. « *Journal de copines* » et décrit comme tel, il est lancé sous l'égide d'une association créée pour l'occasion, l'APIFF, Association pour une information féminine et féministe, dont il n'est pas le bulletin. Sur un mode humoristique, composante essentielle de l'identité de nombreux mouvements féministes de l'époque, les fondatrices évoquent même la possibilité de créer « *des commandos de bricoleuses* » pour financer le lancement du journal avant de finalement recourir à un plus « classique » appel à souscription<sup>384</sup>.

<sup>383</sup> On trouve ainsi dans les premiers numéros de *F Magazine* des publicités pour Christofle, Parfum Ted Lapidus, Yves Rocher, Cristal d'Arques, Avoriaz, Roche-Bobois, Sony, Air-Inter, Tampon Rubella, Vitatop Fitness Club, Facit (machine à écrire), Cartier etc ...

<sup>384</sup> Dans le numéro 0, un appel à souscription est lancé. Son objectif recueillir « cent millions d'anciens francs », somme qui représente, comme le rappelle un autre manifeste publié dans le magazine de la LCR, *Rouge* du jeudi

Extrait du n° 0 d'*Histoires d'Elles*, 8 mars 1977

Notre histoire à nous commence comme ça, il était un jour, au printemps 1976, quatre femmes journalistes et féministes qui n'étaient pas contentes des journaux dans lesquels elles œuvraient. « Et si on faisait notre journal à nous ? Un journal de femmes ? » Au début c'était plutôt un gag. Un jeu : « On serait des martiens, on aurait une fusée, on irait sur Vénus ». On ferait un quotidien. Pourquoi pas ? Il y a bien eu un précédent, *La Fronde*, qui au début du siècle a tenu vaillamment pendant 6 ans. Oui, mais on n'a pas un sou... Qu'à cela ne tienne. A défaut d'argent, les femmes ont de l'imagination. Alors on s'autofinancerait en créant des brigades de bricoleuses. La boîte à outils en bandoulière sur nos salopettes, on sillonnerait Paris sur nos vélomoteurs pour aller dépanner les bourgeois : plomberie, électricité, menuiserie. Succès garanti ! Le seul problème c'est qu'aucune de nous n'avait jamais tenu une clé à molette de sa vie. D'ici à ce qu'on ait appris, passé des CAP, et tous les diplômes qu'ils exigent maintenant pour le moindre truc... Adieu à l'utopie. Retour sur terre. A la rentrée de septembre, le gag s'est changé en projet d'hebdomadaire et le groupe initial s'est étendu à une dizaine de femmes dont certaines travaillent aussi dans la presse, la maquette, l'administration, d'autres dans l'édition, l'enseignement. D'autres sont au chômage. Ce noyau qui formera l'équipe permanente, se réunit régulièrement pour discuter du projet et une quarantaine d'autres femmes y participent également.

Sa stratégie de diffusion initiale est large. Principalement fondée sur les abonnements, elle emprunte le circuit des librairies spécialisées (ce qui est assez commun pour la presse féministe) mais aussi celui d'une diffusion en kiosque par le circuit des NMPP<sup>385</sup>, ce qui manifeste la volonté d'en faire un journal d'information politique comme les autres et destiné à un large public. Dans une lettre du 7 décembre 1977, adressée en plusieurs exemplaires à des distributeurs et distributrices de journaux, Hélène Bellour, membre du comité de rédaction, décrit une « stratégie » de diffusion du journal qui confirme la volonté de dépasser le public « militant » (même si les journaux « amis » visés par cette stratégie restent des journaux de gauche):

« Le mois dernier nous vous avons adressé le premier numéro de notre publication : *Histoires d'Elles*, mensuel vendu 5 francs et expédié par les NMPP. Le numéro 2 paraîtra le 13 décembre. Comme son titre l'indique, *Histoires d'Elles* s'adresse à un public essentiellement féminin. Notre but est de créer un journal dans lequel les femmes s'expriment sur l'ensemble de l'actualité sociale, politique et culturelle.

Quelle est notre cible de clientèle ? Notre public recouvre en particulier les lectrices de journaux comme *le Matin de Paris*, *le Nouvel Observateur* et *Libération*. Comme notre tirage n'est pas très élevé, nous pensons qu'il est souhaitable que la répartition soit faite de manière sélective, en chargeant les points de vente, les marchands situés dans le centre, autour des facultés, des lycées... Quitte à ne pas fournir certains marchands. La répartition de *Libération* pourrait servir de base (en supprimant par exemple les points de vente où il n'y a qu'un ou deux *Libération*) (...) » (Archive HDE, bibliothèque Marguerite Durand, Lettre du 7 décembre 1977 d'Hélène Bellour à certain.es dépositaires de journaux comme Madame Peretti Odette, dépositaire de journaux à Crépy-en-Valois, Monsieur Bibet à Pont-Sainte-Maxence etc ...)

---

26 mai 1977 « les investissements minima de départ (bail d'un local, matériel ...) et surtout un budget de fonctionnement de trois mois : loyer, téléphone, charges sociales, salaires pour une équipe d'une dizaine de personnes, frais de reportage, et collaborations diverses. Mais, et cela représente la plus grosse partie de la somme, il faut avoir par avance de quoi financer la fabrication de douze numéros. En effet, ce n'est qu'au bout de trois mois que les NMPP qui diffusent les journaux, versent les produits de la vente du journal. Il faut donc tenir trois mois avant de s'autofinancer. Pour trouver ces 100 millions, il suffirait que 5000 femmes s'abonnent pour un an ». A noter que le projet initial est de faire un journal hebdomadaire (qui ne sera en fait que mensuel) et que le prix de vente au numéro est de 5 francs.

<sup>385</sup> Fondé en avril 1947, conformément à la loi Bichet, les nouvelles messageries de la presse parisiennes (devenue en 2011, Presstalis) est une société chargée de distribuer les journaux de manière égalitaire sur l'ensemble du territoire.

Et si comme en témoigne un article de Rolande Dupont consacré à « la presse au féminin » paru dans le numéro 152 de *Jeunes Femmes* de 1978, *HDE* est publié dans des conditions difficiles qui le rapproche de celles qu'ont connu les titres militants de l'époque, la volonté affichée est de rester et de s'inscrire durablement dans des circuits généralistes de distribution et de viser un public large. Sa diffusion est d'ailleurs loin d'être confidentielle. Selon Liliane Kandel, le tirage moyen du titre est d'environ 20 000 exemplaires, ce qui le situe dans la fourchette haute des tirages constatés de la presse féministe des années soixante-dix<sup>386</sup>. Comme en témoigne la revue de presse conservée dans ses archives, *Histoires d'Elles* reçoit un « bon » accueil et est présenté comme un journal « professionnel » comme un « vrai » journal par de nombreux confrères, les plus militants bien sûr comme le mensuel *Tribune socialiste* (l'hebdomadaire du PSU) n°9 de Janvier 1980 qui dans son dossier consacré à la presse féministe décrit ainsi le journal :

« De tous les mensuels féministes c'est celui qui a le plus « l'aspect d'un journal (format quotidien). *Histoires d'Elles* se voulait autre chose qu'un bulletin de liaison du mouvement, pas seulement revue féministe mais vrai journal de femme à lire sans complexe dans le bus ou dans le métro, à côté de lecteurs du Monde et de Libération. » (TS Magazine de l'autogestion, n°9, Janvier 1980, Dossier d'archives *Histoires d'Elles*, BMD).

Mais aussi par d'autres comme le *Monde Littéraire* (supplément du Monde) qui dans son numéro du 18 mars 1977 salue la sortie du numéro 0 du journal et dans une certaine mesure « soutient » le projet en promouvant la souscription.

Elles bougent, elles bougent...

Les femmes “en mouvement” créent un nouveau journal. Fait par des professionnelles venues notamment de Libération et de Politique-Hebdo, et aussi par d'autres, anonymes ou non, parisiennes ou provinciales, *Histoires d'Elles* sera le premier hebdomadaire des nouvelles féministes.

Le premier numéro est prévu pour septembre. Mais ce n'est pas une raison pour n'en parler qu'au futur. Car le numéro “zéro”, contrairement aux habitudes de la presse, n'est pas confidentiel. Tiré à quinze mille exemplaires, il est disponible depuis quelques jours. Au fil des pages : les municipales vues par les femmes, des enquêtes sur le travail féminin, King-Kong commenté par les enfants, un dossier historique sur la Journée internationale des femmes (le 8 mars), et une foule d'informations au ton “différent”. On peut demander ce numéro (3 F) à l'Association pour une information féminine et féministe (11, rue Boulard, 75014 Paris), qui ouvre une souscription pour que *Histoires d'Elles* puisse paraître. C'est vrai : elles n'arrêtent pas...<sup>387</sup>

---

<sup>386</sup> Selon le tableau établi par Liliane Kandel (« La presse féministe », *art.cit*), seuls trois titres ont dépassé en termes de tirage, celui d'*Histoires d'Elles*. Il s'agit du *Torchon Brûlé* (35 000 exemplaires entre 1971 et 1973) du *Quotidien des femmes* (60 000 entre 1974 et 1976), et *Femmes en mouvement hebdo* (tiré à 70 000 exemplaires entre octobre 1979 et février 1980). En termes de longévité (c'est à dire de nombre d'exemplaires parus), *Histoires d'Elles* est aussi parmi les titres qui ont publié le plus de numéro (21 au total, 22 si on inclut le numéro 0).

<sup>387</sup>

[http://www.lemonde.fr/archives/article/1977/03/18/la-vie-litteraire\\_2865224\\_1819218.html#8y8ahEghU6sik7Id.99](http://www.lemonde.fr/archives/article/1977/03/18/la-vie-litteraire_2865224_1819218.html#8y8ahEghU6sik7Id.99)

Malgré cette reconnaissance, le journal s'arrête faute de moyens en avril 1980 avec le numéro 22.

*F. Magazine* quant à lui est lancé avec le soutien d'un grand groupe de presse : le groupe *L'Expansion* qui est alors animé par Jean-Louis Servan-Schreiber<sup>388</sup> qui occupe une position centrale dans l'espace médiatique de l'époque. Lancé en 1967, avec Jean Boissonnat, *L'Expansion* est représentatif du renouveau de la presse économique, liée au milieu « réformateur » et si bien décrit par Philippe Riutort<sup>389</sup>. S'inspirant des magazines américains, comme d'ailleurs *L'Express* qui le précède, *L'Expansion* sert de référence et de modèle au lancement de *F. Magazine*. L'idée est de faire un journal qui renouvelle les formats et le style journalistique mais qui est destiné à être rentable. Le public visé est donc plus large que le cercle des militantes, voire des sympathisantes de la cause de femmes. Selon Brigitte Rossigneux, journaliste à *F.* à ses débuts, le journal s'inspirerait du titre américain modèle *MS*, magazine féministe grand public créé au début des années soixante-dix et qui connaît alors un succès important (voir encadré).

MS – contraction de Miss et de Mrs - est un magazine américain créé en 1972 par Gloria Steinem, Patricia Carbin et Elisabeth Forsling Harris qui pensaient qu'il était possible de faire un journal commercialement rentable, en s'appuyant une publicité « sélective » (pas de publicité sexiste par exemple), qui diffuse des idées féministes et qui soit dirigé par des femmes. Salué par les un.es comme un moyen de propager plus largement les idées féministes, le magazine est à sa sortie critiqué par les autres comme une forme de capitulation du mouvement face au capitalisme. Les journalistes de *MS* s'engagèrent pour l'avortement (en publiant, en 1972, les noms de femmes qui avaient décidé de dire qu'elles avaient avorté alors que cela était illégal) et sur les violences faites aux femmes. *MS* connaît un succès important à sa sortie avec environ 300 000 exemplaires. Il décline économiquement à la fin des années 70. Il est racheté par une maison d'édition australienne en 1987 ce qui marque la fin de l'originalité du projet, même si en 2006, une nouvelle pétition en faveur de l'avortement "we had abortion" est de nouveau lancée par le journal.

Source : Amy Erdman Farrell, *Yours in Sisterhood, Ms. Magazine and the Promise of Popular Feminism*, Chapel Hill, University of North Carolina, 1998.

Thom, Mary. *Inside "Ms.": Twenty-five Years of the Magazine and the Feminist Movement*. New York: Henry Holt, 1997

Le lancement de *F Magazine* aurait coûté, selon un article dans le *Quotidien de Paris* (archive non datée, *Histoires d'Elles*, BMD) 4 millions de francs<sup>390</sup> (contre on le rappelle les 1 million sollicité par l'équipe d'*HDE* auprès de ses lectrices). Son lancement a été préparé par une étude, un mailing test décrit dans le *Journal de la Presse* en septembre 1977 et par une

<sup>388</sup> Jean-Louis Servan-Schreiber est le frère de Jean-Jacques Servan-Schreiber. Il a commencé sa carrière, aux *Echos*, avant de rejoindre *L'Express* et de fonder *L'Expansion*.

<sup>389</sup> Philippe Riutort, « Le journalisme au service de l'économie. Les conditions d'émergence de l'information économique en France, *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 131/132, p.41-55, 2000

<sup>390</sup> Si l'on effectue une conversion en « euros » constants sur la période, on estime aujourd'hui que le lancement se ferait avec deux millions d'euros. [http://www.leparticulier.fr/jcms/c\\_57169/valeur-en-euros-des-francs-erosion-monetaire](http://www.leparticulier.fr/jcms/c_57169/valeur-en-euros-des-francs-erosion-monetaire). Pour avoir un ordre d'idée et nous y reviendrons, le lancement du magazine *Causerie* en 2009 s'est fait, selon la légende avec 50 000 euros et a été financé en partie par un prêt à la consommation.

campagne de communication appuyée par Benoîte Groult. Il est diffusé en kiosque par les NMPP, au prix de 5 francs lors de son lancement et par abonnement. Le premier numéro est vendu à 450 000 exemplaires et sa diffusion moyenne tourne autour des 250 000 exemplaires. Le journal est publié pendant quatre ans (44 numéros de 1978 à 1981) et s'arrête dans sa formule originelle après avoir évolué vers un « magazine » plus « féminin » mais aussi, plus commercial si l'on analyse l'encart publié dans le numéro 44 de *F Magazine* de décembre 1981, annonçant la sortie le 12 janvier 1982 du « *Nouveau F. Magazine* ».

**Fac simile de l'encart paru dans le numéro 44 de F. Magazine, Décembre 1981  
F Magazine va changer. Un nouveau F Magazine sortira le 12 janvier. Pourquoi ?**

Parce qu'il y a 4 ans ...

Nous avons lancé *F Magazine* pour aider des centaines de milliers de femmes à prendre conscience d'elles mêmes à affirmer leurs droits. Il a fallu de véritables luttes pour obtenir la contraception, l'interruption de grossesse, les droits fondamentaux des femmes.

Depuis 4 ans, *F* est un féminin pas comme les autres : « votre » journal vous l'aimez, vous lui êtes fidèles, malgré l'air un peu austère auquel il était contraint faute de grands moyens. Aujourd'hui, notre succès va nous permettre également de vous offrir les couleurs de la vie.

Depuis 4 ans, *F* a pris les femmes au sérieux et privilégie leurs problèmes essentiels. Nous aurions voulu, aussi vous parler un peu de vous, de vos joies, de vos plaisirs, de vos ambitions légitimes. Un nouveau format va vous permettre en plus de pages de vous offrir un journal plus riche et plus diversifié

Mardi 12 janvier

Nouveau format

Nouvelle maquette

Tout en couleur

Parce que aujourd'hui ...

Grâce à elles-mêmes, à leur imagination, à leur volonté, les femmes ont conquis de nouveaux espaces de liberté. Elles veulent maintenant transformer ces libertés en bonheur, vivre intensément la chance d'être une femme.

Aujourd'hui, les femmes commencent à avoir confiance en elles. Mais pour s'épanouir, aller le plus loin possible, en elles-mêmes et vers les autres, elles ont besoin de parler d'elles-mêmes, des blocages qui demeurent, des opportunités à saisir.

Aujourd'hui les femmes veulent exister pleinement.

Plus autonomes, plus exigeantes elles recherchent l'épanouissement physique, l'ardeur professionnelle, la richesse de relations. Le *Nouveau F Magazine* sera le journal de toutes celles qui pensent désormais « A nous deux la vie

Le *Nouveau F magazine*, la chance d'être une femme.

Ce que souligne cet encart, c'est la rupture consommée entre l'ancien et *Le Nouveau F. magazine* dont les arguments de vente, tels qu'ils sont décrits par cet encart, tant sur la forme que sur le fond, sont très éloignés du projet civique initialement mis en avant.

Cette nouvelle formule consacre en quelque sorte, le caractère commercial plus affirmé de *F.* au regard du « militantisme » d'*Histoires d'Elles*. Pourtant ces différences évidentes, les deux projets se rapprochent sur un certain nombre de points : ils se veulent d'abord et avant tout des projets journalistiques en rupture d'une part avec la presse féminine telle qu'elle existe mais aussi avec la presse « masculine » de l'époque.

## *Des projets journalistiques innovants fondés sur des stratégies de distinction ?*

Si le modèle économique d'*Histoires d'Elles* reprend en partie celui des journaux féministes publiés jusqu'alors, les projets éditoriaux des deux titres s'inscrivent d'abord et avant tout dans des logiques journalistiques et professionnelles et non pas dans une logique strictement militante. Ainsi contrairement à la plupart des titres « féministes » des années soixante-dix, les deux journaux ne sont en aucune façon les organes d'une organisation. En cela, ils sont en rupture avec la plupart des titres « militants » de l'époque qu'ils émanent d'organisation féministes comme *le Torchon Brûle* créée en 1971 par le MLF, ou d'organisations plus généralistes comme le parti socialiste avec *Mignonne allons voir sous la rose*, le Parti communiste avec *Elles voient rouge* ou la CGT avec *Antoinette* (voir *supra*). D'autres sont davantage encore, et selon l'expression de Liliane Kandel les « sous-produits d'autres occupations » (c'est-à-dire des supports de diffusion des idées militantes) qui connaissent des difficultés de fabrication (ils sont souvent ronéotypés), de parution (il paraissent de manière irrégulière) et de diffusion (ils ne peuvent être distribués que dans des réseaux militants et/ou en librairies spécialisées) : c'est le cas par exemple de titres comme *Les pétroleuses* évoqué par Liliane Kandel comme une publication de la tendance lutte des classes du MLF qui paraît entre 1974 et 1976. Les journaux qui nous intéressent ici se distinguent aussi des titres plus académiques, proches du format des revues intellectuelles et académiques comme *Questions féministes* ou *La Revue d'en face*.

*F Magazine* et *Histoires d'Elles* ne portent donc pas la doctrine d'une organisation. Si une analyse de contenu plus précise de la ligne éditoriale de chacun des deux titres mériterait de plus amples développements, les féminismes défendus dans *Histoires d'Elles* et dans *F Magazine* sont certes différents mais se recoupent souvent sur les thématiques « relativement consensuelles » dans « l'espace de la cause des femmes »<sup>391</sup> à cette époque.

Les deux journaux vont ainsi revenir sur des questions qui ont animé le féminisme de la deuxième vague. L'avortement (*F Magazine*, n°10 Novembre 1978 – Avortement : le scandale du refus), la sexualité (notamment le plaisir féminin, avec *HDE* n°5 avril-mai 1978 sur le rapport Hite<sup>392</sup>), le viol, la contraception restent des sujets privilégiés des deux titres (*HDE* n° 3 et 4, mars et avril 1978 et *F Magazine* n° 11 décembre 1978). Dans les premiers numéros de *F*, on trouve un encart « Faire Face » qui fait le point les droits des femmes (et réclame par exemple une baisse du prix du stérilet ou développe des informations pratiques sur le droit du travail : faut-il ou non démissionner ?) ; *F Magazine* aborde aussi autour de ces questions des sujets moins médiatisés et non encore politisés comme ceux de la stérilité, du harcèlement sexuel au bureau, ou du cancer du sein par exemple.

Si les informations sur les mouvements féministes sont davantage détaillées dans *HDE* qui publie des articles sur les débats qui animent les différents courants (*HDE* n°3 et 4 Février et Avril 1978 : Le féminisme ne répond

---

<sup>391</sup> Laure Béréni, *La bataille de la parité*, op.cit.

<sup>392</sup> Le rapport Hite, du nom de la sexologue Shere Hite est une enquête statistique sur la sexualité des américaines, dont la publication en 1976 a provoqué un scandale.

plus ?), le thème apparaît aussi dans *F. Magazine* comme dans son numéro 11 consacré un long article aux féministes du Parti communiste.

Les deux titres ont des thématiques qui leur sont propres. *F. Magazine* privilégie sur la période la politique institutionnelle et légitime. Quatre des six premiers numéros font ainsi leur couverture avec un sujet en lien avec la politique « institutionnelle » : le numéro 2 avec Gisèle Halimi soutient explicitement le projet de Choisir ; le n°3 présente des candidates aux élections et place en photo de « une », Annette Chepy candidate à 24 ans ; le n°5 de Mai 1978 avec Anne-Aymone Giscard d'Estaing en couverture pose la question : A quoi servent les présidentielles ? ; le numéro 6 (juin 1978) place en « une » Méлина Mercouri, « Grecque, star et députée ». Et si *HDE*, propose dans son numéro 0 un article sur les élections municipales, un débat sur « Je vote à gauche ou je ne vote pas ? » est ouvert dans les colonnes du numéro 4 (avril 1978), le jeu politique est moins traité. Sur une ligne « plus libertaire » et gauchiste, *HDE* développe de nombreux articles aux grèves et mouvements sociaux : le numéro 3 (février 1978) publie ainsi un reportage sur les femmes en autogestion à Louvain, ou un reportage sur la situation à Longwy en février 1979).

La cause des femmes à l'étranger est aussi largement défendue dans les deux magazines (avec un « avantage » sur ce point à *Histoires d'Elles*). *HDE* consacre ainsi de nombreux articles à la cause des femmes iraniennes, argentines et allemandes (avec une prise de position explicite en faveur des femmes de la RAF – la fraction armée rouge<sup>393</sup> –). *F. Magazine* fait aussi sa une avec les femmes iraniennes (n°15, Avril 1979, avec une femme voilée en couverture) et lance sous l'impulsion de Benoîte Groult une campagne contre l'excision (n°14 mars 1979 et n°31, octobre 1980) avec une femme noire en couverture.

Au delà des différences de contenu, c'est surtout le projet affiché par les deux titres qui se présentent comme « professionnels » et laissent de côté du moins dans l'affichage, les débats internes au mouvement féministes. Comme le précise, l'un des manifestes *d'Histoires d'Elles* paru dans *APRE Hebdo* le 22 avril 1977, les journalistes qui s'engagent dans le projet se réclament « à des degrés et sous des formes diverses, toutes du mouvement des femmes et du féminisme qui à un moment donné a traversé et bouleversé notre vie » mais « sans se réclamer d'un courant particulier du féminisme ». De la même manière, *F. Magazine* affiche un féminisme « consensuel » par son refus affiché dans le premier numéro « d'attiser les conflits entre les sexes là où ils existent ou d'en créer là où ils n'existent pas » (éditorial n°1, Janvier 1978).

Les deux projets se distinguent avant tout par projet professionnel et éditorial qui se veut original. Sur le marché de la presse, les deux journaux entendent en effet se singulariser et se démarquer de deux « pôles » : celui de la presse féminine et celui de la presse quotidienne, politique et généraliste jugée trop « masculine ». Ainsi pour *F. Magazine* et pour *Histoires d'Elles* il s'agit d'opposer à la presse féminine traditionnelle, un modèle alternatif :

« Nous avons en commun de ne pas nous reconnaître dans l'image que donnent de nous les journaux féminins. Et qui n'est plus celle de la plupart des femmes. Aujourd'hui, les femmes s'interrogent. Elles ont diversifié leurs rôles, elles participent à la vie sociale, politique, culturelle. Pourquoi les montrer toujours sous les traits de créatures nées pour séduire, cuisiner ou consommer ? Une femme peut-elle se réduire à cela ? Bien sûr que non. » (Extrait de l'éditorial de Claude Servan-Schreiber, *F. Magazine* n° 1, Janvier 1978).

---

<sup>393</sup> Sur les représentations médiatiques des femmes de la RAF, on se reportera à Fanny Bugnon, *Les « Amazones de la terreur »*. Sur la violence politique des femmes, de la Fraction armée rouge à Action directe Paris, Payot, 2015

« Dans différents domaines, nous avons gagné une certaine autonomie d'expression, même si c'est loin d'être idéal ... Dans la presse, par contre nous en sommes encore, après plusieurs années de mouvements de femmes, à mendier des espaces dans les journaux existants qu'ils soient de droite ou de gauche. Bien sûr les journaux féministes ont existé ou existent, mais ils restent « trop confidentiels ». Quant à la presse féminine, son « goût » pour le féminisme est liée surtout à des préoccupations commerciales ou des soucis de mode ». (Manifeste *Histoires d'Elles* Archives non classées BMD)

Se situer à ce moment sur ce créneau peut s'avérer une « stratégie » gagnante d'un point de vue commercial. Pour *F.* cette stratégie se révèle dans un premier temps gagnant puisqu'en janvier 1980 à l'occasion du son deuxième anniversaire, *F. Magazine* revendique 220 000 lectrices et annonce une nouvelle formule :

Deux ans plus tard, non seulement *F Magazine* existe mais il est désormais considéré comme un authentique succès de la presse française : 220 000 acheteuses en moyenne chaque mois. La plus forte vente des nouveaux magazines féminins. C'est votre fidélité et vos encouragements qui ont permis cette performance. Alors merci ? Et ... rendez vous le mois prochain ou vous découvrirez des changements que vous propose notre équipe de rédaction. Il sont destinés à rendre *F Magazine*, plus complet, plus attrayant, plus passionnant pour vous ». (*F. Magazine* n° 23, Janvier 1980)

Se lancer dans deux aventures parallèles avec l'objectif d'un succès commercial est étonnant tant la concurrence est grande sur ce marché. En effet, au moment où sont lancés *F. Magazine* et *Histoires d'Elles*, la presse destinée aux femmes est dans une situation ambivalente. D'un côté, les journaux généralistes qui occupaient le marché comme *Elle*, *Marie-Claire* (pour les magazines haut de gamme) ou plus populaires comme *Modes et Travaux* voient leur tirage diminuer. C'est dans cette stratégie explicite que se situe d'ailleurs Claude Servan-Schreiber lorsqu'elle affirme au micro de Jacques Chancel le 18 janvier 1978 dans l'émission *Radioscopie* sur *France Inter* :

« La presse féminine est malade. La presse féminine a perdu ces dernières années des centaines de milliers de lectrices. Il y a donc une désaffection de la part du public féminin pour les journaux qui lui sont proposés. Qu'est ce que cela veut dire ? ça peut vouloir dire deux choses : ou bien que ces femmes ne veulent plus une presse qui s'adresse spécifiquement à elles ou bien que la presse qui s'adresse spécialement à elle ne les intéresse plus. Nous c'est ce que nous croyons (...) enfin qu'elle ne les intéresse plus ou plus autant qu'elle les intéressait autrefois. Et *F Magazine* est le premier journal d'une nouvelle génération de journaux qui vont montrer qu'il y a une autre manière de s'adresser aux femmes qu'il y a une autre manière de donner la parole aux femmes car ce que nous essayons de faire avec *F* c'est ça aussi » (*Radioscopie* 18 janvier 1978).

Dans l'ensemble – ce qui confirme les propos de Claude Servan-Schreiber – on estime effectivement que la presse féminine connaît entre 1966 et 1976, une chute de près de 30% de sa diffusion. Cette baisse est relative puisque les généralistes « haut de gamme » (*ELLE* et *Marie-Claire*) tirent encore à 300 000 exemplaires quand les populaires pratiques comme *Mode et travaux* atteignent le million.

D'un autre côté, sur cette période, le marketing aidant, cette presse connaît un fort succès auprès des annonceurs. Les éditeurs dès lors, créent surtout de nouveaux titres destinés à des publics particuliers qui correspondent à des cibles publicitaires parfaitement identifiées et



permettant de vendre dans de meilleures conditions des produits adaptés : les mères de famille avec le développement de la presse santé (*Santé Magazine* est créée en 1976), les femmes enceintes et les jeunes mamans (avec le lancement d'*Enfants Magazine* en 1976), les adolescentes (*Jacinthe* en 1975) ou les femmes cadres (comme *Biba* lancé en 1980)<sup>394</sup>. Ces magazines ont une vocation commerciale et marketing évidente. Et bien que *Marie-Claire* et *Elle* s'engagent à défendre un projet féministe, leur légitimité est contestée par les mouvements les plus actifs de la scène politique (voir chapitre 2).

Souhaitant se situer sur le marché de la presse « féminine » généraliste, les journalistes à l'origine des deux titres veulent aussi marquer leurs différences avec les journaux d'information générale et politique, qui donneraient une vision masculine de l'actualité et ignoreraient la cause des femmes.

« Et si les journalistes, parmi nous, ont ressenti un malaise et une insatisfaction à traiter des problèmes des femmes dans les journaux progressistes et engagés certes mais dirigés par des hommes et orientés selon leur politique et leur idéologie, c'est bien parce que l'expérience du mouvement des femmes les empêchait de se satisfaire d'un statut en dernier ressort – de femme alibi » (Appel *Histoires d'Elles* paru dans *APRE Hebdo* le 22 avril 1977).

A *F Magazine*, le fait que la rédaction soit uniquement féminine est ainsi justifié par des logiques strictement professionnelles relevant selon l'expression de Claude Servan-Schreiber « du bon sens journalistique » qu'elle oppose aux accusations feutrées de Jacques Chancel de « retomber dans l'autre erreur » à savoir d'ignorer les hommes. Elle justifie ainsi sa décision pour des raisons d'efficacité mais aussi en défendant une vision en partie essentialiste du féminisme selon laquelle les femmes journalistes seraient le mieux à même de comprendre et d'expliquer les problèmes des femmes :

Claude Servan Schreiber : *F Magazine* n'est en aucun cas un journal contre les hommes. Nous avons été très souvent interrogées, voire même attaquées sur le fait que la rédaction soit uniquement composée de femmes, nous ne sommes que des femmes au comité de rédaction

Jacques Chancel : Justement pourquoi oui pourquoi ? On retombe dans l'autre erreur

Claude Servan Schreiber : Non ça n'est pas une erreur, **c'est le produit du bon sens journalistique** que nous avons ... Quand on veut parler de ce que veulent les femmes, de ce qu'elles vivent, de ce qu'elles font de ce qu'elles ressentent eh bien il faut être une femme. (Radioscopie 18 janvier 1978)

Mettre des femmes dans une rédaction permet aussi d'inventer une nouvelle forme de journalisme et notamment un journalisme « participatif » qui avait pu être expérimenté dans des journaux engagés de l'après 68 comme *Libération*. C'est ainsi qu'*Histoires d'Elles* appelle ses abonnées à participer directement à l'écriture du journal. Dans une lettre non

---

<sup>394</sup> Voir sur ce point Jean Marie Charon, *La presse magazine*, Paris, La découverte, 2008, p. 12 (sur la crise de la presse féminine) et p. 57-58 (sur la diversification des magazines féminins et la naissance des féminins spécialisés).

datée, l'équipe rédactionnelle leur demande de les rejoindre pour participer à la vie du journal :

« Nous avons maintenant un local ouvert à toutes celles qui veulent passer ou travailler avec nous. Voici l'adresse 7, rue Mayet 75006 Paris (...). Il y a deux permanences par semaine, mardi et mercredi. Nous regrettons qu'il y ait eu si peu de liens entre nous et les groupes de femmes jusqu'à maintenant mais c'est long à mettre en route, et nous n'avons pas la force de tout faire. Nous nous adressons donc aujourd'hui à vous pour vous demander de participer plus au journal en nous communiquant des informations, des idées, des propositions de textes etc. Un nouveau numéro va paraître le 29 novembre. Si vous avez envie de diffuser le journal ou de le vendre à la criée (au pourcentage) faites-le nous savoir à temps » (Lettre aux abonnées, archives *Histoires d'Elles* BMD, non daté mais certainement écrite à la « rentrée » de 1978 ?)

La rubrique d' « Elles à Elles » publie ainsi les témoignages de lectrices qui ont d'une façon ou d'une autre contribué au fonctionnement du journal :

Je suis venue vous voir un soir d'avril. J'avais très peur de vous. Vous aviez toute l'air d'avoir tellement de métier, d'aisance à vous exprimer. J'ai passé un long été avec vous, avec des tas de sommaires faits et refaits, des discussions éternellement recommencées, des décisions prises, des plaintes « on n'y arrivera jamais » répétées. Je n'y croyais qu'à moitié. Maintenant que les textes sont là que le journal prend corps, je me sens très exaltée, je suis heureuse. On a fait un très beau numéro. J'aurai envie de le relire une fois imprimé. On en fera plein d'autre. Et la LIGNE ? Ça me fait penser à la SNCF. On n'est ni un train vert, ni un train-train militant. Chacune écrit ce qu'elle a envie d'écrire, et après on trie. Et moi ce que j'ai envie de dire ? D'abord, j'ai envie de parler de moi, et de tout ce que je vois autour de moi, ce que je vis tous les jours. J'ai envie aussi d'écrire sur mon pays, puisque la répression et la censure se font de plus en plus lourdes, parce que l'on n'en sait pas grand-chose. Ça ne fait pas beaucoup ? On est une vingtaine, et chacune apporte une autre manière de voir, une autre approche ... Ça devrait suffire non ?

Barbara, Histoire d'Elles, n°1 1<sup>er</sup> novembre 1977

Plusieurs autres pratiques « innovantes » – aujourd'hui encore préconisées dans certaines formes de journalisme « participatif » - sont aussi expérimentées dans *Histoires d'Elles* : les articles sont signés par des prénoms (ce qui permet une forme d'égalité entre les contributrices), le courrier des lectrices occupe une large place et permet de donner leur avis sur les nouvelles et le journal lui-même (et pas simplement de solliciter des conseils « intimes » comme le courrier de *Elle*), des intellectuelles sont appelées en renfort pour contribuer au journal (c'est le cas pour le numéro 0 où des historiennes et des universitaires reviennent sur l'histoire du 8 mars). Toutes choses étant différentes par ailleurs, on retrouve dans *HDE*, des innovations qui fondent l'originalité des *pure players* d'aujourd'hui : participation des lecteurs/trices, effacement des frontières entre journalistes et contributeurs/trices amateurs/trices, blogs spécifiques réservés aux « intellectuels », etc.

En mettant l'accent sur l'innovation, et sur des stratégies de distinctions, ces deux magazines se développent autour d'un projet commercial, économiquement viable (du moins souhaité comme tel), fondé non pas sur la simple diffusion d'un message politiques – et féministes – mais sur la diffusion d'une « information » généraliste adoptant un point de vue qualifié de féminin et féministe distinctif de leurs concurrents. Cette volonté de faire un journal qui ne

soit pas uniquement militant mais qui combine, engagement pour la cause des femmes et professionnalisme journalistique se comprend, comme nous allons le voir, parce qu'elle s'insère dans les trajectoires spécifiques de leurs animatrices. Sensibles à la cause des femmes, journalistes avant tout, elles vont chercher à imposer un modèle professionnel qui concilie engagement, littérature et pratiques journalistiques « innovantes ».

### **Journalistes, féministes, écrivaines : dessiner les contours d'un nouveau journalisme « au féminin » ?**

Le journalisme « à la française », on l'a vu, est marqué du double sceau de la littérature et de l'engagement<sup>395</sup>. Concilier ces deux dimensions du métier – être à la fois au service de l'intérêt général tout en défendant une forme de singularité fondée sur « le talent » ou « l'inspiration » – est un choix privilégié par les figures féminines de la profession. Être « one of the girl » selon l'expression mainte fois employée, c'est pour Séverine, Marguerite Durand, Françoise Giroud ou Hélène Gordon-Lazareff montrer qu'on se préoccupe d'une grande cause (celle des femmes), tout en défendant une singularité, fondée sur « l'inspiration », qui sied aux femmes – et aux bourgeoises – qu'elles sont. C'est aussi en jouant du stigmate de la féminité, en le retournant parfois qu'elles ont réussi à s'imposer dans un monde masculin et à faire de la journaliste, un être empathique à l'égard des plus « faibles », doté d'un entregent social, et usant d'une belle plume pour restituer son expérience.

#### *Journaliste avant tout ?*

Au moment même où le journalisme entre dans l'ère industrielle, où il semble s'éloigner des allégeances politiques pour s'autonomiser et se conformer à des règles plus strictement professionnelles, comment les « filles » de *F Magazine* et d'*Histoires d'Elles* tentent-elles de se faire une place dans une profession (encore très largement) dominée par des hommes ? D'abord en s'imposant comme des journalistes à part entière, reconnue pour leur compétence et leur expérience sanctionnée par des diplômes et une pratique. Ensuite, en réactivant une vision du journalisme engagé qui contraint en partie leur carrière et poussent certaines vers une « reconversion » littéraire.

Deux personnalités - Martine Storti pour *Histoires d'Elles* et Claude Servan-Schreiber pour *F. Magazine* – apparaissent dans les rares documents consacrés à l'histoire des deux titres comme les initiatrices de chacun des deux projets. Elles ont été les principales

---

<sup>395</sup> Voir sur ce point Thomas Ferenczi, *L'invention du journalisme en France, op.cit.*

animatrices des deux rédactions et sont – et c’est surtout vrai pour *Histoires d’Elles* – celles qui ont laissé le plus traces de cette expérience<sup>396</sup>. Les trajectoires professionnelles de ces deux femmes expliquent en grande partie leur rapport au journalisme et la conception qu’elles se font de ce métier. Martine Storti et Claude Servan-Schreiber sont d’abord et avant tout des journalistes reconnues et expérimentées lorsqu’elles lancent respectivement *Histoires d’Elles* et *F Magazine*. Si aucune des deux n’est passée par une école de journalisme – Martine Storti est diplômée de philosophie et Claude Servan-Schreiber est diplômée de Science po en 1957 – elles ont suivi des études supérieures « adaptées » au journalisme de leur temps. Le journalisme est le premier métier de Claude Servan-Schreiber. Née à la fin des années 1930, entrée dans la presse à la fin des années 1950, elle a près de vingt ans d’expérience dans la profession lorsqu’elle se lance dans l’aventure de *F Magazine*. Elle a déjà travaillé dans de nombreux titres dont *ELLE* et connaît bien le milieu de la presse pour avoir épousé Jean-Louis Servan-Schreiber dont la famille est, on l’a vu, à la tête de plusieurs titres majeurs de la presse française.

Martine Storti, quant à elle, n’embrasse pas la carrière journalistique à la sortie de ses études. Elle est d’abord professeur de philosophie dans le Nord de la France (1969-1974), à Denain avant d’entrer à *Libération* en 1974, chargée de la rubrique sur les mouvements féministes dont elle a rassemblé les articles dans un ouvrage paru en 2010<sup>397</sup>. Elle y reste jusqu’en 1979, y compris au moment du lancement d’*Histoires d’Elles*, pour des raisons économiques. Elle collabore par ailleurs régulièrement à *F. magazine* pour lequel elle écrit à partir de mars 1979.

Outre ces deux figures fondatrices, le récit des origines de ces deux magazines fait apparaître d’autres figures majeures du journalisme féminin. Pour *Histoire d’Elles*, trois autres femmes sont importantes : Marie-Odile Delacour, Evelyne Le Garrec et Hélène Bellour, « quatre copines » avec Martine Storti qui raconte leur rencontre autour du projet :

---

<sup>396</sup> Martine Storti a beaucoup écrit et écrit encore beaucoup. Outre son site internet (<http://martine-storti.fr/>), elle raconte son histoire dans plusieurs ouvrages en particulier :

- *Un chagrin politique, de mai 68 aux années 80*, Paris, L’Harmattan, 1996.
- *32 jours de mai*, Latresne, Le Bord de l’eau, 2006.
- *L’arrivée de mon père en France*, Paris, Michel de Maule, Paris, 2008, et
- *Je suis une femme, pourquoi pas vous? 1974-1979 : quand je racontais le mouvement des femmes dans Libération*. Ed Michel de Maule. Mars 2010.

Ce sont ces ouvrages qui nous ont servi à retracer sa biographie.

Martine Storti est encore très active sur un plan politique et éditorial (elle a publié en 2016, un ouvrage : *Sortir du manichéisme*, Paris, Editions Michel de Maule, 2016) et continue d’animer un blog sur *Mediapart*. <https://blogs.mediapart.fr/martinestorti/blog>

<sup>397</sup> Martine Storti, *Je suis une femme pourquoi pas vous*, *op.cit.*

« Un soir avec des copines, on s'est dit: « et si on faisait un journal! » C'était en juin 1976, le juin de la canicule. Un appartement haut perché, les fenêtres ouvertes sur le Jardin des plantes, un dîner chez Marie-Odile Delacour, avec Evelyne Le Garrec et Héléne Bellour. Habituelles lamentations, Marie-Odile et moi, nous racontions nos malheurs à *Libé* et Evelyne les siens à *Politique Hebdo*. C'étaient les mêmes : les papiers qui passaient difficilement, les injonctions à « prendre des distances avec le Mouvement », surtout l'obligation de se couler dans un moule, dans un style, dans une manière de traiter l'information... Et des verres de Sidi-Brahim aidant, l'idée du journal a surgi. »<sup>398</sup>

Chacune de ces femmes a une expérience journalistique préalable à celle d'*Histoires d'Elles* et peut s'en prévaloir pour justifier de ses compétences et de sa légitimité professionnelle: Evelyne Le Garrec née en 1934 a été chroniqueuse à *L'Aurore*, puis journaliste à *Politique Hebdo*.<sup>399</sup> Elle a écrit en 1982 une biographie de Séverine,<sup>400</sup> signe de son attachement à la profession journalistique et en particulier au « journalisme au féminin ». Avant d'être une romancière à succès, Marie-Odile Delacour a collaboré à *Libération*, tout comme Martine Storti. Et si son expérience littéraire a éclipsé, nous y reviendrons, ses débuts de carrière dans le journalisme, elle est encore présentée sur le site de Babelio par exemple, comme « productrice à France Culture »<sup>401</sup>.

De la même manière, la plupart des femmes qui composent le comité de rédaction originel de *F Magazine* – Nicole Chaillot, Benoîte Groult, Paula Jacques, Ginou Richard, Françoise Rondeau-Salmon et bien sûr Claude Servan-Schreiber – disposent elles aussi d'une expérience journalistique bien établie. Outre sa notoriété littéraire et intellectuelle, Benoîte Groult peut à 58 ans (elle est née en 1920) faire valoir son expérience à la radio qu'elle a rejoint à la Libération, à *ELLE* puis à *L'Express*. Elle a été une des chevilles ouvrières du titre signant les éditoriaux jusqu'au numéro 34 où elle est mentionnée comme « en congés » dans l'ours. Née en Egypte en 1949, d'origine juive, Paula Jacques dispose elle aussi d'une expérience journalistique au moment de rentrer à *F*.. Ayant quitté son pays de naissance en 1957 et après un passage par Israël, elle rejoint Paris en 1961 où elle s'engage alors dans une carrière dans l'animation culturelle. En 1975, elle rentre à France Inter où elle est l'une des animatrices de *L'Oreille en coin*<sup>402</sup>. Paula Jacques collabore sur toute la période au magazine, d'abord en tant que membre du comité de rédaction puis comme pigiste. La publication de son premier roman, *Lumière de l'œil* en 1980 l'écarte on l'imagine pour un temps de la rédaction. Née en 1935, Ginou Richard a été diplômée du Centre de Formation des Journalistes en 1961. Elle entre comme journaliste au service étranger du journal

---

<sup>398</sup> Martine Storti, *Un chagrin politique*, op.cit, p.152.

<sup>399</sup> <http://www.editionsarchipel.com/auteur/evelyne-le-garrec>

<sup>400</sup> Evelyne Le Garrec, *Séverine. Vie et combat d'une frondeuse* (Paris: L'Archipel, 1982).

<sup>401</sup> <http://www.babelio.com/auteur/Marie-Odile-Delacour/49341>

<sup>402</sup> <<http://jwa.org/encyclopedia/article/jacques-paula>> [consulté le 1er Octobre 2014].

*L'information*, un journal économique qui devient en 1967, *le Nouveau Journal*. Elle est donc, elle aussi, dotée d'une sérieuse expérience journaliste.

Au delà de ce comité de rédaction initial, *F Magazine* a accueilli tout au long de sa courte histoire, les collaborations de « jeunes » journalistes femmes à différents stades de leur carrière, soit en tant que pigistes soit en tant que collaboratrices régulières. L'ours de *F. Magazine* comporte ainsi les noms de nombreuses femmes journalistes aujourd'hui connues et reconnues comme Anne Sinclair, Michèle Cotta, Christine Ockrent, Catherine Nay, Arlette Chabot, Eva Bettan ou Brigitte Rossigneux auxquelles il faudrait ajouter Claude Sarraute, un peu plus âgée que les autres. Toutes ont aujourd'hui réussi dans le journalisme et leur collaboration à *F.* intervient à différents moments de leur carrière : que celle-ci soit déjà bien installée (comme pour Michèle Cotta), qu'elle soit en voie de construction (comme Christine Ockrent), qu'elle débute comme Brigitte Rossigneux (pour qui *F.* est son véritable premier poste) ou « stagne » comme pour Anne Sinclair qui après son entrée à la radio et avant son arrivée à la télévision semble un peu « ralentie ».

Le passage dans un journal « féministe » ou étiqueté comme tel apparaît comme une étape pensable dans la carrière des femmes journalistes, étape qui n'est pas stigmatisante au point de leur interdire d'autres options professionnelles et notamment de poursuivre leur carrière dans un média généraliste et politique. S'il est bien sûr impossible de savoir si ce passage par *F. Magazine* a constitué un accélérateur de carrière ou un refuge à un moment donné pour des journalistes en panne de promotion, on peut néanmoins faire l'hypothèse que ces parcours marquent, pour les femmes journalistes, une forme de normalisation de l'accès à la profession après l'obtention de diplômes, de lettre, de droit, de science politique, voir de journalisme. Il ouvre une carrière qui n'est plus seulement, comme se pouvait être le cas pour la génération précédente, le prolongement d'une activité « domestique » mais la mise en œuvre de compétence acquise.

#### ***F. Magazine* : une étape dans une carrière journalistique réussie ?**

**Anne Sinclair** est née en 1948 à New-York dans un milieu aisé. Elle est diplômée de l'IEP de Paris en 1972 et entre à Europe 1 en 1973. En 1982, elle est recrutée par TF1 où on lui propose d'animer une émission sur la tranche du midi (en remplacement de Danielle Gilbert). L'émission est un échec et s'arrête au bout de six mois. Il faut attendre 1984 pour qu'elle se voit confier l'émission qui la rendra célèbre, *7/7*. Elle a épousé Yvan Levaï en 1976. Après la privatisation de TF1, elle continue sa carrière d'animatrice d'émission doublée de responsabilité éditoriale et administrative jusqu'en 2001, date à laquelle elle est licenciée. En 1991, elle a épousé Dominique Strauss-Kahn, ce qui l'a conduit à mettre sa carrière entre parenthèse à partir de 1997. Elle collabore

ensuite à plusieurs émissions et titre de la presse écrite. En 2012, elle devient directrice éditoriale du *Huffington Post* et continue à collaborer à Europe 1.

**Michèle Cotta**, est née en 1937 d'un père pénaliste célèbre et maire SFIO de Nice après la guerre et d'une mère avocate. Lorsqu'elle collabore à *F. Magazine*, elle a presque 40 ans et sa carrière est déjà bien établie. Diplômée de Science po et titulaire d'un doctorat de science politique, elle rentre d'abord à *Combat*, puis à *l'Express* et fait partie de cette génération de femmes journalistes qui comme Catherine Nay a été embauchée par Françoise Giroud à *l'Express* et raconte avoir joué de ses charmes pour obtenir des informations (voir sur ce point Christophe Deloire, Christophe Dupuis, *Sexus Politicus*, Paris, Albin Michel 2006). Outre la presse écrite, elle dispose d'une expérience radiophonique à France-Inter et à RTL et a été nommée directrice de Radio France en 1981. En 1982, elle est devenue présidente de la Haute autorité audiovisuelle (jusqu'en 1986). En 1987, elle reprend sa carrière journalistique et devient, directrice de l'information à TF1, puis dans les années 2000 directrice générale de France 2 (1999-2002). Elle a été la femme de Claude Tchou, éditeur puis de Philippe Barret conseiller politique de Jean-Pierre Chevènement.

**Christine Ockrent**, est née en 1944 d'un père diplomate et d'une mère sans profession. Elle est diplômée de Science po en 1965. Elle commence sa carrière à l'étranger à NBC et à CBS. En 1979, l'interview exclusive qu'elle obtient du premier ministre du shah d'Iran destitué suscite la polémique dans le monde journalistique, après l'exécution de ce dernier quelques jours après l'interview. En 1980, elle entre à Europe 1 puis en 1981 se voit confier (en alternance) – et c'est la première fois qu'une femme obtient cette fonction – la présentation du journal télévisé de 20h00 sur Antenne 2. Elle y reste jusqu'en 1985. Elle poursuit sa carrière sur des émissions plus personnelles en particulier des émissions de « portraits » sur France-Inter (*Portraits*, *Portraits au Laser* ou *Qu'avez vous fait de vos vingt ans*). Au début des années quatre-vingt, elle rencontre Bernard Kouchner avec qui elle se met en couple.

**Catherine Nay**, née en 1944. Elle fait des études de droit et est engagée à *l'Express* en 1968. Elle entre à Europe 1 en 1975. Comme Michèle Cotta (et dans le même ouvrage), elle témoigne elle aussi d'avoir utilisé ses charmes pour obtenir des informations auprès des hommes politiques. Elle poursuit une activité d'éditorialiste indépendante, intervenant dans plusieurs émissions à la radio et à la télé. Elle a vécu avec Albin Chalandon entre 1967 et 1990. Elle publie son premier ouvrage sur la relation en Jacques Chirac et Valéry Giscard d'Estaing, *La double méprise* chez Grasset en 1980.

**Arlette Chabot** est née en 1951. Elle entre à France Inter en 1973 comme simple reporter puis présente les journaux du matin à partir de 1974. Elle devient ensuite chef du service politique à la radio jusqu'en 1984, date à laquelle elle rentre à TF1 en tant que chef du service politique. Elle rejoint le service public de télévision au début des années quatre-vingt-dix. Elle a animé les émissions politiques, *Mots Croisés* puis *À vous de juger* et a occupé des fonctions de direction à France Télévision qu'elle a quitté en 2011. Après un passage par Europe n°1, elle a été chroniqueuse à *Public Sénat*, et anime des débats sur LCI.

**Brigitte Rossigneux** est née en 1950 d'un père militaire de carrière et d'une mère femme au foyer. Elle est diplômée du CFJ en 1976 après avoir été maître auxiliaire en allemand. Après un stage au *Monde*, elle rentre à *F. Magazine* qui est son premier poste « fixe ». Après *F. Magazine*, elle collabore à Droit de réponse, émission animée par Michel Polac sur TF1. Elle est la première femme à rentrer au *Canard Enchaîné* d'abord comme responsable des dossiers puis comme journaliste à part entière. Elle y fera toute sa carrière en tant que spécialiste de la défense. Elle est par ailleurs réalisatrice de plusieurs documentaires et auteure de plusieurs livres d'actualité. Elle est mariée avec Louis-Marie Horeau, journaliste, actuellement rédacteur en chef du *Canard Enchaîné*.

### *Engagées malgré tout ?*

Les trajectoires professionnelles des journalistes de *F. magazine* – et dans une moindre mesure celle de *Histoires d'Elles* – font apparaître une forme de normalisation de l'accès à la profession journalistique pour des femmes par ailleurs dotées d'un capital scolaire important. Cet accès normalisé à l'espace journalistique n'exclut pas des formes d'engagements qui

expliquent en partie les représentations qu'elles se font de leur métier. Si *Histoires d'Elles* et *F. Magazine* se présentent comme des journaux généralistes et « professionnels », le simple fait d'adopter un point de vue « féminin » sur l'actualité, d'inventer des formes alternatives de journalisme (et d'organisation de la rédaction) les transforment en projets engagés, portés par des journalistes qui pour beaucoup d'entre-elles sont politiquement marquées.

Les deux fondatrices des titres, Martine Storti et Claude Servan-Schreiber se définissent comme féministes mais leur engagement dépasse la cause des femmes. Claude Servan-Schreiber explique que sa vocation journalistique est née, lorsqu'elle était étudiante à Science Po, de son admiration pour les journalistes qui dénonçaient la torture durant la guerre d'Algérie :

« [...] J'ai changé à l'époque. Je pensais qu'il n'y avait pas de métier plus beau qui s'offre à un jeune que de servir l'état. C'était en 1957, au moment de la guerre d'Algérie, au moment où l'on torturait en Algérie. Je parle des tortures car c'est ce qui a décidé de ma vocation journalistique. Parce que je me suis rendue compte à ce moment-là que quand on servait l'Etat on était obligé de se renier soi-même car il fallait suivre des instructions [...] jusque-là je ne m'étais pas rendue compte qu'en se mettant au service de l'Etat on était obligé d'accepter des compromissions que moi avec l'idéalisme de la jeunesse je jugeais inacceptable. Dans ces conditions-là, je regardais autour de moi et je me rendais compte que ce que je respectais le plus, c'étaient les journaux qui autour de moi dénonçaient avec courage une situation que je jugeais avec beaucoup d'autres Français inadmissible. C'était le journalisme et c'est comme ça que j'ai choisi le journalisme. »<sup>403</sup>

Et même si dans la suite de l'émission, elle juge incompatible « militantisme » et l'exercice de la profession journalistique, c'est bien le modèle d'un journaliste engagé – contre la guerre d'Algérie – qu'elle présente comme déterminant sa vocation. Claude Servan-Schreiber revendique aussi un passé de militante féministe (elle a par exemple participé au procès de Bobigny en 1972) et défend la vision engagée d'un journalisme au service de l'intérêt général dont l'égalité femme/homme est une composante parmi d'autres. C'est cette idée qu'elle souligne en répondant à Jacques Chancel lorsqu'il l'interroge sur les formes de « son militantisme » et sur sa compatibilité avec le professionnalisme journalistique :

Jacques Chancel: À plusieurs reprises vous avez employé le terme de 'militante' et vous êtes comme Benoîte Groult, une militante, vous êtes une féministe?

Claude Servan-Schreiber : Une militante est quelqu'un qui appartient à une organisation politique et qui milite. La définition de la militante c'est cela. Elle distribue des tracts, elle fait tourner la ronéo, elle fait des discours quand elle en a l'occasion, elle fait du porte-à-porte. J'ai fait ça dans ma vie à d'autres moments mais ça n'est pas du tout ce que je fais en ce moment. Et *F Magazine* ne procède pas de cette démarche-là. *F Magazine* n'est pas là pour diffuser des messages ou un catéchisme, et que nous voulons c'est prendre en compte que les femmes ont changé et traduire journalistiquement, c'est-à-dire exprimer

---

<sup>403</sup> Radioscopie, 18 janvier 1978.



dans les reportages, dans les témoignages que nous publions, dans tous les articles que nous proposons à nos lectrices ce changement intervenu chez les femmes.<sup>404</sup>

Après l'expérience de *F Magazine*, Claude Servan-Schreiber poursuivra son combat politique et sera notamment très engagée dans le débat en faveur de la parité dans les années 1990. A titre plus personnel elle contribue, en publicisant le couple qu'elle forme avec Françoise Gaspard, à la reconnaissance de l'union entre personnes de même sexe. Elles ont ainsi été parmi les premières à annoncer dans *Le Monde*, leur Pacs, puis, en 2013 leur mariage qui a par ailleurs fait l'objet d'un article dans *Gala*<sup>405</sup>.

Parmi les collaboratrices de *F Magazine*, certaines ont eu des engagements plus « radicaux ». Paula Jacques a par exemple été accusée (et emprisonnée en 1984) pour ses liens avec Claude Halfen (dont elle était la compagne), condamné pour son appartenance à Action Directe<sup>406</sup>. Brigitte Rossigneux ou Myriam Anissimov avec lesquelles nous avons fait des entretiens évoquent chacune à leur manière des formes d'engagements si ce n'est directement politiques (dans des organisations anarchistes durant mai 68, pour Brigitte Rossigneux) du moins dans des causes civiques proches de l'extrême gauche (comme les comités de soutien à Pierre Goldman auquel Myriam Anissimov a consacré en 2007 un roman<sup>407</sup>). Fabian Gastellier, si elle n'évoque pas le même type d'engagement, a insisté au cours de l'entretien, sur son combat constant contre la peine de mort, en France puis aux Etats Unis.

À *Histoires d'Elles*, l'engagement des animatrices du mouvement est aussi politique. Martine Storti et Evelyne Le Garrec ont participé avant même de lancer le journal à des mouvements politiques et sont explicitement classées à gauche, voire à l'extrême gauche, de l'échiquier politique. Martine Storti relate ainsi ses engagements en mai 1968 alors qu'elle est lycéenne : « *c'est en effet quand j'étais élève au lycée Fénelon que la Politique est entrée dans ma vie* ». Plus loin dans l'ouvrage, elle explique qu'elle a « *connu, approché, observé au moins trois lieux : un groupe trotskiste, l'OCI, un journal, Libération ou [elle a] travaillé pendant cinq ans et le groupe "politique et psychanalyse"* »<sup>408</sup> dans le mouvement féministe ».<sup>409</sup>

---

<sup>404</sup> Radioscopie 18 Janvier 1978.

<sup>405</sup> [http://www.gala.fr/l\\_actu/news\\_de\\_stars/francoise\\_gaspard\\_et\\_claude\\_servan-schreiber\\_le\\_mariage\\_n\\_a\\_pas\\_d\\_age\\_295752](http://www.gala.fr/l_actu/news_de_stars/francoise_gaspard_et_claude_servan-schreiber_le_mariage_n_a_pas_d_age_295752)

<sup>406</sup> [http://www.lemonde.fr/archives/article/1984/10/20/une-journaliste-est-ecrouee-a-fleury-merogis\\_3005922\\_1819218.html?xtmc=paula\\_jacques&xtcr=123](http://www.lemonde.fr/archives/article/1984/10/20/une-journaliste-est-ecrouee-a-fleury-merogis_3005922_1819218.html?xtmc=paula_jacques&xtcr=123)

<sup>407</sup> Myriam Anissimov, *Vie et mort de Samuel Rosowski*, Paris, Denoël, 2007.

<sup>408</sup> Dans un échange de mel en juin 2016, Martine Storti me précise qu'elle n'a jamais fait partie de Psychepeo qu'elle dénonce largement dans son ouvrage (*Un chagrin politique*, op.cit p. 139 et suiv.). Le courant Psychanalyse et politique était un courant animé par Antoinette Fouques qui en 1979 provoque la polémique et une scission du mouvement en déposant la marque « MLF ». Cette querelle perdure jusqu'à aujourd'hui, et a

Cet engagement politique des fondatrices des deux titres est indéfectiblement lié à leur engagement journalistique et c'est, pour le dire autrement, au travers du journalisme que passe une partie de leur activité politique, notamment en participant à des journaux qui à l'époque sont engagés pour une cause: *L'Express* avec la guerre d'Algérie pour Claude Servan-Schreiber, *Elle* à qui elle fournit des reportages féministes,<sup>410</sup> et *L'Agence de Presse Libération* pour Evelyne Le Garrec et Martine Storti. Le journalisme est pour elles un moyen de faire de la politique, comme le raconte Martine Storti à propos de son passage par *Libération* :

« Ce livre qui reprend une partie des articles que j'ai publiés dans *Libération* commence la fin de l'année 1974 car c'est à ce moment-là que je suis entrée à *Libération*. J'aurais dû dire "devenue journaliste à *Libération*" mais le mot "entrée" me semble plus adéquat. Certes, on n'entrait pas à *Libé* comme dans les ordres, cependant on n'y allait pas juste pour être journaliste ou pour avoir un gagne-pain, fort modique d'ailleurs. En ce temps-là, *Libération* n'était pas vendu dans les kiosques, pas cité dans les revues de presse, pas posé sur le bureau des PDG. Il n'y avait pas d'actionnaire de référence, pas d'actionnaires du tout d'ailleurs et même il était sans le sou ! »<sup>411</sup>

Cet engagement politique s'accompagne pour ces fondatrices, d'un engagement féministe confirmé par leur trajectoire ultérieure. Comme Claude Servan Schreiber – militante de la parité dans les années quatre-vingt-dix on l'a dit – Martine Storti et Evelyne Le Garrec restent des figures du mouvement féministes des années 1990 et 2000. Martine Storti a soutenu aux élections européennes de 2014 les listes « féministes pour une Europe solidaire »<sup>412</sup>.

Ce type de trajectoires se retrouve parmi celles qui ont elles aussi participé à *F Magazine* et *d'Histoires d'Elles* : Nancy Huston, Leila Sebbar par exemple ont été et continuent d'être engagées pour les droits des femmes. Dans un entretien qu'elle accorde à Anais Petit et Julie Bordas, cette dernière fait directement le lien entre sa trajectoire d'écriture où elle inclut le journalisme et son engagement féministe.

« Oui, mon engagement dans le mouvement des femmes n'était pas à la base un engagement de revendication. Je me suis engagée dans ce mouvement car je me reconnais dans cette cause mais surtout car m'engager, manifester, Mai 68, c'était comprendre mon identité, et faire partie d'un mouvement car c'était le grand mouvement du XXe siècle, celui des femmes, et sera aussi je l'espère celui du XXIe, qui a réuni des écrivains, des artistes, des philosophes, des chercheuses, qui ont ensemble tenté de définir ce qu'était une femme. Et c'est

---

ressurgi au moment des quarante ans de l'organisation. A ce moment là, Martine Storti a effectivement pris position contre Antoinette Fouques. <http://martine-storti.fr/le-mlf-40-ans/>

<sup>409</sup> Martine Storti, *Un chagrin politique*, op. cit., p. 52; p. 58.

<sup>410</sup> En Octobre 1968, Claude Servan-Schreiber livre au magazine *Elle*, une série d'articles fondés sur le témoignage relativement intimiste d'une femme divorcée. Cette série aborde non seulement une thématique pouvant servir la cause des femmes (et montrer leur difficulté à divorcer) mais relève aussi d'une forme journalistique innovante: celle du reportage, intimiste et psychologisant, qui émerge dans la presse de l'époque.

<sup>411</sup> Martine Storti, *Je suis une femme. Pourquoi pas vous? Quand je racontais le mouvement des femmes dans Libération* (Paris: Édition Michel de Maule, 2010) p. 10.

<sup>412</sup> [http://www.huffingtonpost.fr/martine-storti/soutien-listes-feministes-europeennes\\_b\\_5338762.html](http://www.huffingtonpost.fr/martine-storti/soutien-listes-feministes-europeennes_b_5338762.html)

peut-être parce que je ne savais pas quelle femme j'étais, ce qu'être une femme voulait dire, quelle fille j'étais, que je me suis reconnue dans ce mouvement. Etre là à Paris, au milieu de tout cela a beaucoup joué sur ma volonté d'écrire, c'est de là je pense que l'écriture est née. Si j'étais restée à Aix-en-Provence dans ces années là, j'aurais fait une carrière universitaire, j'aurais été directeur d'une université quelconque, j'aurais fait des travaux universitaires, intéressants certainement, mais je n'aurais pas écrit ce que j'ai écrit à partir de ces années-là, ayant vécu à la fois 1968 et le mouvement des femmes. Il n'y aurait pas eu ces éléments déclencheurs qui m'ont réveillée. »<sup>413</sup>

Nancy Huston continue elle aussi son engagement féministe en publiant régulièrement essais et tribunes dans lesquels elle se positionne dans des débats d'actualité sur ces questions<sup>414</sup>.

L'engagement apparaît donc pour celles qui ont été les plus « présentes » dans les deux projets une composante essentielle de leur identité professionnelle. Il semble déterminant pour expliquer les conditions dans lesquelles elles sont à même de continuer (ou non) une carrière journalistique. Cet engagement permet aussi d'expliquer comment elles peuvent investir à certains moments d'autres formats d'écriture (académique ou littéraire) et comment ces modes d'investissement peuvent les conduire à sortir du métier journalistique.

### *Conversion au journalisme et reconversion à la littérature*

Si on l'a dit, plusieurs journalistes passées par *F. Magazine* ou *Histoires d'Elles* ont connu des carrières journalistiques « brillantes », ces carrières se sont aussi faites en grande partie sur un journalisme « de niche » où la composante « féminine » semble déterminante. L'hypothèse développée par Pierre Leroux<sup>415</sup> à propos d'Anne Sinclair, selon laquelle les innovations dont elle a été porteuse tiennent en grande partie à des logiques de classe et de genre, pourrait ainsi être étendue à des journalistes telles que Christine Ockrent, Catherine Nay, Michèle Cotta qui ont toutes, à un moment donné, été contrainte d'utiliser leur « féminité » pour s'imposer dans le journalisme<sup>416</sup>. Comme Françoise Giroud, ces journalistes pourtant connues et reconnues ont investi des manières « toutes féminines » de faire du journalisme politique privilégiant l'art du portrait, développant des formats longs, se spécialisant dans les biographies psychologisantes d'hommes politiques comme Catherine Nay<sup>417</sup>, entretenant des rapports intimes (dans tous les sens du termes) avec les acteurs

---

<sup>413</sup> <http://www.odyseemoderne.eu/interview-de-leila-sebbar-ecrivaine-dorigine-algerienne/>

<sup>414</sup> En 2012, son essai « Reflets dans l'œil d'un homme » publié chez Actes Sud est un plaidoyer contre les « gender studies ». Après les attentats de janvier 2015, elle dénonce le sexisme et l'homophobie des dessinateurs de Charlie Hebdo. Ses prises de positions sont souvent controversées.

<sup>415</sup> Pierre Leroux, « Une réussite tangentielle. Retour sur la carrière d'Anne Sinclair à la télévision », *art.cit.*

<sup>416</sup> Erik Neveu, « Le genre du journalisme », *Politix*, vol. 13, n°51, Troisième trimestre 2000.

<sup>417</sup> Catherine Nay est entre-autres, l'auteure de deux biographies de François Mitterrand : *Le Noir et le Rouge, ou l'Histoire d'une ambition*, Paris, Grasset, 1984 et *Les Sept Mitterrand ou les Métamorphoses d'un septennat*, Grasset, 1988. Elle a également publié deux biographie de Nicolas Sarkozy : *Un pouvoir nommé désir*, Paris, Grasset, 17 janvier 2007 et *L'impétueux*, Paris, Grasset, 2012.

politiques (trois journalistes parmi les quatre évoquées ici ont épousé ou vécu avec des ministres) et la dernière, Michèle Cotta a épousé le conseiller politique d'un ministre). Dans un monde journalistique de plus en plus soumis à des logiques commerciales, elles ont su, pu et dû échapper en partie à l'emprise de l'économie sur le journalisme et poursuivre une longue carrière, en expérimentant des formats innovants qui se sont certes révélés rentables mais dont le succès n'était pas donné d'avance.

Si, être « *one of the girl* » est un des modes de réussite dans la profession, être « *one of the boy* », l'est aussi. En entrant au *Canard Enchaîné*, Brigitte Rossigneux insiste sur sa fierté d'être une pionnière. Elle me répète ainsi qu'elle est la première femme à entrer au *Canard* depuis 1916 et que même « *Jeanne Lacane est un "mec"* ». Si elle a commencé par un « *boulot féminin* » (s'occuper des dossiers du *Canard*, en ayant à peine le droit de pénétrer dans la rédaction même), elle s'est ensuite spécialisée dans un sujet éminemment masculin, la défense qu'elle dit avoir approché par atavisme familial (elle est issue d'une famille de militaires). Privilégiant désormais l'enquête, et le journalisme d'investigation (qu'elle déploie au *Canard* mais aussi dans des livres et des documentaires), elle est ainsi en mesure de faire du journalisme engagé, qui dénonce les dérives d'un système, dans un journal qui ne subit pas la pression de la publicité et échappe en partie à l'emprise économique. Continuer à écrire des livres et documentaires<sup>418</sup> lui offre aussi la possibilité de conserver une forme d'expression individualisée et d'échapper au caractère strictement industriel – et routinier – du métier.

Ainsi sans être marginales – beaucoup d'entre-elles ont connu des réussites indéniables – les conversions au journalisme des « filles » de *F.* et d'*Histoires d'Elles* se sont souvent faites dans des espaces qui rendaient possibles des modes d'expression de la subjectivité – née de l'engagement – qui du même coup devenait une valeur professionnelle à part entière<sup>419</sup>. C'est d'ailleurs parmi les plus engagées – et dans un contexte rappelons le de dépolitisation du journalisme – que les « sorties » du métier se sont produites.

---

<sup>418</sup> Brigitte Rossigneux est l'auteur d'un ouvrage sur Churchill avec Bob Maloubier *Les Coups tordus de Churchill*, Paris, Éditions Calmann-Lévy, 2009. Elle a réalisé trois documentaires : l'un en 2007 avec Christian Paureilhe sur l'histoire de la gendarmerie *Au nom de la loi... Une histoire de la gendarmerie*, l'autre en 2010 adapté d'un livre de Stéphane Horel (et d'ailleurs réalisé avec lui sur *Les Médicamenteurs* et un troisième en 2012 : *Les Alimenteurs*, toujours avec Stéphane Horel)

<sup>419</sup> Ce style journalistique qui s'appuie sur des formes de subjectivités narratives est étudié comme une forme nouvelle qui s'exprime actuellement dans les *mooc* comme XXI par exemple. C'est ce que montre notamment, Marie Vanoost, « Éthique et expression de l'expérience subjective en journalisme narratif », *Sur le journalisme, About journalism, Sobre jornalismo* [En ligne], Vol 2, n°2 - 2013, mis en ligne le 15 décembre 2013. URL : <http://surlejournalisme.com/rev>. Il est par ailleurs particulièrement intéressant de voir que cette forme de journalisme narratif s'insère dans un projet qui défend aussi des formes civiques et engagé du journalisme comme nous le mentionnions dans l'introduction de l'ouvrage, *Journalistes engagés, op.cit.*

Martine Storti raconte avoir renoncé au journalisme, le jour de la victoire de François Mitterrand, lorsque, se trouvant avec lui et Danièle Mitterrand dans la voiture qui les ramenaient à Paris, elle ne pense même pas à l'interroger sur sa victoire. Elle se professionnalise alors dans la politique en rejoignant en 1984, le cabinet du Premier ministre socialiste Laurent Fabius<sup>420</sup>.

Cette sortie vers la politique institutionnelle reste cependant marginale. Claude Servan-Schreiber choisit quant à elle un engagement (pour la parité) qui mêle proximité à la politique (elle s'engage à la fin des années 1980 dans une recherche sur le « courant femme » au sein du Parti socialiste, sous la direction de Michelle Perrot<sup>421</sup>) et carrière académique. Elle publie plusieurs essais : *La fin des immigrés* avec Françoise Gaspard paru en 1985, la traduction de l'ouvrage de son amie Joan Scott<sup>422</sup> en 2012, ainsi que de contributions au débat sur l'enjeu paritaire dans les années 1990 et 2000<sup>423</sup>.

Plus qu'en politique, les reconversions des journalistes engagées de *F. Magazine* et d'*HDE* sont surtout du côté de la littérature, entendu au sens large des formes d'expression et de créations littéraires mais aussi d'analyse sur la littérature elle-même (soit une sortie vers le milieu « académique » littéraire). En effet, le journalisme qui se pratique dans les deux magazines est un journalisme littéraire qui, soit valorise le passage par l'écriture, soit l'accompagne, soit le prépare. Ainsi, beaucoup de figures littéraires (désormais connues) vont passer par les rédactions des deux journaux, qu'elles aient ou non déjà publié un livre (essai, roman, autobiographie, etc.), qu'elles soient (ou non) déjà reconnues pour cela. D'ailleurs les deux magazines s'offrent de ce point de vue des collaboratrices prestigieuses et reconnues: Benoîte Groult qui, après avoir collaboré à *ELLE*, soutient et participe régulièrement à *F. Magazine*. À l'époque de sa collaboration, elle a déjà publié plusieurs romans avec sa sœur Flora (*Journal à Quatre mains* en 1958, *Féminin pluriel* en 1965 et *Il était deux fois* en 1967), un roman seule (*La part des choses* en 1972), et deux essais sur le féminisme dans lesquels elle dénonce par exemple les mutilations sexuelles féminines (*Ainsi soit-elle* en 1975) ou la misogynie (*Le féminisme au masculin* en 1977).

---

<sup>420</sup> Martine Storti, *Un chagrin politique*, *op.cit.*

<sup>421</sup> Je remercie ici Claire Blandin de m'avoir communiqué la notice qu'elle a rédigée sur Claude Servan-Schreiber, pour *Le dictionnaire des féministes*, dirigé par Christine Bard, dans lequel nous sommes collectivement engagées et qui paraîtra au PUF à la fin de l'année 2016.

<sup>422</sup> Scott Joan W, *De l'utilité du genre*, (traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Claude Servan-Schreiber), Paris, Fayard, 2012

<sup>423</sup> En particulier avec Françoise Gaspard et Anne Le Gall, *Au pouvoir citoyennes*, Paris, Seuil, 1992 puis en 1997, elle participe à la publication collective du colloque organisé à l'UNESCO en 1996 sous la direction de Françoise Gaspard, *Les femmes dans la prise de décision en France et en Europe*, Paris, L'Harmattan, 1997.

Nancy Huston, a seulement vingt-cinq ans lorsqu'elle s'engage à *Histoires d'Elles* (mais aussi à *Sorcières*), mais elle a déjà publié des nouvelles dans plusieurs revues et notamment des revues féministes. Son premier roman – *Les variations Goldberg* – est publié en 1981, suivi d'une longue carrière couronnée de succès publics et de reconnaissances critiques. Leïla Sebbar (née en 1941), autre figure importante d'*Histoires d'Elles*,<sup>424</sup> est elle aussi une essayiste connue et reconnue puisqu'elle a publié, au moment du lancement du magazine, une partie de sa thèse dans *Les Temps modernes* dont elle dirigera un numéro en 1976.<sup>425</sup> A *F Magazine*, de nombreuses collaboratrices entament alors une carrière littéraire, telles Madeleine Chapsal, Nicole Avril, Fabian Gastellier<sup>426</sup> ou Myriam Assinimov (déjà auteure de quatre romans au moment de sa collaboration à *F Magazine* et aujourd'hui reconnue pour ses biographies de Primo Lévi et Romain Gary).

Les liens qu'entretiennent les journalistes de *F Magazine* et d'*Histoires d'Elles* éclairent particulièrement bien les mutations profondes que connaît la profession journalistique à la fin des années soixante-dix. Si l'engagement politique et le talent littéraire semblent encore nécessaires pour entrer dans le métier, ce modèle du journalisme à la française qu'incarne d'autres femmes à la même époque comme Françoise Giroud, semble dévalué, peu à peu remplacé par des logiques plus gestionnaires et marchandes qui guident les patrons de presse. La trajectoire de ces femmes dont la reconversion est pour certaines d'entre elles manifeste, accompagne ainsi le mouvement de dépolitisation de la presse française et marque l'emprise croissante de l'économie sur ce secteur. Tout se passe alors comme si les expériences de *F Magazine* et d'*Histoires d'Elles*, mais aussi l'arrêt de leur publication au début des années 1980, scellait, pour un temps du moins, le sort des journalistes engagé.es, littéraires et inspiré.es. La décennie quatre-vingt qui s'ouvre alors voit le triomphe des journalistes diplômé.es, « efficaces », respectueux.ses des formats, à la fois généralistes et polyvalent.e.s mais pour lesquels la mise en avant de ressources liées au genre semble pour un temps, effacée. Les femmes journalistes deviennent des journalistes comme les autres, mais subissent désormais d'autres formes de relégation. Le combat qui s'ouvre alors avec la création par

---

<sup>424</sup> Dont elle raconte l'histoire dans un ouvrage: Leïla Sebbar, *Le pays de ma mère. Voyage en France*, Paris, Bleu autour, 2013.

<sup>425</sup> Leïla Sebbar, « Petites filles en éducation », *Les Temps modernes* (Mai 1976), 1169-2012.

<sup>426</sup> Fabian Gastellier se définit aujourd'hui comme éditrice (responsable de la maison d'édition Notes de Nuit). Elle a longtemps été journaliste critique musicale (au *Quotidien de Paris*, à *Télérama* et au *Masque et la plume* entre autres). Elle est l'auteur de plusieurs romans et recueils de nouvelles: *L'hôtel*, Paris, Stock, 1993; *Angélique Arnould, Biographie de l'Abbesse de Port-Royal*, Paris, Fayard, 1998 ou *Le Voyage d'Alberto et autres nouvelles*, Paris, Notes de nuit, 2012.

exemple en 1981 de l'association des femmes journalistes<sup>427</sup> – est celui du sexisme dans les rédactions mais aussi dans les colonnes des journaux, les ondes des radios et les écrans de télévision.

---

<sup>427</sup> L'AJF est une association créée en 1981 avec un double but celui de « *défendre et à promouvoir la place et l'image des femmes dans les médias* » et celui de « *défendre les intérêts professionnels des femmes journalistes* ». Etudier cette association, dont les archives ont été déposées au centre d'archive du féminisme d'Angers dont nous avons rejoint en 2016 le conseil d'administration constitue l'un des axes – parmi d'autres – qui nous permettrait de poursuivre nos recherches sur la professionnalisation journalistique à l'épreuve de sa féminisation.

## Conclusion

La féminisation du journalisme, tout comme celle de la profession politique, n'est pas simplement une affaire de nombre. Si plusieurs travaux ont bien montré les processus différentiels de féminisation de la profession journalistique<sup>428</sup>, nous avons quant à nous essayé à travers les quatre expériences « féministo-journalistiques » que sont, dans des registres différents, *La Fronde*, *Elle*, *Histoires d'Elles* et *F. Magazine*, de montrer ce que la féminisation de l'espace journalistique fait aux processus de professionnalisation. Nous avons cherché à analyser les transformations « objectives » (ou structurelles) du groupe professionnel en faisant le choix de mettre en valeur les éléments touchant aux évolutions des principes et des engagements qui font tenir ensemble des acteurs (et des actrices jusqu'alors oubliées) aux positions souvent différentes. En tant que nouvelles entrantes dans le champ journalistique, les femmes journalistes étudiées cherchent en se fondant sur leurs positions d'*outsiders* à modifier et à imposer de « nouvelles » règles du jeu propres à cet espace, qui soient aussi conformes à leurs dispositions, en particulier à leur « féminité » et à leur engagement. Cette tentative de subversion est facilitée par le « flou » décrit par Denis Ruellan<sup>429</sup>, qui permet de faire tenir ensemble, dans un groupe professionnel, des agents très différents, y compris ... des femmes.

Nous avons ainsi pu montrer que la transformation d'un espace professionnel est un processus subtil, difficile et parfois réversible. Les « filles » de *la Fronde*, celles de *Elle* de *F. Magazine* ou de *Histoires d'Elles* ont pu à un moment donné subvertir ces règles – et pu contribuer à imposer un journalisme, plus proche du terrain, plus « indépendant », plus « empathique » à l'égard des plus faibles, plus sensible à l'égalité (en particulier à l'égalité femmes hommes) et à l'intérêt général. Comme pour les femmes en politique, les femmes « en journalisme » ont donc pu user de ressources *a priori* illégitimes pour se distinguer et s'imposer dans cet espace. Pourtant comme pour les femmes en politique, aussi, ces ressources se sont révélés fragiles et ont pu se retourner contre celles qui ont cherché à les mobiliser. Bien-sûr les parcours de Marguerite Durand, Séverine, Françoise Giroud, Claude Servan Schreiber ou Martine Storti sont ceux de femmes qui réussissent ; elles sont reconnues comme de grandes professionnelles et certaines sont même devenues à leur manière des modèles. Pourtant

---

<sup>428</sup> On pense en particulier pour la France à Béatrice Damian et Eugénie Saitta, « Le processus de féminisation du journalisme politique et les réorganisations professionnelles dans les quotidiens nationaux français », *art.cit.* Julie Sedel, « La reconfiguration des spécialisations professionnelles au prisme de la féminisation. L'exemple du *Monde* », in Béatrice Damian-Gaillard, Cécolène Frisque, Eugénie Saitta (dir.), *Le journalisme au féminin : assignations, inventions et stratégies*, *op.cit.*

<sup>429</sup> Denis Ruellan, *Le professionnalisme du flou. Identité et savoir-faire des journalistes français*, *op.cit.*



malgré cette réussite, elles n'en restent pas moins des femmes, dont le succès est justement lié à cette assignation de genre, qu'il faut à la fois transgresser et respecter. Il convient alors d'être une femme mais pas trop ; d'endosser des rôles masculins sans perdre de sa féminité ; d'être féministe dans le respect de l'arrangement des sexes.

La fragilité de l'entreprise de subversion est d'autant plus que grande qu'elle joue sur la nécessité de renverser – du moins de bouleverser – l'ordre genré et de faire en sorte que la profession journalistique ne soit plus une profession où l'excellence se mesure à l'aune de valeurs masculines (le courage, la hardiesse, le culot ect.) mais une profession dont les valeurs « dominantes » seraient plus conformes aux habitus féminins pour employer une formule d'Erik Neveu<sup>430</sup>. Cette tentative de subversion est rendue d'autant plus difficile que l'ordre genré se combine avec d'autres logiques de domination et en particulier des dominations de classe que l'emprise économique sur l'espace médiatique semble ces dernières années renforcer. Sans tomber dans la dénonciation facile de médias placés sous la coupe du capitalisme, il s'agit bien de prendre en compte les conséquences pratiques de la concurrence existante entre des médias désormais soumis à de grands groupes industriels, sur la pratique journalistique et la (re)définition de ses valeurs.

S'il ne s'agit pas de considérer que les journalistes sont forcément des bourgeois.es au service de médias capitalistes, diffusant des modèles renforçant l'idéologie dominante, il n'empêche, que celles et ceux qui veulent changer le journalisme ont aussi à lutter contre cette emprise économique et ses effets sur le travail journalistique. Si la subversion a été rendue possible, dans les expériences étudiées c'est aussi parce qu'ils ont été engagés par des journalistes qui pour la plupart appartiennent aux classes supérieures et qui ont défendu des modèles économiques respectant peu ou prou les logiques marchandes (ou du moins, comme c'est le cas pour *Histoires d'Elles* aspirant à pouvoir les respecter).

Ce modèle mérite désormais d'être testé sur d'autres terrains et en particulier des terrains plus contemporains. A l'heure où les spécialistes de la sociologie de la profession journalistique s'interrogent sur les effets des nouvelles technologies sur les pratiques et les valeurs journalistiques<sup>431</sup> où d'autres questionnent l'emprise de l'économie sur les pratiques

---

<sup>430</sup> Erik Neveu, « Le genre du journalisme », *art.cit.*

<sup>431</sup> Depuis les travaux de Florence Le Cam, « États-unis : les weblogs d'actualité ravivent la question de l'identité journalistique », *Réseaux* 4/2006 (n° 138) , p. 139-158, plusieurs chercheur.es ont réfléchi à la question des effets des (N)TIC sur la pratique et les valeurs journalistiques. On pense notamment au numéro 160/161 2-3/2010 de la revue *Réseaux* dirigé par Eric Dagiral et Sylvain Parasio ou au numéro de cette même revue dirigée par Franck

professionnelles<sup>432</sup>, réintroduire une analyse genrée du processus de professionnalisation s'avère indispensable parce qu'elle permet de comprendre que ces logiques de domination technologiques et économiques sont insérées dans un ordre social plus large qui les dépasse et qu'elles révèlent. Comprendre comment se construit la profession journalistique, c'est toujours essayer de comprendre en quoi ces pratiques sont façonnées et modelées non seulement par l'économique et le technique mais aussi et surtout par des rapports de pouvoir fondés sur des rapports sociaux de sexe, de classe et pourquoi pas de race<sup>433</sup>.

Nous prolongerons nos travaux par l'étude de deux nouveaux terrains qui comme les expériences antérieures, mêlent logiques d'engagement et logiques professionnelles (et aujourd'hui désormais inévitablement marchandes) que sont le lancement à la fin des années 2000 de deux médias qui ont fait d'une approche « féministe » de l'information, le point central de leur place dans l'espace médiatique (et de leur stratégie commerciale). Ces deux titres – *Causette* et les *Nouvelles News* – expérimentent sous des formats différents, une volonté commune de promouvoir l'égalité femmes/hommes et une vision « féminine » de l'actualité dans un contexte post-paritaire.

*Causette* est un magazine qui a été lancé en 2009 par Grégory Lassus-Débat. Le magazine est au départ un bi-mensuel. Le premier numéro qui sort en Mars 2009 est vendu en 20 000 exemplaires. Son slogan initial est « plus féminine du cerveau que du capiton ». Le récit de son invention est un récit qui insiste sur sa dimension « amateur » qui ressemble d'ailleurs au récit qui est fait de la naissance d'*Histoires d'Elles* (un appartement, un peu désuet, une idée qui vient par hasard, le crédit à la consommation). Dans le récit enchanté des origines, il s'agit de montrer que l'on est désintéressé et que l'on colle ainsi à la vocation « originaire » d'une presse au service du message ou de la cause. Le projet tel qu'il est présenté par son créateur est aussi celui de la rupture avec un modèle journalistique dominant. Il est ainsi présenté dans *Libération* qui lui consacre un portrait de quatrième de couverture comme :

« Un truc un peu *old school* et dépourvu du vernis cynico-nonchalant en cours dans la profession. Lassus-Debat se dit par exemple en mission, avec des accents quasi hugoliens : «*Les journalistes ont un devoir vis-*

---

Rebillard (par ailleurs spécialiste de cette question) en 2012. (« Internet et pluralisme de l'information », *Réseaux*, n° 176, 2012/6.

<sup>432</sup> On pense ici pour la sociologie pragmatique au travaux d'Eric Lagneau, « Ce que Ségolène Royal n'a pas assez vu. L'AFP entre réalismes politique et économique », *Réseaux* 5/2009 (n° 157-158) , p. 13-59 et pour la sociologie critique à ceux de Jean Baptiste Comby, *La question climatique. Genèse et dépolitisation d'un problème public*, Paris, Raisons d'Agir, 2015.

<sup>433</sup> On pense ici aux travaux de Virginie Sasso, *Femmes noires sur papier glacé*, Paris, INA, 2015, qui amorce une analyse intersectionnelle sur la définition de la beauté noire dans la presse destinée aux femmes noires, en France dans les années 2000.

à-vis de leurs contemporains, qui comptent sur eux pour les informer mais aussi pour dénoncer les injustices, les abus.» Appliqué à *Causette*, ça donne : «On met en valeur les femmes plutôt qu'on ne les dégrade indirectement en sanctifiant des modèles qu'elles n'atteindront jamais. » (*Libération* 4 Avril 2011)

La ligne éditoriale se présente comme en rupture avec les magazines féminins (trop commerciaux). La rubrique, la plus connue (« *On nous prend pour des quiches* » prend le contrepied des rubriques de présentation des produits que l'on trouve habituellement dans la presse féminine). La forme est soignée et le modèle économique toujours présenté comme une forme d'amateurisme (« *On reste dans l'artisanat* » déclare Grégory Lassus-Débat à *Stratégie* qui l'interroge sur sa réussite<sup>434</sup>) est fondé sur la vente et l'abonnement, puisque le magazine est dénué de toute forme de publicité. Le journal est un succès commercial (il devient un mensuel en 2011) et un succès d'estime (Prix, articles élogieux dans des magazines concurrents, plagiat avec le magazine *Bridget*...) même si, à une période plus récente, le magazine a été l'objet de plusieurs controverses et d'un conflit interne<sup>435</sup>.

*Les Nouvelles News* (<http://www.lesnouvellesnews.fr/>) est un *pure player* dont le slogan est « l'autre genre de l'info ». Son but tel qu'il est défini sur le site : « traiter l'actualité tout en respectant la parité ». Il veut donner autant de visibilité aux femmes qu'aux hommes dans le contenu de l'info et gommer les stéréotypes sexués ». *Les Nouvelles News* ont ainsi lié leur lancement en 2010 à un colloque sur le sexisme dans les médias. Comme beaucoup de medias internet, il cherche à inventer un modèle économique fondé sur des contenus en libre accès et d'autres payants. Il s'agit aussi de « vendre » d'autres produits, de l'expertise, de la réflexion et de la critique des médias (comme le fait par exemple l'un des premiers sites « rentable » en France, celui de Daniel Schneiderman « Arrêt sur image »<sup>436</sup>). Il accompagne d'autres initiatives, comme « Prenons la une »<sup>437</sup>, « un collectif de femmes journalistes pour une juste représentation des femmes dans les médias et l'égalité professionnelle dans les rédactions » crée en 2014 et qui se donne pour but de dénoncer le sexisme dans les médias.

Ces deux projets se veulent explicitement « féministes » et défendent une forme alternative de journalisme. Ainsi le magazine *Causette* – de part sa réussite commerciale inédite dans un paysage médiatique morose – incarne-t-il aujourd'hui comme le titre le *Times*<sup>438</sup> (*cité par*

---

<sup>434</sup> <http://www.strategies.fr/actualites/medias/219246W/gregory-lassus-debat-le-papa-de-causette.html>

<sup>435</sup> [http://ecrans.liberation.fr/ecrans/2014/02/19/cassure-a-causette\\_981570](http://ecrans.liberation.fr/ecrans/2014/02/19/cassure-a-causette_981570)

<sup>436</sup> En 2011, le site Arrêt sur image a été bénéficiaire <http://www.mediapart.fr/journal/economie/130412/le-site-d-information-arret-sur-images-beneficiaire-en-2011>

Depuis, le site *Mediapart* a lui aussi trouvé l'équilibre financier

<sup>437</sup> <http://prenons-la-une.tumblr.com/>

<sup>438</sup> <http://latelelibre.fr/2010/12/06/le-magazine-causette-en-une-du-times/>

*Libération*) «le symbole de la renaissance féministe en France» au même titre que la Barbe, les Femen, ou « Osez le féminisme ». Ces deux projets sont aussi portés par des journalistes dont il s'agirait de retracer les trajectoires pour mieux comprendre le projet professionnel qu'ils défendent. D'un côté, le créateur de *Causette* (puisque c'est d'un homme dont il s'agit, ce qui d'ailleurs conduit à faire peser sur lui un soupçon d'opportunisme<sup>439</sup>) se présente comme résolument féministe, même si son engagement se produit en dehors de toute structure. Ainsi comme l'écrit, Sabrina Champenois dans le portrait qu'elle lui consacre dans *Libération* : « Le féminisme aussi est chez GLD un cri qui vient de l'intérieur. «*Enfant déjà, je débarrassais spontanément la table ou je vidais le lave-vaisselle, ça me paraissait juste naturel. Et ça m'énervait que mon père rentre du boulot et mette les pieds sous la table. Il bossait dur, d'accord, mais ma mère aussi.*» ». Pour Isabelle Germain, féminisme et défense de la cause journalistique semble deux causes indissociablement liées dans sa trajectoire professionnelle et militante. Elle a ainsi présidé l'association des femmes journalistes créée en 1981 association qui entendait dénoncer les publicités sexistes et cherchent avec les *Nouvelles News* à poursuivre ce combat.

Ces titres encore en activité ouvrent des perspectives d'enquêtes pour qui souhaite aujourd'hui continuer à réfléchir à ce que la féminisation des groupes professionnels – et en particulier du journalisme – veut dire.

---

<sup>439</sup> Il serait intéressant d'analyser « l'affaire *Causette* », puisque depuis 2013, une partie de l'équipe rédactionnelle est opposée à la stratégie éditoriale du directeur et de la rédactrice en chef. Ces tensions sont suffisamment fortes pour que le magazine ait été condamné par le tribunal de Paris le 29 avril 2016 pour « harcèlement moral ». Après une période de prospérité, il a été placé en redressement judiciaire. <http://www.lesinrocks.com/2015/07/news/causette-condamne-pour-harcèlement-moral/>  
Cette affaire est à mon avis révélateur de l'emprise des logiques économiques sur la presse et des difficultés, à concilier rentabilité et engagement comme le montre la situation financière délicate des *Nouvelles News*.